

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

20^e Législature — 3^e session

Vol. 1 - Séances du 26 janvier au 10 mars 1938

1938

Texte établi par Jean-François Hébert, Donald Chouinard
et Josée Levasseur

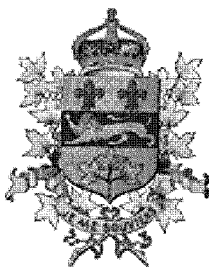
Orateur : l'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

20e Législature - 3e session

Vol. 1 - Séances du 26 janvier au 10 mars 1938

1938



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

20^e Législature — 3^e session

Vol. 1 - Séances du 26 janvier au 10 mars 1938

1938

Texte établi par Jean-François Hébert, Donald Chouinard
et Josée Levasseur

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Jean-François Hébert Donald Chouinard Josée Levasseur
Introduction :	Christian Blais
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Caroline Bilodeau Donald Chouinard Michel Rhéaume
Indexation:	Josée Levasseur
Collaboration:	Marie Auger Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 1er trimestre 2010

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23870-5

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1938¹

« La question la plus importante, au gouvernement, c'est encore celle du chômage », assure le maire de Montréal et député de L'Assomption à l'Assemblée législative, Adhémar Raynault. Car la crise économique perdure. La reprise des marchés financiers annoncée en 1937 a été sans lendemain; au Canada, c'est au Québec que le taux de chômage demeure le plus élevé et la majeure partie des chômeurs résident dans la région montréalaise. Pire. De l'avis de Raynault, les « ravages causés par le secours direct ont contribué à détruire le moral de la population. Il n'y a rien de plus mauvais. Tous les sociologues pensent ainsi, dit-il » (15 février).

Le chômage est une plaie pour les gouvernements provinciaux et pour le gouvernement fédéral. En 1938, les mesures adoptées pour contrer les effets de la dépression ne font pas l'unanimité. À Québec, Maurice Duplessis mise toujours sur l'agriculture, « parce qu'elle est à la base de tout progrès véritable » (3 février), de même que sur l'amélioration du réseau routier (bill 45) pour sortir la province du marasme. À Ottawa, le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King entend établir un programme d'assurance-chômage pancanadien: celui-ci propose d'amender la Constitution afin de transférer tous les pouvoirs en cette matière sous la juridiction fédérale. Ce mouvement centralisateur, émanant de la commission royale d'enquête en cours sur les relations entre le dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois), amène Duplessis à parfaire son discours sur l'autonomie provinciale. Le même contexte pave également la voie à un rapprochement entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario. L'alliance Hepburn-Duplessis et la question de l'assurance-chômage font donc l'objet de plusieurs discours à l'Assemblée législative.

L'année 1938 correspond également à la création du Parti de l'unité nationale au Canada. Antisémite et anticomuniste, ce parti, dirigé par le fasciste Adrien Arcand, manifeste ses sympathies pour le nazisme. Ses membres arborent publiquement la croix gammée et font des démonstrations paramilitaires à Montréal et en Montérégie. Il n'en faut pas plus pour que la *Gazette de Montréal* de même que le *New York Times* rapportent que la province de Québec est un pays fasciste.

Durant les débats de l'Assemblée législative, Duplessis se porte à la défense du Québec, martelant que le communisme – non le fascisme – est le seul véritable danger à combattre. Maintes fois, il fait l'éloge de la « loi du cadenas » de 1937 pour montrer les efforts de son gouvernement en ce sens. Il affirme même que la campagne menée contre le fascisme « est faite avec l'argent de Moscou pour faire oublier la lutte contre le communisme » (2 mars).

Bien que le mouvement fasciste demeure marginal au Québec, il suscite certaines inquiétudes. Car l'imminence de la guerre ne fait plus de doute dans les esprits. « Malheureusement, il semble que le monde se prépare pour une autre guerre » (27 janvier), déplore Payson Alton Sherman, député de Compton. L'*Anschluss* – le rattachement de l'Autriche au III^e Reich le 15 mars 1938 – et la guerre en Espagne sont des indices de la montée vers un conflit mondial. La reconnaissance de la souveraineté de l'Italie sur l'Éthiopie par les membres de la Société des Nations est un autre épisode marquant le recul des démocraties occidentales. Dans les circonstances donc, le gouvernement canadien se prépare tranquillement à la guerre.

Au Québec, l'année 1938 débute par un drame. Le 18 janvier, le Collège du Sacré-Cœur de Saint-Hyacinthe est détruit par un incendie. En tant que maire de la cité et chef parlementaire de l'opposition, Téléphore-Damien Bouchard parle de cette « pénible hécatombe » qui a causé la mort de 41 élèves et de cinq religieux. En Chambre, il offre ses plus profondes sympathies aux familles des victimes. Le premier ministre et les autres parlementaires livrent pareils témoignages.

Sur la scène artistique, l'année 1938 correspond au début de la revue théâtrale *Les Fridolinades* de l'auteur et metteur en scène Gratien Gélinas. Cette production mettant en vedette Fred Barry, Olivette Thibault, Juliette Béliveau, Amanda Alarie, Juliette Huot et Henri Poitras tient l'affiche au Monument-National jusqu'en 1946. Sur les ondes de Radio-Canada, le feuilleton *La Pension Velder* de Robert Choquette connaît un franc succès jusqu'en 1942. Judith Jasmin, Juliette Béliveau, Estelle Mauffette, Jeanne Maubourg et Clément Latour sont les

principaux interprètes de cette émission radiophonique. À la même époque, les chanteurs Charles Trenet et Tino Rossi sont bien en vogue. Soulignons enfin la publication du roman *Trente arpents*, de Philippe Panneton (Ringuet), et *Les Engagés du Grand Portage*, de Léo-Paul Desrosiers en 1938.

Le cinéma – « les vues animées » comme on disait alors – est un divertissement populaire. « On sait que les films sont de plus en plus répandus dans notre province », affirme Duplessis à la séance du 22 février 1938. Bien que le cinéma soit toujours interdit au public âgé de moins de 16 ans, le règlement est plus ou moins observé. « Vu l'accroissement de l'industrie cinématographique », poursuit le premier ministre, le gouvernement adopte une loi relative au Bureau de censure : la loi 16 permettra d'employer davantage de censeurs. Au cours de cette même année par ailleurs, l'abbé Albert Tessier présente son court métrage *Hommage à notre paysannerie*. Et depuis 1980, le prix Albert Tessier, en l'honneur de ce pionnier du cinéma documentaire, est décerné par le gouvernement québécois à une personne pour l'ensemble de son œuvre et de sa carrière dans le domaine du cinéma.

Le 26 janvier 1938 se déroule l'ouverture de la 3^e session de la 20^e Législature. Tous les députés sont heureux de se retrouver :

Des poignées de main, des retrouvailles pleines de cordialité et un va-et-vient continu entre les membres de la Chambre dont la plupart ne se sont pas rencontrés depuis la session précédente : c'est la première formalité à la Chambre des députés et chacun s'y soumet avec un plaisir évident. Les mêmes aménités s'échangent entre ceux qui seront dès demain des adversaires entre ministériels ou oppositionnistes. Une gerbe de roses orne le pupitre du premier ministre. Les députés sont gais, la fleur à la boutonnière de leur jaquette ou de leur veston. Cependant, M. Lamoureux, député d'Iberville, ne prend pas part à l'animation générale. Flegmatique, il fume une pipe, paisible, le chapeau sur la tête : depuis si longtemps qu'il est député, il a vu tant d'ouvertures et de fins de session!

Parmi le public, le début des travaux parlementaires ne semble plus susciter le même engouement qu'en 1936 ou 1937: « [...] les spectateurs étaient peu nombreux dans les galeries de l'Assemblée législative pour cette première séance », note le chroniqueur de *L'Action catholique*³.

Les parlementaires

« Le premier ministre Duplessis commande à la Législature provinciale une majorité absolue », note le journal *Le Droit*⁴. Au premier jour de la session, sur les 90 sièges que compte l'Assemblée législative, un seul est vacant. L'élection de Cyrille Dumaine dans le comté de Bagot a été annulée en date du 30 décembre 1937. Une élection partielle se tient dans ce comté le 16 février 1938 : Dumaine, à nouveau candidat libéral, est défait par le Dr Philippe Adam, candidat de l'Union nationale. Au total, on dénombre donc 72 députés de l'Union nationale, 13 députés du Parti libéral et cinq députés du Parti national. Cela, sans compter Lucien Lamoureux, député libéral d'Iberville, qui continue d'appuyer le gouvernement de Duplessis depuis 1936; sans compter René Chaloult, député du Parti national, qui passe toute la session en convalescence; sans compter enfin Charles-Auguste Bertrand, député unioniste de Montréal-Saint-Sauveur, qui ne revient siéger qu'à partir du 22 mars, après avoir été gravement malade.

Aucun changement à noter au cabinet ministériel. Au Conseil législatif, une nouvelle figure fait son entrée. Jean-Louis Baribeau est nommé conseiller législatif de la division de Shawinigan, le 14 janvier 1938, en remplacement de Némèse Garneau décédé en fonction le 16 novembre 1937.

L'Union nationale

Les mois qui suivent la fin de la session parlementaire de 1937 ébranlent la cote de popularité du gouvernement unioniste. Durant la grève du textile, qui se déroule du 2 au 27 août

1937, le premier ministre Duplessis nourrit la grogne du milieu syndical et, c'est tout dire, se mérite la désapprobation du cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve. Au cours de cet arrêt de travail, les filatures de la Dominion Textile à Montréal, à Valleyfield, à Sherbrooke, à Magog, à Drummondville et à Saint-Grégoire de Montmorency sont complètement paralysées. Duplessis et son ministre du Travail, William Tremblay, se rangent du côté de la partie patronale; la réputation antisyndicale du premier ministre se confirme une fois de plus⁵. Puis, après médiation à laquelle participe M^{gr} Villeneuve, une nouvelle convention collective est signée, améliorant les conditions de travail des ouvriers.

Pendant cette grève, Alfred Charpentier, président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), demande à ce que le gouvernement abroge la loi du salaire raisonnable qui, depuis son adoption en 1937, continue d'être l'objet de critiques de la part des syndicats⁶. Dans un discours prononcé le 18 août devant une assemblée au Marché Saint-Jacques à Montréal, Charpentier explique aux grévistes :

La loi des salaires raisonnables peut nous valoir une augmentation de salaire et une diminution d'heures de travail, mais elle ne vous donne pas le moyen d'obtenir d'autres améliorations. Ce n'est que par une organisation syndicale compétente que vous pourrez obtenir des améliorations comme la diminution de la vitesse de vos machines, la diminution du nombre de métiers [à tisser] assignés à chacun. C'est par l'intermédiaire de votre Fédération que vous réussirez à obtenir votre part de la protection tarifaire exagérée dont bénéficie la compagnie⁷.

Mais la Commission des salaires raisonnables ne fait pas que des mécontents. Bien au contraire, avec « l'Ordonnance no 4 », des centaines de milliers de travailleurs non syndiqués au Québec voient leurs conditions de travail et leurs salaires améliorés⁸.

Autrement dit, en même temps que le premier ministre demeure fervent du libéralisme, il approuve officiellement le droit fondamental à la syndicalisation. Il est catégorique cependant quant à la question de l'atelier fermé⁹. Il s'y oppose farouchement, comme en témoigne l'étude du bill 19 et du bill 20¹⁰.

À l'Assemblée législative, le premier ministre – élu bâtonnier général de la province pour une seconde année consécutive – est en verve. Après un an et demi de pouvoir, le même enthousiasme anime encore les députés de l'Union nationale. Les ministériels se félicitent encore du succès que connaît le crédit agricole. Cette loi, selon Antonio Barrette, député de Joliette, « restera l'œuvre maîtresse, une des plus belles pièces de législation édictée par le gouvernement de l'Union nationale » (27 janvier). Dans l'arène politique, Duplessis reprend ses thèmes favoris : l'autonomie provinciale et le communisme.

Bouchard explique à sa manière la rengaine de Duplessis : « Depuis quelque temps, quelques semaines, nous avons souvent entendu parler de l'autonomie de la province. C'est une question qui est revenue aussi souvent en cette Chambre que les dangers du communisme. Et nous en entendrons parler encore longtemps, autant que du communisme. Car l'autonomie et le communisme sont une bonne paire de chevaux de trait pour le gouvernement actuel¹¹. » (8 mars)

Avec son sarcasme habituel, Duplessis pourra lui rétorquer que « le député, l'opposition, pose des questions, et nous, le gouvernement, nous posons des actes » (22 mars).

Le Parti libéral

Depuis sa défaite aux élections générales de 1936, Adélard Godbout, demeuré chef du Parti libéral, poursuit la réorganisation de son parti. Au début de l'année 1938, il a toutes les raisons de croire à une remontée des libéraux dans l'opinion publique. D'une part, la grève du textile « déçut plusieurs secteurs de la société où la cote de popularité de l'Union nationale avait été particulièrement élevée en 1935-1936¹² ». D'autre part, les dépenses considérables de l'administration unioniste constituent une cible de choix : dès l'hiver 1937, les ténors du parti dénoncent « les orges de dépenses » et parlent sans cesse de la « faillite de la province »¹³. Comme l'écrit Bouchard : « La danse des millions était commencée, la dette publique était déjà plus que doublée. Notre cosaque national donnait la mesure de son tempérament de dictateur¹⁴. »

Comme par les années passées, Bouchard peut compter sur Cléophas Bastien, député de Berthier, et sur Léon Casgrain, député de Rivière-du-Loup, pour confronter les ministériels sur le parquet de la Chambre. Peter Bercovich, député de Montréal-Saint-Louis, s'illustre également par la pertinence de ses interventions au cours de la session de 1938.

Dans ses mémoires, Bouchard relate ainsi son expérience : « La lutte vigoureuse, que je menais dans l'opposition, avec un petit groupe de députés, dessilla les yeux de nos concitoyens qui s'intéressaient aux débats de l'Assemblée législative. [...] Mon attitude belliqueuse incita le premier ministre à user de tous les moyens pour me détruire. Selon une vieille coutume, chère aux conservateurs, il eut recours aux préjugés de la religion¹⁵. » Bouchard passait en effet pour être anticlérical.

L'élection partielle de Bagot est l'occasion par excellence pour mesurer les forces des libéraux et des unionistes. Pendant la campagne, Godbout et Bouchard ne ménagent pas leurs efforts; ils vont de village en village pour mousser leur candidat et vilipender le gouvernement. Il va de soi, Duplessis entend remporter le scrutin; et mine de rien, les cultivateurs de Bagot voient leurs demandes de crédit agricole traitées avec diligence. L'élection du candidat de l'Union nationale le 16 février témoigne derechef que, malgré les critiques dont il est l'objet, le premier ministre trône au sommet de sa puissance.

Bouchard prend cette défaite avec un grain de sel :

L'élection partielle de Bagot, en [février] 1938, nous l'avions perdue à cause de cette campagne de vitupération de l'Union nationale. La victoire avait redonné un certain optimisme au chef du gouvernement, mais celui-ci, trompé par les apparences, poursuivait de plus belle ses diatribes injurieuses contre ses adversaires, alors qu'il aurait dû songer à mettre un terme au gaspillage éhonté des fonds de la province¹⁶.

La déconfiture est plus difficile à digérer pour Godbout. Son étoile pâlie encore d'un degré, pour reprendre les termes de l'historien Robert Rumilly. Des libéraux fédéraux, ayant prêté main forte durant la campagne, cachent mal leur déception. Plusieurs se demandent si Godbout sera à même de conduire le parti à la victoire lors des prochaines élections générales. Il n'est pas question toutefois de le remplacer par Bouchard, ce dernier ne récoltant que trop peu d'appuis à la base du parti. Pour le moment, les libéraux optent pour le statu quo.

Question de resserrer les rangs, l'idée de tenir un congrès pour choisir officiellement un chef pour le Parti libéral se concrétise. Les 10 et 11 juin 1938, au Palais Montcalm de Québec, les partisans renouvelleront leur confiance en Godbout.

Le Parti national

Le 26 juin 1937, les députés dissidents de l'Union nationale fondaient le Parti national. Philippe Hamel, député de Québec-Centre, est à la tête de la nouvelle formation politique. Oscar

Drouin, député de Québec-Est, Adolphe Marcoux, député de Québec, René Chaloult, député de Kamouraska et Ernest Grégoire, député de Montmagny, sont les autres membres de ce parti représenté à l'Assemblée législative. Au Salon rouge, les conseillers législatifs Ernest Ouellet et Élisée Thériault¹⁷ siègent eux aussi sous cette même bannière.

Le jour même de la fondation de leur parti, ils annoncent leurs intentions par communiqué : « Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est la mise à exécution de tout le programme pour lequel, depuis quelques années, nous avons lutté dans cette province. [...] [Avec Duplessis] c'est le vieux régime qui continue, c'est la dictature économique plus arrogante et traînant à sa suite les violences du communisme¹⁸. » En d'autres termes, ils accusent Duplessis de ne pas avoir appliqué le programme de l'Action libérale nationale, et ce, malgré des promesses en ce sens lors de la campagne électorale de 1936.

Une lutte ouverte entre le Parti national et l'Union nationale est enclenchée. À leur grand malheur cependant, les membres du Parti national se forment une piètre réputation au cours de certains rassemblements. Par exemple, le désordre et la violence règnent pendant une assemblée politique à Saint-Pascal de Kamouraska, le 25 juillet 1937¹⁹. Pareilles scènes de violence se produisent durant la grève du textile²⁰.

À l'Assemblée législative, Hamel ne s'illusionne pas sur l'attitude que prend l'Union nationale à l'égard de son parti :

Le gouvernement continuera à mépriser les idées principales que je suggère. Mais les idées finissent par triompher, pour le bien de la province. Il faut espérer que ce sera sans bouleversements, comme d'autres pays en sont lamentablement témoins. Bien que simple député, et député un peu malgré moi, j'ai travaillé pour ma province tout autant que bien des ministres. Travail obscur, je l'admets, arrosé d'ingratitude, de critique, de mépris, ou d'abandonnement, oui, d'abandonnement. C'est le meilleur milieu de culture pour les idées salvatrices. Nos plus grandes victoires sont apparues, dès le lendemain, comme des défaites. Néanmoins, des satisfactions morales, des compensations réconfortantes, j'en trouve pour me rassasier en poursuivant ce travail avec ce petit groupe d'hommes rares que l'argent et les honneurs n'ont pas éblouis: le député de Québec-Est (M. Drouin), le maire de Québec et député de Montmagny (M. Grégoire), le député de Kamouraska (M. Chaloult) et le député de Québec-Comté (M. Marcoux). Notre sort, nous ne le changerions pas aujourd'hui pour celui des tenants du pouvoir. L'abîme, la catastrophe guette leur œuvre. Les plus intelligents le pressentent déjà; les autres restent inquiets sans trop savoir pourquoi. Laissons le temps faire son œuvre. Les hommes passent, les idées demeurent. (9 février)

En riposte, les députés ministériels continuent de présenter ceux du Parti national comme des malotrus. Le 15 février, Alexandre Taché, député de Hull, tient ces propos :

Depuis que nous sommes arrivés au pouvoir, le premier ministre a été en butte à toutes sortes d'attaques aussi injustes les unes que les autres. Je regrette tout spécialement les attaques des membres de l'opposition non officielle, les dissidents. Ces derniers et leurs amis ont sans cesse traité de trustard, de traître, de vendu, de Judas, un homme qui s'est sacrifié sans compter pour la province depuis qu'il est à la tête du gouvernement.

L'Action catholique rapportait, il y a quelques mois, qu'un des dissidents avait dit, au cours d'une assemblée dans un club local, que « le premier ministre actuel était l'être le plus méprisable qu'il avait jamais rencontré, et qu'on ne le mépriserait jamais assez ». On peut différer d'opinion en politique, mais il n'est pas permis de se laisser emporter dans des attaques aussi injustes.

Je laisse à la population de la province le soin de juger la conduite de ceux qui parlent de la sorte. (15 février)

Aux élections municipales de la ville de Québec, le Parti national et l'Union nationale se heurtent sans ménagement. Le maire de Québec et député de Montmagny, Joseph-Ernest Grégoire, affronte Lucien Borne, le candidat appuyé à la fois par les unionistes et par les libéraux. Grégoire est dans l'eau chaude. Depuis décembre 1937, sept des 13 échevins lui ont retiré leur appui²¹. Le maire sortant est non seulement harcelé sans cesse par *Le Soleil* et par *L'Événement*, mais *L'Action catholique*, qui l'appuyait traditionnellement, affecte maintenant la neutralité durant la campagne municipale. En fait, le quotidien désapprouve certaines prises de position du Parti national²².

Philippe Hamel s'adresse aux électeurs de Québec : « Si vous battez le candidat de M. Duplessis, c'est le premier ministre que vous frapperez. Il faudra qu'il s'en aille. Sinon, vous nous désapprouverez, et nous n'aurons plus qu'à déposer les armes²³. » Le scrutin se déroule le 21 février 1938. Borne obtient une majorité de 5 571 voix. Les députés du Parti national encaissent difficilement le revers.

Au lendemain de la défaite de Grégoire, les ministériels ne font aucun commentaire désobligeant²⁴. Une exception à signaler cependant. Au cours de l'étude des crédits, des députés et des ministres unionistes demandent à l'ancien maire de donner son avis sur la nouvelle taxe d'eau imposée au parlement par l'administration municipale en 1937. Souriant et faisant mine de ne rien entendre, Grégoire ne dit mot. Duplessis est vindicatif. Il se dit heureux de payer 4 800 \$ de plus à la ville de Québec par année : « C'est payer bien bon marché, dit-il, si cela a eu pour effet de rendre silencieux celui qui aurait dû réaliser et comprendre bien avant, que le silence est d'or. » (15 mars)

De guerre lasse, durant la session de 1938, les députés du Parti national participent rarement aux débats. S'ils votent presque toujours avec les libéraux, ils se rangent du côté de l'Union nationale lorsqu'il est question du crédit rural et de l'autonomie provinciale²⁵. Qu'importe, l'occasion venue, Duplessis ne se gêne pas pour dire « que le Parti national ne compte pas. » (31 mars)

Le discours du trône

Le lieutenant-gouverneur Esioff-Léon Patenaude prononce le discours du trône, lequel est diffusé sur les ondes de la radio. « Toute la province aux écoutes », titre *Le Nouvelliste*. Le journaliste explique par la suite ce qui distingue ce discours inaugural de ceux des sessions antérieures:

Le discours du trône est plus long que les deux précédents. Ce n'est pas la seule différence qu'il présente non plus. Les autres annonçaient des lois bien définies tandis que celui de cette année ne fait que signaler les principaux problèmes que le gouvernement soumettra à l'étude des législateurs sans dire quel remède il entend préconiser pour guérir les malaises qu'il signale²⁶.

Patenaude parle d'abord de la sollicitude particulière du gouvernement pour les cultivateurs et annonce que des sommes additionnelles seront mises à la disposition de l'Office du crédit agricole. Il traite également de l'importance de faire fructifier l'industrie forestière et minière. Sensible au sort des chômeurs, il engage « son » gouvernement à veiller à l'exécution des lois sociales adoptées par le passé. Il invite les parlementaires à continuer la lutte contre le communisme, « cet ennemi de nos institutions et de nos traditions ». Il est question aussi de l'alliance Hepburn-Duplessis : « Le gouvernement du Québec est heureux de coopérer avec celui de l'Ontario à la solution des problèmes qui leur sont communs, car il considère que cette coopération est dans le meilleur intérêt des deux provinces et du pays tout entier. » Il charge enfin le gouvernement de poursuivre l'enquête commencée au comité des comptes publics.

Avant même que les députés adoptent l'adresse en réponse au discours du trône, Duplessis, invoquant l'urgence, demande à ce que la Chambre procède immédiatement à l'étude du bill 2 qui augmente à 25 millions de dollars le crédit agricole de la province. Le chef de l'opposition croit plutôt « qu'il s'agit purement et simplement d'une manœuvre électorale » pour mousser la victoire du candidat de l'Union nationale dans Bagot (27 janvier). Qu'à cela ne tienne, fort de sa majorité, le gouvernement parvient à faire adopter son projet de loi.

Le débat sur l'adresse est adopté le 15 février. Tout y passe. Les députés parlent du crédit agricole, des pensions aux mères nécessiteuses, des pensions aux aveugles, des travaux de voirie, de la gestion financière du gouvernement, de la dette consolidée, de l'assurance-chômage, des relations politiques entre le Québec et l'Ontario, de l'autonomie provinciale, de la crise économique, etc. Fait à noter, le chef de l'opposition prend l'initiative de publier son discours, sous le titre *Gouvernement qui méprise les usages parlementaires*²⁷. Bouchard y dénonce, entre autres choses, les contrats accordés par le gouvernement sans soumissions publiques.

Dans l'ensemble, on retient que le premier ministre livre son discours « avec l'éloquence d'une jeunesse toujours verdoyante »; c'est Charles Delagrave, député libéral de Québec-Ouest, qui exprime ainsi une opinion partagée par tous les parlementaires. Duplessis a droit à une ovation. *Le Devoir* mentionne que les députés, adversaires comme partisans, de même que les journalistes se rendirent entourer le premier ministre pour le féliciter à l'issue de la séance. Selon *L'Événement*, le député de Berthier, Cléophas Bastien, lui aurait même dit en lui serrant la main :

« Je n'approuve pas tout ce que vous avez dit, mais vous avez certainement été éloquent. »
(3 février)

Les finances publiques

Le 1^{er} mars, Martin Beattie Fisher, trésorier de la province, fait son discours sur le budget en anglais. Malgré la crise, il demeure optimiste. Il est satisfait que les revenus de la province se soient accrus. Après avoir parlé de commerce, d'industrie, des mines, d'agriculture, d'éducation, des secours directs, de voirie et de l'entente Bilodeau-Rogers, c'est avec un vif plaisir qu'il présente un budget équilibré.

Pour l'année budgétaire 1938-1939, Fisher estime les revenus ordinaires à 57 millions de dollars et les dépenses ordinaires et extraordinaires, à un montant équivalent, avec un léger excédent de 52 000 \$. Comme pour le budget de l'année précédente, c'est le département du Trésor qui accapare la part la plus importante avec 23,43 % du montant total. Viennent ensuite la Voirie avec 11,78 %, le procureur général avec 10,11 %, l'Agriculture avec 8,30 % et l'Instruction publique avec 7,50 %. Les autres ministères se partagent des sommes variant entre un et trois millions de dollars.

Bercovitch répond au discours sur le budget par un bref exposé de 20 minutes. Il ne peut comprendre par quel moyen Fisher peut parler d'un budget équilibré. Selon ses propres calculs, les dépenses de la province excèdent les revenus. « Le seul moyen par lequel le trésorier a pu établir son supposé budget équilibré, ce fut en augmentant la dette de la province, ce qui n'est pas équilibrer le budget du tout, explique-t-il. » (8 mars) En gros, le député de Montréal-Saint-Louis insiste sur le fait que la dette augmente dangereusement.

Les faits marquants de la session

Le chef de l'opposition, qui souhaitait au départ que « le calme et le décorum des anciens jours » règnent durant la session, a toutes les raisons de se réjouir de l'attitude plus posée des membres de l'Union nationale. Avec une pointe de malice, le journal *Le Canada*, d'allégeance libérale, abonde en ce sens, disant que les « députés ministériels sont plus montrables²⁸ ». Dans *Le Soleil*, on peut lire :

La présente session provinciale s'annonce comme devant être particulièrement animée, bien qu'on puisse s'attendre à ne pas voir se renouveler les scènes violentes de l'an dernier. Le diagramme de l'Assemblée législative est à ce propos très intéressant. On note que des députés bouillants et qui n'ont pas d'amour tendre l'un pour l'autre ne se voient plus. Par la nouvelle répartition des sièges, on dirait que le gouvernement a voulu éviter les causes et les occasions de friction entre les représentants du peuple. Il y a moins d'interruptions, et le président de la Chambre, l'honorable Paul Sauvé, est écouté presque immédiatement quand il rappelle les députés à l'ordre²⁹.

Chose certaine, les travaux de la session 1938 sont exécutés « avec une rapidité extraordinaire³⁰ », au point tel que l'opposition déplore trop souvent que les projets de loi ne soient distribués que le jour même de leur étude. Au total, sur les 153 projets de loi présentés à l'Assemblée législative, 144 sont sanctionnés par le lieutenant-gouverneur.

Alliance Hepburn-Duplessis et autonomie provinciale

La question de l'assurance-chômage constitue un premier terrain d'entente entre Maurice Duplessis et Mitchell Hepburn, premier ministre libéral de l'Ontario : les deux hommes refusent les amendements constitutionnels proposés par le gouvernement fédéral. Les « provinces sœurs » souhaitent aussi procéder à l'exportation d'électricité aux États-Unis, ce que refuse Ottawa dans un premier temps (voir discours sur l'adresse de Hamel, à la séance du 9 février, et la motion de demande de documents sur l'exportation de l'énergie électrique déposée par Casgrain, le

29 mars). Enfin, les gouvernements du Québec et de l'Ontario partagent la même vision à propos du syndicalisme, qualifié de « dictature du prolétariat » par Onésime Gagnon. (8 mars)

À de multiples reprises, Duplessis fait l'éloge de l'amitié qui dorénavant cimente les relations entre les provinces de Québec et d'Ontario, « l'œuvre la plus féconde de son gouvernement », croit-il.

Nous nous sommes rencontrés, les représentants de la province d'Ontario et les représentants de la province de Québec et nous nous sommes donné la main franchement, honnêtement et loyalement, lui un chef rouge, libéral et moi un ancien chef bleu, conservateur mais devenu essentiellement national. Nous nous sommes donné la main dans un grand mouvement pour l'entente nationale et le progrès de nos deux provinces, non pour reprendre les discussions acrimonieuses, non pour discuter d'hégémonie ou de primauté d'une province sur l'autre, mais pour faire revivre l'esprit de justice et de bonne entente qui a présidé à la Confédération, dans l'équité et le respect des droits. [...]

M. l'Orateur, il est une question dont je voudrais parler brièvement: c'est celle de l'assurance-chômage. [...] Je le dis tout de suite: Nous sommes en faveur de l'assurance-chômage pourvu qu'elle soit constituée sur des bases honnêtes et raisonnables, mais nous ne sommes pas en faveur d'une assurance-chômage aux dépens de la Confédération et de la Constitution. [...]

La Constitution, c'est notre forteresse à nous de la province de Québec! Notre autonomie provinciale, c'est notre âme! S'il est vrai que la science peut s'être perfectionnée au point de permettre la chirurgie du cœur, je doute que le progrès soit assez avancé pour permettre de ne pas tuer l'âme en lui en enlevant une partie. Pas une parcelle de notre autonomie ne sera cédée, sacrifiée, et le meilleur moyen de ne pas la sacrifier, c'est de ne pas ouvrir la porte aux précédents. [...] En matière légale et constitutionnelle, il est plus facile d'être maître chez soi la porte fermée que de rester maître une fois que la porte a été ouverte. (3 février)

Hamel abonde dans la même direction :

J'approuve l'attitude du premier ministre de n'avoir pas voulu transiger avec Ottawa avant de connaître le programme du fédéral sur cette assurance-chômage. Il faut nécessairement la collaboration, l'entente entre toutes les provinces pour établir une assurance-chômage par tout le dominion. J'approuve entièrement le premier ministre de ne pas céder la moindre parcelle des privilèges et des droits qui nous appartiennent. De l'entente, de la collaboration... mais aucune cession de privilèges. Chaque lambeau arraché à notre autonomie restera à jamais perdu pour nous. Soyons en garde contre toute tentative de centralisation sous le couvert de nécessités économiques. N'oublions pas les nécessités ethniques et culturelles. Elles valent plus que les piastres. Je suis heureux de voir sourire le premier ministre. Il conviendra que nous avons encore une certaine dose de sincérité et que nous sommes prêts à collaborer dans une juste mesure. (9 février)

Les libéraux sont plus nuancés. Selon Bouchard :

Nous voulons respecter l'esprit et la lettre de la Constitution. Nous, libéraux, c'est ainsi que nous comprenons cette question. Tant que nous aurons le gouvernement actuel à Ottawa, je sais que nous n'avons rien à craindre pour notre autonomie, jamais on n'envahira le champ provincial sans en avoir obtenu le consentement des provinces. Coopérons avec Ottawa. [...]

Gardons de notre autonomie tout ce dont nous avons besoin, tout ce qui nous est nécessaire pour garder, pour conserver nos traditions, notre actif de ressources naturelles, notre élan, mais n'omettons pas de coopérer avec le fédéral quand il s'agit des intérêts de la province, quand cela est nécessaire pour nous aider à conserver tout ce à quoi nous tenons le plus, et nous rendrons ainsi service à la province et au pays tout entier. (3 mars)

Toujours à propos de l'autonomie provinciale, Duplessis a l'occasion de livrer le fond de sa pensée au congrès de la langue française, tenu à Québec du 27 juin au 1^{er} juillet 1937. Il répond en cela à l'abbé Lionel Groulx qui, dans son célèbre discours du 29 juin, avait dit : « Qu'on le veuille ou pas, notre État français, nous l'aurons. » Dès le lendemain, le premier ministre blâme quiconque voudrait prêcher l'isolement : « Nous vivons tous sous la même couronne; nous sommes tous frères en ce pays. Si nous voulons qu'on nous respecte, commençons par respecter les autres », dit-il³¹. Au fond, Duplessis demeure fondamentalement attaché à ce qu'il appelle le pacte confédératif de 1867.

« Était-il sincère? » Des contemporains s'interrogent au sujet du combat mené par Duplessis en faveur de la défense de l'autonomie provinciale. En 1969, Chaloult écrit dans ses mémoires :

Ce qui compte en politique ce sont les actes plutôt que les intentions souvent obscures. Ce sont les actes que l'histoire jugera. Je pense que les historiens de l'avenir seront plus indulgents pour Maurice Duplessis que nos contemporains [...], car ils examineront sa politique au lieu de scruter ses motifs et ses défauts. Pour moi, je crois à la sincérité, au moins acquise, du premier ministre lorsqu'il se portait à la défense de l'autonomie et je ne doute pas de l'efficacité de son combat. C'est l'œuvre de sa vie. Il faut lui en reconnaître le mérite et lui en rendre hommage³².

D'autres spécialistes se sont penchés sur les fondements du discours autonomiste du premier ministre. Pour le sociologue Jules Duchastel, le progressisme des libéraux fédéraux s'explique « comme une réaction aux forces sociales et économiques de gauche qui se sont manifestées à partir de la crise des années 1930. Dans cette perspective analytique, Duplessis ne peut être considéré autrement que comme "non progressiste" et sa défense de l'autonomie du Québec devient un prétexte plus ou moins fallacieux pour s'opposer au progrès social³³ ».

École des mines

Le développement minier prend beaucoup d'ampleur dans le Nord québécois, révèle le discours du trône. Afin de « ramener la prospérité en notre province » et « ouvrir de nouvelles carrières à notre jeunesse », le lieutenant-gouverneur invite le gouvernement à créer une école des mines, à Québec.

Le bill 26 pourvoyant à l'établissement d'une école des mines, de géologie et de métallurgie est présenté par Onésime Gagnon, ministres des Mines et des Pêcheries. Il précise que l'abbé Willie Laverdière dirigera cette nouvelle école à l'Université Laval. Le ministre inscrit cette loi dans la continuité : « En 1873, l'honorable M. Ouimet, un conservateur, fondait l'École polytechnique; en 1910, l'honorable M. Gouin, un libéral, fondait les écoles techniques. C'est maintenant au tour de l'Union nationale de faire quelque chose, de fonder à son tour l'École des mines. » (23 février)

Entente Bilodeau-Rogers

Joseph Bilodeau, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, propose le bill 29 relatif à l'aide à la jeunesse. Ce projet de loi découle d'une entente convenue, le 17 septembre 1937, entre son département et celui de Norman McLeod Rogers, ministre fédéral du Travail.

L'entente Bilodeau-Rogers implique le versement de subventions fédérales et provinciales pour faire la lutte au chômage en favorisant la formation professionnelle. Le gouvernement crée donc un service de l'aide à la jeunesse, sous la tutelle du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il s'agit du premier organisme consacré à la formation de jeunes adultes sans travail au Québec. Plusieurs écoles de métiers seront créées, par exemple, une école d'avionnerie à Montréal qui formera plusieurs milliers de travailleurs qualifiés entre 1937 et 1944.

Dans son discours sur le budget, Fisher fait l'éloge de cette entente. Il félicite le gouvernement de bien vouloir aider la jeunesse à réintégrer le marché du travail. Il précise enfin que le Service de l'aide à la jeunesse viendra encourager les jeunes par divers moyens :

Il y a aussi l'entraînement physique et l'organisation des loisirs pour garçons et filles dans les villes, destinés à restaurer et maintenir leur santé physique et morale. Dans plusieurs villes, les jeunes gens, par suite des privations causées par la crise du chômage, ont été plongés dans un état de dépression morale; pour les sortir de cette ambiance dangereuse, le gouvernement invite les garçons et filles à prendre part aux classes de culture physique, de natation, de chant et de musique. (1^{er} mars)

Droit de vote des femmes

Le 8 mars (proclamé Journée Internationale des Femmes par les Nations Unies en 1977) Joseph-Grégoire Bélanger, député unioniste de Montréal, présente le bill 180 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes. C'est la 13^e fois qu'un tel projet de loi est présenté à l'Assemblée législative³⁴. Des ministériels et des membres de l'opposition approuvent le principe; d'autres s'y refusent mordicus. La ligne de parti ne tient plus.

La seconde lecture a lieu le 17 mars. Le projet de loi est accueilli par des railleries de la part de certains députés. « L'on en vit plusieurs ne pas se gêner pour lire les journaux, d'autres bâiller généreusement et quelques-uns même dormir bien profondément », rapporte *Le Nouvelliste*³⁵. Dans les tribunes, des centaines de femmes assistent à la scène. Elles ne manquent pas de braver le règlement pour applaudir les députés appuyant leur cause.

Bélanger est certain que, « grâce à leur ténacité dans la revendication », les femmes obtiendront un jour le droit de vote au Québec. Étant d'avis que la démocratie ne sera pas complète tant que les femmes ne pourront voter, il juge que le suffrage féminin s'inscrit « dans l'évolution normale de notre société ». Il termine son discours en disant que si cet amendement à la loi électorale de la province de Québec ne passe pas, « il passera un jour alors que d'autres en auront le mérite ».

La motion est appuyée favorablement par Adhémar Raynault, représentant de L'Assomption, Gilbert Layton, représentant de Montréal-Saint-Georges, William Bulloch, représentant de Westmount, et Émile Boiteau, représentant de Bellechasse. Tous ces unionistes déplorent de voir ce débat traité de manière aussi frivole. Le premier ministre, quant à lui, ne prend pas part à la discussion; le courriériste du *Canada* l'entend toutefois demander au député de Bellechasse d'abréger « son discours bourré d'arguments féministes³⁶ ».

Joseph-Henri-Albiny Paquette, secrétaire provincial, est contre le suffrage féminin. Il reprend les arguments maintes fois ressassés en Chambre depuis 1922, disant que les femmes doivent demeurer reines de leur foyer. Il ne reconnaît pas, non plus, que le droit de vote des femmes au fédéral soit une bonne chose. « Si l'erreur a été commise à Ottawa, pourquoi la commettre à Québec? », dit-il. D'autres arguments à l'encontre du projet de loi sont présentés par Joseph-Émile Perron, représentant de Beauce. Pour finir, le bill est rejeté en deuxième lecture par un vote de 48 contre 16.

Trois mois plus tard, le suffrage féminin sera inscrit dans le programme du Parti libéral, au congrès tenu au Palais Montcalm de Québec, en juin 1938. Le ministre fédéral de la Justice et procureur général du Canada, Ernest Lapointe, et la militante Thérèse Casgrain parviendront à gagner l'appui unanime des militants³⁷. En 1940, les femmes obtiendront enfin le droit de voter au Québec.

Volte-face sur l'interprétation des lois de la province

À la session de 1937, le gouvernement avait voté une loi pour faire prévaloir, en cas de divergence d'interprétations, la version française sur la version anglaise dans le Code civil, le Code de procédure civile et les Statuts. Duplessis fait marche arrière à la session de 1938 (bill 69). Il explique que les anglophones du Québec se sont élevés contre cette loi :

On nous a représenté qu'elle ne rendait pas justice à la minorité et qu'elle était de nature à causer des froissements, à soulever des complications et qu'elle n'était pas au sens du pacte confédératif. J'ai voulu moi-même prendre ma propre responsabilité. Voilà pourquoi j'ai cru devoir moi-même présenter le présent projet de loi. [...] En conclusion, il est apparu évident que la meilleure manière d'interpréter les Statuts, c'était de la faire dans les deux langues. [...]

On dit que le premier ministre fait volte-face. Certes, je ne prétends pas à l'infailibilité; comme tous les hommes, je suis faillible et puis me tromper. Il est humain de se tromper, mais il est plus mal de persévérer dans son erreur. À ceux qui diront que le premier ministre change d'opinion, je répondrai que c'est le devoir d'un homme de courage et d'honneur de reconnaître son erreur lorsqu'il en commet une et de la réparer. (31 mars)

Plus tard au cours de la session, Duplessis fait également amende honorable durant l'étude en comité plénier du bill 88 concernant l'assignation de groupements devant les tribunaux. Bouchard dénonce le projet de loi. « Ce bill est dirigé contre les unions ouvrières », dit-il. Bercovitch est du même avis. Il démontre au premier ministre que sa loi, telle que rédigée, pourra affecter d'innocentes victimes. « Le premier ministre devrait faire attention, dit le député de Montréal-Saint-Louis. Il a déjà fait des erreurs qu'il a été obligé de reconnaître, pas très souvent cependant. »

Convaincu par les arguments de Bercovitch, Duplessis accepte d'amender un article de la loi :

Je n'ai pas, dit-il, la prétention d'être infailible et il est du devoir d'un homme honnête et intelligent de savoir le reconnaître. Le bien de la province doit passer avant les petites satisfactions d'orgueil personnel. Je suis fier d'avoir admis que j'ai fait une erreur. C'est le fait d'un bon premier ministre de se rétracter et de revenir sur ses décisions pour faire mieux. Et je n'aurai jamais honte de faire cela tant qu'il s'agira des intérêts de la province. (7 avril)

Pour finir, la Chambre adopte le bill 90 relatif à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative. Depuis le 12 novembre 1936, les indemnités et les allocations des parlementaires avaient été réduites de 10 %. Conformément à la nouvelle loi, ces sommes seront « payées comme elles l'étaient avant la réduction apportée par la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 10, section 2 ».

La loi du cadenas, un an plus tard

Le communisme c'est la négation de tout principe religieux, de tout principe d'ordre et de paix et de conscience; c'est par définition, la quintessence de tout ce qu'il y a de méprisable et d'odieux; c'est lui qui ferme les églises, tue les catholiques, et établit le vol et le brigandage à l'état endémique. Le communisme, cela se traduit par des églises sabotées, des prêtres massacrés, des chrétiens et des catholiques martyrisés. (Duplessis, 2 mars)

Duplessis ne fait pas de quartier lorsqu'il est question du communisme. « La loi du cadenas, je l'ai déjà dit et je le répète, la loi du cadenas est appliquée et nous continuerons de l'appliquer. » Voilà comment le premier ministre répond aux détracteurs de cette loi dans les autres provinces canadiennes et à la Chambre des communes. Au même moment, Ernest Lapointe, ministre fédéral de la Justice, doit se pencher sur la constitutionnalité de cette mesure prise contre la propagande communiste. En mars 1938, Hector Laferté, conseiller législatif, a l'occasion de discuter avec lui à ce sujet :

Lapointe raconte qu'il est dans une situation très délicate. Toutes les provinces sont montées contre cette loi qu'elles trouvent arbitraire; s'il la désavoue d'ici au mois de juillet, Duplessis en profitera pour demander les élections et soulever des préjugés religieux, et les députés fédéraux auraient beaucoup de difficulté à se faire réélire dans la province de Québec. Mais, par contre, les 8 autres provinces

seraient en bloc avec le gouvernement. Ce qui prouve qu'il est difficile de gouverner un pays comme le nôtre³⁸.

Le 5 juillet 1938, Lapointe présentera un rapport recommandant la non-intervention³⁹.

Au Conseil législatif

Léon Casgrain, député libéral de Rivière-du-Loup, rappelle au premier ministre sa promesse de jadis, celle d'abolir le Conseil législatif. « Il n'en a rien fait », dit-il (9 février). Force est de constater que Duplessis travaille de concert avec les conseillers législatifs. Lors de l'étude en comité plénier de la charte de Montréal, Duplessis ne parvient pas à trancher un aspect particulier d'un article; il décide de « laisser le Conseil législatif décider de cette question ». Le sourire aux lèvres, Bouchard lui rétorque : « Remettez-nous-en à la sagesse des anciens. » (4 avril)

Le Conseil législatif jette un œil avisé sur les lois adoptées par l'Assemblée législative. N'oublions pas que les pouvoirs de la Chambre haute sont aussi grands que ceux de la Chambre basse, sauf en matière de taxation⁴⁰. En 1938, les conseillers interviennent donc afin de modifier le préambule du bill 45 pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre. Les mots « entreprise et conduite sans système et laissée dans un état déplorable par l'administration précédente » sont biffés à la suggestion d'Hector Laferté, conseiller de la division de Stadacona⁴¹.

Au reste, le bill 57 modifiant la loi des liqueurs alcooliques et le bill 66 facilitant le crédit agricole aux colons meurent tous deux au feuillet du Conseil législatif. Dans son journal personnel, Laferté raconte le sort du bill 57⁴² :

À la séance de vendredi, sir Thomas Chapais arrive avec un bill amendant la loi de la Commission des liqueurs aux fins de permettre de donner des licences de tourisme aux hôtels qui ont 15 chambres, l'ancienne loi disait qu'il fallait avoir au moins 25 chambres.

Comme c'est encourager le commerce des liqueurs et que M. Chapais était contre ce bill, il bredouille quelques mots et je lui demande de mon siège : « Plus fort... » [...] Je lui demande : « Est-ce à la demande du clergé? » Réponse : non. « Est-ce à la demande de la Commission antialcoolique? » Réponse : pas plus.

Après la séance, en me parlant seul à seul et brièvement, alors qu'il m'admet qu'il est contre ces mesures, il admet devant 2 ou 3 conseillers : « Je suis contre cela et on devrait laisser dormir ce bill. »⁴³

À d'autres occasions toutefois, sur le bill 41 par exemple, la Chambre basse refuse d'adopter certains amendements suggérés par Laferté. Celui-ci doit alors accepter de « mettre de l'eau dans son vin »⁴⁴.

De choses et d'autres...

Durant la session, les libéraux présentent plusieurs motions de blâme : par exemple, ils regrettent que le gouvernement n'ait pas donné effet à la loi sur l'assistance aux mères nécessiteuses (24 mars); ils regrettent aussi que les lois concernant les pensions de vieillesse et l'établissement d'un crédit agricole provincial aient donné lieu au favoritisme. (30 mars)

Puis, l'opposition libérale revient constamment avec le cas du sous-ministre Albert Rioux, insistant sur le fait que ce dernier aurait été l'un des premiers à recevoir un prêt par l'entremise de l'Office du crédit agricole⁴⁵. Il y a également Édouard Lacroix, député de Beauce au fédéral, qui fait beaucoup parler de lui. Ce dernier, mis en cause au comité des comptes publics, défend son honnêteté à la Chambre des communes⁴⁶. À Ottawa, il aurait dit : « Pour se maintenir au pouvoir, Staline tue, Duplessis salit. » (7 avril) Duplessis ne se gêne pas non plus pour attaquer la réputation de Lacroix à l'Assemblée législative.

À la suite de l'enquête sur les comptes publics, Antoine Taschereau, le frère de l'ancien premier ministre Louis-Alexandre Taschereau, et Charles Lanctôt – avocat, juriste, adjoint au procureur général de 1905 à 1936 et bras droit du premier ministre Taschereau – doivent rendre des comptes. Grâce au bill 41, ces derniers devront rembourser les intérêts tirés sur des fonds publics qu'ils avaient tous deux déposés dans des comptes personnels.

Le premier ministre ne tient pas toujours rigueur à ses anciens adversaires. Ainsi, lors de l'adresse en réponse au discours du trône, Duplessis réitère ses sympathies à la famille d'Honoré Mercier fils, décédé le 19 juin 1937. « Au cours des nombreuses années qu'il m'a été donné de siéger dans cette Chambre, j'ai été à même d'apprécier la gentillesse, les hautes qualités d'un homme qui portait noblement un grand nom, dont nous déplorons tous la disparition. Il avait des adversaires politiques, mais il ne comptait que des amis », dit-il. (3 février) Mieux encore, le gouvernement adopte le bill 28 visant à accorder une pension à la veuve de l'ancien député libéral de Châteauguay et ministre des Terres et Forêts⁴⁷. Bouchard appuie ce projet de loi, d'autant que celui-ci contribuera à « aider la descendante de Louis Fréchette » (22 février), Mercier ayant épousé Jeanne Fréchette, la fille du réputé poète.

Dans un autre registre, c'est en 1938 qu'est adoptée la modalité selon laquelle « le siège d'un échevin mis en nomination pour la charge de maire devient vacant par le fait même de cette mise en nomination » (bill 18). C'est en 1938 également que l'on adopte la loi pourvoyant à l'établissement du parc national du Mont-Orford (bill 70). Et plusieurs lois concernent la création ou l'amélioration d'institutions d'enseignement : subvention à l'École supérieure de commerce de Québec⁴⁸ (bill 12), création d'une école supérieure des pêcheries à Saint-Anne-de-la-Pocatière (bill 35), création d'une école de filature à Sherbrooke (bill 75), établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie (bill 40), établissement d'une école régionale d'agriculture à Nicolet, à Chicoutimi et à Ville-Marie (bill 37, 38 et 39).

Pour terminer, signalons deux questions qui traversent les décennies : les pensions alimentaires et les soins à domicile. Premièrement, le bill 81 modifiant le Code civil donnera dorénavant la permission à « la femme commune en biens » de poursuivre pour une pension alimentaire. Quant aux soins à domicile, ce sujet donne lieu à un échange intéressant entre les députés médecins de l'Union nationale. À la séance du 16 mars, le Dr Camille-Eugène Pouliot, député de Gaspé-Sud, prie le ministère de la Santé de présenter un projet de loi d'assistance publique « conforme aux besoins des temps présents ». Il montre que certains traitements coûtent souvent plus cher dans les hôpitaux « que s'ils étaient donnés à domicile ». Il signale aussi que « le nombre des médecins de campagne diminue sans cesse ». Le Dr Louis-Félix Dubé, député de Témiscouata, le Dr Arthur Leclerc, député de Charlevoix-Saguenay, le Dr Dionel Bellemare, député de Vaudreuil, le Dr Joseph-Félix Roy, député de Montmorency, le Dr Adolphe Marcoux, député de Québec-Comté, et le Dr Joseph-Henri-Albiny Paquette, secrétaire provincial, donnent tous leur opinion sur la loi de l'assistance publique.

Faits divers, faits cocasses...

L'interprétation des statuts

En comité plénier, John Samuel Bourque, ministre des Travaux publics, parle du bill 34 modifiant la loi des compagnies de télégraphe et de téléphone. Laurent Barré, député unioniste de Rouville ne peut s'empêcher de critiquer la façon de rédiger de tels projets de loi :

L'article 1 dit: L'article 9 de la loi des compagnies de télégraphe (Statuts refondus, 1925, chapitre 235) tel que modifié par les lois 20 George V, chapitre 89, section 1; 24 George V, chapitre 64, section 2, et 25 26 George V, chapitre 74, etc., etc., etc. Qu'est-ce que vous voulez comprendre dans tout cela? Il faut donc dépouiller Statut par Statut pour savoir à quoi s'en tenir. Je ne sais s'il y a beaucoup de députés qui ont la patience de le faire, mais je sais moi que je ne l'ai pas pantoute. Il me semble que quand on fait ainsi des amendements à des lois aussi importantes, amendant cinq ou six fois les Statuts, qu'on le dise, qu'on la lise donc tout au long afin qu'on comprenne. C'est regrettable pour tout le monde.

Les lois de la province sont tellement embrouillées, bourrées de références incompréhensibles et obscures, qu'il faut les voter sans les comprendre. On en est rendu au point que les avocats qui les ont préparées se perdent eux-mêmes dans le

dédale des lois, ne s'y comprennent même pas. Comment veut-on que l'homme ordinaire y trouve quelque chose de clair?
Évidemment, il faut les voter en faisant confiance aux dires du ministre des Travaux publics. (15 mars)

Le premier ministre se sent obligé d'intervenir. Sans vouloir aucunement rabrouer son député, il prend soin de préciser qu'il a reçu moult félicitations concernant la clarté des lois passées sous l'Union nationale. Il explique enfin qu'il coûterait excessivement cher de refaire les statuts en y mettant tout le texte des articles amendés.

Charte de Montréal

Duplessis veille à tout. Lors de l'étude de la loi sur la cité de Montréal, le maire de la ville et député de L'Assomption, Adhémar Raynault, parle des travaux qui doivent être effectués au marché Bonsecours. À cet effet, Duplessis propose un amendement pour remplacer le crédit alloué de 2 000 000 \$ par un montant de 650 000 \$⁴⁹:

M. Raynault (L'Assomption): Cette somme n'est pas suffisante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est suffisant, Montréal passe son temps à se battre et le conseil ne fait rien. Ce n'est toujours pas de notre faute. (4 avril)

Duplessis n'insiste pas pour faire passer son amendement. Il n'en demeure pas moins qu'il rabroue publiquement l'un de ses députés.

Le trône du président

À l'ajournement de la séance du 6 avril, Duplessis en vient à parler de la tradition voulant que le président conserve son trône en souvenir, lorsque son mandat se termine. Bouchard, qui a été Orateur suppléant du 24 janvier 1928 au 7 janvier 1930 et Orateur du 7 janvier 1930 au 6 juin 1935, demande qu'on lui remette son fauteuil. Mi-sérieux mi-badin, Duplessis lui répond :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends qu'il s'agit là d'une coutume. Aujourd'hui, il le réclame, sans doute depuis qu'il sent qu'il a de la valeur en voyant un meilleur Orateur que lui sur ce même fauteuil. Nous allons étudier sérieusement la demande très importante du chef de l'opposition. Est-ce un article du nouveau programme du Parti libéral? [...] Je comprends, M. l'Orateur, les arguments du chef de l'opposition; il a perdu un siège dans Bagot, quand bien même on lui donnerait maintenant un fauteuil, ce serait une consolation appropriée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Eh, bien! Ma descendance attend avec anxiété. Il me semble qu'on n'aurait pas dû rompre la tradition. [...]

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois pourtant que les descendants seront anxieux de voir le fauteuil et d'oublier le reste.
(Rires)
Dans ces circonstances-là, je dis au chef de l'opposition qu'il aura son fauteuil.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je l'ai bien gagné. Merci beaucoup.

Selon *Le Devoir*, Bouchard fut si heureux qu'il envoya alors un baiser de la main à Duplessis⁵⁰.

Un feu à l'hôtel du Parlement

Le 12 mars 1938 survient un incendie qui cause des dommages estimés à 2 000 \$, au sous-sol de l'aile A du parlement. *Le Soleil* rapporte que la « nouvelle de cet incendie a causé un

vif émoi par toute la ville. En peu de temps une foule considérable se massa aux abords du parlement pour être témoin de ce qui se passait⁵¹ ».

Une enquête est menée pour connaître la cause du sinistre, la rumeur voulant qu'un incendiaire aurait voulu faire disparaître des documents relatifs à l'enquête des comptes publics⁵². À la séance du 7 avril, Casgrain, député de Rivière-du-Loup, veut connaître les détails de l'enquête. En vain! Les ministériels font plutôt des blagues :

L'honorable M. Gagnon (Matane): S'il y a un autre feu au parlement, je demande à la Chambre que l'on fasse des efforts inouïs pour qu'on sauve le fauteuil du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Qu'on sauve à tout prix le fauteuil!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Elle est assez plate, celle-là, qu'on est mieux d'ajourner.

Regard complice : Duplessis et Bouchard

Le premier ministre et le chef de l'opposition ne sont pas toujours à couteaux tirés. Il leur arrive de s'amuser dans une atmosphère empreinte de collégialité. À titre d'exemple, à la séance du 17 mars, Bouchard coupe, sans le vouloir, la parole au président qui n'avait pas encore terminé de donner la lecture d'une motion. Il se fait sitôt rappeler à l'ordre « d'une voix de stentor » par le président Joseph-Mignault-Paul Sauvé. *L'Événement* rapporte: « M. Bouchard fit mine d'être médusé. Il s'arrêta de parler dans la position qu'il avait prise lorsqu'il fut interpellé, gardant l'index levé et simulant la plus vive surprise. Avec son voisin, M. Casgrain, et même son voisin d'en face, le premier ministre, il s'amusa de bon cœur de l'incident⁵³. »

Christian Blais

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse en 1938⁵⁴

Maurice Dubrûle de *L'Illustration Nouvelle* est élu président de la Tribune en 1938⁵⁵. Damase Potvin de *La Presse* est quant à lui réélu secrétaire-trésorier pour un 14^e terme. Les autres membres connus de la « Galerie de presse » sont Alexis Gagnon du *Devoir*, Guy Jasmin du *Canada*, Joseph Lavergne de *La Patrie*, Lorenzo Paré de *L'Événement-Journal*, Henri St-Pierre du *Montreal Daily Star*, Abel Vineberg de la *Gazette*, A.-G. Penny du *Quebec Chronicle-Telegraph* et Gérard Ouellet de *L'Action catholique*. Il y a aussi le *Montreal Daily Herald*, la *Tribune* de Sherbrooke, *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières et *Le Droit* d'Ottawa qui couvrent les débats quotidiennement.

Au cœur des débats reconstitués de la session de 1938, il se trouve parfois quelques bribes d'information tirées, ça et là, dans les chroniques parlementaires des hebdomadaires suivants : *L'Écho de Saint-Justin*, *Le Saint-Laurent*, *Le courrier de Berthierville*, *Le Guide*, *Le Courrier de Bellechasse*, *Le Bien Public*, *Le Nicolétain*, *L'Avenir du Nord*, *Le Dorchester*, *L'Étoile du Nord*, *L'Écho de Frontenac*, *La Voix des Mille Îles*, *Le Progrès du Saguenay*, *L'Éclaireur*, *La Parole*, *La Voix des Bois Francs*, *Le Progrès de L'Islet*, *Le Peuple*, le *Shawinigan Standard*, *L'Autorité*, *Le Petit Journal*, le *Journal de Waterloo*, *l'Écho du Bas-St-Laurent*, le *Canadien*, *L'Action populaire*, *La Frontière*, le *Petit Journal*, la *Gazette de Valleyfield*, *Le Peuple*, *l'Union des Cantons de l'Est*, le *Canada Français*, la *Gazette du Nord*, *Le Dorchester*, *Le Bien Public*, *L'Éclaireur*, *Le Nicolétain*, *Le Guide*, *Le courrier de Saint-Hyacinthe*, *The Spokeman* et le *Sherbrooke Daily Record*.

Ligne éditoriale des principaux quotidiens

Jamais l'allégeance politique des journaux ne transparait insidieusement dans les comptes rendus des débats. Il en est tout autrement pour les éditoriaux et les articles commentant les actions politiques. *Le Devoir* continue d'approuver les mesures du gouvernement unioniste; *Le Soleil* et *L'Événement*, pour s'attirer les bonnes grâces du premier ministre, continuent de s'en prendre au Parti national et prennent une attitude plus neutre à l'égard de l'Union nationale. *Le Canada*, en rupture avec Duplessis, ne cesse de critiquer systématiquement les actes du gouvernement.

Cette attitude va-t-en-guerre du *Canada* permet cependant de mieux comprendre l'atmosphère tendue qui règne en Chambre sous le premier mandat de Duplessis à titre de premier ministre. Dans son édition du 9 avril, *Le Canada* publie « Trois témoignages écrasants qui sont restés sans réponses⁵⁶ ». Philippe Hamel, Cléophas Bastien et Joseph-Ernest Grégoire parlent des désordres et des débordements d'injures qui interrompaient parfois les travaux de l'Assemblée législative aux sessions de 1936 et 1937. Tous s'accordent pour dénoncer le comportement de René Labelle, député de Montréal-Saint-Henri. Selon Bastien :

Lorsque le désordre éclatait à la Chambre, c'est Labelle qui donnait le signal. Il allait au milieu de ces scènes de chahut, auprès du premier ministre puis revenait à son pupitre et continuait à dégouter la Chambre par ses paroles grossières et malpropres. Ces scènes étaient telles qu'elles révoltèrent même des députés de l'Union nationale qui ne purent s'empêcher de protester. Dès les premiers jours de la première session et de la deuxième session de ce Parlement, Labelle fut le plus turbulent. C'est lui qui interrompait le plus souvent, je regrette de le dire. Labelle disait : « Rapace », « Farnie ta gueule », « Sale restant », « Maudit écœurant », « Voleur », « Tu pourrais voler ta mère ».

Fondée ou non, cette nouvelle avait pour objectif de porter atteinte à la réputation de l'Union nationale, et ce, même si de telles scènes ne se reproduisent pas à la session de 1938.

Dans la même veine, *Le Devoir* reproduit un discours de Paul Gouin, chef de l'Action libérale nationale. Au cœur de cette conférence intitulée « La politique telle que je la conçois », Gouin brosse un portrait coloré des députés de l'Union nationale. Autres temps, autres mœurs :

Le voilà dans le train, le brave homme (le député). Il parcourt les bancs, serre les mains à tous et à chacun, se laisse taper sur l'épaule par n'importe qui, même et surtout par les gens qui ne le connaissent pas, parce que ça leur fait plaisir. Il s'efforce d'appeler chaque personne par son petit nom et de tutoyer tout le monde, parce que c'est le summum du plaisir pour la majorité des électeurs et même des députés, lorsque cette marque d'estime tombe de la bouche d'un chef. Puis notre « membre du Parlement » blague avec ses collègues, interpelle à haute voix un autre député qui lit son journal dans le fond du « char », pousse, en passant, une « chique » à un député adversaire pour montrer qu'il n'a peur de personne.

Finalement, un peu calmé par le ronron du train, notre député s'assied à son tour dans son coin et, pour faire croire aux gens qu'il est un intellectuel et un esprit indépendant, se met à lire *Le Devoir*. Cette tactique – soit dit en passant – avait beaucoup plus de succès autrefois alors que *Le Devoir* n'avait pas encore perdu sa virginité politique ou, tout au moins, s'arrangeait pour qu'on y croie encore, ce qui lui a permis de faire un beau et riche mariage avec M. Duplessis. [...]

Voyez-le plutôt, ce député; il a soigneusement plié son précieux journal qui lui a procuré une bonne heure de sommeil; il a ouvert son « satchel » jaune ou noir, sa valise [...] pour glisser quelques cigares dans sa poche de veste, puis le voilà qui recommence à circuler à travers le wagon. Il écoute l'un de ses collègues : « Toé, j'aimerais à te voir, à soir, à ma chambre; un tel pis un tel seront là aussi. Il s'agit de l'affaire X... J'en ai parlé à Maurice pis je lui ai dit comme ça : Écoute Maurice, j'ai toujours été sport pour toé, tu vas m'arranger ça. Mes amis, d'ailleurs, sont décidés à aller jusqu'au bout. Maurice a voulu discuter une minute, mais je lui ai dit qu'il fallait qu'il marche. Alors, vous comprenez bien, puisqu'on a Maurice avec nous autres, il s'agit rien que maintenant de se mettre d'accord⁵⁷. »

Diatribes, factums et libelles sont choses courantes en politique dans les années 1930. Avec un prisme non moins partisan, les journaux rapportent les actualités qui sont les plus susceptibles de faire infléchir l'électorat en faveur d'un parti ou de l'autre.

Les sources : étude de cas⁵⁸

M. l'Orateur, il me fait plaisir aussi de saluer bien amicalement en passant messieurs les courriéristes parlementaires, les journalistes, spécialement ceux qui sont chargés d'être ici pendant la présente session pour faire le rapportage à leur journal respectif; je ne doute pas qu'ils sauront tous se montrer à la hauteur de leur si importante fonction. (15 février)

C'est en ces termes que Joseph-Émile Perron, député de Beauce, salue le travail des courriéristes. Ni lui ni aucun autre député ne trouveront à se plaindre des comptes rendus quotidiens en 1938 : cette année-là, les parlementaires ne font aucune mise au point pour corriger des faits publiés dans les chroniques parlementaires. C'est dire que, malgré leur allégeance politique respective, les membres de la Tribune de la presse rapportent avec soin les propos tenus à l'Assemblée législative.

À force de travailler les uns avec les autres, il se forge une évidente complicité entre les députés et les journalistes. Un cas à signaler. Le 8 mars, François-A. Pouliot, député de Missisquoi, parle sur le discours du budget. Tous les quotidiens mentionnent qu'il interrompt ses propos à la fin de la séance pour les continuer le lendemain. Tous les journaux confirment d'ailleurs que Pouliot reprend la parole le 9 mars pour livrer le reste de son discours. Pourtant, *Le Devoir* affirme que ce dernier termine son discours le 8 mars et, mieux encore, publie l'intégrale de son discours! On peut avancer sans risque d'erreur que le député avait distribué le texte de son discours au journaliste du *Devoir*. Ce dernier n'avait manifestement pas pris la peine de vérifier si le député avait bel et bien terminé son discours⁵⁹.

Parfois aussi, faute d'espace dans les colonnes des journaux, les journalistes doivent résumer les propos d'un député qui parle des heures et des heures. À d'autres occasions, les débats en Chambre sont incompréhensibles ou tout simplement inaudibles. Quand semblables situations se produisent, la qualité des débats reconstitués est altérée d'autant. Voici un exemple :

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) et **M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** commencent une longue discussion sur des questions de technique juridique, discutent pendant quelques minutes sur ce qui se fait à Saint-Hyacinthe et la discussion s'arrête.

M. Hamel (Québec-Centre) fait une réflexion qu'il est impossible de saisir.
(15 mars)

Malgré quelques lacunes fragmentaires, les parlementaires eux-mêmes ont l'occasion de mesurer l'utilité et la fiabilité des comptes rendus des débats. En 1938, afin que les nouvelles dispositions d'une loi concernant la consolidation d'arrérages de taxes soient connues du grand public, le premier ministre s'adresse directement aux membres de la Tribune de la presse : « J'attire tout spécialement l'attention des journalistes pour qu'ils publient cet avertissement », dit-il (bill 77). Après tout, les journalistes de la Tribune de la presse n'étaient-ils pas les yeux et les oreilles des citoyens qui voulaient suivre les débats de l'Assemblée législative?

Christian Blais

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

- ¹. Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publications du Québec, 2008, 692 p.; John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 2003, 452 p.; Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, tome 2; Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, 547 p.; Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : Premier gouvernement Duplessis*, Montréal, Fides, 1968, 282 p.; Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, 2 tomes; Bilan du siècle, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>
- ². « Cérémonie officielle et réception mondaine au Parlement », *L'Événement*, 27 janvier 1938, p. 3. Notons que Lucien Lamoureux était alors le doyen d'âge de l'Assemblée, étant né en 1864.
- ³. « Le travail est commencé dans les deux chambres », *L'Action catholique*, 27 janvier 1938, p. 3; « Le baromètre parlementaire nous annonce une pluie... de discours », *L'Action catholique*, 5 février 1938, p. 3 et 11.
- ⁴. « La session de Québec », *Le Droit*, 26 janvier 1938, p. 1.
- ⁵. Ce mémo de Duplessis datant de 1938 est reproduit dans J. Dickinson et B. Young, *Brève histoire socio-économique...*, p. 325-326 : « Les patrons doivent diriger leur industrie avec justice, intégrité, bonté, mais à la tête. Les ouvriers, à leur place, sachant obéir aux ordres, accomplissant leur tâche de leur mieux. Eux aussi doivent être justes, honnête et bons. Les unions à leur place doivent protéger leurs membres, mais pas en les persuadant que le patron est un ennemi, et n'intimidant pas ceux qui ne veulent pas être unionistes. »
- ⁶. Pour en savoir plus : Alfred Charpentier, *Cinquante ans d'action ouvrière : les mémoires d'Alfred Charpentier*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971, 540 p.
- ⁷. Alfred Charpentier, « La grève du textile dans le Québec de 1937 », *Relations industrielles*, janvier 1965, vol.20, no1, p.96.
- ⁸. Pour en savoir plus : « Projet d'ordonnance de l'Office des salaires raisonnables », *Le Devoir*, 25 mars 1938, p. 12.
- ⁹. Consulter à ce sujet : *Le Devoir* du 31 juillet 1937.
- ¹⁰. Sur les bills 19 et 20, voir : R. Rumilly, *Histoire de la province...*, p. 20, et C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 159.
- ¹¹. À la séance du 8 février, Bastien avait dit : « Pour faire oublier ce qu'il a mal fait, toutes ces promesses qui ont été sacrifiées, le premier ministre parle de communisme et d'autonomie. »
- ¹². Jean-Guy Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, Québec (Ph. D. histoire, Université Laval), 1977, p. 221.
- ¹³. *Ibid.*, p. 220.
- ¹⁴. Téléphore-Damien Bouchard, *Mémoires de T. D. Bouchard : « Quarante ans dans la tourmente politico-religieuse »*, Montréal, Éditions Beauchemin, 1960, p. 108.
- ¹⁵. *Ibid.*, p. 110.
- ¹⁶. *Ibid.*, p. 112.
- ¹⁷. Élisée Thériault était le beau-frère de Philippe Hamel.
- ¹⁸. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, Sillery, Septentrion, 1997, tome 4, p. 241.
- ¹⁹. C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 164. Philippe Hamel parlera de cette assemblée à la séance du 22 février 1939.
- ²⁰. C. Blais, G. Gallichan, F. Lemieux et J. Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale...*, p. 438.
- ²¹. Auparavant, 12 échevins sur 13 lui étaient favorables. Jean Provencher, *Joseph-Ernest Grégoire, quatre années de vie politique*, Québec, Mémoire (M.A. histoire), Université Laval, 1969, p. 142.
- ²². *Ibid.*, p. 437.
- ²³. R. Rumilly, *Histoire de la province...*, p. 18.
- ²⁴. Lorsque Pierre Bertrand, député unioniste de Saint-Sauveur, fait son entrée en Chambre avant la séance, il est chaudement applaudi par les ministériels pour son rôle de premier plan dans la défaite de l'ex-maire Grégoire, selon *The Chronicle Telegraph* du 23 février 1938, à la page 3. Bertrand avait été réélu comme échevin au siège no 2 du quartier Saint-Sauveur au conseil municipal de Québec.
- ²⁵. Le 15 février, Alexandre Taché dit également que « le chef de l'opposition est vu assez souvent en compagnie des députés de Québec-Centre (M. Hamel), de Québec-Est (M. Drouin) et de Montmagny (M. Grégoire) ».
- ²⁶. « Le discours du Trône a signalé surtout les problèmes à étudier », *Le Nouvelliste*, 27 janvier 1938, p. 1.
- ²⁷. Téléphore-Damien Bouchard, *Gouvernement qui méprise les usages parlementaires : discours prononcé par le chef de l'Opposition parlementaire, à l'Assemblée législative, le mardi, 1er février, 1938*, Saint-Hyacinthe, L'Imprimerie Yamaska, 1938, 30 p.
- ²⁸. « Ouverture de la session provinciale », *Le Canada*, 27 janvier 1937, p. 1.
- ²⁹. « La présente session sera particulièrement vivante », *Le Soleil*, 5 février 1938, p. 3.
- ³⁰. « Nos législateurs terminent une session... », *L'Action catholique*, p. 3.

31. J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 230.
 32. René Chalout, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 69-70.
 33. Jules Duchastel, « L'autonomie provinciale et la défense de l'État libéral » dans, Alain-
 G. Gagnon et Michel Sara-Bournet (dir.), *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la*
société libérale, Montréal, Québec Amérique, 1996, p. 248.
 34. « Pour la 13^e fois, le bill du vote féminin est rejeté », *La Presse*, 18 mars 1938, p. 2, 13 et 19.
 35. *Le Nouvelliste*, 18 mars 1938, p. 1.
 36. *Le Canada*, 18 mars 1938, p. 9.
 37. Jean-Guy Genest, *Godbout*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 154.
 38. Hector Laferté, *Derrière le trône : Mémoires d'un parlementaire québécois, 1936-1958*,
 Sillery, Septentrion, 1998, p. 64.
 39. J. Lacoursière, *Histoire populaire du Québec...*, p. 233. Voir aussi : R. Rumilly,
Histoire de la province..., p. 32-34, et R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 432-437.
 40. Christian Blais, « Le Québec n'est pas une province comme les autres » : le Conseil législatif,
 1775-1968 », *Cap-aux-Diamants*, hors série, août 2008, pp. 14-19.
 41. Voir aussi : R. Rumilly, *Histoire de la province...*, p. 25.
 42. Un courriériste rapporte : « Les deux mesures étaient déjà bel et bien enterrées, lorsque,
 par une erreur de transcription qui illustre avec quelle précipitation on fait les choses
 dans le nouveau gouvernement, elles furent transportées à la Chambre basse dans un
 message du Conseil, comme si elles avaient été adoptées. Elles furent ensuite expédiées
 chez le lieutenant-gouverneur pour leur sanction jusqu'à ce qu'on se soit aperçu, au
 dernier moment, qu'elles ne valaient plus rien. » « La session provinciale est prorogée »,
Le Canada, 13 avril 1938, p. 1.
 43. H. Laferté, *Derrière le trône...*, p. 64-65.
 44. « La session provinciale a été prorogée hier soir à 7 h. », *L'Événement*, 13 avril 1938, p.
 3.
 45. Pour plus de détails : R. Rumilly, *Histoire de la province...*, p. 14-16; et « L'affaire
 Rioux apparaît de plus en plus scandaleuse », *Le Canada*, 12 février 1938, p. 1.
 46. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout...*, p. 220.
 47. Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries dans le cabinet Gouin du 29 avril
 1914 au 25 août 1919. Ministre des Terres et Forêts dans les cabinets Gouin et
 Taschereau du 25 août 1919 au 27 juin 1936.
 48. Joseph-Ernest Grégoire enseignait à cette école jusqu'au 14 août 1937, date à laquelle il
 fut invité à « discontinuer ses cours pour quelque temps ». Il n'en fallait pas plus pour
 que Grégoire et Hamel établissent un rapport entre les deux faits, concluant que
 Duplessis avait exigé le départ du professeur avant la subvention de 200 000 \$. J.
 Provencher, *Joseph-Ernest Grégoire...*, p. 157.
 49. *L'Événement* du 5 avril 1938, p. 11, rapporte plutôt 600 000 \$.
 50. *Le Devoir*, 7 avril 1938, p. 1. Mais, à la séance du 26 janvier 1939, Bouchard se plaignait
 que le premier ministre n'a pas tenu sa promesse. Puis, à la séance du 9 février 1939, il
 affirma avoir reçu son bien.
 51. « Enquête de M. Lavigne sur l'incendie du Parlement », *Le Soleil*, 14 mars 1938, p. 3.
 52. « Est-ce un incendiaire qui mit le feu à l'Hôtel du gouvernement samedi passé? », *La*
Patrie, 16 mars 1938.
 53. *L'Événement*, 17 mars 1938, p. 10.
 54. Pour de plus amples détails, voir : Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la tribune de la*
presse à Québec, 1871-1959, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.
 55. *L'Action catholique*, 4 février 1938, p. 3.
 56. *Le Canada*, 9 avril 1938, p. 14.
 57. « La politique telle que conçue par M. Paul Gouin », *Le Devoir*, 23 février 1938.
 58. Sur la méthodologie relative à la reconstitution des débats, voir : Gilles Gallichan, « Le
 Parlement "rapaillé". La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des*
Dix, no 58 (2004), p. 275-296.
 59. *Le Devoir*, 9 mars 1938, p. 7.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Boussole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien/Le Canadien liberal, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Colon, Le
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Écho de Frontenac, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Frontière, La
Gazette de Valleyfield, La
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Illustration nouvelle, L'
Jour, Le

Journal, Le
Journal de Waterloo, Le
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nation, La
Nationaliste et Le Devoir, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Province, La
Régional, Le
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
Sorelois, Le
Spokeman, The
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Fisher, Martin Beattie, Walter George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable M. B. Fisher, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 1 mars 1938.* [s.l.]: 1938. 15 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1938, Québec 1938.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1938, Québec 1938.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1938.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXXIII: Session 1938*, Québec, 1938, vi, 297, xlvii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1938, Vol. LXXIII*, Québec, 1938, vi, 299, lxxv p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 2 George VI, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1938, iv, 518 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 2 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1938, iv, 507 p.

Rapports des comités généraux, 3^e session, 1938.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxii
Bibliographie.....	xxvii
Table des matières.....	xxxix
L'Exécutif en 1938.....	xxxiii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxv
Par ordre de circonscription	xxxvii
Débats	
1 Séance du mercredi 26 janvier 1938.....	1
2 Séance du jeudi 27 janvier 1938	7
3 Séance du mardi 1 ^{er} février 1938	21
4 Séance du mercredi 2 février 1938.....	41
5 Séance du jeudi 3 février 1938.....	71
6 Séance du mardi 8 février 1938.....	99
7 Séance du mercredi 9 février 1938.....	119
8 Séance du jeudi 10 février 1938.....	153
9 Séance du mardi 15 février 1938.....	169
10 Séance du mercredi 16 février 1938.....	189
11 Séance du jeudi 17 février 1938.....	195
12 Séance du mardi 22 février 1938.....	211
13 Séance du mercredi 23 février 1938.....	235
14 Séance du jeudi 24 février 1938.....	255
15 Séance du mardi 1 ^{er} mars 1938	269
16 Séance du mercredi 2 mars 1938.....	287
17 Séance du jeudi 3 mars 1938.....	307

18 Séance du mardi 8 mars 1938	325
19 Séance du mercredi 9 mars 1938.....	345
20 Séance du jeudi 10 mars 1938.....	363
21 Séance du mardi 15 mars 1938	375
22 Séance du mercredi 16 mars 1938.....	403
23 Séance du jeudi 17 mars 1938.....	415
24 Séance du vendredi 18 mars 1938.....	429
25 Séance du mardi 22 mars 1938	437
26 Séance du mercredi 23 mars 1938.....	469
27 Séance du jeudi 24 mars 1938.....	481
28 Séance du vendredi 25 mars 1938.....	495
29 Séance du mardi 29 mars 1938	509
30 Séance du mercredi 30 mars 1938.....	527
31 Séance du jeudi 31 mars 1938.....	545
32 Séance du vendredi 1 ^{er} avril 1938	571
33 Séance du lundi 4 avril 1938.....	583
34 Séance du mardi 5 avril 1938.....	609
35 Séance du mercredi 6 avril 1938.....	635
36 Séance du jeudi 7 avril 1938	657
37 Séance du vendredi 8 avril 1938	689
38 Séance du mardi 12 avril 1938.....	705
 Index des participants	 733
Index des sujets	771
Index des bills publics et privés.....	805

L'HONORABLE ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1938

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre, procureur général et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Joseph Bilodeau, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Bona Dussault, ministre de l'Agriculture

L'honorable Henri Lemaître Auger, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Mines et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé et secrétaire de la province

L'honorable William Tremblay, ministre du Travail

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Travaux publics

L'honorable Martin Beattie Fisher, trésorier de la province

L'honorable François-Joseph Leduc, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Gilbert Layton, ministre sans portefeuille

L'honorable Thomas Joseph Coonan, ministre sans portefeuille

L'honorable Thomas Chapais, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ADAM, Philippe	UN	Bagot
AUGER, Georges-Adélar	UN	Gatineau
AUGER, Henry Lemaître	UN	Montréal-Saint-Jacques
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRETTE, Herman	UN	Terrebonne
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BEAUDRY, Rouville	UN	Stanstead
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉIQUE, Hortensius	UN	Chambly
BÉLANGER, Joseph-Grégoire	UN	Montréal-Dorion
BELLEMARE, Dionel	UN	Vaudreuil
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERTRAND, Charles-Auguste	L	Montréal-Laurier
BERTRAND, Pierre	UN	Saint-Sauveur
BILODEAU, Joseph	UN	L'Islet
BOITEAU, Émile	UN	Bellechasse
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BOYER, Auguste	UN	Châteauguay
BULLOCH, William Ross	UN	Westmount
CARIGNAN, Anatole	UN	Jacques-Cartier
CARON, Joseph-Napoléon	UN	Maskinongé
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CASTONGUAY, Antoine	UN	Roberval
CHALOULT, René	UN	Kamouraska
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
CONNORS, Francis Lawrence	L	Montréal-Sainte-Anne
COONAN, Thomas Joseph	UN	Montréal-Saint-Laurent
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELAGRAVE, Charles	L	Québec-Ouest
DROUIN, Oscar	UN	Québec-Est
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUBÉ, Louis-Félix	UN	Témiscouata
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUGUAY, Joseph-Léonard	UN	Lac-Saint-Jean
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FISHER, Martin Beattie	UN	Huntingdon
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
GAGNÉ, Joseph-David	UN	Arthabaska
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GRÉGOIRE, Joseph-Ernest	UN	Montmagny
HAMEL, Philippe	UN	Québec-Centre
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LABELLE, René	UN	Montréal-Saint-Henri

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LAFLEUR, Pierre-Auguste	UN	Montréal-Verdun
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAROCHELLE, Joseph-Théophile	UN	Lévis
LAROCHE, Arthur	UN	Chicoutimi
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LAYTON, Gilbert	UN	Montréal-Saint-Georges
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix-Saguenay
LEDUC, Édouard	UN	Soulanges
LEDUC, François-Joseph	UN	Laval
LESAGE, Émile	UN	Abitibi
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOUX, Adolphe	UN	Québec
MARIER, Joseph	UN	Drummond
MESSIER, Félix	L	Verchères
MONETTE, Philippe	UN	Napierville-Laprairie
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PARADIS, Ferdinand	UN	Matapédia
PELLETIER, Joseph-Alphonse	UN	Gaspé-Nord
PELLETIER, Maurice	UN	Lotbinière
PERRON, Joseph-Émile	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
POULIOT, François-A.	UN	Missisquoi
RAYNAULT, Adhémar	UN	L'Assomption
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROCHFERT, Candide	UN	Montréal-Sainte-Marie
ROUSSEAU, Ulphée-Wilbrod	UN	Champlain
ROY, Joseph-Félix	UN	Montmorency
SAUVÉ, Delpha	UN	Beauharnois
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SHERMAN, Payson Alton	UN	Compton
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
TREMBLAY, William	UN	Maisonneuve
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

L - Libéral
UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	UN	Gagné, Joseph-David
BAGOT	UN	Adam, Philippe
BEAUCE	UN	Perron, Joseph-Émile
BEAUHARNOIS	UN	Sauvé, Delpha
BELLECHASSE	UN	Boiteau, Émile
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	UN	Béique, Hortensius
CHAMPLAIN	UN	Rousseau, Ulphée-Wilbrod
CHARLEVOIX-SAGUENAY	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Boyer, Auguste
CHICOUTIMI	UN	Larouche, Arthur
COMPTON	UN	Sherman, Payson Alton
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Marier, Joseph
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	UN	Pelletier, Joseph-Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Auger, Georges-Adélard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	UN	Carignan, Anatole
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Chaloult, René
L'ASSOMPTION	UN	Raynault, Adhémar
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Duguay, Joseph-Léonard
LAVAL	UN	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Larochelle, Joseph-Théophile
L'ISLET	UN	Bilodeau, Joseph
LOTBINIÈRE	UN	Pelletier, Maurice
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, William
MASKINONGÉ	UN	Caron, Joseph-Napoléon
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Paradis, Ferdinand
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	UN	Pouliot, François-A.
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Grégoire, Joseph-Ernest
MONTMORENCY	UN	Roy, Joseph-Félix
MONTRÉAL-DORION	UN	Bélanger, Joseph-Grégoire
MONTRÉAL-LAURIER	L	Bertrand, Charles-Auguste
MONTRÉAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Connors, Francis Lawrence
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	UN	Rochefort, Candide
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	UN	Layton, Gilbert
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	UN	Labelle, René
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	UN	Auger, Henry Lemaître
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	UN	Coonan, Thomas Joseph
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTRÉAL-VERDUN	UN	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Monette, Philippe
NICOLET	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUÉBEC	UN	Marcoux, Adolphe
QUÉBEC-CENTRE	UN	Hamel, Philippe
QUÉBEC-EST	UN	Drouin, Oscar
QUÉBEC-OUEST	L	Delagrave, Charles
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	UN	Castonguay, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	UN	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
SOULANGES	UN	Leduc, Édouard
STANSTEAD	UN	Beaudry, Rouville
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Dubé, Louis-Félix
TERREBONNE	UN	Barrette, Hermann
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	UN	Bellemare, Dionel
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	UN	Bulloch, William Ross
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

L - Libéral
UN - Union nationale

Séance du mercredi 26 janvier 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. SauvéLa séance est ouverte à 3 heures¹.**Prière.**

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, le greffier et les députés se rendent auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil.

Et, les députés étant de retour,
(Applaudissements des ministériels à l'entrée des ministres en Chambre)

**Lettre du roi
George VI**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la lettre suivante de la part de Sa Majesté le roi George VI.

PALAIS DE BUCKINGHAM

Le 1^{er} juin 1937

Monsieur l'Orateur,

Sa Majesté le roi George VI a reçu avec grand plaisir l'adresse que l'Assemblée législative de la province de Québec lui a transmise à l'occasion de son accession au trône.

Sa Majesté m'enjoint de vous prier de transmettre aux membres de l'Assemblée sa profonde gratitude pour l'expression de leur loyauté ainsi que ses remerciements chaleureux pour leurs vœux destinés à la Reine et à lui, ainsi qu'à leurs filles.

Sincèrement,
A. H. L. Hardinge

Brefs d'élection:

**Élection annulée
dans Bagot**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu une copie authentique du jugement suivant de trois juges de la Cour supérieure siégeant à Montréal au sujet de l'élection de M. Cyrille Dumaine, dans le district électoral de Bagot, ainsi qu'une copie authentique de la renonciation suivante, et que j'ai, en conséquence, adressé au secrétaire de la chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Bagot.

Province de Québec

COUR SUPÉRIEURE

District de Montréal,
(*District de Saint-Hyacinthe*)
No 1.

Le 30^e jour de décembre 1937

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC,
STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, 1925,
CHAPITRE 5 ET AMENDEMENTS

No 450 du district de Montréal.

Présents: Les honorables juges Joseph Demers,
Louis Boyer, Alfred Duranleau.

IN RE:

ÉLECTION d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bagot, tenue le dix-septième jour d'août mil neuf cent trente-six.

PHILIPPE ADAM, médecin, ayant ses résidence et domicile dans la cité d'Acton Vale, district de Saint-Hyacinthe,

Pétitionnaire,

vs

CYRILLE DUMAINE, notaire, ayant ses résidence et domicile dans le village d'Upton, district de Saint-Hyacinthe, et déclaré élu comme député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bagot,

Défendeur,

LE TRIBUNAL, parties ouïes, sur examen de toutes les pièces versées au dossier, ayant examiné la procédure, les pièces produites au dossier et délibéré;

VU le consentement signé par les parties et contresigné par leurs procureurs respectifs à l'effet que l'élection du défendeur comme député pour le district électoral de Bagot, tenue le 17 août 1936, soit annulée, sans frais, et que le tribunal en fasse rapport immédiatement à l'Orateur;

VU les avis produits au dossier, leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le district électoral de Bagot, et le certificat du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe à l'effet qu'il n'y a pas eu d'intervention d'aucun électeur qualifié dans les 10 jours de la publication de ces avis; et que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies;

Par ces motifs:

DÉCLARE annulée l'élection du défendeur, tenue le 17 août 1936, comme député pour le district électoral de Bagot, à l'Assemblée législative de Québec, sans frais; et

ORDONNE qu'une copie certifiée du présent jugement soit immédiatement transmise à l'Orateur de l'Assemblée législative et au protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

(Signé) Joseph Demers
J.C.S.
Alfred Duranleau
J.C.S.
Louis Boyer
J.C.S.

Copie conforme,

C.-E. Sauvé
Député protonotaire,
Cour supérieure,
Montréal

Province de Québec,

COUR SUPÉRIEURE

District de Saint-Hyacinthe,
No 1.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC,
STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, 1925,
CHAPITRE 5, ET AMENDEMENTS

No 450.
District de Montréal

IN RE:

ÉLECTION d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bagot, tenue le dix-septième jour d'août mil neuf cent trente-six.

PHILIPPE ADAM, médecin, ayant ses résidence et domicile dans la cité d'Acton Vale, district de Saint-Hyacinthe,

Pétitionnaire;

vs

CYRILLE DUMAINE, notaire, ayant ses résidence et domicile dans le village d'Upton, district de Saint-Hyacinthe, et déclaré élu comme député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bagot,

Défendeur,

RENONCIATION À L'APPEL

Les parties renoncent à l'appel et au délai d'appel du jugement rendu ce jour par le tribunal de trois juges siégeant à Montréal et annulant l'élection du défendeur et consentent à ce que ce jugement soit exécuté immédiatement.

Montréal, ce 30 décembre 1937
(Signé) Philippe Adam, M.D.,
Pétitionnaire,

Cyrille Dumaine,
Défendeur.

Contresigné:
Édouard Masson,
Procureur du pétitionnaire.

Victor Chabot,
Procureur du défendeur.

Copie conforme,

C.-E. Sauvé
Dép. prot., C. S.

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment où vous allez reprendre vos travaux parlementaires, il m'est agréable de constater les heureux résultats des lois que vous avez votées au cours des deux dernières sessions. Ces lois contribuent, dans une large mesure, à l'amélioration des conditions économiques et sociales de notre province.

Le gouvernement sait quels services rendent les différentes professions; aussi entend-il les traiter toutes avec justice. Il a cependant une sollicitude particulière pour la classe agricole, car l'agriculture offre d'incomparables éléments de sécurité et de stabilité, ses progrès sont intimement liés à la prospérité générale, et elle doit être, chez nous, l'industrie fondamentale.

Le crédit agricole que vous avez établi donne aux cultivateurs, qui connaissent déjà des jours meilleurs, de puissants motifs d'espérer, d'avoir foi en leur avenir. Vous serez appelés à placer des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole.

Le gouvernement, comme il a commencé de le faire, aidera à la diffusion de l'enseignement agricole, à l'extension d'une saine et libre coopération, au développement de l'industrie laitière, bref, à la solution de tous les problèmes qui, depuis plusieurs années, empêchent l'essor de l'agriculture en notre province.

Pour mieux s'assurer l'expansion de celle-ci, le ministère actuel a pris l'initiative de nouvelles méthodes de colonisation: il fournit des terres libres à nos défricheurs, afin de mieux favoriser leur établissement. Il croit qu'il importe aussi de coloniser de proche en proche, particulièrement de peupler autant que possible les paroisses déjà constituées. Pour lui permettre d'appliquer cette politique, il vous demandera d'autoriser le ministre de la Colonisation à établir des cultivateurs et des fils de cultivateurs sur certaines terres inoccupées ne faisant plus partie du domaine public.

La grande importance de l'industrie forestière n'échappe pas aux préoccupations du gouvernement. Celui-ci prendra, comme il en a déjà pris, des mesures appropriées, afin d'assurer à la fois la stabilité de cette industrie et une exploitation profitable pour notre province, en particulier pour nos ouvriers qui jouissent maintenant de meilleures conditions de travail.

Le gouvernement s'occupera d'améliorer le sort des institutrices de nos écoles rurales, sans obérer le budget des municipalités scolaires.

Conscient de la valeur de l'enseignement à tous ses degrés, il vous demandera de contribuer à l'établissement d'écoles moyennes d'agriculture et de subventionner l'École supérieure de commerce de Québec. Il vous invitera, en outre, à voter les crédits nécessaires au perfectionnement de notre enseignement technique industriel, avec le dessein particulier de former une main-d'œuvre experte pour nos filatures.

Le développement minier, qui a récemment pris beaucoup d'ampleur dans le Nord, contribuera non seulement à ramener la prospérité en notre province, mais en même temps à ouvrir de nouvelles carrières à notre jeunesse, dont l'avenir intéresse beaucoup le gouvernement. C'est pourquoi vous serez saisis d'un projet autorisant la création d'une École des mines, à Québec, sous la direction de l'Université Laval.

Les conditions de nos pêcheries se sont beaucoup améliorées depuis un an, grâce aux efforts du ministère, et celui-ci continuera d'aider les pêcheurs à rendre leur industrie plus rémunératrice.

La nécessité d'un bon réseau routier est indéniable, tant au point de vue agricole qu'au point de vue commercial et touristique. Vous serez donc invités à autoriser la mise à exécution d'un plan d'ensemble de chemins à construire et à restaurer.

Le ministère se préoccupe toujours du sort des chômeurs. Il a mené jusqu'ici une lutte vigoureuse contre les effets de la dépression, et c'est son intention de prendre et de favoriser les initiatives qui pourront fournir, à ceux qui sont sans emploi, toutes les occasions possibles de travailler.

Il veillera, comme par le passé, à l'exécution des lois sociales en vigueur, et il ne négligera aucun des moyens à sa disposition pour aider le capital et le travail à collaborer sincèrement et pour établir entre eux le règne de la justice et de la charité.

Il ne saurait être question de transiger avec le communisme. Aussi, la lutte engagée contre cet ennemi de nos institutions et de nos traditions sera poursuivie avec énergie. Pour mieux assurer le succès de cette lutte, notre police de sûreté, dont l'efficacité laissait à désirer, a été réorganisée. Une loi vous sera proposée à ce sujet, ainsi que plusieurs autres, se rapportant à la bonne administration de la justice.

Vous serez invités également à venir de nouveau en aide à la petite propriété, ce facteur de paix sociale et de progrès.

Le gouvernement continuera d'appliquer les mesures nécessaires pour que nos ressources naturelles, particulièrement nos ressources hydroélectriques, se développent de façon rationnelle et à l'avantage de la province et de sa population.

Dès que le comité d'étude de notre fiscalité et le comité de refonte de nos lois générales auront présenté leurs rapports, des législations appropriées vous seront soumises.

Vous serez appelés, en outre, à légiférer sur plusieurs questions d'intérêt public concernant les différents services de l'administration.

Le gouvernement du Québec est heureux de coopérer avec celui de l'Ontario à la solution des problèmes qui leurs sont communs, car il considère que cette coopération est dans le meilleur intérêt des deux provinces et du pays tout entier.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* du dernier exercice vous seront soumis. Il vous plaira sans doute de constater

que les revenus ordinaires ont excédé les dépenses dites ordinaires et se sont considérablement accrus, bien que nos lois d'impôt n'aient pas été modifiées.

Le gouvernement se propose de poursuivre l'enquête commencée au comité des comptes publics.

Le budget des dépenses prévues pour le prochain exercice sera déposé et je vous prie de bien vouloir le voter.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous apporterez, je n'en doute pas, aux nombreuses questions dont vous serez saisis toute l'attention qu'elles méritent. Je demande au ciel de bénir vos travaux, afin qu'ils contribuent à la prospérité de notre province et au bonheur de sa population.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et, que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses

observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

Composition d'un comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que les honorables MM. Duplessis (Trois-Rivières), Auger, Fisher, Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier) et Drouin, MM. Béïque, Boiteau, Pouliot (Missisquoi), Lafleur et Tardif forment ledit comité spécial.

Je tiens à faire remarquer à la Chambre que ce comité des onze est formé conformément aux suggestions qui nous ont été faites par les membres de l'opposition, en ce sens que celle-ci nomme ses représentants. Nous avons accepté les suggestions de l'opposition. Par conséquent, si on n'a pas jugé bon de nommer, dans les divers comités, des représentants de la minorité de langue anglaise de cette province dans les rangs de l'opposition, on n'aura aucun reproche à faire au gouvernement; ce n'est pas notre faute.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTE

1. *La Tribune* du 27 janvier 1938, à la page 1, rapporte qu'il y avait "un gros bouquet de roses rouges sur le bureau du premier ministre qui, à son entrée, fut salué par une salve d'applaudissements de la part des ministériels."

Séance du jeudi 27 janvier 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte vers 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation (M. Bélanger);

- de la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi relative à la dite ville et demandant l'autorisation de faire un emprunt (M. Goudreau);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre la liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Layton; MM. Béique, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Casgrain, Langlais, Larochelle, Larouche, Marcoux, Marier, Roy.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Dussault, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Bastien, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bouthillier, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Connors,

Dansereau, Delagrave, Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Paradis, Pouliot (Missisquoi), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Thibeault, Turcotte.

Comité permanent des privilèges et des élections: Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Leduc; MM. Barré, Barrette (Terrebonne), Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Casgrain, Dansereau, Ducharme, Duguay, Grégoire, Jolicoeur, Lesage, Marier, Monette, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Tellier, Trudel.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Bourque, Coonan, Dussault, Élie, Fisher, Gagnon, Layton, Leduc, Paquette, Tremblay; MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Marier, Messier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Bilodeau, Dussault, Élie, Fisher, Leduc; MM. Auger (Gatineau), Barré, Bastien, Beaudry, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Bouthillier, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Choquette, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Labbé, Lamoureux, Larivière, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Marier, Messier, Paradis, Perron, Raynault, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Turcotte, Vachon.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bourque, Dussault, Élie, Fisher, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bellemare, Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Dansereau, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Fleury, Goudreau, Grégoire, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Monette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité permanent des comptes publics¹: Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Fisher, Paquette; MM. Bastien, Béique, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Casgrain, Drouin, Duguay, Labbé, Lorrain, Marier, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Taché, Tardif, Tellier.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Duplessis, Bilodeau, Coonan, Fisher, Gagnon, Paquette; MM. Barrette (Terrebonne), Bastien, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Bulloch, Carignan, Casgrain, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Hamel, Jolicoeur, Lafleur, Langlais, Leclerc, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Tellier, Trudel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Auger, Bilodeau, Coonan, Élie, Layton, Tremblay; MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Bulloch, Carignan, Castonguay, Connors, Dansereau, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Gagné, Grégoire, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Lorrain, Messier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Thibeault, Turcotte.

Le rapport est adopté.

Petite propriété

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre adopte en première lecture,

lors de sa prochaine séance, le bill 4 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement n'a pas le droit de traiter quelque question que ce soit, de discuter les mesures de législation avant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône. En vertu de l'article 636 du Règlement de la Chambre, tant que l'adresse en réponse au discours du trône n'est pas proposée et acceptée, on ne peut présenter aucune mesure et ne procéder à l'étude d'aucune affaire importante. Il est vrai qu'on peut suspendre le débat et le Règlement et procéder immédiatement, mais seulement pour des questions de très grande urgence. Dans ce cas-ci, tout en réalisant la grande importance qui s'affiche dans le titre de cette loi, je n'y vois pas l'urgence qui permettrait de passer outre aux règlements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le titre de la loi indique qu'il s'agit d'une matière d'une très grande urgence. Le seul mot moratoire devrait suffire. Nous avons pour la petite propriété un moratoire qui expire prochainement. Son prolongement est une chose que demandent depuis quelque temps les associations de propriétaires. Le gouvernement, anxieux de sauver la petite propriété, veut faire diligence. Il s'agit de sauver la petite propriété et de donner aux créanciers toutes les garanties de sécurité sur lesquelles ils doivent compter. Et il est bon, afin d'éviter les complications et les inquiétudes de la part des créanciers et débiteurs, que les intéressés sachent à quoi s'en tenir. Je ne vois pas pourquoi la gauche s'oppose à cette mesure. Je ne comprends pas, M. l'Orateur, pourquoi l'opposition fait des objections à adopter une législation aussi importante quand, pour la première fois depuis 20 ans, au début d'une session, le gouvernement est prêt avec sa législation? Cette loi est demandée par les créanciers et les débiteurs. Il ne s'agit que de la première lecture du bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le gouvernement prétend qu'il y a urgence, a-t-il objection à nous dire à quelle date exactement expire la loi du moratoire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le chef de l'opposition ne soit guère au courant des lois. Qu'il prenne les Statuts et il verra l'urgence de la loi. Cette fois, on ne peut pas dire que notre loi n'est pas prête. Elle est même imprimée.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais on ne l'a pas encore. À quelle date expire la loi?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand donc expire la loi du moratoire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le 1^{er} mai 1938.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si la loi n'expire que le 1^{er} mai, on peut difficilement soutenir qu'il y a urgence. Il n'y a pas de presse. Dans huit jours, quand nous aurons terminé le débat sur l'adresse il sera encore temps de faire voter cette loi. Après tout ce n'est pas l'affaire d'une semaine ou deux qui avancera beaucoup les choses, et dans les circonstances l'article 636 du Règlement de la Chambre me semble bien clair.

Pourquoi s'y soustraire? Toute la Chambre a intérêt à ce que les règlements soient observés et observés scrupuleusement. Ce n'est pas parce qu'il y aura une élection dans Bagot qu'il faut traiter d'urgentes toutes les questions et faire changer les règlements.

M. Bastien (Berthier): (Souriant) Je me demande pourquoi l'on ne commencerait pas bien la session? Nous voici aux premiers jours de la session; il ne faut pas qu'on commence tout de suite à violer les règlements. Je croyais que le premier ministre avait eu le temps de réfléchir, qu'il s'était assagi depuis la dernière session, avait pris de bonnes résolutions et serait désireux de respecter les règlements. Le premier ministre commence dès le début de la session à violer les règlements.

Après deux ou trois questions du chef de l'opposition, le chef du gouvernement avoue lui-même que la loi n'expirera que le 1^{er} mai. Nous sommes aussi désireux que lui d'aider la petite propriété. Il sait très bien qu'il n'y a pas urgence et il devrait être le premier à respecter le Règlement. Nous admettons que la loi est importante, nous la prendrons en considération aussi vite que possible, mais pourquoi ne pas donner tout de suite le bon exemple à la députation en respectant les règlements?

M. Larochelle (Lévis): Ha! Ha! Ha! Ha!

M. Bastien (Berthier): C'est une chose bien simple qu'on lui demande au chef du gouvernement. L'observance des règlements. C'est naturel...

M. Larochelle (Lévis): Ha! Ha! Ha! Ha!

M. Bertrand (Montréal-Laurier): (Se levant pour soutenir le même point) La coutume veut...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour ne pas que l'obstruction de l'opposition se prolonge davantage et pour empêcher l'opposition de se fatiguer et de perdre son prestige sur une question touchant de si près à la petite propriété que nous voulons sauvegarder, je ne persiste pas dans ma demande. Nous n'étudierons pas aujourd'hui cette loi. Je consens à ce que la première lecture de ce bill soit différée à plus tard. Next.

Crédit agricole

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, pour les mêmes raisons que celles invoquées il y a quelques instants, je m'oppose à cette motion tant et aussi longtemps que l'adresse en réponse au discours du trône ne sera pas votée. Je ne vois pas l'urgence à adopter cette résolution immédiatement, si ce n'est que pour des raisons d'électoratisme.

Il s'agit d'une mesure de la plus haute importance. Tout d'abord il s'agit d'engager le crédit de la province pour un nouveau montant de \$10,000,000. Or, d'après les informations que j'ai obtenues, sur les \$15,000,000 que nous avons votés à la dernière session pour le crédit agricole et qui sont actuellement à la disposition du gouvernement, il n'y a que \$7,000,000 de payés à l'heure actuelle. Où est donc l'urgence si l'office du crédit agricole a encore en caisse \$8,000,000, ce qui est suffisant pour l'élection de Bagot.

Il me semble qu'on pourrait attendre après l'adresse en réponse au discours du trône. Les cultivateurs n'auront pas le temps de souffrir si l'on retarde de quelques jours l'adoption de la loi. Le gouvernement peut très bien attendre après l'élection de Bagot et ne pas faire comme l'an passé. Je n'ai pas besoin de rappeler que l'an dernier, on nous a demandé un supplément de \$5,000,000 qui ont été votés avant l'élection complémentaire de Beauce.

Je vois qu'on veut constituer ainsi un appât de millions aux électeurs avant de leur demander de se prononcer sur la politique du gouvernement. J'ajoute

que si le gouvernement est anxieux de faire voter ces crédits, nous y verrons quand l'occasion nous en sera offerte, sans qu'il soit nécessaire d'ignorer les règlements. Je m'oppose à cette motion. Pourquoi recommencer le même jeu à la veille d'une élection qui doit avoir lieu prochainement? Nous sommes aussi très désireux de voter \$10,000,000 à la classe agricole et je tiens à assurer le gouvernement que nous n'avons pas l'intention de faire d'obstruction sur l'adresse en réponse au discours du trône.

Elle sera, s'il en dépend de nous, votée assez rapidement. L'opposition ne prolongera pas indûment le débat, car elle a l'intention de discuter les questions soumises avec la modération qui convient et, si le gouvernement ne retarde pas, l'adresse sera votée rapidement. Toutefois, il ne faudrait pas que le gouvernement insiste pour passer des mesures semblables avant l'adoption de l'adresse. Que le chef du gouvernement retire donc sa motion sur le crédit agricole tout comme il l'a fait pour la mesure précédente. Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne comprends pas du tout l'attitude du chef de l'opposition. Tout le monde sait que, s'il y a une classe qui mérite l'attention de la Chambre, c'est bien la classe agricole.

(Applaudissements)

Il appartenait à l'administration actuelle de répondre aux besoins nombreux de l'agriculture. Tout le monde sait que les cultivateurs avaient besoin du crédit agricole qui leur fut refusé si longtemps par l'ancien gouvernement. Et le gouvernement actuel leur a donné ce crédit si nécessaire pour le maintien du cultivateur et l'établissement de leurs fils, tout en sauvegardant les intérêts de la province. Il nous appartenait de répondre à ce besoin, nous l'avons fait en prenant toutes les précautions nécessaires. Nous sommes revenus ici, aujourd'hui, pour continuer cette œuvre à l'avantage de la classe agricole. Nous sommes réunis ici pour légiférer et non pas seulement pour parler.

C'est la première fois depuis 20 ans que la législation d'un gouvernement est prête et il est inutile de retarder les mesures urgentes. Nous avons dès le début de la première séance, déposé notre législation, contrairement à ce qui se faisait dans le passé. Nous avons de nombreuses, des milliers de demandes de la part des cultivateurs. Les \$15,000,000 votés pour l'Office du prêt agricole dans le passé sont déjà tous engagés.

Il y a urgence et nécessité vitales de voter immédiatement cette résolution pour que l'office

puisse continuer son travail avec des fonds autorisés. Cette motion doit être discutée sans plus tarder. Contrairement à l'ancien régime, nous avons une législation claire et prête. Je ne voudrais pas non plus que l'opposition prenne une attitude qui soit de nature à gêner ses chances dans Bagot.

(Rires)

Le chef de l'opposition demeure dans un comté voisin, un comté partiellement agricole, et il ne devrait pas s'objecter, empêcher les cultivateurs d'obtenir le prêt agricole. Il a déjà fait sa part en empêchant M. Godbout de se présenter dans ce comté. Il ne devrait pas ruiner cela en retardant la votation d'un nouveau \$10,000,000 pour le crédit agricole.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est encore de l'électoratisme. On veut jeter l'appât des millions aux électeurs de Bagot qui doivent se prononcer bientôt sur la politique du gouvernement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On admet que cette loi est très importante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on s'entend, pourquoi pas adopter la motion?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est important, mais il n'y a pas urgence. Il est évident, en effet, que ce n'est pas l'urgence de la situation agricole qui pousse le gouvernement à étudier cette résolution. Cette mesure n'est dictée que par pur souci d'électoratisme. C'est l'élection de Bagot qui l'inspire, le chef du gouvernement vient de nous en faire l'aveu. Je trouve que le premier ministre s'inquiète vraiment trop des intérêts de l'opposition. On comprend sa sincérité: cela vient sans doute d'un bon naturel.

(Rires à gauche)

Mais il y a à peine \$7,000,000 de payé, comme le disait tout à l'heure le chef de l'opposition. Pourquoi en voter encore \$10,000,000? Il n'y a donc pas tant de presse. Qu'on attende la fin du débat sur l'adresse et il sera encore temps de voter cette mesure. Le gouvernement ne peut même pas invoquer la crainte de l'attitude que peut prendre l'opposition, puisque lorsque le gouvernement vota l'augmentation de \$5,000,000 l'an dernier, l'opposition fut unanime à le faire. Nous sommes en faveur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a unanimité, pourquoi alors ne pas procéder? Si vous êtes en faveur, votez immédiatement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, nous sommes en faveur, mais nous avons le droit de savoir quelle somme a été payée, comment l'argent a été dépensé, s'il y a eu ou non favoritisme politique, ou autres choses, avec le crédit agricole. D'ailleurs, l'article 636 est clair. Nous avons d'abord le droit de la discuter. On nous dit qu'il y a urgence, nous voulons savoir pourquoi. On nous dit que les \$15,000,000 sont engagés, nous voulons savoir comment. Nous soumettons que c'est là une loi importante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pour l'opposition, ce n'est pas important.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On sait fort bien où le premier ministre veut en venir, il n'y a qu'une chose importante pour le gouvernement dans cette loi: c'est l'élection de Bagot qui le hante. Il veut jeter de la poudre aux yeux des électeurs de Bagot, comme il l'a fait l'an dernier, lors de l'élection de Beauce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je soulève un point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup, qui est avocat, devrait mieux parler que le chef de l'opposition. Il parle en dehors de la question. Il n'a pas le droit d'imputer au gouvernement des motifs qu'il n'a pas. Je ne veux pas empêcher l'opposition de parler, mais puisqu'elle parle du respect des règlements, elle devrait respecter celui qui défend de sortir du sujet en discussion. Un député n'a pas le droit d'imputer gratuitement des motifs comme celui qu'insinue le député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne faisais, dit-il, que répondre au premier ministre. Nous invoquons l'article 636, qui est très clair, et qui demande qu'on ne prenne rien en considération avant l'adoption de l'adresse. Le chef du gouvernement soulève un point d'ordre, et pourtant, nous parlions sur la digression qu'il a lui-même faite sur l'élection de Bagot.

M. l'Orateur: Le chef du gouvernement ayant soulevé un point d'ordre...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pardon, pardon. (en désignant M. Bertrand qui se préparait à se lever lorsque M. Sauvé commença à parler)

M. l'Orateur: Les règlements de la Chambre veulent que personne n'ait le droit de parler quand l'Orateur est debout et a commencé à parler.

Lorsque le député de Rivière-du-Loup a eu fini, j'ai regardé dans la Chambre pour me rendre compte si quelqu'un d'autre avait l'intention de parler, et n'ayant vu personne de prêt, j'ai voulu rendre ma décision sur le point d'ordre soulevé. La question qui est devant la Chambre, il ne s'agit pour le moment que d'une question de routine, car on demande simplement que la Chambre se forme en comité lors de la prochaine séance, pour l'étude de la loi. On devra donc invoquer l'article 636, à un autre stade. Les objections qu'on a faites, il sera temps de les faire à la prochaine séance, s'il y a lieu, lorsque la Chambre voudra étudier les résolutions. D'ailleurs, dans ce cas, je renverrais le point d'ordre du chef de l'opposition parce que je calcule qu'il s'agit d'une chose assez urgente pour qu'on la considère immédiatement, je suis d'opinion qu'il y a urgence, après les explications qui viennent d'être données.

La motion est adoptée.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Barrette (Joliette)² propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Sherman), que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, nous voici revenus dans cette Chambre pour continuer et pour perfectionner l'œuvre que nous avons entreprise il y a un peu plus d'un an. Il est bon de constater ce qu'il y a déjà d'accompli et d'examiner les résultats obtenus. Le discours du trône, d'une clarté et d'une précision remarquables - l'ancien régime s'efforçait de rendre ce message plus sonore que profond - marque bien la volonté très sincère de continuer le travail commencé au cours des deux sessions précédentes. À sa lecture, on reconnaît immédiatement le souci qu'apporte le

gouvernement à la protection des faibles, de même que l'on voit bien sa fermeté devant les puissants. À chaque ligne de ce programme législatif, on retrouve la volonté très sincère de continuer le travail commencé durant les deux sessions précédentes.

La législation projetée vient s'ajouter, se juxtaposer avec harmonie à la législation passée. Jusqu'ici le gouvernement national pouvait dire par la voix de son chef et de celle de ses ministres: "Nous remplissons nos promesses". Après cette session, M. l'Orateur, nous pourrions dire partout et le peuple dira avec nous, que dans le court espace d'un an et demi, le programme de l'Union nationale a été réalisé en entier; et plus encore, que les promesses sont devenues des actes, des faits ou mieux. Elles sont maintenant des lois et l'application de ces lois aura eu pour résultat de faire renaître la confiance là où il n'y avait que découragement, de remplacer la misère par une prospérité de plus en plus visible, de remplacer le chômage et le secours direct par le travail et l'activité.

Toute la législation antérieure a été adoptée dans le but de mettre fin au désordre qui s'attaquait aux esprits eux-mêmes en même temps qu'on envahissait les domaines de l'économie et du social. Cette législation des deux précédentes sessions a empêché nombre d'idées subversives de se traduire en actes, elle a été pour le peuple une véritable campagne d'éducation sociale, non seulement prêchée, mais appliquée par des hommes courageux et intègres qui veulent servir la vraie démocratie en servant l'État et le peuple selon ses meilleurs intérêts.

Depuis 10 ans, M. l'Orateur, on criait haut et fort que l'agriculture était dans le marasme, sans cependant faire autre chose que de clamer et déclamer la misère de nos cultivateurs. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement national a adopté une loi instituant le crédit agricole provincial. À date, nos cultivateurs ont reçu \$15,000,000 en l'espace d'un an, et bientôt, ce montant sera encore augmenté. Cette loi sauve virtuellement nos cultivateurs. Il n'est pas exagéré de dire cela, car on a constaté que le mal était plus grand qu'on ne le pensait généralement. Il faut avoir fréquenté de près les gens de nos campagnes pour savoir dans quelle situation sans issue ils se débattaient avant l'institution de ce crédit.

Cette loi permet à un grand nombre d'entre eux de conserver des biens qu'ils allaient perdre; elle encourage l'établissement de leurs fils; elle facilite le retour à la terre d'un autre groupe considérable, soit des nouveaux cultivateurs; elle augmente la valeur des terres puisqu'elle crée un crédit qui n'existait pas;

elle refait la prospérité rurale; elle contribue à rétablir l'équilibre entre la population des villes et celle des campagnes; elle restera l'œuvre maîtresse, une des plus belles pièces de législation édictée par le gouvernement de l'Union nationale.

Le gouvernement a compris que le bien-être de Québec a ses racines dans le sol. Notre force réside dans le sol. C'est pour une politique agricole toujours de plus en plus prospère que nous pourrions continuer le travail de ceux qui implantèrent ici notre civilisation et notre foi. Au cours de la campagne électorale qui a porté son parti au pouvoir, le chef du gouvernement a placé à la croisée des chemins une flèche pour indiquer la route à suivre. Cette flèche pointée vers l'horizon offrait aux regards des passants et de toute la population le mot agriculture. Aussi, la population de Québec qui a suivi cette voie, s'avance-t-elle résolument vers un avenir meilleur.

Il est démontré que les Canadiens français conserveront les qualités qui font leur force aussi longtemps que nous garderons intact l'attachement au sol. Cet attachement, M. l'Orateur, se maintiendra aussi longtemps que la vie sur la terre sera facile et heureuse. C'est ce qu'a compris le gouvernement; et c'est pourquoi il a entrepris son œuvre de reconstruction nationale en refaisant et en stabilisant la propriété rurale.

Dans notre province, la colonisation est le complément indispensable de l'agriculture. Il ne s'agit pas de jeter les millions par les fenêtres, ou de faire de la colonisation électorale, comme sous l'ancien régime, ou encore de donner des octrois qui sont dépensés presque tout entiers en frais d'administration. Aussi, le gouvernement actuel ne s'est pas contenté de se montrer généreux à l'endroit des colons. Il a d'abord pris les moyens nécessaires pour que les sommes votées et dépensées leur parviennent et qu'ils en bénéficient; là encore, il ne s'agit pas de donner des secours directs, il faut encourager le travail productif et faire en sorte que le colon soit utile à l'industrie agricole.

Il faut que l'argent de la colonisation retourne à la terre, qu'il soit utilisé pour étendre le domaine de l'agriculture. Pour en arriver à ce résultat, on a d'abord, par une loi, séparé le domaine forestier de celui de la colonisation. Une autre loi est venue soustraire les colons du joug des compagnies. Autrefois lorsqu'un lot était cédé au colon, la compagnie avait encore le droit de couper du bois durant 16 mois. Ce privilège n'existe plus. Comme le dit le premier ministre, dans une de ses formules lumineuses dont il a le secret: Le colon libre sur une terre libre.

C'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui a pris l'initiative de rapprocher le colon de la civilisation. Au vingtième siècle on ne peut exiger des hommes, fussent-ils les plus courageux des pionniers, qu'ils aillent vivre seuls au milieu de la grande forêt. C'est pourquoi le gouvernement construit des routes dans les centres de colonisation. Il leur a assuré les plus grandes chances de succès par l'octroi de primes qui sont un encouragement au travail et non des secours directs. C'est là non seulement un besoin social et même moral, mais encore un besoin économique.

Pour que le colon soit prospère, il faut qu'il puisse vendre ses produits. Le ministère a aussi pris les meilleures dispositions pour la vente du bois des colons. Un autre point sur lequel il faudrait insister longuement, c'est l'exploitation des vieilles terres. Le gouvernement a compris qu'il ne suffisait pas d'ouvrir de nouveaux domaines. En même temps que se développent les centres éloignés, les anciennes paroisses se complètent et s'étendent. C'est ainsi que l'établissement des fils de cultivateurs est devenu plus facile. Bien des jeunes gens qui ne voudraient pas s'en aller vivre au loin, consentent à s'établir sur une terre, du moment qu'ils ne s'éloignent pas trop de leur famille et de leur village natal. Pour cela il a fallu une action énergique.

Tous mes collègues connaissent le cas de la seigneurie Thomas, dans la région de Rimouski. Depuis des années, des hommes éminents, dont l'évêque de Rimouski, faisaient des démarches auprès du gouvernement pour établir des colons à cet endroit; mais l'ancien régime, lié à la compagnie, refusait toujours. Dans combien d'endroits, aussi, on redonne à la culture d'immenses espaces qui étaient demeurés incultes, comme Sherrington, où les travaux de drainage sont commencés et même avancés.

Je veux surtout citer un cas qui illustre bien les avantages de la politique du gouvernement. Dans la région de Joliette, des espaces sablonneux complètement improductifs jusque-là ont été transformés en plantations de tabac. Des cultivateurs ont planté l'an dernier 450 arpents de tabac jaune qui s'est vendu en moyenne 29 sous la livre et les plants actuellement faits assurent pour 1938 une récolte de tabac à cigarettes qui vaudra autant que la production totale du tabac dans toute la province de Québec pour les années précédentes. Dans une seule année les deux ministères, de la Colonisation et de l'Agriculture, auront doublé la valeur de la récolte de tabac dans la province de Québec. Et avant trois ans, cette récolte ne pourra s'acheter pour \$1,000,000

dans le seul comté de Joliette, alors qu'elle vaut actuellement \$700,000 pour toute la province.

M. l'Orateur, je n'ai pas besoin de rappeler aux membres de cette Chambre quelle immense source de richesse constituent nos ressources forestières, les plus belles peut-être qu'il y ait au monde. Le gouvernement a entrepris non seulement de protéger nos ressources forestières, mais aussi de les développer et d'en assurer un rendement productif, tout en pourvoyant à leur conservation pour l'avenir. Le chef de l'Union nationale a fait comprendre à toute la population que ce capital naturel, légué par nos pères, nous avons le devoir de le laisser intact aux générations futures, c'est un dépôt que nous avons reçu. Nous devons nous en servir, mais sans oublier que nous l'avons reçu en fidéicommiss.

Depuis, surtout, que le chef du gouvernement dirige lui-même l'administration du domaine national, l'exploitation de nos forêts se poursuit d'après un système plus rationnel. Il a fallu refondre une quantité de lois et règlements de toutes sortes, afin que les compagnies sachent bien à quoi s'en tenir et que le cabinet ne soit pas obligé d'intervenir à tout propos.

La perception des droits de coupe se fait de façon plus juste et plus sévère. Et c'est encore au gouvernement actuel et en particulier à son chef que l'on doit la réouverture de nombreux moulins, entre autres celui de Chandler, qui opèrent sur une haute échelle de production. C'est à lui encore que l'on doit la série d'ententes qui ont été conclues avec le gouvernement ontarien afin de stabiliser les prix du papier, d'empêcher toute concurrence ruineuse, et, partant, de protéger les bûcherons.

M. l'Orateur, aucun gouvernement n'a eu pour les bûcherons autant de sollicitude que celui de l'honorable premier ministre. Dès le mois de septembre 1936, avant même la session spéciale qui a suivi les élections, le cabinet s'est occupé de leur sort. Tout de suite les bûcherons ont réalisé qu'ils pouvaient compter sur la protection de l'État, et les compagnies se sont rendu compte que l'ère de l'exploitation du bûcheron avait pris fin. Depuis, leurs salaires ont été augmentés. Plus que cela, le salaire minimum a été dépassé dans 75 % des cas.

Des inspecteurs consciencieux voient à ce que les employés soient traités avec justice et charité, à ce qu'on leur fasse des conditions de vie et de travail hygiéniques. L'ouvrier de la forêt n'a jamais travaillé dans de telles conditions. Jamais il n'a été considéré comme il l'est maintenant. Je puis en parler en connaissance de cause, car il y a environ

1,000 hommes qui travaillent dans le nord du comté de Joliette. Tous sont unanimes à louer le ministère des Terres et Forêts.

Toutes ces initiatives que je viens d'énumérer de façon bien incomplète ont eu pour résultat de donner un nouvel essor à notre industrie forestière. Non seulement les hommes de la forêt sont bien payés et bien traités, mais leur nombre a augmenté dans une proportion considérable. Telles sont les conséquences, même dans les seuls domaines économique et moral, d'une politique qui veut être avant tout "la lutte du bien contre le mal."

C'est en fait de législation sociale que notre province était le plus en retard avant 1936. M. l'Orateur, c'est en vain que l'on chercherait dans les Statuts antérieurs à 1936 des traces de législation sociale. Je crois même que c'est sur ce point que notre province était le plus en retard. Durant plusieurs années même, nous avons payé pour faire vivre les vieillards des autres provinces. Il n'en n'est plus ainsi aujourd'hui. Le gouvernement a accordé une pension aux vieillards qui n'ont pas de revenus. Le gouvernement paie une pension aux aveugles et des allocations aux mères nécessiteuses. Une loi a été adoptée pour interdire le travail des enfants, afin d'empêcher, selon l'expression d'Albert de Mun, "une extrême faiblesse" d'être aux prises avec "une puissance extrême".

Ces pensions et ces allocations apportent le bonheur dans des milliers de foyers; elles dorent d'un rayon de joie les dernières années, le sommet de la vie de 45,000 hommes et femmes. Plus que cela: elles soulagent autant de familles qui ont déjà de nombreuses charges; elles font circuler des millions tous les ans; elles contribuent, pour une bonne part, à soulager le chômage. Aujourd'hui, les vieux, les veuves pauvres et les enfants ne prennent plus la place, dans les usines ou ailleurs, des pères de famille et des jeunes gens.

Ajoutons encore la création d'un ministère de la Santé publique, la création de nouvelles unités sanitaires, les octrois généreux accordés aux hôpitaux, aux asiles, aux hospices, en un mot, aux institutions de charité. À l'exception de l'assistance publique, toutes les mesures que je viens d'énumérer sont des initiatives du cabinet Duplessis, qui tous les jours met en pratique le mot d'ordre dont s'inspire toute sa politique: Justice pour tous et protection pour le faible.

C'est bien le faible et le petit que le gouvernement a voulu protéger par sa loi des salaires raisonnables. Notre législation ouvrière s'est grandement perfectionnée depuis un an et demi, particulièrement en ce qui concerne le droit

d'association et les contrats collectifs. Aujourd'hui, l'ouvrier a le choix de son médecin; il peut poursuivre en vertu du droit commun. Mais il ne fallait pas oublier ceux qui sont seuls, sans défense, qui ne bénéficient pas de conventions spéciales. C'est pourquoi l'Office que préside monsieur le juge Ferdinand Roy à qui je voudrais aujourd'hui que la Chambre rende un hommage unanime, a voulu d'abord s'occuper de ceux qui sont à la merci des patrons ou des conditions économiques.

L'ordonnance no 4, de l'Office du salaire raisonnable est une véritable charte de travail; bien peu nombreux sont les pays qui bénéficient, comme notre province, d'une fixation minimum des salaires, qui fait disparaître ce que l'on appelle les salaires de famine. Il a été prouvé que des gens travaillaient 70 et 75 heures par semaine pour trois dollars, et ce, dans des conditions misérables. Un gouvernement, un État, une nation qui se respectent et qui se disent chrétiens ne pouvaient tolérer cela. N'empêche que cette loi, comme cette ordonnance, ont été critiquées. Cela prouve qu'il y a encore, dans notre province, des gens à mentalité étroite qui n'admettent pas qu'il puisse y avoir un ordre nouveau sans révolution.

L'ordonnance no 4 permettra une augmentation des salaires qui s'élèvera à \$26,000,000 par année. Les milliers de travailleurs de la province qui en bénéficient reconnaissent, eux, les bienfaits de la loi des salaires raisonnables. Les employeurs eux-mêmes reconnaissent qu'elle rendra de grands services. Les employeurs eux-mêmes se rendent compte qu'en travaillant en faveur des petits salariés, l'office travaille dans l'intérêt général et celui du patronat. D'ailleurs, voudraient-ils se dérober à leurs devoirs, que l'organisme créé par le gouvernement pourrait les y ramener: il possède pour cela les pouvoirs voulus, de même que l'organisation, les moyens et le personnel nécessaires.

Certains patrons se sont empressés de mettre en vigueur les salaires de l'ordonnance. Il me plaît de citer en cette Chambre le bel exemple donné par une importante compagnie qui opère à Joliette qui a mis en vigueur dès le 1^{er} janvier les tarifs fixés par l'ordonnance.

Le gérant de cette compagnie me disait le 30 décembre dernier qu'il avait reçu ce jour-là instructions de mettre en vigueur dès le 1^{er} janvier les taux de salaire établis par l'ordonnance, prouvant par là le désir de cette compagnie de coopérer avec l'Office et le gouvernement pour aider les ouvriers. Cela prouve que les patrons ne sont pas tous des gens sans cœur comme on voudrait le laisser croire en certains milieux.

M. l'Orateur, tout le monde parle des maux dont souffre l'humanité, et en particulier la classe des travailleurs. Il est bien beau de constater le mal et de disserter, mais il est plus beau, plus noble et plus nécessaire d'apporter des remèdes. Le gouvernement n'a pas inventé de théories nouvelles. Hélas! Il y en a déjà trop qui courent les rues, mais il a rappelé à chacun son devoir de justice et il a pris les moyens pratiques pour redonner toute sa dignité au travail. Qui prétendra que ce n'est pas là une philosophie saine? Le gouvernement veut se pencher sur toutes les misères, sur toutes les faiblesses, mais sans faire de socialisme. Le capital sain et honnête est protégé comme il le mérite en notre province.

L'honorable premier ministre s'est exprimé clairement et à plusieurs reprises sur ce sujet. Les capitaux honnêtes peuvent être placés dans la province de Québec: ils y sont les bienvenus. Mais qu'on le sache: les lois provinciales ne protègent plus le vol, même légalisé. À cet effet, trois nouvelles lois ont été adoptées: une loi qui oblige les compagnies exploitant nos ressources naturelles à prendre une charte provinciale; une autre qui limite l'émission des débentures et des obligations à leur valeur réelle; enfin, une loi qui défend aux ministres d'être directeurs de compagnie, de sorte qu'on ne peut plus se servir de leurs noms pour lancer des affaires louches ou malhonnêtes, de sorte surtout que les membres du gouvernement soient libres à l'égard des puissances d'argent.

C'est encore un principe consacré par la politique du gouvernement que là où il y a des devoirs, il y a des droits correspondants. C'est en respectant ces droits que le capital et le travail collaboreront au maintien de l'ordre, au développement normal de l'industrie et à l'harmonie qui doit régner entre les classes de la société comme entre les races.

Je ne saurais parler de justice et de réforme sociales sans dire un mot du communisme. La loi du cadenas fut passée et appliquée avec le résultat qu'un journal tentant de répandre les doctrines égalitaires et communautaires a cessé d'être imprimé dans la métropole. On s'était écrié pourtant que cette loi était inutile et qu'elle serait sans effet. Ailleurs l'on disait que c'était un attentat à la liberté de la presse. Pourtant, le gouvernement qui passe cette loi est le même gouvernement qui a rétabli les brefs de prérogatives qui avaient été supprimés par l'ancienne loi des liqueurs, laquelle permettait aussi l'arrestation sans mandat ni plainte, exposant ainsi d'honnêtes citoyens à toutes les rancunes et à toutes sortes de vexations.

Camouflage éhonté qui permettait à un individu, sur un simple soupçon, ou agité par la haine, de faire arrêter un homme honnête et de le faire passer pour un bandit. Ces exemples que je cite et qui sont bien connus, prouvent le souci du gouvernement à mettre de l'ordre dans nos lois, afin de supprimer le désordre et pour protéger le droit. D'un côté, moins de libertés pour ceux qui, subventionnés par Moscou, veulent répandre des idées ou des lubies communistes, et d'un autre côté, plus de libertés et l'usage de privilèges légaux pour les citoyens respectueux de notre système politique.

M. l'Orateur, l'inventaire de nos ressources naturelles qui se poursuit actuellement démontrera quelle est l'étendue de notre richesse nationale. Nous connaissons déjà de façon approximative la valeur de nos ressources minières, c'est-à-dire que nous savons qu'elles sont illimitées et inépuisables. Le gouvernement a entrepris de développer cette industrie qui n'avait jamais auparavant reçu une telle impulsion. Le premier ministre disait récemment: "Au point de vue production minière, notre province est actuellement la deuxième du dominion et nous avons à cœur qu'elle devienne la première." Cette noble ambition, j'en suis sûr, sera réalisée. Ce qui nous manque encore le plus, ce sont les techniciens.

Les jeunes gens désiraient se faire une carrière dans le génie minier. Malheureusement, ils sont encore obligés d'aller faire une partie de leurs études dans les universités ontariennes. Mais bientôt, grâce au dévouement de l'Université Laval et à la collaboration du gouvernement, nous aurons à Québec même, annexée à la Faculté des sciences, une école des mines. Le ministère dirige déjà en Abitibi une mine-école où l'on prépare des hommes de métier.

Les industriels sont protégés eux-mêmes contre ce qu'on peut appeler leurs propres faiblesses. Le gouvernement ne permet plus aux compagnies minières de produire de l'énergie électrique, afin de ne pas les exposer à la tentation, en particulier celle de produire à des prix réduits et de faire une concurrence ruineuse aux autres. Le Syndicat de l'électricité verra à leur fournir à des taux convenables l'énergie dont elles ont besoin.

Le gouvernement a aussi donné, dit-il, des octrois aux pêcheurs, a construit des entrepôts frigorifiques et a créé de nouveaux marchés pour le poisson de la province de Québec.

Une propagande intelligente a été faite aux États-Unis et dans les autres provinces par l'Office du tourisme, qui a ainsi augmenté de façon considérable le nombre de visiteurs qui laissent

chaque année en notre province des millions de dollars de nouveaux profits.

À venir jusqu'en 1936, notre système de voirie, à quelques exceptions près, était à peu près bon pour les anciennes diligences. Le gouvernement Duplessis ne se contente pas de dépenser de l'argent: il procède en vertu d'un plan d'ensemble, en tenant compte des besoins. Des travaux considérables sont commencés par toute la province. Nos grandes routes sont refaites; nos principales artères sont redressées et élargies; des tapis de bitume remplacent le gravier dans les villages; toute la voirie sera refaite ou améliorée avec une vitesse qui tient du prodige. C'est le plus considérable programme de construction de routes jamais entrepris par un gouvernement dans le dominion du Canada.

Là encore, nous sommes assurés que ces activités se continueront: la pensée ministérielle interprétée dans le discours du trône nous en donne la certitude. Notre commerce et notre industrie se ressentiront vite de cette modernisation de notre système routier. Les communications deviennent de jour en jour plus directes, plus rapides, plus économiques. Dans quelques années, nous aurons un système de routes qui sera notre orgueil et qui ne le cèdera en rien à aucune province ou aucun état de l'Amérique du Nord. Dans ce domaine comme dans tous les autres, le gouvernement atteindra son but, aussi relevé qu'il puisse paraître.

(Traitant ensuite d'éducation et d'aide à la jeunesse) Je souligne, dit-il, les octrois que le gouvernement accorde à différentes institutions et j'exhorte mes collègues au travail afin de poursuivre l'exécution du programme qui est en train de transformer la province.

La sollicitude du gouvernement est dirigée tout spécialement à l'endroit de la jeunesse québécoise. De nouvelles carrières se sont ouvertes aux fils de cultivateurs, aux fils d'ouvriers et aux jeunes ouvriers. Nous encourageons l'éducation à tous les niveaux. Une application consciencieuse et méthodique du plan Bilodeau-Rogers pour la jeunesse est venue en aide à plusieurs centaines de jeunes hommes et femmes qui, autrement, continueraient de languir.

Je souligne, dit-il, aussi l'aide que le gouvernement a fournie aux institutrices de la province par l'augmentation de leur échelle salariale. Jamais premier ministre n'a eu, comme le chef actuel du gouvernement, le culte de la compétence, et ce que je dis de lui, je pourrais le dire de tous les membres de son cabinet. Tout en protégeant les pauvres, les faibles, les petits, il veut permettre à

ceux qui ont des talents de les faire valoir, de les faire fructifier, d'en faire bénéficier la nation entière. Le gouvernement lui-même donne un bel exemple de la considération qu'il faut avoir pour l'intelligence, la culture et le travail intellectuel.

Il a choisi ses hauts fonctionnaires, de même que les membres et les présidents de divers offices et commissions, parmi les hommes les plus éclairés et les plus renommés de notre province, sans tenir compte de leurs préférences politiques. Il a ainsi créé une véritable élite au service de la province. C'est un encouragement pour tous ceux qui aspirent à réaliser leur valeur personnelle. L'Union nationale est le premier gouvernement québécois, au vingtième siècle, qui sache accorder à nos forces spirituelles l'importance qu'elles méritent: l'histoire le dira mieux que moi.

Pour toutes ces œuvres et pour tout ce qu'il se propose de faire, le gouvernement a droit à la confiance et à la coopération de tous. Il dit qu'il veut se faire l'interprète du peuple pour remercier le gouvernement et tous ceux qui l'ont secondé, pour l'œuvre qu'il a entreprise avec courage. La politique du gouvernement s'inspire du plus glorieux passé de notre province. Elle tient compte des besoins du présent. Elle s'oriente sans cesse vers l'avenir. Le temps n'est plus au discours, mais au travail. Nous avons présentement devant nous un programme législatif substantiel. Il y a quelques jours encore, le chef du gouvernement faisait appel à la collaboration de tous. Je ne sais jusqu'à quel point nous pouvons compter sur celle de nos adversaires. Mais je les supplie de s'élever comme nous au-dessus des considérations mesquines, pour ne considérer que le bien du peuple.

Il y a 18 mois, la population a déclaré de façon catégorique qu'elle avait confiance en l'Union nationale et en l'Union nationale dirigée par son chef, le premier ministre (l'honorable M. Duplessis). Le même enthousiasme nous anime tous encore, après un an et demi de pouvoir. Tous, nous sommes soulevés par la grandeur de la tâche à accomplir. Notre idéal est au-dessus de toutes les difficultés. Aucun groupe, aucune puissance, aucun parti n'a de pouvoir sur nous.

Nous nous sommes chargés d'un fardeau bien lourd, car s'il est composé d'un programme qui transforme la province de jour en jour. Il est encore alourdi par les fautes d'un passé qui fut trop long. Mais ce fardeau, nous le portons avec joie, avec fierté, avec orgueil, à la suite d'un chef jeune et énergique qui a consacré le meilleur de lui-même à la reconstruction économique et au redressement social de sa province.

M. Sherman (Compton) félicite d'abord l'Orateur et remercie le premier ministre de l'avoir choisi pour seconder l'adresse en réponse au discours du trône. Il tient surtout à remercier le premier ministre et les membres de son cabinet pour la coopération qu'ils lui ont toujours accordée en toutes occasions. Il se réjouit des nombreuses mesures que le discours du trône annonce pour le bénéfice des diverses classes de notre société, en particulier celles concernant la petite propriété, celles concernant les institutrices des écoles rurales et celles destinées à promouvoir l'éducation des jeunes pour les rendre capables d'occuper des postes dans la construction de routes, la colonisation ou des postes demandant des compétences.

Il est aussi heureux de voir que l'on pense à aider la jeunesse pour lui permettre d'occuper des postes de commande dans nos diverses industries.

L'amélioration de la voirie et l'établissement de nouveaux colons constituent aussi des mesures qui recevront l'appui de toute la population.

La classe agricole a besoin de plus d'aide que toute autre classe de cette province. Car c'est notre industrie fondamentale: quand elle n'est pas prospère, toutes les autres classes en souffrent.

Tout ce que les cultivateurs demandent, c'est un rendement équitable pour leur travail; avec cela, ils peuvent se tirer d'affaire tout seuls. Actuellement, le cultivateur ne reçoit pas un rendement suffisant pour son travail: de même que plusieurs autres classes de la société, c'est une des causes de la désertion du sol. C'est pourquoi l'agriculture n'est pas populaire et c'est pourquoi tant de gens ont abandonné leurs fermes pour la ville.

Si les gens doivent être induits à retourner à la terre, les cultivateurs doivent être assurés d'obtenir des prix meilleurs, plus élevés et plus stables pour leurs produits. Par exemple, un taureau qui se vend actuellement six sous la livre se vendait neuf sous la livre l'été et l'automne dernier. Il n'y a pas un cultivateur qui peut élever un taureau pendant trois ans et le préparer pour le marché à ce temps-ci de l'année à six sous la livre et être en mesure d'acheter les choses dont il a besoin aux prix qu'elles sont. Et la même chose est vraie d'un certain nombre d'autres produits de la ferme. Il faudra, un de ces jours, créer une loi régissant la mise des produits agricoles sur le marché. Les législateurs comprendront la nécessité d'étudier, au cours de cette année, la mise de nos produits agricoles sur le marché.

Pourquoi notre classe agricole, comme toute autre classe, serait-elle soumise à la loi de l'offre et de la demande de combines organisées qui tâchent de

contrôler et d'obtenir les produits de nos fermiers aux prix les plus bas possible, sans tenir compte du coût de production? Cette situation exige un remède immédiat, si nous sommes honnêtes et si nous désirons donner à la classe agricole le même sens de sécurité qu'aux autres classes de la population.

C'est un gros problème, mais il doit être envisagé et on doit lui trouver une solution. Ce problème, comme plusieurs autres, ne sera résolu que lorsque nous aurons adopté un état d'esprit qui nous fera désirer que chacun reçoive un rendement équitable pour son travail.

Aucun gouvernement n'a agi aussi rapidement et n'a passé autant de lois sociales et autres en un aussi court laps de temps pour secourir notre population et ramener la prospérité que le gouvernement actuel. L'une de ces lois les plus bienfaisantes est celle du crédit agricole. La Commission du crédit agricole a déjà prêté \$15,000,000 aux cultivateurs. Cela leur a permis de garder leurs fermes et leur permettra de sauver des milliers de piastres en intérêt, vu que le gouvernement peut emprunter à un taux d'intérêt peu élevé. Grâce à cette mesure, plusieurs cultivateurs peuvent consolider leurs dettes et quelques propriétaires de fermes qui ne peuvent se livrer eux-mêmes à la culture pourront ainsi vendre leurs fermes à des gens qui désirent s'établir sur la terre.

Le prêt agricole constitue aussi un placement sûr pour des millions de dollars jusqu'ici improductifs. Grâce au nouveau montant qui sera accordé, la plupart de ceux qui ont demandé des prêts pourront en obtenir et un grand nombre s'établiront sur nos fermes vacantes, aidant ainsi grandement à la situation, à la solution du chômage.

Un autre bill important est celui qui concerne les heures de travail et les salaires de nos ouvriers. C'est une tâche formidable, mais qui demandera du temps. L'esprit de la loi est bon. Il s'agit d'améliorer le sort de l'ouvrier, tout en ne paralysant pas l'industrie. Avec de la coopération et de la bonne volonté de part et d'autre, cette loi produira d'heureux résultats.

(Louant aussi la loi des pensions de vieillesse) J'espère, dit-il, que la prochaine législation pour venir en aide aux aveugles, aux veuves nécessiteuses et aux orphelins apportera un grand réconfort dans plusieurs foyers. Je regrette cependant qu'on ait fixé une limite d'âge pour les mères nécessiteuses, car je connais une veuve de mon comté qui a quatre petits enfants et qui n'a que 38 ans: elle devra attendre encore deux ans avant de pouvoir profiter de cette loi. Je crois qu'il existe beaucoup de cas de ce genre.

Ces mesures, pour être efficaces, devront être administrées sagement. Seuls ceux qui y ont droit devront en bénéficier. Car, s'il se glisse trop d'abus, ces mesures créeront beaucoup de mécontentement et annuleront les résultats qu'on en attend.

Mais, malgré toutes ces bonnes mesures, on ne peut honnêtement dire que le principal de nos problèmes a été résolu, à savoir celui de rétablir la confiance.

Les choses vont beaucoup mieux, mais la confiance dans l'avenir n'est pas ce qu'elle devrait être. Ce problème n'est pas exclusivement le nôtre. Je lisais l'autre jour dans un discours d'un orateur américain qu'avant de connaître un relèvement matériel, l'Amérique devra connaître un relèvement moral.

J'ai déjà fait remarquer que notre dépression est une dépression morale et que ses effets ont entraîné une dépression matérielle en ce sens qu'elle a détruit la confiance en l'avenir. Nous constatons encore trop de cet esprit de recevoir plutôt que de donner.

Je vois, dit-il, l'accroissement de cette confiance et l'assurance de la prospérité dans le retour à la religion et à la moralité, plus spécialement dans la sauvegarde de la sainteté des foyers.

On annonçait à la radio, l'autre soir, que 100,000 questionnaires avaient été envoyés pour connaître l'opinion des gens sur l'influence de la religion de nos jours. On a répondu presque à l'unanimité que la religion et la morale étaient en déclin. Je refuse de croire cela. Je me demande s'il ne serait pas mieux d'admettre que cela est vrai et d'essayer de trouver les causes de ce déclin afin de trouver le remède voulu avant qu'il ne soit trop tard.

Il y a deux ans, j'ai fait ressortir la nécessité de protéger la sainteté de nos foyers. Nos foyers sont notre plus grand, notre plus précieux actif, car si nous avons beaucoup de foyers heureux et pas beaucoup de fortunes, nous serons véritablement riches. Si nos foyers aujourd'hui produisent des hommes de caractère désireux de servir leurs concitoyens, nous n'aurons pas lieu d'être inquiets. Sinon, nous n'avons pas de temps à perdre pour en trouver la raison.

Et si l'on découvre que nous, du gouvernement, nous sommes responsables de quelques-unes des causes qui minent la sainteté de nos foyers, il est de notre devoir d'empêcher que de telles choses puissent exister. Nous devons agir immédiatement comme nous le faisons à l'égard d'autres dangers reconnus. Ce déclin moral a commencé avec la dernière guerre. Malheureusement, il semble que le

monde se prépare pour une autre guerre, et notre gouvernement du dominion fait très peu pour l'empêcher.

N'est-ce pas un fait que le gouvernement permet à certains individus de s'enrichir en vendant du matériel de guerre aux nations contre lesquelles nous sommes obligés de nous armer pour nous protéger?

Je ne suis pas un pessimiste, mais je crois que nous devrions prendre les mesures nécessaires pour empêcher un état de choses qui entraînera une tragédie comme dans d'autres pays aujourd'hui.

Je crois que nous, du gouvernement, aussi bien que les membres du clergé, avons une grande responsabilité pour ramener le bonheur et le contentement dans nos foyers. Si nous suivons dans le gouvernement de cette province, les commandements de Dieu et les dictées du véritable esprit de la chrétienté, nous renverserons tous les autres obstacles qui barrent la route du véritable bonheur.

Tous devraient, dit-il, coopérer avec le gouvernement et les autorités établies pour la solution des problèmes nationaux.

Et je prie pour que, au début de nos travaux, nous oublions nos divergences de parti, nous travaillions ensemble, imbus de l'unique désir de faire des lois conformes aux prières que nous récitons tous les jours au début de nos séances. Le temps n'est pas à la chicane, mais à la réalisation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Bertrand), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport du ministère de la Colonisation

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général des activités du ministère de la Colonisation, province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1937. (Document de la session no 3)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque

cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Le comité spécial chargé de nommer les membres des comités permanents a décidé de réduire de 36 à 22 le nombre de députés formant le comité permanent des comptes publics, selon *Le Soleil* du 27 janvier 1938, à la page 7.

2. *Le Canada* du 28 janvier 1938, à la page 5, rapporte que sur le pupitre de M. Barrette se trouve un panier d'œillets rouges et blancs, avec des rubans et de la fougère.

Séance du mardi 1^{er} février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Les auditeurs placés dans les galeries doivent observer le silence le plus complet pendant les séances de la Chambre, et donc s'abstenir de prendre part au débat, de toute manifestation d'approbation envers ou contre qui que ce soit des orateurs. L'auditoire des galeries doit observer un silence continu, ne pas manifester ni applaudir, et de plus, les messieurs, dès leur entrée dans la salle, doivent se découvrir immédiatement.

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de Chambre:

- de Moses-J. Wachtfogel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Shevos Achim d'Beth Abraham" (M. Bercovitch);
- de Joseph Fabry et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension" (M. Bercovitch);
- de la corporation de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boiteau);
- de Joel Sternthal et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont (M. Bulloch);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la commission scolaire de la dite municipalité (M. Carignan);
- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ducharme);
- du révérend Adélard Harbour et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph Prosper Major (M. Lafleur);

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite ville (M. Lesage);

- des sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Hamel);

- de Clement Hamilton Cronyn et Juanita Elinor Hamilton-Jackson, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson (M. Robinson);

- de Henri Tessier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de feu l'honorable Joseph Tessier et dame Marguerite Adèle Kelly (M. Tellier);

- de Eugène Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Société coopérative des dentistes de Québec (M. Thibeault);

- de la corporation de Ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boyer).

Lectures de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation (M. Bélanger);

- de la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi relative à la dite ville et demandant l'autorisation de faire un emprunt (M. Goudreau);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur).

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bégin pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à quinze membres.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président, et M. Boyer pour son vice-président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

M. Carignan (Jacques-Cartier):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Carignan pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Marier pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Duguay pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

M. Pouliot (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Pouliot (Missisquoi) pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Lafleur pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

M. Tardif (Frontenac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Tardif pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

Crédit agricole**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault) que, vu l'urgence qu'il y a de mettre des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole, la résolution relative au bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec soit maintenant étudiée en comité plénier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre. On aurait dû faire précéder cette motion d'un avis. Une motion qui a pour objet de suspendre les règlements doit être annoncée par un avis préalable en vertu de l'article 198. Selon l'article 199 du Règlement de la Chambre, le gouvernement n'a pas le droit de discuter de mesures importantes avant l'adoption de l'adresse, à moins qu'il n'y ait urgence. L'article 200 dit qu'en cas de nécessité urgente, les règlements de la Chambre peuvent être suspendus, mais seulement du consentement unanime de la Chambre.

Or, nous nous opposons à l'adoption de la présente résolution, parce que nous prétendons qu'il n'y a aucune urgence à voter les \$10,000,000 supplémentaires au crédit agricole que l'on demande, ni à faire adopter immédiatement cette mesure en dépit des règlements de la Chambre. Nous n'avons actuellement aucune information devant la Chambre, ou devant le public, démontrant telle nécessité, indiquant qu'on a épuisé les \$15,000,000 votés au cours des deux dernières sessions pour le crédit agricole. Nous avons plutôt raison de croire qu'on en a à peine dépensé \$7,700,000, \$8,000,000 au plus. Il reste donc une marge considérable.

Nous nous opposons sur une question de forme seulement et non sur le principe même de la loi. C'est pourquoi nous demandons que le gouvernement, étant donné qu'il n'y a pas urgence, procède régulièrement devant la Chambre avec les résolutions. Avant de voter sur le champ \$10,000,000 de plus, nous avons le droit d'obtenir des informations sur l'usage qu'on a fait des crédits

votés auparavant, sur la façon dont les \$15,000,000 déjà votés ont été employés. Je suggère que l'on attende après l'adoption de l'adresse pour considérer le projet de loi.

Ensuite, nous serons d'accord pour voter les millions du crédit agricole, lorsque nous aurons eu les explications sur l'emploi des sommes précédentes.

Nous prétendons, nous croyons qu'il s'agit purement et simplement d'une manœuvre électorale. Une élection est actuellement en cours dans le comté de Bagot, et le gouvernement veut recourir à son jeu de tendre l'appât, pour jeter des millions aux électeurs pour maintenir sa situation politique. Le vote immédiat de ces résolutions n'est pas justifié. D'ailleurs, dans le comté de Bagot, certaines personnes courent après les cultivateurs pour leur offrir des prêts.

Pour ne citer qu'un fait, une personne de Sainte-Rosalie, un M. Meunier, a voulu emprunter au printemps. Mais, quand la contestation d'élection est venue, on l'a fait attendre et, maintenant, on court après pour lui accorder son prêt. Nous ne sommes pas préparés à étudier ces résolutions, nous avons une foule de choses à demander au gouvernement avant de consentir à les voter, et nous avons besoin, pour remplir pleinement notre devoir, de l'application intégrale des règlements de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas d'objection à ce que le chef de l'opposition fasse toutes les objections qu'il voudra au sujet des règlements, mais puisqu'il invoque le respect des règlements de la Chambre, il devrait au moins commencer par les suivre lui-même ces règlements. Le voilà rendu dans les paroisses du comté de Bagot pour discuter quelque chose qui se passe à Québec, à l'Assemblée législative. À ce compte, si l'on peut ainsi faire de telles digressions, il n'y aurait pas moyen de faire passer de législation. Il devrait suivre les règlements. Dans les circonstances, que le chef de l'opposition se borne donc à la discussion loyale de son point d'ordre sur la motion!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je veux tout simplement justifier ma déclaration à l'effet que le gouvernement apporte cette mesure comme manœuvre électorale. Je prétends que le gouvernement, en amenant aujourd'hui la discussion sur les \$10,000,000, fait une manœuvre électorale, et je cite des faits pour le démontrer. Maintenant, si l'Orateur me demande de ne pas entrer dans ce domaine, il faudra bien que je suive ses ordres.

M. l'Orateur: Je maintiens le point d'ordre du premier ministre. On n'a pas le droit d'alléguer ainsi des motifs au gouvernement. Le chef de l'opposition, en affirmant que le gouvernement présente cette motion comme manœuvre électorale, impute des motifs injurieux au gouvernement. Or, les règlements de la Chambre défendent absolument de le faire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Revenant donc au point d'ordre que j'ai soulevé, j'affirme qu'en vertu de l'article 200 il faut le consentement unanime de la Chambre pour adopter cette motion.

M. Bastien (Berthier): Qu'il me soit permis de citer l'article 200 du Règlement pour dire que la motion n'est pas dans l'ordre. L'article 200 ne porte que lorsque les règlements sont suspendus. La motion qu'on invoque à cet effet doit contenir un exposé des motifs qui la rendent urgente et nécessaire. Or en l'occurrence, on n'en a donné aucun.

De plus, cette motion ne peut être adoptée que du consentement unanime de la Chambre. Le point d'ordre devrait être maintenu. De plus, nous avons entendu le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) déclarer lui-même, dans un grand discours, lors d'un grand banquet en l'honneur du député de Chambly (M. Béique), à Montréal, qu'il n'y avait que 2,200 cultivateurs qui avaient bénéficié de prêts. En mettant une moyenne de \$3,000¹ du prêt, on ne dépasse guère \$7,000,000². Il resterait donc, de l'aveu même du ministre, une marge considérable de \$6,000,000 de disponible.

Cette demande n'est pas justifiable à cette période-ci de l'année. Elle le serait au mois de juin, dans la belle saison. Si nous étions au mois de juin et que les inspections allaient leur train, je comprendrais la nécessité de la motion. Je serais alors d'accord. Mais est-il raisonnable de penser, de prétendre que les inspecteurs du ministre de l'Agriculture vont procéder immédiatement à des inspections, quand les terres sont sous la neige, à moins qu'il ne veuille le faire spécialement pour Bagot?

Mais ce n'est pas une raison suffisante. Les enquêtes sont donc impossibles actuellement, sauf dans Bagot peut-être. À moins qu'on ne prouve l'urgence de la mesure, on n'a pas le droit de la discuter avant l'adoption de l'adresse. Jamais un bill n'a été adopté avant que l'adresse ne soit votée. Il faut que les règlements de la Chambre soient observés. Autrement, c'est une perte de temps.

Dans tous ses discours, le premier ministre prône la justice, le respect des minorités. Or, ici en Chambre, nous les libéraux sommes une minorité (Rires à droite)... bien que nous représentions cependant 43 % de l'électorat qui a voté pour nous. Qu'il soit conséquent avec ses déclarations et respecte les droits de la minorité parlementaire qui a droit d'obtenir de plus amples informations avant la discussion du bill.

L'argument de l'urgence n'est pas sérieux, car sans douter de la bonne foi du premier ministre, je me demande s'il a bien réfléchi avant de présenter cette motion, quand il invoque l'urgence pour faire voter ces résolutions. Il se doit de donner l'exemple du respect des règlements. Car, enfin, le débat et l'adoption de l'adresse vont prendre une semaine tout au plus. Peut-être même qu'à la fin de cette semaine, vendredi, l'adresse sera adoptée et alors nous serons d'accord avec le premier ministre pour voter cette loi, ces \$10,000,000 qu'il demande pour la classe agricole.

En réalité, y a-t-il tant de presse d'ici vendredi? Nous sommes en janvier, il y a huit pieds de neige dans les campagnes. Ce que le gouvernement veut, c'est simplement influencer, frapper l'opinion populaire dans Bagot.

Je demande de nouveau au premier ministre, lui qui est bâtonnier de l'ordre du Barreau, premier avocat de la province, qui revendique les droits des minorités, d'être conséquent avec lui-même et de respecter les droits de la minorité parlementaire. Il se doit de donner l'exemple du respect des règlements. Que l'on attende après l'adoption de l'adresse pour considérer le projet de loi; ensuite, nous serons d'accord pour voter les millions du crédit agricole, lorsque nous aurons eu les explications sur l'emploi des sommes précédentes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition prend une attitude qui réellement me fait de la peine. Sur une mesure de cette nature, devant une question aussi importante, vitale que le relèvement de l'agriculture de la province, il me semble que tous les partis, tous les députés de cette Chambre devraient donner le spectacle de l'unanimité, plutôt que d'invoquer de faux principes. On invoque certains moyens. Le chef de l'opposition, pour empêcher le vote des \$10,000,000 en faveur des cultivateurs, a cité deux articles qui ne s'appliquent pas, et le député de Berthier (M. Bastien), lui, en invoque un autre et allègue que c'est la première fois que la chose se fait à la Législature de Québec.

Je répondrai que, si c'est seulement la première fois que la présente résolution est faite, sans aucun doute c'est parce que ça fait trop longtemps que ça aurait dû être fait; on aurait dû le faire auparavant pour des questions de primordiale importance comme celle-là, car rien n'est plus urgent que de sauver les cultivateurs. On le fait parce que l'ancien régime n'a jamais réalisé l'urgence de la faire. L'ancienne administration a négligé de la faire. Si l'ancien régime n'a pas su prévoir, nous ne devons pas faire comme lui.

Le chef de l'opposition et le député de Berthier (M. Bastien) disent que ce n'est pas le temps de s'occuper des cultivateurs, pendant l'hiver. Faut-il ignorer les cultivateurs sous prétexte que c'est l'hiver? Moi je prétends que les cultivateurs ont droit de vivre même pendant l'hiver, tout comme en été, tout comme les autres.

M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais dit ça. Le premier ministre dénature mes paroles. J'ai dit seulement que pendant l'hiver on ne peut pas faire d'inspection des terres sous la neige. Vendredi nous aurons tout fini l'adresse, on pourra voter alors le crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prends la parole du député de Berthier qui se contredit. On nous dit que l'adresse pourrait être adoptée dès vendredi. Le député de Berthier ajoute: Attendez donc à vendredi et nous serons d'accord pour voter les \$10,000,000. Si l'opposition doit être d'accord avec nous vendredi, à la fin de la semaine, pourquoi ne pas l'être aujourd'hui, pourquoi pas tout de suite.

Je regrette qu'un grand parti comme le Parti libéral donne un tel spectacle. On voit dans quelle position l'opposition place le Parti libéral qui fut un grand parti. On va encore plus loin. L'opposition vient dire qu'aider la classe agricole en votant \$10,000,000, c'est faire de la corruption, c'est tenter de corrompre la classe agricole. On insulte ainsi et à l'avance l'intégrité des cultivateurs, des électeurs de Bagot en laissant entendre que cette loi est pour les acheter, qu'ils sont prêts à se vendre. Il est faux de prétendre qu'il s'agit d'une manœuvre électorale, les cultivateurs de Bagot ne sont pas à vendre. Je proteste hautement au nom de la classe agricole et au nom des cultivateurs de Bagot. On n'a pas le droit d'insinuer que les électeurs de Bagot se laissent corrompre. Je proteste. D'ailleurs, la mesure est urgente; les \$15,000,000 votés l'an dernier sont engagés et les demandes sont nombreuses.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai jamais parlé de Bagot. Je n'ai jamais mentionné, insinué que les électeurs de Bagot se laissent acheter, étaient prêts à se vendre. Je proteste.

(Rires à droite)

Loin de vouloir dire cela, j'ai simplement affirmé que, pendant l'hiver, il était à peu près impossible de faire les inspections. Je proteste contre les insinuations du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a parlé de la question des minorités. Le député de Berthier parle du respect, demande justice pour les minorités. C'est parce que le gouvernement veut rendre justice à une classe importante qui est en train de devenir une minorité, la minorité agricole, que nous proposons immédiatement cette résolution du crédit agricole, \$10,000,000 de plus. C'est respecter les droits de la classe agricole que de travailler à l'aider. Le plus tôt, ce sera le mieux. C'est parce que dans le passé, l'ancien gouvernement a refusé de rendre justice à la classe agricole, que le gouvernement actuel veut réparer le mal qui lui a été fait.

Les cultivateurs sont devenus malheureusement une minorité dans la population, d'après la lettre même de NN. SS. les évêques. Nous devons protéger la minorité de notre province qu'est la classe agricole, tout comme l'ont déclaré récemment les évêques. Nous voulons que vous fassiez justice à la classe agricole en votant les crédits additionnels et en soulageant ainsi la minorité.

Les cultivateurs ont traversé des temps difficiles; ils ont besoin de crédit; ils ont besoin d'être aidés. C'est un droit et un devoir pour nous. Que fait-on chez l'opposition? On refuse de voter une loi de justice envers la classe agricole, on retarde pour une question de formalité. Que l'opposition garde pour elle la formalité des formes et nous, nous allons passer à l'action.

D'ailleurs, nous avons respecté scrupuleusement les règlements. L'article 436 dit que: "l'urgence s'invoque par motion non annoncée et il doit être fait une motion à chaque étape du bill. Quand l'urgence est invoquée, c'est la majorité qui décide."

Or que faisons-nous, sinon suivre le Règlement? Nous étudions les résolutions, et à cette étape, nous donnons avis par une motion, comme l'exige le Règlement.

Je regrette pour l'opposition qu'on soit à créer l'impression que, lorsqu'il s'agit d'aider les cultivateurs, la classe agricole, il n'y a en Chambre que les membres du gouvernement pour les aider sincèrement et qui soient prêts à le faire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se lève.

M. l'Orateur: Un député ne peut pas parler deux fois sur un même point d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est bien. J'attire tout de même votre attention sur l'article 200.

M. Hamel (Québec-Centre): L'article 436 invoqué par le premier ministre ne s'applique pas au cas actuel, ne concerne pas le bill. Si on peut me prouver qu'un retard de trois ou de quatre jours, dans l'adoption de la loi, va nuire à la classe agricole, causerait un préjudice aux cultivateurs, je serai en faveur de la motion du premier ministre. Je suis prêt à voter les trois lectures immédiatement. Je suis prêt à voter immédiatement pour suspendre tous les règlements.

Dans le cas contraire, je devrai me prononcer contre. À moins qu'on ne le prouve, je dis que la majorité, le gouvernement ne devrait pas se servir de sa force pour violer et abolir les règlements de cette Chambre. C'est un précédent dangereux. J'estime qu'il est dans l'intérêt du bon ordre de respecter les règlements.

Les cultivateurs ont besoin d'être aidés, c'est vrai, mais trois ou quatre jours de retard ne peuvent leur causer des dommages irréparables. Mais, s'il faut éviter un sinistre, une catastrophe qui autrement se produirait en dedans de trois ou quatre jours, qu'on le dise.

M. Lamoureux (Iberville): Je ne trouve pas étrange l'attitude de l'opposition, à présent, lorsqu'il s'agit du cultivateur.

(Applaudissements à droite)

Ils sont membres du Parti libéral qui fut toujours opposé au crédit agricole. L'opposition est obligée de prendre ses renseignements, ses directives du chef du parti, et celui-ci, M. Godbout³, qui est en dehors de la Chambre, a toujours été opposé au crédit agricole provincial. Au Club de Réforme de Montréal, l'an dernier, il l'a dit dans un discours et il n'a pas retiré ses paroles depuis ce temps-là. Il prétend, lui, qu'il n'y a pas urgence à aider les cultivateurs.

Je ne sais pas si cette année, l'opposition va continuer à parler de camouflage. Mais, puisqu'il est de mode de parler de camouflage, chez l'opposition, je puis déclarer que M. Godbout, quand il a parlé au Club de Réforme, a fait son discours devant les plus grands camoufleurs de la province lorsqu'il dénonçait le crédit rural provincial.

Et puis, il faut s'expliquer et donner les faits. Les \$15,000,000 votés sont presque entièrement engagés. Ils ne sont pas tous payés, mais ils sont prêtés et il y a encore un grand nombre de cas, de demandes qui pressent, et l'Office ne peut rien faire tant que la Chambre ne lui aura pas voté de nouveaux fonds.

L'urgence n'existe pas seulement dans Bagot. Le prêt agricole, ça presse ailleurs aussi, et particulièrement dans mon comté.

Mes anciens alliés n'ont rien fait pour le crédit agricole, alors qu'ils étaient au pouvoir et que des députés le leur réclamaient. Ils s'opposent au crédit agricole provincial. À mon avis, la mesure est des plus urgentes et pour le prouver, je veux parler d'un cas qui vient de se produire dans une paroisse de mon comté. Ainsi, dit-il, la caisse populaire d'une paroisse de mon comté, le village de Saint-Sébastien était en liquidation et ...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et **M. Lamoureux (Iberville)** s'échangent des paroles.

M. Hamel (Québec-Centre): Je soulève un point d'ordre. Je crois que le député d'Iberville (M. Lamoureux) se sert d'un argument de paroisse pour lequel, tout à l'heure, le chef du gouvernement a voulu empêcher le chef de l'opposition de parler. Le président de la Chambre a déjà décidé qu'on ne peut entrer sur pareil terrain. Je demande seulement des faits et rien d'autre.

M. Lamoureux (Iberville): C'est par des faits que je veux démontrer et prouver l'urgence de procéder avec la loi du gouvernement.

M. l'Orateur: Le point d'ordre soulevé par le député de Québec-Centre est renvoyé. Depuis le début du débat, il y a deux articles du Règlement d'invoqués devant moi.

Si je m'en tiens à l'article 200 invoqué par l'opposition, et par lequel il faut démontrer notamment l'urgence de la loi, je ne peux, en conséquence, m'empêcher de permettre au député d'Iberville de faire la démonstration de cette urgence. Le député d'Iberville a le droit de s'expliquer, de faire sa preuve sur l'urgence.

M. Lamoureux (Iberville): Il y a des cas d'urgence dans la paroisse de Saint-Sébastien dans mon comté. Je disais donc que la caisse populaire de Saint-Sébastien était en liquidation et que seul l'argent obtenu du crédit agricole dans un bref délai

peut la sauver. M. le notaire Poirier, président de l'Office du prêt agricole, est venu à Saint-Sébastien. Il a fait un règlement entre la caisse populaire et les cultivateurs et l'Office du prêt agricole en donnant comme condition que le crédit agricole paie les \$30,000 de la caisse populaire aux créanciers, à la condition que le prêt soit accordé dans deux ou trois jours.

L'Office a répondu que, pour autoriser le prêt, il lui fallait des fonds en disponibilité, et que ceux-ci devraient être votés par la Chambre. Il (M. Poirier) nous a dit: "Notre crédit de \$15,000,000 est engagé, mais nous allons bientôt avoir \$10,000,000 du gouvernement prochainement."

(Applaudissements)

(Se tournant vers l'opposition): C'est-y une raison ça, ou si c'en n'est pas une? J'ai entendu, la semaine dernière, le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) dire qu'il n'y a pas de presse. Si les électeurs de Rivière-du-Loup ne sont pas dans le besoin, s'il n'y a pas de presse pour le crédit agricole chez les cultivateurs de son comté, ce sont des cultivateurs qui sont bien chanceux.

Mais, par contre, si les cultivateurs de son comté sont pressés, s'ils en ont besoin du crédit, eh! bien, je les trouve bien malheureux, bien malchanceux d'avoir un député comme ils en ont un, comme celui qui les représente.

(Applaudissements à droite)

Dans tous les cas, je ne tiens pas à parler tout l'après-midi là-dessus. On aura l'occasion d'y revenir plus tard.

(Rires et applaudissements)

M. Drouin (Québec-Est): Je ne crois pas que les articles soulevés, invoqués par le premier ministre pour démontrer l'urgence se rapportent au point soulevé...

Des voix ministérielles: Plus fort, plus fort ⁴¹

M. Drouin (Québec-Est): (Élevant la voix) L'article 198 spécifie qu'avant de voter l'adresse en réponse au discours du trône, il n'est procédé à aucune autre affaire importante.

Les règlements de la Chambre en pareil cas ne peuvent être suspendus que s'il y a urgence. Il s'agit donc de savoir s'il y a urgence ou non. Nous avons donc les articles 198, 199 et 200.

L'article 200 se lit comme suit: "Au cas de nécessité urgente, la suspension des règlements ou de quelque article des règlements peut être proposée sans avis préalable. La motion doit alors contenir un

exposé des motifs qui la rendent urgente et nécessaire. Elle ne peut être adoptée que du consentement unanime de la Chambre." Dans l'appendice, au livre du Règlement, on trouve aussi des formules qui doivent être rédigées pour démontrer l'urgence d'une loi. Il y a même une formule qui confirme l'opinion qu'a donnée le député de Berthier (M. Bastien) tout à l'heure.

Le député cite aussi, à l'appui des prétentions du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), certaines décisions d'anciens présidents.

De plus, il y a la formule V, par exemple. Le premier ministre a bel et bien dit selon une de ces formules: "Vu l'urgence qu'il y a de mettre des sommes additionnelles." Le chef du gouvernement a donc dit qu'il y avait urgence comme il devait le faire. Mais il a omis d'en expliquer les motifs, comme l'exige la formule.

On ne nous a pas donné les motifs d'urgence. Il faut un exposé des motifs qui indiquent qu'il y a urgence. Quant à nous, nous sommes parfaitement à l'aise pour nous opposer à la motion que pour parler de cette loi du crédit agricole.

Des députés ministériels: Parlez plus fort!

M. Drouin (Québec-Est): Nous sommes en faveur du principe: nous avons voté pour le crédit agricole l'an dernier, et nous sommes prêts à voter encore pour le principe. Si le gouvernement veut attendre que l'adresse soit votée, nous sommes même prêts à aider le gouvernement à mettre la loi en pratique.

M. Larochelle (Lévis) (Bruyant): Ha! ha! ha!

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Il est étrange et surprenant de constater que lorsqu'il s'agit de faire du bien, les membres de l'opposition ne sont jamais pressés.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se lève pour soulever un point d'ordre.

M. l'Orateur: À cause de la masse de l'argumentation qui m'est soumise, des précédents créés par les anciens Orateurs et des opinions émises par des auteurs de droit parlementaire, je demande à la Chambre de me retirer pour consulter les auteurs. Aussi, je déclare la séance suspendue pour quelques minutes, le temps de me permettre d'étudier, de déterminer quelle décision je dois rendre.

M. l'Orateur suspend les travaux à 3 h 55.

La Chambre reprend ses travaux quelques minutes⁵ plus tard, et le débat se poursuit.

M. l'Orateur: L'honorable député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) a proposé que, vu l'urgence qu'il y a d'augmenter les crédits pour venir en aide aux cultivateurs, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier les résolutions relatives au bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

Un point d'ordre a été soulevé par le chef de l'opposition en vertu de l'article 200, disant que toute motion qui a pour effet de suspendre les règlements de la Chambre doit être annoncée et, que sinon, les règlements ne peuvent être suspendus que sur une décision unanime de la Chambre.

La motion actuelle qui est soumise par le premier ministre n'est pas à l'effet de suspendre les règlements de la Chambre. La motion est à l'effet de passer à l'ordre du jour numéro 6. Or, en vertu de l'article 188 du Règlement de la Chambre, une motion pour passer à l'ordre du jour peut toujours être faite.

Il y a des exceptions de mentionnées, mais je ne vois aucune exception qui s'applique dans le cas présent. D'ailleurs, Desjardins dit, à la page 172, que c'est à la Chambre de décider s'il y a urgence. La motion ne nécessitait pas d'avis préalable et, lorsque l'urgence est invoquée, c'est la majorité de la Chambre qui décide.

À la page 150, il est dit que c'est la Chambre qui est maîtresse de pareille question. Je rejette le point d'ordre. Je renvoie donc la motion et je laisse à la Chambre de décider s'il y a urgence et si la motion doit être adoptée.

Des voix ministérielles: Adopté! Adopté!

Des voix de l'opposition: Vote, vote.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'en appelle à la Chambre de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Béique,

Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 61.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, Turcotte, 12⁶.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Et la motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 61.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, Turcotte, 12.

La motion est, en conséquence, adoptée.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁷:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose:

Attendu qu'il est de la plus haute importance que la province de Québec ait un caractère essentiellement agricole, parce que l'agriculture offre des éléments incomparables de sécurité et de stabilité économiques et sociales;

Attendu que venir en aide à l'agriculture, c'est sauvegarder le présent et garantir l'avenir de la province;

En conséquence, que le montant que l'Office du crédit agricole du Québec est autorisé à prêter aux cultivateurs, en vertu de la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 3, établissant un crédit agricole de dix millions de dollars dans la province de Québec, et en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 32, augmentant ce crédit agricole à quinze millions de dollars, soit maintenant porté à vingt-cinq millions de dollars, conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vois ici le chef attiré du Parti libéral. Il me semble que le chef de l'opposition devrait faire de son mieux.

M. Drouin (Québec-Est) demande copie de la résolution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je fais remarquer à la Chambre que la résolution du prêt agricole est imprimée et qu'on peut se procurer les copies déposées sur la table du greffier. Elles sont prêtes depuis la veille de l'ouverture de la session.

M. Drouin (Québec-Est): Personne ne le savait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il suffit de regarder.

M. le président commence à lire la résolution.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pardon, je veux avoir une copie de la résolution comme le veulent les règlements. Les règlements disent clairement que ça doit être imprimé et distribué en anglais et en français. Nous n'avons pas de copie. On aurait dû avoir copie de la motion soumise par le premier ministre. On ne peut nous demander de voter une chose que nous ne connaissons pas.

M. Larochelle (Lévis): C'est la même chose que l'an dernier qui recommence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le moins que le chef de l'opposition puisse faire, s'il ne veut pas aider la classe agricole, ce serait de regarder les bills et les résolutions que nous faisons déposer. Au moins, que l'opposition ne fasse pas acte de paresse et d'aveuglement jusqu'à prétendre qu'elle n'a pas de résolutions. Je viens de le dire: ces résolutions sont sur la table depuis la veille de l'ouverture de la session. Si l'on continue, nous allons engager des pages pour aller porter des copies au chef de l'opposition.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je remercie le chef du gouvernement de ses remarques. Si le premier ministre est tellement pressé, il pouvait suivre les règlements et ça aurait été plus vite. Mais j'ajoute que non seulement nous n'avons pas de résolution sur notre bureau comme le veulent les règlements, mais qu'il n'y a pas même eu avis de motion pour ladite résolution avant aujourd'hui. Pourquoi ne pas avoir donné avis de motion?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'est pas juste pour son parti, pour sa cause, et surtout pour la classe agricole. Après avoir montré qu'il est contre l'intérêt des agriculteurs, il démontre maintenant qu'il n'a pas de mémoire. S'il manque d'amour pour la classe agricole, il devrait quand même savoir que, jeudi dernier, j'ai donné moi-même un avis de motion pour présenter cette résolution devant la Chambre, pour que cette question soit considérée à la prochaine séance. À ce sujet, c'est lui-même qui a soulevé des objections, un point d'ordre, qu'il a apparemment oubliés ...

(Rires)

... et il y a eu une décision rendue par l'Orateur. Celui-ci l'a rappelé à l'ordre; il a aussi oublié cela.

(Rires)

Nous allons donc également engager pour le chef de l'opposition un aide-mémoire.

(Rires)

M. Larochelle (Lévis): Un saint François-d'Assise.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'avis de motion doit être inscrit au *Feuilleton*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est malheureux que le chef attiré de l'opposition se conduise de cette façon. Il devrait faire de son mieux. Le premier jour, j'ai donné avis. Le chef de l'opposition ne s'en est pas aperçu. Je suis convaincu cependant qu'il fait de son mieux.

Mais j'ai donné avis et le chef de l'opposition a soulevé des objections. C'est inscrit dans les *Procès-verbaux*, si le chef de l'opposition ne s'en souvient pas. S'il le veut, je vais lui envoyer une copie des procès-verbaux par messenger.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre rappelle les faits comme il l'entend. Mais il n'est pas que je sache la *Gazette officielle*. Le premier ministre mêle un peu les choses. Il se perd lui-même dans ses propos. Il parle de sa motion de l'autre jour, je parle de celle de cet après-midi qui devrait être inscrite aux *Procès-verbaux*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dès la première journée, dès le premier ordre du jour, nous avons annoncé et la loi et la résolution de la loi de ce crédit. Le lendemain, nous avons demandé à l'Orateur de dire qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formerait en comité plénier pour prendre en considération la résolution de ce bill. Voilà l'avis de motion. Si le chef de l'opposition n'a pas de *Procès-verbal*, nous allons lui en donner un.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement s'empresse de faire voter cette loi. Le chef du gouvernement n'est pas sérieux. Je lui parle d'une formule pour donner avis de l'urgence qu'il y a de voter ces crédits avant même de voter l'adresse en réponse au discours du trône, et il me reprend sur un avis de motion.

Mais on a tellement hâte de se rendre dans Bagot. Il devrait se presser, les gens de Bagot ont hâte. Mais il fait "fret" dans Bagot, pour les membres du gouvernement. Il fait "fret", mais le premier ministre sait qu'il va avoir chaud.

M. Larochelle (Lévis): Il va faire plus chaud pour vous autres dans Bagot.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça sera plus chaud le 16 février. Il fera froid pour l'opposition dans Bagot.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Moi, je pense plutôt que c'est le premier ministre, le gouvernement qui aura chaud, le 16.

Plusieurs députés font alors du brouhaha.

M. le président les rappelle à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je sais que le chef de l'opposition - je ne sais pas moi, je parle de celui qui est apparemment chef du parti libéral, le chef, oui, entendons-nous, le chef - celui qui n'est pas ici - je sais que le chef de l'opposition, M. Godbout, a dit dans un discours, récemment dans une grande assemblée à Québec: "Nous réclamons des élections générales, le gouvernement n'a plus la confiance du peuple." Eh bien! Le comté de Bagot est ouvert.

Je sais que le chef de l'opposition, celui qui est en dehors de la Chambre, voulait se présenter dans Bagot. Il devrait se présenter dans le comté après les défis qu'il a lancés. Mais Bagot est voisin de Saint-Hyacinthe, voisin du comté d'un autre chef qui est contre la théorie d'avoir deux chefs.

Et le chef de l'opposition, celui qui est ici, n'aimait pas cela. On comprend ça. Il ne peut pas y avoir deux chefs. Ça ne ferait pas. Il me fait de la peine que le chef du chef de l'opposition, M. Godbout, ne puisse pas être choisi comme candidat à la convention, encore moins comme député. Ça me fait de la peine, dit-il, pour lui et pour le grand parti dont il est à la tête. Ceci est de nature à déprécier celui qui le remplace ici. J'ai siégé en Chambre avec l'ancien député de L'Islet (M. Godbout), et je trouve que ce n'est pas juste que le chef remplaçant donne l'impression que l'autre ne peut pas être choisi candidat. Nous aurions aimé voir l'ancien député de L'Islet dans cette enceinte parlementaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef du gouvernement n'est pas sérieux. Nous, du Parti libéral, avons eu notre convention et nos assemblées en vue de l'élection dans le comté de Bagot. Nous ne choisissons pas les candidats. Ils sont choisis par les électeurs de chaque comté. Si M. Godbout avait voulu être candidat, il l'aurait été. Mais ce n'est pas comme les ministériels, comme l'Union nationale, qui ont pris un candidat dans Saint-Hyacinthe et ont inauguré leur campagne de Bagot à Saint-Hyacinthe, qui n'est pas dans le comté de Bagot.

(Rires à gauche)

Le premier ministre sait très bien que, s'il l'avait voulu, le chef de l'opposition aurait été candidat. Mais ce n'est pas une situation nouvelle. Puisque le chef du gouvernement fait allusion au chef du parti, nous pouvons dire qu'il y avait un

autre chef dans le gouvernement. Le premier ministre d'une province voisine, que le premier ministre d'ici connaît bien, c'est son grand ami, il voyage avec lui, ils donnent des déclarations ensemble sur l'unité nationale. Ce premier ministre a déjà été chef de son parti sans siéger à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il avait un meilleur remplaçant.

(Rires des deux côtés de la Chambre)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui? Qui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vais le dire au chef de l'opposition. Il y avait d'abord M. Sinclair, et ensuite M. A. McQuibban, député de Wellington-Nord-Est.

M. le président donne lecture des résolutions⁸.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(En souriant) Le chef de l'opposition veut des explications, je vais en donner. C'est bien simple. Nous avons commencé par voter \$10,000,000 et nous avons à la session suivante porté le crédit agricole à \$15,000,000. Nous votons \$10,000,000 additionnels, ce qui fait \$25,000,000. Est-ce que le chef de l'opposition a compris?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement n'a pas l'air de se soucier outre mesure des dettes. Je comprends que le gouvernement se fiche des millions. Il croit que la Chambre va tout voter sans s'informer. Je veux donner au gouvernement l'occasion de sauver encore une fois la province par le crédit agricole. Mais avant d'étudier les résolutions, avant de voter des millions, avant de lui donner l'occasion de sauver l'agriculture, il faudrait savoir ce qui manque à l'Office du prêt agricole. Nous aimerions savoir combien de millions ont été engagés et payés à date, où on en est rendu avec les \$15,000,000 déjà votés. Combien a-t-on payé? Combien a-t-on engagé? Je crois même qu'on n'a pas encore vendu toutes les obligations pour le crédit agricole. J'aimerais savoir de qui on a emprunté les millions.

Il est important de savoir pourquoi on veut \$10,000,000 de plus. S'il n'y a que \$7,000,000 ou \$8,000,000 d'engagés, comme je le crois, pourquoi voter \$10,000,000 tout de suite? On devrait bien

attendre après l'élection de Bagot pour voter d'autres argents. Avec \$8,000,000, il me semble que ça devrait être assez pour faire, pour gagner cette élection. Le gouvernement devrait être capable de prendre le comté.

Je voudrais bien savoir combien de prêts ont été consentis. Combien y a-t-il de payé? Combien a-t-on emprunté des banques? Combien a-t-on vendu de débentures? Ce sont là des informations que nous sommes justifiés de demander. Les millions, pour des gens ordinaires, c'est quelque chose. Je comprends bien aussi que le premier ministre est sûr de ne pas perdre un sou. Mais, dans la province d'Ontario, c'est différent. Le gouvernement a tellement perdu d'argent avec le prêt agricole qu'on a dû fermer l'Office du prêt agricole.

À quelle date a été fait le premier prêt? Il serait intéressant de le savoir. Quand viendront les échéances, il serait intéressant de savoir quelle moyenne a été remboursée. J'entends dire aussi que, au Québec, on ne prête pas qu'aux gens menacés de perdre leur terre. Parce qu'il paraît qu'on a prêté à des gens à l'aise, des gens très riches. Cela se comprend. On dit même que des gens empruntent du crédit agricole à 2½ % et prêtent cet argent ailleurs à 5 %, ce qui est encore un taux raisonnable, et ce qui leur permet de faire un profit de 100 %. Cela se pratique, paraît-il.

Le gouvernement nous demande d'augmenter le crédit agricole, mais on ne nous donne absolument aucun détail, aucune information sur la loi que nous avons déjà votée. Ce ne doit pas être une mesure si urgente. En tout cas, il faudrait nous renseigner.

J'ai idée que la mesure n'est pas si urgente qu'on le prétend. Parce qu'après tout, nous sommes à une époque où les cultivateurs qui voudraient emprunter ne peuvent pas facilement recevoir la visite des inspecteurs qui leur permettraient de juger leurs terres. Ce n'est sûrement pas à cette saison de l'année, en hiver, que les inspecteurs peuvent faire des enquêtes sérieuses et se rendre enquêter sur la qualité du sol. Car j'espère que les inspecteurs ne permettent pas que des prêts soient accordés avec trop de facilité, sans qu'ils voient si la fertilité des terres sera suffisante pour permettre au cultivateur de faire des profits qui lui permettront de rembourser.

On ne nous donne aucune information. Nous en avons besoin, pourtant. Nous serons obligés de dire au gouvernement de prendre toute responsabilité. Nous sommes prêts à laisser le gouvernement endetter encore la province sans nous donner d'explications, mais qu'il prenne seul la responsabilité des sommes qu'on distribue ainsi d'un

bord à l'autre. Personne ne pourra nous blâmer de demander des renseignements, d'être sceptiques. Lorsque le gouvernement nous a demandé \$10,000,000 pour le crédit agricole, nous l'avons voté. Nous avons voté les \$15,000,000 déjà, et, dans ce temps-là, nous avons alors dit que ce montant était bien peu, qu'il était insuffisant. Nous avions raison.

On nous en demande davantage. Nos prédictions se réalisent plus tôt que nous ne le pensions. Je dis donc que l'on a prêté à des gens qui n'étaient pas dans une stricte nécessité, et quand on fera un peu de recherche, on verra qu'on a prêté à des gens qui ne sont pas des cultivateurs vivant des produits de leur ferme. Nous voulons des renseignements qui nous prouveront la nécessité de voter ces \$10,000,000. Je demande au ministre de l'Agriculture de fournir des informations sur les prêts consentis et payés, etc. L'opposition est prête à voter de nouvelles sommes, si on lui en prouve la nécessité.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je vais me rendre au désir d'un des chefs de l'opposition. Le chef de l'opposition libérale vient de parler pendant 15, 20 minutes des activités du bureau du prêt agricole pour nous dire qu'il manquait d'information. Cependant, il ne s'est pas gêné, il a avancé certaines affirmations, mais il n'en soutient pas moins qu'il n'a reçu jusqu'ici aucune information. On dit que le crédit agricole coûte énormément cher. On va même jusqu'à citer des chiffres. Je laisse à la Chambre de disposer des affirmations qu'on a bien voulu ainsi avancer.

Toutefois, avant d'aller plus loin, je tiens à signaler certaines contradictions que j'ai relevées dans les affirmations du chef de l'opposition. Certains disent que le prêt agricole a été un désastre, qu'il n'aurait jamais dû être établi. Un autre, le deuxième, dit qu'il fut toujours contre cette loi et qu'il demeurera contre. Un troisième dit qu'il n'y a rien qui presse. Il demande que le prêt agricole ne soit étudié que dans deux mois. Un quatrième désirerait qu'il le soit dans deux jours.

L'on trouve des contradictions dans les affirmations des deux chefs libéraux. L'un est pour le crédit agricole, l'autre dit que c'est un désastre. Évidemment, il y en a un qui siège et il y en a un autre qui ne siège pas du tout. Je commence à croire qu'il y a trop de chefs d'opposition. Ce sera sûrement difficile de tous les contenter. Voici quels sont les chiffres, les informations que je suis prêt à fournir.

À date, le nombre des prêts consentis et payés se chiffre par 4,786 prêts et 3,117 ont été payés, à date, soit une somme totale de \$8,239,000⁹. La

somme globale des prêts consentis est de \$14,976,274¹⁰ sur la somme initiale de \$15,000,000. Il est donc urgent, comme on le voit, qu'une somme additionnelle soit votée et le plus tôt possible sera le mieux. L'Office du prêt agricole n'a pas le droit de consentir de nouveaux prêts tant que la Législature n'aura pas autorisé les crédits supplémentaires. Comme il faut compter avec les délais inévitables qui accompagnent toute mesure législative, il est urgent que la Chambre vote le bill sans délai, si l'on ne veut pas enrayé le travail régulier de l'Office. D'ailleurs, le témoignage rendu tout à l'heure par un député du Parti libéral, qui a toujours eu à cœur de travailler pour l'agriculture, devrait seul suffire pour démontrer l'urgence d'adopter au plus tôt cette résolution du prêt agricole.

Un groupe de cultivateurs se trouve exposé à des frais et peut-être à être mis dans le chemin, si on ne peut agir d'ici quelques jours. Les demandes sont encore nombreuses. Il ne se passe pas de jour sans que nous ne recevions des lettres de cultivateurs qui, se voyant menacés de poursuites, s'adressent à nous pour que nous leur garantissons au moins les prêts, la promesse d'un prêt, qu'ils nous ont demandés. Mais nous ne pouvons pas leur répondre d'une façon affirmative avant d'être certains que des sommes additionnelles nous seront accordées.

Actuellement, vu les prêts consentis, l'Office n'est même pas en état de donner une lettre en vertu de laquelle on dit que l'on consent à prêter. Des lettres de ce genre ont pour effet d'empêcher les créanciers de poursuivre. Le chef de l'opposition devrait être assez au courant des affaires pour savoir que nous ne pouvons pas nous engager sans être assurés que nous pourrions remplir nos engagements.

On parle d'hiver. On a dit tout à l'heure que la chose ne presse pas parce que nous sommes encore en hiver. On nous demande d'attendre jusqu'au mois de juin. Mais on semble oublier que les procédures se poursuivent quand même durant l'hiver tout comme en été. On semble oublier que les créanciers sont toujours là quand même. Et pour satisfaire encore davantage les membres de l'opposition, je puis les assurer que les \$14,976,274 jusqu'ici engagés ne vont être prêtés qu'à des cultivateurs. Je me demande si le chef de l'opposition ici présent, de même que celui qui parlait l'autre jour dans Bagot, n'avaient pas en main, au moment où ils ont lancé certaines affirmations, des feuilles de l'ancien régime.

Je puis garantir que tout l'argent voté ira aux cultivateurs. Rien ne servira à l'élection dans Bagot. Le chef de l'opposition semble connaître cela. La

chose s'est peut-être faite dans le passé, sous l'ancien régime, mais elle ne se répétera plus. De notre temps, ça ne se passe pas de même. On fait des élections par des moyens bien honnêtes. Nous, on se contente d'énumérer les lois et d'exposer les œuvres du gouvernement et c'est suffisant.

Il ne faut pas abandonner l'Office du prêt agricole qui jusqu'ici n'est venu en aide, le plus rapidement possible, qu'à des cultivateurs dans le besoin. Il faut le laisser dans la voie où il s'est engagé. Qu'on compare les sommes déjà prêtées par le bureau du prêt agricole de la province à celles qui furent prêtées par le bureau du prêt agricole fédéral, et que M. Bouchard et M. Godbout ont louangé, et l'on constatera dans quelle mesure notre bureau a prêté beaucoup plus d'argent, en quelques mois, que le fédéral pendant des années.

Il y a des milliers de cas où nous avons empêché des cultivateurs de tomber en faillite. Sans le prêt agricole, plusieurs cultivateurs auraient été forcés de laisser leurs terres. Et en outre, nous avons contribué à l'établissement de 600 fils de cultivateurs ou autres sur des fermes. Franchement, je me demande pourquoi l'on s'obstine ainsi à combattre cette loi. Je ne sais quel bénéfice l'opposition semble vouloir tirer à s'opposer à une loi demandée depuis si longtemps et même par des membres du Parti libéral. Il n'y a pas lieu, d'après moi, de continuer cette lutte. Et j'ai bon espoir que les renseignements fournis suffiront aux membres de l'opposition. Chose certaine, c'est que les inspections faites couvrent tout le reste de l'argent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que le ministre de l'Agriculture nous a fourni le total de l'argent consenti ou payé?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je répète que les sommes jusqu'ici prêtées et payées se chiffrent par \$8,239,000 et les prêts consentis se chiffrent par \$14,976,274. Le nombre des cas de prêts est de 6,184. Les cas payés s'élèvent à 3,117.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): N'avez-vous pas dit tout à l'heure que les cas payés s'élevaient à 4,786?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): J'ai peut-être commis cette petite erreur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas une petite erreur. C'est près de 50 % des cas payés. Je crois que nous sommes en présence de chiffres susceptibles d'enquête.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je vois que nous avons affaire à des hommes habiles. Il n'y a pas eu d'erreur. J'ai tout simplement mentionné tous les cas ordinaires, au lieu de donner les cas payés. Apparemment nos adversaires ne cherchent pas tant des informations qu'un sujet de discussion. Mais, heureusement, les faits sont là.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous voulions tout simplement prouver que les ministres de l'Union nationale sont aussi faillibles.

(Rires)

Il ne s'agissait après tout que d'une petite erreur de quelque \$4,000,000. Nous cherchons les raisons pour prouver qu'il n'y a pas urgence à demander cet autre crédit de \$10,000,000. On ne peut pas nous blâmer parce que nous faisons notre devoir. Erreur n'est pas compte. Tout ce que nous voulons savoir, c'est le nombre total des demandes de prêts, le total de l'argent demandé, ainsi que le total de l'argent prêté. Je voudrais bien savoir les montants demandés par les cultivateurs.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Pour renseigner le chef de l'opposition, je lui dirai que parmi les prêts payés, il y en a eu pour 651 cas de concordats, 1,901 pour l'achat de terres ou l'établissement de cultivateurs et qu'il reste à considérer 12,799 demandes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi ne pas voter \$25,000,000 tout de suite?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous discutons une question de la plus haute gravité et le chef de l'opposition devrait être sérieux au lieu de travailler et d'agir comme il le fait actuellement à bloquer cette loi depuis le début de la session et à faire de la petite politique et des discussions oiseuses.

Nous sommes orgueilleux du ministre de l'Agriculture non seulement dans notre province, mais aussi dans les autres provinces.

Lors d'un voyage que j'ai fait en Ontario, j'ai entendu des paroles, des éloges les plus flatteurs à l'adresse de mon collègue ministre de l'Agriculture, de la part de personnes qui n'avaient rien à faire avec le gouvernement de notre province.

Éloges spontanés qui démontraient bien que, partout où il est allé, soit dans la Colombie anglaise, le Manitoba ou en Ontario, notre ministre de l'Agriculture a bien représenté la province et a fait grand honneur à la province de Québec.

Il a soulevé partout des appréciations flatteuses pour lui et surtout pour la province. Aussi le chef de l'opposition ne devrait pas employer les procédés dont il se sert.

Pendant 20 ans, l'ancien régime n'a rien fait pour la classe agricole et pour les agriculteurs. Pendant 10 ans, et j'en ai été le témoin, l'opposition a réclamé un crédit agricole provincial. Je parle en connaissance de cause et chaque fois le gouvernement d'alors, y compris le chef de l'opposition actuel, celui qui est en Chambre, et son chef, celui qui est hors de la Chambre, votaient contre le crédit rural provincial.

Non seulement le chef actuel du Parti libéral provincial, M. Godbout, s'est prononcé contre le crédit rural provincial en actes, en votes et en paroles, mais il est allé jusqu'à affirmer, dernièrement encore, je l'ai entendu moi-même, que le prêt agricole provincial actuel est un désastre.

Nous avons reçu un mandat du peuple et nous l'avons accompli lorsque nous avons fait voter \$15,000,000 pour le prêt agricole, et nous l'accomplissons lorsque nous faisons voter 10 autres millions à l'heure actuelle. Le chef de l'opposition (M. Bouchard) disait que, quand nous avons adopté la loi, il avait affirmé que le montant était insuffisant. Maintenant, si nous demandons plus, le chef de l'opposition crie que c'est trop; si nous demandons moins, il prétend que ce n'est pas assez. Autrement dit, il ne cherche qu'à critiquer.

C'est cependant la mesure la plus salutaire et la plus patriotique qu'aucun gouvernement n'ait adoptée; elle a redonné la confiance aux cultivateurs dans les campagnes, plus de culture, la sécurité sur les terres. Aussi nous avons vu diminuer sensiblement l'exode vers les villes; nous avons vu la circulation de l'argent s'accélérer plus librement dans les campagnes; on paie les arrérages de dettes municipales et les taxes; le crédit des municipalités s'est amélioré, est ainsi moins obéré. Et les villes ont été soulagées du fardeau de l'exode. Nous avons vu aussi les taux d'intérêt trop élevés, qui entravaient toute reprise économique, diminuer. Bref, c'est une œuvre de salut que nous, le gouvernement, avons accomplie, que nous voulons continuer.

(Applaudissements)

Nous espérons que l'opposition, semblable au pêcheur, qui revient au repentir, finira par se convertir et comprendra ses erreurs. L'opposition devrait appuyer le gouvernement dans cette mesure salvatrice.

Au 25 janvier 1938, il y avait 6,184¹¹ prêts consentis, comportant une somme de \$14,976,000.

Sur ce nombre, il y a eu 3,117 prêts payés pour une somme de \$8,443,119¹².

Et c'est un prêt qui donne 100 % du prêt au cultivateur au lieu de lui enlever d'avance une forte partie de son argent, puisque les frais d'enregistrement et de recherche sont acquittés par le gouvernement. Le prêt fédéral, en sept ans et 11 mois¹³, à partir du 1^{er} février 1930, a consenti 4,800 prêts, soit 33 % de moins que le prêt provincial à nos cultivateurs en moins de 11 mois. C'est une mesure de sécurité publique et l'opposition devrait y coopérer.

Je demande au chef de l'opposition de ne pas faire sur une question aussi importante de la petite politique qui n'est pas digne de son parti. Qu'il cesse de tenir des discours oiseux et de faire une obstruction acharnée à une mesure aussi importante.

Le chef de l'opposition commence à dire qu'il ne sait rien, ne connaît rien, puis il affirme que l'Office prête aux gens riches.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous avez prêté à des femmes d'avocats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui? Nommez-les. Citez, donnez des noms.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vous les nommerai en temps et lieu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons prêté sans distinction de partis; à des adversaires notoires comme à des partisans, car l'agriculture est au-dessus des partis. Qu'on ne vienne pas, pour fins de petite politique, tenter de jeter l'insulte sur des électeurs honnêtes comme ceux de Bagot. S'il y a une élection dans Bagot, ce n'est toujours pas parce que l'ex-député s'est comporté comme il aurait dû. On peut discuter une question sans insinuer comme le fait l'opposition que les cultivateurs changent d'idée, du moment qu'on leur parle de millions. Les cultivateurs sont la meilleure classe, la plus forte, la plus saine, la plus honnête que nous ayons.

L'opposition, au temps où elle administrait la province, a déjà déclaré que les cultivateurs ne payaient pas leurs dettes. C'est si faux que sur les 390 remboursements sur le prêt agricole, tous ont été faits¹⁴ et même avec avances sur les versements à venir. Tous les cultivateurs ont payé le premier versement qui était dû sur leur emprunt. C'est une preuve que, sous le gouvernement actuel, il y a de la prospérité dans les campagnes. Sous l'ancien régime,

les cultivateurs ne pouvaient pas payer. C'est l'ancien premier ministre qui le déclarait ici-même. Aujourd'hui, nous avons inspiré la confiance, puisque l'on paie rubis sur l'ongle.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est facile de mettre des paroles dans la bouche des adversaires pour se donner le plaisir de les réfuter, alors que les adversaires n'ont jamais tenu ces propos. Nous n'avons jamais dit que les cultivateurs ne payaient pas leurs dettes. On parle de mes votes sur le prêt agricole. Or, j'ai été six ans Orateur de la Chambre, et je n'ai voté qu'une seule fois et ce n'était pas sur la question du crédit agricole.

Le premier ministre veut essayer de nous faire croire que nous devons passer \$10,000,000 sans prendre d'informations. C'est lui qui n'est pas sérieux. Quand on a présenté un crédit agricole à 2½ %, nous avons dit qu'on s'engageait dans une affaire grosse de conséquences. Les cultivateurs ont raison d'emprunter à ce taux de 2½ %. D'ailleurs, le régime de prêt à bas intérêt n'est pas nouveau. Les libéraux ont toujours été en faveur d'un prêt à des taux avantageux. Car la Chambre a voté des mesures pour réduire le taux d'intérêt du système fédéral pour le rendre plus acceptable aux cultivateurs. On sait que la culture de la terre n'est pas très profitable depuis quelques années. On a reconnu aussi qu'il était injuste de prêter à un taux qui fait que le travailleur donne tout le profit de son labeur à celui qui fournit le capital. Nous ne voulons pas que le fruit du travail des cultivateurs ne serve qu'à rétribuer le capital de leurs créanciers.

Mais tout cela n'empêche pas que nous avons le droit de nous enquérir et de demander si le gouvernement est prêt à voter toutes les sommes qu'on lui demandera. On nous a dit qu'il y avait environ 6,200 prêts consentis et que les \$15,000,000 étaient engagés. Or, en faisant un petit calcul, ça fait 20,000 demandes devant l'office, et ce dernier n'est en opération que depuis quelques mois. Comme la moyenne des prêts est de \$3,000, on arrive donc à une demande de \$60,000,000 à l'heure actuelle pour le crédit agricole. C'est pourquoi j'ai raison de demander pourquoi on n'augmente le capital de prêt que de \$10,000,000. Il est vrai qu'il y aura d'autres élections et qu'on arrivera sans doute alors avec un autre \$10,000,000.

Il faut cependant regarder la situation telle qu'elle se présente. Ce n'est pas trois ou quatre jours de plus qui causeront préjudice aux cultivateurs. On ne prétendra pas que c'est une ou deux semaines de plus qui vont embarrasser l'Office. Il faut que cette

loi passe au Conseil législatif et que ce dernier se réunisse. Et on ne peut pas envoyer du travail, des mesures importantes au Conseil législatif tant que l'adresse ne sera pas votée.

Le premier ministre a parlé du prêt fédéral et dit qu'il ne prêtait pas beaucoup. Tant que M. Bennett a été au pouvoir, le prêt fédéral ne prêtait pas, c'est vrai. Ça n'a pas marché parce qu'on ne voulait pas qu'il vienne un sou du fédéral dans la province de Québec. Mais du moment que le régime libéral est revenu au pouvoir, le prêt canadien a prêté, a avancé en 18 mois plus que sous Bennett en quatre ou cinq ans, à la province de Québec. Et l'an dernier, il a prêté pour \$10,000,000.

Nous avons aidé le cultivateur sous l'ancien régime, mais on n'a pas le droit de venir nous attribuer des déclarations que nous n'avons jamais faites.

On pouvait attendre quelques jours et nous avions le droit d'étudier la question du prêt agricole provincial plus à fond. Les résolutions auraient dû être étudiées plus tard. On nous prend à l'improviste. La motion décrétant l'urgence est venue comme un cheveu sur la soupe. Nous ne pouvons pas demander au gouvernement ce qu'il serait utile au peuple de connaître. Que le gouvernement prenne ses responsabilités. C'est de l'électoralisme pur et simple que l'on fait en mettant ces résolutions devant la Chambre. Nous voulons aider les cultivateurs. Mais il hâte cette législation dans un but d'électoralisme et quand je dis que c'est de l'électoralisme, je ne parle pas à travers mon chapeau, je vais en donner la preuve.

J'affirme que dans la paroisse de Sainte-Rosalie dans le comté de Bagot, un des notaires qui s'occupent du prêt agricole a téléphoné à un des délégués de la convention libérale de Bagot avant son départ pour la convention. On lui a dit d'attendre le notaire, car ce dernier voulait aller le voir pour lui faire signer un acte de prêt et qu'il aurait bientôt son argent. Ce monsieur, François-Xavier Lapierre, je puis bien le nommer car je ne parle pas à travers mon chapeau, était l'électeur intéressé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voulez-vous insinuer que les électeurs libéraux se vendent, ou ont envie de se vendre dans Bagot?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, ils ne se vendent pas et vous allez le voir dans l'élection de Bagot. Vous allez voir que les bleus ne se vendent pas non plus.

Je voulais démontrer qu'on veut se servir du prêt agricole pour fins électorales, tout comme dans l'élection de la Beauce, l'an dernier.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) félicite le premier ministre et le gouvernement d'avoir eu le courage de voter la loi du crédit agricole, d'avoir établi le prêt agricole malgré l'opposition de la grosse finance.

Je remercie le gouvernement, dit-il, d'augmenter les montants du prêt agricole. Je le remercie aussi d'avoir institué cette loi. L'opposition veut des fonds électoraux et c'est pourquoi elle défend le point de vue de la grosse finance, et c'est pourquoi aussi les libéraux ont toujours fait le jeu de la grosse finance au détriment de la masse. Tous les financiers se sont toujours opposés à ce qu'il y ait un crédit agricole, et le Parti libéral s'est toujours opposé au prêt afin d'augmenter ses fonds électoraux.

C'est vrai que vous avez besoin de fonds électoraux pour l'élection de Bagot; mais n'essayez donc pas de vous en faire en faisant tort aux cultivateurs de cette province. Le peuple reconnaît maintenant la tactique de l'opposition. Les électeurs de Bagot savent de quel bois elle se chauffe.

Le gouvernement fédéral Bennett avait augmenté le capital du prêt agricole à \$90,000,000, et pour bloquer le prêt agricole provincial, lorsque les libéraux apprennent qu'un cultivateur doit emprunter, on lui suscite toutes sortes de misères qui ont parfois comme résultat de le mettre à la porte.

M. Bastien (Berthier): Il est important pour l'opposition de se renseigner.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): C'est la sincérité qui parle.

M. Bastien (Berthier): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) m'a taquiné. Il a dit que j'avais cité faussement son discours. Je vais être bien franc, son discours je ne l'ai pas lu, mais je l'ai entendu à la radio. Il est possible que je me sois trompé. Le ministre me pardonnera mon erreur, car lui aussi il en fait. Ainsi, il a dit tout à l'heure qu'il y a eu 4,786 prêts de payés, et ensuite, quand le premier ministre lui a soufflé quelques mots à l'oreille, il a dit 3,117. Le premier ministre a tort de dire que nous voulons faire de l'obstruction. L'opposition ne veut pas faire d'obstruction, mais nous craignons le prêt provincial. Nous avons dit qu'il fallait être prudent avec le crédit agricole, parce que partout dans les huit autres provinces, il y a eu des fiascos. C'est une question importante et sérieuse. Je souhaite longue vie au premier ministre, pas une longue vie politique, parce que son sort est décidé ...

(Rires)

... et j'espère qu'il se rendra compte que nous avons raison de craindre. Le député de Lac-Saint-Jean a parlé de fonds électoraux et de financiers. Il n'est pas question de cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, l'opposition est contre le prêt agricole?

M. Bastien (Berthier): Nous avons toujours dit ici qu'il y avait un extrême danger.

Une voix ministérielle: Il le dit, là.

M. Bastien (Berthier): Le ministre de l'Agriculture n'a pas une grande expérience encore dans cette Chambre. Il ne devrait pas se fâcher quand on lui pose des questions. Il a reçu 14,500 demandes environ. C'est ce qu'il dit. Mais le grand argentier, le trésorier de la province, a écrit dans la *Gazette*, et c'est lui qui a écrit le moins longuement, mais peut-être le plus sérieusement, qu'il y a eu 25,000 demandes. Les ministres se contredisent au sujet du nombre des demandes. Qui a raison? Qui dit la vérité? Celui qui voit l'argent sortir de ses coffres, ou le ministre de l'Agriculture numéro un? Lequel est le plus près de la vérité?

C'est une question qui nous concerne tous, que nous soyons rouges, bleus ou même nationaux à base de cœur large et généreux. Nous avons tous à cœur d'aider la classe agricole. Nous sommes d'abord des canadiens et des patriotes et nous sommes en raison de nous demander si le prêt agricole est vraiment une bonne mesure, saine pour les finances de la province.

M. Larochelle (Lévis): Ah! Ah! Ah!

M. Bastien (Berthier): Ce gouvernement est plus que temporaire, tous les gouvernements sont d'ailleurs temporaires, mais celui-ci est comme les roses du matin. Avec la moyenne actuelle des prêts et considérant qu'il y a 150,000¹⁵ cultivateurs dans la province de Québec, si le gouvernement continue ça lui coûtera pour commencer \$60,000,000 et il ira même jusqu'à \$200,000,000. Les trois-quarts au moins des cultivateurs ont des hypothèques sur leurs terres et leurs fermes. La moitié peuvent faire des demandes légitimes de crédit agricole.

Leurs demandes peuvent être justes, elles sont sûrement justes dans la majorité des cas, mais, en mettant une moyenne de \$2,500 chacun, tout à l'heure on nous demandera de voter \$200,000,000 au gouvernement pour suffire à ces prêts. Il vaudrait

mieux laisser la responsabilité au fédéral et aider aux cultivateurs à payer l'intérêt.

N'aurait-il pas été mieux de faire un arrangement avec Ottawa? De façon à offrir au prêt fédéral le même avantage de prêter à ½ % qu'au prêt provincial, avec la garantie de la province. Que le prêt provincial soit au même taux d'intérêt, pour faire comme une concurrence égale. Plus il y aura d'électeurs qui s'adresseront à Ottawa, le mieux ce sera pour la province. Ce n'est pas une question de financiers et de fonds électoraux. C'est une question de courage. Et, je l'avouerai bien, c'est un peu sur cette question que nous avons été battus.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Vous allez vous faire battre encore.

M. Bastien (Berthier): Le ministre accepte bien de l'argent d'Ottawa, et par millions. Pourquoi son collègue de l'Agriculture ne ferait-il pas de même? Le député de Lac-Saint-Jean (M. Duguay) parlait tout à l'heure de \$90,000,000 mis par le gouvernement Bennett à la disposition des cultivateurs. Mais quand? À la fin de son mandat. Ça lui a pris cinq ans avant de se décider. Sous le gouvernement Bennett, du 1^{er} février 1930 au 31 mars 1935, il y a eu seulement 1,574 prêts.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): De 1927 à 1930, combien?

M. Bastien (Berthier): Je dis que le gouvernement Bennett avait promis mer et monde et que ce n'est qu'à la fin de son mandat qu'il a amélioré la loi. Les documents sont là. Le député de Lac-Saint-Jean (M. Duguay), qui aime beaucoup M. Bennett...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je ne dis pas non.

M. Bastien (Berthier): Avant 1935 il n'y a eu que quelque 1,000¹⁶ prêts.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Cela prouve que la loi était mal faite.

M. Bastien (Berthier): Ça ne prouve peut-être pas cela. C'était une loi nouvelle, et sous les libéraux, la crise n'était pas commencée; nous étions dans une ère d'abondance et les cultivateurs avaient moins besoin d'emprunter. Mais j'admets que le gouvernement Bennett a amendé la loi, qu'il l'a améliorée...

Une voix ministérielle: Il l'a améliorée.

M. Bastien (Berthier): Mais le public a détesté longtemps cette loi. Vous qui avez le pouvoir, pour satisfaire les 25,000 demandes que vous avez reçues, il vous faudra \$60,000,000, et pour celles que vous recevrez, \$200,000,000. Au lieu de faire comprendre à nos gens que, dans toutes les provinces, ce système avait été un fiasco, vous vous êtes empressés de voter le crédit agricole. Mais il y a mille et une autres manières d'aider les cultivateurs. Il y a une foule de cultivateurs que vous ne pourrez pas atteindre, que vous ne pourrez aider avec la loi. Les petits prêts à court terme, par exemple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous êtes pour ou contre la loi?

M. Bastien (Berthier): Je suis en faveur d'aider les cultivateurs. Mais je voudrais qu'ils bénéficient davantage du prêt fédéral, pour soulager d'autant la province. Que Québec donne sa garantie et que le fédéral prête plus! Moins de responsabilités pour la province.

Une voix ministérielle: Exemple, le chômage.

M. Bastien (Berthier): Le ministre du Travail va souvent à Ottawa. Il ne m'a jamais invité.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): C'est parce que je sais que vous n'y serez pas écouté.

M. Bastien (Berthier): Nous sommes pour améliorer le sort, aider les cultivateurs. Mais je veux que la Chambre sache où l'on va avec le crédit agricole.

Dans notre région, il y a une moyenne d'environ trois prêts par paroisse. Mais dans Joliette, il y a une compagnie puissante de tabac, qui est utile je l'admets, qui a obtenu un prêt considérable avant même la classe des petits agriculteurs. Pourquoi?

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) a fait toutes sortes de considérations. Il nous a dit que chaque sou des \$25,000,000 ira aux cultivateurs, mais il n'a pas parlé du coût de l'administration du prêt agricole. Il paraît que c'est une loi très dispendieuse, d'après ce qu'on entend dire.

On nous dit que nous faisons des affirmations sans informations. Mais cela se comprend. Comment le savoir, depuis que le ministre et les commissions et les offices ne se sentent plus obligés de faire rapport à la Chambre de leurs activités. Nous avons toutes les difficultés à nous renseigner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela n'est pas exact.

M. Bastien (Berthier): Pas exact? Est-ce qu'il n'y a pas eu une loi de passée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne voudrais pas pour tout l'or du monde que le député de Berthier passe pour un homme qui donne des renseignements qui ne sont pas exacts. Cela me ferait trop de peine. Voici ce qui est arrivé. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons constaté qu'une foule de rapports étaient imprimés, à des prix exorbitants, par des amis du régime, du gouvernement. Sans précautions et sans garantie pour les contribuables de la province.

Nous avons décidé, par économie, qu'ils ne seront plus imprimés, pour sauver \$50,000 à \$60,000 et même plus, au profit des vieillards et des aveugles, mais cela ne veut pas dire qu'ils ne seront pas déposés. Ils sont déposés devant la Chambre. N'importe quel député peut en prendre connaissance. On n'a pas le droit de dire que les offices et commissions ne sont pas tenus de faire rapport.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre est très habile.

M. Larochelle (Lévis): Comme toujours.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre est habile, mais il ne me fera pas croire qu'il est facile de se renseigner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment, cela dépend du talent de chacun.

M. Bastien (Berthier): Je comprends que le premier ministre a beaucoup de talent. Il parle beaucoup.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les rapports sont déposés.

M. Bastien (Berthier): Anciennement, les ministres déposaient leurs rapports; on en avait des copies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des rapports depuis le début de la session.

M. Bastien (Berthier): Mais on ne les a pas vus. Nous n'en avons pas eu copie. Les cultivateurs

sont sous l'impression que c'est de plus en plus dispendieux.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Le député ne m'a-t-il pas posé une question?

M. Bastien (Berthier): Laissez-moi finir.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Alors, c'est une question qui n'a pas besoin de réponse?

M. Bastien (Berthier): Allez-y. Il y a deux choses qui se disent, se répètent dans le public. On dit que l'Office du prêt agricole est d'une administration coûteuse. On dit aussi que l'Office a nommé comme estimateurs des cabaleurs politiques.

Une voix ministérielle: Tiens, tiens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas croyable. On ne l'aurait pas cru.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): On a parlé de paroisse et de région, pour la nomination des estimateurs. Mais dans chaque paroisse, comme dans Berthier, ces estimateurs sont des cabaleurs. C'est immoral, c'est déconcertant. Ce n'est pas une garantie de sécurité.

Au lieu de cabaleurs politiques, ça devrait être des hommes plus qualifiés. C'est l'argent de tout le public qui s'en va ainsi. Et ce n'est pas cela que le peuple veut qu'on fasse avec son argent.

M. le président, j'espère que M. le ministre va me répondre. Je veux savoir jusqu'au dernier sou ce qu'on a fait de l'argent jusqu'ici engagé, de même que l'argent dépensé pour l'administration de l'Office du prêt agricole.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je remercie M. le député de Berthier d'avoir dit franchement, en l'absence du chef de l'opposition, ce qu'il pensait. On soupçonnait, à entendre l'opposition, que l'opposition était contre le principe du crédit agricole. Mais on n'en était pas tout à fait certain, parce que des fois on se disait en faveur. On sait maintenant où veut en venir l'opposition. Maintenant, il me fait plaisir de constater que le député de Berthier s'est carrément prononcé contre le principe de la loi. Il y est allé ouvertement, je le remercie. Il ne s'est pas gêné pour dire qu'il considère le prêt agricole comme un danger et que ça mène la province à la ruine.

Il trouve que nous avons mal fait d'avoir organisé seuls cet organisme, de n'avoir pas coopéré avec Ottawa et de n'avoir pas profité du prêt agricole fédéral. Mais vous autres, pendant les 40 ans où vous avez été au pouvoir, après que le crédit agricole fut voté à Ottawa, avez-vous coopéré avec le fédéral? Vous avez été vous-même quatre années avec une administration libérale à Ottawa et vous n'avez pas tenté un seul effort pour bénéficier de ce même crédit fédéral. Pourtant des membres de votre parti vous le demandaient. Les cultivateurs le réclamaient, étaient alors autant dans le besoin que maintenant.

(Applaudissements)

M. Larochelle (Lévis): Envoye, envoye.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Et, encore une fois, je le répète, vous n'avez rien fait. Vous nous reprochez de n'avoir pas coopéré avec votre grand parti. Mais, alors, vous aussi vous étiez un grand parti! Dans le temps, votre grand parti nous considérait comme un petit parti. C'était nous qui n'étions qu'un petit parti. C'est drôle comment les choses changent quelquefois.

Nous, nous pensions au crédit provincial. Tandis que vous autres, de 1931 à 1935, alors que le Parti libéral était au pouvoir à Ottawa, vous...

Des voix: Non, non, non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Soufflant au député de Portneuf (l'honorable M. Dussault) C'était Bennett.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je veux dire de 1927 à 1930. Vous n'avez rien fait durant tout ce temps, en dépit des nombreuses demandes des cultivateurs. Vous vous êtes prononcés contre le principe du prêt agricole; vous avez prédit un désastre; vous avez affirmé qu'il en coûterait \$200,000,000 à la province pour satisfaire toutes les demandes des cultivateurs.

À tous ces avancés, je répondrai simplement que le bureau du prêt agricole est en très bonne voie d'opération et qu'il n'y a pas lieu de croire que vos prédictions se réaliseront. La chose est réglée: vous vous êtes mêlés avec cela.

Toutefois, je donnerai quelques précisions en ce qui concerne les frais d'administration du bureau du prêt agricole. Connaissant l'usage que vous faites des chiffres, je vais être prudent. Une somme de \$300,000 avait été votée à la première session, prévue à cette fin, mais ce montant ne fut pas déduit

de la somme de \$15,000,000 déjà votée au département. Je le répète: tous les \$15,000,000 iront aux cultivateurs et rien qu'aux cultivateurs. Ce montant n'est pas encore tout dépensé, quoique beaucoup de travail d'inspection ait été accompli en vue des prêts futurs et que près de 7,000 prêts aient été consentis¹⁷.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) attire l'attention ensuite sur une différence dans les chiffres: une série ayant été donnée officiellement par le ministre de l'Agriculture et l'autre provenant d'une déclaration non officielle.

M. Hamel (Québec-Centre): Je me demande pourquoi tenir toute cette longue discussion sur cette motion du crédit agricole. À mon avis, le prêt agricole est indiscutablement une bonne chose qui favorise le cultivateur, en même temps qu'il protège l'autonomie provinciale. Et j'ajouterai qu'il est préférable qu'il soit institué par le provincial plutôt que par le fédéral. Pour être maître chez nous, dans une province agricole, le crédit provincial s'impose, il faut être maîtres au moins d'un peu de crédit.

Le principe du prêt agricole est donc sain, mais il est difficile d'application; son application peut causer des désastres, comporte des dangers. Il faut user d'une grande prudence, c'est-à-dire qu'il faut bien se garder de faire des mauvais placements et de prêter à un taux plus bas que celui qu'il en coûte au gouvernement. Si le gouvernement entend faire de la politique avec cela, s'il prête à des taux moindres que ceux auxquels il emprunte lui-même, c'est une chose mauvaise.

Actuellement, en prêtant l'argent à 2½ %, le gouvernement rend un grand service à l'agriculture, qui est dans le marasme. Ce qui m'étonne, c'est que le ministre de l'Agriculture ait tant tardé à donner les explications qu'on lui demandait. Il a gardé le silence jusqu'à ce que le vote fût pris sur la motion. Nous avons discuté et nous avons demandé l'urgence de cette motion et on a refusé de nous donner les motifs. Je crois qu'on n'a pas démontré l'urgence d'étudier dès maintenant cette question, ni la nécessité de violer les règlements de la Chambre.

Dans huit ou 15 jours, cette résolution pourrait être étudiée sans que le cultivateur n'en ait subi le moindre dommage. Et les règlements de la Chambre seraient observés. Je vois là une simple tactique du gouvernement. On se sert de cela pour dire: vous ne voulez pas aider l'agriculture. Nous sommes prêts à aider le cultivateur, disposés à voter des millions.

Promettez-nous de les distribuer à bon escient; en autant que nous aurons la garantie que les prêts sont bons, que l'administration est saine, et que le tout sera fait selon les règles de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tout ce que nous désirons pour le moment, c'est que la résolution soit lue deux fois et adoptée, et que le bill soit adopté en première lecture¹⁸.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Devoir* du 2 février 1938, à la page 6, mentionne une moyenne de \$3,500 par prêt.

2. Le montant des prêts qu'aurait mentionné le ministre de l'Agriculture lors du discours en question varie d'un journal à l'autre. Nous avons choisi la citation du journal *Le Soleil*, reproduite également dans *Le Devoir* du 2 février 1938, à la page 6, et *The Gazette* du 2 février 1938, à la page 19, car elle correspond davantage aux montants mentionnés par les membres de l'opposition à la séance précédente. Les autres journaux rapportent le montant ainsi: *La Patrie* du 2 février 1938, à la page 13, \$8,000,000 de payés et \$7,000,000 de disponibles, *L'Action catholique* du 2 février 1938, à la page 6, et *La Presse* du 2 février 1938, à la page 10, \$9,000,000 de payés et \$6,000,000 de disponibles.

3. Joseph-Adélarde Godbout était chef du parti mais n'avait pas été élu député aux élections générales du 17 août 1936.

4. M. Drouin, qui avait démissionné du cabinet Duplessis quelques mois plus tôt et fondé le Parti national, siège maintenant du côté opposé au gouvernement, à l'extrême gauche.

5. La durée de la suspension varie de 10 à 30 minutes, selon les journaux. *Le Devoir* du 2 février 1938, à la page 6, mentionne 10 minutes et *The Gazette* du même jour, à la page 19, 30 minutes.

6. M. Larochelle applaudit bruyamment lorsque les membres du Parti national votent avec l'opposition libérale, selon *La Presse* du 2 février 1938, à la page 10.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

8. *L'Événement* du 2 février 1938, à la page 9, mentionne que le président rompt ainsi l'escarmouche en rappelant les députés à l'étude des résolutions.

9. *The Chronicle Telegraph* du 2 février 1938, à la page 3, et *The Gazette* du 2 février 1938, à la page 19, quant à eux donnent le montant de \$8,237,000. Dans *Le Droit* du 2 février 1938, à la page 3, on écrit: \$8,939,000.

10. Il y a quatre versions quant à ce montant. *Le Devoir* du 2 février 1938, à la page 6, *L'Événement* du 2 février 1938, à la page 9, *Le Soleil* du 2 février 1938, à la page 10 et *La Patrie* du 2 février 1938, à la page 19 donnent \$14,239,000; *The Herald* du 2 février 1938, à la page 6, rapporte le montant de \$14,974,000; *The Chronicle Telegraph* du 2 février 1938, à la page 3, et *The Gazette* du 2 février 1938, à la page 19, \$14,976,000; tandis que *L'Action catholique* du 2 février 1938, à la page 6 et *La Presse* du 2 février 1938, à la page 10 mentionnent la somme de \$14,939,000. Nous avons retenu le montant rapporté dans le plus grand nombre de journaux.

11. *L'Événement* du 2 février 1938, à la page 9, mentionne 6,210 prêts consentis et *Le Soleil* du même jour, à la page 10, 6,184 prêts.

12. *Le Soleil* du 2 février 1938, à la page 10, rapporte la somme de \$8,443,199.

13. *L'Action catholique* du 2 février 1938, à la page 6, arrondit à 8 années.

14. Cette version diffère légèrement dans *La Patrie* du 2 février 1938, à la page 19, où on y rapporte que: "sur les premiers prêts consentis par l'Office du crédit agricole, 300 étaient échus en janvier. Un seul n'a pas été remboursé."

15. Le nombre de cultivateurs est estimé, dans *L'Action catholique* du 2 février 1938, à la page 6, *L'Événement* du 2 février 1938, à la page 9, et *Le Soleil* du 2 février 1938, à la page 10, à 150,000. Nous avons conservé ce chiffre par rapport à 60,000 donné par *Le Devoir* du 2 février 1938, à la page 7, et *La Patrie* du 2 février 1938, à la page 10, puisqu'il se rapproche plus de l'estimation du montant des prêts à accorder.

16. *Le Devoir* du 2 février 1938, à la page 7, rapporte 4,000 prêts. Cependant, si on se fie à ce qui a été dit précédemment, le chiffre de 1,000 est plus juste.

17. Selon *Le Canada* du 2 février 1938, à la page 9, M. Dussault répète cette assertion et dit \$300,000,000. Il s'aperçoit de nouveau de son erreur, et il est de nouveau confus. Il s'assoit.

18. Ces paroles sont rapportées par *Le Devoir* du 2 février 1938, à la page 7. Toutefois ce passage est ambigu puisqu'en comité, les résolutions ne nécessitent pas trois lectures. On remarque l'empressement du premier ministre à faire adopter la résolution précédant la première lecture du bill.

Séance du mercredi 2 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois qui régissent ladite Commission (M. Bélanger);

- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Boyer);

- de George Robert Younger, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Bulloch);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);

- de la Compagnie de chemin de fer Témiscamingue and Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Larivière);

- de James Henry Cecil Waite et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Normetal Railway Company (M. Lesage);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, demandant l'adoption d'une loi les déclarant propriétaires de l'école de Saint-Édouard de Beauport et pour autres fins (M. Pelletier, Lotbinière);

- de William Francis Hadley, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit (M. Taché);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Taché);

- de l'Association des boulangers et pâtisseries de la province de Québec Incorporée, demandant l'adoption d'une loi concernant le pain (M. Thibeault).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Moses-J. Wachtfogel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Shevos Achim d'Beth Abraham (M. Bercovitch);

- de Joseph Fabry et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension (M. Bercovitch);

- de la corporation de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boiteau);

- de Joel Sternthal et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont (M. Bulloch);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la commission scolaire de ladite municipalité (M. Carignan);

- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ducharme);

- du révérend Adélar Harbour et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph Prosper Major (M. Lafleur);

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite ville (M. Lesage);

- des sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Hamel);

- de Clement Hamilton Cronyn et Juanita Elinor Hamilton-Jackson, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson (M. Robinson);

- de Henri Tessier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de feu l'honorable Joseph Tessier et dame Marguerite Adèle Kelly (M. Tellier);

- de Eugène Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Société coopérative des dentistes de Québec (M. Thibeault);

- de la corporation de Ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boyer).

Crédit agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que, vu l'urgence qu'il y a de mettre des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole, la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour, appelant la deuxième lecture du bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'oppose à cette motion. Je ne crois pas que ce soit la procédure à suivre pour rencontrer l'esprit et aussi la lettre des coutumes et des règlements de cette Chambre. Une motion d'urgence doit être précédée d'un avis régulier. On doit aussi prouver l'urgence, et c'est à la Chambre de décider s'il y a urgence ou non, et non pas au gouvernement. Actuellement, on vient avec une motion pour passer à l'ordre du jour, mais pour qu'elle soit acceptée, il faut l'unanimité de la Chambre. Je comprends qu'on a eu une décision sur une motion identique, mais on ne peut quand même pas passer à un ordre du jour qui vient irrégulièrement devant la Chambre. La Chambre ne peut passer à un autre ordre du jour que l'adresse, s'il n'y a pas unanimité.

C'est tellement l'esprit des règlements de cette Chambre, qu'on ne doit pas passer à l'étude des affaires importantes avant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône, que tous les Parlements britanniques édictent cette disposition dans leurs règlements. Ceux qui ont établi cette règle ont voulu que rien d'important ne soit décidé avant de voter une adresse de remerciements au représentant du Roi, par respect pour l'autorité royale. De plus, on voulait savoir si le gouvernement avait la confiance de la Chambre, avant d'entrer dans l'étude des mesures particulières. Or, ça fait déjà loin du jour où le lieutenant-gouverneur a daigné nous faire connaître du haut de son trône le programme présenté aux Chambres pour la présente session.

Je soutiens que la Chambre ne doit pas passer à l'ordre du jour qui vient directement sous considération avant l'adoption de l'adresse, sauf dans les cas de nécessité urgente qui n'existe pas dans le cas présent. La motion du premier ministre est irrégulière, car elle invite la Législature à considérer

la loi du crédit agricole avant l'adoption de l'adresse, sous prétexte que cette question serait de nécessité urgente. Dans les circonstances, je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette de voir l'attitude hostile que prend l'opposition. Il est de plus en plus évident qu'elle est opposée au crédit agricole et qu'elle prend tous les moyens pour retarder l'adoption du bill.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) appuie ces propos.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre n'a pas le droit de nous imputer ainsi des motifs. L'Orateur de la Chambre a décidé hier qu'on n'a pas le droit d'imputer de motifs à d'autres députés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'impute pas de motifs, je constate un fait. Le chef de l'opposition qui invoque les règlements devrait commencer par les respecter lui-même. On n'a pas le droit de critiquer les décisions de l'Orateur de la Chambre. L'Orateur et la Chambre ont décidé hier sur le point d'ordre que le chef de l'opposition soulève aujourd'hui. Il prétend qu'il n'y a pas d'urgence. Or, la Chambre a décidé hier par un vote qu'il y avait urgence d'étudier le projet de loi pour augmenter l'efficacité du crédit agricole.

Le chef de l'opposition prétend que c'est à la Chambre à décider s'il y a urgence. Or, la Chambre a décidé cela aussi, hier. La Chambre l'a consacré à deux reprises par deux votes, il me semble que c'est assez clair.

Le chef de l'opposition devrait donner l'exemple et respecter les décisions de l'Orateur. Le chef de l'opposition dit aussi que, dans les Parlements britanniques, la Chambre ne décide rien avant l'adoption de l'adresse. Il y a un règlement qui prévoit la considération avant l'adresse d'une mesure urgente. Or, le seul fait que les règlements édictent plusieurs articles pour le cas d'urgence prouve qu'on prévoyait ce cas. Je vais lui citer des précédents, dans les autres Parlements, prouvant que ce n'est pas la première fois que cela se fait.

De fait, la Législature ontarienne, l'an dernier et lors de la session précédente, s'en est prévalu à deux reprises sous le régime Hepburn, lorsqu'avant l'adoption de l'adresse, elle a adopté deux lois importantes et urgentes au sujet de l'Hydro, pour exiger le consentement du procureur général qu'il fallait

obtenir dans le cas de poursuites contre l'Hydro, et, dans l'autre cas, pour autoriser le gouvernement d'Ontario à poursuivre une compagnie, la succession Booth, et amender la loi des successions. Je pourrais en citer bien d'autres cas.

Nous avons établi hier qu'il y avait urgence à voter immédiatement des crédits supplémentaires à l'Office du prêt agricole, parce que le capital en disponibilité est pratiquement tout engagé et qu'il faut assurer la continuité du travail de l'Office. C'est d'ailleurs ce qu'a établi, lui aussi, le député d'Iberville (M. Lamoureux), un libéral sincère.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pas depuis le 17 août 1936.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) ait des sentiments peu aimables pour le député d'Iberville (M. Lamoureux), mais je suis sûr qu'à la réflexion, il regrettera les paroles qu'il vient de prononcer contre un vieux député de cette Chambre, un bon cultivateur. Si l'opposition hésite à voter le crédit agricole, au moins qu'elle n'insulte pas les cultivateurs qui sont députés en cette Chambre. Je demanderais au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de ne pas insulter les cultivateurs de la province en s'attaquant au député d'Iberville (M. Lamoureux).

J'insiste de nouveau, dit-il, sur l'urgence de voter ces crédits, et elle se fait d'autant plus grande que la classe agricole a attendu en vain durant 20 ans.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): L'attitude de l'opposition est la seule logique. L'article 636 décrète formellement que la Chambre ne doit pas considérer d'affaire importante avant l'adoption de l'adresse, sauf s'il y a urgence, et, dans ce cas, l'article 200 dit que la suspension du Règlement peut être proposée sans avis au préalable par une motion indiquant les motifs d'urgence. C'est clair. Or, la motion n'indique nullement les motifs d'urgence. On n'a pas suffisamment démontré l'urgence dans le présent cas. On nous taxe de vouloir retarder l'adoption de la mesure, des crédits, quand en réalité nous discutons sur le respect des règlements de la Chambre, de la procédure parlementaire. C'est sur la discussion au mérite que l'on verra l'attitude de l'opposition.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): La Chambre a toujours le droit de changer et de suspendre ses règlements, en tout temps.

À mon tour, je crois à l'urgence de voter cette loi après laquelle attend une foule de mes électeurs, pour ne citer que ceux-là. Je dirai même 600 à 700 des électeurs de Gaspé-Sud attendent après leur prêt de l'Office, dont la plupart risquent de perdre leurs biens. Les cultivateurs de la Gaspésie, plus qu'ailleurs, ont un besoin urgent du crédit agricole. L'office fédéral ne nous a jamais rien prêté.

Vous n'êtes pas sans savoir que les cultivateurs gaspésiens ne sont pas dans les mêmes conditions que les autres cultivateurs des autres parties de la province. Établi dans une contrée éloignée, à une distance considérable des villes et des marchés, et soumis à des taux de transport presque prohibitifs, notre cultivateur gaspésien n'a pu jusqu'ici vivre exclusivement de la terre. Avec cela, l'inactivité effarante qui a régné pendant cinq ou six ans a réduit ses ressources à leur plus simple expression. Et il a applaudi par des battements de cœur à l'avènement d'un règne politique plus social.

À peine 18 mois de pouvoir et une transformation grandiose s'est produite dans notre péninsule. Cependant, nous sommes tellement enlisés que nous n'avons pas pu bénéficier de tous les avantages d'une législation rénovatrice.

Parce que les titres manquaient très souvent, parce que le cadastre est tout à refaire, parce que nous n'avons pas dans ce grand comté de notaires pour sasser et clarifier les actes, et aussi parce que nos gens ne retirent pas exclusivement de la terre un revenu suffisant pour payer les annuités, le prêt agricole n'a pu être consenti dans une foule de cas.

Quoi qu'il en soit, ces échecs locaux ne peuvent amoindrir le mérite de cette belle loi; le bonheur de nos voisins, l'espérance qui règne dans la classe agricole et la prospérité qui s'établit dans les différentes paroisses éblouissent nos regards mais aussi excitent notre jalousie ou attisent nos désirs.

Les demandes se font et se feront de plus en plus nombreuses et, surtout, de plus en plus pressantes dans Gaspé-Sud.

C'est donc au nom de mes électeurs, et spécialement au nom de tous ceux qui font une demande de l'emprunt sauveur, que j'appuie cette loi et que je voudrais que le montant voté soit plus considérable pour régler tous les cas.

Il faudra toutefois, pour lui faire accomplir chez nous tout le bien qu'elle a en vue et la rendre opérante, que d'autres lois ou d'autres règlements soient passés.

Je compte donc sur le gouvernement pour refaire notre cadastre si délabré, pour clarifier nos titres et pour comprendre le problème non

exclusivement agricole, mais au contraire un problème excessivement complexe qui mérite la sympathie de tous. L'espérance qui règne dans toute la classe agricole...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis ébloui par le merveilleux discours du député de Gaspé-Sud, mais je suis également obligé de soulever un point d'ordre. Le député de Gaspé-Sud n'est pas dans l'ordre. Le député ne peut parler que sur le point d'ordre.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Parlant sur le point d'ordre, je veux prouver que les électeurs de mon comté ont réellement besoin du crédit agricole parce qu'ils ne retirent pas de la terre tout ce dont ils ont besoin.

Je suis certain que le député de Rivière-du-Loup n'aura pas de misère à comprendre que le problème gaspésien est différent.

Je veux prouver cela, et aussi le fait que le fédéral n'a rien prêté dans le passé. C'est pour cela que je me suis empressé de voter pour cette loi qui rendait justice à nos gens. C'est un problème complexe...

M. l'Orateur: J'avertis le député de s'en tenir à parler de la question d'urgence seulement. Le député ne peut parler que sur l'urgence de la question en parlant sur le point d'ordre, bien que vraiment l'urgence ne soit pas en jeu. Il doit s'en tenir à l'urgence de la motion présentée par le premier ministre et le ministre de l'Agriculture.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je tiens à souligner que l'urgence se fait sentir chez nous, car nous avons eu des demandes de 600 à 700 cultivateurs de la Gaspésie.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. l'Orateur...

M. Larochelle (Lévis): La lumière...
(Rires à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. l'Orateur, on dit qu'il y a urgence. Mais je ne vois pas alors pourquoi on a laissé partir le Conseil législatif qui est ajourné et ne siégera pas jusqu'au 10 février.

Puisque l'adoption du crédit agricole est si urgente, pourquoi le premier ministre a-t-il laissé partir les conseillers? Le premier ministre n'aurait pas dû lui permettre de s'ajourner à une date aussi tardive.

L'urgence, c'est la Chambre qui doit la décider, et à l'unanimité, en vertu de l'article 200. Le premier ministre veut absolument passer cette loi maintenant. On sait pourquoi. Ils nous l'a dit la semaine dernière. Maintenant, on a dit aussi tout à l'heure que j'avais insulté la classe agricole en disant que le député d'Iberville n'est plus libéral depuis 1936. M. l'Orateur, je confesse jugement. Je comprends que c'est insulter un député que de lui dire qu'il n'est plus libéral; c'est aujourd'hui une insulte de dire que la classe agricole n'est plus libérale.

M. l'Orateur: Me conformant à la décision consignée à la page 23 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, qui se lit comme suit:

L'honorable M. Duplessis propose, appuyé par l'honorable M. Dussault:

"Que, vu l'urgence qu'il y a de mettre des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole, la résolution relative au bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec, soit maintenant étudiée en comité plénier.

"M. Bouchard objecte que la motion ne peut être proposée, aucun avis préalable n'en ayant été donné.

"Après discussion, M. l'Orateur décide que la motion en discussion est de la nature des motions proposant de passer à un ordre du jour déterminé qui n'ont pas besoin d'être annoncées (Règlement, article 188), et que, dans un cas d'urgence, il appartient à la Chambre de décider, à sa discrétion, si une motion doit être annoncée ou non (Règlement, article 132, note sous le 2^e alinéa).

"M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur, laquelle est maintenue."

Me conformant à cette décision qui est d'ailleurs conforme à toutes les autorités, je renvoie, rejette le point d'ordre du chef d'opposition. La motion est-elle adoptée?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je soulève un autre point d'ordre. Vous venez de décider qu'on peut passer à l'ordre du jour. L'ordre du jour, c'est la deuxième lecture du bill 2 augmentant les crédits de l'Office du prêt agricole. Je soulève un point d'ordre. Il s'agit d'une matière, d'une mesure très importante, et non seulement d'une question de procédure. Cette mesure engagera le crédit de la province pour des sommes considérables, pour des millions: \$10,000,000. Elle n'est pas présentée régulièrement.

M. l'Orateur: Il est défendu par les règlements de critiquer les décisions de l'Orateur. Je vais m'en tenir à l'ordre.

Il n'y a qu'un recours si on est mécontent, c'est d'en appeler à la Chambre. Je demande au chef de l'opposition de s'en tenir à l'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, M. l'Orateur n'a pas saisi...

M. l'Orateur: Je dis au chef de l'opposition de s'en tenir à l'ordre. J'espère que le chef de l'opposition s'en tiendra à ma décision et à mon rappel à l'ordre. S'il continue, je serai obligé de le nommer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah, ce n'est pas nécessaire, c'est inutile mon nom est bien connu dans la province.

M. Larochelle (Lévis): Conformez-vous.

M. l'Orateur: J'ai, jusqu'ici, essayé de faire respecter les règlements de la Chambre au meilleur de ma connaissance. Je tiens à faire observer les règlements et je tiens à cela plus qu'à certains témoignages assermentés que l'on peut donner ailleurs.

M. Larochelle (Lévis): Très bien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un point d'ordre se soulève sur des faits.

M. l'Orateur: Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Je demande au chef de l'opposition de se conformer à ma décision et de ne pas m'obliger à le rappeler à l'ordre nominativement, avec les conséquences que cela entraîne et comporte. J'avertis le chef d'opposition que je vais être forcé de la nommer s'il persiste.

M. Larochelle (Lévis): Très bien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne veux pas critiquer la décision de M. l'Orateur, mais soulever un point d'ordre nouveau.

M. Larochelle (Lévis): N'en faites point un point de désordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai le droit de soulever un point d'ordre, je pense. Ceci...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Un député n'a pas le droit de parler deux fois sur le même sujet, sur un même point d'ordre, et il n'a pas le droit de soulever plusieurs points d'ordre sur une même motion. Il faut tout de même respecter les règlements. Et le chef de l'opposition, qui a déjà été Orateur, sait très bien qu'on ne peut pas soulever deux ou trois points d'ordre de suite.

Quand la motion aura franchi une étape, le chef de l'opposition pourra soulever un point d'ordre, encore, s'il a d'autres moyens à invoquer. Mais s'il pouvait soulever cinq, dix, vingt points d'ordre de suite, le travail ne se ferait jamais. Et durant ce temps, on pourrait faire souffrir les cultivateurs. On passerait son temps en discussion sur des points d'ordre.

Les ouvriers et les cultivateurs crèveraient de faim. On ne pourrait jamais rien leur voter. Le seul recours contre une décision du président, c'est d'en appeler à la Chambre. Que la motion franchisse une autre étape et le chef de l'opposition invoquera d'autres moyens s'il en trouve. C'est élémentaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais, M. l'Orateur, la motion a franchi une étape. Vous venez de décider qu'elle est adoptée. Nous passons donc à l'ordre du jour qui est le deuxième.

M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, je voudrais bien savoir où nous en sommes. Est-ce que la motion est devant la Chambre?

M. l'Orateur relit la motion des honorables MM. Duplessis et Dussault.

Cette motion est-elle adoptée? C'est toute la question, c'est toujours la même motion qui est devant la Chambre. Je rappelle encore le chef de l'opposition à l'ordre et je ne changerai certainement pas ma décision.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si la motion n'est pas encore adoptée, c'est différent.

M. l'Orateur: Elle ne l'est pas encore, c'est un fait.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans ce cas, vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Tellier, Thibault, Tremblay, Trudel, Vachon, 63.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Delagrave, Drouin, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, Turcotte, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que le bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre parce que le gouvernement ne suit pas encore les règlements de la Chambre. La matière à l'étude est des plus importantes. Mais il y a aussi les règlements qui doivent être suivis. Or, d'après l'article 636, le gouvernement n'a toujours pas droit d'étudier un bill en deuxième lecture avant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

M. Larochelle (Lévis): Depuis deux jours, le chef de l'opposition ne fait que soulever des points d'ordre. Il parle sans conséquence.

M. l'Orateur: À l'ordre, à l'ordre!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Aucun règlement de l'Assemblée législative n'a encore été suspendu. L'article 636 des règlements reste donc intact. Nous avons tout simplement voté pour intervertir l'ordre du jour de manière à faire passer l'item 6 avant l'item premier. Car l'item 6 est bien celui qui annonce que le gouvernement va demander l'adoption en deuxième lecture du bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de

la province. Or, pour que cette motion vienne régulièrement devant la Chambre, il faut de toute nécessité que l'article 636 soit suspendu temporairement.

Pour cela, il faut une motion annoncée d'avance, de manière à permettre aux députés de réfléchir sur la question à l'étude; car il paraît que la réflexion est encore une chose importante dans les Assemblées législatives. Il faut une autre motion pour suspendre le Règlement. Les articles 198 et 200 sont très clairs sur cette question. Et ces articles prévalent du moment que la Chambre n'est pas unanime. Or, la Chambre n'est pas unanime sur cette question. Il est dit qu'en pareille circonstance, la Chambre doit être suspendue.

Cette motion à l'effet de suspendre les règlements, nous nous y opposons parce que nous considérons qu'il n'y a pas urgence. La seule urgence qu'il y a, c'est de jeter de la poudre aux yeux avec des millions en vue de l'élection de Bagot.

Si la Chambre veut faire adopter cette motion, il faut qu'il y ait suspension du Règlement auparavant. Le chef du gouvernement dit que nous, l'opposition libérale, sommes opposés au crédit agricole. C'est faux. Nous n'y sommes pas opposés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a dit: c'est faux. Le terme n'est pas parlementaire et je suis forcé de lui demander de retirer ce qu'il a dit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne sais pas comment je pourrais m'exprimer pour faire plaisir au premier ministre; je puis bien lui dire, par exemple, qu'il a mal interprété mon expression, que ce n'est pas la vérité, mais que je les retire. J'aime toujours faire plaisir au premier ministre, parce que si je suis son adversaire acharné au point de vue politique; je ne le déteste pas. Je considère en dehors de cela, au point de vue simplement humain, que c'est un bon "zig".

Encore une fois, nous ne sommes pas opposés au crédit agricole, mais nous considérons qu'il vaut mieux voter d'abord l'adresse, ce qui ne peut prendre que quelques jours, après tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On peut juger de la longueur que prendra le débat sur l'adresse, quand nous discutons depuis deux jours sur un point d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Encore une fois, je le répète, nous ne sommes pas opposés à

la loi du crédit agricole. Le chef du gouvernement, sans que je puisse m'expliquer pourquoi, a semblé avoir mal interprété...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition devrait s'en tenir à la question de la motion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef du gouvernement ne peut pas dire que nous sommes opposés à la loi du crédit agricole. Nous nous opposons seulement à ce que le gouvernement procède avec tant de hâte. Et nous avons raison d'agir ainsi, et nous le démontrerons avant la fin de cette séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est évident que le chef de l'opposition veut établir que nous n'avons pas procédé avec diligence. Le chef de l'opposition déclare que nous n'avons pas demandé la suspension de l'article 636, que la motion votée est à l'effet de passer à l'ordre du jour. Mais, il y a un principe de droit, un vieil article de loi, qui dit que l'inclusion d'une chose comporte l'exclusion des autres choses; qui se traduit ainsi en canadien: l'intrusion de quelque chose ne retranche pas une autre chose. Si nous avons décidé de considérer d'abord le crédit agricole, c'est dire que nous avons décidé de considérer le crédit agricole.

Je demanderais à l'opposition de ne pas faire perdre le temps de la Chambre. J'estime que le temps des membres de cette Chambre est trop précieux pour cela. Nous ne sommes pas ici simplement pour des questions de point d'ordre et de formalités. La Chambre s'est d'ailleurs prononcée sur cette question. Au nom de la Législature, je demande le respect dans cette Chambre et qu'on nous laisse faire ce pourquoi nous sommes ici. Nous avons été convoqués non pas pour parlementer, mais pour agir. L'opposition devrait être fière de collaborer avec le gouvernement pour une loi aussi importante.

Je suis fâché pour le chef de l'opposition et ses amis, leur attitude leur font (sic) dommage. Je ne voudrais pas que l'opposition abuse pour faire durer ce débat, car elle se ferait tort; ils en seraient anéantis. Si elle abuse, elle se décimera complètement. Qu'elle abandonne donc les points d'ordre. C'est un conseil d'ami que je leur donne. Qu'ils soient basés non pas sur des points d'ordre, mais sur une politique efficace et progressive.

M. l'Orateur: La Chambre vient de voter une motion qui, d'après le chef de l'opposition, vient

en conflit avec l'article 636 du Règlement. Or, comme la Chambre s'est prononcée pour passer à l'ordre du jour, a adopté la motion autorisant l'étude du bill, automatiquement l'article 636 se trouve suspendu. La motion est-elle adoptée?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Une minute.

Je m'attends bien à ce que le ministre de l'Agriculture nous donne des explications, puisque mon point d'ordre est rejeté. Est-ce que le ministre de l'Agriculture voudrait maintenant nous fournir d'autres explications concernant le bill qu'il présente?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Haussant les épaules) Le ministre peut bien donner de nouvelles explications.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je ne

crois pas qu'il y ait grand-chose à ajouter à ce que j'ai dit hier. À la première session du gouvernement de l'Union nationale, à la suite de l'adoption de la loi du crédit agricole, une somme de \$5,000,000 avait été votée à cette fin. À la seconde session, une somme additionnelle de \$10,000,000 fut votée. On demande maintenant que ce montant total soit porté à \$25,000,000. L'opposition fait grand tapage avec l'urgence invoquée pour faire adopter ce bill. L'urgence a cependant été démontrée surtout par le député d'Iberville (M. Lamoureux), un libéral indépendant, l'un des partisans du gouvernement libéral. Le député d'Iberville a donné des raisons qui devraient suffire pour convaincre les membres de l'opposition. Il a même cité des cas, dans son propre comté, où les cultivateurs attendent après les prêts qu'ils ont demandés au bureau du prêt agricole. Et il en est de même dans tous les comtés de la province.

Le chef de l'opposition devrait bien savoir lui-même que l'Office du prêt agricole ne peut pas fonctionner, à moins qu'on lui accorde d'autres crédits. Il est certain que l'Office est arrêté temporairement, faute d'argent. Et c'est quelque chose qui en vaut la peine. Nous recevons tous les jours des lettres d'un grand nombre de cultivateurs qui sont menacés de quitter, de perdre leurs terres, parce qu'on prend des procédures contre eux. Les procédures se poursuivent sans cesse, en hiver comme en été, bien que nous soyons encore en hiver.

Nos adversaires ne critiquent pas cette mesure, la loi elle-même. Ils ne le peuvent pas. Mais ils se contentent de faire des points d'ordre. Ils tentent seulement de retarder qu'elle soit adoptée. Nul ne devrait contribuer à retarder les bons effets de cette loi. L'Office du prêt agricole a besoin d'autres

octrois. C'est clair. Sans ces sommes additionnelles, il ne pourra pas continuer à fonctionner.

M. Drouin (Québec-Est): Maintenant que la question d'urgence est décidée, que la motion est adoptée, je n'ai qu'un mot à dire: c'est que je dois déclarer que nous approuvons le projet de loi du gouvernement et que nous voterons pour l'augmentation des sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole. La loi du crédit agricole est une des meilleures lois qui aient été passées, adoptées ici en Chambre et, d'ailleurs, l'on se rappelle les luttes que nous avons faites avec l'Union nationale pour l'obtenir cette législation, alors que nous étions dans l'opposition. La loi est maintenant dans les Statuts. Je l'ai toujours approuvée et je dois ajouter que, pour ma part, je la trouve préférable à la loi fédérale du crédit agricole. C'est pourquoi nous voterons pour, avec plaisir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le ministre de l'Agriculture a très bien parlé tout à l'heure de l'urgence avec laquelle cette mesure doit être adoptée, mais il ne nous a pas fourni de plus amples informations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition ne comprend pas...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous comprenons fort bien où le gouvernement veut en venir, mais nous tenons à obtenir auparavant de plus longues explications.

On dit qu'il y a urgence de voter cette loi et on explique que, dans la province de Québec, il y a beaucoup de cultivateurs qui vont être exposés à la ruine si l'Assemblée législative suit les bonnes vieilles traditions parlementaires britanniques et présente une adresse au lieutenant-gouverneur avant de voter un accroissement de \$10,000,000¹. Je prétends que cet accroissement n'est pas justifié, n'est pas si urgent. Je ne prétends pas qu'il faut refuser à l'Office maintenant établi de donner à tous les cultivateurs qui sont réellement nécessaires, les avantages donnés jusqu'ici, dont bénéficient maintenant 3,117 autres cultivateurs.

Les cultivateurs forment, constituent la classe la plus importante dans un pays de la nature du nôtre, et les gouvernements doivent leur venir en aide parce que les cultivateurs, dans la province de Québec, travaillent dans des conditions peu avantageuses, des conditions difficiles qui ne se rencontrent dans aucune autre province ou autres pays. Nous avons un

hiver rigoureux où les cultivateurs perdent le fruit de leurs labeurs, qu'ils ont acquis dans la bonne saison. On sait ce qu'il en coûte pour l'entretien de nos troupeaux pendant l'hiver, pour les héberger, pour les nourrir, pour les prémunir contre la maladie et les soigner.

Les cultivateurs ont certes droit à ce que le gouvernement leur vienne en aide, leur prête et fournisse des capitaux à des taux raisonnables. Les gouvernements libéraux ont compris leur devoir sous ce rapport depuis longtemps, et le gouvernement libéral a été le premier à réduire de 2 % les taux du prêt agricole canadien. C'est tellement vrai que c'est ce qui a fait que, durant 14 mois, sous le gouvernement Bennett, qui ne cherchait guère à encourager le prêt agricole, le prêt canadien a tout de même prêté dans la province environ \$6,000,000.

Donc, c'est dire que l'opposition libérale est en faveur du prêt aux cultivateurs à bas intérêt. Mais si nous sommes pour qu'on aide les cultivateurs, non seulement à traverser la crise, mais aussi à racheter le capital qu'ils doivent sur leurs fermes, nous ne sommes toutefois pas en faveur que le prêt agricole soit administré dans cette province pour l'intérêt du parti au pouvoir. Ni pour permettre au crédit agricole provincial de prêter de l'argent à des spéculateurs qui s'en servent pour payer des billets à la banque ou qui empruntent à 2½ % et prêtent ensuite ce capital à un taux plus élevé.

Nous croyons que la province de Québec est assez riche pour prêter à tous les cultivateurs dans le besoin réel, qui emploieront ce capital et qui s'en serviront pour développer leur ferme, accroître leurs troupeaux, diminuer leurs dépenses et augmenter leurs revenus. Mais, dans l'administration de cette loi, nous avons des faits scandaleux.

Des ministériels: (S'amusant et riant) Aaaou, aaaou.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous n'avez pas besoin de crier: aou, aou; car, oui c'est ça, c'est bien dans le mois d'août que ça s'est passé, et en 1937, soit un an après l'arrivée, l'accession au pouvoir du nouveau gouvernement qui devait nous donner une administration super honnête...

Des voix ministérielles: (Ironiquement admiratives) Ho! Ho!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le régime des purs a passé une loi pour empêcher ses ministres de faire partie des compagnies ou d'user à leur

avantage personnel des lois de la province. Mais les sous-ministres et les hauts fonctionnaires ne sont pas sujets à ces restrictions. Et le gouvernement devait empêcher les ministres, les sous-ministres et tous les employés publics de profiter des lois de la province de Québec pour s'enrichir et enrichir leurs parents et amis, à même les deniers de la province! Le prêt agricole fonctionnait en août dernier. Or, que voit-on? On avait voté \$15,000,000 et, lors de l'élection de Beauce, on avait dit que ça pressait de rajouter un autre \$5,000,000 pour les cultivateurs dans la misère et que le shérif attendait au pas de leur porte, si le gouvernement ne venait pas à leur secours pour les aider à sauver le bien ancestral.

Il y en a un, un bien ancestral, qu'on devrait sauver. Je ne dirai pas que le premier ministre est directement responsable de tout ce qui s'est passé. Le premier ministre n'est probablement pas responsable. Je comprends que le premier ministre d'une province en ébullition comme celle de Québec a beaucoup, énormément de travail, est occupé au long des jours et, parfois aussi, une partie de ses nuits, à résoudre les nombreux problèmes qui affectent une population comme la nôtre. Nous ne voulons pas le tenir responsable de tout ce qui se passe dans la province de Québec. Nous ne sommes pas aussi méchants que cela.

Mais il faut que nous mettions les faits devant le public. Je ne ferai pas comme ceux qui ont attribué aux anciens ministres libéraux tous les maux du gouvernement, de la province, du pays et même du continent américain. Je sais que les gouvernements doivent, sont obligés d'employer un très grand nombre de gens, et que, parfois, ces gens employés sont des humains faillibles, même ceux qui appartiennent à l'Union nationale. Il peut se glisser des scandales, des choses condamnables sans qu'on puisse attribuer le tort, la responsabilité à ceux qui les emploient, à monsieur celui-ci ou monsieur celui-là.

Et jusqu'au moment où nous avons dénoncé les faits, nous devons attendre avant de prononcer jugement. Je sais que l'Office du crédit agricole n'est pas sous la surveillance du premier ministre et que l'agriculture lui tient toutefois tant à cœur qu'il a donné à la province un ministre et un demi-ministre de l'Agriculture.

Dans les tournées du ministre de l'Agriculture, on a généralement admis - le chef du gouvernement nous a dit qu'il était le meilleur ministre de l'Agriculture que nous ayons eu depuis la Confédération...

(Applaudissements à droite)

Pourtant, Dieu sait si nous en avons eus, de bons ministres de l'Agriculture sous les bleus et sous les rouges. Les conservateurs, dans le passé, clamaient qu'ils avaient eu les meilleurs ministres de l'Agriculture. Je connais un peu l'histoire de ma province et je sais que nous en avons eus de bons, de 1867 à 1897, quand les conservateurs ont perdu le pouvoir pour si longtemps. Je suis heureux, comme Canadien français, d'appartenir à la grande race qui a produit l'homme, un ministre qui surpasse ainsi tous les autres ministres de l'Agriculture depuis la Confédération...

Le député de Portneuf (l'honorable M. Dussault) s'est beaucoup promené durant la dernière saison, comme ses collègues du cabinet. Ce grand ministre est aidé par un ministre sans portefeuille, le député d'Yamaska (l'honorable M. Élie) qui est très occupé, et qui a été aussi retenu chez lui par la maladie. Je comprends cela. Le ministre de l'Agriculture est allé dans l'Ouest, l'autre ministre a été malade et, partant, absent. On ne peut le lui reprocher. Aussi, durant tout ce temps, le ministère et les affaires du ministère sont restées sous la surveillance de celui qui doit en être responsable, le sous-ministre, M. Albert Rioux, qui est le chef de tous les services.

C'est lui en fait qui est le chef de l'agriculture en notre province. Le sous-ministre est le chef à qui l'on a confié la charge d'administrer des sommes formidables, s'élevant à \$78,194,900, le budget du ministère. Ça fait bien des millions, ça. À part ça, je crois qu'il a la surveillance, sinon la charge du prêt agricole, auquel une législation a attribué \$15,000,000 à la dernière session, et veut en attribuer encore \$10,000,000. C'est donc lui qui devrait être le chien de garde de la pureté et de l'honnêteté du gouvernement et de l'administration au ministère de l'Agriculture. C'est lui qui doit empêcher le gaspillage des fonds publics, le favoritisme au profit des parents et des amis. C'est lui qui doit empêcher qu'on s'enrichisse avec les deniers du peuple, dans l'administration du prêt agricole. C'est lui qui devait voir à ce que l'acceptation des prêts ne profite qu'aux cultivateurs de bonne foi.

Il devait voir à ce que les prêts de l'Office soient conformes à l'esprit et pas rien qu'à la lettre de la loi. Mais la soif de l'or fait succomber, tomber bien des gens depuis que le grand poète latin a dit: *Auri sacra fames*, la soif sacrée de l'or. Je veux suivre l'exemple de mon chef, de notre chef à tous, du chef de la province, le premier ministre, et parler latin.

(Rires)

La position de sous-ministre est une position des plus importantes. Le gouvernement, les purs, a

adopté une loi pour que ses membres, les ministres, ne fassent pas partie de directorats de compagnies faisant affaire avec le gouvernement. Les ministres se connaissent et s'ils ont cru bon de se protéger, c'est leur affaire.

Mais les buts pour lesquels on a passé la loi ne doivent-ils pas être observés, réalisés pour les sous-ministres, pour les hauts fonctionnaires, les officiers des départements? Est-il permis à des sous-ministres des choses qui ne sont pas permises ailleurs? Je dis qu'il est encore plus grave pour un employé public qui a fait serment de faire son devoir, de se servir des lois pour son enrichissement personnel. Je dis que les employés qui ont charge des départements, les sous-ministres, doivent être les premiers à donner l'exemple de la probité que le gouvernement actuel prônait durant les élections.

M. Larochelle (Lévis): Hum.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On a dit qu'on trouvait que le prêt fédéral n'allait pas assez vite. Ça ne prêtait pas assez vite; il fallait y aller plus rondement. Mais, dans certains cas, avec le prêt provincial, on y est allé passablement plus rondement, en effet. Je sais ce que je vais dire: je parle avec ma responsabilité de chef de l'opposition parlementaire. Je travaille ici pour le chef du parti en qui j'ai confiance et j'engage la responsabilité du parti dont je suis l'humble lieutenant.

M. Larochelle (Lévis): Hum, hum.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça n'allait pas vite à Ottawa; c'est allé plus vite dans notre province. Je vous ai dit, incidemment, que non seulement l'Office du prêt agricole a prêté à des cultivateurs, mais aussi à des femmes d'avocats, et je vais prouver qu'on se sert de l'argent destiné à des cultivateurs de bonne foi pour le prêter à des femmes d'avocats dont les maris sont obligés d'intervenir pour les autoriser à participer à ces transactions scandaleuses.

Le 21 août 1937, devant Me J.-B. Perreault, notaire, pratiquant dans la province de Québec, à Sayabec, il s'est fait et passé un acte dans lequel tous les députés qui m'écoutent, même ceux qui sont sur les bancs du gouvernement, seront fort intéressés, pour savoir quel grand progrès la province a fait dans la probité et la pureté prêchée au cours de la dernière campagne électorale. Il s'agit d'un acte curieux.

Qui comparaisait devant Me J.-B. Perreault de Sayabec? M. Albert Rioux. Il est bien désigné

dans l'acte comme agronome et sous-ministre de l'Agriculture, demeurant, résidant à Québec. Il est fort bien connu dans toute la province, ce M. Rioux, comme un grand champion de la vertu intégrale. Comme question de fait, par chez nous, car il est venu chez nous, on l'appelait M. Albert Rioux, dit "La Vertu".

(Rires)

Ce monsieur Rioux, on le connaît par chez nous. Je le connais bien moi-même.

Une voix ministérielle: Je pense bien, il a failli, il a manqué de vous battre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il a manqué surtout!

(Rires)

Il est venu prêcher dans Saint-Hyacinthe le bel évangile de la pureté que l'on prêchait partout au cours de la dernière campagne électorale. Il a surpris la bonne foi de plusieurs, d'un grand nombre de personnes.

Une voix ministérielle: Vous lui en voulez encore!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allez donc à Drummondville où un ancien député libéral, le Dr Arthur Rajotte, vient d'être élu par une forte majorité sur un M. Tétrault, candidat Union nationale. Vous avez eu un beau succès. C'est un signe des temps!

Une voix ministérielle: Parlez-nous donc de Sorel!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous en aurez assez de Bagot. Les gens commencent à voir clair et ils verront clair dans Bagot. Mais pour en revenir à "Rioux-dit-la-vertu", je lui recommande, au premier ministre, d'être bien prudent avec le sous-ministre de l'Agriculture. Et pour donner plus de force à ma recommandation, je vais lui indiquer les prouesses de vertu de ce chef d'un groupe secret. J'aime le premier ministre. Je lui dis ça en qualité de bon "zig". Je veux le mettre sur ses gardes.

M. le premier ministre, M. Rioux est un chef à la tête d'une petite organisation secrète, d'un groupe secret qui ambitionne de renverser le gouvernement. On affine des poignards dans ce coin-là. Le sous-ministre de l'Agriculture est à la tête de ce mouvement secret! Ah! Je vois ici deux ou trois ministres qui sourient, quand je dis cela, car j'ajoute qu'il y a quelques

ministres qui font partie de ce mouvement secret: le stock du premier ministre est moins bon que l'an dernier. Il y en a trois ou quatre qui me comprennent. Ils préparent le poignard dans l'ombre. Mais, ces poignards, je vais vous aider à les émousser, si vous voulez².

Je ne parle pas à travers mon chapeau. Je mets le premier ministre en garde contre ces entreprises souterraines et secrètes qui, constituées sous un prétexte de patriotisme, veulent mettre au pouvoir ces gens qui en font partie, dont l'un a commis un acte qui servira d'exemple de la probité qu'il pourrait avoir, si on réussissait à vous bousculer du pouvoir comme on l'a fait pour nous. Si ces gens-là venaient à bout de leurs conspirations, ils vous bousculeraient.

M. le premier ministre, prenez garde. Il y a des gens de votre entourage qui vous en veulent autant qu'ils en veulent au chef de l'opposition. Or ce M. Albert Rioux fut donc candidat dans mon comté; il est venu tout régénérer dans la politique de la province de Québec.

Il fallait, d'après lui, que les hommes publics fussent indépendants et contre les intérêts personnels et les intérêts de famille. C'est cet homme dont un petit groupe a réussi à faire mousser la candidature et dont plusieurs du côté du gouvernement n'avaient pas tort de se méfier. C'est cet homme qui, préparant dans l'ombre...

Une voix ministérielle: Ah!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On ne vous entend plus; on crie moins fort que l'an dernier. C'est que nous avons l'histoire, l'histoire vraie en arrière de nous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur tout en arrière.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais pas si loin en arrière. Ça date du mois d'août et c'est ça qui est dangereux pour le gouvernement. Ce M. Rioux, qui disait sur les tribunes publiques que les employés du gouvernement, les hommes politiques devraient être comme la femme de César, irréprochables et insoupçonnables. Cet homme, M. Rioux, blâmait des hommes politiques, des employés publics de vouloir enrichir leurs parents et leurs amis au détriment des deniers publics. Or, le 21 août 1937, M. Rioux figure dans un acte comme propriétaire d'une ferme à Sayabec dont j'ignore la valeur. Mais il était propriétaire.

Il voulait absolument enrichir la province en faisant prêter de l'argent du prêt agricole à 2½ % sur une terre dont il était propriétaire; remarquez bien, sur la terre d'un employé du gouvernement, lui qui a un salaire de \$6,000 par année et réside à Québec. Il la vendit, pour sauver les apparences, à la femme de son frère. Ce sous-ministre s'est protégé, dissimulé derrière une femme, Mme Blanche Rioux, sa sœur, épouse contractuellement séparée de biens de Me Louis-Philippe Rioux, avocat, de Sayabec.

Une voix ministérielle: C'est sa belle-sœur alors.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui.

Une voix ministérielle: Ce n'est pas la même chose.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que voyons-nous donc? Le sous-ministre de l'Agriculture de la province de Québec, Albert Rioux, qui se dit agronome, et l'un des plus élevés parmi les employés civils, vendre une terre à sa belle-sœur. Et dans quel but? Est-ce là une transaction de bonne foi? Je me demande si nous nous trouvons en présence d'un acte de bonne foi.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Puis-je poser une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Certainement.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Est-il défendu à un avocat de cultiver une terre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah non. Il n'est pas défendu à des avocats de cultiver les carottes. Il y en a plusieurs qui le font; j'en connais plusieurs qui carottent.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je le connais, M. Rioux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas l'honneur de le connaître. Mais s'il est cultivateur de bonne foi, il est étrange qu'il soit avocat en même temps. M. Louis-Philippe Rioux est peut-être un "gentleman farmer", mais il n'a pas le droit d'emprunter sous ce titre. Je le suis moi-même "gentleman farmer", mais je n'ai pas le droit d'emprunter du crédit agricole. Si Louis-Philippe Rioux était cultivateur, il ne pratiquerait pas le droit,

et s'il était avocat et "gentleman farmer", il ne pourrait bénéficier des dispositions de la loi sur le crédit agricole, même par l'entremise de son épouse.

Une voix ministérielle: Vous ne l'êtes pas dans le même sens.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non. Il y a une différence entre nous deux. Moi je suis libéral, un rouge, et lui, M. Rioux, il est un bleu.

(Rires)

Mais je veux aussi aider à la multiplication de la race. C'est pour ça que je suis "gentleman farmer". Je suis veuf. Je n'ai pas demandé d'emprunter à l'Office du prêt agricole, quoique ça me ferait plaisir d'avoir de l'argent, d'emprunter à 2½ %, et payer mes dettes à 5 %.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Avez-vous encore vos valises?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Laissez faire. Je ne veux pas parler de "dump" comme vous, moi.

Des députés font du brouhaha.

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est donc un cultivateur étrange à qui l'Office a fait un prêt dans des conditions aussi hâtives. Pendant qu'aux dires du ministre, il y a encore 20,000 demandes de prêts de cultivateurs à l'Office du crédit agricole et que 3,117 seulement ont été satisfaites, l'on a prêté \$6,000 à la femme d'un avocat qui est le frère du sous-ministre. On écartait ces demandes pour prêter à un "gentleman farmer". De la liste des demandes, si on avait voulu être honnête ou éviter des soupçons, on aurait pu également, il me semble, retrancher les avocats, surtout retarder le prêt à la belle-sœur, une femme d'avocat, du sous-ministre de l'Agriculture à qui la province paie \$6,000 par année d'honoraires et qui agit si drôlement, quand il est mis en face de l'or, qui donne un si mauvais exemple à la province de Québec.

Mais on dira que cet argent n'a pas été emprunté par le sous-ministre de l'Agriculture; mais c'est lui qui en a bénéficié. Nous avons recueilli la preuve dans le bureau d'enregistrement de la paroisse où l'acte de vente fut signé. Voyons donc cela. Or, d'après cet acte de vente, on voit que le prêt payé à la belle-sœur de M. Rioux le fut le 24 août 1937 et que

l'acte de vente fut enregistré quelques jours avant, soit le 21 août 1937. Le 24 août de la même année, dans le même bureau du même notaire de Sayabec, on enregistrait un prêt agricole de \$6,000 consenti par l'Office à la femme d'un avocat.

Quel avait donc été le montant de la vente? D'après cet acte de vente également, on voit qu'il ne s'agissait pas de l'acquittement partiel d'une vente, mais de l'acquittement total, ainsi qu'il est mentionné au bas de l'acte de vente. Nous avons raison de dire que cette vente fut faite dans des circonstances louches et scandaleuses:

"L'an mil neuf cent trente sept, le vingt et un du mois d'août, devant Me Jean-Baptiste Perreault, notaire pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Sayabec.

"Comparait:

Monsieur Albert Rioux, agronome et sous-ministre de l'Agriculture demeurant à Québec.

"Lequel vend avec garantie de droit, franc, quitte et libre à Dame Blanche Rioux, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-Philippe Rioux, avocat, de Sayabec, et ici présent pour autoriser son épouse aux fins d'acquitter, savoir:

"Les immeubles connus et désignés comme étant les numéros quatre-vingt-dix-huit et quatre-vingt-dix-neuf, partie sud desdits lots bornés au nord au chemin de fer du Canadien National, sur le côté est au lot cent dix-sept, au sud partie au fronteau et partie à l'emplacement de De Lemieux et à l'ouest au numéro quatre-vingt-dix-sept, et faisant partie du cadastre officiel pour le village Saindon, en la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, au rang B de la Seigneurie du Matapédia, circonstances et dépendances;

"Et, les lots numéros cent dix et cent soixante et cinq dudit cadastre de Saindon, paroisse, et Seigneurie, ci-nommés, et borné au nord partie à la ligne du Canadien National et partie aux emplacements vendus sur le côté est, numéro cent soixante et six, au sud au fronteau du rang, et à l'ouest au numéro quatre-vingt-dix-neuf dessus décrit; à distraire, la reconduisant au rang deux et passe dans la ligne des deux lots et emplacements subdivisions des cent dix-sept et cent soixante-cinq avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

"Ces immeubles appartiennent au vendeur qui les a acquis de Alphonse Rioux, son père, dans un acte de vente devant le notaire soussigné en date du 8 juin enregistré à Amqui sous le numéro 14,349.

"Le vendeur déclare qu'il est marié sous le régime de la séparation de biens par contrat de

mariage à dame Aline Mercier, et que son régime n'a pas changé depuis qu'il a acquis ces immeubles.

"À charge de l'acquéreur de payer les taxes et autres contributions à échoir à l'avenir et celles depuis avril mil neuf cent trente-six.

"Cette vente est faite pour et en considération de la somme de six mille dollars payée comptant et dont quittance générale et finale.

"Dont acte:

"Fait et passé à Sayabec, sous le numéro trois mille deux cent vingt des minutes du notaire soussigné.

"Et lecture faite, les parties ont signé avec moi, notaire,

"Albert Rioux

"Ls-P. Rioux

"Blanche Rioux

"Jean-B. Perreault, notaire

Je vais vous faire grâce de la description de la propriété. Le vendeur déclare qu'il est marié en séparation de biens avec dame Aline Mercier. La propriété est vendue pour \$6,000 payés comptant. Cet acte de vente est signé le 21 août. Je n'ai pas la date du prêt consenti à la même terre, mais entre le 21 août et le 24 août, il ne s'est passé que deux jours, le 22 et le 23 août. Ce que nous pouvons conclure, c'est de la simultanéité de l'acte de vente et de l'acte de prêt.

On a donc ici la preuve que la vente a été faite à une femme d'avocat de campagne. Je suppose que les affaires sont prospères puisqu'une femme d'avocat de campagne, à Sayabec, trouve dans la caisse de son mari une somme de \$6,000 pour payer une terre comptant. La femme d'un avocat de campagne, où les affaires sont sans doute merveilleuses, a pu emprunter \$6,000 du bureau du prêt agricole. En outre, d'après la date où fut payé le prêt et celle où l'acte de vente fut signé, on peut conclure que le prêt et la vente furent consentis simultanément.

On a également la preuve que l'argent emprunté, les \$6,000, par Mme Louis-Philippe Rioux, Blanche, fut remis à M. Albert Rioux, le sous-ministre de l'Agriculture. C'est en définitive lui, le sous-ministre, qui a bénéficié des \$6,000.

Une foule de considérations découlent de cette transaction scandaleuse. On a dit qu'il y a des limitations dans la loi du prêt agricole, entre autres celle concernant les montants qui peuvent être accordés. C'est le quantum de l'argent à prêter.

Or, d'après cette limitation, il est dit que l'Office du prêt agricole ne peut pas prêter sur plus que 75 % de la valeur totale de toute la terre, le

roulant inclus. Comment se fait-il que, dans cette transaction, le bureau se soit permis de prêter sur la valeur totale de la terre de M. Rioux?

Comment se fait-il que, dans l'exemple que je cite à la Chambre, pour démontrer que nous avons raison de nous opposer à de la législation hâtive, comment se fait-il que nous avons, dans cet acte, le fait très clair que l'Office du prêt agricole a consenti à prêter à M. Albert Rioux, par personnes interposées, presque le même jour que la vente? Et il n'existe pas de doute dans ce que j'avance, puisque le prêt payé s'élève à \$6,000 et que le montant de la vente se chiffre également par \$6,000. Le bureau du prêt agricole a donc consenti à faire un prêt de \$6,000 à M. Albert Rioux le jour même de la transaction. Est-ce que nous n'avons pas raison devant ces constatations de nous élever à ce qu'on vote d'une façon trop hâtive une somme additionnelle de \$10,000,000 à l'Office du prêt agricole?

Il ne fait pas de doute que quelque chose va très mal dans l'administration du crédit agricole. Je ne veux pas blâmer les officiers de ce département. Je suis certain qu'ils ne font que leur devoir en exécutant les ordres qui leur sont donnés. Mais je crois que nous avons raison de dire, lorsque cette loi fut adoptée, qu'il ne s'agissait que d'un leurre. Ce que l'on a prêché au cours des dernières élections n'était qu'un leurre qu'on voulait tendre contre la bonne foi des électeurs.

On a refusé le prêt agricole canadien, mais on n'a pas hésité à prêter avec une rapidité vertigineuse, puisqu'il s'agissait de gaver un des plus hauts officiers de la province, de ces officiers qui ont garde des deniers de la province.

Personne, j'en suis certain, n'approuvera qu'on use ainsi de l'argent de la province. Personne n'approuvera qu'on ait ainsi favorisé un haut fonctionnaire et sa belle-sœur. Personne n'approuvera que l'on prive les cultivateurs qui ont besoin d'argent de ce prêt agricole provincial, pour favoriser la belle-sœur, le frère et le sous-ministre même de l'Agriculture de la province.

Voici un acte de vente qui fut exécuté le 21 août 1937, à peine trois jours avant que l'acte du prêt agricole n'ait été payé par le bureau du prêt agricole. Les deux actes ont été passés à Sayabec, à trois jours de distance. Ils portent le même montant et de la vente et du prêt consenti.

Je ne sais pas de quelle façon l'on tentera d'expliquer cette transaction scandaleuse. Pour moi, elle est indéniable, indéfendable. Je ne sais pas comment le gouvernement défendra la position de M. Rioux.

Une voix: C'est pas explicable.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et je crois que le premier ministre ne devrait pas tarder à sévir dans cette affaire. C'est le devoir du premier ministre de sévir sans tarder. Nous avons consenti à voter des sommes, des argents au bureau du prêt agricole dans le passé, mais nous avons également demandé au gouvernement de surveiller de quelle façon s'en ferait la distribution, d'exercer une étroite surveillance, afin que cet argent soit bien administré et soit payé aux personnes qui sont en droit de le recevoir. Et, maintenant, on découvre qu'un sous-ministre a pu commettre une telle chose. Si ce sont les sous-ministres qui se font les auteurs de semblables transactions, le gouvernement ne pourra se rendre à son terme. Je sais que le premier ministre comprendra ses responsabilités et qu'il agira en conséquence.

Je sais également que peu de députés peuvent approuver des nouvelles semblables, une affaire aussi scandaleuse, bien que j'entende des sarcasmes et des rires dans cette Chambre. Heureusement, ils ne sont pas nombreux.

Nous allons voter d'autres crédits, votre loi du \$10,000,000 à l'Office du prêt agricole. Mais verrons-nous d'autres transactions scandaleuses?

Nous avons droit de nous demander si le gouvernement ne se servira pas de cet argent pour faire la campagne électorale dans Bagot. Avec des exemples semblables, après un scandale aussi triste, je crois, j'espère, qu'on verra au moins à laisser de côté le patronage du crédit agricole dans l'élection partielle de Bagot qui s'en vient.

Je vais signaler autre chose aussi. Je ne vois pas le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) en ce moment en cette Chambre, mais je dirai quand même qu'il y a au bureau du prêt agricole certains officiers consciencieux à qui il répugne de faire les besognes que leur demandent les politiciens, de faire ce qu'on leur ordonne de faire.

Je connais, entre autres, M. Omer Garneau³, chef du département de la révision, qui est le chef des inspecteurs, un employé consciencieux, intègre, travaillant dans l'intérêt de la province, qui n'aime pas à compromettre les intérêts de la province pour servir les intérêts de la politique.

Il y a actuellement une élection dans Bagot et des cabaleurs veulent se servir du prêt provincial pour surprendre la confiance des électeurs. Hier, j'ai cité un cas où, dans le comté de Bagot, un cabaleur politique, qui est en même temps un inspecteur de l'Office du prêt agricole, avait téléphoné à un

créancier hypothécaire, M. F.-X. Lapierre, qui devait aller à la convention de Bagot, pour l'informer qu'il se rendait chez lui, en compagnie d'un avocat, pour lui payer le prêt que M. Lapierre avait demandé au bureau du prêt agricole, en lui disant: "Attends-nous, je vais chez vous avec le notaire, on va arranger ton affaire aujourd'hui". Il y a deux jours on lui disait: "Attends le notaire, il va te porter le chèque de l'emprunt Émile Bousquet, parce que tout est prêt pour régler le prêt que tu avais demandé".

Mais M. Lapierre, en bon patriote, a tout simplement répondu: "Ça ne sert à rien de venir aujourd'hui, je m'en vais à la convention libérale à Upton. Rien ne peut m'empêcher d'y aller". Ceci se passait il n'y a pas très longtemps. C'était lundi dernier. J'ai mentionné tantôt le nom de M. Garneau. Or, je viens d'apprendre que M. Omer Garneau, l'un des principaux employés du bureau du prêt agricole, a été prié, il y a deux jours, de prendre un congé de 10 jours. Aussitôt, des cabaleurs d'élections, profitant de l'absence de l'inspecteur du crédit agricole, se sont présentés dans Bagot pour influencer l'électorat avec l'octroi des prêts.

Pourquoi ce congé juste au moment où le gouvernement se prépare à voter des sommes additionnelles à l'Office du prêt agricole? Pourquoi lui a-t-on demandé de prendre un congé? Pourquoi donc priver l'Office du prêt agricole de ce bon serviteur, au moment où les deniers de la province sont mis en danger par l'électoralisme? Pourquoi lui donner un congé de 10 jours, quand, le même jour, les cabaleurs s'en vont distribuer la manne? C'est scandaleux! Et le premier ministre comprendra sûrement pourquoi nous nous sommes opposés à ce qu'une somme additionnelle de \$10,000,000 soit votée trop hâtivement au bureau du prêt agricole.

Je déclare ces choses non pas seulement pour attirer l'attention des députés de cette Chambre, mais également pour que tous les électeurs de la province sachent ce qui se passe au bureau du prêt agricole de la province. Nous nous acheminons, avec ces folles dépenses formidables, avec le système de gaspillage qui se pratique, et une administration aussi lâche des deniers publics, nous nous acheminons, dis-je, vers la situation, le sort de ces provinces qui sont tombées en tutelle. Je veux montrer le danger.

Je veux demander au premier ministre de surveiller plus étroitement ses ministres et ses sous-ministres; je voudrais qu'il les empêche de faire de trop longs voyages. Vous savez: "Quand le chat est parti, les souris dansent". Et il y en a des souris qui veulent gruger le fromage gouvernemental. Le premier ministre va constater combien c'est difficile

de tout savoir ce qui se passe dans les départements d'un gouvernement.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): C'est malheureux qu'il y ait encore trop de rats de cale⁴.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les rats de cale, le ministre de l'Agriculture qui est pilote connaît ça bien mieux que moi. Je suis un pauvre terrien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Enfin, êtes-vous pour ou contre la loi?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout ce que nous voulons, c'est prévenir d'autres scandales du genre de celui que nous venons de mettre à jour. Nous avons voté autrefois les crédits qu'on nous demandait de voter, sans grande confiance qu'on exercerait la surveillance suffisante pour empêcher des transactions scandaleuses semblables. Nous allons voter pour donner \$10,000,000 encore au bureau du prêt agricole, mais en exprimant le vœu qu'ils aillent bien en entier aux cultivateurs de bonne foi et qu'ils ne servent pas à enrichir des gens qui empruntent à 2½ % pour prêter ailleurs à 5 %. Nous ne voulons pas que des personnes empruntent encore de ces argents à 2½ % pour payer ensuite des dettes à 5 %.

L'on comprendra, je crois, combien il est difficile pour nous d'obtenir des renseignements. Toutes les informations, les renseignements que nous avons, nous avons dû les prendre dans les bureaux d'enregistrement où nous retraçons des transactions de cette nature, qui peuvent nous donner une idée bien claire de l'administration scandaleuse des deniers du prêt agricole. Il n'y a que là où il nous soit possible d'en obtenir. Mais, heureusement, ce qui se passe au Parlement est tellement extraordinaire que ça surgit des bureaux d'enregistrement.

Nous sommes en faveur d'accorder encore \$10,000,000 au bureau du prêt agricole, mais nous protestons contre l'administration scandaleuse des deniers du bureau du prêt agricole. Nous demandons au premier ministre de mieux surveiller encore son entourage et au ministre de l'Agriculture de rester à son poste, dans la province, et de surveiller lui aussi de son côté, ceux à qui il a confié la charge de protéger les deniers de la province, afin que des scandales comme celui que nous avons dénoncé ne se répètent plus. Je crois avoir démontré que nous avions raison de nous opposer à ce que cette loi soit votée trop hâtivement. Nous avons raison de savoir

ce qu'il était advenu de l'argent jusqu'ici accordé au bureau du prêt agricole.

M. Paradis (Matapédia): Je crois qu'il est de mon devoir de rétablir les faits qui ont certainement été mal interprétés. Je n'ai pas mission de défendre le sous-ministre de l'Agriculture, ni son frère. Mais il me semble que les transactions dont on a parlé ont été faites de façon tout à fait normale. M. Albert Rioux, sous-ministre, avait une terre qu'il ne cultivait pas depuis plusieurs années. Sa terre était cultivée par son frère, M. Louis-Philippe Rioux, qui est avocat mais qui est surtout cultivateur. Le fait est que cette ferme est la mieux cultivée et la plus prospère de toute la paroisse de Sayabec. M. Rioux, qui n'avait évidemment plus besoin de sa terre, l'a vendue à la femme de son frère. Celle-ci n'ayant pas l'argent nécessaire pour payer la terre à emprunté de l'Office du crédit agricole. Pourquoi M. Rioux n'aurait-il pas le droit de vendre sa ferme à son frère?

Maintenant, on a dit que le prêt a été consenti quelques jours seulement après la transaction, qu'il y a eu deux jours entre la vente de la propriété et l'obtention du prêt. Je sais personnellement que la demande de prêt avait été faite plusieurs mois auparavant. Le montant a été versé aussitôt que la vente a été enregistrée.

M. Lamoureux (Iberville): Le chef de l'opposition a insinué d'une manière générale que les prêts ont été faits d'une façon malhonnête.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais dit ça.

M. Lamoureux (Iberville): Dans mon comté, je puis affirmer qu'il n'y a pas eu un seul cas de malhonnêteté en marge de l'administration de la loi du prêt agricole. Je proteste contre ce qu'a dit le chef d'opposition. Je défie le chef de l'opposition et qui que ce soit en cette Chambre de trouver un seul cas dans le comté d'Iberville que je représente, où un prêt a été consenti par patronage politique, autrement qu'à un cultivateur qui en avait réellement besoin et qui le méritait.

Le chef de l'opposition a parlé des estimateurs pour dire qu'on avait choisi des amis politiques et qu'ils faisaient de la politique. Il y a deux estimateurs dans le comté de Bagot, et je défie le chef de l'opposition et le député de Berthier (M. Bastien) en particulier, de trouver un seul homme, un seul cas dans Iberville, comme il l'insinue, où les estimateurs ont fait de la politique et commis des injustices.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Applaudissements de la droite) Nous sommes à discuter depuis deux jours un projet de loi des plus importants, de l'avis de tous, qui concerne, qui intéresse au plus haut degré la classe agricole dont nous considérons les activités comme le fondement de tout véritable progrès en cette province, et comme la meilleure garantie de survivance pour l'avenir de notre race et de notre pays. On aurait pu le passer en deux minutes.

Depuis deux jours, l'opposition a eu tout le loisir de faire valoir ses arguments, ses points de vue, ses critiques sur le système général et son application. Et, après deux jours de discussions, après deux jours pendant lesquels nous avons donné, fourni tous les renseignements demandés par l'opposition, exposé les besoins de l'agriculture, je m'attendais que l'opposition, réalisant l'importance primordiale de l'agriculture, de la classe agricole, et de la législation qui est devant la Chambre et qui a pour but de sauver et d'aider des milliers de cultivateurs, saurait placer la lutte sur le terrain élevé de la cause de l'agriculture que nous préconisons.

Le chef d'opposition qui représente un grand parti n'envisage pas le problème dans son ensemble. Pourquoi faut-il que, dans une cause si importante et aux répercussions si graves pour la province, que le chef de l'opposition ait jugé à propos de consacrer une heure de remarques dans un discours, pour faire des insinuations, pour faire de l'esprit, et essayer de faire rire la Chambre, lorsque son régime avait pendant vingt-cinq ans négligé, maltraité les cultivateurs qui sont dans la misère, au point que nous sommes obligés de voter \$25,000,000 pour réparer les erreurs de son propre gouvernement?

Eh bien! Qu'on continue à railler et à rire du côté de l'opposition et que l'on fasse des insinuations. Durant ce temps-là, les cultivateurs sont dans la misère. L'opposition oublie de travailler pour l'agriculture. Nous, du côté du gouvernement, nous allons travailler, continuer à aider les agriculteurs, en laissant à l'opposition d'offrir le spectacle d'un grand parti qui a perdu le sens de ses responsabilités. Il s'agit actuellement d'une législation par laquelle nous demandons aux députés de cette Chambre d'ajouter une somme de \$10,000,000 à la somme de \$15,000,000 que nous avons déjà votée pour aider les cultivateurs et qui a déjà été mise à la disposition de l'Office du crédit agricole.

Nous portons à \$25,000,000 les sommes mises à la disposition du crédit agricole. Et voilà que devant l'ampleur d'une telle mesure qui affecte des milliers et des milliers de cultivateurs, qui répare des

erreurs qui ont réduit nos cultivateurs à la misère, le chef de l'opposition, reste d'un parti qui fut grand, n'a pas trouvé autre chose à dire que de parler des irrégularités d'une somme de \$6,000 sur \$15,000,000 et de trois cas sur un total de 6,117 cas. Tout ça démontre la conception qu'ont les libéraux d'un crédit rural.

Je ne veux pas dire que l'opposition réduit à sa compréhension la grandeur de cette cause. Mais, il est singulier, étrange que l'opposition, sur plus de 6,000 cas, n'ait pas trouvé autre chose à critiquer que trois cas.

Le chef d'opposition nous a cité le cas de M. Rioux. Je comprends que le chef de l'opposition ait de l'aversion contre un homme qui a failli le battre aux dernières élections générales. Mais je trouve lamentable qu'il attaque les absents, qu'il attaque les gens qui ne sont pas devant lui. Qu'il ait donc le courage de faire comme nous: qu'il attaque donc en face comme nous avons attaqué, nous.

Parlant comme premier ministre et comme procureur général de cette province, je déclare, je ne crains pas de dire que nous plaçons l'agriculture sur un piédestal, que nous la considérons et nous la voulons pure et blanche comme la lumière de cette province, sans couleur politique. Et si le chef de l'opposition, qui attaque quand les gens sont absents, veut avoir le courage de porter plainte contre M. Rioux en dehors de cette Chambre, veut porter des accusations devant la Cour, je m'engage de la part du gouvernement à fournir tous les dossiers et à en défrayer les frais, à payer toutes les dépenses. Mais, au lieu de faire de la petite politique, qu'il le fasse, qu'il ait le courage de le faire!

(Applaudissements à droite)

Le nouveau gouvernement a fait des œuvres nombreuses et produit des résultats évidents. Au lieu de vœux communs et vides sur l'amour de l'agriculture, il a eu le courage et la prévoyance d'établir un crédit rural, et en dehors de toute préoccupation de partisannerie. Nous avons choisi, établi comme ministre un homme qui est l'intégrité même, l'intégrité par excellence. Nous avons comme sous-ministre l'ancien président de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). Plus que cela, pour prouver que nous plaçons l'agriculture en dehors de la politique, nous avons gardé les experts du département sans nous préoccuper s'ils étaient ou non de l'ancien régime, et nous en avons nommé d'autres.

En contraste avec cette politique à large conception, nous voyons l'opposition, en face d'une mesure qui va donner \$10,000,000 aux cultivateurs,

réduire sa compréhension du problème à de menus intérêts électoraux. À la veille de l'élection de Bagot, on veut diminuer les chances du gouvernement; on prétend diminuer une cause avec des succès d'élection anticipés.

Le chef de l'opposition m'a montré tout à l'heure une amitié qui m'a profondément touché en parlant de mon honnêteté. Le chef de l'opposition m'a fait frémir d'émotion quand il m'a dit combien il m'aimait. Je ne suis pas encore revenu de mon émotion. C'est pourquoi je lui donnerai en retour un bon conseil, et je le lui donne dans son intérêt. Quand nous discutons des questions d'une pareille ampleur, qu'il respecte d'abord les absents qui accomplissent leur devoir d'une façon honnête jusqu'à preuve du contraire. Qu'il discute les choses au mérite et qu'il sache s'élever à la hauteur du débat.

Le chef de l'opposition a parlé; il a dit que nous avions un ministre et demi de l'Agriculture. Je lui dirai d'abord que le ministre actuel vaut plus qu'un ministre et demi; nous avons un ministre qui vaut trois ministres de l'ancien régime. Je comprends que, lorsqu'il parle de l'agriculture, dans des discussions de cette envergure, le chef de l'opposition est quelque peu égaré, comme dans un domaine qui était inconnu à l'ancien régime. Je lui offre mes sympathies. Et puis, évidemment, quand l'opposition a la moitié de la tête en dedans de la Chambre et l'autre moitié en dehors, je conçois que ça travaille, ça tire le cerveau.

Je lui dis en toute amitié que, si l'opposition ne croit pas devoir venir en aide à l'agriculture, si l'opposition donne le spectacle d'être tantôt pour et tantôt contre le crédit agricole et discute pour en retarder l'application, le gouvernement va continuer à faire le sien, son devoir, et aider les cultivateurs. Et il le fait et continuera à le faire sans considération de partisanerie politique.

Le crédit agricole de la province de Québec a été institué pour aider les cultivateurs de cette province; il est administré par des gens du Québec et il profite aux gens du Québec. Tel n'est pas le cas du crédit agricole fédéral, qui ne rencontre pas l'approbation des fermiers de cette province et ne répond pas aux besoins de nos agriculteurs.

L'Office du prêt agricole va continuer à être administré comme il l'a été, complètement indépendant de la politique, du gouvernement. Si l'opposition a des plaintes à porter, qu'elle les porte et nous ferons toutes les enquêtes voulues, et je donne ma parole à la Chambre et à la province qu'il n'y aura pas de compromission avec le mal et les malfaiteurs. Mais je dis que l'administration de l'Office du prêt

agricole est complètement honnête et parfaitement impartiale et j'ai reçu sur ce point les plus grands éloges de l'Office, et venant de gens impartiaux. Nous aimons mieux le prêt provincial que le prêt fédéral.

Je demande à l'opposition de se ressaisir quand il en est encore temps et, devant une mesure de primordiale importance, de donner le spectacle de l'unanimité à la province. Le chef de l'opposition a dit en terminant que si le gouvernement actuel continue à dépenser des millions, il lui arrivera le sort des autres gouvernements qui se sont engagés dans pareille voie. On dit que nous dépensons. L'opposition dénonce le prêt de \$15,000,000 pour sauver l'agriculture; elle qui votait \$15,000,000 à la Banque Nationale pour sauver les amis et parents des ministres et même du premier ministre⁵. Nous faisons un placement dans la véritable Banque Nationale, la Banque Nationale par excellence, l'agriculture. Nous plaçons \$25,000,000. Ce prêt n'est pas une dépense, c'est un placement et un placement honnête, et une garantie de l'avenir parce qu'il est la sauvegarde de l'agriculture, fondement de notre vie économique.

Le chef de l'opposition a dit en terminant que si la province de Québec continue à dépenser comme elle le fait, un jour viendra où elle sera en tutelle. On a parlé d'Ottawa. Si c'est Ottawa qui inspire les membres de l'opposition dans ce qu'ils disent, si c'est une menace que le chef de l'opposition veut nous faire de la part de ses amis d'Ottawa, je lui dirai, et ce n'est pas un défi que je lui lance, ni à ses amis d'Ottawa, que comme premier ministre, comme Canadien, comme Canadien français de la province de Québec et comme citoyen de Québec, jamais nous n'endurerons la tutelle d'Ottawa, qu'elle soit bleue ou qu'elle soit rouge.

(Applaudissements à droite)

C'est parce que nous veillons à maintenir toutes les prérogatives de notre province, c'est parce que nous voulons conserver les droits et privilèges qui nous ont été donnés à l'aurore de la Confédération, que nous avons voulu restituer à notre agriculture son autonomie, en créant un crédit provincial, avec les fonds provinciaux du Québec, pour les cultivateurs de cette province et sous l'administration de la province, conduit par des gens du Québec.

M. Bastien (Berthier): Évidemment, le premier ministre n'a pas aimé le discours du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), et cela paraît.

Une voix ministérielle: Tiens, ce n'est plus le chef de l'opposition.

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement est pris dans une impasse. Pour en sortir, le premier ministre a saisi, pour répondre, une de ses deux marottes: il a été obligé de parler d'autonomie provinciale. C'est surprenant qu'il ne nous ait point parlé de communisme. Le premier ministre a deux marottes: le communisme et l'autonomie provinciale. S'il n'avait pas parlé de sa marotte de l'autonomie sur la question du crédit agricole, il aurait parlé de son autre marotte, le communisme.

Une voix ministérielle: Ah!

M. Bastien (Berthier): Il prétend que nous avons voulu rapetisser la discussion. Mais non! Il ne s'agit pas seulement d'une somme de \$6,000, mais c'est la position de celui qui a eu les \$6,000, c'est l'importance de l'homme en cause. Il est sous-ministre de l'Agriculture. C'est lui qui a l'autorité. C'est lui qui doit donner le bon exemple. Et c'est lui qui vend le bon exemple. C'est lui qui vend des terres pour obtenir le prêt agricole! Le cas de M. Rioux est différent des 6,000 autres, parce qu'il ne s'agit pas d'un cas de pauvres gens.

Le premier ministre dit que nous n'avons cité que trois mauvais cas. Mais il y en a une foule d'autres cas. Le nombre des cas condamnables est bien plus considérable. Mais ceux des pauvres, nous les pardonnons, ils nous touchent même. Le premier ministre a répondu par un bel effort oratoire.

C'est beau, les efforts oratoires, mais seulement pour un certain temps. En 1936, c'était beau. Mais ça sera moins beau aux prochaines élections, quand les électeurs verront ce que valent ceux du premier ministre. Nous pensons seulement qu'il faut faire grande attention, parce que l'Ontario, par exemple, a perdu \$50,000,000. Nous soulignons un acte aussi laid pour éviter à la province de perdre \$50,000,000 avec un échec du crédit agricole semblable à celui que l'on a vu en Ontario.

Le premier ministre parle de la grande banque des cultivateurs. C'est bien beau, mais l'ami du premier ministre a liquidé et effacé les \$50,000,000. Il a préféré perdre pour en finir. Il ne s'agit pas de diminuer M. Rioux, ni de le rapetisser. Nous voulons seulement montrer les dangers. Pour ce qui est d'aider l'agriculture, nous avons fait notre part; nous avons fait nos preuves.

Nous pouvons bien mettre le premier ministre en garde. Je pensais qu'il aurait pris les remarques du chef de l'opposition sur un autre ton. Il dit que M. Rioux est absent. Mais s'il est absent, c'est parce que le premier ministre a confiance en lui et l'a

nommé sous-ministre. Le premier ministre n'a pas répondu au chef de l'opposition au sujet du cas de M. Omer Garneau. Il est en vacances pour 10 jours, M. Garneau. Qui est ce M. Garneau? Pourquoi est-il en vacances?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Godbout est bien en vacances depuis deux ans.

M. Bastien (Berthier): Vous, ça sera pour toujours quand le peuple vous donnera vos vacances. M. Garneau, c'est le chef de la révision. Pourquoi est-il en vacances? Pour qu'il n'y ait plus de révision pendant l'élection de Bagot. Le premier ministre aurait dû répondre à cela, nous expliquer cela. Il n'y a pas de cabaleurs? Mais le thuriféraire du premier ministre, le député d'Iberville (M. Lamoureux)...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je proteste et je soulève un point d'ordre. Un jeune homme n'a pas le droit d'attaquer un vieillard aux cheveux blancs comme le député d'Iberville (M. Lamoureux). Ce n'est pas digne.

Une voix ministérielle: Pourquoi pas autre chose?

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a mal saisi. Il est nerveux. J'ai voulu dire qu'il était néophyte, néo-union-nationale. Le premier ministre rit. Il ne devrait pas rire de ce que je dis, mais de son point d'ordre déplacé. Les estimateurs ont-ils été nommés de façon régulière? Mais partout dans le comté de Berthier, on a comme estimateurs des cabaleurs politiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Il y a assez longtemps que l'on est hors de la question. En deuxième lecture, c'est le principe du bill que l'on étudie. Qu'on s'en tienne au principe du bill. Voilà le député rendu à discuter un détail d'un des détails de la loi. Pourquoi nous faire perdre notre temps?

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre est bien sévère.

Des voix ministérielles: Décision, décision.

M. l'Orateur: Il y a un point d'ordre soulevé.

M. Bastien (Berthier): Je parle sur le point d'ordre. Je trouve que le premier ministre est bien

sévère. Tous les orateurs ministériels n'ont pas parlé que sur le principe du bill. On a parlé d'estimateurs, du député d'Iberville (M. Lamoureux), d'autonomie; il n'y a pas eu de point d'ordre. J'ai confiance que M. l'Orateur m'accordera la même latitude. Il y a eu bien des digressions, en effet, depuis que le débat est commencé.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition s'est lui-même éloigné de la question, mais quand il n'y a pas d'objection de posée par un député, c'est une tradition pour l'Orateur de tolérer cela. D'après la coutume, si personne ne proteste, la Chambre est censée consentir à ce qu'on fasse des digressions. Si la Chambre veut maintenir qu'on s'en tienne exclusivement à la question, étant donné qu'une protestation vient d'être faite, je suis obligé de me conformer au Règlement et de demander au député de Berthier (M. Bastien) de s'en tenir à la question.

M. Bastien (Berthier) commence à parler.

M. Lamoureux (Iberville) (Debout en arrière du fauteuil de l'Orateur) dit quelques mots.

M. Bastien (Berthier): J'en ai fini, dit-il, du cas de M. Garneau. Et je m'en tiens à la question de principe.

Le premier ministre, dit-il, aurait dû prendre plus sérieusement les remarques du chef de l'opposition. Le crédit agricole est une source de grandes dépenses.

Sans doute, il a été voté dans un bon but, mais si on ne fait pas attention, il y aura un coulage extraordinaire. L'administration coûte très cher. En prenant la parole du ministre que les frais ne seront pas de 2 % et en tenant compte du loyer de l'argent, car la province paie 3½ % ce qu'elle prête à 2½ %, ça coûtera au moins \$450,000. Il y a le cas Rioux et d'autres aussi.

Il faut que la politique sorte de l'Office du crédit agricole. Partout il y a eu des insuccès. Au lieu de nous rabrouer, le premier ministre devrait tenir compte des expériences passées. Au lieu d'estimateurs paroissiaux, il les faudrait par régions.

M. Barré (Rouville): Pour me renseigner, je voudrais savoir si, en troisième lecture, alors qu'on s'occupe de questions de détails et de faits, je pourrai revenir sur les sujets discutés aujourd'hui. Je voudrais savoir si je pourrai violer les règlements, avec l'assentiment de la Chambre, ou si je devrai m'en tenir à la question ou immédiatement parler de

questions de détails et être hors d'ordre comme tous ceux qui ont précédé?

M. l'Orateur fait un geste vague.

M. Barré (Rouville): Je comprends que c'est une décision impossible à rendre. Si je viole le Règlement et qu'on me rappelle à l'ordre, je m'y conformerai. Mais j'y aurai été inévitablement entraîné. Le crédit agricole est une entreprise, une œuvre humaine et, partant, faillible. Il y a des imperfections. Des erreurs peuvent toujours être commises. Seuls les fous ne se trompent pas et ceux qui ne font rien. Mais, ceux qui ne l'ont pas donné, qui n'ont jamais voulu le donner, pendant 25 ans ne pouvaient pas se tromper. Ou plutôt, ils se sont trompés en ne le donnant pas. Le gouvernement ancien s'est gravement trompé en ne faisant rien.

Je n'ai qu'un reproche à faire au gouvernement, et j'exprime en même temps une espérance. Je trouve que de ne faire voter que \$10,000,000 additionnels, c'est insuffisant pour répondre aux besoins des cultivateurs. Mais il restera au gouvernement le droit de demander plus. J'entends l'objection. Nous sommes en arrière de 25 ans. Mais l'argent ainsi employé pour le prêt agricole est une économie et un crédit pour la province. Les argents ne constituent pas un passif, mais bien un actif. S'endetter pour ses fils, c'est bien faire. Si le père s'endette pour ses fils, la province peut bien le faire pour les siens. Et la province fait bien de s'endetter pour ses fils. Chacun son choix. Le premier ministre a choisi la vie libre. Moi, la vie conjugale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Barré (Rouville)** (Souriant) échangent quelques remarques.

M. Barré (Rouville): Je veux discuter la question du point de vue financier. Nous sommes en face d'une population qui ne sait pas quel chemin prendre. La population n'hésite pas à faire vivre les chômeurs des villes. Il n'est pas rare de trouver des gens qui touchent en secours directs \$10 ou même \$15 et \$18 par semaine. Ça fait un joli montant par année: à \$10, cela fait \$520, et dans les alentours de \$3,000 et \$4,000 pour les sept ans que ça a duré. Et cet argent ne revient pas. Il ne reste rien de cela et ça produit un mauvais effet moral. Ce n'est pas un reproche que je fais aux chômeurs.

Le grand responsable est l'ordre social établi qui n'a pas prévu, n'a pas su s'adapter. Or, la moyenne du prêt agricole est de \$3,000. Le premier

est presque un danger pour l'ordre social, le deuxième est une utilité. L'argent du crédit agricole ne reviendra peut-être pas tout. Il peut y avoir pertes, avec le prêt agricole, mais pertes partielles, jamais perte totale. Elle n'atteindra pas 25 %. Dans le cas des chômeurs, des allocations de chômage, c'est une perte totale et un mauvais effet moral; tandis que dans le cas des cultivateurs, avec le crédit agricole, c'est une légère perte possible et un excellent effet moral.

Le crédit agricole est l'un des plus importants facteurs d'encouragement à la colonisation. À l'heure actuelle, les terres ne se vendent même pas pour la valeur des bâtisses. L'effet du crédit agricole a été de redonner la confiance, d'encourager les cultivateurs, d'augmenter la valeur marchande des terres dans notre province. C'est un encouragement aux jeunes à s'établir sur les terres de colonisation. Ils ont maintenant l'assurance qu'ils ne travailleront pas pendant de nombreuses années pour n'obtenir aucun résultat.

Les écoles post-scolaires, et ici je veux violer un règlement pour rendre hommage au ministre de l'Agriculture qui a compris leur utilité et leur l'importance. Je félicite le ministre de l'Agriculture pour la création des cours agricoles post-scolaires. Sous l'ancien régime, on disait que c'était bête. Je ne trouve pas cela si bête. Il fallait un changement de gouvernement et un changement de ministre de l'Agriculture pour avoir ces cours.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les écoles, les cours post-scolaires, ça existait avant le 17 août 1936⁶.

M. Barré (Rouville): Oui, mais grâce au dévouement d'ecclésiastiques et de particuliers. Ça existait à L'Isle-Verte grâce au dévouement du curé, et à l'Ange-Gardien de Rouville, grâce au dévouement du curé et du député, qui payaient le loyer des deux petites salles où se donnaient les cours.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député sait-il que, dans le comté de Rivière-du-Loup, il y en avait sept écoles post-scolaires d'agriculture?

M. Barré (Rouville): Je ne sais pas comment il y en avait dans la province, mais je sais fort bien que, lorsque j'ai préconisé ce genre d'écoles, il n'y a pas eu assez de place dans les journaux ministériels du temps pour ridiculiser cette idée. Je disais donc

que nous pouvons changer nos méthodes de culture et doubler la population de nos paroisses avec un peu de capital et un peu plus d'éducation, ce qui coûterait bien moins cher que de faire de la colonisation.

Il se met ensuite à parler du cas Rioux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) soulève un point d'ordre. Il fait observer à l'Orateur qu'il est passé 6 heures, et que le député est hors d'ordre.

M. l'Orateur: Dans les mêmes circonstances que les orateurs précédents, le député de Rouville (M. Barré) peut traiter la question.

M. Barré (Rouville): Si je suis hors d'ordre, ceux qui ont commencé à parler de cette question l'étaient doublement parce qu'ils n'avaient pas même l'excuse de répondre. Le cas Rioux, quel crime! Quelle atrocité! M. Albert Rioux est sous-ministre de l'Agriculture. Il a vendu une terre à quelqu'un qui a ensuite demandé un prêt. On a fait un crime à M. Rioux d'avoir vendu sa terre à la femme de son frère et la belle-sœur a emprunté de l'argent du crédit agricole pour le payer. Quelle atrocité!

(Rires à droite)

Des fois, on prend un mauvais chemin dans la vie... Parce qu'un avocat a pu se tromper...

(Rires à droite)... quand il s'agit de choisir une profession... Il a décidé de s'acheter une terre, on lui en fait reproche. La Providence avait décidé que M. Rioux devait faire un avocat au lieu d'un habitant.

(Rires)

Est-ce un crime que de demander un emprunt pour payer une terre quand on a un parent dans le gouvernement? Mon fils a-t-il commis un crime en s'adressant à l'Office du prêt agricole pour obtenir de quoi payer sa terre? Pouvait-on lui en faire un crime parce qu'il était le fils d'un député?

Une voix ministérielle: C'est pas mal, cet argument-là.

M. Barré (Rouville): Personne n'a été pris par surprise. Depuis des années et des années, je dis que mes fils ne pourront s'établir parce que je n'en ai pas les moyens. Il leur faut emprunter. Mais mon fils a lui-même essuyé un refus. Son père, moi-même, le député de Rouville, en sa qualité de membre du Parlement, n'a pas voulu intervenir en sa faveur, en lui disant: "Mon fils, on n'aura jamais recours contre nous avec des lettres et des documents. Je ne peux

faire cela parce que je suis dans la politique." On lui a refusé un prêt agricole pour une simple question de technique légale. Le député de son comté n'a pas signé de lettre, n'a fait aucune démarche pour l'aider à l'obtenir. Je ne suis pas intervenu; c'est la position chez nous. Je ne crois pas que nous soyons des criminels du seul fait de l'avoir demandé. Et le fils est resté sur la terre. Il continue à payer loyer.

Je ne crois pas honteux pour un fils de député de demander un prêt, ni même d'essayer un refus. Et pour un frère de sous-ministre, ce serait terrible? Pour la belle-sœur d'un sous-ministre, ce serait terrible? Parce que ce prêt fut payé deux jours avant la vente, ce serait terrible? Je ne vois rien de terrible, de mal dans le fait que le frère d'un sous-ministre ait obtenu un tel prêt. Quant à M. Louis-Philippe Rioux, avocat...

M. Bastien (Berthier): Le député de Rouville fait erreur. Ce n'est pas le frère du sous-ministre qui a obtenu le prêt, mais la belle-sœur, c'est-à-dire Mme Rioux.

M. Barré (Rouville): Si cette objection venait d'un avocat, d'un criminaliste, ça ne me surprendrait pas, car ces gens-là sont habitués à fendre les cheveux en quatre pour essayer d'embrouiller les affaires.

(Rires)

Mais qu'elle me vienne du député de Berthier, ça me surprend. En somme, que ce soit l'homme ou la femme qui ait obtenu le prêt, peu importe, nous n'avons rien à dire.

Mais qu'on nous prouve que le prêt fait aux Rioux est frauduleux, ou qu'il a été fait, obtenu sous de fausses représentations. Tout ce qu'on reproche, c'est qu'on ait consenti à payer un prêt à la belle-sœur d'un sous-ministre de l'Agriculture, épouse d'un avocat réformé devenu cultivateur.

M. Bastien (Berthier): Le député de Rouville me permettrait-il de lui poser une question?

M. Barré (Rouville): Certainement, mais je ne m'engage pas à lui répondre.

M. Bastien (Berthier): Pouvez-vous nous expliquer comment il se fait qu'on a consenti à prêter une somme équivalente à 100 % de la valeur de la propriété?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): C'est faux. Jamais on a consenti à payer un tel prêt. Le

bureau du crédit agricole n'a jamais prêté un seul prêt sur 100 % de la propriété.

M. Bastien (Berthier): Celui-là, de M. Rioux, si l'on tient compte de l'acte de vente.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourtant, d'après l'acte d'enregistrement de la vente, il s'agissait de l'achat total de la propriété.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Le prêt demandé s'éleva à \$6,000, mais est-ce que l'acte de vente donne la valeur réelle de la terre, de la propriété? La valeur réelle du terrain est de \$15,000 et celle des bâtisses de \$9,000⁷.

Et pour plus ample informé, je vais déclarer que des fils de députés ici présents ont obtenu des prêts du bureau du prêt agricole. Les députés de la gauche savent-ils qu'il y a des fils de députés de l'opposition qui ont obtenu le prêt agricole? Ces députés ont été les pires adversaires du gouvernement. Il y en a même certains qui ont vigoureusement combattu cette loi.

M. Barré (Rouville) se lève.

M. Hamel (Québec-Centre) se lève et se rassoit.

M. Barré (Rouville): On a parlé tout à l'heure de M. Omer Garneau, chef du département de la révision de l'office agricole. Mais M. Garneau n'était-il pas un fonctionnaire à l'emploi du Parlement sous l'ancien régime? Le gouvernement actuel a jugé à propos de le garder et même d'en faire le chef d'un département. Je l'en félicite.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas la question.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi M. Garneau a-t-il été suspendu alors?

M. Barré (Rouville): Qui en cette Chambre n'a jamais pris de congé? Tout le monde, de temps à autre, profitant d'une période moins intense, a le droit de prendre des congés, des vacances. Il n'y a que les cultivateurs qui n'en prennent pas.

On a accordé à M. Garneau un congé. On a profité du temps où le Bureau du crédit agricole attend des sommes additionnelles pour continuer à fonctionner.

M. Goudreau (Richmond): Et, en outre, la Chambre sait-elle que M. Albert Rioux avait acheté cette terre de son père, il y a quelques années, au prix de \$11,000? Et M. Rioux ne l'avait achetée que pour garder le domaine paternel.

M. Boyer (Châteauguay): Le député de Rouville sait-il que M. Albert Rioux a acheté de son père la terre de Sayabec au prix de \$11,000 et que M. Rioux l'a vendue au prix de \$6,000 à son frère, l'avocat Rioux, parce qu'il voulait que le domaine reste propriété de la famille? Le député sait-il cela?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela n'a rien à voir avec ce qu'est en train de dire le député de Rouville. M. l'Orateur, je proteste contre ces digressions.

M. Boyer (Châteauguay): Hein, hein! Ça vous fait mal au cœur, cela, hein, M. le chef de l'opposition...

Des députés ministériels parlent.

M. l'Orateur: Il est 6 h 15⁸, Messieurs, et la Chambre devrait être ajournée. J'avais accordé quelques minutes au député de Rouville (M. Barré) pour donner quelques explications, pour lui laisser la chance de finir son discours avant l'ajournement des débats.

Mais chacun l'interrompt, les interruptions prennent plus de temps que le discours, et la séance menace de s'éterniser. Mais si les interruptions persistent, je vais aller souper.

(Rires)

J'ajournerai la séance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allons-nous continuer à siéger?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En avez-vous encore long à dire, M. le député de Rouville?

M. Barré (Rouville): Je n'en ai pas très long, mais à la condition qu'on ne m'interrompe pas trop. Le prêt agricole est la plus belle des œuvres du gouvernement, une œuvre vitale, un remède d'urgence. Je fus toujours en faveur.

Il faut continuer de la supporter et lui fournir les fonds nécessaires pour lui permettre de fonctionner. Certes, nous ne pouvons lui accorder dès maintenant toutes les sommes qu'il faudrait pour

satisfaire toutes les demandes, mais donnons-lui toujours ce que nous pouvons. Après tout, ce que nous pouvons faire, c'est mieux que rien. Il faut continuer à prêter aux cultivateurs.

C'est un besoin qui s'impose. Le crédit agricole est la plus belle des œuvres du gouvernement, une œuvre vitale, un remède d'urgence. Et j'espère que, plus tard, on votera des sommes additionnelles, d'autres crédits qui feront vivre cette œuvre, l'une des plus belles et des plus nécessaires que nous ayons en cette province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Puis-je dire quelques mots?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande si l'on va siéger ce soir.

M. l'Orateur: (En se tournant vers le premier ministre) Doit-on ajourner le débat?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Y voyez-vous quelque objection?

M. l'Orateur: J'aime toujours à entendre vos discussions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Merci. Voici quelle est la position du gouvernement. Nous voulons passer la loi du crédit agricole parce que ça presse. Il y a une autre loi que nous voulons voter, c'est celle qui a pour but de prolonger la loi de la taxe sur les profits des corporations. Si la Chambre est prête à adopter dès maintenant le bill 2, que nous venons de discuter, ainsi que la motion et la résolution relative au bill 3, intitulé bill 3 relatif à la taxe sur les profits des corporations, je ne vois pas l'utilité de siéger ce soir. Et demain, nous pourrions procéder au débat sur l'adresse en réponse au discours du trône.

La loi relative à la taxe sur les profits des corporations expire le 19 février. Nous voulons l'envoyer au Conseil législatif le 10 février prochain. Il ne s'agit que de la prolonger de deux années. Je ne crois pas que l'opposition s'y oppose, car c'est une bonne loi qui fut établie, votée en 1932, donc sous l'ancien régime, et prolongée ensuite.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On passait aussi de bonnes lois sous l'ancien régime?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un peu comme dans le monde. L'ennui naquit

un jour de l'uniformité. Lorsque l'ancien gouvernement était tanné de faire le mal, il lui arrivait quelquefois, pour varier, de faire le bien...

(Rires)

... de passer de bonnes lois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous sommes prêts à passer la loi des corporations en deux, trois minutes. On en a prouvé l'urgence, à celle-là.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il y a un instant, je voulais tout simplement répondre au député de Rouville (M. Barré) qui a attribué au nouveau régime, l'institution de l'œuvre des cours post-scolaires.

Je me rappelle que sous l'ancienne administration, rien que dans le comté de Rivière-du-Loup, bien avant le 17 août 1936, il y avait neuf écoles d'agriculture qui bénéficiaient de ces cours post-scolaires payés moitié par le ministère de l'Agriculture et moitié par le secrétariat de la province.

Des députés ministériels: On payait pour les salles paroissiales, pas pour les cours.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Parlant ensuite des accusations lancées auparavant contre l'administration du bureau du prêt agricole) Personne, déclare-t-il, n'a nié les avancées du chef de l'opposition. En définissant l'état civil de l'"habitant" M. Louis-Philippe Rioux, frère du sous-ministre de l'Agriculture, le député de Rouville a fait une légère erreur. Me Louis-Philippe Rioux, dont la femme, dame Blanche Rioux a fait l'acquisition de la terre d'Albert Rioux, à Sayabec, est le même qui est un avocat de la Commission des liqueurs dans le comté de Matapédia, et il est, comme son frère, un employé de l'administration actuelle. Il n'est donc pas aussi réformé de la pratique légale et dans le besoin qu'on l'a affirmé.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que le bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les profits des corporations

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vu que le premier ministre a déclaré qu'il est urgent d'adopter le bill 3, relatif à la loi imposant une taxe sur les profits des corporations, et qu'il s'agit d'une bonne loi puisqu'elle fut passée sous l'ancien régime par l'ancien gouvernement, l'opposition est prête à l'approuver et à la voter immédiatement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer à la Chambre qu'évidemment, M. l'Orateur, quand il s'agit de taxer, l'opposition, comme l'ancien gouvernement...

(Rires)

... est toujours plus empressée, anxieuse, désireuse de taxer, et qu'elle se fait prier pour donner aux cultivateurs.

Cette loi restera en vigueur tant que nous n'aurons pas adopté un nouveau système de taxation en attendant le rapport de la commission nommée pour étudier cette question.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 relatif à la taxe sur les profits des corporations.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁹:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: Que la taxe prescrite par l'article 5a de la loi de la taxe sur les corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 26), tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2 et modifié par les lois 24 George V, chapitre 13, section 5 et 25-26 George V, chapitre 15, section 4, sera imposée pendant une période de temps comprenant huit années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février 1932 devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces huit années, conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 3 relatif à la taxe sur les profits des corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:**État des
mandats spéciaux**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) dépose sur le bureau de la Chambre l'État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
14.	Département du secrétaire de la province : Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels	\$ 3,100.00	\$ 3,058.56	\$ 41.44
	Écoles d'arts et métiers	9,000.00	8,884.62	115.38
	Imprimeur du Roi	4,000.00	2,555.42	1,444.58
	<i>Asiles d'aliénés :</i>			
	L'Aide à la femme, Montréal..... (O.C. no 1806, du 30 juin 1937)	26,886.92	26,886.92	.....
1.	Département de la Colonisation : Prime sur police d'assurance pour responsabilité patronale	44,794.68	44,794.68	.....
	(O.C. no 2479, du 23 septembre 1937)			
2.	Département des Travaux publics : Entretien des ponts de péage.....	52,125.00	40,758.81	11,366.19
	(O.C. no 2647, du 5 octobre 1937)			
3.	Département du secrétaire de la province : Université de Montréal, octroi spécial	250,000.00	250,000.00	.....
	(O.C. no 2704, du 15 octobre 1937)			
4.	Divers services :			
	<i>Service civil</i>			
	<i>Dépenses d'administration des départements:</i>			
	Bureau des assurances.....	3,000.00	.....	3,000.00
	Bureau de l'auditeur de la province et service d'inspection, de vérification et de comptabilité	15,000.00	7,245.02	7,754.98
	<i>Département du Travail:</i>			
	Loi relative à l'extension des conventions collectives du travail.....	20,000.00	3,022.22	16,977.78
	(O.C. no 3033, du 18 novembre 1937)			
5.	Département de la Colonisation : Chemins de colonisation : Pour remplacer les secours directs par des travaux qui bénéficieraient largement à la province et à ceux qui les exécuteront	700,000.00	176,230.82	523,769.18
	(O.C. no 3032, du 18 novembre 1937)			

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
6.	Divers services :			
	Département de la Colonisation :			
	Achat de grains de semence	450,000.00	.....	450,000.00
	Département de l'Agriculture :			
	Achat de grains de semence	300,000.00	129.21	299,870.79
	(O.C. no 3031, du 18 novembre 1937)			
7.	Service civil :			
	<i>Dépenses d'administration des départements :</i>			
	Département de l'Exécutif	1,115.80	823.55	291.25
	(O.C. no 3303, du 23 décembre 1937)			
8.	Département des Mines et des Pêcheries :			
	<i>Service Chasse et pêcheries :</i>			
	<i>Pêcheries maritimes :</i>			
	Primes aux pêcheurs de la Baie-des-Chaleurs et du Golfe Saint-Laurent, comme compensation à la suite du refus du gouvernement fédéral de leur faire, conjointement avec la province, des prêts d'argent comme aux pêcheurs des Provinces maritimes	65,000.00	.....	.....
	Part de la province comme prêts aux pêcheurs nécessiteux des Îles-de-la-Madeleine, conformément à un arrangement avec le gouvernement fédéral, ce dernier contribuant 50 %	25,000.00	56,141.86	45,858.14
	Pour payer des octrois pour construction de barges aux pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine, ces réclamations datant du temps de l'ancien régime et le paiement étant devenu dû depuis longtemps	12,000.00	.....	.....
	<i>Pisciculture :</i>			
	Pour travaux faits à certaines piscicultures, à cause de force majeure, en vue de sauver plusieurs centaines de milliers de poissons en danger de mourir comme conséquence d'eau insuffisamment propice	23,000.00	11,930.49	11,069.51

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
8.	Département des Mines et des Pêcheries (suite) : <i>Parc national :</i> Pour travaux additionnels dans le Parc national des Laurentides, en vue de permettre à la province de prendre avantage de tout le mouvement touristique venant des États-Unis dès l'ouverture de la prochaine saison, à la fin du mois de mai.....	15,000.00	10,379.46	4,620.54
	<i>Service des Mines :</i> <i>Aide à la recherche des mines :</i> Pour compléter le montant nécessaire pour payer les bourses accordées en vertu de l'item 96 du budget..... (O.C. no 3302, du 23 décembre 1937)	7,300.00	7,300.00	.....
9.	Département des Travaux publics : Ponts-routes - Octrois (O.C. no 3377, du 24 décembre 1937)	250,000.00	88,803.86	161,196.14
10.	Département de l'Instruction publique : Ecole supérieure de commerce de Québec, premier de vingt versements annuels égaux en rapport avec octroi de \$200,000.00 (O.C. no 11, du 14 janvier 1938)	10,000.00	.....	10,000.00
11.	Département de l'Instruction publique : Fonds des écoles élémentaires, S. R., 1925, chapitre 133, article 474, modifié par 16 George V, chapitre 43, article 1 (O.C. no 9, du 14 janvier 1938)	225,000.00	.....	225,000.00
12.	Département des Travaux publics : Entretien des palais de justice et prisons..... (O.C. no 12, du 14 janvier 1938)	35,000.00	.....	35,000.00
13.	Département de l'Instruction publique : Comité protestant du conseil de l'instruction publique : Octroi spécial pour être utilisé à défrayer le coût d'une étude par un comité d'étude conjointement avec le secrétaire dudit comité..... (O.C. no 10, du 14 janvier 1938)	15,000.00	.....	15,000.00

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
14.	Divers services :			
	<i>Législation</i>			
	<i>Assemblée législative :</i>			
	Traitements, dépenses contingentes, etc.	24,000.00	.....	24,000.00
	<i>Bibliothèque de la Législature :</i>			
	Traitements, dépenses contingentes, etc.	1,500.00	.....	1,500.00
	<i>Administration de la justice :</i>			
	Loi des véhicules automobiles :			
	Service de la circulation (O.C. no 116, du 25 janvier 1938)	43,000.00	.....	43,000.00
15.	Département des Terres et Forêts :			
	Service forestier et inspection des terres (O.C. no 117, du 25 janvier 1938)	87,500.00	.....	87,500.00
		\$2,717,321.40	\$ 738,945.50	\$1,978,375.90

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
Edgar Vézina

Québec, le 28 janvier 1938

(Document de la session no 4)

Rapport du ministère des Mines et Pêcheries

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministère des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1937. (Document de la session no 5)

Rapport du ministre des Travaux publics

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1937. (Document de la session no 6)

Questions et réponses:

Immeuble du ministère de la Colonisation, Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Le gouvernement de la province est-il propriétaire de l'immeuble où le ministère de la Colonisation a des bureaux, à Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata?

2. Si non:

- Qui est propriétaire de cet immeuble?
- Quel est le numéro du cadastre?
- Quel est le loyer payé annuellement?
- À qui ce loyer est-il payé?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

1. Non.
2. a. J.-A.-C. Violette;
b. 67 de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, (partie de 67);
c. \$420.00; chauffé et éclairé;
d. A.-M.-Jos. Violette, de Notre-Dame-du-Lac.

La séance est levée à 6 h 30.

7. *Le Soleil* du 3 février 1938, à la page 11, mentionne comme valeur totale de la propriété \$31,000 et *Le Devoir* du même jour, à la page 6, \$30,000.

8. *Le Soleil* du 3 février 1938, à la page 11, dit qu'il est 6 heures, mais étant donné qu'il est déjà 6 heures quelques interventions plus tôt, nous devons croire qu'il est 6 h 15.

9. Le comité se réunit sous la présidence du député de Saint-Maurice (M. Trudel).

NOTES

1. *Le Devoir* du 3 février 1938, à la page 6, mentionne \$8,000,000, mais il est évident que c'est de l'accroissement de \$10,000,000 dont il est question.

2. À ce moment, M. Bouchard est interrompu par l'Orateur. *Le Soleil* du 3 février 1938, à la page 10, et *Le Devoir* du même jour, à la page 6, mentionnent l'intervention comme suit: Il se fait un peu de brouhaha à droite, mais l'ordre est vivement rétabli grâce à l'intervention de l'honorable Paul Sauvé.

3. *L'Action catholique* du 3 février 1938, à la page 14, et *La Presse* du 3 février 1938, à la page 18, rapportent plutôt A. Garneau et *Le Canada* du 3 février 1938, à la page 9, rapporte M. Orens Garneau.

4. *L'Action catholique* du 3 février 1938, à la page 14, attribue cette intervention au député de Lac-Saint-Jean (M. Duguay), mais la suite du débat nous porte à croire qu'elle est plutôt du député de Portneuf (l'honorable M. Dussault).

5. Allusion au crédit de \$15,000,000 accordé, en 1924, par les libéraux alors au pouvoir, à la Banque Nationale à ce moment en difficulté, évitant ainsi des pertes à ses actionnaires et à ses déposants, dont un certain nombre sont des parlementaires, des parents et amis du premier ministre L.-A. Taschereau.

6. *Le Soleil* du 3 février 1938, à la page 11, mentionne le 16 août 1936.

Séance du jeudi 3 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Eugène Gibeau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada (M. Carignan);
- de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi relative à la charte de ladite cité (M. Marier);
- de Horace Saint-Germain et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La Survivance, compagnie d'assurance-vie (M. Pouliot, Missisquoi);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raynault);
- de la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendement la deuxième partie de la charte de ladite ville (M. Beaudry);
- de Joseph Grignon et autres, propriétaires catholiques romains, de la paroisse de Saint-Édouard, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi exemptant de cotisation certaines parties de la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix, de Montréal (M. Boyer).

Lectures de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois qui régissent ladite Commission (M. Bélanger);
- de M. Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Boyer);
- de George Robert Younger, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la

province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Bulloch);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);

- de la Compagnie de chemin de fer Témiscamingue and Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Larivière);

- de James Henry Cecil Waite et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Normetal Railway Company (M. Lesage);

- des Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, demandant l'adoption d'une loi les déclarant propriétaires de l'école de Saint-Édouard de Beauport et pour autres fins (M. Pelletier, Lotbinière);

- de William Francis Hadley, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit (M. Taché);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Taché);

- de l'Association des boulangers et pâtisseries de la province de Québec Incorporée, demandant l'adoption d'une loi concernant le pain (M. Thibeault).

Rapports de comités:

Comité permanent des règlements

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation;

- de la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi relative à ladite ville et demandant l'autorisation de faire un emprunt;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Moses-J. Wachtfogel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation

sous le nom de Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham;

- de Joseph Fabry et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension;

- de Joel Sternthal et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont;

- des commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission scolaire de ladite municipalité;

- du révérend Adélard Harbour et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph Prosper Major;

- de Clement Hamilton Cronyn et Juanita Elinor Hamilton-Jackson, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson;

- de Henri Tessier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de feu l'honorable Joseph Tessier et dame Marguerite Adèle Kelly.

Comité permanent des comptes publics

M. Taché (Hull): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Taché pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

Commission scolaire de LaSalle

M. Carignan (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 115 concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. Bélanger (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 119 modifiant la loi

constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Successions U.-J. Tessier et M.-A. Kelly

M. Tellier (Montcalm) demande la permission de présenter le bill 104 concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville de Richmond

M. Goudreau (Richmond) demande la permission de présenter le bill 108 relatif à la ville de Richmond.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 105 constituant en corporation Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adoption de J. E. Hamilton-Jackson

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 111 concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Hélène Beaune

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 110 concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prospér Major.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Congregation Shevos Achim
D'Beth Abraham**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 102 constituant en corporation Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Slovak Evangelical Lutheran
Congregation of the Unaltered Augsburg
Confession of the Ascension**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 103 constituant en corporation Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 27 janvier 1938

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque et que ce comité est composé des honorables MM. Baribeau, Chapais, Choquette, Daniel, Kelly, Nicol, Raymond et Simard.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**Comité permanent mixte
de la Bibliothèque de la Législature**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que les

honorables MM. Fisher, Gagnon, Paquette, Leduc, Élie et Bertrand (Montréal-Laurier), MM. Barré, Bélanger, Boyer, Casgrain, Marcoux, Monette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Roy et Taché soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, lui communiquant la résolution précédente.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité permanent mixte
des impressions législatives**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Auger, Coonan et Bastien, MM. Auger (Gatineau), Bertrand (Saint-Sauveur), Bulloch, Delagrave, Labelle, Lafleur et Vachon représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 27 janvier, sur la motion proposée le même jour, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements

pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)¹: M. l'Orateur. Avant d'entrer dans la discussion de la motion qui est sous la considération de la Chambre, il est de mon devoir, comme représentant, en tant que maire de la ville de Saint-Hyacinthe dans laquelle s'est produite, il y a quelques jours à peine, la pénible hécatombe causée par l'incendie dramatique qui a détruit le collège des Frères du Sacré-Cœur de Saint-Hyacinthe, de présenter aux familles des victimes qui ont perdu un ou plusieurs de leurs enfants et à la congrégation des Frères qui ont eu le chagrin de perdre, d'y voir périr cinq des leurs, l'expression des sentiments de regrets que ce sinistre a causés chez les électeurs de mon comté et de les assurer de leur plus profonde sympathie. Cette catastrophe laissera dans le cœur d'un grand nombre de personnes des blessures qui ne se fermeront jamais complètement.

Si les témoignages de commisération des citoyens les plus distingués, des parents et des amis peuvent être quelque chose pour atténuer l'acuité des douleurs des hommes, certes les parents des victimes ont dû être quelque peu consolés par ceux qu'ils ont reçus de tous les coins du pays et même de l'étranger, de nos prélats les plus éminents, de nos chefs d'État, des présidents de nos associations de toutes catégories, de leurs proches et de simples particuliers. À cette multitude de témoignages de condoléances j'ajoute celles des citoyens de tout le comté de Saint-Hyacinthe qui ont été un des groupes les plus attristés par ce malheur parce que cette calamité s'est produite chez nous et parce que nous y comptons le plus grand nombre de familles éprouvées.

La journée du 18 janvier restera la plus triste de toutes celles inscrites aux pages sombres de notre histoire, car elle fut celle de la plus grande catastrophe en pertes de vies humaines que nous ayons connue depuis la fondation, il y a 100 ans au-delà, du petit bourg qui devait devenir une de nos plus belles et plus prospères petites villes industrielles du Canada tout entier.

Cette digression qui s'imposait dans la circonstance étant faite, il m'est agréable, M. l'Orateur, de féliciter et le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône du talent dont ils ont fait preuve dans le plaidoyer qu'ils ont présenté pour défendre ce qu'ils ont pu voir de bon dans l'œuvre accomplie du gouvernement et dans celle qu'il paraît annoncer dans le discours du trône.

Le député de Joliette (M. Barrette) et le député de Compton (M. Sherman) ont parlé sur un ton sobre et leurs discours faisaient un fort contraste avec l'allure des anciens discours des partisans du nouveau gouvernement.

Il y a évidemment quelque chose de changé dans l'atmosphère de la Chambre et ce changement ne fait, en somme, que refléter celui qui s'est produit dans l'opinion publique au cours des derniers 18 mois. S'il m'est impossible de m'accorder avec le proposeur et le secondeur de l'adresse sur le fond de leur discours - le discours du trône est vague, vide - je dois, au nom de mes collègues de l'opposition, les louer de la forme digne et habile qu'ils ont su donner à leur plaidoyer.

Avant de prendre connaissance du discours du trône, je m'attendais à ce que le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse à ce discours fassent l'analyse de ce document important pour nous démontrer à nous, les loyaux députés de Sa Majesté, que nous avions mille et une raisons d'être fiers de la nouvelle législation que le gouvernement, le plus prolifique en fait de lois que nous ayons eu depuis la Confédération, nous annonçait pour la présente session. Ceci nous aurait induits à voter avec enthousiasme la motion qui est présentement devant la Chambre. Mais après en avoir pris connaissance, je me suis demandé comment nos honorables collègues feraient pour analyser ce vague à l'âme politique qu'est le présent discours du trône.

Aussi, il est survenu ce qui devait arriver. Au lieu de l'analyser et de le commenter, le proposeur s'est contenté de le vanter et en de très courtes phrases qui n'annoncent, en somme, que ce qu'il aurait désiré qu'eût été le discours du trône.

Le discours du trône, dit le député de Joliette (M. Barrette), d'une clarté et d'une précision remarquables - l'ancien régime s'efforcerait de rendre ce message plus sonore que profond - marque bien la volonté très sincère de continuer le travail commencé au cours des deux sessions précédentes.

Or, la seule loi nouvelle et précise dont fasse mention le discours du trône, c'est celle pour autoriser la création, la fondation d'une école des mines à l'Université Laval. Les autres mesures énoncées sont de simples augmentations de dépenses pour des services déjà établis, des lois indéfinies pour confirmer la réorganisation déjà faite de certains services, ou pour mettre à effet des rapports de commissions qui n'ont pas même encore terminé leur travail, de la législation dont on ne fait connaître aucune grande ligne, mais qu'on dit se rapporter à la bonne administration de la justice.

Comment le député de Joliette a-t-il pu trouver de la clarté et de la précision dans ce vague vaporeux et de la profondeur dans ce vide presque absolu? Il a évidemment pris son désir pour la réalité; au cours des dernières élections, c'est ainsi que l'on devait faire exister les choses sous l'ordre nouveau, donc c'est ainsi qu'existent les choses chez les partisans de l'ordre nouveau qui sont restés fidèles au gouvernement, même si la réalité est tout le contraire, comme le constatent ceux d'entre eux qui ont préféré rester fidèles à leurs principes et à leurs promesses.

Il valait mieux évidemment pour le proposeur et le second de l'adresse de s'en tenir à cette déclaration, et c'est pourquoi ils ont été presque muets sur le discours du trône. Ils se sont bornés à exalter l'œuvre passée de leur gouvernement. Naturellement, ils n'ont parlé que de ce qu'ils ont trouvé de beau dans cette administration. Et ce qu'il y a de curieux à constater, c'est que c'est généralement sur l'application des mesures qui ont été le fait des anciennes administrations libérales qu'ils ont le plus louangé l'administration nouvelle.

Le député de Joliette (M. Barrette) a d'abord parlé du crédit agricole et il a louangé le gouvernement comme si le prêt agricole était une innovation dans notre province. Dans cette sphère comme dans presque toutes les autres, l'action du nouveau gouvernement n'est pourtant qu'un changement de modalité d'une législation donnée aux cultivateurs de cette province, il y a déjà plusieurs années, par nos gouvernements libéraux d'Ottawa et de Québec. Je ne veux pas revenir au long sur un sujet que nous avons souvent discuté en cette Chambre. Le prêt agricole a été créé dans ce pays, il y a déjà une dizaine d'années par le gouvernement King, et l'abaissement du taux des intérêts a été donné à notre province par nos gouvernements libéraux de Québec.

On a dit mais mal à tort que le prêt agricole canadien ne prêtait pas. Nous avons démontré que le prêt agricole canadien avait prêté dans notre province à nos cultivateurs une dizaine de millions de dollars à venir au commencement de l'an dernier. C'était déjà plus que les sommes payées à l'heure actuelle aux cultivateurs par le nouveau prêt provincial. Le prêt canadien ne prêtait pas, mais il faut s'entendre. C'était quand nous avions à Ottawa un gouvernement conservateur qui ne voulait pas qu'il prête dans notre province libérale de Québec.

Il n'y a aucun doute que le nouveau prêt provincial prêterait plus d'argent que l'ancien prêt agricole. Il n'y a rien de plus facile que de prêter; les

clients dans ce genre de commerce sont toujours très nombreux; mais il ne faut pas seulement songer à prêter, il faut aussi penser au remboursement et à la dépense que coûte, que comporte le maintien du système. L'avantage incontestable du prêt fédéral, c'était que la province ne s'exposait à aucune perte en capital et que l'administration lui coûtait très peu.

Nous n'en sommes qu'à la première année de l'existence du prêt provincial et nous n'avons pas en main de chiffres pour établir ce que nous coûtera l'administration de ce nouvel organisme gouvernemental. Et quant aux pertes possibles, il nous faudra attendre quelques années pour en connaître l'ampleur. Espérons qu'elles ne seront pas aussi désastreuses dans la province de Québec qu'elles l'ont été dans la province d'Ontario où l'on a dû abolir le prêt provincial pour ne pas ruiner la province.

Il est question dans le discours du trône d'un accroissement de \$10,000,000 dans les sommes totales à mettre à la disposition du bureau du prêt agricole. Le gouvernement n'a l'intention d'accroître les sommes totales que pour faciliter l'élection du candidat ministériel dans le comté de Bagot. On a commencé par voter un montant de \$10,000,000. Nous avons dit dans le temps que cette somme était bien petite pour faire face aux demandes qui viendraient de part et d'autre de la province. À la veille des élections de la Beauce, le gouvernement a fait voter une somme additionnelle de \$5,000,000 au crédit agricole. La même tactique électorale se répète. Dans quelques semaines, nous aurons des élections dans Bagot.

Comme le danger est encore plus grand pour le gouvernement qu'il ne l'était dans la Beauce, on demande cette fois-ci \$10,000,000. Lorsqu'on aura voté cette somme, on aura plus que doublé le montant original de \$10,000,000 que l'on a fait voter pour le prêt agricole. Lorsque nous avons voté le prêt agricole provincial, nous avons donc eu raison de dire que le gouvernement nous engageait dans une politique dont nous ne connaissions pas l'issue sur le terrain financier et qui deviendrait une menace publique si, au lieu de l'administrer dans l'intérêt de la province, on s'en servait pour faire de l'électoralisme.

La preuve qu'on se sert du prêt agricole pour tenter de gagner des élections, nous l'avons dans le fait que l'an dernier la somme additionnelle de \$5,000,000 a été votée en grande vitesse pendant l'élection de la Beauce et dans le fait que cette année on vient encore demander l'augmentation du crédit de \$10,000,000, en violation des règlements de la

Chambre, au commencement des élections partielles de Bagot. Le gouvernement est venu proposer cette législation à un moment où nous n'avons aucune information sérieuse au sujet des activités du prêt agricole provincial depuis sa fondation.

Le fait d'avoir voté les sommes supplémentaires du crédit, toujours à la veille d'une élection, précise l'intention du gouvernement de s'en servir pour fins électorales. Si jamais un gouvernement a voulu se servir d'une loi pour tâcher de faire triompher son candidat, c'est bien le cas dans cette mesure que l'on a mise devant la Chambre, à l'encontre des règlements et de la pratique parlementaires.

Le proposeur a parlé du prêt agricole comme étant une mesure capitale du nouveau gouvernement; il a eu raison de le dire car, si elle est mal administrée, elle peut être la cause d'un désastre de nos finances; elle est censée être sous le contrôle d'une commission indépendante, mais les agissements passés et actuels du gouvernement qui veut s'en servir pour se maintenir au pouvoir sont loin d'être rassurants pour garantir à la Commission du prêt agricole la liberté d'action dont elle a besoin pour protéger le Trésor public. Nous protestons contre l'acte du gouvernement qui veut convertir un organisme destiné, dans son origine, à servir l'intérêt des cultivateurs réellement dans le besoin en un simple engin électoral.

Il ne faut pas oublier que l'argent prêté par cette institution du gouvernement n'est que l'argent des grands et surtout des petits propriétaires de ce pays, et on n'a pas le droit d'engager leur crédit et de le mettre en péril pour gagner des élections. Les argents prêtés par l'office sont ceux du public et le gouvernement n'a pas le droit d'engager le crédit de la province pour gagner une élection complémentaire.

L'opposition libérale est prête à voter tous les crédits nécessaires au maintien d'un système qui n'est que le développement d'une politique qui assure des prêts à bas intérêt aux cultivateurs qui sont dans le besoin, politique qui a été inaugurée dans la province par des gouvernements libéraux, mais l'opposition demande, veut également des garanties pour assurer la province que les sommes ainsi votées n'iront qu'à des cultivateurs qui en ont besoin et ne seront pas gaspillées pour servir les intérêts d'un parti politique quelconque.

Le député de Joliette (M. Barrette), le proposeur de l'adresse, a aussi vanté le gouvernement au sujet de la colonisation et il a cru devoir signaler le cas, qu'à l'heure actuelle, au lieu de donner des secours directs, le nouveau gouvernement se fait une

gloire d'avoir exigé du travail des colons pour les sommes qui leur étaient payées, versées anciennement comme simple charité. Voilà certes une politique recommandable, mais elle n'est rien autre chose que la politique que j'ai moi-même soumise à la province lorsque j'étais chargé de l'administration du secours aux chômeurs, politique nouvelle qui n'avait rien d'attrayant comme amorce électorale et qui a été combattue féroce ment par les partisans du gouvernement actuel au cours des dernières élections.

Si cette politique était loin d'être populaire dans les endroits où le gouvernement versait des sommes formidables aux nécessiteux, elle était nécessaire, et le fait que le gouvernement la met maintenant en pratique dans les régions de colonisation et un peu partout dans la province après l'avoir combattue pour s'attirer la faveur du vote des intéressés démontre et prouve que l'ancien gouvernement libéral n'avait pas tort de vouloir substituer le travail aux secours directs.

Le député de Joliette vante les activités du nouveau gouvernement au sujet de la colonisation. Il parle de routes qui ont été construites dans les centres de colonisation comme si la construction de routes dans ces régions était une chose nouvelle.

Cette nouveauté est aussi ancienne que l'époque où se sont établis les premiers groupes de colons dans les forêts de notre pays. Il dit que c'est l'Union nationale qui a pris l'initiative de rapprocher les colons de la civilisation. Si le député de Joliette se donnait le trouble, lorsqu'il circule en chemin de fer entre Drummondville et Québec, il verrait le long de la ligne du Canadien National des florissantes colonies de défricheurs de la terre qui ont été établies longtemps avant la naissance du parti croisé qui porte le nom d'Union nationale. L'établissement des familles sur des vieilles terres n'est pas non plus une chose nouvelle et les libéraux par des lois de diverses natures ont favorisé, avant la venue du nouveau gouvernement, la mise en valeur de nos vieilles terres abandonnées.

Le souci de développement de la colonisation est une chose louable chez les partisans du gouvernement. Il y a lieu de les féliciter des efforts qu'ils font pour la promouvoir dans notre province, mais en cela, ils ne font que suivre l'exemple qui leur a été donné par tous les gouvernements qui les ont précédés.

L'honorable député de Joliette parle aussi de l'amélioration du sort des bûcherons. Il dit que la condition de ces travailleurs de la forêt a été considérablement améliorée en cette dernière année.

Il n'y a pas de doute que les travailleurs de la forêt, comme d'ailleurs les travailleurs en général du pays, comme les autres classes de la société, ont vu leur sort s'améliorer en ces derniers temps par le fait que la crise a cessé, que le travail a été plus abondant et mieux rémunéré, et ils profitent de l'amélioration des conditions de la vie économique. Mais sur le chapitre de l'amélioration du sort des bûcherons, quel a été le gouvernement qui, au plus fort de la crise, a eu le courage d'établir un salaire minimum, d'augmenter ce salaire minimum et de donner une commission pour la protection de leurs intérêts, commission que les bûcherons réclamaient et dont ils ont demandé le maintien presque unanimement?

Le gouvernement se vante d'avoir amélioré le sort des bûcherons. C'est l'ancienne administration, le gouvernement libéral, qui a été l'innovateur de ce mouvement en cette circonstance, qui a donné une commission et qui n'a pas craint de briser la vieille routine pour aider les faibles à se protéger contre les forts. Le gouvernement de l'Union nationale n'a fait que suivre dans les traces du gouvernement qui l'a précédé. Quant à la Commission des bûcherons, qu'il a abolie, elle l'a été à l'encontre des désirs de la grande masse des travailleurs de la forêt qui trouvaient en elle un organisme toujours prêt à étudier leurs plaintes et à redresser les torts des grandes compagnies et des entrepreneurs privés.

Le député de Joliette (M. Barrette) prétend que notre province était en retard sur la question des lois sociales. Il s'est bien gardé de dire quelle province et même quel pays était plus avancé que nous sous ce rapport.

Comme une des preuves de notre retard, il cite la pension aux vieillards et la pension aux aveugles. Le gouvernement de l'Union nationale veut évidemment établir la légende que la pension aux vieillards et la pension aux aveugles ont été données à cette province par son administration. Or, la loi de pension aux vieillards a été votée par le gouvernement libéral en 1936. Non seulement cette loi a été votée par le gouvernement libéral, mais l'organisme pour la mettre en vigueur a été créé par ce même gouvernement et cet organisme avait été si bien conçu que quelques semaines après l'adoption de la loi, la Commission était prête à payer des pensions dans la province. La plupart même de ceux qui ont reçu leur pension, la première année, l'ont reçue à la suite des demandes qu'ils ont faites sur des formules qui ont été vérifiées par les inspecteurs de pensions de vieillesse nommés par l'ancien gouvernement et qui ont été destitués injustement par le nouveau gouvernement dès les premiers jours qu'il

a pu s'immiscer dans l'administration des affaires de la province.

Quant aux pensions aux aveugles, on n'a qu'à lire le statut établissant la pension aux vieillards et on y trouvera une clause décrétant que, dès que le gouvernement fédéral aura permis de payer des pensions aux aveugles, ces pensions deviendront en vigueur dans la province. Voici l'article 17 de la loi des pensions de vieillesse qui a été sanctionnée le 10 juin 1936: "Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à étendre aux aveugles âgés de plus de 40 ans le bénéfice de la présente loi au cas où le gouvernement fédéral adopterait un amendement à la loi des pensions de vieillesse permettant aux personnes souffrant de cécité totale de réclamer le bénéfice de cette loi dès l'âge de 40 ans révolus."

Ce n'est donc pas le gouvernement d'Union nationale qui a établi la pension aux vieillards et la pension aux aveugles dans notre province. Ce sont les libéraux qui inscrivirent dans les Statuts les lois de pensions aux vieillards et de pensions aux aveugles. Ces deux réformes sont l'œuvre indiscutable du gouvernement libéral. Sur ce chapitre, le gouvernement libéral n'était donc pas en retard en fait de lois sociales comme a voulu le prétendre le député de Joliette (M. Barrette).

Il est ici de mon devoir de signaler ce que je considère une iniquité de la part du gouvernement actuel en rapport avec la mise en vigueur de la loi des pensions aux vieillards.

Le gouvernement et ses partisans se sont vantés dans la presse du pays et dans leurs discours de la célérité avec laquelle on avait payé les premières pensions de vieillesse. La rapidité qui a permis aux vieillards de cette province de recevoir leur pension dans un délai si court a été due, d'abord, à l'organisme efficace qui avait été créé par l'ancien gouvernement pour administrer la loi et, en second lieu, au travail de la centaine de vérificateurs qui avaient été nommés par lui dans la province et qui ont fait leur ouvrage tel que le leur prescrivaient les règlements.

Or, le gouvernement, cédant à sa manie de persécution des employés publics nommés par l'ancienne administration, a négligé de payer les honoraires dus aux vérificateurs pour le travail qu'ils ont fait. Et ces honoraires, \$2.50 par dossier vérifié, étaient bien raisonnables. Le gouvernement néglige de payer ses dettes légitimes.

Si encore on ne s'était pas servi du travail de ces vérificateurs pour payer les pensions, il y aurait l'ombre au moins d'une justification de l'attitude du gouvernement qui persiste à ne pas vouloir payer un

juste salaire pour l'ouvrage dont il a profité. Il n'y a que la partisanerie aveugle, pour ne pas dire le fanatisme politique, qui puisse expliquer un pareil déni de justice.

Les champions du nouveau gouvernement nous avaient promis au cours des dernières élections d'abolir, pour les personnes qui désirent poursuivre le gouvernement, la clause de la loi, la pétition de droit, les forçant d'obtenir au préalable la permission du procureur général pour instituer une action contre le gouvernement. Cette promesse, comme tant d'autres, est tombée à l'eau et c'est ce qui fait que les vérificateurs des formules de demandes de pensions de vieillesse sont dans l'impossibilité de réclamer leur dû devant les tribunaux de justice. Si le gouvernement ne doit rien, pourquoi craint-il le jugement d'un tribunal indépendant et s'il doit du salaire à des citoyens dont il a profité du travail, pourquoi ne les paie-t-il pas? En sommes-nous rendus à un point où notre gouvernement donne l'exemple à ceux qui veulent s'enrichir aux dépens d'autrui en ne payant pas leurs justes dettes?

Le député de Joliette (M. Barrette) a mentionné, et cette fois avec raison, que c'était son gouvernement qui avait adopté une loi pour venir en aide aux veuves nécessiteuses. Il y aura bientôt un an que cette loi a été adoptée à l'unanimité par la Chambre. Le retard dans sa mise en vigueur va nous démontrer bien clairement la différence qui existe entre l'ancien et le nouveau gouvernement dans l'administration, dans l'application de nos lois sociales. La loi de pension aux vieillards était à peine adoptée que l'organisme pour la mettre en vigueur était créé. Quelques semaines après son adoption, les conseils municipaux commençaient à recommander des pensions, les vérificateurs faisaient l'examen des dossiers et les transmettaient à Québec, les commissaires étudiaient les demandes et les approuvaient par centaines et par milliers, et dès le mois de novembre, on commençait à payer les pensions.

Et il est à remarquer que le département des pensions de vieillesse était un organisme qu'il a fallu créer de toute pièce vu que nous n'avions dans le temps aucun organisme similaire pour nous aider à l'établir. Au cours de la dernière session, le premier ministre nous a demandé de hâter l'adoption de la loi pour venir en aide aux veuves nécessiteuses. On devait sans délai se mettre à payer les pensions pour faire cesser leur misère.

Bien qu'on ait eu pour mettre cette loi en vigueur le concours de la Commission des pensions aux vieillards qui fait un travail de la même nature

que celui qui devait être fait pour payer les pensions aux mères veuves et nécessiteuses, nous avons commencé une nouvelle session et les veuves nécessiteuses attendent encore les instructions qui leur permettront de réclamer l'aide qu'on leur avait promise pour les premières semaines qui devaient suivre la clôture de la dernière session.

Voilà la différence entre la manière libérale d'administrer les lois sociales et celle du nouveau gouvernement. Il est vrai que j'ai établi à plusieurs reprises dans cette Chambre que le chef actuel du gouvernement a été antipathique à ces lois sociales jusqu'au moment où, sous la poussée de l'opinion publique et de ses principaux lieutenants, il a été forcé, il a dû les accepter dans son programme. Je n'ai pas besoin de rappeler les déclarations de l'ancien député de Hull et du député actuel de Rouville (M. Barré) qui siège du côté des partisans du gouvernement.

Comme tous les députés doivent recevoir la visite de nombreuses mères nécessiteuses, comme j'en reçois moi-même, visites de mères chargées d'orphelins, qui sont anxieuses de savoir quand le gouvernement leur viendra en aide après leur avoir promis de ne pas tarder à venir soulager leur misère, je n'ai aucun doute que le chef du gouvernement voudra bien nous dire, dans son discours, quand les mères nécessiteuses pourront avoir des précisions sur ce point.

Si les mères nécessiteuses avaient droit de vote, l'élection de Bagot leur aurait peut-être permis d'être assurées de recevoir leur pension dans un bref délai, et nous aurions probablement sur l'ordre du jour, avant que les règlements ne le permettent, un crédit d'une couple de millions pour leur inspirer de la tendresse envers notre gouvernement d'Union nationale. Il est probable qu'une autre loi serait présentée pour activer la mise en pratique de la loi des pensions aux mères nécessiteuses. Mais le vote pour la femme n'est pas encore inscrit dans nos Statuts et les veuves nécessiteuses ne peuvent espérer être favorisées aussi rapidement qu'elles le seraient si elles étaient des électrices en bonne et due forme.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Et vous autres, et vous autres, qu'avez-vous fait quand vous étiez là?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Joliette (M. Barrette) met aussi au crédit du nouveau gouvernement l'application des lois de l'assistance publique. Ceux qui connaissent l'histoire politique de leur province savent que ces lois sont

l'œuvre des gouvernements libéraux qui ont précédé le gouvernement actuel. C'est un gouvernement libéral qui eut assez d'esprit public, assez de courage pour inscrire dans nos Statuts ces lois, en vertu desquelles des millions ont été versés annuellement et continueront de l'être, qui a institué les octrois pour aider nos hôpitaux et nos hospices à soulager la misère humaine chez les pauvres et les gens de condition moyenne.

C'est à un gouvernement libéral que nous devons le prélèvement, chez ceux qui sont assez riches et qui sont assez heureux pour s'amuser et se nourrir dans nos grands hôtels et nos grands restaurants, du sou au nom du pauvre, de la taxe d'hôpital et de la taxe sur les repas, qui nous permettent chaque année de payer les millions que nous coûte l'assistance publique sans obérer le budget des payeurs de taxes ordinaires.

Quant aux unités sanitaires, c'est encore un gouvernement libéral qui les a créées, instituées dans notre province, alors qu'elles n'existaient nulle part ailleurs dans notre pays et qu'il n'y avait que quelques-uns de ces centres médicaux dans la république voisine. Ces unités sanitaires ont rendu des services immenses à notre province depuis que nous les avons pour protéger notre peuple contre les épidémies et toutes les malices, les maladies qui sont la conséquence d'une mauvaise hygiène publique. C'est aussi les gouvernements libéraux qui, pour guérir les pauvres et les indigents, ont mis à la disposition des municipalités les nombreux dispensaires et les nombreuses cliniques publiques qui ont été établis dans notre province depuis le commencement de ce siècle.

Quand le député de Joliette a dit que la province de Québec était arriérée sous le rapport des lois sociales, il a évidemment oublié celles qui lui ont permis de vanter son gouvernement sur la question de l'aide gouvernementale aux pauvres et aux malades indigents.

Le député de Joliette (M. Barrette) a fortement appuyé sur les améliorations qui auraient été apportées par le nouveau gouvernement à la loi des contrats collectifs, à celle de la compensation des accidents du travail et à d'autres concernant tout particulièrement la classe ouvrière de cette province. Lorsqu'il a blâmé les anciens gouvernements d'avoir négligé les lois sociales, il aurait dû se rappeler que la première loi des accidents du travail adoptée sur ce continent l'a été dès 1909 par un gouvernement libéral.

Quant à ce qui concerne la nationalisation de la compensation de ces accidents, qui était demandée

par l'unanimité des travailleurs organisés de cette province, c'est encore un gouvernement libéral qui l'a édictée. La première loi de l'extension juridique des contrats collectifs du travail qui ait existé peut-être même dans le monde entier, c'est encore un gouvernement libéral de la province de Québec qui l'a inscrite dans nos Statuts. La loi des salaires minimums qui a été votée par le nouveau gouvernement n'est qu'un prolongement de cette loi de l'extension juridique des contrats collectifs.

Les vrais innovateurs, en fait de lois sociales dans cette province, ont donc été les gouvernements libéraux qui ont précédé celui que nous avons à l'heure actuelle qui, pour connaître sa voie, n'a eu qu'à marcher dans les sentiers qui ont été tracés, ouverts, battus à grande peine dans la forêt vierge de la routine et des préjugés de toute nature.

Et les ouvriers qui suivent le mouvement des lois et des idées dans la province le savent de qui ils ont obtenu la législation qui sert si bien leurs intérêts à l'heure actuelle. Ils ont d'ailleurs manifesté bien clairement leur préférence pour la loi de l'extension juridique des contrats collectifs du travail à laquelle le premier ministre veut substituer la loi de l'établissement du bureau des salaires raisonnables. Les ouvriers craignent, et ont raison de craindre, une trop grande intervention gouvernementale et ils préfèrent régler paisiblement leur question de salaires et de conditions du travail par l'intermédiaire de leurs associations et celui de leurs patrons.

Le député de Joliette dit beaucoup de bien de l'ordonnance numéro 4 du Bureau des salaires raisonnables. Le but que veut atteindre le Bureau des salaires minimums, la protection du travailleur contre des salaires dérisoires et les patrons sans cœur, est excellent et approuvé de tous. Il y a certainement moyen de faire disparaître les salaires de famine sans compromettre l'intérêt de l'employeur honnête et du travailleur lui-même.

Cette ordonnance n'est pas encore en vigueur et elle est déjà l'objet de la critique, dans ses détails, d'une multitude d'intéressés non seulement chez les employeurs, mais même aussi chez les employés dont un grand nombre, parmi les mieux rétribués, redoutent une diminution de salaire, et d'autres, la perte de leur situation.

La petite industrie et les petits employeurs prétendent que leur existence est mise en jeu. Ces plaintes sont peut-être exagérées, et il y a lieu d'espérer que l'ordonnance sera modifiée de manière à protéger tous les intérêts légitimes tout en assurant au travailleur un salaire minimum en rapport avec la valeur de son travail et de ses besoins. Il ne faudrait

pas, par exemple, que cette ordonnance eût pour effet de priver d'emploi, plonger dans le chômage les personnes qui peuvent travailler avec un salaire raisonnable à des travaux de quelques heures par semaine, qui sont exécutés sans nécessité par des employeurs qui cesseront de les faire si on leur impose des conditions exorbitantes. Les statistiques comparatives du développement de l'industrie dans notre province sont loin d'être encourageantes; elles sont plutôt très inquiétantes.

Voici des chiffres pour l'année 1937:

Expansion industrielle au Canada au cours de 1937

*Nouvelles constructions industrielles,
agrandissements, industries nouvelles, etc.*

	<i>Total</i>
Province de Québec	61
Province d'Ontario	292

Comparaisons

Ville de Montréal	21
Ville de Toronto	99

Souhaitons que la doctrine du juste milieu inspire les membres de la Commission, de manière à ce que nous puissions, lorsque cette ordonnance aura été mise en vigueur pendant un temps raisonnable, dire qu'elle a eu un bon effet dans notre province et qu'elle n'aura pas, alors que son but est d'améliorer le sort du travailleur, tout simplement détruit la source elle-même de l'emploi d'un grand nombre d'ouvriers. Le député de Joliette a parlé aussi de l'amélioration qui aurait été apportée à notre loi des mines et à celle des pêcheries.

Tout le monde est loin d'être satisfait des nouvelles lois affectant l'exploitation des mines et on ne se gêne pas de dire dans les milieux miniers - quelques-uns affirmant même que certaines de ces lois ont diminué considérablement le développement - que nous pouvions attendre dans la prospection. Il est peut-être encore trop tôt pour juger définitivement de l'effet de ces nouvelles lois. Si le temps vient prouver qu'elles n'ont pas d'effet désastreux pour notre progrès minier, tant mieux; mais s'il est démontré qu'elles compromettent l'avenir de notre industrie minière, le gouvernement ne devra pas hésiter à les amender.

Quant à nos pêcheries, sont-elles dans une situation meilleure qu'elles étaient lorsque nous

avons laissé le pouvoir? Des lettres que je reçois des régions où vivent nos pêcheurs me permettent d'en douter. Il y a quelques jours, j'en recevais une m'avisant que certains pêcheurs avaient reçu pour leur morue le prix phénoménal d'un sou, un centin la livre, des compagnies qui font le commerce du poisson dans la Gaspésie. Si tel est bien le cas, on ne peut pas dire que la pêche à la morue est un métier qui s'est beaucoup amélioré depuis le changement de gouvernement.

Le discours du député de Joliette s'est terminé par un éloge des grands travaux de voirie qui se poursuivent dans la province. Il a été émerveillé de l'ampleur de ces travaux et il en attend beaucoup de bien. Il a oublié de nous faire connaître l'impression du contribuable, le payeur de taxes, lorsqu'il aura à solder les comptes. Les travaux de voirie sont beaucoup plus appréciables par le montant qu'aura à déboursier le payeur de taxes que par les améliorations apportées à notre réseau routier.

Ces travaux de voirie ont aussi attiré l'attention du secondaire de l'adresse, l'honorable député de Compton (M. Sherman). Il s'est bien gardé, lui aussi, de mentionner l'influence que le paiement de ces travaux aura sur la dette de la province.

Il se peut bien que mon honorable collègue ne nous l'ait pas dit, que ce soient ces dépenses considérables faites sans contrôle de demandes de soumissions publiques qui aient inspiré le ton pessimiste de son discours, car, s'il a prononcé des paroles élogieuses pour le gouvernement, il n'a pu s'empêcher de nous révéler que son état d'âme ne le portait pas à voir les choses tout en rose.

Il appartient par descendance à une race pratique. Il n'est pas étonnant qu'il soit un peu effrayé par la débauche de dépenses du gouvernement actuel. Il sait bien, lui, que lorsque ce gouvernement sera disparu, ce qui ne saurait tarder plus loin que l'époque des prochaines élections générales, le contribuable, le payeur de taxes restera et qu'il aura à faire face à une situation qui avoisinera la banqueroute. Et le payeur de taxes, ce n'est pas seulement le vilain capitaliste, le mauvais riche, mais aussi et surtout le petit propriétaire, l'ouvrier et le fermier, qui sont toujours les payeurs en dernier ressort parce qu'ils sont les consommateurs et les producteurs de la vraie richesse publique.

Le député de Compton (M. Sherman) a fait remarquer avec justesse qu'il ne fallait pas seulement attirer sur la terre de nouveaux travailleurs du sol, mais qu'il fallait surtout leur assurer un prix convenable pour le fruit de leur travail. Il a fait remarquer que le bœuf se vend actuellement six sous

la livre alors que l'été dernier il se vendait neuf sous. Il n'y a pas un cultivateur, a-t-il dit, qui peut élever un bœuf pour le vendre sans perte à ce prix et qui soit en mesure d'acheter les choses dont il a besoin au prix qu'elles sont. C'est un cas qu'il a cité entre plusieurs autres.

Mon honorable collègue a mentionné plusieurs lois des deux dernières sessions qui sont de nature à aider au peuple de la province, mais il a eu soin de recommander au gouvernement d'administrer ces lois avec sagesse pour protéger le Trésor public contre l'avidité de ceux qui veulent en obtenir les bénéfices sans y avoir droit. S'il se glisse trop d'abus, a-t-il dit, ces mesures créeront beaucoup de mécontentement et les empêcheront d'avoir les résultats qu'on en attend. Voilà des paroles d'un homme sage et qui probablement a vu ce qui se passait dans notre province depuis quelques mois.

C'est probablement le spectacle de la danse des millions qui est conduite sur un rythme effréné par le gouvernement actuel qui lui a inspiré ces idées et qui lui font faire une déclaration dont il est bon de tenir compte: "Mais, dit-il, malgré toutes ces bonnes mesures, on ne peut honnêtement dire que le principal de nos problèmes a été résolu: celui de rétablir la confiance."

L'honorable député de Compton (M. Sherman) a grandement raison. Non seulement la confiance n'a pas été rétablie, mais une multitude de ceux qui croyaient trouver dans le gouvernement une administration sage et prudente ont absolument perdu confiance en lui.

Et il y a une foule de raisons pour cela. Nous ne pouvions pas nous attendre à ce que ces raisons nous soient données par le proposeur ou le second de l'adresse en réponse au discours du trône. Il est déjà assez remarquable que le second ait admis que la confiance n'était pas rétablie dans notre province.

Le discours du trône n'était certes pas conçu de manière à faire disparaître, à dissiper le pessimisme du second de l'adresse. Il déclare que le gouvernement va adopter des lois qui feront le bonheur des riches et des pauvres, des capitalistes et des propriétaires, des gens de ville et des gens de campagne, mais il ne précise pratiquement rien. Ces promesses vagues, venant d'un gouvernement qui en a tant violé et de si formelles, ne pouvaient certes impressionner favorablement n'importe quel homme qui a vu notre nouveau gouvernement à l'œuvre en ces derniers temps.

Le député de Compton (M. Sherman) est resté pessimiste et il a eu raison.

Le peuple de la province comprend facilement pourquoi il en est ainsi. Au cours des derniers 18 mois, ce peuple a fait la dure expérience de ce gouvernement qui devait nous donner une administration honnête, saine et progressive. Et la majorité des électeurs, le peuple qui avait décidé en 1936 d'essayer un nouveau régime, a été complètement déçue par le gouvernement qu'elle s'est donné.

Le discours du trône ne fait qu'une brève mention rapide de la question financière. Il nous apprend, comme nous ont d'ailleurs déjà appris depuis longtemps les journaux, que dans l'estimation du gouvernement le dernier exercice financier s'est terminé par un surplus de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires. Il est bon de remarquer que cet exercice financier s'est terminé le 30 juin 1937 et qu'il a commencé à la même date l'année précédente. Mais une partie appréciable et considérable de cet exercice s'est écoulée avant que le gouvernement actuel ne prenne le pouvoir. Il est bon aussi de noter que le budget voté très tard pour cet exercice l'a été par le gouvernement actuel, mais que le trésorier a déclaré que c'était le budget préparé par le régime précédent, le gouvernement libéral.

Dans notre province, les mois de juillet, août et septembre sont les mois de grandes dépenses pour les travaux de voirie et tous les autres travaux saisonniers. Durant ces mois, le gouvernement de l'époque n'a obtenu du lieutenant-gouverneur l'autorisation de ne dépenser que ce qui était nécessaire au paiement des salaires des officiers et des employés publics. Les dépenses ordinaires pendant ces trois mois ont donc été réduites dans une proportion considérable. C'est ce qui fait que la somme totale des dépenses ordinaires pour l'exercice 1936-1937 est loin de représenter ce qu'elle aurait été si le gouvernement d'Union nationale avait été responsable de l'administration complète de cet exercice, de cette année fiscale.

Le gouvernement ayant vu accroître ses recettes dans une proportion importante comme tous les gouvernements d'ailleurs au pays, il n'est pas étonnant que les recettes ordinaires aient excédé les dépenses ordinaires, qui n'ont porté que sur une partie de l'année, comme je viens de l'expliquer.

Le discours du trône ne nous fait rien pressentir du résultat probable de l'exercice financier actuel, mais comme le trésorier, en présentant son budget, nous a prédit un déficit, entre les revenus totaux et les dépenses totales, de \$31,000,000, il est à prévoir que le résultat sera tout à fait différent pour l'année 1936-1937, dont le budget est le premier

budget préparé suivant les principes à base d'honnêteté et de véracité nationales, comme l'a affirmé, surtout au cours des élections, notre trésorier provincial.

Le discours du trône aurait pu aussi, sur la question des finances, nous parler de l'accroissement formidable de la dette de notre province qui ne pourra se solder que par une imposition plus lourde du contribuable. Il aurait pu nous mentionner, par exemple, que, depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement qui nous avait promis un régime de stricte économie, qui nous avait garanti qu'il ne dépenserait pas plus que ses revenus, nous avons marché avec un déficit excédant le million chaque semaine. Notre dette consolidée, qui était, au 30 juin 1936 de \$164,748,000, a été portée à \$241,000,000 lors du dernier emprunt, ce qui fait un accroissement, une augmentation de \$76,000,000 au-delà, soit un accroissement de \$4,500,000 par mois depuis les 17 mois d'administration du nouveau gouvernement.

Il n'est pas étonnant que ce résultat désastreux n'ait pas rétabli chez le seigneur de l'adresse en réponse au discours du trône la confiance que le gouvernement nous avait promis de rétablir dans la province. Voilà la triste politique financière d'un gouvernement qui devait vivre en dedans de ses revenus.

Pour terroriser le peuple de la province, le premier ministre actuel avait inventé des hypothèques fictives par centaines de millions qu'il prétendait avoir été imposées sur notre domaine public. Mais bientôt, l'accroissement de notre dette publique aura atteint les \$100,000,000 et ces \$100,000,000 constitueront non une hypothèque imaginaire, comme son génie inventif savait en trouver quand il était chef de l'opposition, mais une hypothèque réelle non seulement sur le domaine de la couronne, mais même sur les propriétés des villes et sur les terres et bien-fonds de la campagne.

Cet accroissement de dettes, qui devra être payé et par la génération actuelle, et par les générations futures, c'est le sinistre cadeau dont le nouveau gouvernement charge les épaules de la jeunesse d'aujourd'hui et de celle de demain.

Est-il étonnant que notre dette monte si rapidement? L'ancien chef de l'opposition et les orateurs de l'Union nationale nous avaient fait deux promesses importantes au sujet de l'administration des deniers de la province. Aucun contrat important et aucune transaction financière de même nature ne devaient être donnés ni être faits sans une demande de soumissions au public par la voie des journaux. Ces demandes de soumissions publiques étaient le

seul moyen, disait-on dans le temps, d'empêcher le népotisme, le péculet et de mettre le Trésor à l'abri de l'atteinte du patronage politique, qui coûte si cher aux administrations gouvernementales. En dépit des promesses qu'il avait faites, le gouvernement donne les contrats sans soumissions.

J'ai déjà signalé à cette Chambre la vente des \$51,000,000² de débentures qui a coûté \$630,000 au gouvernement et qui a si bien servi M. Pitfield, qui en a été chargé. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas mis en pratique la politique qu'il préconisait dans l'opposition pour protéger les deniers du peuple? On n'a jamais donné et on ne donnera jamais une réponse satisfaisante à cette question. On vient encore de vendre, il y a quelques mois, pour \$25,000,000 de débentures et la vente a été entourée du même secret qui avait couvert la première.

Depuis la dernière session, on a dépensé des millions et des millions en vertu de contrats qui ont été donnés sans aucune demande de soumissions publiques à des contracteurs amis, et des terres et des matériaux ont ainsi été achetés au détriment de l'intérêt public. Cette pratique du nouveau gouvernement pour protéger, au détriment de la grande masse des citoyens, les favoris du pouvoir, est allée si loin que nos grands corps publics se sont émus et que l'un d'eux a adopté des résolutions qui ont été transmises au gouvernement pour protester contre ce système scandaleux. Et ces abus n'existent pas seulement dans les grandes transactions, mais ils se glissent jusque dans les moindres petites affaires.

Ai-je besoin de rappeler le cas du barbier de Saint-Jérôme qui achetait, pour un prix dérisoire, d'une pauvre veuve du rang de la Boucane, des droits d'extraire du sable qui ne lui coûtèrent que \$400 et qu'il revendit, quelques jours après, \$4,050 au gouvernement de la province, faisant perdre par là au Trésor public une somme de \$3,650³ environ? Voilà le genre d'administration propre et scrupuleuse que nous ont donné le gouvernement de l'Union nationale et ceux qui circulent encore dans son orbite.

Il n'est pas étonnant que le peuple se soit ouvert les yeux en si peu de temps.

Les gens de la campagne n'ont plus foi dans ce gouvernement qui leur a donné une administration absolument contraire à celle qu'on leur avait fait anticiper par les belles promesses de la période électorale. L'administration scrupuleusement honnête se fait attendre et elle se fera attendre pour eux aussi longtemps que la fameuse prime de trois sous la livre sur le beurre et le fromage, qui devait enrichir tous les propriétaires de troupeaux de la province.

Quant aux ouvriers des villes, les 18 mois d'administration du nouveau gouvernement leur ont suffi pour se rendre compte que les promesses électorales du nouveau gouvernement n'ont été qu'un leurre pour s'emparer de leurs votes. Parmi les cadeaux que leur a faits le nouveau gouvernement pour témoigner de la sympathie qu'il entretenait pour les ouvriers organisés, je mentionnerai l'arrestation sans mandat des sept chefs ouvriers de la ville de Montréal, qui ont ensuite été libérés parce que le représentant du procureur général a déclaré qu'il n'avait pas de preuve à produire.

Les arrestations sans mandat ne devaient pourtant plus se produire dans la province, mais jamais elles n'ont été aussi fréquentes que sous le nouveau régime.

Dans le même ordre d'idées, je rappellerai la descente, le raid nocturne contre les officiers et les employés de la Commission du chômage de Montréal, qui s'est aussi terminé en queue de poisson. Ai-je aussi besoin de signaler le mécontentement des ouvriers syndiqués lorsque le premier ministre est intervenu pour la première fois dans la grève des textiles?

La politique scandaleuse des destitutions en masse et sans cause n'a pas peu contribué à enlever au gouvernement la confiance qui lui restait chez les ouvriers des villes et les travailleurs de la campagne. Ces gens, qui font vivre leurs familles de leur travail de chaque jour, savent ce que c'est que d'être jeté sur le pavé sans autre raison que celle d'appartenir à un parti politique autre que celui de ceux qui exercent le pouvoir. Ils connaissent ce que c'est que d'être mis dans la misère pour un temps indéfini parce que le salaire honnêtement gagné jusque-là cessera d'être reçu pour nourrir la femme et les enfants.

Des destitutions en masse, sans cause, sans enquête, ce n'était pas ce qu'avaient promis les candidats et les chefs du nouveau gouvernement. Il y a, dans les rangs des travailleurs, une solidarité qui fait que l'injustice causant du malheur aux uns est profondément ressentie par les autres. Et c'est ce qui fait que la conduite injustifiable du gouvernement, au sujet des anciens employés, a soulevé l'indignation de tous ceux qui ont foi dans les principes de charité et de justice qui étaient prêchés par les partisans de l'Union nationale au cours des dernières élections.

La population de la province a perdu confiance dans le gouvernement de l'Union nationale, et ce ressentiment se fait particulièrement sentir dans les villes. Nous en avons eu un exemple dernièrement dans Drummondville et nous en aurons un autre sous peu dans Bagot.

Des députés ministériels: Ah, ah. Parlez-nous donc de l'élection de Sorel.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que le gouvernement de l'Union nationale vienne faire une élection dans le comté de Richelieu, et vous verrez que son candidat sera défait. À Sorel, l'élection n'a pas été faite par les hommes du nouveau soleil levant.

M. l'Orateur, j'aurais aimé pouvoir discuter, sur l'adresse en réponse au discours du trône, les mesures que le gouvernement entend nous proposer de nouveau au cours de la présente session et son attitude sur les grandes questions d'actualité. Malheureusement, le discours du trône ne nous donne aucune information pouvant nous renseigner sur ces matières. Les racontars que nous avons pu lire dans les journaux sont loin de nous fournir une source sûre de renseignements, et plutôt que de m'exposer à mal interpréter le sentiment réel du gouvernement sur ces matières importantes, je préfère ne pas les discuter avant que le gouvernement ne nous ait fait connaître ses vues véritables soit par la bouche de son chef, soit par les lois qu'il nous présentera au cours de la présente session.

Avant de terminer mes remarques je désire assurer la Chambre que l'opposition est encore et toujours anxieuse, désireuse de remplir son devoir, son rôle de critique constructive, conformément à nos lois et à nos règlements. La fonction d'une opposition parlementaire est toujours plus ou moins ingrate, mais elle est essentielle à la bonne administration publique. L'opposition remplira loyalement son devoir de discuter les lois à leur mérite, sans esprit de parti, dans l'intérêt de la province.

C'est pourquoi je formule de nouveau le vœu que les projets de loi les plus importants ne nous arrivent pas à la dernière minute de la session et que l'on respecte mieux qu'on ne l'a fait au cours des deux dernières sessions, les règlements de la Chambre qui ont trait au décorum et aux privilèges des députés. Je ne veux pas insister sur le procès du mois de septembre qui s'est déroulé dans la ville de Montréal, à propos des suites au procès en diffamation Labelle vs Le Canada, dans lequel le journal a été acquitté au désavantage d'un des députés partisans du gouvernement, des députés ministériels et qui a été loin de jeter du lustre sur les délibérations de nos deux dernières sessions. Il est à espérer que des scènes aussi disgracieuses ne se renouvelleront pas, ne se répéteront pas cette année et que notre Chambre poursuivra son travail dans le calme et le décorum des anciens jours.

Nous sommes la seule Législature de langue française de l'Amérique; montrons que nous avons su conserver ce qu'il y a de mieux dans le caractère français; défendons notre point de vue avec ardeur mais restons toujours des gentilshommes⁴. La politesse est toujours de mise partout.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁵:

(Applaudissements) Au début de mes remarques, je veux d'abord vous réitérer au nom du gouvernement provincial et de toute la province de Québec nos plus profondes sympathies aux parents des victimes pour le malheur qui s'est abattu récemment sur une institution méritante, l'effroyable holocauste de Saint-Hyacinthe. Je tiens à réitérer aussi mes sympathies aux autorités de la communauté religieuse affectée et surtout aux autorités épiscopales.

Le chef de l'opposition a dit que les sympathies nombreuses reçues en cette occasion de toutes les parties de la province étaient de nature à consoler les éprouvés dans cette tragédie. J'ajouterai que les sympathies humaines ne peuvent pas valoir les sympathies, les consolations uniques que nous donne la foi à laquelle nous appartenons, que nous avons le bonheur de posséder.

Le chef de l'opposition a fait allusion à une mort qui a secoué toute la province et qui, pour ma part, m'a profondément ému. Au cours des nombreuses années qu'il m'a été donné de siéger dans cette Chambre, j'ai été à même d'apprécier la gentilhommérie, les hautes qualités d'un homme qui portait noblement un grand nom, dont nous déplorons tous la disparition⁶. Il avait des adversaires politiques, mais il ne comptait que des amis.

C'est un devoir pour moi d'exprimer mes plus profondes sympathies à la famille d'Honoré Mercier, qui fut un gentilhomme et un honnête homme au sens propre, dans toute la force du mot, un honnête citoyen et un parfait homme public, et c'est toujours de cette façon que nous l'avons apprécié. Nous l'avons déjà dit, et aujourd'hui nous tenons à répéter nos sympathies les plus profondes.

À l'ouverture de la session, tous les journaux de la province, même ceux qui ne sont pas sympathiques au gouvernement, se sont plu sans exception à reconnaître que le discours du trône était un des plus fournis et des mieux bâtis, qu'il était le plus substantiel qui nous ait été présenté depuis plusieurs années. Le chef de l'opposition parlementaire, lui, n'y a rien trouvé; il dit qu'il n'y a rien compris et qu'il n'y a rien vu. Contrairement à l'habitude, il a répondu aux discours du proposeur et

du secondeur de l'adresse, sans s'occuper du discours du trône dans lequel il n'a rien aperçu.

Mais alors, si le discours du trône ne contenait rien, pourquoi le chef de l'opposition, d'un grand parti, a-t-il trouvé moyen de parler pendant une heure et quart sur ce discours qui, d'après lui, ne contenait rien? S'il est vrai qu'il n'a rien vu, il ne devrait pas au moins l'avouer. Car ce discours du trône contient des déclarations, des affirmations sur une politique bien précise et des déclarations de fait, que toutes les personnes de bonne foi ont bien comprises, qui doivent rencontrer l'assentiment, l'unanimité de sentiment chez les gens bien pensants, de tout le monde, dans la province de Québec.

Est-ce ne rien dire pour l'opposition que de dire que la province de Québec doit être une province essentiellement agricole, que l'agriculture doit occuper la première place en notre province, que les cultivateurs doivent occuper la première place dans l'économie de la nation, que la classe agricole est et représente l'élément indispensable de sécurité publique et de stabilité? Ce n'est rien pour les oppositionnistes que l'avenir de la classe agricole? Ça ne compte pas pour eux les salaires des ouvriers?

Est-ce rien dire pour l'opposition que de déclarer que le gouvernement va continuer la lutte et la sauvegarde de nos institutions contre le communisme? C'est ne rien dire pour l'opposition que d'affirmer la détermination du gouvernement à poursuivre la lutte contre les trusts et les monopoles? C'est ne rien dire pour l'opposition que d'annoncer, d'affirmer que le gouvernement va améliorer de plus en plus, que nous allons continuer d'appliquer notre législation sociale?

Pour le chef de l'opposition, il n'y a rien dans tout cela. Je le regrette pour lui. Le chef de l'opposition a l'habitude d'être très violent. Cependant, il a mené moins de bruit que dans le passé. Il a fait un louable effort aujourd'hui pour corriger son caractère et, dans son discours, il a été moins violent que de coutume. Il est vrai que le naturel revient au galop et qu'à la fin, il a été violent. Mais, comme il a fait un effort remarquable, nous le lui pardonnons. Mais j'aurais mieux aimé, je préférerais qu'il fût plus violent et qu'il ne vînt pas affirmer devant la province que, pour lui, l'agriculture, la classe agricole, la lutte contre le communisme, la législation sociale, tout ça ne représente rien dans notre province.

Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône pour les discours qu'ils avaient prononcés la semaine dernière. Le secondeur qui, en 1935 et 1936, fut

d'ailleurs le héros de deux victoires retentissantes dans un comté où nos adversaires étaient les maîtres depuis longtemps. Il a parlé censément. Le proposeur est un jeune homme de talent qui s'est acquitté de sa tâche avec une telle habileté et une si belle éloquence que le chef de l'opposition, qui ne voit rien dans le discours du trône, a tout vu dans le discours du proposeur.

Je félicite particulièrement ce dernier qui, dans cette province, a été un instigateur, l'initiateur d'un nouveau mouvement d'expansion agricole, qui est appelé à rendre de grands services à la classe agricole en établissant l'industrie du tabac à cigarettes sur des terres jusque là incultes dans le comté de Joliette. Voilà donc un jeune qui, dès la première année qu'il siégeait en Chambre, a fait quelque chose de beau et de grand pour la classe agricole. Voilà un jeune qui a posé un acte dont les répercussions seront profondes sur l'avenir de l'agriculture et de la province.

Le gouvernement de l'Union nationale affirme, dans le discours du trône, que la politique du gouvernement actuel doit être d'abord et surtout essentiellement une politique agricole. Ce qui ne veut pas dire que toutes les classes de la société ne seront pas protégées. Nous allons rendre, nous voulons donner pleine justice à toutes les classes de la société, professions, métiers, etc. Mais, nous plaçons avant tout l'agriculture parce qu'elle est à la base de tout progrès véritable de cette province. Nous affirmons que notre politique doit porter avant tout vers le bien de l'agriculture et nous considérons que l'orientation administrative, économique de notre province doit être inspirée de cette vérité.

Qu'avons-nous fait pour l'agriculture? On me permettra, avec la permission de la Chambre, de résumer très brièvement, très succinctement et à grands traits quelques-unes des principales mesures que nous avons adoptées depuis notre arrivée au pouvoir, soit en moins d'une année et demie. Moins d'un an et demi, M. l'Orateur ! Et l'on va constater que l'Union nationale va réaliser davantage si la Providence veut bien nous prêter son assistance. L'on va réaliser la grandeur et la magnitude des œuvres accomplies par le gouvernement de l'Union nationale depuis un an et demi que nous sommes au pouvoir.

Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons d'abord établi le crédit agricole provincial; je n'en énumérerai pas les nombreux avantages que tout le monde a pu apprécier, mais je puis dire sans crainte que le crédit agricole, en moins d'une année et demie, a sauvé l'agriculture dans la province de Québec.

Qu'il me suffise de remarquer que le crédit agricole provincial que nous avons créé, a redonné confiance aux cultivateurs, qu'il a allégé le fardeau des obligations municipales, sauvé le Trésor des municipalités des campagnes déchargeant d'autant celui des municipalités de villes, libéré les municipalités et les villes d'un exode qui leur était ruineux par suite des obligations des secours directs.

Le crédit municipal a accéléré la circulation de l'argent, diminué le taux des intérêts, facilité les échanges et a ainsi contribué à soulager la crise. Le crédit agricole nous a donné le moyen de continuer l'inventaire national de nos moyens d'action et de nos ressources, que nous avons établi dès la première session.

Nous avons décrété l'inventaire de nos ressources naturelles, un inventaire national que nous avons tant de fois réclamé de l'ancien régime qui l'avait toujours refusé. Voilà encore une œuvre féconde du gouvernement de l'Union nationale. Il est important de connaître nos moyens en ressources naturelles. Car comment pouvions-nous connaître les moyens d'orienter l'avenir de notre jeunesse, l'avenir même de notre province, si nous ne connaissions pas notre propre domaine et ses possibilités?

Comment pouvons-nous faire les réformes nécessaires si nous ne connaissons pas nos moyens d'action, si nous ne connaissons pas quelles sont nos ressources naturelles? Nous avons donc institué cette enquête, décrété l'inventaire national, et déjà, grâce à lui, nous avons, nous commençons à posséder des renseignements précieux, d'une valeur incalculable, qui nous permettent de nous orienter quelque peu dans une politique d'avenir plus précise et qui, incidemment, nous a permis d'employer un grand nombre de jeunes gens d'avenir.

Le chef de l'opposition dit que le gouvernement n'a rien fait et qu'il a manqué à ses promesses! Mais le crédit agricole, nous l'avions promis et nous l'avons donné. Mais prenons, par exemple, le cas des ministres directeurs de compagnies. Sous l'ancien régime, les ministres étaient directeurs de compagnies et le gouvernement perdait ainsi des sommes considérables, des centaines de milliers de dollars. Nous avions promis au peuple de faire cesser cet état de choses, et voilà encore une promesse que nous avons tenue, dès la première session. Nous avons passé une loi qui met fin à cette situation anormale. Nous avons défendu aux ministres de faire partie des compagnies. Sous l'ancien gouvernement, cette réforme avait été refusée.

Nous avons promis de veiller aux intérêts de l'agriculture, de donner de meilleurs traitements aux

institutrices, un salaire plus en proportion avec leurs devoirs. Aussi, pour aider l'agriculture, à part du crédit rural provincial, nous avons augmenté le salaire des institutrices, à la demande de nos évêques et des autorités civiles et religieuses qui réclamaient un enseignement agricole pratique pour les campagnes, et nous avons développé l'enseignement agricole rural. Ici j'ouvre une parenthèse pour féliciter d'une façon toute particulière le député de Rouville (M. Barré) qui a été un des pionniers en ce domaine, dans l'enseignement agricole pratique.

Nous avons augmenté les salaires des institutrices. Car il ne sert à rien d'avoir des écoles normales si les institutrices ne reçoivent pas un salaire quelque peu raisonnable. Sans doute les traitements annuels de \$300 qu'elles reçoivent maintenant ne sont pas le pactole, ce n'est peut-être pas assez, mais cela vaut mieux que les \$75 et \$80, \$90, \$100 ou \$125 par année qu'elles recevaient de la munificence de l'ancien régime.

De plus, nous allons continuer notre politique pour encourager les écoles de culture agricole moyenne. Nous allons établir, créer des écoles de culture agricole moyenne à Chicoutimi, à Nicolet et ailleurs. Nous allons en établir peut-être quatre ou cinq autres dans la province. Nous allons compléter l'enseignement agricole selon les directives qui nous ont été données par l'épiscopat. Nous avons aidé l'enseignement agricole post-scolaire et nous aidons et nous continuerons à aider et à développer la coopération agricole dans tous les domaines.

Nous allons encourager l'industrie laitière. Nous voulons que les cultivateurs soient libres, mais nous voulons que, sur des bases absolument libres, nos cultivateurs bénéficient des grands avantages de la coopération dans le meilleur intérêt de l'agriculture et dans le meilleur intérêt de la province.

Qu'avons-nous fait à part cela? Nous avons aussi promis d'empêcher le mouillage des stocks. Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons déclaré que nous mettrions fin au mouillage des débetures. Dès la première session, nous avons passé une loi selon laquelle les compagnies n'ont plus le droit de vendre des débetures mouillées. L'Union nationale a empêché la vente des débetures mouillées. On sait ce qui se produisait auparavant.

On sait que des compagnies, quand elles ne pouvaient vendre leurs actions sur le marché, s'arrangeaient pour émettre des obligations qui étaient supposées représenter des garanties plus sérieuses. Les cultivateurs les achetaient et des millions de l'épargne populaire ont été ainsi

engloutis. Nous avons maintenant une loi qui a déjà épargné des pertes de plusieurs millions de dollars à l'épargne populaire de la province, malgré les tentatives capitalistes. C'est une autre promesse réalisée.

Cette loi salutare a valu au gouvernement et au premier ministre des assauts nombreux, de la part de ceux qui étaient intéressés au maintien de l'ancien état de choses, mais nous avons mis l'intérêt de la province au-dessus de tous les intérêts privés. Grâce à cette loi, la province de Québec est dans la meilleure situation pour l'épargne populaire et pour l'achat et la vente des obligations. La province de Québec est dans une situation préférable à celle de n'importe quel pays au sujet des débetures.

Nous avons dit au peuple de Québec que nous allions abolir les trop nombreuses commissions et supprimer leurs dépenses ruineuses, telles certaines agences dont l'une coûtait \$50,000 à la province par année. Il y a trop de commissions pour placer les amis du pouvoir. Nous allons abolir aussi les agences qui, comme l'agence de Londres, coûtaient trop cher à la province pour ne rien faire du tout. Nous avons aboli la Commission des liqueurs, qui était un foyer de scandales, de corruption et d'électoratisme, et rien qu'en salaires nous avons épargné \$70,000⁷ par année sur les gros salaires que l'ancien régime payait à l'administration.

Nous avons cependant considérablement augmenté les salaires des petits employés de la nouvelle Régie des alcools de \$125,000 par année, et, M. l'Orateur, telle a été l'amélioration dans l'administration que les profits de la Commission des liqueurs, par exemple, ont été de \$800,000 plus élevés que ceux de l'exercice précédent.

(Applaudissements)

En abolissant l'agence de Londres, nous avons accompli une autre de nos promesses, et en moins de quelques mois. La disparition de cette agence a représenté une économie de \$50,000 à la province.

Dans le domaine de la colonisation, nous avons suivi une politique améliorée des plus effectives. Nous avons aidé non seulement l'agriculture, mais nous avons aussi favorisé la colonisation qui est le complément normal, indispensable de l'agriculture. Comme l'agriculture est notre politique vitale et la colonisation son complément nécessaire, nous avons aidé largement cette dernière. Nous avons voulu ajouter une politique agressive et efficace de colonisation. Lorsque nous avons pris le pouvoir, les colons n'étaient-ils pas dans la misère?

Sous l'ancien régime, les colons étaient laissés dans la pire misère, ils crevaient de faim, et quand, par exemple, un lot était concédé à un colon, on laissait un délai de 16 mois au concessionnaire forestier pour achever de ruiner la partie boisée du lot. Le marchand conservait pendant 16 mois à venir un droit de coupe. C'était consacrer l'esclavage du colon. L'ancien régime n'a jamais eu le courage de mettre fin à cette iniquité parce qu'il était trop lié aux trusts et aux souscripteurs électoraux pour dégrever les colons.

Nous avons dit que le colon doit être libre sur une terre libre, et, en conséquence, nous avons fait disparaître les entraves, et le délai de 16 mois que l'ancien régime maintenait au profit des trusts et des marchands de bois. Dès notre arrivée au pouvoir nous avons eu le courage, nous étions le premier, le seul gouvernement qui ait eu ce courage d'établir le colon libre sur la terre libre.

Mais, en moins d'un an et demi, nous avons fait plus encore. Dans certains comtés, des seigneuries constituaient des entraves à la colonisation. Dans le comté du Témiscouata, représenté auparavant par le député actuel de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), il y avait une seigneurie, la seigneurie Thomas, qui constituait une entrave à l'expansion de la colonisation que nous avions préconisée et à toute politique honnête de colonisation dans un pays de colonisation comme la province de Québec.

La seigneurie Thomas paralysait depuis 40 à 50 ans le mouvement de colonisation qui aurait dû se faire, se développer dans les paroisses de Témiscouata. Depuis 50 ans les autorités religieuses et civiles avaient demandé au gouvernement d'intervenir, mais l'ancien gouvernement avait peur de faire face aux propriétaires, le gouvernement du temps était trop ami des grandes compagnies et la colonisation restait stagnante et entravée.

Or, dès notre arrivée au pouvoir, l'an dernier, nous sommes intervenus par une loi et nous aurons, d'après notre discours du trône de cette année, où le chef de l'opposition ne voit rien, une loi additionnelle pour compléter l'œuvre commencée. Nous avons adopté une loi pour exproprier tous les terrains nécessaires à l'extension et à l'expansion des paroisses déjà établies, car la meilleure politique de colonisation est celle qui consolide et développe les vieilles paroisses existantes et déjà organisées, et le prolongement de ces vieilles paroisses.

Aujourd'hui même, le président de la compagnie Fraser, propriétaire de la seigneurie Thomas, devant l'attitude ferme du gouvernement et

surtout celle du ministre des Terres et Forêts actuel (l'honorable M. Duplessis), a accepté les conditions du gouvernement, et d'ici peu de jours, les colons bénéficieront de 100,000 acres de terre qui, sous l'ancien régime, avaient toujours été refusées auparavant au développement de la colonisation. C'est ainsi, M. l'Orateur, que le gouvernement travaille pour la population. Voilà ce qu'a fait l'énergie d'un gouvernement qui veut rendre justice à tout le monde sans faire de démagogie et qui remplit ses engagements, toutes ses promesses et ses obligations envers l'électorat, sans tenir compte des puissances occultes qui, pendant 40 ans, tenaient sous leur joug, le gouvernement d'alors, que sert l'opposition actuelle. Ce que l'ancien régime n'a pas fait pendant 50 ans, nous l'avons accompli en un an et demi.

(Applaudissements)

Mais nous avons fait plus, M. l'Orateur. Il y avait dans la Gaspésie des terres excellentes pour la colonisation. C'était là un champ de progrès qu'il fallait ouvrir alors que la misère régnait dans la Gaspésie sous l'œil paternel de l'ancien gouvernement représenté en cette Chambre par le chef de l'opposition. Nous avons ouvert ces terres. Nous avons donné à la colonisation la région de Grande Vallée. L'ancien régime n'avait jamais eu le courage de rendre cette région à la colonisation. Dans moins de 16 mois, nous l'avons fait et nous avons conclu avec la compagnie Brown un arrangement qui ouvre un vaste territoire à la colonisation. Mais, nous avons fait plus. À Verchères, M. l'Orateur, dans Verchères même, il y avait des terres propres à la colonisation mais laissées incultes. Nous les avons acquises et nous les avons données à la colonisation pour favoriser notre politique de colonisation autour des vieilles paroisses. Nous avons fait tout cela en moins d'un an. Qu'avions-nous promis de plus à la population de la province? Nous avons dit au peuple de Québec que nous allions lui payer les pensions de vieillesse. Le chef de l'opposition prétend que nous ne faisons qu'appliquer les lois de son ancien régime. Alors pourquoi tant critiquer?

Le chef de l'opposition prétendait tout à l'heure que le gouvernement actuel ne fait que mettre en force ce que son gouvernement à lui avait dans le temps préconisé. Alors, M. l'Orateur, pourquoi parler si longtemps pour dire que le gouvernement actuel ne fait rien, si c'est la prétention du chef de l'opposition que ce que le gouvernement fait n'est que l'application des lois préconisées sous l'ancien régime?

(Rires)

Pendant 40 ans, l'ancien régime n'a pas donné un sou, un centin de pension aux vieillards de cette province. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons dit aux vieillards, qui avaient assez attendu, que nous leur donnerions des pensions. Ça n'a pas pris de temps. Peu de temps après avoir pris le pouvoir, notre promesse était remplie. Voilà la différence entre les deux gouvernements, l'ancien et l'actuel. En moins d'un, an nous avons tenu nos promesses, tandis que l'ancien gouvernement laissait toujours entendre qu'il donnerait tout, mais il ne donnait rien.

Eux, de ce côté-là de la Chambre, étaient alors à deux doigts, à deux pas du tombeau lorsque, pressés par l'opinion publique, ils ont voulu donner des pensions aux vieillards. Les vitres cassées au comité des comptes publics et les incidents électoraux d'alors les ont poussés à adopter la loi qui est restée dans les Statuts parce que le gouvernement, ayant perdu la confiance de l'électorat, à cause de ses abus, ne pouvait plus rien. C'est nous qui l'avons réalisée, la loi.

Et, M. l'Orateur, plus de \$12,000,000 ont été versés aux vieillards dans la première année, et tous les mois, plus de 48,000 chèques sont distribués, expédiés à nos vieillards, vont dans les foyers de la province, ramener le confort et l'encouragement.

(Applaudissements)

Voilà une autre promesse que nous avons remplie.

Mais ce n'est pas tout M. l'Orateur. Le chef de l'opposition a prétendu que son gouvernement, les libéraux, avait donné une loi de pensions aux aveugles. Voilà toujours le même malheur qui affligeait l'ancien régime. Ils étaient bons pour passer des lois. Mais ils ne produisaient pas beaucoup d'action, on ne les appliquait pas. Des lois inopérantes, inutiles, faites pour jeter de la poudre aux yeux. Quel aveugle a reçu de ce chef un seul centin sous leur régime? Pendant 40 ans, pas un aveugle n'a reçu de pension dans cette province. Pas un n'a reçu un soupçon d'un cent.

Avec nous, le gouvernement de l'Union nationale, les aveugles qui avaient une loi sous l'ancien régime qui restait lettre morte dans les Statuts, avec nous, en moins d'un an, les aveugles ont commencé à recevoir leurs pensions. Et maintenant, des milliers de dollars sont payés chaque mois. Et bientôt, quand les enquêtes seront finies, je leur en donne l'assurance, tous les aveugles recevront leur pension régulièrement. Voilà encore une œuvre du nouveau gouvernement.

(Longs applaudissements)

Les œuvres sociales! Le chef de l'opposition a osé en parler. C'est drôle, mais à entendre le chef de l'opposition, ces gens-là ont tout découvert. C'était donc des découvreurs. On découvrait tout sous l'ancien régime particulièrement aux comptes publics. Il y a un reproche que j'ai à faire à l'ancien gouvernement. Pas comme homme politique, pas comme chef d'un parti politique, mais comme Canadien français. Et ce reproche, c'est d'avoir manqué lamentablement de prévoyance élémentaire. C'est d'avoir totalement manqué de cette vision que tout homme de cœur doit avoir, doit posséder.

Depuis 25 ans, en Angleterre, en Allemagne, en France, en Belgique, en Hollande, dans une foule d'autres pays d'Europe, partout il y a eu une législation sociale avancée. Pendant ce temps, il y avait ici une ère de prospérité factice, une époque de prospérité à cause du soufflage des affaires grâce au mouillage de stocks et à d'autres abus qui ont amené la crise dont nous souffrons encore. C'était le devoir du gouvernement d'alors de prévoir. Et pendant cette période, l'ancien gouvernement n'a pas songé à élaborer une législation sociale.

Il n'a pas pu découvrir ça, lui qui découvrait tout. Il n'a pas été capable d'ouvrir les yeux sur ce qui se passait en Europe et de nous donner une législation sociale convenable. En Europe, il y a la meilleure législation sociale que l'on puisse désirer. Elle est à base contributive et obligatoire. Les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles, les pensions aux mères nécessiteuses, l'assurance-chômage, voilà le système social que l'ancien régime aurait dû établir pendant qu'il en était temps, au temps de la prospérité, de façon contributive et obligatoire.

Voilà le système par excellence, que l'ancien gouvernement n'a pas voulu étudier et mettre en pratique. Et maintenant, à cause de l'incurie et de la négligence de l'ancien régime, il est impossible de donner au peuple de la province ce système par excellence. C'est impossible parce qu'il faut donner une chance à l'ouvrier de recevoir les salaires et les gages dont il a été privé pendant si longtemps. C'est impossible parce qu'il faut parer au plus pressé et le gouvernement est obligé de payer à même des emprunts les fonds nécessaires pour ces pensions.

Quant à la pension aux mères nécessiteuses, à la dernière session, nous avons fait passer une loi pour leur venir en aide. Nous avons fait faire des études spéciales dans la province d'Ontario et dans d'autres pays, pour donner le meilleur organisme possible, et faire appliquer la loi de façon impartiale. Il est évident que le gouvernement ne peut pas tout

faire du jour au lendemain. Il est clair que la loi peut être améliorée. Mais je dis au chef de l'opposition, qui a parlé de cette loi, que très prochainement nous allons l'appliquer.

Mais pourquoi dire que les pensions aux mères seraient payées plus tôt si les femmes avaient droit de vote dans Bagot? Incidemment, je regrette que le chef de l'opposition fasse des réflexions en disant que l'électorat est vénal. Je rappellerai la parole si connue du grand Molière sur les intentions, que tout le monde connaît. Pour prêter de mauvaises intentions aux autres, il faut en avoir soi-même. Qu'on nous attaque, que l'on attaque le gouvernement et ses chefs, très bien.

Mais pourquoi attaquer la réputation des électeurs du comté de Bagot qui sont honnêtes? Pourquoi laisser à entendre qu'on les fait voter par des moyens comme ceux-là? De grâce, que l'opposition cesse les attaques de ce genre, qu'elle ne s'abaisse donc pas à s'attaquer aux petits. Les électeurs de Bagot et de toute la province sont trop honnêtes pour que l'on ait recours à des moyens comme ceux-là.

Avons-nous fait autre chose, d'autre besogne? Je réponds tout de suite, oui. Nous avons promis d'abolir la loi Dillon, loi inique par excellence, et elle n'est plus dans les Statuts. Dès notre arrivée au pouvoir, nous l'avons fait, réalisant ainsi une autre de nos promesses faites à l'électorat qui venait de nous signifier sa confiance. Nous avons promis de protéger la petite propriété en réduisant les taxes du petit propriétaire, et nous avons tenu parole. L'ancien gouvernement avait obligé les propriétaires à payer régulièrement leurs taxes, sans quoi ils étaient saisis. On encourageait ainsi la concentration de la propriété, on créait une foule d'abus. Nous avons rappelé cette loi obligeant les municipalités de vendre après deux ans les propriétés sur lesquelles les taxes n'étaient pas payées et nous l'avons abrogée. Au lieu d'amener la concentration de la propriété nous avons encouragé sa décentralisation, nous avons encouragé la diffusion de la petite propriété. Nous avons aidé la petite propriété par l'abrogation de cette loi, par la loi du moratoire et par la loi relative à la réduction du taux d'intérêt. Ça n'est que le commencement de ce que nous allons faire. Nous avons rempli cette autre promesse. Nous n'avons pas fini.

À propos du taux d'intérêt, je crois que le temps est arrivé où je demande à tous les députés de cette Chambre et tous les citoyens de se donner la main pour faire des instances auprès d'Ottawa, d'user de toute leur influence. Le temps est venu pour que

le taux d'intérêt fixé par Ottawa soit diminué, puisque ce pouvoir lui appartient. Il est trop élevé.

Le gouvernement actuel n'est pas plus responsable, je ne lui fais pas de reproches. Il n'est pas plus responsable que les autres, mais il ne l'est pas moins par exemple. Ces taux sont trop élevés. Le gouvernement, actuellement, devrait réaliser que le capital argent doit être aidé, mais il ne doit pas écraser le capital humain. Ici nous avons diminué le taux d'intérêt de 3 %. Nous espérons qu'Ottawa fera sa part.

(Applaudissements à droite)

Qu'avons-nous fait encore? Nous avons promis d'ôter la pension de l'ancien président de la Commission des liqueurs. Nous l'avons fait, nous la lui avons ôtée. Le gouvernement a de plus forcé les compagnies engagées dans l'exploitation de nos ressources naturelles à s'incorporer dans la province de Québec, qui veut être maîtresse de ses ressources naturelles. Nous avons dit, promis que la province de Québec serait maîtresse de ses ressources naturelles et nous avons passé une loi, le bill numéro 5, pour qu'il en soit ainsi.

Vu les représentations qui nous sont faites, nous amenderons peut-être cette loi, car nous sommes ouverts à toutes suggestions, nous sommes toujours prêts à améliorer notre œuvre, mais nous l'amenderons sur des questions de détails. Mais j'avertis que le principe restera le même. Le principe va rester. Et ce principe, qui veut que nous soyons les maîtres de nos ressources naturelles, c'est lui que nous allons appliquer si Ottawa veut empiéter sur nos droits, entend intervenir dans l'administration de nos ressources naturelles.

Nous avons promis d'empêcher les abus qui ont fait qu'un homme de l'ancien régime confondait le bien public avec son argent. Il touchait, retirait ainsi des intérêts sur de l'argent qui n'était pas le sien et le déposait à son compte personnel. C'est que la loi favorisait le vol. À la première session, dès que nous avons pris le pouvoir, nous avons pris des mesures pour protéger le Trésor public, et nous avons aboli cette loi qui protégeait le vol et y incitait; nous avons adopté une loi abrogeant la loi qui permettait cette irrégularité et tous les argents de la province ont été déposés au compte du Trésor public.

La loi électorale. Nous disions qu'elle ne répondait pas au besoin de la province et que nous allions donner une nouvelle loi électorale. Et nous en avons donné une, nous avons refondu complètement la loi électorale. Si nous avons aujourd'hui une élection dans Bagot, c'est que la loi est tellement bonne, que le gouvernement a fait tellement son

devoir, que nous faisons les élections dans quatre semaines quand nous aurions pu les faire dans quatre mois. Cette loi dit que les élections doivent être faites dans les quatre mois qui suivent la vacance d'un siège. Eh bien! Nous la faisons dans les quatre semaines.

Nous n'avons pas peur de l'électorat et on en a la preuve. Nous ne retardons pas l'élection des mois et des mois, de deux ou trois ans comme on le faisait sous l'ancien régime. La loi actuelle est tellement large qu'encore hier le chef de l'opposition m'écrivait une lettre pour me demander de nommer des réviseurs à Montréal, pour les listes électorales. Notre nouvelle loi lui donne le droit d'en nommer et la loi suivra son cours. Nous nous rendons à son désir.

Voilà quelque chose qui ne se passait pas sous l'ancien régime. Autrefois, il était même impossible de consulter parfois les listes électorales. Aujourd'hui, il y aura des réviseurs de l'opposition. On sait ce qui se passait autrefois où des gens votaient en masse à la place des électeurs et que des femmes se déguisaient en hommes. Nous avons passé une loi conformément à nos engagements.

Nous allons donc nommer à Montréal un réviseur recommandé par le chef de l'opposition. Nous n'avons pas peur. Le candidat de l'opposition officielle a le droit d'avoir et de choisir des secrétaires d'élection dans chaque poll. On sait ce qui se passait autrefois. L'opposition ne pouvait même pas être représentée dans les polls. Les amis du régime assommaient ses représentants lorsqu'elle en avait. Voilà une autre promesse que nous avons remplie, réalisée.

Dans Bagot, le candidat de l'opposition parlementaire - je dis parlementaire avec intention, car je pensais que le candidat officiel du Parti libéral serait M. Godbout - le candidat de l'opposition parlementaire aura, choisira ses représentants dans chaque poll, et son secrétaire d'élection. Nous n'avons pas peur du vote, nous. Nous ne craignons pas d'agir en plein jour. Nous avons fait tout cela en moins d'un an.

Le chef de l'opposition a parlé d'arrestations sans mandat. Mais, autrefois, sous l'ancien régime, il y avait un article, une clause de la loi de la Commission des liqueurs qui permettait aux agents de faire irruption dans les foyers, de violer les domiciles à toute heure et d'arrêter sans mandat n'importe quel citoyen. Nous avons préconisé l'abrogation de la loi, et nous l'avons abrogée. Nous avons aboli cet article de la loi. Nous avons fait revivre, rétabli les brevets de prohibition, d'*habeas*

corpus et de *certiorari*, qui étaient inexistantes, que l'ancien régime avait fait disparaître et qui sont une garantie pour le citoyen.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique brièvement le sens de ces brevets.

Les arrestations sans mandat n'existent plus, dit-il. Cela nous l'avons fait en moins de 16 mois. Lorsqu'on vient me parler de procédures de nature à restreindre la liberté, je dis: rappelez-vous de toutes les atteintes, des lois qui enfreignaient la liberté du citoyen honnête sous l'ancien régime. Nous y avons mis fin. Nous avons fait plus.

Il y avait la fameuse loi de la radio, passée par l'ancien chef du chef de l'opposition parlementaire (M. Taschereau)⁸, cette loi qui tenait l'opérateur du poste responsable des libelles, si des choses que le gouvernement n'aimait pas étaient prononcées à la radio par les orateurs. Le mécanicien devait juger et fermer la radio. Il était responsable des dommages. C'était un attentat à la liberté de parole. On exerçait un véritable chantage, une vraie intimidation, et nous y avons mis fin. Nous avons abrogé cette loi.

Mais quand il s'est agi des manœuvres persistantes et latentes du communisme, qui s'accomplissaient sous l'œil bienveillant et avec la complicité consciente ou inconsciente de l'ancien régime, quand nous avons décidé de lutter sans merci contre le communisme, lorsque nous avons décidé que c'était de la licence, on a pensé tout à coup à la liberté. Nous avons passé une loi et nous n'avons pas eu peur de l'appliquer fermement. Mais la loi est dans les Statuts et elle va y rester, parce qu'elle est nécessaire. Lorsque nous passons une loi pour protéger le public, nous ne nous servons pas de cette loi pour faire chanter le public.

Pas une seule de nos descentes, pas un cas où les propriétés ont été cadennassées n'a fait l'objet d'une contestation judiciaire. Si la loi était inconstitutionnelle, pourquoi ne pas l'avoir contestée devant les tribunaux? Pas une personne n'a osé attaquer sa constitutionnalité. Pas un politicien, même celui qui parle beaucoup pour nous critiquer, n'a pas osé parler de la désavouer, n'a jugé à propos de critiquer une fois l'intervention du gouvernement. Le gouvernement actuel a eu le courage de lutter efficacement contre le communisme. Donc, c'était une bonne loi et elle était appliquée avec justice.

Je ne sais pas si c'est par plaisir, et je ne parle pas de cela pour en accuser qui que ce soit, mais je me demande qui est en arrière de cette façon de procéder. Je ne sais pas si c'est par plaisir, mais j'affirme que récemment on a fait courir le bruit, à la radio, pendant trois semaines, que j'étais assassiné.

On a fait courir le bruit que celui qui vous parle avait été assassiné ou était entre la vie et la mort à l'hôpital. Si ce sont des communistes qui ont fait cela, je dirai qu'on n'a pas le droit de jeter ainsi l'angoisse, de faire circuler ainsi des rumeurs qui causent autant d'émoi, d'inquiétude dans un foyer, dans des familles respectables.

(Rires)

Je pense, dit-il, qu'il ne fait aucun sens que des gens appellent à ma résidence de Trois-Rivières pour demander s'il est vrai que j'ai été assassiné et fassent circuler d'autre part de telles rumeurs. Pendant trois semaines, on a fait courir cette rumeur. On l'a d'abord annoncée au poste de radio, à Trois-Rivières, puis il en a été question dans le journal le *Star* à Montréal.

Eh bien! Je dirai à ces gens-là, ceux qui ont répandu ces rumeurs par la radio ou les journaux, comme je l'ai dit au colonel Piuze, chef de la police provinciale à Montréal: Ne vous fatiguez pas avec ces rumeurs, colonel. La vie ce n'est pas grand-chose. La cause c'est beaucoup plus. Et ce serait payer bien bon marché la protection donnée à la province si je devais y laisser ma vie.

(Rires)

Qu'ils cessent donc leurs menaces, qu'ils cessent leurs requêtes. Je n'ai pas peur et je n'en continuerai pas moins ma lutte contre le communisme. La vie d'un homme compte peu; c'est la cause qu'il faut considérer. La loi du cadenas, je l'ai déjà dit et je le répète, la loi du cadenas est appliquée et nous continuerons de l'appliquer.

Et c'est même en vue de l'appliquer avec plus de force encore que le discours du trône prévoit que nous avons réorganisé la police provinciale, retouché la loi régissant la Sûreté provinciale, une autre de nos promesses. La réorganisation de la police provinciale, voilà une autre de nos réalisations exécutée dans moins de 16 mois. Nous l'avions promise et nous avons tenu notre promesse.

Et qu'avons-nous fait? Nous sommes allés chercher un libéral reconnu, mais un libéral honnête et intègre, compétent le lieutenant-colonel P.-A. Piuze, et nous l'avons placé à la tête, nous lui avons donné la direction de la police provinciale. Ce qui démontre que l'Union nationale ne considère pas les couleurs politiques, lorsqu'il s'agit de nommer quelqu'un à une position.

Nous l'avons nommé chef et l'on nous accuse de faire de la politique. Et nous lui avons donné plein pouvoir. Depuis que M. Piuze est là, il a fait tout son devoir. Nous lui avons donné un assistant, un ancien libéral lui aussi, un jeune homme non moins

compétent qui s'appelle le major Redmond Roche, qui a très bien secondé le chef Piuze dans tous ses efforts.

Déjà, bien que la police provinciale soit à peine réorganisée, avec le concours du major Rheault, il a entrepris une lutte efficace. La ville de Montréal a été débarrassée des "bookies" et des autres combines de jeux qui payaient des milliers de piastres leur protection à des politiciens et pouvaient ainsi continuer à l'aise leur œuvre néfaste. Ils corrompaient la jeunesse. Les abus ont en grande partie cessé. Je ne crains pas de dire que, dans un avenir rapproché, elle comptera parmi les meilleures forces policières du monde. Nous aurons une police qui n'aura pas de supérieure dans tous les autres pays et du moins très peu d'égaux.

Et tout ceci, M. l'Orateur nous l'avons fait en moins de 16 mois⁹. Mais le chef de l'opposition n'en a pas soufflé mot dans son discours.

Et la jeunesse. À notre arrivée au pouvoir, la jeunesse était dans le marasme. Elle était au désespoir. Elle n'avait aucune perspective, aucune garantie du présent, ni de l'avenir. Qu'avons-nous fait pour lui venir en aide et lui redonner confiance? Nous avons établi notre politique du crédit rural, d'agriculture, d'orientation professionnelle, notre politique de colonisation, notre politique de développement éducationnel et le plan des jeunes.

Tous ces programmes sont en voie de réalisation et nous avons lieu d'en attendre les plus merveilleux succès. Nous avons contribué à établir beaucoup de jeunes. Nous avons réussi la même chose par notre développement éducationnel et notre développement minier. Notre politique d'orientation des jeunes va produire des effets merveilleux.

J'entendais tantôt le chef de l'opposition dire que ce n'était pas nous qui avions découvert les chemins de colonisation. Seulement, nous faisons des chemins qui vont servir. Nous ne bâtissons pas des chemins pour établir des colons comme l'ancien régime l'a fait à la colonie Laferté qui était bâtie sur un lac et dont toutes les habitations sont disparues au dégel du printemps. Nous allons nous occuper des jeunes.

Le chef de l'opposition a dit qu'il n'y avait rien dans le discours du trône en ce qui concerne la colonisation. Il a déclaré que nous n'avions rien fait pour l'amélioration des routes. Et nous n'aurions rien fait de plus pour les jeunes. Certes, nous n'avons pas fait comme l'ancien gouvernement. Au lieu d'envoyer des favoris des politiciens en Europe et aux États-Unis sous prétexte d'études, nous avons employé cet argent, nous avons consacré des milliers

de piastres à faire développer le génie minier dans notre province, afin de permettre à nos jeunes d'étudier le génie minier.

Je puis dire que notre province se classe maintenant au premier rang de toutes les provinces du Canada pour le développement de ses mines.

Et je citerai des chiffres pour prouver ce que j'avance. En ce qui concerne la production générale de nos mines: en 1935, elle se chiffrait par \$39,141,734; en 1936, par \$49,735,985¹⁰, une augmentation de \$10,000,000; en 1937, par \$60,000,000. Elle est passée de \$39,000,000 à \$60,000,000, presque le double, une augmentation de \$21,000,000. En ce qui concerne la production de l'or: en 1935, elle s'éleva à \$16,564,778; en 1936, elle fut de \$23,781,682; et en 1937, elle se chiffra par \$24,400,000. Et maintenant les salaires payés dans l'industrie minière. En 1935, ils s'étaient chiffrés par \$9,878,000. En 1936, ils s'élevèrent à \$11,868,497 et en 1937, à \$15,000,000. Le nombre des employés, qui se chiffrait par 8,919 en 1935, s'éleva à 12,000 en 1937.

Voici des chiffres qui prouveront, et d'une façon incontestable, les progrès que nous avons obtenus pour le développement de nos mines. Nous avons réalisé qu'il fallait donner à la population l'occasion de bénéficier d'une de nos principales ressources. Mais nous avons tenu à ce que la jeunesse en bénéficie, car nous estimons que les mines sont nos principales ressources naturelles.

Et qu'avons-nous fait dans ce sens? En moins d'un an et demi, nous avons envoyé 30 boursiers à l'université Queens. Dans le nord de la province, nous avons acheté, établi une école des mines et ici même, à Québec, nous allons ouvrir une école de génie minier et de géologie, qui sera affiliée à l'Université Laval, l'université mère.

Nous avons choisi Québec pour construire cette école. Car Québec, c'est le berceau de la race, c'est le berceau de la province, du Canada. L'École polytechnique de Montréal aurait aimé posséder l'école des mines, bénéficier des octrois que nous devons donner. Nous avons voulu rendre à l'Université Laval un tribut en témoignage de reconnaissance pour le rôle magnifique qu'elle a joué dans l'éducation, dans le développement de l'instruction dans la province de Québec, ainsi que dans l'expansion des carrières professionnelles.

Cette école de génie minier ouvrira aux jeunes l'une des carrières les plus riches qui existent présentement en cette province et par tout le Canada.

Grâce à ce développement éducationnel, des milliers de jeunes gens pourront prendre dans la

province la place qui nous a été enlevée qui leur revient.

Ceci, M. l'Orateur, nous l'avons fait en moins de 16 mois. Mais qu'est-ce que nous n'avons pas fait également à Québec?

Ici dans Québec, depuis plusieurs années, l'Académie commerciale demandait à l'ancien gouvernement de lui accorder des octrois nécessaires afin de prendre plus d'expansion, pour devenir une école d'enseignement commercial supérieur. Et chaque année, l'ancien gouvernement lui refusait ces octrois. Nous n'avons pas attendu bien longtemps pour répondre à cette demande des Frères des écoles chrétiennes. Et nous en avons parlé dans le discours du trône.

Mais le chef de l'opposition ne s'en est pas aperçu. Nous avons promis aux Frères des écoles chrétiennes des octrois. La Chambre sera appelée à voter les crédits nécessaires afin que l'École commerciale devienne une école d'enseignement commercial supérieure. Grâce au dévouement des Frères des écoles chrétiennes, nous aurons ici une école, laquelle pourra rivaliser avec n'importe quelle autre école supérieure de la province, du continent.

Tout cela, M. l'Orateur, nous l'avons fait en moins de 16 mois et le chef de l'opposition trouve que c'est insignifiant. Mais ce n'est pas tout.

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) prétend que les pêcheries vont mal dans la province, dit que le gouvernement n'avait rien fait pour les pêcheries. Mais il ne lit pas les journaux sans doute. Il ne lit même pas les journaux libéraux, car il se serait aperçu qu'il y a eu une grosse amélioration dans la situation des pêcheurs.

Il doit aussi se rappeler que, lorsque nous avons pris le pouvoir en 1936, il y avait 15,000 anguilles, pour plus de \$20,000 de poisson dans les entrepôts. Le gouvernement ne s'occupait pas de les faire vendre et les pêcheurs perdaient le produit de leur pêche. Grâce au zèle et aux mesures prises par le ministre des Pêcheries, toutes ces anguilles, tout ce poisson fut vendu en peu de temps.

Plus que cela, parce que nous avons une politique sage, tout le poisson pêché, capturé par nos pêcheurs cette année fut vendu de la première à la dernière livre, et cela, pour la première fois.

Qu'est-ce qui a été fait pour les pêcheurs de Gaspé? On leur a accordé des prêts, des mesures ont été prises pour assurer la vente de leur poisson, des entrepôts de réfrigération ont été construits pour leur permettre de conserver leurs prises et un traversier a été établi reliant le continent et les Îles-de-la-Madeleine.

Et, en vue de développer encore ce commerce, nous avons organisé des services d'autobus qui facilitent le transport du poisson. Nous avons établi un système de locomotion qui permet, par le transport du poisson dans des camions munis de réfrigérateurs, au poisson de Gaspé de rivaliser avec celui de toutes les autres provinces et des autres pays. Nous avons aussi jeté les bases d'un enseignement maritime. Enfin, nous avons fondé une école supérieure de pêcheries, qui va être annexée au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, qui nous permettra de former des compétences.

Et cela également nous l'avons fait en moins de 16 mois. Mais le chef de l'opposition n'en a pas parlé, n'a rien vu de cela. Est-il vrai que le rôle de l'opposition consiste à se fermer les yeux pour ne pas voir le bien qui se fait et mieux imaginer le mal qu'on voudrait trouver. Notre politique va aider à résoudre le problème de l'exode gaspésien. Non seulement nous avons rétabli le commerce des pêcheries, mais nous avons aussi mis fin à cet exode de 50,000 pêcheurs qui ont quitté les paroisses du Bas-du-Fleuve, qui étaient allés végéter, se condamner à l'inaction ailleurs et particulièrement dans les villes, dans les grands centres.

Mais il y a aussi un autre problème angoissant que nous avons réglé, c'est celui de la réouverture des moulins. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait des moulins de fermés. Nous avons rouvert, entre autres, le moulin de Chandler, fermé depuis sept ans, qui est l'un des plus considérables de la province, qui donne maintenant de l'emploi à des centaines de personnes, et où il se paie de très gros montants, des centaines de milliers de piastres en salaires.

Ce moulin est dirigé par une compagnie qui compte deux Canadiens français sur son bureau de direction. Deux Canadiens français sont à la tête de cette compagnie. C'est un fait qui ne s'était jamais vu auparavant. Et déjà, la compagnie a payé toutes les dettes municipales de la ville de Chandler, qui était autrefois sous le secours direct.

Chandler, qui coûtait des milliers de piastres à la province est maintenant devenu un centre prospère. Il ne se paie plus un sou de secours directs. La commission scolaire a des revenus qu'elle n'avait pas. Les affaires sont plus prospères, vont mieux que jamais. Ce n'est pas mal pour un gouvernement qui n'a rien fait.

Il y avait à Joliette un moulin, connu sous le nom de Moulin Copping¹¹. Ce moulin était fermé depuis quelques années avec le résultat que la belle ville de Joliette connaissait les misères des secours

directs avec tout ce qui les accompagne. Nous avons ouvert le moulin et pris des mesures pour que la Consolidated Paper Company, qui ne parle plus au gouvernement actuel sur le ton dont elle parlait à l'ancien régime, fournisse le bois, les réserves nécessaires. Nous avons établi, nommé un Canadien français à la tête du moulin pour faire fonctionner le moulin, et des centaines de personnes y travaillent. Tout cela aussi a été fait en moins d'une année et demie.

À la fin de son discours, le chef de l'opposition dit qu'il espère que le gouvernement ne présentera pas des lois à la dernière minute. Curieuse logique. Hier, il trouvait que nous les présentions beaucoup trop vite! Aujourd'hui, il nous demande de ne pas attendre.

Je dois remercier le chef de l'opposition de son accès de franchise lorsqu'il a dit que les taxes ne sont pas payées par les gros, par le gouvernement mais par les cultivateurs, les petits propriétaires et les ouvriers. On se rappelle que, pendant 40 ans, les hommes de l'ancien régime ont soutenu que les cultivateurs et les ouvriers ne payaient pas de taxes.

C'est justement parce que l'ancien régime avait établi un mauvais équilibre fiscal, dans le système de taxation, que nous avons nous-mêmes nommé une commission chargée d'enquête, d'étudier les modifications nécessaires dans le système de taxation et de présenter un rapport le plus tôt possible. Nous avons nommé sur cette commission comme président, M. Édouard Montpetit, un chef libéral, nous que l'opposition traite de guillotineurs. Nous avons nommé aussi sur cette commission M. Larue, et nous avons nommé M. Macdonald¹², ce dernier, un indépendant, mais qui avait été employé par l'ancien régime. Cette commission est à l'étude et doit faire son rapport dans le plus court délai, et nous agirons alors en conséquence, nous ferons les rajustements nécessaires.

Le chef de l'opposition a parlé des emprunts que nous avons faits et il a sorti sa vieille rengaine de l'emprunt de \$51,000,000. Il a aussi parlé de l'emprunt de \$25,000,000 et de l'emprunt de \$31,000,000. Il laisse entendre que ces emprunts n'ont pas été contractés dans les conditions les meilleures pour la province. Eh bien! Je vais prendre un engagement, faire un marché avec le chef de l'opposition.

S'il veut demander une enquête sur ces emprunts, nous allons ajourner immédiatement le débat sur l'adresse; il va faire assigner tous les témoins qu'il voudra et le gouvernement va payer les frais, toutes les dépenses, et, si on trouve un soupçon d'un iota de malhonnêteté, le gouvernement s'en ira.

Par contre si le gouvernement peut prouver, et il est capable de le faire, que l'emprunt de \$51,000,000 a été fait aux meilleures conditions qui aient jamais été obtenues et qu'il fut le plus avantageux contracté par la province et aucune province du dominion depuis la Confédération, le chef de l'opposition s'en ira et donnera son siège à M. Adélard Godbout.

(Rires et applaudissements à droite)

Il est 6 heures, mais j'aimerais continuer pour terminer mes remarques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Souriant)

On va veiller, on est des fumeux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est ce dont je me suis bien aperçu par certaines déclarations et affirmations du chef de l'opposition qui étaient plutôt souvent enfumées.

Le chef de l'opposition sait que nous avons fait cet emprunt de \$51,000,000 aux meilleures conditions qu'il était possible d'obtenir. Il fut plus avantageux que tous ceux conclus par son régime. Eux ne faisaient pas les emprunts, mais ils laissaient leur compte soutiré à la banque de \$26,000,000 portant intérêt à 6.5 % et 4 %. Tandis que nous, nous payons ouvertement les dettes de l'ancien régime, mais au lieu de payer les 6 % qu'ils payaient, nous payons 1 %, 2 %, et 3 %. C'est toute la différence. Je suis obligé de répondre au chef de l'opposition qui n'a rien vu et je crois que j'ai démontré suffisamment dans ce court espace de temps, pas même le trentième de tout le temps passé au pouvoir par l'ancien régime, quel travail le gouvernement actuel a accompli.

Dans toutes les parties de la province, dans le Témiscamingue, l'Abitibi, même aux Îles-de-la-Madeleine, le développement s'est accru. Je pourrais en citer beaucoup d'autres exemples. L'ancien gouvernement avait accordé un octroi à la Clarke Steamship Company pour le transport des passagers; nous avons établi un système de transport. La compagnie recevait l'octroi mais ne transportait pas de passagers. Elle était payée pour un service qu'elle ne faisait pas. Au Témiscamingue et en Abitibi, nous assistons à un immense développement minier et nous avons établi une politique de colonisation intense.

Je n'ai pas parlé de la moitié des œuvres du gouvernement au point de vue financier, agricole, administratif, etc.; le gouvernement, grâce à la loyauté de tous ses membres, a donné, a imprégné à la politique de la province une impulsion irrésistible vers le progrès durable et fécond.

Dans la voirie, c'est aussi notre intention d'améliorer le programme: nous avons accompli une œuvre considérable. À tel point que le tourisme, qui, d'après les prédictions de nos amis devait diminuer, est passé de \$45,000,000 en 1935 à \$64,000,000 en 1936 et à \$77,000,000¹³ en 1937. C'est une bonne augmentation de la part d'un gouvernement qui devait être opposé au tourisme.

Nous avons inauguré une politique de voirie qui doit tenir compte des besoins de la province et de la classe agricole, du tourisme, de l'agriculture, des besoins agricoles, et nous allons élaborer un plan d'ensemble de développement routier, qui sera réparti sur plusieurs années, qui sera soumis à la Chambre et qu'elle adoptera sans doute à l'unanimité pour que notre voirie soit digne de la province.

Je remercie tous mes ministres et particulièrement le ministre du Commerce qui a été l'instigateur d'un plan pour la jeunesse. Je veux remercier tous les ministres et les députés de cette Chambre, qui ont permis au gouvernement d'accomplir cette énorme œuvre féconde et durable. Mais l'œuvre la plus féconde, que nous avons accomplie, c'est l'amitié qui unit, qui a cimenté les relations entre les deux plus vieilles provinces de la Confédération, j'entends les provinces de Québec et d'Ontario.

Ces deux provinces étaient autrefois des provinces ennemies, à cause de discussions entamées entre les chefs des gouvernements du temps. Pendant des années et des années, il y eut des froissements, des heurts, des discussions acerbes entre ces provinces, qui n'auraient pas dû exister et que nous voulons faire disparaître. Lorsqu'en 1867, les représentants de la grande race anglaise et les représentants de la grande race française, lorsque le Bas et le Haut-Canada se sont réunis pour jeter les bases de la Confédération, ils ont décidé que la Confédération serait établie sur le respect des droits de chaque race, mais jamais ils n'ont voulu qu'elle devînt un moyen d'assimilation. Il fut décidé que la Confédération serait une union des bonnes volontés dans une libre coopération tout en respectant les droits de chacun.

Aujourd'hui, nous constatons cependant de la part de certains politiciens de toutes nuances et de toutes couleurs l'idée de tout accaparer, de tout contrôler, comme moyen, sous le prétexte que cela permettra de sauver de l'argent, comme si un peuple, une race pouvait vendre une partie de son âme pour de l'argent. Quelle conception pour des hommes politiques que d'imaginer, de prétendre qu'un peuple, qu'une province, qu'une race a le droit de sacrifier ses droits d'aïnesse pour un plat de lentilles.

L'Ontario est toujours restée les quartiers généraux de la grande race anglaise, tandis que la province de Québec est toujours restée le boulevard des descendants de la grande race française qui vivent en paix avec les Canadiens, les représentants de la race anglaise et des autres races.

J'ai eu le plaisir, au cours de démarches que j'ai voulu faire pour établir une politique de stabilité et de sécurité forestière et économique, dans le domaine de la réciprocité commerciale et les conditions ouvrières, j'ai eu le plaisir de rencontrer le premier ministre, le chef libéral de l'Ontario. Je n'hésite pas à déclarer que M. Hepburn est un homme politique brillant, un homme aux idées larges, un homme de grand cœur, honnête et dont la sincérité dans le domaine de la coopération est des plus évidentes.

Nous nous sommes rencontrés, les représentants de la province d'Ontario et les représentants de la province de Québec et nous nous sommes donné la main franchement, honnêtement et loyalement, lui un chef rouge, libéral et moi un ancien chef bleu, conservateur mais devenu essentiellement national. Nous nous sommes donné la main dans un grand mouvement pour l'entente nationale et le progrès de nos deux provinces, non pour reprendre les discussions acrimonieuses, non pour discuter d'hégémonie ou de primauté d'une province sur l'autre, mais pour faire revivre l'esprit de justice et de bonne entente qui a présidé à la Confédération, dans l'équité et le respect des droits.

Il s'agit de faire revivre l'esprit de justice, de faire revivre l'autonomie pour faire consacrer le principe que les provinces sont maîtresses chez elles, qu'elles sont des concurrents amicaux et non pas des rivaux, dans les limites de leurs intérêts communs et du bien général, et maîtresses de leurs ressources naturelles. Nous nous sommes donné la main loyalement et franchement, dans la concorde, non pour menacer qui que ce soit, mais parce qu'Ontario et Québec doivent se donner la main dans l'intérêt des deux provinces et du Canada.

M. l'Orateur, il est une question dont je voudrais parler brièvement: c'est celle de l'assurance-chômage. Aujourd'hui se soulève à Ottawa la question de l'assurance-chômage. Je le dis tout de suite: Nous sommes en faveur de l'assurance-chômage pourvu qu'elle soit constituée sur des bases honnêtes et raisonnables, mais nous ne sommes pas en faveur d'une assurance-chômage aux dépens de la Confédération et de la Constitution.

Je ne veux pas mettre en doute la sincérité du gouvernement d'Ottawa, mais je puis me permettre de douter, de tenir compte de sa logique. On nous

demande d'accepter un amendement à la Constitution, pour donner au gouvernement d'Ottawa le droit de légiférer, et d'être le seul à légiférer en matière d'assurance-chômage, en ajoutant simplement que le fédéral a juridiction exclusive pour établir et appliquer l'assurance-chômage. On faisait ainsi d'une pierre deux coups. On veut se donner le droit de légiférer en matière d'assurance-chômage, et du même coup, on veut enlever aux provinces le droit de légiférer en cette matière.

Car l'assurance-chômage, ça veut dire quoi? On ne le sait pas. Quelle en est la définition pour le gouvernement d'aujourd'hui? On ne le sait pas. Et ça voudra dire quoi pour le gouvernement de demain, car les gouvernements changent et avec eux l'interprétation des mots et des choses. Et partant de ce fait, le gouvernement fédéral pourra toujours changer la définition aujourd'hui et demain. Qui sera couvert par l'assurance-chômage, et qu'entend par là le gouvernement d'aujourd'hui, et qu'est-ce qu'entendra par là, le gouvernement de demain?

Quels seront les droits et quelles obligations les provinces assument-elles aujourd'hui, et quelles obligations assumeront les provinces quand il y aura un autre gouvernement? On ne le sait pas. Et quel sera le coût, l'estimation du coût par le gouvernement d'aujourd'hui et celle du gouvernement de demain? Veut-on engager notre crédit pour deux ou trois milliards? Je l'ignore. Car le point de vue peut changer non seulement d'aujourd'hui à l'an prochain, mais avec chaque gouvernement. La loi peut changer tous les ans, les intentions et les intérêts peuvent changer. Et c'est ça qu'on nous offre.

C'est pour ça qu'on nous demande de changer la Constitution? C'est cela que nous voulons savoir avant de changer la Constitution. C'est pour ça qu'on veut que nous donnions au gouvernement d'Ottawa un mandat en blanc sur les questions constitutionnelles? On prétend que la province manque à son devoir en refusant de donner un mandat en blanc à ceux qui ont toujours critiqué les mandats en blanc. Et l'on veut que, aveuglément, nous allions nous engager, nous lier! Je réponds: Cela, nous ne l'accorderons jamais, jamais!

(Applaudissements prolongés)

Et je me demande pourquoi le gouvernement libéral d'Ottawa hésite-t-il tant à montrer, à nous faire connaître la loi sur l'assurance-chômage qu'il prétend avoir préparée? Cela me paraît plutôt une manœuvre pour faire semblant de la donner, pendant qu'on ne l'a pas, pour obtenir ce que l'on veut sans oser préciser ce que l'on veut.

La Constitution, c'est notre forteresse à nous de la province de Québec! Notre autonomie provinciale, c'est notre âme! S'il est vrai que la science peut s'être perfectionnée au point de permettre la chirurgie du cœur, je doute que le progrès soit assez avancé pour permettre de ne pas tuer l'âme en lui en enlevant une partie. Pas une parcelle de notre autonomie ne sera cédée, sacrifiée, et le meilleur moyen de ne pas la sacrifier, c'est de ne pas ouvrir la porte aux précédents.

(Applaudissements)

Lorsqu'une porte est ouverte, il n'est pas toujours facile de la fermer, et j'ai souvent vu que par une porte entrebâillée, on a tout ruiné de fond en comble un édifice. En matière légale et constitutionnelle, il est plus facile d'être maître chez soi la porte fermée que de rester maître une fois que la porte a été ouverte. Il est plus facile de garder la porte fermée! Je déclare, au nom de ma province, si le gouvernement fédéral persiste à vouloir changer la Constitution, que nous ne voulons pas la changer. Je ne conçois pas que le gouvernement fédéral veuille passer outre à la volonté des provinces.

La Constitution, c'est l'œuvre de conservateurs, de libéraux, d'indépendants, de catholiques et de protestants. C'est l'œuvre des plus beaux cerveaux du pays. Lorsque les représentants de la grande race française et de la grande race anglaise se sont réunis en 1867 pour édifier l'œuvre confédérative, ils l'ont fait dans une accalmie des passions politiques, dans la paix sereine, alors que les cerveaux étaient calmes et que le pays n'était secoué par aucune crise.

La Constitution a été formée dans le calme; et je dis que, quand ceux-là qui représentaient toutes les opinions, les deux grandes races qui possédaient toutes les qualifications voulues pour y travailler, n'ont été capables de faire une bonne Constitution, dans la paix sereine et le calme et dans une période propice, figurez-vous comment pourrions-nous réussir à faire mieux aujourd'hui en pleine tempête?

Si la Constitution n'est pas claire, je crois qu'il vaut mieux la laisser comme elle est que de la brûler en essayant de la rendre claire; il ne faut pas risquer de la brouiller davantage. Je demande donc aux députés libéraux quels qu'ils soient, et je sais que des députés fédéraux libéraux anglais appuieront, supporteront notre point de vue, l'attitude de la province de Québec, de bien réaliser combien est grave la situation, de faire bien comprendre aux autorités conservatrices ou libérales que si des bleus et des rouges veulent amender la Constitution - car il paraît qu'ils s'entendent, là, en certains milieux, comme larrons en foire - les provinces, les députés

de la province de Québec n'endureront pas d'empiétements sur leur autonomie, et ne toléreront en aucun cas qu'on viole leurs droits en tant que minorité.

Je me rappelle d'un événement, à Québec, il y a 20 ans. Dans sa péroraison, un orateur très distingué expliquait les émotions qui l'avaient assailli à son arrivée à Québec. Il rappelait qu'en pénétrant de la mer dans le golfe, du golfe dans le fleuve, il avait constaté que le paysage était de plus en plus magnifique. Dans les deux rives du même fleuve, il voyait un exemple de la solidarité, de la bonne entente et de l'harmonie qui doivent régner en notre pays.

En face de Québec, il avait constaté que le fleuve se rétrécit, comme pour presser sur son cœur chacune des deux rives. Ce midi, en venant ici, j'ai été frappé par cette pensée et par le spectacle magnifique de Québec, auquel, malheureusement, je ne m'arrête pas assez souvent. La Législature est située sur des hauteurs, sur une colline, où frappent les tout premiers rayons du soleil levant. Le paysage est magnifique, et il a pour décor les belles montagnes des Laurentides.

Il me semble que tout cela est une leçon pour tous et chacun de nous. Il y a des périodes, dans la vie des peuples, où il faut se rappeler que le soleil levant commence toujours à baigner les cimes et les hauteurs, et qu'il faut s'élever ainsi. Il faut savoir s'élever au-dessus des considérations personnelles et partisans, pour le salut du pays. Aujourd'hui, nous sommes à un tournant d'une route, d'une lutte historique, à un moment particulièrement important. Laissons-nous éclairer par le soleil du dévouement, du désintéressement, du vrai patriotisme. Tendons, donnons-nous une main loyale et franche. Travaillons tous de concert, non pas pour le succès d'une cause ou d'un parti, mais pour le triomphe d'une grande race, d'un grand peuple, d'un grand cœur, d'une grande province, d'un beau grand pays¹⁴.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Turcotte), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Paquette (Labelle), secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur les deux messages suivants de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nominations au service civil

M. l'Orateur lit le premier message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 26 janvier 1938
(Document de la session no 7)

Rapport de l'Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit le second message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 26 janvier 1938
(Document de la session no 8)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 20.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 4 février 1938, à la page 9, M. Bouchard a parlé environ une heure.

2. *Le Soleil* du 4 février 1938, à la page 10, mentionne un montant de \$50,000,000.

3. *Le Soleil* du 4 février 1938, à la page 10, parle d'une somme de \$3,600 environ. Cependant, lorsque nous regardons les chiffres rapportés précédemment, nous constatons qu'il s'agit bien d'un montant de \$3,650.

4. Selon *Le Soleil* du 4 février 1938, à la page 3, pendant le discours du chef de l'opposition, des députés de la droite lancèrent des "oh, oh" et des "tu crois, tu crois" à trois ou quatre reprises, mais M. Bouchard continua à parler comme si rien ne s'était passé.

5. *L'Événement* du 4 février 1938, à la page 8, mentionne: "Lorsque M. Duplessis se lève pour répondre au chef de l'opposition, les applaudissements des ministériels se confondent avec ceux des libéraux qui acclament encore leur chef. Seuls les dissidents restent impassibles." Le discours du premier ministre dure 1 h 30, selon *Le Nouvelliste* du 4 février 1938, à la page 1.

6. Honoré Mercier (fils) fut le fils d'Honoré Mercier (père) (1840-1894), lequel devint neuvième premier ministre du Québec, du 29 janvier 1887 au 21 décembre 1891, et qui, dans la mémoire collective, reste l'un des grands défenseurs de l'autonomie du Québec face aux intrusions du pouvoir fédéral.

Honoré Mercier (fils) (1875-1937) débuta dans la politique par le municipal, comme échevin du quartier Centre, à Montréal. Il se fit alors le champion de l'enfouissement des fils électriques, de l'amélioration du système de protection de la métropole et de l'établissement d'une grande bibliothèque.

Élu député libéral dans Châteauguay à l'élection partielle du 16 décembre 1907, il fut ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries dans le cabinet Gouin du 29 avril 1914 au 25 août 1919, où il fut l'initiateur d'une excellente législation sur les mines, la chasse et la pêche. Il fut ensuite ministre des Terres et Forêts, dans les cabinets Gouin et Taschereau du 25 août 1919 au

27 juin 1936, le plus important ministère dans l'administration provinciale, où il opéra la séparation définitive entre la forêt proprement dite et les terrains de colonisation, ainsi que diverses réformes dans la régie et la gestion du domaine public, dans l'exploitation des ressources qui lui furent confiées. Décédé à Châteauguay le 19 juin 1937.

7. *La Patrie* du 4 février 1938, à la page 12, est le seul journal à faire mention d'une économie de \$60,000 par rapport à \$70,000 pour les autres journaux.

8. Il s'agit du bill 63 de la session 1930-1931, présenté par l'honorable M. Mercier fils, ministre des Terres et Forêts, dans le gouvernement Taschereau.

9. *The Chronicle Telegraph* du 4 février 1938, aux pages 1 et 2, fait mention à deux reprises de 15 mois au lieu de 16 comme les autres journaux.

10. *Le Devoir* du 4 février 1938, à la page 6, mentionne le montant de \$42,735,985 contrairement à *L'Action catholique* du 4 février 1938, à la page 10, et *La Presse* du 4 février 1938, à la page 18, qui font mention d'un montant de \$49,735,985. Ce dernier nous apparaît plus vraisemblable étant donné qu'il est fait mention d'une augmentation de \$10,000,000 par rapport à l'année précédente dont la production s'élève à \$39,141,743.

11. *L'Action catholique* du 4 février 1938, à la page 10, et *La Presse* du 4 février 1938, à la page 23, l'appellent le moulin Topping.

12. Selon *Le Devoir* du 4 février 1938, à la page 6, quoique *L'Action catholique* du 4 février 1938, à la page 10 et *La Presse* du 4 février 1938, à la page 23, le nomment McDonnell.

13. *L'Événement* du 4 février 1938, à la page 8, mentionne le montant de \$79,000,000. Par contre, tous les autres journaux rapportent \$77,000,000.

14. En plus de l'ovation, *Le Devoir* du 4 février 1938, à la page 1, et *L'Événement* du 4 février 1938, à la page 3, mentionnent que les députés, adversaires comme partisans, de même que les journalistes, se rendirent entourer le premier ministre pour le féliciter à l'issue de la séance. Selon *L'Événement* du 4 février 1938, à la page 3, le député de Berthier (M. Bastien) lui aurait même dit, en lui serrant la main: "Je n'approuve pas tout ce que vous avez dit, mais vous avez certainement été éloquent."

Séance du mardi 8 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Eugène Gibeau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada (M. Carignan);

- de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi relative à la charte de ladite cité (M. Marier);

- de Horace Saint-Germain et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La Survivance, compagnie d'assurance-vie (M. Pouliot, Missisquoi);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raynault);

- de la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant la deuxième partie de la charte de ladite ville (M. Beaudry);

- de Joseph Grignon et autres, propriétaires catholiques romains, de la paroisse de Saint-Édouard, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi exemptant de cotisation certaines parties de la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix, de Montréal (M. Boyer).

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 3 février, sur la motion proposée le jeudi 27 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Bastien (Berthier)¹: (Applaudissements de la gauche) M. l'Orateur, permettez-moi d'offrir des félicitations sincères au proposeur et au second de l'adresse. Tous deux se sont acquittés avec honneur de la tâche difficile qui leur incombait. En relisant les discours de ces deux orateurs, on se rend compte immédiatement de leur différence de mentalité.

Le député de Joliette (M. Barrette) y a apporté l'enthousiasme et le zèle d'un jeune député et d'un partisan bien discipliné. Le député de Compton (M. Sherman) s'est exprimé comme un homme d'expérience qui vise plutôt le bien-être de la province que l'éblouissement des citoyens à l'endroit, à l'égard de son parti. D'une manière délicate, il a donné certains conseils pratiques et précieux au premier ministre et à son gouvernement.

Je ne voudrais pas être sévère à l'égard de mon voisin de comté qui est un gentilhomme très estimable. Il a parlé avec éloquence, je suis heureux de le déclarer, mais avec le zèle d'un néophyte qui sent le besoin d'exalter et même d'imaginer des mérites auxquels le gouvernement n'a pas droit.

M. l'Orateur, nous commençons la troisième session de ce gouvernement dit de l'Union nationale.

L'opposition réclame d'abord au début la plénitude de ses droits. Nous voulons obtenir, quelques jours à l'avance, les projets de loi que le gouvernement désire faire voter par les Chambres. Les gens de bon sens admettront qu'il est impossible de faire une discussion pratique et fructueuse lorsque les résolutions et les bills importants nous sont remis au moment de la discussion et que l'encre qui a servi à les imprimer n'est pas encore séchée.

Lorsque nous mettons des questions sur le *Feuilleton* ou que nous demandons la production des arrêtés ministériels ou autres documents que les règlements nous permettent d'obtenir, nous sommes confiants que le gouvernement se rendra à notre désir. Sinon, il sera du devoir de l'opposition de batailler le plus vigoureusement possible pour que les règlements soient observés.

Je crois également que le gouvernement devrait attacher une importance primordiale au vote des crédits. Depuis que les ministres ne sont plus obligés, comme ils l'étaient autrefois, de distribuer aux représentants du peuple un rapport écrit des activités de leur ministère, la discussion élaborée des crédits est un des principaux moyens de renseigner le public et les membres de l'opposition.

J'insiste sur ces demandes, parce qu'elles sont d'intérêt public et j'espère que la responsabilité administrative qui incombe au premier ministre l'assagit de jour en jour et qu'il se rendra à mes suppliques.

Comme chef du gouvernement, et par le fait même leader de la Chambre, j'espère qu'il oubliera nos chicanes de parti et qu'il pensera que l'opposition représente 43 % de l'électorat et qu'elle a un rôle à remplir, celui d'aider le gouvernement à légiférer et de renseigner la population sur les activités du gouvernement ainsi que l'usage qu'il fait des argents du public.

Si l'on en juge de la durée de la session par le discours du trône, nous retournerons bientôt dans nos foyers, car il y a à peine trois ou quatre déclarations précises dans ce document.

Il ne faut pas trop s'étonner de la pauvreté de ce discours, car depuis que le nouveau gouvernement est en office, les coffres de la province sont toujours vides.

La principale occupation du nouveau premier ministre est de contracter des emprunts. Cette tâche l'occupe au point que les électeurs de la métropole se plaignent de ne plus le voir que très rarement à ses bureaux de Montréal.

M. l'Orateur, permettez-moi de commenter le discours du trône et d'apprécier, en même temps, le discours qu'a prononcé l'honorable premier ministre.

Le chef du gouvernement, parlant de l'agriculture s'est exclamé: Est-ce ne rien dire que d'affirmer que l'agriculture doit occuper la première place en notre province. Le premier ministre est très fort pour faire des déclarations. Mais, ce qui importe pour les agriculteurs et les électeurs de la province, c'est l'action. Les cultivateurs veulent surtout que les crédits de l'agriculture soient dépensés d'une manière sage et prudente. Le chef du gouvernement et son ministre de l'Agriculture ont-ils été prudents avec le prêt agricole qu'ils vantent tant?

L'autre jour, en cette Chambre, le chef de l'opposition a démontré, a prouvé que M. Albert Rioux, le sous-ministre de ce département de l'Agriculture, avait encaissé la somme de \$6,000 des fonds du crédit agricole en vendant sa terre à sa

belle-sœur, Mme Blanche Rioux, la femme d'un avocat qui pratique à Sayabec et qui, de plus, est avocat de la Commission des liqueurs.

Est-il justifiable qu'au début de l'élection de Bagot, un des principaux officiers diviseurs du prêt agricole, M. Garneau, ait été mis en congé? Le premier ministre qui, à tout propos, offre des enquêtes, n'a pas relevé le gant lorsque, sur la discussion du vote d'une somme additionnelle de \$10,000,000, nous avons accusé l'Office du prêt agricole de ne nommer que des cabaleurs politiques comme sous-directeurs, comme estimateurs.

Qu'est-ce que le premier ministre a répondu à ces accusations et particulièrement à celle concernant le sous-ministre Rioux? Il a dit: "Portez votre accusation en dehors de la Chambre et j'agirai en ma qualité de procureur général". Réponse extraordinaire pour un premier ministre qui est en même temps procureur général.

Le mal que nous savons de son administration et de ses créatures, c'est notre devoir, comme représentants du peuple, de le déclarer devant le plus grand tribunal de la province, la Chambre des députés. Le chef de l'opposition qui aime à satisfaire toutes exigences du premier ministre, a répété dimanche toutes les accusations portées à la Chambre contre M. Rioux. Le premier ministre dit: "Nous avons sauvé l'agriculture en créant cet Office du prêt agricole". Oublie-t-il qu'il y a 150,000 cultivateurs dans la province et qu'au moins la moitié d'entre eux sont grevés de créances hypothécaires?

Comment peut-il prétendre avoir sauvé la classe agricole lorsque, à date, il n'a prêté qu'à 3,317 cultivateurs? Le premier ministre est novice en fait d'administration.

S'il veut être aussi patient à mon égard que je l'ai été au sien, je vais le renseigner sur la manière d'agir du département de l'Agriculture.

Voilà 16 mois que son gouvernement, le gouvernement actuel, est en office, et nos cultivateurs attendent encore le programme agricole. Autrefois, le personnel administratif du département de l'Agriculture élaborait un plan annuel pour toute la classe agricole de notre province. Ce programme, soigneusement discuté, était ensuite remis aux agronomes des comtés. Ces derniers réunissaient les sociétés d'agriculture et le leur commentaient. Les dirigeants de ces sociétés choisissaient les items qu'ils pensaient les plus avantageux pour leurs membres. Des octrois substantiels pour la mise en exécution de chacune des parties de ce programme annuel étaient accordés.

Cette méthode, qui avait pour but de stimuler la culture en général et d'en implanter de nouvelles, fut discontinuée depuis que le nouveau gouvernement est en fonction. De ce fait, nos cultivateurs retirent aujourd'hui beaucoup moins d'octrois par l'intermédiaire de leurs sociétés et de leurs cercles agricoles. Il en est de même pour les cercles de fermières. Les octrois pour le drainage des terres sont aussi diminués. Les primes pour l'établissement des fils de cultivateurs marchent au ralenti. Il ne s'en accorde que par exception. Il semble que le gouvernement actuel craigne de les abolir complètement. C'est pourquoi il en accorde par-ci, par-là.

Depuis le début de la crise, jamais un gouvernement n'a affecté un aussi faible pourcentage du budget général au département de l'Agriculture. En 1932-1933, donc au plus fort de la crise, nous, l'ancien gouvernement libéral, avons consacré 11.18 % du budget général à la classe agricole. En 1934-1935, nous avons dépensé 9.54 % du budget général pour les mêmes fins, pour le compte du département déjà mentionné. Or, sous le gouvernement des sauveurs de la classe agricole, en 1937-1938, seulement 5.4 %² du budget général a été donné à nos cultivateurs.

Lors de son discours, le premier ministre a fait des déclarations contraires aux faits relativement aux agences commerciales de Londres; il s'est exclamé: "Nous avons aboli l'agence de Londres, et nous avons sauvé \$50,000 à la province". Il faisait allusion par là à l'agence autrefois dirigée par M. le Dr Lemieux. Je mets le premier ministre au défi de prouver ce qu'il a avancé relativement à cette agence. C'est le gouvernement libéral, et non pas le gouvernement actuel, qui a décidé d'abolir cette agence et qui l'a abolie. Lorsque le premier ministre a pris le pouvoir, cette agence n'existait plus et il n'y avait plus qu'à liquider les meubles qui appartenaient à la province.

Je répète mon défi et j'affirme que s'il y a eu une économie de \$50,000, elle revient au Parti libéral. Le jeune premier ministre inexpérimenté voyant que nous avons aboli une agence à Londres s'est dit: "Nous allons abolir l'autre". Car, nous avions une autre agence dirigée par M. Harrison qui s'occupait exclusivement de la vente des produits agricoles de notre province à Londres. Ce M. Harrison est venu deux fois dans la province de Québec pour se rendre compte des possibilités de la production agricole et des développements dans le Québec. Il a rendu de grands services à la province et il nous coûtait très peu.

Le premier ministre, pour nous imiter ou, peut-être, pour placer un ami, a aboli cette agence et guillotiné M. Harrison. Quelqu'un a réussi à faire comprendre au gouvernement que ceci était une erreur et nous avons appris dernièrement qu'un M. Trépanier se rendra prochainement à Londres pour y établir une agence semblable à celle de M. Harrison, pour y occuper les mêmes fonctions.

Lors de l'élection de 1936, nous avions comme principal article de notre programme l'établissement d'agences commerciales pour la vente de nos produits agricoles dans les principaux pays du monde, et nous avons basé notre raisonnement sur le fait que la plupart des pays avaient abaissé leurs tarifs.

Après le traité de réciprocité passé entre notre pays et les États-Unis, il n'y avait pas de plus belle occasion pour la province de Québec d'implanter une couple d'agences agricoles et commerciales aux États-Unis. Le département de l'Agriculture était alors dirigé par une compétence qui n'avait pas qu'une idée fixe, celle de favoriser ses amis et de voter des millions pour les cultivateurs, seulement à la veille des élections partielles.

En face de cette incurie, nos cultivateurs sont perplexes et se demandent où vont les augmentations du budget de l'agriculture. Il est difficile pour eux de la savoir car le ministère leur a retranché leur journal.

L'augmentation votée l'année dernière sera employée en grande partie à payer les nouveaux fonctionnaires et leurs dépenses de voyage. Je puis dire à cette Chambre ainsi qu'à toute la province que l'anarchie la plus complète règne au département de l'Agriculture. Il y a maintenant 10 chefs de service et 48 chefs de sections. Ces chefs et ces sous-chefs ont naturellement sous leurs ordres des employés. Ceci vous donne une idée de la quantité de nouveaux fonctionnaires. Depuis la désorganisation du département de l'Agriculture, ces 58 fonctionnaires supérieurs voyagent aux quatre coins de la province.

La preuve de ce que j'avance, la voici: le département de l'Agriculture a acheté 180 automobiles au cours de l'été dernier, non pas de modestes autos de \$700 à \$750, comme cela se faisait autrefois, mais des voitures payées à une moyenne de \$1,000 à \$1,100. Pour les chefs de service, on a payé des autos jusqu'au prix de \$1,800. Ce ne sont pas nos spécialistes en agriculture ni nos agronomes qui exigeaient de voyager avec autant de luxe car, sous l'ancienne administration, ils nous disaient préférer de modestes voitures afin de ne pas soulever de critiques contre eux.

Ceux qui poussent la vente, ce sont naturellement les amis du régime. Voilà les principales raisons pour lesquelles nos cultivateurs retirent beaucoup moins d'argent qu'ils n'en recevaient autrefois, en dépit du fait que les augmentations de budget et les emprunts atteignent la jolie somme de \$116,000,000.

Le ministre de l'Agriculture, dit-il, qui a fait reconstruire le manoir de Deschambault, a des goûts de luxe.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Le député de Berthier, qui m'accuse d'avoir des goûts de luxe, sait-il que son chef, le chef de son parti en dehors de la Chambre, l'ancien ministre de l'Agriculture, avait une automobile qui lui était fournie par la province, payée par le département, et que je n'en ai pas, bien que je retire \$1,250 de moins?

M. Bastien (Berthier): J'aurai au moins réussi une chose: faire parler le ministre de l'Agriculture. Mais ça ne répond pas à ce que je disais au sujet du manoir de Deschambault. Je parlais de la restauration du Manoir de Deschambault, et le ministre de l'Agriculture me parle de l'auto de l'ancien ministre.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Comment s'appelle-t-il?

M. Bastien (Berthier): Lorsque nous aurons les *Comptes publics* des hommes de la nouvelle économie, nous en verrons de belles là-dessus. Nous additionnerons les dépenses du ministère de l'Agriculture et nous comparerons avec ce qu'elles étaient du temps de M. Godbout.

Je regrette que l'honorable ministre m'ait fait sortir de mon sujet, mais j'en profiterai pour lui demander de m'expliquer le cas du château de la ferme expérimentale de Deschambault; de m'expliquer la conduite si étrange de M. Albert Rioux, son sous-ministre, qui s'est servi à même le prêt agricole; de m'expliquer aussi pourquoi son département a acheté 181 automobiles neuves pour les fonctionnaires, à un prix plus considérable que les autos de l'ancien régime; de m'expliquer comment il se fait que son ministère, ayant acheté plusieurs concasseurs, au début de l'été, il n'y en eut qu'un de livré; de m'expliquer enfin toutes les dépenses de voyage que font ses fonctionnaires.

Comment le ministre pourra-t-il expliquer cela? On en est rendu au point qu'au sujet du \$1,000,000 supplémentaire voté au budget de

l'Agriculture, l'on peut affirmer que les trois quarts de cet argent ne sont pas allés aux cultivateurs. Mais je ne continue pas sur ce chapitre, parce que le premier ministre va être obligé de venir à la rescousse de son ministre de l'Agriculture, comme il le fait souvent, pour le sortir du pétrin.

(Indignation à droite)

Et c'est un spectacle trop désolant.

(Rires à droite)

Le gouvernement a tort de penser qu'il fera oublier cette administration qui est faite aux dépens de nos cultivateurs en faisant une publicité exagérée aux quelque 3,300 prêts qui leur ont été faits depuis 18 mois.

Le premier ministre a parlé de l'amélioration du sort des institutrices. Il a été fort injuste à l'égard de nos municipalités scolaires, car dans 95 % des cas, les institutrices, sauf exceptions, étaient mieux payées que \$90, \$100 ou \$125 par année sous l'ancien régime. J'approuve ce que le gouvernement a fait l'an dernier pour l'augmentation des salaires de ces personnes dévouées à qui nous devons tant, mais ce qui s'est fait l'an dernier n'est qu'un palliatif. Le premier ministre a parlé à ce sujet de nos évêques et de nos pédagogues. J'espère qu'il prendra leurs conseils.

Pour former des institutrices de carrière, il faut fixer un minimum et un maximum de salaire. Les institutrices devraient recevoir une augmentation à chaque année pour en atteindre le maximum. Ce fut le mode en vogue là où l'on a réussi à établir un corps professoral efficace. Que le premier ministre se laisse guider par les experts en la matière. Je sais qu'il se croit omniscient; il ne respecte pas toujours la volonté des membres distingués du Conseil de l'instruction publique. Nous en avons eu des preuves l'an dernier et nous pourrions en fournir d'autres. Que le premier ministre agisse avec sagesse dans ce cas important, car c'est là la base de tout progrès agricole dans nos campagnes. Avant de demander de l'argent pour d'autres entreprises, qu'il commence donc par régler ce problème difficile. En théorie, le premier ministre est très fort pour faire de belles professions de patriotisme, mais en pratique, il pense toujours à l'avancement de ses intérêts politiques. Je n'en veux pour exemple que la création de la nouvelle École des mines.

Qu'a-t-il dit à la Chambre lorsqu'il a parlé de la fondation de cette nouvelle École des mines? "Québec, c'est le berceau de la civilisation française dans cette terre d'Amérique. Québec, c'est le berceau de la race." Quelle grande éloquence! Et tout de suite, il nous a appris que l'École des mines serait fondée à

Québec. Le ministre de ce département avait pourtant déclaré dans une entrevue à la *Gazette*, le 4 janvier, que cette école serait instituée à l'École polytechnique de Montréal. Que l'on ne voie dans les paroles que je vais prononcer du chauvinisme ou de la politicaillerie.

Je connais trop le mérite de l'Université Laval pour ne pas l'apprécier. Cependant, c'est le ministre des Mines qui avait raison. Cette nouvelle École des mines aurait dû être adjointe à l'École polytechnique de Montréal parce qu'on y donne là un cours de minéralogie et de géologie depuis 20 ans. De plus, Montréal, avec sa population, est un excellent centre de recrutement bien préférable à celui de Québec.

Les dirigeants de Polytechnique, à Montréal, se sont intéressés à cette question depuis bien longtemps et ils ont dirigé, formé dans ce domaine plusieurs de leurs élèves qui nous ont fait honneur. Pour n'en nommer que quelques-uns, je citerai M. Eugène Poitevin, chef minéralogiste à la Commission fédérale de géologie; le directeur provincial du laboratoire des mines ainsi que le chef du service des mines de la province ne sont-ils pas des élèves de Polytechnique? De plus, cette école possède une collection de minéraux. À Montréal, nous avons le local et tout un embryon d'école des mines, tandis qu'à Québec, on sera obligé de tout créer. Le premier ministre, sentant qu'il n'est pas populaire dans la Vieille Capitale, a voulu essayer de redorer son blason, mais je crois que c'est peine perdue.

On pourrait appliquer au premier ministre le vieux proverbe qui dit: "Le bien qu'il fit, il le fit mal". J'apprécie l'attention que le gouvernement apporte au développement de nos mines, mais en passant, je veux rappeler à la Chambre et au public de la province que l'ancien gouvernement s'occupait aussi du développement minier. L'idée de donner des bourses pour que nos gens se qualifient comme ingénieurs dans cette sphère n'est pas nouvelle. Vers 1933, des boursiers du gouvernement de Québec se sont qualifiés à l'université Queens. Pour assurer aux nôtres l'exploitation des ressources naturelles de la province, le gouvernement n'a rien fait, contrairement à ce qu'il avait promis. Avant l'arrivée du gouvernement de l'Union nationale, des ingénieurs canadiens-français étaient ingénieurs à la Compagnie Noranda et à la Compagnie Hollinger.

Des voix l'interrompent.

M. Larivière (Témiscamingue): Nommez-les!

M. Bastien (Berthier): M. Maurice Lafontaine n'était-il pas ingénieur de la Compagnie Noranda?

M. Larivière (Témiscamingue): Non.

Un député de la droite: Nommez-en d'autres.

M. Larochelle (Lévis)³: De quelle mine parlez-vous?

M. Bastien (Berthier): Vous allez finir par aller rester à côté des mines.

Je suis favorable à la fondation d'une École des mines, mais je regrette infiniment que le premier ministre se soit immiscé dans cette affaire et qu'il ait fait changer l'idée de son ministre à l'égard de la ville où cette école devait être établie.

Dans son discours, le chef du gouvernement a mis tout en branle pour éblouir la population et essayer de s'attirer la sympathie des électeurs de Bagot. Il s'est écrié: "Nous avons empêché le mouillage des stocks. Les compagnies n'ont plus le droit de vendre des débentures mouillées" faisant allusion à cette loi qu'il a passée défendant qu'une compagnie puisse vendre des débentures pour plus que la valeur réelle de la propriété qui garantit l'émission; mais il aurait dû ajouter qu'il a oublié, dans cette loi, pour la rendre opérante, de définir la valeur réelle et de dire comment on pourrait la fixer. Cette condition *sine qua non* importe peu au premier ministre. C'est une loi qui paraît si bien dans nos Statuts et qui lui fournit et lui fournira l'occasion de faire des discours électoraux.

Il a eu une autre envolée sur nos ressources naturelles. "Nous avons adopté le bill no 5 pour rendre la province maîtresse de ses ressources naturelles" a-t-il dit. Il a cependant promis de l'amender devant les magnats des mines dans un banquet à Montréal.

Quelle est la portée du bill no 5? Est-ce qu'en réalité cette loi rend davantage les Canadiens français propriétaires de leurs ressources naturelles? Absolument pas. Tout ce que les compagnies sont obligées de faire maintenant, c'est de s'incorporer dans la province de Québec lorsqu'elles avaient l'avantage autrefois de s'incorporer au fédéral. Toutefois, cette loi ne contribue en rien à chasser les capitalistes anglais et américains. La nouvelle loi rend l'exploitation industrielle plus difficile, mais ne la rend pas pour cela plus canadienne-française.

Il est vrai qu'on leur met quelque entrave qui peut avoir comme résultat de ralentir l'essor économique dans la province et non de donner plus

de richesses aux Canadiens français. La nouvelle loi rend l'exploitation industrielle plus difficile mais ne la rend pas pour cela plus canadienne-française.

Le premier ministre a parlé de colonisation. Dans ce domaine, comme dans d'autres, le premier ministre nous a parlé de ses espoirs pour l'avenir, mais il a oublié de nous dire ce que son gouvernement a fait avec les millions que la Chambre a votés l'an dernier à cette fin. Il nous a dit que, d'ici quelques jours, la Compagnie Fraser céderait 100,000 acres de terre à la province, mais n'importe qui aurait pu obtenir la même chose en y mettant le prix!

Le premier ministre, avant de faire des déclarations sur la colonisation, devrait s'entendre avec le sous-ministre de ce département. Le chef du gouvernement a voulu mettre le public sous l'impression que nous maltraitons les colons. Mais le sous-ministre Ernest Laforce dit tout le contraire dans un communiqué que j'ai lu dans *Le Devoir*.

Dans ce rapport, l'on ne trouve à peu près que des critiques contre le placement de ces colons par l'ancienne administration. Le sous-ministre insinue même que nous les avons trop bien traités et que, par le fait même, nous aurions trop dépensé pour le placement des 4,108 familles de colons qui furent établies selon le plan Vautrin.

Il est vrai que, dans ce rapport, l'on ne trouve à peu près que des critiques contre le placement de ces colons par l'un des anciens ministres libéraux. C'est singulier comme certains hommes peuvent changer d'idée lorsqu'ils changent d'allégeance politique. Pendant la session, je lirai les articles élogieux du plan Vautrin que M. Laforce écrivit au temps où il était à l'emploi du Canadien National.

Ce rapport contient aussi des inexactitudes, car il est injuste, inexact de dire qu'au mois de mars 1936, les \$10,000,000 votés par les Chambres étaient entièrement dépensés. Cette somme était complètement engagée, j'en conviens, je l'avoue, mais il y avait \$3,000,000 qui n'étaient pas encore dépensés. Dans ce résidu de \$3,000,000, il y avait même un item de \$380,000 couvrant les frais d'administration du plan Vautrin jusqu'au 1^{er} juillet 1937. Le sous-ministre parle dans ce même communiqué des prétendues économies qui ont été faites dans ce département.

D'autre part, le public bien informé a remarqué que tous les hauts fonctionnaires qui ont été destitués par le nouveau ministre ont été remplacés par des amis du régime. M. Louis Arcand, frère du célèbre chef fasciste Adrien Arcand, vient d'être nommé directeur de la publicité. M. Cousineau

a remplacé l'acheteur du département. Le fils du ministre a été nommé secrétaire de M. Laforce. M. Bégin, un autre parent, le gendre du ministre, me dit-on, qui était son secrétaire particulier, vient d'être nommé sous-ministre suppléant. Je me rappelle pourtant la sainte indignation du candidat national de Saint-Jacques en 1935-1936 qui s'élevait contre le népotisme. Autres temps, autres mœurs.

Le sujet sur lequel le premier ministre a semblé le plus se prendre au sérieux, c'est lorsqu'il s'est écrié: "Je reproche à l'ancien régime, non pas comme chef d'un parti politique, mais comme Canadien, le manque de vision que tout homme de cœur doit posséder". Il faisait allusion aux lois sociales que nous aurions dû adopter, prétend-il, comme cela se faisait alors dans plusieurs pays d'Europe. Il a mentionné, entre autres, les pensions aux mères nécessiteuses et l'assurance-chômage qui auraient dû être adoptées, selon lui, de façon contributive et obligatoire. Le premier ministre a été 10 ans dans l'opposition et il n'en a jamais parlé. Il n'a jamais proposé une motion dans ce sens. Tel que le disait le chef actuel de l'opposition, l'autre jour, les députés de son parti, M. Guertin et le député de Rouville (M. Barré), le critiquaient à ce sujet.

Le premier ministre s'est aussi vanté d'avoir épuré les mœurs électorales par la nouvelle loi des élections qu'il a passée lors de la session de 1936. Il a dit: "Nous avons des élections dans Bagot, lorsque nous aurions pu prendre quatre mois". Il a oublié de dire à la Chambre et à la province, qu'avec son consentement les avocats du demandeur dans la contestation de Bagot l'avaient engagé indirectement par écrit à faire l'élection aussitôt que M. Dumaine donnerait sa démission. Il y a des écrits qui prouvent ce que j'avance.

Le premier ministre veut laisser croire à la population que la nouvelle loi des élections a bonifié les mœurs électorales et que tout se passe maintenant dans l'ordre le plus parfait.

"On assommait les gens aux polls sous l'ancien régime", a déclaré le premier ministre actuel. Il a été imprudent, car à ce moment, tout le monde a pensé à l'affaire Galalas. "On ne les frappe plus aux polls", comme il l'a dit, mais on les tue dans les garages. Je puis le répéter sans crainte, le rédacteur de la *Nation* l'a écrit et il n'a pas été condamné par la Cour.

La loi Dillon est un autre argument électoral favori du premier ministre. Il aurait dû dire à la Chambre que cette loi a été passée après qu'il eut lui-même condamné les contestations en bloc de 1931. Était-il sincère, ou était-ce parce que le chef "houdiste"

lui avait fait contester son élection dans Trois-Rivières? À cette époque, le parti du premier ministre ne s'appelait ni conservateur, ni Union nationale, ni union libérale, mais on le désignait comme parti "houdiste". Il est vrai que le premier ministre a aboli la loi Dillon, mais il ne lui a pas donné d'effet rétroactif. Était-ce pour protéger trois de ses amis qui ont été contestés en 1936?

Le premier ministre n'a rien négligé dans son discours. Il a parlé de l'ouverture du moulin Copping à Joliette, qui n'a jamais été fermé. Le proposeur de l'adresse et député du comté a été assez prudent pour ne pas s'aventurer sur ce terrain.

La vérité dans tout ceci, c'est que le premier ministre a forcé la Consolidated Paper à avantager l'un de ses amis de la petite ville de Saint-Laurent près de Montréal, en faisant accorder à ce dernier des limites à bois pour que ce favori puisse s'enrichir.

Si, au moins, cet ami précieux du régime traitait décemment les petits sous-entrepreneurs de notre région qu'il emploie! Ce spéculateur national, nouveau genre, est en train de ruiner toutes les petites gens qui contractent pour lui. Dans quelques jours, ce profiteur du nouveau régime, de la petite ville de Saint-Laurent, sera poursuivi à Joliette pour avoir mal payé ses employés et ce ne sera que le commencement d'une série de poursuites.

Parlant de la Commission de la révision des taxes provinciales, le premier ministre en a énuméré les membres. La Chambre a dû remarquer que ces commissaires étaient tous des Canadiens. Cependant, l'an dernier, il insistait pour qu'un Anglais de l'autre côté soit au nombre des commissaires chargés de ce travail. Il a suivi en cela le conseil de l'opposition, mais l'an dernier, quel tintamarre ne faisait-il pas avec cet expert qu'il ferait venir du vieux continent!

Le gouvernement devrait méditer le conseil qui lui a été donné par l'opposition de voir à ce que la pension de vieillesse ne soit payée qu'à ceux qui ont droit de l'avoir. Le seconneur de l'adresse a donné un conseil précieux au premier ministre lorsqu'il a dit: "Il ne doit pas y avoir d'abus dans la distribution des pensions. Il ne faut payer que ceux qui y ont droit". Le gouvernement devrait méditer sur cet avis.

Le mode de distribution de pensions de vieillesse actuel est en train de changer toute la mentalité de notre population.

Dans notre région, il s'agit d'avoir la limite d'âge pour obtenir une pension. Aujourd'hui, n'importe quel vieillard, pourvu qu'il ait 70 ans, touche sa pension, même s'il a un compte substantiel en banque.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Citez un seul cas, vous n'êtes pas capable.

M. Bastien (Berthier): Quand les crédits du ministre viendront, tout à l'heure, je citerai plusieurs cas. J'espère qu'il ne se choquera pas, cette fois-là. L'an dernier, il s'est choqué.

Des députés ministériels le pressent de citer des cas.

M. Bastien (Berthier): J'ai dit que j'attendais les crédits du ministre. Il ne faut pas me retarder, j'en ai encore pour une couple d'heures.
(Rires et exclamations)

M. Larochelle (Lévis): On ne vous dit pas qu'on va vous endurer deux heures.

M. Bastien (Berthier): Tel que nous l'avions édicté, en passant cette loi, les cas de pensions de vieillesse devaient être révisés par les conseils municipaux. Si cette clause n'avait pas été abolie, elle épargnerait des sommes considérables au pays et à la province. L'abus est tellement grand de ce côté que le député de Compton (M. Sherman) n'a pu s'empêcher de le signaler, de le souligner délicatement au gouvernement qu'il supporte.

Le premier ministre nous a dit qu'il se proposait de faire beaucoup pour aider la jeunesse. Je lui souhaite dans le court terme qu'il détiendra le pouvoir de créer quelque chose qui se compare un peu à ce qu'a fait l'ancien gouvernement. Je vais surprendre le chef du gouvernement car il a bien près de lui des admirateurs de ce que nous avons fait dans ce domaine. Je vais vous lire un article paru dans *L'Illustration Nouvelle* du 30 septembre, signé par quelqu'un de très près du premier ministre.

Cet article était intitulé "Le Secrétariat de la province". Le voici:

"L'œuvre accomplie par le Secrétariat de la province dans le domaine de l'instruction publique et surtout dans la diffusion de l'enseignement supérieur, est primordiale. Ce ministère voit, veille aussi à l'encouragement des sciences, des lettres et des arts.

"Il s'occupe de l'enseignement primaire que, principalement dans les campagnes, il subventionne largement chaque année.

"Le Secrétariat de la province a la haute direction des principales écoles d'enseignement supérieur, notamment des suivantes: l'École des

hautes études commerciales de Montréal; l'École polytechnique de Montréal; l'École des beaux-arts de Montréal; l'École des beaux-arts de Québec; l'École d'arts et métiers; l'École du meuble; l'École technique de Montréal; l'École technique de Hull; l'École techniques des Trois-Rivières.

"Depuis quelques années, la population tout entière reconnaît l'importance de l'instruction publique. Aucun sacrifice ne paraît trop lourd quand il s'agit d'améliorer le sort de la jeunesse en facilitant à celle-ci l'accès des plus hautes fonctions.

"Le Secrétariat de la province s'intéresse également au progrès des sciences, des lettres et des arts. Des bourses d'études ont permis à nombre de nos jeunes gens d'aller compléter leur formation en Europe ou aux États-Unis. Plusieurs d'entre eux font déjà honneur à notre province dans tout le Canada et aux États-Unis.

"Chaque année, un concours a lieu sous les auspices du Secrétariat de la province et des prix sont décernés pour les meilleurs ouvrages scientifiques ou littéraires.

"Il ne faut rien négliger pour l'éducation de la jeunesse et pour la diffusion de la culture intellectuelle dans notre peuple. C'est par là que le Canada français doit se distinguer. L'acquisition de richesses spirituelles n'est guère moins désirable que le progrès matériel.

Honorable Albiny Paquette,
ministre

Jean Bruchési,
sous-ministre."

C'est une belle nomenclature d'écoles de tout genre qui ont été créées par le Parti libéral. Le public en lisant cet article a dû avoir une bonne pensée pour l'ancien secrétaire provincial car c'est sous son administration que toutes ces écoles ont été fondées.

Le chef du gouvernement a fait grand état de la loi qui lui permet de faire des enquêtes pour découvrir toutes les richesses de la province. Si quelques-unes de ces enquêtes peuvent servir, être utiles à la province, le gouvernement s'en sert, de ces lois, avant tout pour donner des positions à des amis. Lorsque nous sommes en temps de crise, est-ce urgent de faire des recherches sur la généalogie des familles nombreuses et sur les sites pittoresques?

Au cours de l'été, *Le Devoir* nous a énuméré les équipes qui parcouraient notre province. Parmi ces équipes, il y en avait qui étaient chargées de faire le recensement de nos familles canadiennes-

françaises nombreuses; d'autres enquêteurs avaient pour mission, disait le même journal, de rechercher les sites les plus pittoresques, et l'on énumérait plusieurs autres catégories d'enquêteurs. Vous admettez, M. l'Orateur, que ce sont des enquêtes qui se rapprochent de la poésie et de la romance, mais lorsqu'un gouvernement marche avec un déficit de \$1,000,000 par semaine, en temps de crise, a-t-il le droit de dépenser l'argent du public de cette façon?

Le discours du trône parle d'un plan d'ensemble pour l'amélioration de notre réseau routier. Je suis favorable à cette méthode et à cette coordination des efforts du ministère de la Voirie. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) me permettra cependant de lui demander de coordonner le travail de ses employés afin que nous ayons de meilleurs chemins l'été prochain, que nous n'en avons eus l'année dernière.

Lors de son entrée en office, le ministre a commis l'erreur de plusieurs de ses collègues: il a destitué, renvoyé en bloc des milliers de cantonniers expérimentés. Ces destitutions en bloc ont eu de mauvais effets qui ont fait beaucoup de tort à notre province, tant au point de vue du trafic local que pour le tourisme. De plus, l'inexpérience des nouveaux cantonniers a coûté bien cher à la province.

Le ministre me permettra de lui dire également qu'il semble vouloir faire trop à la fois. J'ai la preuve évidente qu'en voulant aller trop vite, il gaspille l'argent de la province. Je lui dirai que, dans le comté de Berthier, l'on a commencé de poser un tapis bitumineux sur la route 43, au début de l'été dernier. On en a fait une partie, ensuite le travail fut abandonné et, au début d'octobre, l'on a continué à étendre de l'émulsion asphaltique qui n'a pas pénétré dans le gravier à cause de la température froide et, au mois de novembre, cet asphalte commençait à s'enlever par morceaux. Ce travail sera tout à reprendre le printemps prochain. Je comprends que ce n'est pas par mauvaise volonté que le département a agi ainsi, mais ceci démontre qu'il n'y a pas de collaboration suffisante au ministère de la Voirie.

Pourquoi le ministre s'empresse-t-il autant? Il a dû se rendre compte à plusieurs reprises, au cours de l'été, que les parts, les actions de l'Union nationale baissaient dans l'estime de l'opinion publique. Je crois que pour parer à ceci, il a mis trop de travaux en marche pour essayer d'épater l'opinion populaire.

Le ministre de la Voirie, qui, de par ses fonctions, voyage beaucoup, a dû fatalement entendre tous les commentaires défavorables contre le gouvernement de l'Union nationale et du premier ministre.

La majorité des gens s'accorde à dire, et avec raison, que le chef du gouvernement fait tout le contraire de ce qu'il a promis à l'électorat dans son programme et dans ses nombreux discours lors des deux dernières campagnes électorales. Il promet de diminuer le nombre des ministres et il ajouta qu'en nommant des compétences aux différents ministères il pourrait épargner un demi-million par année. Le public ne peut pas croire un instant que les ministres de la Colonisation (l'honorable M. Auger) et de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) sont des experts dans leurs départements.

Il a été impossible au premier d'apprendre la colonisation rue Ontario ou rue Saint-Laurent à Montréal!... Quel est le cultivateur qui croira qu'un brave navigateur puisse s'improviser ministre de l'Agriculture du jour au lendemain? Est-ce avec des nominations comme celles-là que le premier ministre va réaliser cette économie d'un demi-million qu'il avait promise?

La population se rappelle cette autre promesse du premier ministre, faite le 23 juillet 1936, lorsqu'il promettait de restreindre les voyages des ministres, des sous-ministres et des fonctionnaires. Tout le monde s'est rendu compte, au cours de l'été dernier, qu'un tiers du ministère était en Europe. Le secrétaire provincial, le ministre des Travaux publics, le ministre du Commerce et, "the last but not the least", le trésorier provincial qui, d'après les journaux, nous a représentés à l'Exposition mondiale de Paris, alors qu'il ne parle pas un traître mot français.

J'espère que le trésorier provincial a pu apprendre la langue de Molière au cours de ce voyage dans la capitale française.

"Plus de voyages" disait l'honorable premier ministre en 1936. C'est singulier de constater le changement d'opinion qui s'est opéré dans l'espace d'un an chez les membres de l'Union nationale à propos des voyages.

L'assistant-procureur général est allé lui aussi faire son petit tour à Paris. Notre sympathique vice-président de la Chambre, le député de Saint-Maurice (M. Trudel), est aussi allé rendre visite aux Polonais. D'autres députés sont aussi allés en Europe, sous prétexte de faire des voyages d'études; avec le temps, nous découvrirons si oui ou non, ils y sont allés aux frais des contribuables.

Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) est allé étudier les possibilités commerciales, dans les pays scandinaves, je pense.

Le député de Témiscamingue (M. Larivière) est supposé être allé étudier l'industrie du cidre. Il a fait un merveilleux voyage aux pays scandinaves.

M. Larivière (Témiscamingue): C'est exact. Et ce fut un beau voyage, merci!

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Ce fut un beau voyage, M. l'Orateur. Le député est allé étudier l'industrie du cidre, mais tous les gens s'accordent cependant à dire qu'il n'y a pas un pommier dans ce comté, dans le Témiscamingue.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais il va y en avoir, des pommiers.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Les journaux nous ont appris que l'ineffable député de Frontenac (M. Tardif), l'expert colonisateur, a été chargé d'aller étudier l'agriculture au Danemark. Je me demande qui l'interprétait afin qu'il puisse comprendre la langue des Danois.

"Plus de contrats sans soumissions", disait l'honorable premier ministre au cours de l'élection de 1936, et il ajoutait: "Nous pouvons, en administrant honnêtement, rien qu'en demandant des soumissions publiques, économiser \$2,000,000 par année". Le premier ministre a violé cette promesse solennelle, car il a emprunté \$116,000,000 sans jamais demander de soumissions publiques.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) éclate de rire.

M. Bastien (Berthier): Le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) a une belle voix, bien plus belle que la mienne. Le ministre rit comme un homme installé dans un beau fromage.

(Hilarité générale)

Pas une soumission publique n'a été demandée non plus par le ministère du Travail qui a fait exécuter des travaux devant remédier au chômage pour une somme de \$5,000,000. Le ministre de la Voirie lui aussi (l'honorable M. Leduc), dans ce cas comme dans d'autres, s'est encore laissé gagner, entraîner par le mauvais exemple.

Il a dû donner des contrats pour au moins une quinzaine de millions sans cependant jamais demander de soumissions publiques. Ces détails-là ne sont pas pour les sauveurs de la race! Le gouvernement a fait tant de promesses qu'il a oublié celle qui assurait la demande de soumissions pour l'octroi des contrats.

Il y a eu des plaintes dans le public à ce sujet.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Oui, vos amis se plaignent?

M. Bastien (Berthier): Si le gouvernement n'a pas respecté cette promesse solennelle, ce n'est pas parce qu'il l'a oubliée, car certains corps publics, comme le Builders Exchange, ont protesté auprès du gouvernement lorsque le pont du boulevard Pie IX à Montréal, qui coûtera une couple de millions, a été accordé sans soumissions. Le président, M. Hunt, a déclaré qu'il n'avait même pas reçu de réponse à ses télégrammes et à ses lettres dans cette occasion. Ce monsieur craignait de recevoir le même accueil lorsqu'il s'est répandu dans le public que le pont du Bout-de-l'Île serait construit.

Il a publié dans les journaux de la province une lettre qu'il a adressée au premier ministre, lui demandant de respecter cette promesse sacrée des soumissions publiques à l'égard de la construction de ce pont très important.

Le ministère a fait la sourde oreille à cette protestation rendue publique et ce contrat, qui se chiffre dans les millions, a encore été accordé sans soumissions.

Le premier ministre avait aussi promis de réduire le nombre des employés civils. Il n'a pas tenu sa promesse. Dans une infinité de cas, il a doublé, et même triplé le nombre des fonctionnaires. Dans son propre bureau à Montréal, là où il y avait un employé, il y en a maintenant trois. À la police provinciale de Montréal, pour remplacer le chef et le sous-chef de cette police, il a nommé quatre de ses amis, à de beaux salaires.

Le premier ministre, le procureur général s'est glorifié d'avoir nommé le colonel Piuze comme chef, à la tête de la police provinciale, mais il a oublié par contre de nous parler de sa première nomination, l'ex-chef Philippe Aubé. Il n'a pas été loquace à l'égard de ce monsieur, il ne nous a même pas dit ce qu'il était devenu, mais au cours de la session, il sera obligé d'entendre parler de M. Aubé même si cela lui est désagréable.

Le procureur général nous a dit que M. P.-A. Piuze était un libéral. Il n'aurait pas dû dire cela. Nous nions cet avancé...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une insulte?

M. Bastien (Berthier): Oui, c'est quasi une insulte de dire que le colonel Piuze est un libéral, car il ne l'est pas. M. Piuze est un bleu, et un bleu reconnu. Chez nous les rouges, dans notre parti, il

n'y a pas de maquillage. Nous nous connaissons les uns les autres.

M. Boyer (Châteauguay): Vous avez renié vos amis.

M. Bastien (Berthier): Nous n'en renions pas et nous n'en avons jamais renié.

M. Boyer (Châteauguay): Ne dites pas cela. Vous en avez renié quelques-uns. M. Taschereau, par exemple, en 1936.

M. Bastien (Berthier): M. Piuze a toujours agi comme un bleu. Le nouveau chef de la police provinciale s'est même conduit aveuglément comme un partisan et un valet du nouveau régime dans le procès Gédéon Gravel vs Vaillant, en Cour des sessions de la paix, à Montréal. Nous lui dirons à M. Piuze ses vérités par des documents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit...

M. Bastien (Berthier): Je ne permets pas au premier ministre de m'interrompre. Il aura, comme les autres, son droit de réplique. Qu'il me laisse donc finir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je ne voudrais pas interrompre le député de Berthier, mais je crois qu'il est de mon devoir de soulever un point d'ordre. J'estime qu'un député n'a pas le droit de parler, d'attaquer ainsi un absent. C'est laid de sa part. Je dirai de plus qu'un représentant du peuple, un député, n'a pas le droit non plus de traiter, de parler ainsi du directeur de la police provinciale, un officier supérieur de la province. Le député de Berthier n'aurait pas le courage de répéter cette accusation en présence du colonel Piuze.

C'est vrai que le colonel Piuze est un libéral. C'est un libéral et ce fut toujours un libéral, mais honnête. N'est-ce pas l'honorable M. Ernest Lapointe lui-même, l'ami intime du député de Berthier, qui l'a nommé préfet du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul? C'était un partisan de M. Lapointe. Tout le monde sait cela. Nous l'avons nommé parce que c'est un libéral honnête; il y en a.

Je déclare qu'il n'est pas convenable qu'on traite ainsi le colonel Piuze. Le député n'a pas le droit d'insulter M. Piuze en le traitant de valet. D'ailleurs, sa nomination comme chef de la police provinciale

lui a valu des éloges dans toute la province, et même dans le Canada. Sa nomination, je puis le dire au député de Berthier, a valu des félicitations d'un quotidien libéral de Montréal, *Le Canada*, au gouvernement. Je demanderai donc au député de Berthier de ne pas dire d'un libéral que c'est un valet, et je lui demanderai aussi de ne pas faire de menaces.

M. Casgrain (Rivière du Loup): Je me demande quel article des règlements de la Chambre défend d'attaquer un absent et de critiquer une nomination d'un fonctionnaire payé à même les fonds de la province. Il n'y a aucun règlement qui interdit de parler d'un absent. On parle très souvent, même du côté ministériel, d'absents de cette Chambre. On parle de conseillers législatifs, de fonctionnaires. C'est notre devoir. Quant au colonel Piuze, j'ai beaucoup d'estime pour lui et j'aurais bien tort de dire quoi que ce soit contre lui. C'est un homme honnête, respectable. Je sais qu'il n'a jamais fait de politique.

Toutefois, une chose est certaine, et je puis l'affirmer, puisqu'il vient de Rivière-du-Loup, mon comté, parce que je connais très bien sa famille, c'est que M. Piuze appartient à une bonne famille conservatrice. Si M. Lapointe l'a nommé préfet au pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul, je puis dire que c'est parce qu'il était un ancien soldat, au retour du front.

M. Bastien (Berthier): S'il nous est défendu de critiquer les officiers du gouvernement payés par les fonds publics, je me demande où nous allons. Je maintiens mon affirmation. J'ai dit que le colonel Piuze s'était conduit comme un valet dans l'affaire Gédéon Gravel vs Vaillant et je ne crains pas de le répéter, car je puis le prouver à la Chambre. Je dis qu'il s'est conduit en cette circonstance comme un valet, comme un politicien. Je le regrette pour lui et j'ose espérer qu'il s'amendera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un politicien, c'est un valet?

M. l'Orateur suppléant: Je maintiens le point d'ordre du premier ministre et déclare que l'on n'a pas le droit de se servir en Chambre d'expression comme valet. Le mot valet n'est pas parlementaire, en vertu de l'article 265⁴ qui déclare qu'on ne peut employer les mots injurieux même pour les étrangers.

M. Bastien (Berthier): Le mauvais exemple entraîne et, dans tous les départements, l'on a

nommé des amis en quantité. Les nominations nombreuses, les achats de nouvelles automobiles par centaines, dans le même département, les voyages luxueux et nombreux des ministres et des hauts fonctionnaires et les contrats sans soumissions accordés à des amis expliquent, d'une façon péremptoire, une grande partie des emprunts qui se chiffrent à \$116,000,000 depuis l'avènement du gouvernement de l'Union nationale.

Le premier ministre avait aussi beaucoup promis aux ouvriers, mais lorsque les syndicats catholiques de l'industrie textile se sont mis en grève contre une des compagnies les plus monopolisantes de la province, la Dominion Textile, le premier ministre a perdu patience à la fameuse fête de Knowlton. Il a fait des reproches amers et immérités aux chefs des syndicats nationaux, en les traitant de fauteurs de discorde et en leur disant qu'ils manquaient de sincérité. On ne traite pas ainsi les chapelains des syndicats catholiques.

Le ministre du Travail a eu aussi des paroles malheureuses lorsqu'il a dit à ses chefs ouvriers: "Vous n'êtes pas sincères et pas sérieux". Ces deux ministres qui ne voulaient pas la signature d'un contrat collectif ont cependant dû faire machine arrière, et ils devaient être fort heureux d'accepter comme médiateur Son Éminence le cardinal Villeneuve. Et les ouvriers ayant l'appui de cette haute autorité, le principe du contrat collectif, "Loi libérale", a fini par triompher.

La loi des salaires raisonnables a été un fiasco. On vient de suspendre la mise en vigueur de son ordonnance qui devait tout régler le problème ouvrier dans cette province.

Pour faire oublier ce qu'il a mal fait, toutes ces promesses qui ont été sacrifiées, le premier ministre parle de communisme et d'autonomie. Si le premier ministre veut rendre sa loi du cadenas efficace, il devra y définir le mot communisme au cours de cette session.

C'est le devoir du gouvernement de surveiller les activités des communistes, mais c'est également son devoir d'enrayer un autre mouvement qui effraie moins notre population mais qui ne vaut guère mieux; c'est le fascisme. À Montréal, c'est par centaines à toutes les semaines que l'on enrôle des jeunes gens et même des adolescents dans ce mouvement qui sera bientôt une entrave à la liberté dans notre province.

Le gouvernement ne doit pas oublier que la mentalité des jeunes est très facile à déformer, et c'est dans leurs rangs que le virus du fascisme fait ses plus grands ravages; c'est vers le fascisme que

plusieurs jeunes gens inclinent, dans la métropole. Le premier ministre Duplessis fait souvent mention de la guerre que mène le gouvernement de l'Union nationale contre le communisme, mais ne dit rien à propos du fascisme, bien que des journaux nous aient rapporté que des fascistes faisaient des exercices à Montréal. Le premier ministre a vu les photos montrant des entraînements fascistes dans un journal aussi sérieux que *The Gazette* et il ne fait rien. Il ne parle que de communisme, et pourtant le fascisme fait des ravages dans notre province. Il y a un énorme danger à laisser corrompre la mentalité de nos jeunes gens par le fascisme, qui est un microbe presque aussi virulent que le communisme et qui nous vient du vieux continent. Il se propage et le devoir du premier ministre est de l'éradiquer, mais il n'en fait rien.

Un mot de l'autonomie de notre province dont le premier ministre aime tant parler. Il en fait si souvent le thème de ses discours que plusieurs voient là un cri électoral. À force de crier à l'autonomie, il finira par n'être pas pris au sérieux. Il veut priver les ouvriers de l'assurance-chômage sous ce prétexte. Sous prétexte de protéger notre autonomie, il a refusé l'assurance-chômage qui lui est offerte par le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une suggestion? Est-ce une question?

M. Bastien (Berthier): J'ai la parole, M. le premier ministre.

M. Larochelle (Lévis): Craintif, craintif.

M. Bastien (Berthier): J'ai surtout peur du député de Lévis.

Des députés ministériels viennent à la rescousse du député de Lévis.

M. l'Orateur: À l'ordre, à l'ordre!

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre devrait être conséquent avec lui-même, il ne devrait pas oublier qu'en maintes circonstances, il a demandé à ce que nos pêcheries soient administrées par Ottawa. Est-ce que le mal serait beaucoup plus grand si l'assurance-chômage l'était par le gouvernement central?

D'ailleurs, la Commission des assurances sociales, qui était composée de nos meilleures sociologues, religieux et laïques, est bien catégorique

sur ce point lorsqu'elle dit, dans son sixième rapport, que l'assurance-chômage est de juridiction fédérale. Voici comment s'expriment les membres de cette Commission à ce sujet:

"La prudence élémentaire conseille de donner un caractère fédéral à l'assurance-chômage. Il est urgent d'étendre les charges sociales sur l'ensemble d'un pays. Autrement, les provinces participantes se trouvent dans un état d'infériorité injuste par rapport aux non-participantes. Il ne faut pas oublier que les charges sociales doivent être incorporées dans le prix de revient de la production. Les provinces ne jouissent pas du privilège de la protection tarifaire, les industriels établis dans les limites de celle-ci ou de celle-là doivent nécessairement viser à la péréquation des charges sociales, s'ils ne veulent pas se faire les uns aux autres une concurrence intenable et, en l'occurrence, déloyale.

D'ailleurs, on comprend facilement que l'établissement exclusif de l'assurance-chômage dans une province constituerait, pour les chômeurs des autres provinces, un puissant foyer d'appel et que bien vite cette mesure sociale deviendrait une faillite complète. Il faut tenir compte de l'absence de frontières entre les provinces et des facilités naturelles de migration à l'intérieur d'un même pays."

Voilà l'expression sincère de sociologues qui n'étaient pas préoccupés par la question politique. Peut-on croire, un seul instant, que les membres de cette commission qui font notre orgueil ont oublié que nous sommes unis, dans ce pays, par un pacte fédératif?

Il est probant que les arguments donnés par ces hommes instruits et distingués sont irrévocables. Alors, pourquoi priver nos ouvriers de cette mesure sociale bienfaitrice?

Le premier ministre s'emballe lorsqu'il accuse, dit qu'Ottawa essaie de tyranniser la province de Québec en lui demandant d'amender la Constitution pour favoriser la classe ouvrière. Le premier ministre devrait traiter les autres provinces d'une façon plus amicale et non considérer Ottawa comme un tyran.

Si le premier ministre est sérieux lorsqu'il parle de la "parcelle de notre âme" que voudrait nous arracher Ottawa, pourquoi n'a-t-il pas protesté quand illégalement M. Bennett a passé cette loi de l'assurance-chômage? Les craintes du premier ministre sont tardives et c'est là que nous voyons ses intentions. Pourquoi n'a-t-il pas demandé que la province soit représentée au Conseil privé lorsque le gouvernement fédéral actuel l'a référé à cette cour finale?

Je dis au premier ministre qu'en s'attaquant aux dirigeants d'Ottawa, il s'attaque à des hommes plus expérimentés que lui et qu'un jour, tout penaud, comme il le fait souvent, il sera obligé de s'excuser et de revenir sur ses pas. Le premier ministre, encouragé en cela par son ami Hepburn, cherche la bagarre avec des hommes plus forts que lui. Pourquoi n'apprend-il pas à agir plus lentement et d'une manière moins impulsive?

Que le premier ministre et procureur général se rende donc compte, une fois pour toutes, qu'il fait tout sous le coup de l'impulsion, qu'il a plus de voiles que de gouvernail. Un chef de gouvernement doit agir après mûres réflexions. C'est un impulsif qui fait tout et fait tout faire sans réflexion. Comme preuve, la dernière reculade de sa Commission des salaires raisonnables. Le premier ministre dira qu'il n'est pas responsable des décisions de cette Commission, mais tout le monde sait qu'il est le factotum du gouvernement, de tous ses offices, et de tous ses officiers.

Le premier ministre avait aussi promis qu'il n'y aurait plus d'arrestations sans mandat et il a même amendé la loi à ce sujet. Cependant, il y a à peine quelques jours, la police provinciale a fait irruption dans une salle de billard à Montréal, et du même coup, 150, 175 personnes ont été arrêtées sans mandat. Plusieurs ne pouvant cautionner, ont dû passer la nuit en prison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À quelle place?

M. Bastien (Berthier): À Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans quelle bâtisse, dans quel édifice, que le député le dise.

M. Bastien (Berthier): Vous le savez comme moi. Je ne m'en souviens plus, mais je sais qu'il a fallu que ces gens, arrêtés pour rien, se fassent défendre par le député unioniste de Napierville-Laprairie (M. Monette). Ce député, l'un des meilleurs avocats que nous avons, a fait relâcher 160 des 170 personnes. Le lendemain, devant les protestations énergiques de leur avocat, le député national de Napierville-Laprairie (M. Monette), qui a dit au tribunal et aux avocats du ministère public que cette manière de procéder nous conduirait vers une situation épouvantable dans la province, tous ont été relâchés, excepté une quinzaine. J'ai autant de confiance dans ce bon avocat qui ne se vante pas que

dans le premier ministre qui se dit un maître du Barreau.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, ils ont été acquittés.

M. Bastien (Berthier): Oui, mais ils n'en ont pas moins passé une nuit en prison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a donc pas eu arrestation. Le député admet qu'ils ont été acquittés; que vient-il nous parler d'arrestations sans mandat?

M. Bastien (Berthier): Si vous aviez, comme ces gens-là, passé une nuit en prison par erreur, vous auriez fait une scène. Vous trouvez ça bien normal parce que ça se passe maintenant, mais vous ne diriez pas la même chose si ça s'était passé sous l'ancien régime. Ces personnes ont été arrêtées illégalement simplement parce qu'elles jouaient au billard ou au pool, je ne sais trop.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député veut poser une question sur le *Feuilleton* de la Chambre, nous allons élucider cette affaire rapidement. Si l'opposition veut une enquête sur cette descente, nous la lui accorderons. Si le député de Berthier l'entend ainsi, nous pouvons, nous sommes prêts à prouver que les personnes arrêtées se trouvaient chez des "bookies" protégés par des personnes bien connues et cachés dans ce billard par des autorités qui sont très près du député de Berthier. L'affaire de paris sur les courses était organisée, conduite par des anciens policiers provinciaux. Il y aura des noms que l'on n'aimera pas que l'on fasse connaître au public.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comment se fait-il que des députés comme le député de Napierville-Laprairie (M. Monette) aient blâmé la conduite du gouvernement dans cette affaire, en défendant ceux qui avaient été arrêtés?

M. Boyer (Châteauguay): Il en a défendu souvent, des gens comme vous autres.

M. Bastien (Berthier): Si on arrête tout le monde dans les moindres salles de pool et de billard, qu'allez-vous faire des grands hôtels où il y a des gens qui reçoivent des paris? Le premier ministre pourra se faire arrêter un de ces jours, à ce

compte-là. On abuse de l'autorité en arrêtant des citoyens qui passent leur temps à jouer au pool ou au billard. C'est pour cela que le juge et les avocats ont jugé à propos de les relâcher.

C'est parce que le seul crime que ces personnes avaient commis, c'était d'avoir joué au billard et au pool.

Qu'est-ce que les touristes diront si on continue à arrêter ainsi en masse comme on fait au Mexique et quelquefois à La Havane?

L'industrie touristique souffrira si l'on se met à faire des descentes dans les salles de billard, où l'on peut même trouver des salons de barbier.

M. Larochelle (Lévis): (Bruyamment) Ha! ha! ha! ha!

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas la première fois qu'un semblable tour de force est fait par la police provinciale de Montréal, car le printemps dernier, une dizaine de chefs ouvriers de la Amalgamated Clothing Workers Association ont été arrêtés et après plusieurs remises, après plusieurs semaines, les avocats du département du procureur général ont dit qu'ils n'avaient pas de cause à offrir contre ces messieurs que l'on avait arrêtés et de qui l'on avait exigé, cependant, de forts cautionnements variant de \$1,000 à \$3,000.

C'est donc ce même premier ministre qui va aller, dimanche, dans Bagot, se vanter qu'il aime l'autonomie et la liberté. Quelle farce!

Lorsqu'il était chef de l'opposition, le procureur général d'aujourd'hui avait promis beaucoup de réformes dans ce département important de la Justice. Il est vrai de dire "qu'il y a loin de la théorie à la pratique".

Le chef du gouvernement nous a parlé de la vieille et franche amitié qu'il est en train de développer avec la province d'Ontario. J'espère que les relations amicales que notre premier ministre entretient avec M. Hepburn seront durables. Que le premier ministre de l'Ontario soit sur ses gardes.

L'infidélité du premier ministre québécois est connue à l'égard de ses amis.

S'il fallait qu'il y ait un divorce entre ces deux premiers ministres, cela aurait encore plus de retentissement que la rupture avec M. Paul Gouin, en deuxième nocces avec les députés de Québec-Centre (M. Hamel) et de Montmagny (M. Grégoire) et en troisième nocces avec le député de Québec-Est (M. Drouin).

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Aberhart⁵.

M. Bastien (Berthier): C'est un de vos frères, il gaspille comme vous. J'ose croire que le chef de notre gouvernement entretiendra des relations plus durables avec M. Hepburn, mais je demanderais à l'honorable premier ministre d'être diplomate avec les autres provinces de la Confédération. Nos voisins des Provinces maritimes sont d'excellentes gens. Nous avons des amis et des frères dans les provinces de l'Ouest. Un chef de gouvernement n'a pas le droit d'oublier cela. Cependant, son discours de Shawinigan a mis le feu aux poudres et les premiers ministres des autres provinces ont tous protesté unanimement. Le premier ministre devrait perdre l'habitude de se chicaner avec tout le monde. On finira par dire qu'il est le chef de la "désunion nationale".

Quel bilan général peut-on faire de l'administration nationale depuis qu'elle est en fonction? Durant 16 mois, même en prenant les chiffres du premier ministre, un déficit de \$50,000,000 a été accumulé et nous nous acheminons vers un autre. Durant ce court laps de temps, le gouvernement a violé ses promesses les plus sacrées. Entre autres, celle où le premier ministre avait signé un document au député de Québec-Centre (M. Hamel) s'engageant à faire compétition aux grandes compagnies d'électricité opérant dans les grands centres de notre province.

Le premier ministre et son ministère ont peu de mémoire. Depuis 16 mois, ils ont oublié qu'ils s'étaient engagés à combattre le trust du charbon, celui de la gazoline et du lait.

C'est aussi ce gouvernement qui a failli compromettre la paix et la bonne entente entre les deux races dans notre province en passant cette loi inconsidérée donnant priorité au texte français, au cas de procédure légale. Cette loi ne donne aucun avantage aux Canadiens français et est injuste à l'égard de la minorité anglaise.

Que dire aussi de la destitution des officiers protestants du comité de l'Instruction publique? À sa courte honte, le premier ministre a dû s'excuser dans une longue lettre et rétablir les officiers dans leurs fonctions. Que penser de ces destitutions en bloc et par milliers qui ont ruiné, dans bien des cas, l'avenir des enfants de ces chefs de famille. Le premier ministre avait juré sur tous les tréteaux qu'il ne destituerait pas les fonctionnaires honnêtes.

Cette mauvaise administration qui ruine nos finances, au point d'inquiéter les hommes prudents des autres provinces, ce gouvernement qui n'a posé que des actes révoquant ses promesses, fait contraste avec les administrations du passé et explique que le

libéralisme s'affirme de plus en plus fort dans la province de Québec. Après la victoire de Lotbinière, ce fut celle de Saint-Henri, demain, ce sera un autre triomphe dans Bagot et aux prochaines élections générales provinciales, le vieux Québec reviendra au libéralisme, et alors ce sera pour longtemps.

Un incident tout particulier sur lequel je veux attirer l'attention de cette Chambre, c'est le cas de Roger Poirier, qui fut incarcéré à la prison de Bordeaux de Montréal, après avoir été déclaré coupable de vol. En attendant sa sentence, alors qu'il était à l'infirmerie pour cause de maladie, Poirier eut une chicane avec l'infirmier, avec ses compagnons, et il fut enfermé dans une cellule. Là, il fut pris de crises. Il réussit à arracher un morceau de son lit et essaya de tout briser, de tout détruire dans sa cellule. Puis il défia les gardes de le sortir de sa cellule.

Sur l'ordre du gouverneur, quatre gardes, accompagnés de quelques détenus, l'empoignèrent et lui passèrent la camisole de force, puis le transportèrent dans une cellule isolée au troisième étage de la prison. Là, il fut attaché sur un lit avec des courroies. Il y fut attaché de telle façon qu'il lui était impossible de faire quelque mouvement que ce fût. Pour plus de sûreté, des serviettes furent enroulées autour des boucles des courroies afin qu'il n'y eût aucun glissement, ni relâchement quelconque.

Pendant toute la nuit qui suivit, le prisonnier cria et se lamenta, tantôt faisant des menaces, tantôt se plaignant qu'il allait mourir. Durant toute la journée et la nuit du 15 janvier, il fut tenu dans la camisole de force. Il était évident qu'il perdait de l'énergie, car ses cris devenaient de plus en plus faibles. Il passa donc la journée et la nuit du 15 janvier toujours dans le même état. Le 16 janvier, un garde prévint le sergent, lui disant que le prisonnier Poirier qui était attaché depuis le 14 au soir faiblissait énormément et qu'à son avis, il ne serait pas surprenant qu'il en mourût.

Le sergent prévint les autorités, le gouverneur de la prison, mais rien ne fut fait au sujet du prisonnier Poirier. Le malheureux resta dans la camisole de force et attaché à son lit. Cela dura jusqu'au 18 janvier. Il refusa toujours de manger.

Une voix ministérielle: C'est une honte.

M. Bastien (Berthier): En effet.

Une voix ministérielle: Est-il mort?

M. Bastien (Berthier): Oui, il est mort, et c'est surtout une honte parce que le gouverneur de la

prison de Bordeaux de Montréal est un médecin, le Dr Sylvio Lafortune, et qu'on lui avait signalé l'état du prisonnier.

Le 18 janvier, il fut détaché et quatre détenus transportèrent alors le détenu à l'hôpital, où un garde fut mis de faction. Le malheureux était si faible que les prisonniers durent l'envelopper dans un drap pour le descendre du troisième étage. Il était presque inconscient puisqu'il n'avait pas mangé depuis presque cinq jours.

Pendant qu'il était retenu dans la camisole de force, Poirier ne voulut rien manger et les autorités de la prison ne le forcèrent pas à prendre la moindre nourriture. Du 14 janvier au soir au 18 janvier au matin, on ne lui permit pas d'enlever sa camisole de force et, par conséquent, il était dans un état de malpropreté repoussante. Le nommé Poirier fut transporté à l'hôpital le 18. Après son arrivée à l'hôpital, Poirier continua à refuser de prendre toute nourriture. Les seuls mots qu'il disait étaient les suivants: "Laissez-moi mourir tranquille". Il était d'une faiblesse extrême. Il mourut dans l'après-midi du 20 janvier⁶. On communiqua aux journaux que le prévenu était mort d'une néphrite.

Si l'on doute de ce que j'avance, qu'on s'informe. On constatera alors que je dis la vérité. Je dis que c'est là un acte inhumain, atroce. Je ne dis pas cela par fla-fla politique.

Des voix ministérielles: (Ton ironique) C'est un rêve. Non, non, pas par politique!

M. Bastien (Berthier): Je le dis sur des renseignements obtenus de gens, de personnes dignes de confiance. Je donne ces renseignements au procureur général, parce que j'estime de mon devoir de les lui signaler. Il y a des associations de bienfaisance de prisonniers. Qu'on fasse une enquête en s'aidant de ces gens-là. On verra si je suis un politicien, en en parlant. Je demande une enquête approfondie.

M. Larochelle (Lévis): Un petit peu d'eau, ha! ha! ha!

M. Bastien (Berthier): Je dis que c'est une atrocité, pour un gouverneur de prison qui est aussi médecin, que d'avoir laissé mourir cet homme dans de telles circonstances. Si l'enquête révélait que ce que j'ai dit n'est pas conforme aux faits, j'avouerais que je me suis trompé. Si j'ai été mal informé, je serai le premier à admettre que j'ai été trompé. Si c'est vrai, je demande la destitution du Dr Sylvio Lafortune, que je ne connais même pas. Je trouve

qu'il devrait être puni. Le Dr Lafortune n'a pas le jugement voulu pour être gouverneur de Bordeaux.

Une voix ministérielle: Il ne l'aura pas volé!

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
(En riant) Encore une fusée de manquée!

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas une fusée. Je veux une enquête, et nous verrons si je suis un politicien. Je déclare sur mon honneur que je crois mes renseignements bien fondés. Et je la demande cette enquête⁷.

M. Hamel (Québec-Centre) propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Comme il reste quelques minutes avant 6 heures⁸, le député de Québec-Centre peut toujours commencer son discours. Il reste un quart d'heure.

M. l'Orateur: La Chambre est ajournée à demain après-midi à 3 heures. Adopté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Désignant le député de Québec-Centre) Non, non, qu'il commence.

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, permettez que j'offre nos bien vives condoléances aux familles des élèves du Collège du Sacré-Cœur et aux révérends frères éprouvés par le désastre de Saint-Hyacinthe. Ce triste événement nous glace encore d'effroi. Il nous semble entendre ces appels désespérés et vains des élèves et des frères réfugiés sur le toit de l'édifice, par une température sibérienne. Ils périssaient déjà de froid quand l'instant après ils s'engouffraient tous dans un brasier épouvantable au milieu d'un fracas d'où s'échappaient les frêles et poignants cris des mourants.

Les scènes de toute fin de vie adoucissent ou accentuent la douleur de la séparation, selon qu'elles sont paisibles ou tragiques.

Certes, un trépas aussi tragique pour cette jeunesse doit torturer cruellement le cœur des mères et des pères. Je leur dis au nom de mes amis: Nous comprenons vos sanglots, puisse la sympathie que vous adressez cette Chambre jeter un baume sur votre tourment.

Pour vivre et surtout pour grandir, nos institutions doivent naître dans l'épreuve et le sacrifice. Le Grand Maître permet ainsi que le feu les

anéantisse parfois pour que, fécondés par l'affliction et l'adversité, elles se relèvent plus grandes, plus fortes et plus durables. Ce sera, nous l'espérons fermement, le sort du Collège du Sacré-Cœur de Saint-Hyacinthe. La Providence ne souffre pas la destruction inutile. Le plan divin sait d'un malheur humain tirer de grands bienfaits. Et la douleur des âmes chrétiennes demeure toujours une prière, un signe avant-coureur des gestes de compassion et de miséricorde divines.

Si je me suis attristé sur les cendres du Collège du Sacré-Cœur, j'éprouve du contentement en me penchant sur le berceau, l'octroi accordé à l'École des hautes études commerciales, qui sera désormais notre école de commerce, et l'établissement de l'École des mines aux fins de créer des compétences dans notre province. On ne poussera jamais trop chez nous les cours de haut-savoir. C'est là une de nos nombreuses infériorités. Les talents, les aptitudes abondent chez nous, mais hélas, combien peu donnent leur rendement. Les causes de ce mal demeurent nombreuses. Toutefois l'impossibilité ou la grande difficulté pécuniaire de se perfectionner dans certains domaines, fournissent à plusieurs un argument péremptoire pour notre manque de connaissances en plusieurs sciences.

La décision du gouvernement de venir en aide à deux de nos institutions les plus méritantes, l'Université Laval de Québec, et l'Académie commerciale, également de Québec, comblera deux lacunes. Je m'en réjouis pour nos institutions et j'en félicite le gouvernement.

Selon l'usage et aussi en toute sincérité, je dois avouer que les discours du proposeur et du second de l'adresse nous ont intéressés.

Le député de Joliette (M. Barrette), selon la coutume en démocratie, a tout dépeint en rose. Il a décrit les miracles accomplis par son gouvernement, puis couvert son chef de compliments. À nous, il a décoché quelques flèches malignes, bien explicables chez un enthousiaste et fidèle partisan. En somme, il a respecté la formule consacrée: des fleurs pour les siens, des chardons pour les autres.

Le député de Compton (M. Sherman) s'est plus dépouillé des vieilles coutumes. Il s'est mis en face de la réalité et nous a servi une pièce plus constructive. Avec courage, il nous a signalé les pénibles difficultés du cultivateur et la marche croissante de l'irrégulation ou de l'impie dans notre province. Son discours sans recherche d'effets déclamatoires ou électoraux a dû plaire à tous les esprits constructifs. Je l'en félicite, sans arrière-pensée.

Dans le discours du trône, le gouvernement admet que les diverses professions ont rendu des services. Il entend les traiter toutes avec justice. Le gouvernement ne dit pas ce qu'il fera des professions "trustardes". Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) accuse la profession dont je fais partie d'être un trust; il promet même de présenter à l'Assemblée législative, un bill qui permettra désormais aux mécaniciens-dentistes, aux techniciens, de recevoir des clients pour leur confectionner des pièces de prothèse pour détruire le trust des dents.

Je dirai au député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) que dans tous les pays civilisés du monde, pour l'exercice de l'art dentaire, on exige des connaissances médicales et dentaires, en plus de l'habileté technique. Je parle ici, M. l'Orateur, de cette question non pas pour influencer l'opinion de cette Chambre bien convaincue, je n'en doute pas, de la nécessité d'accorder une juste protection aux professions libérales, mais pour déplorer qu'un député ouvrier se serve de tels procédés pour soulever les classes, les professions libérales les unes contre les autres dans notre province.

Le plus étonnant c'est que l'an dernier, le 17 mai 1937⁹, le Collège des chirurgiens dentistes faisait modifier sa loi, sa charte devant la Chambre pour rendre plus difficile la pratique illégale de l'art dentaire contre les délinquants. Il n'y eut point alors la moindre protestation de la part du député de Saint-Sauveur. Le bill était présenté par son confrère, le député de Lac-Saint-Jean (M. Duguay).

Un petit groupe de mécaniciens mécontents avait cependant demandé au député de Saint-Sauveur de parler pour eux; ils lui avaient même fourni de la documentation nécessaire, me dit-on. Et, sans protestation aucune, le député de Saint-Sauveur a laissé passer cette loi. Il y a là, vous en conviendrez, deux attitudes différentes. Mon ami de Saint-Sauveur veut-il, aujourd'hui, condamner sa propre attitude en Chambre pour ne s'être pas fait le protecteur de la pratique illégale, ou joue-t-il une simple comédie électorale? Pourquoi ce changement d'attitude, si ce n'est à cause d'une campagne électorale municipale?

Nous sommes plus de 800 dentistes dans la province de Québec. Aucun tarif n'oblige un dentiste à exiger tel ou tel honoraire pour ses services. Le dentiste reste libre de travailler aux honoraires de son choix, et les patients peuvent accorder leur confiance à n'importe quel de nos confrères.

Parler de trust en telle circonstance, c'est afficher une méconnaissance, une ignorance complète de ce qu'est réellement un monopole; c'est aussi chercher à faire de la pure démagogie.

Notre profession compte dans ses cadres des membres qui ont rendu de précieux services à la société, particulièrement à la classe pauvre. Elle s'est toujours intéressée à la classe pauvre, et je pourrais produire au député de Saint-Sauveur des certificats à cet effet provenant de toutes nos institutions de charité, sans en excepter une seule.

Les dentistes ont fondé des cliniques. Ils ont payé de leurs propres deniers l'entretien de certaines cliniques durant des années. Ils travaillent gratuitement pour l'assistance publique dans les hôpitaux de la ville de Québec. Il en est de même, je crois, dans les autres villes. Ils ont confectionné des pièces de prothèses pour des chômeurs, souvent gratuitement, souvent à des prix dérisoires qui ne couvraient même pas le réel coût de revient de ces pièces de prothèses. Si le député de Saint-Sauveur veut des preuves, je lui en apporterai signées par les officiers de la Société Saint-Vincent de Paul et par des religieux qui se sont occupé des camps de concentration.

Quand une profession s'est intéressée comme la nôtre à la classe pauvre, celui qui se dit le père des ouvriers et que l'on désigne comme l'émule du frère André, devrait apprécier ses services autrement que par des injures à notre adresse dans le simple but de se faire du capital politique.

Personnellement, j'aurais préféré ignorer les attaques du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand), mais au nom de ma profession, j'ai cru de mon devoir de protester contre cette insulte lancée à 800 professionnels de cette province.

J'ai hâte de voir, à cette session, mon ami de Saint-Sauveur se lever en cette Chambre pour présenter son fameux bill pour l'abolition du trust des dents.

M. l'Orateur, le premier ministre a voulu lui aussi se faire arracheur de dents. Vous vous le rappelez, il a signifié au trust de l'électricité qu'il lui serait préférable de se faire extraire une dent par un avocat que de se faire casser la gueule par un dentiste. Le trust de l'électricité, vous l'avez remarqué, n'a pas encore perdu ses dents. N'est pas arracheur de dents qui veut, vous en avez la preuve.

Je ne saurais trop remercier M. l'Orateur de cette Chambre pour la courtoisie qu'il a eue à notre endroit, les membres du Parti national, en nous réservant cinq sièges sur la dernière rangée à sa gauche. J'ai compris que pour lui avoir laissé libre l'accès au poste d'honneur qu'il occupe, je méritais de recevoir, en retour, l'offre de ces places de choix pour notre groupe. On pouvait s'attendre à mieux, ce me semble.

Nous devons à la courtoisie du chef de l'opposition et à celle de trois députés de l'opposition, les trois sièges que nous occupons au second rang, des places un peu plus rapprochées que celles qui furent tout d'abord indiquées. Nous les en remercions.

Le discours du trône annonce que le gouvernement veut le relèvement de l'agriculture. Ce n'est pas tant de le vouloir, il faut aussi prendre les moyens.

Le gouvernement fait des efforts, c'est évident. Il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas l'admettre. On tâche de ruraliser l'enseignement et, par ce moyen, d'attacher davantage la jeunesse rurale à la culture de la terre. On voudrait instruire le cultivateur en brûlant les étapes. Ici, le temps et l'effort soutenu peuvent les aider à surmonter les difficultés et à les sortir de la routine. Impossible d'embrayer à grande vitesse. La côte à monter est à pic.

Malheureusement, le patronage politique, encouragé depuis longtemps par les tenants du pouvoir, est comme enraciné dans les esprits d'une forte partie de notre peuple et nuit énormément au relèvement de l'agriculture. L'esprit de parti dans notre province, bien qu'affaibli, est encore puissant et nuit également à l'organisation en coopérative. On fait trop de politique avec la distribution des octrois.

On a déclaré, la semaine dernière, qu'on ne faisait pas de politique avec le crédit agricole, et l'on a invoqué comme preuve le fait qu'on a accordé un prêt au fils d'un adversaire qui siège de ce côté-ci de la Chambre. Comme le ministre de l'Agriculture me visait, je tiens à en parler tout de suite. C'est de mon fils, je crois, qu'on a voulu parler, et qui a obtenu un prêt de l'Office du prêt agricole. En effet, mon fils est agriculteur et je m'en réjouis.

Or, s'il est un cas où l'on a fait de la politique, c'est bien celui-là. On avait commencé par refuser le prêt; puis, par crainte d'être accusé de faire de la politique avec le crédit agricole, en refusant de prêter au fils d'un adversaire. On s'est repris ou ravisé et on a consenti le prêt si vite que mon fils a obtenu son prêt bien avant un bon nombre de cultivateurs qui étaient sans le sou, qui étaient menacés de perdre leur terre, menacés par la faillite et qui avaient fait leur demande bien avant lui.

On s'est alors probablement dit que ce serait une politique sotte de persister dans ce refus et que ce serait trop évident que l'on refusait parce qu'il s'agissait du fils d'un adversaire. Le gouvernement voulait avoir l'air de ne pas faire de politique avec une pareille question. Mais, en réalité, il faisait plus

de politique que jamais, puisqu'il voulait empêcher un adversaire de dire qu'il en faisait.

M. Boyer (Châteauguay): Vous croyez que ça a du bon sens, cette belle explication-là?

M. Hamel (Québec-Centre): On a prêté à mon fils avant bien des milliers de cultivateurs dans le besoin, qui en ont un besoin pressant. On a prêté tout de suite, par crainte de soulever la critique d'un adversaire. C'est la preuve qu'on fait de la politique avec le prêt agricole.

M. Boyer (Châteauguay): Et vous n'avez pas remis le prêt, pour aider ces pauvres cultivateurs? Et votre fils, l'a-t-il remis, l'argent du prêt, ou s'il l'a encore?

M. Hamel (Québec-Centre) reproche encore au gouvernement d'avoir fait de la politique en voulant montrer qu'il n'en faisait pas.

Des députés protestent.

M. Hamel (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre de l'Agriculture

L'honorable M. Dussault (Portneuf) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1937. (Document de la session no 9)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Droit* du 9 février 1938, à la page 1, rapporte que le député de Berthier (M. Bastien) a parlé

pendant deux heures vingt minutes. C'est vers 3 h 35 que M. Bastien commence à parler selon *La Tribune* du 9 février 1938, à la page 9.

2. La plupart des journaux mentionnent 5.4 % contrairement au *Soleil* du 9 février 1938, à la page 7, qui parle de 4 %.

3. Le député Larochelle interrompit souvent le discours du député Bastien. En effet, *Le Soleil* du 9 février 1938, à la page 3, écrit: "Plusieurs autres fois, M. Larochelle a interrompu M. Bastien, et de diverses façons. Tantôt il s'exclamait: "Ah! Ah!" et tantôt il riait avec ostentation. À d'autres moments, il faisait des bruits que l'on peut difficilement décrire. Il faut dire en toute justice que l'honorable Paul Sauvé, président de la Chambre, rappelait à tout coup M. Larochelle à l'ordre." *Le Canada* du 9 février 1938, à la page 7, abonde dans le même sens: "Le "député-interrupteur", M. J.-Théophile Larochelle (U. N., Lévis), entreprit M. Bastien dès le début de la séance et ne cessa qu'à la fin. On l'entendit dire, d'abord, suivant le fil du discours, "Sois donc sérieux", "C'est ben triste", "J'ai jamais entendu un député parler comme ça", etc."

4. Le numéro de l'article des règlements cité par le journal n'est pas exact. Il s'agit plutôt de l'article 245, paragraphe 15, note 1.

5. William Aberhart avait fondé le Crédit social en Alberta et fut élu premier ministre de cette province en 1935.

6. *Le Canada* du 9 février 1938, à la page 9, rapporte qu'il décède le 22 janvier, mais les autres journaux font plutôt mention du 20 du même mois.

7. *The Chronicle Telegraph* du 9 février 1938, à la page 3, rapporte que M. Bastien fut interrompu une autre fois pendant son discours. Il écrit: "Il n'y avait rien de dévastateur dans son attaque, et des éclats de rire suivirent la boutade d'un député ministériel qui lança, alors que M. Bouchard quittait momentanément son siège au milieu du discours de deux heures du député de Berthier: "Votre chef s'ennuie"."

8. *L'Événement* du 9 février 1938, à la page 8, et *Le Canada* du 9 février 1938, à la page 7, mentionnent qu'il est 5 h 45.

9. *Le Canada* du 9 février 1938, à la page 7, mentionne le 18 mai 1937 alors que les autres journaux rapportent le 17 mai 1937.

Séance du mercredi 9 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ville d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville d'Asbestos, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville d'Asbestos, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

Rapport du comité permanent des règlements

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- de William Francis Hadley, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit;
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Eugène Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Société coopérative des dentistes de Québec;

- de James Henry Cecil Waite et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Normetal Railway Company;

- de l'Association des boulangers et pâtisseries de la province de Québec Incorporée, demandant l'adoption d'une loi concernant le pain;

- de Horace Saint-Germain et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La Survivance compagnie d'assurance-vie;

- de la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant la deuxième partie de la charte de ladite ville.

Compagnie La Survivance

M. Pouliot (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 124 constituant en corporation La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) demande la permission de présenter le bill 129 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montmagny

M. Boiteau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 126 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Joseph Masson

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 122 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

William Francis Hadley

M. Taché (Hull) demande la permission de présenter le bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Hull

M. Taché (Hull) demande la permission de présenter le bill 127 modifiant la charte de la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi concernant le pain

M. Thibeault (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 121 concernant le pain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Société coopérative des dentistes de Québec

M. Thibeault (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 118 constituant en corporation la Société coopérative des dentistes de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Magog

M. Beaudry (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 128 modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Les sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier

M. Hamel (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 109 modifiant la charte de Les sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Normetal Railway Company

M. Lesage (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 113 constituant en corporation The Normetal Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mardi 8 février, sur la motion proposée le jeudi 27 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Hamel (Québec-Centre)¹: L'esprit de parti, bien qu'affaibli, divise encore nos cultivateurs en deux clans trop antipathiques. Il en résulte inévitablement des obstacles sérieux pour la formation de groupements tels que les coopératives, les syndicats.

On voudrait le relèvement de l'agriculture, mais à la condition qu'il n'amointrisse en rien l'influence ou la popularité du régime au pouvoir. La première préoccupation, c'est d'abord pour les gouvernants, de rester en place.

On fait bien fort de politique avec la distribution des octrois, le placement des colons, la répartition du crédit agricole.

Pour les gouvernants, la misère d'un adversaire offre moins d'importance que le soulagement d'un malaise chez un ami ou l'apaisement d'un partisan déçu.

Pour le relèvement de l'agriculture, il faudrait atténuer considérablement l'esprit de parti. Seuls, le corporatisme et le syndicalisme pourraient amoindrir les ravages considérables que nous a faits le misérable esprit de parti, cet aveuglement permanent de l'intelligence de très brillants sujets et qui les rive stupidement à un parti pour toute leur vie.

Pour l'émancipation des agriculteurs, il faudrait favoriser leurs groupements, telle l'Union catholique des cultivateurs, dans des cadres absolument indépendants de toute politique. Pour cela, il faudrait une mentalité, assez rare chez nos politiciens, une mentalité de véritable homme d'état.

Il faudrait se soucier avant tout de la recherche du bien-être général, sans se soucier du prix qu'il coûterait, dût même la popularité des chefs y sombrer. Le pouvoir n'offre pourtant rien d'attrayant pour qui veut réfléchir. La misère du peuple toujours croissante, malgré les bruyants rapports du retour à la prospérité, finira par terrifier ceux qui, en politiciens aveugles, croient la soulager efficacement par des mesures à base de prudence et de camouflage.

Le crédit agricole a été une excellente mesure. On en obtiendra des résultats appréciables, si l'on accorde du crédit non pas pour des fins politiques mais uniquement en vue de résultats économiques.

Le crédit agricole servira bien la province à condition que le gouvernement obtienne, emprunte de l'argent au moins au même taux que celui auquel il prête, et à la condition que les prêts soient consentis judicieusement, sans tenir compte des considérations électorales, à la condition que la politique ne s'y immisce pas. Autrement, c'est la ruine, le gaspillage. Que le gouvernement assume les frais d'administration et les pertes dont le pourcentage devra être faible si les prêts sont consentis. Tout cela, pour aider le cultivateur, reste louable. Mais si le gouvernement emprunte à 3½ % ou 4 % pour prêter à 2½ %, le jour viendra rapidement où la situation économique de la province mettra fin au crédit agricole.

Le crédit agricole a permis au cultivateur de faire la conversion de ses dettes à des taux inférieurs. Malgré cela, hélas, il faut améliorer la situation de l'agriculteur. La condition de l'agriculteur chez nous demeure telle que le crédit agricole ne semble vouloir que prolonger son agonie en de trop nombreux cas.

Comme le député de Compton (M. Sherman) l'a fait comprendre à cette Chambre, le cultivateur ne peut pas, dans les conditions présentes, sortir de sa misère. C'est par des expressions courageuses de cette sorte que nous pourrions accomplir une besogne fructueuse en cette Chambre. Il ne sert à rien de nous gargariser de termes optimistes... il faut envisager la situation dans toute sa réalité, dépourvue des artifices politiques.

Le cultivateur, au prix qu'il paie aujourd'hui pour des engrais chimiques, \$26 la tonne, alors que dans d'autres pays ces fertilisants se vendent \$4 ou \$5 la tonne, m'informe-t-on, reste en présence d'une difficulté économique quasi insurmontable. Je l'ai signalé en cette Chambre, l'an dernier.

Le problème des fertilisants est de première importance. Et il faut, de toute nécessité, que le

gouvernement libère nos cultivateurs des organisations qui se sont accaparées de la vente de cette nécessité première pour la culture du sol. Pour hâter le relèvement de l'agriculture et en attendant la formation de coopératives, le gouvernement devrait prendre une part très active pour procurer des engrais à bon marché aux cultivateurs. En accroissant le rendement du sol, combien de fils de cultivateurs ne seraient pas contraints de s'éloigner de leur milieu. Ils cultiveraient à proximité du foyer paternel. Quel soutien, quel réconfort ce serait pour eux.

On parle d'améliorer l'agriculture, mais le discours du trône ne contient pas un seul mot de l'électrification rurale. Le gouvernement soulève des tempêtes lorsqu'il s'agit de fournir de l'électricité à nos concurrents, et il garde le silence quand il s'agit de soulager la misère et la détresse de la classe agricole, et de prendre les grands moyens de vulgariser dans nos campagnes l'usage de ce fluide merveilleux qu'est l'électricité.

En 1930, je disais dans le rapport fait sur la question de l'électricité pour l'Hôtel de Ville de Québec, au chapitre de l'électrification des fermes:

"Travailler à enrayer l'émigration des fils de nos cultivateurs vers les centres où la vie s'offre apparemment plus facile, n'est-ce pas un but vers lequel nos villes devraient tendre sans parcimonie et avec empressement, afin d'éviter, entre autres maux, les crises de chômage qui s'accroissent de par le monde? Électrifier nos campagnes, n'est-ce pas y rendre la vie moins pénible, n'est-ce pas inviter le jeune homme à ne pas désertir la terre qui lui réserve, contrairement à ce que souvent il croit, plus de bonheur que les centres populeux?"

C'était ma manière de penser il y a huit ans, en 1930, et je ne l'ai pas modifiée depuis.

Je lis dans *Le Corporatisme en Italie* par Agapitides, à la page 83-84:

"Un des moyens les plus efficaces employés par le gouvernement fasciste afin de maintenir les ruraux dans les campagnes et de ne pas les laisser devenir urbains par l'attrait des commodités de la vie sociale et spirituelle de la ville, c'est son effort pour assurer le minimum de ces commodités aux habitants de la campagne; ces commodités sont surtout: la lumière électrique, le téléphone et plus généralement, la diffusion de la force électrique, la radio, le cinéma, les bibliothèques, les stations sportives, l'éducation domestique pour les femmes, etc."

M. l'Orateur, n'y a-t-il pas là une preuve non équivoque que l'électrification des fermes demeure une question primordiale pour retenir la jeunesse sur les terres?

Si je prends le volume écrit par Oliveira Salazar, le chef du gouvernement portugais, volume intitulé: *Une révolution dans la paix*, page 73, je lis ce qui suit:

"On étudie, dit Salazar, en même temps, les solutions du problème hydroélectrique dans le but de créer non des valeurs financières, mais des valeurs économiques de première importance pour le progrès du pays, puisque l'accroissement de la production industrielle et, en grande partie, celui de la production agricole, à cause de l'irrigation des champs, en dépendent."

Voici le Portugal et l'Italie, après l'Angleterre, la Suède, le Danemark, la Hollande, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, qui se préoccupent de la question hydroélectrique. Et chez nous, nous sommes les plus favorisés du monde en ressources naturelles hydrauliques, mais certaines gens ont voulu faire de la question de l'électricité une simple question d'ampoules, une question de peu d'importance.

Que peuvent répondre aujourd'hui ces gens qui prétendaient que nos cultivateurs devaient se contenter de manger leur pain à la lueur d'un fanal, quand ils entendent Son Éminence le cardinal, leurs Excellences les archevêques et évêques de cette province, proclamer que: "La vie rurale ne saurait désormais se concevoir avec ces mêmes éloignements et les âpretés qu'elle offrait naguère aux paysans, lesquels ont droit comme tous les autres de profiter de la science et des inventions modernes."

M. l'Orateur, pouvait-on préciser davantage, dans une récente lettre pastorale des évêques, l'importance d'élever le standard de vie dans nos campagnes et d'accorder aux cultivateurs les innombrables progrès, inventions de la science moderne, qui se rattachent à peu près tous à l'usage de l'électricité? Nos adversaires continueront-ils de vanter le fanal et la lampe à l'huile ou comprendront-ils qu'il y a là un problème social, un problème économique de la plus haute importance? Qu'en pensent ceux qui prétendent que nos cultivateurs doivent se contenter de manger leur pain à la lueur d'un fanal?

Aux États-Unis, on a compris l'urgence de l'électrification des campagnes. Le gouvernement des États-Unis a dépensé \$60,000,000 en 1937 pour l'électrification rurale, pour la construction de lignes rurales, en plus de prêter une autre somme de \$53,000,000 pour les mêmes fins, pour des projets d'électrification. Deux cent vingt-cinq mille familles rurales ont bénéficié de l'électricité pour la première fois en 1937.

Quant au nôtre, il laisse cette besogne aux compagnies. Il les laisse conquérir sournoisement

certains points stratégiques dans nos campagnes. Il leur permet de nous barrer la route, pour un véritable mouvement classique et économique de diffuser l'électricité dans les milieux où l'on se meurt d'ennui, d'isolement et de misère.

Il est malheureux que chez nous il faille répéter si souvent ces vérités avant qu'elles ne soient comprises par l'élite de la société. Ce n'est pas simplement en chantant en cette Chambre que tout va à merveille et que le flambeau de l'espoir est enfin allumé aux cœurs de nos cultivateurs, que l'on changera les réalités concernant notre agriculture, que l'on éloignera ce qui la fait mourir sur place tout en encombrant nos villes de chômeurs. L'État social contemporain, ont dit les évêques, détourne le paysan de la campagne. L'exode des campagnes vers les villes n'est pas enrayé, quoi qu'en dise le gouvernement. Il faut moderniser l'agriculture, donner au cultivateur ce qui ajoute au confort, à la protection et à la prospérité des villes: l'électricité.

Loin de moi l'idée que ce problème puisse se régler en un tour de main, du jour au lendemain. Toutefois, pour arriver à un but, il faut prendre la bonne voie; car alors, ce n'est pas une question de temps ou de prudence. Le temps que l'on donne à la prétendue prudence travaille pour le trust contre le peuple. C'est la situation du gouvernement. En faisant l'œuvre du trust, il travaille contre le public. Le temps qu'il invoque à son avantage travaille pour le trust contre le peuple. La prétendue prudence dont veut faire usage le gouvernement sert la perfidie du trust, puisque tout délai permet à ce dernier de fortifier ses positions menacées.

Les Ontariens ont une avance de 30 ans sur nous sous ce rapport, mais nous, la province de Québec, pouvons cependant regagner du terrain car il en coûte beaucoup moins cher - la moitié moins qu'autrefois - pour construire des lignes de transmission grâce à des procédés et à des appareils nouveaux. Ces lignes rurales peuvent aujourd'hui être construites au coût de \$600 ou \$700 du mille alors qu'elles coûtaient \$1,200 à \$1,500 du mille.

Il faut que le gouvernement fasse quelque chose en ce sens s'il ne veut pas que le paysan soit détourné des campagnes et attiré vers les villes. L'heure n'est-elle pas venue de cesser de dire aux cultivateurs qu'ils doivent se résigner à vivre au flambeau et à la lampe, qu'ils doivent se contenter des méthodes désuètes et primitives d'agriculture? Que ne pourrait-on dire de l'utilité de l'électrification rurale? On sélectionne les pois à l'aide de l'œil électrique et de l'air comprimé, tous les pois noirs sont éliminés automatiquement. On sélectionne de

même les fruits, les pommes de terre, les œufs, à l'aide d'appareils électriques. En Californie, deux personnes peuvent inspecter un char et demi d'oranges par jour.

Les poulaillers modernes sont munis de lampes solaires, d'appareils d'éclairage automatiques permettant la prolongation des jours d'hiver et donnant comme résultat un accroissement de la ponte de plus de 30 %. La diffusion de la chaleur dans les poulaillers s'opère par des appareils électriques. On protège les poulaillers modernes contre les voleurs par des avertisseurs électriques. Pour l'élevage des poussins, les éleveuses électriques donnent des résultats bien supérieurs à ceux obtenus avec les éleveuses à l'huile ou au charbon et demandent trois fois moins de travail.

M. Boyer (Châteauguay) se moque du député de Québec-Centre en faisant remarquer que les nationalistes voudraient probablement remplacer les poules par des machines qui pourraient pondre des œufs.

M. Hamel (Québec-Centre): Le gouvernement reste dans la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de moderniser l'agriculture et c'est pourquoi l'exode de nos campagnes continue.

Pour tout argument, mes adversaires se contentent de me répondre: "Il a une idée fixe". Et ils croient que les cultivateurs doivent être satisfaits de vivre dans les conditions primitives d'autrefois. Hélas, nous sommes un peuple de gueux. Soyons heureux d'avoir une croûte de pain sur la planche. Réjouissons-nous qu'un vulgaire fanal nous donne l'avantage de ne pas le chercher, ce pain, à tâtons sur la table.

L'industrie laitière moderne sans électricité n'existe pas.

Les couches chaudes sans électricité, quels risques, quelle surveillance.

Mais je m'arrête, je l'oubliais... l'électricité, c'est une question d'ampoules.

Pourtant, ce n'est pas ainsi que l'ont comprise les pays les plus avancés en agriculture: la Hollande, le Danemark, la Suède et la Nouvelle-Zélande.

Peu m'importe que l'on me réponde: "Voyez tout le chemin parcouru depuis que nous sommes au pouvoir". Je rétorque: "En certains domaines, le gouvernement a fait des efforts. Mais dans la ligne générale, vous êtes toujours dans la mauvaise voie. Vous n'avez pas le droit de voyager ainsi inutilement aux frais des contribuables, toujours dans la mauvaise voie."

Pour le relèvement de l'agriculture, il faut de toute nécessité que les cultivateurs s'unissent d'abord en syndicats pour former leur groupe professionnel, et qu'ils s'organisent en coopérative de production, en coopérative d'achat ou de consommation. À ce point de vue, il se fait un certain travail chez nous - le gouvernement l'encourage dans une certaine mesure - mais ne peut-on pas se demander si trop souvent, de petites industries qui viennent se greffer sur l'agriculture ne sont pas organisées par des amis du gouvernement, plus imbus de l'esprit mercantile que de l'esprit coopératif?

Au point de vue d'organisation de coopératives, nous sommes près de 100 ans en arrière de l'Angleterre... et la Suède et le Danemark nous devançant de plus de 50 ans.

Les cultivateurs, à moins d'être organisés en puissantes coopératives, sont voués à une misère toujours croissante qui les poussera fatalement de plus en plus à la désertion du sol.

Les coopératives ne s'organisent pas en brûlant les étapes. Il faut toute une éducation nouvelle pour détruire chez nous l'esprit de parti et l'individualisme. La formation de puissantes coopératives permettra aux cultivateurs de lutter avec avantage contre les monopoles qui leur vendent les instruments aratoires, et surtout les fertilisants, à des prix prohibitifs. Grâce aux coopératives, les cultivateurs pourront trouver efficacement des marchés et prévenir l'avalissement des prix de leurs denrées.

Enfin, les coopératives développent davantage chez le cultivateur le sens de la droiture, l'esprit de solidarité et d'initiative. Avec les coopératives, l'honnêteté devient lucrative, alors que bien souvent pour le cultivateur isolé, elle apparaît comme ruineuse. C'est grâce aux coopératives que les cultivateurs danois ont acquis sur le marché une réputation telle que leurs produits sont partout recherchés.

Sans le syndicalisme, sans la formation de coopérative, tout effort devient nul pour la protection du cultivateur contre les savantes organisations d'exploiteurs parsemées autour de lui pour l'épuiser financièrement, physiquement et moralement.

Quand les cultivateurs se débattent dans une situation pénible, comment voulez-vous que le colon puisse amasser de l'argent? La détresse des colons est immense. Comment pourront-ils faire des économies pour se constituer un cheptel et établir leurs fils, alors que les cultivateurs sur les vieilles fermes vivent péniblement? Si l'on ne relève pas l'agriculture, les colons seront donc toujours dépendants des secours

directs de l'État. Les millions versés à la colonisation seront une perte complète. Il y a des plaintes sur la distribution des octrois.

Pour ne pas périr de faim, les colons doivent travailler sur les chemins au temps des semences et des récoltes pour ensuite vivre dans le plus profond dénuement au cours de l'hiver. Ne pouvant cultiver convenablement au temps propice, ils restent ce qu'ils étaient en ville, des journaliers propriétaires d'un rudimentaire jardin potager dans les souches et les roches. Comme la colonisation est fille de l'agriculture, à moins qu'on ne relève cette dernière, de manière à ce que les fermiers puissent vivre une vie convenable sur une terre, la colonisation restera vouée à un échec complet, échec qui coûtera des millions en vain à la province si le colon ne peut devenir un cultivateur bénéficiant d'une amélioration générale dans les conditions de l'agriculture.

L'industrie forestière joue un rôle important dans notre vie économique, mais on le croirait à peine en constatant qu'au ministère des Terres et Forêts, le premier ministre n'a pas encore songé à remplacer la vacance créée par la démission fière et éclatante du député de Québec-Est (M. Drouin). Tout le monde se remplace, dit-on, mais il est manifeste que le député de Québec-Est ne se remplace pas facilement. Pour tenir une députation en haleine, entretenir des appétits et susciter des convoitises, laisse-t-on souffrir un ministère en le privant d'un chef?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a là, aux Terres et Forêts, un meilleur ministre et ça coûte \$5,000² de moins à la province.

(Applaudissements)

M. Drouin (Québec-Est): Ça coûte plus cher par ailleurs.

M. Hamel (Québec-Centre): Si le premier ministre cumulait encore deux ou trois ou quatre autres ministères, il en sauverait d'autant à la province, l'économie serait encore plus grande.

M. l'Orateur: Les applaudissements sont défendus dans les galeries.

M. Hamel (Québec-Centre): Le culte des compétences que prétend afficher le gouvernement l'obligerait-il à avouer que dans la députation ministérielle, il y a carence de ministrables? Pour l'heure, le bûcheron reste soumis à toute une série d'indignités dues à une législation incomplète et boiteuse.

La fixation des salaires des cuisiniers et des charretiers n'a pas été faite; les femmes au lieu d'avoir diminué dans les chantiers ont augmenté en nombre; la question des frais de transport des ouvriers forestiers n'est pas définie; les opérations du flottage sont mal définies; le gouvernement donne à des individus ou à des compagnies des exemptions à la loi générale et aux ordonnances; les bûcherons se plaignent que l'on dresse des listes noires contre les ouvriers de la forêt qui se plaignent des conditions que leur imposent leurs patrons en marge de la loi; les bûcherons se plaignent aussi qu'aucun inspecteur n'a été chargé de surveiller l'observance du dimanche, et le travail se continue en forêt, dans plusieurs districts, le jour du Seigneur; les patrons négligent de se soumettre à l'ordonnance les obligeant d'afficher le prix des marchandises qu'ils offrent aux ouvriers; les bûcherons doivent encore, dans certains chantiers, piler les billes à bras d'hommes; le gouvernement a fixé un prix minimum pour la coupe du bois à la corde, mais il a négligé d'en fixer un pour les billots coupés au 100 pieds cubes ou au 100 morceaux.

Les chantiers se font aujourd'hui l'été aussi bien que l'hiver, et l'on déracine ainsi les fils de nos cultivateurs parce qu'on les éloigne de la terre au moment où leurs services seraient le plus utile pour la culture du sol. Les droits de coupe devraient être plus élevés l'été que l'hiver et, aussi, pour leur protection, les bûcherons devraient appartenir à la section des bûcherons de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). De son côté, le gouvernement devrait se rendre aux vœux exprimés au congrès des bûcherons et voir à ce que les patrons concluent avec leurs employés un contrat collectif.

Avec la classe des sans-travail, il est manifeste que l'on continue de faire de la petite politique. Des secours aux chômeurs qui devraient être remplacés par des travaux, travaux hydrauliques ou construction d'habitations ouvrières. Il faut instituer des travaux publics de caractère utile à la place des secours directs. Je ne voudrais pas faire de démagogie et soulever ces miséreux contre les gouvernants; leurs causes de mécontentement s'accroissent assez fortes pour qu'on n'aille pas les irriter davantage. Cependant, il est manifeste qu'en certains milieux on refuse d'accorder des travaux aux chômeurs pour des simples fins politiques. Ces tactiques tourneront un jour contre ceux mêmes qui les emploient.

En Italie, au lieu de dépenser des millions pour des secours, le gouvernement a préféré entreprendre des travaux publics à la tête desquels on remarque l'utilisation de la houille blanche, la

distribution de l'énergie électrique, l'installation thermoélectrique, des travaux hydrauliques et plus loin, les habitations à bon marché et des habitations ouvrières.

Le monde entier ne devient-il pas électromaniaque?

En Ontario, dit-il, les travaux de chômage sont payés à même les revenus de la province. Chez nous, pour les mêmes fins, nous contractons des emprunts, c'est-à-dire que le chômage nous appauvrit tous les jours. N'est-il pas grandement temps, dans cette province, qu'on s'occupe sérieusement de cette condition des sans-travail? Hélas, la pauvre politique demeure toujours là pour éterniser les tergiversations et mettre des obstacles à la guérison de cette plaie sociale.

À cette question de chômage, nous devrions chercher une solution, car notre province s'achemine vers la banqueroute. Je prends la question au-dessus de la politique; j'oublie, pour l'instant, les torts, les responsabilités présentes ou passées.

La province d'Ontario a bouclé son budget l'an dernier avec un surplus d'au-delà de \$9,000,000. Quel serait notre déficit réel cette année sans les subterfuges des dépenses extraordinaires pour cacher des déficits?

En Ontario, toutes les dépenses pour subvenir aux chômeurs sont comprises dans le budget et payées à même les revenus. Nous, nous empruntons sans cesse.

La ville de Montréal avait emprunté pour les secours aux chômeurs, à la fin de 1937, \$35,348,672.42.

Toronto, dans le même temps, n'a dépensé que \$17,087,392 pour les mêmes fins et n'a emprunté pour payer ces dépenses que \$12,427,742.

La dette nette de Montréal se chiffre à plus de \$200,000,000 tandis que celle de Toronto n'est qu'à environ \$72,000,000³.

Cette situation pour la métropole devient alarmante, tandis que celle de la ville de Québec n'est guère meilleure. Les deux villes ploient sous le fardeau des secours directs et de leur énorme dette fondée. Les taxes montent sans cesse et les propriétaires ne sont plus en mesure de payer.

Il faut de toute nécessité administrer nos villes de la province de manière à faire cesser les emprunts. Les villes devraient toucher au moins une partie des revenus de la taxe sur les automobiles et l'essence, puisque le gouvernement n'a pas à sa charge le pavage des rues et leur entretien. Il est absolument injuste d'imposer les frais de l'administration de la voirie urbaine uniquement aux

propriétaires. Il faut aussi que l'on permette aux villes de se débarrasser des sangsues comme le trust de l'électricité et qu'elles puissent municipaliser leurs services de l'électricité sans être obligées d'acheter, ce dont elles n'ont nullement besoin, et de payer pour l'achalandage des entreprises auxquelles elles ont concédé gratuitement des privilèges inhérents à une municipalité et qu'aucune entreprise privée ne saurait posséder au détriment des municipalités. Le bon ordre demande que les municipalités soient autonomes et livrées à aucune tracasserie et bien moins encore aux amis et aux abus d'entreprises privées.

En 1936, le service de l'électricité à Toronto a coûté \$13,210,604.99. La même année, les revenus de la Montreal Power se chiffraient à \$24,712,446. Toronto accuse des réserves et des surplus de la somme de \$44,625,648.83 pour son service d'électricité et possède un actif de \$61,953,484.43 alors que Montréal demeure entièrement à la merci du trust de l'électricité. Montréal périclite, entourée de richesses incomparables. Québec souffre elle aussi sérieusement des effets de la longue exploitation à laquelle le trust de l'électricité l'a soumise. Les gouvernements changent, mais la puissance de ce trust demeure.

Pour stimuler la construction, augmenter le revenu des villes, accroître notre actif tout en fournissant du travail aux chômeurs, n'y aurait-il pas lieu pour le gouvernement de chercher la possibilité de créer un crédit urbain, à 3 % ou 3½ %, avec un fonds d'amortissement de 1½ %? Il faut baisser le loyer de l'argent, car emprunter à 6 % ou 7 %, payer en plus un fonds d'amortissement de 2 % sur sa dette, déboursier 3 % en taxes municipales, puis verser 8 % de la taxe de vente sur les matériaux de construction, tout cela réuni paralyse la construction, amène une crise de logement, une hausse des loyers et maintient les hommes de tous métiers dans l'inactivité. L'argent à bon marché s'offre comme un des meilleurs stimulants des entreprises nouvelles.

Au sujet de la loi des salaires raisonnables, il est manifeste que les abus étaient tels en notre province qu'il importait que l'on y mît fin au plus tôt. Il fallait protéger tous les employés non soumis à des conventions collectives. À cette fin, l'ordonnance no 4 de l'Office des salaires raisonnables répond aux demandes que le Parti national a fait en cette Chambre l'an dernier. Dans son ensemble, à mon humble avis, c'est en principe une excellente loi. Mais, n'oublions pas toutefois que si l'ouvrier reçoit une augmentation de salaire de 10 % ou 20 % et que le coût de la vie monte d'autant, sinon davantage, il restera aussi pauvre et sans plus de pouvoir d'achat, comme auparavant.

Le gouvernement prétend à tort avoir promulgué une loi mettant fin à la surcapitalisation. Avec l'ordonnance no 4, le salaire cesse d'être un facteur compressible au besoin du patron pour l'ajustement du prix de revient.

Le patron, s'il veut rencontrer la concurrence, ne pourra plus faire ses corrections du coût de production en coupant les salaires. C'est là où il va nécessairement s'intéresser à l'abaissement des autres facteurs. Il me comprendra davantage et trouvera peut-être un certain bon sens dans les idées qu'on appelle idées fixes.

Le gouvernement et le premier ministre prétendent que la loi des salaires raisonnables accordera \$26,000,000 de plus en salaires par année à la classe ouvrière.

Par conséquent, d'un seul coup, l'ordonnance no 4 exigera du commerce et de l'industrie des déboursés pour \$26,000,000, ce qui équivaudra, en somme, à une taxe de \$26,000,000. Inéluctablement, le coût de la vie devra remonter. Et si le coût de revient des produits manufacturés monte, l'industrie pourra-t-elle soutenir la concurrence des industries des autres provinces?

Les industriels et les commerçants devront, pour ne pas périr, chercher un moyen d'empêcher la hausse de leur coût de production ou de la mise sur le marché de leurs marchandises tout en augmentant les salaires.

La mise à exécution de l'ordonnance no 4 aura pour effet, en haussant le coût de la vie, d'augmenter encore l'écart, au détriment des cultivateurs, entre le prix des produits manufacturés et ceux des produits agricoles, qui est déjà trop considérable, et d'accentuer la crise.

L'an dernier, parmi les moyens que je suggérais pour la hausse des salaires sans l'augmentation du coût de la vie, je mentionnais de supprimer les compagnies de contrôle, les "Holding Companies".

En 1934, dans le programme de restauration sociale, j'ai écrit un chapitre demandant la réglementation sévère et au besoin l'abolition des "Investment Trusts" et des "Holding Companies". J'ai même suggéré témérairement certains moyens de se libérer de ces compagnies de gestion.

Le président Roosevelt, dit-il, vient de prendre l'initiative d'une mesure qui vise à la disparition des compagnies de contrôle aux États-Unis.

Pour élever les salaires sans hausser le coût de la vie, il faut faire disparaître les capitaux artificiels, convertir les dettes à un taux d'intérêt plus

bas, et mettre à la raison les monopoles vendant les nécessités de la vie. Pour le moment, on a simplement décrété la hausse des salaires sans se soucier des résultats qu'apporteraient ces correctifs. Attendons les résultats.

De plus, à moins que l'État ne favorise davantage les contrats collectifs, il se verra chargé d'un problème inexplicable: la surveillance générale du juste salaire. Les plaintes lui arriveront par 10,000 ou 50,000 à la fois, et les gouvernants ne sauront plus où donner de la tête.

Faire une loi de salaires raisonnables n'est pas chose facile, et l'appliquer reste encore une tâche plus difficile. Il faut que l'État favorise davantage les contrats collectifs afin de se libérer dans toute la mesure du possible d'une surveillance épuisante.

L'État ne doit assumer cette responsabilité que dans les cas exceptionnels. S'il s'impose la surveillance du juste salaire pour plus d'un demi-million d'ouvriers, il s'usera à des besognes qu'il devrait confier à des organismes inférieurs. Les salaires, en maints endroits, seront encore insuffisants, même avec cette loi.

Mais il vaut mieux que ce redressement ne soit pas trop rapide, car il pourrait en résulter le renvoi d'un grand nombre d'employés. Si acceptable que soit cette loi étudiée hors du rouage économique, j'en appréhende des résultats fâcheux.

Je suggère ensuite, dit-il, que le gouvernement fasse certains ajustements dans les salaires payés à ses employés civils et rétablisse les augmentations statutaires.

La Bourse: elle est devenue, dit-il, un centre d'agiotage et la tendance à la spéculation est devenue générale. Le programme de restauration sociale demande l'interdiction vigoureuse des "pools" et de la vente à découvert. Les règlements de la Bourse de New York interdisent aujourd'hui la vente à découvert. Pour enrayer le mal, le gouvernement, l'État devrait mettre un frein à cette spéculation, apporter des sanctions progressives.

Quant à la politique d'électricité du présent gouvernement, elle reste ce qu'elle était: favorable aux monopoles. Les trusts continuent leur exploitation honteuse, même dans les régions où le premier ministre prétend avoir obtenu une réduction de taux.

Dans la ville de Québec, on en est rendu à établir des taux commerciaux, les taux les plus élevés, dans toutes les maisons où il se loue des chambres. C'est toujours la même exploitation. Et je puis démontrer que des professionnels payent leur électricité plus cher aujourd'hui qu'il y a 10 ans.

L'an dernier, en cette Chambre, je m'engageais à demander pardon au premier ministre si, en moins d'un an, Montréal bénéficiait de tarifs comparables à ceux d'Ottawa. Les taux sont restés les mêmes. Les compagnies sont surcapitalisées, elles ne peuvent vendre l'électricité à bon marché.

Je n'en dirai pas plus long sur le sujet pour le moment.

Les événements se précipitent, dit-il, et bientôt ils me donneront raison. Je ne m'en réjouirai pas personnellement, mais pour le peuple enfin libéré d'une si détestable exploitation.

Je suis jaloux comme pas un de notre autonomie provinciale, comme du reste de notre autonomie municipale. Toutes deux doivent être maintenues contre les tentatives centralisatrices. Je voudrais que le gouvernement, tout en réclamant énergiquement le respect de notre autonomie provinciale, redonnât aux villes une plus large part de leur autonomie. Le pouvoir est naturellement centralisateur. La municipalité est créée pour les familles et non les familles pour la municipalité.

De même le gouvernement provincial est créé pour les municipalités, et non les municipalités pour le gouvernement provincial. Cette vérité demeure toujours la même, à mesure que l'on progresse dans ce domaine. Le gouvernement provincial est devenu tellement centralisateur qu'il garde des taxes que les petites municipalités devraient percevoir pour elles-mêmes; il leur impose même l'obligation de percevoir des taxes pour son propre compte.

Mais si jaloux que je sois de l'autonomie de ma province et de ma ville, je comprends qu'il y a des pouvoirs dans une confédération qui relèvent d'une autorité supérieure, quand il s'agit de relations internationales.

Le commerce à l'extérieur ne saurait être régi par chaque province en particulier, avec la Confédération telle qu'elle existe. Quand il s'agit de l'exportation, de l'exploitation de l'électricité, je ne comprends pas l'indignation du gouvernement parce que le fédéral ne l'autorise pas à commettre ce crime contre nous-mêmes. Les gouvernements de cette province ont toujours prétendu avoir une politique contre l'exportation de l'électricité. Politique de façade. Lorsque le premier ministre d'aujourd'hui était dans l'opposition, en 1933, il dénonçait couragement devant la jeunesse conservatrice, toute politique d'exportation de l'électricité. Il tenait absolument le langage que nous parlons aujourd'hui, et s'exprimait ainsi:

"Donc, en pleine crise de chômage, alors que notre population de Québec est obligée de payer des

taux élevés pour un service de première nécessité, alors que nos campagnes ne peuvent bénéficier de l'électrification rurale à un taux raisonnable", je croirais m'entendre parler moi-même, "le gouvernement met de côté une loi nationale et bien québécoise, pour fournir aux Américains chez eux un important facteur de progrès provenant de nos ressources québécoises, au détriment de la population de Québec. Cette électricité, disait le chef de l'opposition d'alors, s'en irait aux États-Unis donner de l'ouvrage aux Américains, quand nous payons ici des taux exorbitants:

"Si le gouvernement provincial croit que l'opposition va coopérer dans une telle politique... jamais! Ce sera la complicité, et nous opposerons à cette politique une lutte énergique, une lutte sans merci."

M. l'Orateur, le premier ministre d'aujourd'hui parlait alors comme chef de l'opposition, il parlait comme au moment où il signait des engagements qu'il n'a pas tenus. Son langage d'alors est absolument celui que j'ai tenu et que je tiens aujourd'hui. Je n'aurais pas un mot à changer à cette déclaration que je viens de citer. Aujourd'hui, le premier ministre s'indigne parce que le fédéral ne lui permet pas de mettre en pratique une politique absolument contraire à celle qu'il réclamait lui-même en 1933.

Le plus étonnant, c'est qu'à Ottawa, on proclame que l'exportation de l'électricité est une mesure qui sera décidée par la Chambre et non pas par le gouverneur en conseil, par le cabinet. Ottawa prétend que ce sont les représentants du peuple qui doivent décider d'une telle politique. Chez nous, c'est le contraire. Alors que nous siégeons le 17 avril 1937⁴, le gouvernement de cette province a passé un ordre en conseil autorisant la Cedars Rapids Mfg & Power Co. d'exporter 40,000 chevaux-vapeur aux États-Unis pour l'usage exclusif de l'Aluminium Company of America, à Massena, New York.

La province d'Ontario est disposée à exporter l'énergie électrique que nous lui vendons à \$12.50 le cheval-vapeur, je le comprends fort bien parce qu'elle réalisera, par la vente de cette énergie, \$1,500,000 de profits.

Dans les contrats que le gouvernement a passés avec les compagnies hydroélectriques de cette province, on y a inséré une clause prohibant toute exploitation de l'électricité, sous peine d'annulation de contrat. Et plus tard, à l'insu du peuple, on a sanctionné des ordres en conseil annulant dans les contrats avec la Beauharnois des clauses prohibant l'exportation de l'électricité.

Il est regrettable que nous ne comprenions pas plus l'importance de garder pour nous cette énergie électrique. Elle pourrait attirer ici des industries sans nombre, si nous la vendions aussi bon marché aux nôtres que nous la cédon aux autres.

Chose étrange, M. Julian C. Smith, le président de la Shawinigan, un des directeurs de la Montreal Power, démontrait dans une conférence devant la société américaine des ingénieurs civils à Montréal, le 14 octobre 1925, que ce serait une mauvaise transaction pour le Canada que de permettre l'aménagement de ses chutes d'eau pour des fins d'exportation d'électricité, car cela arrêterait le progrès industriel du pays. M. Smith démontrait que 1,000 chevaux-vapeur entraînent une dépense de développement de \$250,000, donnent de l'emploi à huit hommes et permettent la distribution de \$13,350 en gages.

Par contre, si vous vendez ces 1,000 chevaux-vapeur pour qu'on les utilise dans l'industrie, il en résulte une dépense de \$1,611,000 pour la construction de l'édifice et l'achat de la machinerie; 376 personnes trouvent de l'ouvrage et gagnent \$557,750. Voilà l'avantage de garder chez nous l'électricité pour donner de l'emploi aux nôtres. Cet aveu, bien que vieux de 13 ans, garde encore sa valeur, et je le prends dans la bouche d'un pilier du trust.

M. Smith a voulu démontrer l'avantage qu'il y avait pour nous d'utiliser l'électricité sur place, afin de donner de l'ouvrage aux nôtres et de favoriser la construction.

Une centrale électrique donne peu d'emplois. C'est l'industrie mue à l'électricité qui favorise l'embauchage des chômeurs. Quelle volte-face chez tous ces mêmes gens, aujourd'hui! Parce qu'ils craignent que les États-Unis aménagent, en coopération avec le Canada, des centrales hydroélectriques sur le Saint-Laurent, ils veulent fournir l'électricité à bon marché dans l'état de New York, afin d'empêcher les industriels de cet état de réclamer la canalisation du Saint-Laurent.

M. Julian C. Smith déclarait même, en 1925:

"L'énergie exportée ne peut plus être reprise par celui qui l'exporte. Même quand on donne des permis de courte durée, l'expérience a démontré l'inutilité de s'appuyer sur ces permis pour espérer, un jour, reprendre cette énergie."

Et il concluait ainsi:

"Si nos meilleurs pouvoirs d'eau sont aménagés en vue d'exporter de l'électricité, le progrès industriel dans ce pays sera arrêté."

Devant ces faits, M. l'Orateur, je me demande quel souffle passe sur nos gouvernants pour

qu'ils cherchent à adopter une politique si contraire à nos intérêts. Mais, l'exportation de notre électricité constituerait une politique de suicide national.

Le premier ministre peut être assuré de notre entier support lorsqu'il revendiquera nos droits sur toutes les questions concernant notre autonomie. Sur ce point: aucune division. Nous présenterons un front commun.

Néanmoins, quand nous avons une richesse à nous et que le gouvernement provincial manœuvre pour la céder à des étrangers d'outre-frontières, je comprends qu'un pouvoir supérieur puisse lui dire:

"La richesse que vous détenez est une richesse du pays, nous ne vous permettrons pas de la céder à d'autres. Même si vous êtes consentant à sacrifier les intérêts de votre propre province, l'intérêt du pays exige que cette richesse soit utilisée chez nous et non à l'étranger."

Et quand Ottawa décréterait que désormais l'exportation de l'électricité serait permise, un vrai patriote devrait répondre au gouvernement fédéral: "Merci pour la permission, mais elle restera inutile. L'électricité fera tourner des roues chez nous seulement. Elle n'ira pas semer la prospérité chez nos voisins quand nous nous sommes si pauvres. Notre matière première ne doit alimenter que nos moulins, nos industries."

Voilà comment je comprends notre autonomie. Je laisse au fédéral le droit de réglementer les exportations, mais je veux que nous nous gardions le droit de prohiber l'exportation de ce qui nous appartient.

J'approuve l'attitude du premier ministre de n'avoir pas voulu transiger avec Ottawa avant de connaître le programme du fédéral sur cette assurance-chômage. Il faut nécessairement la collaboration, l'entente entre toutes les provinces pour établir une assurance-chômage par tout le dominion. J'approuve entièrement le premier ministre de ne pas céder la moindre parcelle des privilèges et des droits qui nous appartiennent. De l'entente, de la collaboration... mais aucune cession de privilèges. Chaque lambeau arraché à notre autonomie restera à jamais perdu pour nous. Soyons en garde contre toute tentative de centralisation sous le couvert de nécessités économiques. N'oublions pas les nécessités ethniques et culturelles. Elles valent plus que les piastres.

Je suis heureux de voir sourire le premier ministre. Il conviendra que nous avons encore une certaine dose de sincérité et que nous sommes prêts à collaborer dans une juste mesure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est le juste milieu qui manque.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À qui? Au premier ministre?

M. Hamel (Québec-Centre): De toute part on s'inquiète pour la vie de la démocratie. Les gens les plus avertis comprennent maintenant les dangers que court notre régime politique. Les méthodes électorales corrompues écœurent de plus en plus un public plus liseur et mieux renseigné. La politique, pour un homme sérieux qui ne veut pas y laisser sa réputation, devient insupportable. Le patronage occupe tous ses moments et ne lui laisse guère d'instant pour l'étude et le travail.

Le patronage se résume en majeure partie à acquitter des dettes contractées au cours d'une élection ou à conserver les sympathies des grands fournisseurs de la caisse électorale. Sur notre budget provincial de \$78,000,000, il ne serait certes pas exagéré de dire qu'il se fait avec le meilleur des gouvernements, un coulage d'au moins 5 %. Ceci représente une perte pour l'État de \$3,900,000 par année. L'État achète au prix fort afin de se créer des amis et d'être plus en mesure de leur demander de fortes souscriptions à la caisse électorale.

Avec le présent régime démocratique, il est impossible de mettre fin à de tels abus, à moins que l'État ne paie toutes les dépenses d'élections. Cela le libérerait vis-à-vis des souscripteurs électoraux et détruirait cette plaie démocratique du patronage. C'est impossible, nous répond-on. Pour quelle raison n'en fait-on pas l'essai?

Que l'État paie \$3,000,000 ou \$4,000,000 tous les quatre ans pour des fins d'élections et il en coûtera encore infiniment meilleur marché, puisqu'avec un coulage simplement de 5 % sur \$78,000,000, nous arrivons au chiffre surprenant, au bout de quatre ans, de \$15,600,000⁵ de pertes pour l'État. Il en coûterait meilleur marché de payer les frais des élections, en prohibant les souscriptions électorales et se débarrasser du patronage.

Si fournir de l'argent pour des fins électorales devenait un acte criminel, une tentative de corruption, l'État n'aurait plus à s'occuper de cajoler telle ou telle entreprise puissante pour en obtenir plus tard des fonds électoraux; l'État ne serait plus obligé d'acheter par le moyen d'intermédiaires; il ferait tous ses achats directement aux sources de production; il obtiendrait des meilleurs prix et réaliserait ainsi des économies extraordinaires.

Le régime démocratique demande d'être modifié profondément, si l'on tient à sa survie. Les correctifs doivent être appliqués sans retard, sans quoi ce régime vermoulu aura bientôt vécu.

Aux États-Unis, il est interdit aux compagnies de souscrire pour des fins électorales. Toute personne versant au-delà de \$500 est obligée d'en faire une déclaration à l'État qui, lui, publie un livre, une liste. C'est un moyen d'améliorer le régime électoral, mais il reste encore imparfait. Aux États-Unis, on en est venu à recommander que l'État paie les dépenses d'élection. Il se glissera encore des abus, mais il faut faire quelque chose.

Il me resterait, dit-il, bien des sujets à traiter mais je m'arrête.

Je me félicite de ne pas avoir accepté la présidence de ce Conseil économique. Combien je me serais ennuyé tout seul... président d'un Conseil économique fantôme.

Je ne m'illusionne pas: le gouvernement continuera à mépriser les idées principales que je suggère. Mais les idées finissent par triompher, pour le bien de la province. Il faut espérer que ce sera sans bouleversements, comme d'autres pays en sont lamentablement témoins.

Bien que simple député, et député un peu malgré moi, j'ai travaillé pour ma province tout autant que bien des ministres. Travail obscur, je l'admets, arrosé d'ingratitude, de critique, de mépris, ou d'abandonnement, oui, d'abandonnement. C'est le meilleur milieu de culture pour les idées salvatrices. Nos plus grandes victoires sont apparues, dès le lendemain, comme des défaites.

Néanmoins, des satisfactions morales, des compensations réconfortantes, j'en trouve pour me rassasier en poursuivant ce travail avec ce petit groupe d'hommes rares que l'argent et les honneurs n'ont pas éblouis: le député de Québec-Est (M. Drouin), le maire de Québec et député de Montmagny (M. Grégoire), le député de Kamouraska (M. Chaloult) et le député de Québec-Comté (M. Marcoux).

Notre sort, nous ne le changerions pas aujourd'hui pour celui des tenants du pouvoir. L'abîme, la catastrophe guettent leur œuvre. Les plus intelligents le pressentent déjà; les autres restent inquiets sans trop savoir pourquoi. Laissons le temps faire son œuvre. Les hommes passent, les idées demeurent.

M. Boyer (Châteauguay)⁶: Je me suis vu obligé de déroger à la coutume qui veut qu'un député ministériel réponde à un député de l'opposition dès qu'il a fini son discours. J'ai entendu le discours du député de Québec-Centre (M. Hamel).

Avant lui, mon ami, le député de Berthier (M. Bastien), a parlé pendant deux heures et vingt

minutes soit le double du temps employé par son chef, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Il a voulu montrer qu'il était, qu'il veut être deux fois meilleur que son chef.

(Rires)

Et je m'attends à ce que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), qui se contente du rôle d'assistant-chef ou d'arrière sous-chef, parle encore plus longtemps, sans doute pendant toute une séance, pour montrer, lui aussi, qu'il est encore mieux que les deux autres.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça va prendre deux jours.

M. Boyer (Châteauguay): Je ne suis pas habitué à procéder dans le vide. Sans vouloir faire de malice, je trouve que dans le discours du mon ami de Berthier (M. Bastien), après l'avoir écouté longuement et après avoir bien analysé ce qu'il a dit, je me suis demandé s'il s'y trouvait de quoi fouetter un ours? J'ai l'impression qu'il y a lieu de développer un sujet dont ont parlé nos amis de la gauche et de l'extrême-gauche, et qui donne de la peine à nos amis de la gauche. On veut, on essaie de créer la légende, particulièrement dans le comté de Bagot, que l'ancien régime a toujours voulu et que les débris de ce régime veulent encore un crédit agricole provincial. En 1927, le gouvernement King a introduit, instituait à Ottawa dans les Statuts fédéraux un système de prêt agricole fédéral canadien. Je n'hésite pas à affirmer que l'esprit de cette loi introduite aux Communes en 1927, au mois d'avril, était surtout d'aider les provinces des Prairies, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, à la suite de la sécheresse qui avait éprouvé ces provinces pendant plusieurs années précédentes.

C'est si vrai que la Commission instituée à cet effet commençait d'abord par nommer des inspecteurs qui évaluaient la terre de chaque personne qui voulait un prêt. D'après cette loi, les inspecteurs du gouvernement ne s'intéressaient pas à la valeur réelle ou municipale des fermes. L'article 7 dit que l'évaluation doit être fixée et qu'ensuite on prête à 50 % de cette évaluation, en tenant compte de la dépréciation. Et ensuite on déduit de 25 %⁷ l'évaluation des bâtisses et dépendances.

Je dis que dans ces conditions, il est clair qu'il est impossible de prêter à un cultivateur de la province de Québec. Dans 75 % des cas, les cultivateurs étaient donc dans l'impossibilité

d'emprunter, ils n'ont pu en retirer avantage. C'est si vrai que j'en ai eu la preuve: dans la période de 1927 à 1936, un seul prêt fédéral a été consenti dans mon vieux comté de Châteauguay à un cultivateur, en vertu de ce système, et encore fut-ce pendant les élections de 1936. J'affirme en plus que de 1927 à 1936⁸, à chaque session provinciale, les députés de l'opposition d'alors et tout particulièrement mon ami le député de Rouville (M. Barré), ne manquaient pas de demander à ce chevalier errant qui se dit cultivateur et veut mourir cultivateur, M. Godbout, ils ne manquaient pas de lui demander, par des motions, d'aider les cultivateurs par un système de prêt agricole qui leur fut toujours refusé.

Depuis, le chef de l'Union nationale l'a déclaré, on a reproché au gouvernement de l'ancien régime, de 1912 à 1927 et surtout de 1923 à 1927, en pleine période de crise pour l'agriculture, de n'avoir pas institué ce prêt agricole. Et ils reprochaient en même temps au gouvernement d'alors d'avoir appauvri les cultivateurs en construisant des routes de 1912 à 1927, et en forçant les municipalités à payer. Et il me semble encore entendre l'ancien député de Deux-Montagnes (Arthur Sauvé), reprocher au gouvernement son manque de prévoyance et ses erreurs dans sa politique de voirie. On disait au régime: "Vous avez construit des routes en chargeant le coût aux cultivateurs. Vous avez écrasé les cultivateurs avec ces routes", et on avait raison de dire cela. Payez donc le crédit agricole. Les documents officiels: les *Comptes publics*, les *Annuaire statistiques* et les *Procès-verbaux* sont là pour le prouver. En réponse à une question du député de Chambly (M. Béique), l'ancien gouvernement a avoué que de 1912 à 1927, il a arraché environ \$10,500,000 à nos cultivateurs pour payer les routes. Depuis 1919 aussi bien qu'après 1923, tous les cultivateurs ont été harcelés par les amis de l'ancien régime.

Et sans compter qu'ils étaient assaillis de procédures, quand on ne les traînait pas tout simplement devant les tribunaux. Et c'en était rendu à un point que, dans le seul comté de Châteauguay, on a ainsi arraché \$387,000 aux cultivateurs, et \$420,000 dans le comté de Laprairie, et autant dans d'autres. Ce fut le cas, dans Huntingdon comme dans tous les autres comtés.

Est-il étonnant que les cultivateurs aient voulu un système de crédit agricole, qu'ils en aient encore besoin? Mais est-il étonnant que le gouvernement ancien, qui manquait tellement de prévoyance, n'ait pas compris ce besoin des cultivateurs?

Nous allons rappeler des faits. Le chef de l'opposition (M. Bouchard), à part le temps qu'il fut président de la Chambre, a toujours voté contre le crédit agricole provincial. Le député de Berthier (M. Bastien) a toujours voté contre le crédit agricole provincial; le chevalier errant, M. Godbout, a toujours voté contre le crédit agricole provincial. Je me rappelle ce qui se passait en 1936, avant que le régime disparaisse pour longtemps de cette Législature, M. Barré, député de Rouville, expliquait ici la nécessité d'un crédit agricole. M. Godbout a voté contre le crédit agricole provincial.

Et à cette occasion, lorsque le vote s'est pris sur l'amendement qui réclamait un crédit agricole provincial, et que l'amendement fut rejeté par une majorité de quatre, que le gouvernement d'alors l'emporta sur les oppositionnistes, j'ai vu l'honorable M. Godbout, ministre de l'Agriculture, applaudir cette victoire, battre à deux mains sur son pupitre devant la défaite du crédit agricole provincial, devant la défaite même des cultivateurs. On avait voté contre. J'étais, à ce moment, dans une galerie en haut. M. Taschereau disait alors: "Nous sommes encore ici et vous êtes là".

Mais aujourd'hui, en février 1938, on peut dire que "ceux qui étaient ici" sont disparus de la scène publique sans laisser de traces, sans entrer dans l'histoire, et que "ceux qui étaient là" sont pour longtemps dans la Législature, car leur œuvre accomplie est déjà assez grande pour qu'ils aient pris pied dans l'histoire de la province.

(Applaudissements)

Et non seulement l'ancien et puissant gouvernement a toujours été contre le crédit agricole provincial, mais les débris qui restent ont toujours été aussi contre le prêt agricole provincial.

Lors de l'assemblée tenue cette semaine dans Bagot, le chef errant du parti, M. Godbout, s'est écrié: "Chez nous, on fait des conventions libres, où les électeurs choisissent eux-mêmes leur propre représentant". Ainsi donc, quand il a été question de choisir M. Godbout comme candidat dans Bagot, les électeurs ont dit non et ils ont refusé M. Godbout! Il est à se demander pourquoi M. Godbout n'y a pas été choisi, mais M. Cyrille Dumaine à sa place. Lui, le chef, était libre de se présenter et on ne l'a pas choisi.

(Rires)

Je parlerai maintenant de certaines choses que le chef de l'opposition a voulu lancer en vue de l'élection de Bagot. J'ai dit que l'ancien régime a toujours refusé le prêt agricole provincial. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), en vue de l'élection de Bagot, sans doute, car il y est allé depuis

et n'a parlé que de ça, a soulevé ce que l'on a appelé l'affaire Rioux. Il a cru sortir un gros ballon dans cette Législature. Mais, comme un homme digne de la Législature, il n'a pas porté d'accusation, il a procédé par insinuation seulement. Il a dit que la belle-sœur du sous-ministre de l'Agriculture avait acheté la terre de M. Rioux, et avait emprunté \$6,000 de l'Office du prêt agricole pour le payer. C'est cela le crime. Le député de Saint-Hyacinthe n'a pas dit qu'il y avait eu des irrégularités commises; il n'a rien reproché d'illégal. Un autre député de la gauche, le député de Québec-Centre (M. Hamel), était dans le même cas. Il l'a admis, a déclaré que s'il y avait un cas où le gouvernement national avait fait de la politique, c'était celui où son fils a obtenu un prêt de \$6,000 de l'Office du prêt agricole. Ce qui revient à dire, M. l'Orateur, qu'on est pur et magnanime chacun à sa manière.

(Rires)

Mais si j'avais été à la place du député de Québec-Centre (M. Hamel), lorsque le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a fait ses insinuations, a attaqué M. Rioux, je me serais levé pour protester et je lui aurais dit: Ce que vous dites là n'est pas bien. Écoutez! Il n'y a aucune honte à cela. Le sous-ministre a autant le droit de recevoir le prix de la terre qu'il a vendue, et qui a été payée par un emprunt à l'Office du prêt agricole, que lorsque moi, député de Québec-Centre, je retire \$6,000 sur le prêt consenti à mon fils par l'Office.

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je ne permettrai pas au député de Châteauguay d'insinuer, de dire que j'ai retiré \$6,000 du prêt agricole. C'est faux.

M. Drouin (Québec-Est): Parlant sur le point d'ordre, M. l'Orateur...

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député de Québec-Est, qu'il n'y a pas eu de point d'ordre soulevé, mais qu'il y a eu simplement une rectification faite par le député de Québec-Centre (M. Hamel) qui a déclaré que les affirmations du député de Châteauguay (M. Boyer) n'étaient pas exactes.

M. Boyer (Châteauguay): J'accepte la rectification du député de Québec-Centre (M. Hamel), comme me l'ordonnent les règles de cette Chambre. Mais afin d'en avoir la conscience nette, puisque je m'adresse à l'homme vertueux, pur et magnanime, je lui demanderai: Peut-il nier qu'à même le produit du prêt agricole provincial il a retiré lui-même une partie du capital prêté à son fils?

M. Drouin (Québec-Est): Je soulève un point d'ordre, et nous allons parler dans cette Chambre. Le député de Châteauguay (M. Boyer) a non seulement fait une allusion, mais vient de porter une accusation directe contre le député de Québec-Centre (M. Hamel).

M. Boyer (Châteauguay): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais accusé qui que ce soit en cette affaire; je n'ai porté aucune accusation directe. Je n'en ai jamais fait dans cette Chambre. Si le député de Québec-Centre (M. Hamel) voit des accusations dans mes paroles, je lui demanderais, à mon honorable ami, de bien vouloir mieux comprendre le sens de mes paroles avant de les interpréter.

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): Parlant sur le point d'ordre du député de Châteauguay (M. Boyer), je dis que ce dernier a déclaré que le député de Québec-Centre avait retiré de l'argent prêté au fils du Dr Hamel par l'Office du prêt agricole. Or le Dr Hamel a nié catégoriquement les affirmations du député de Châteauguay au sujet du prêt consenti à son fils. Le devoir du député de Châteauguay était donc d'accepter la rectification faite par le Dr Hamel. Au lieu de cela, le député de Châteauguay s'écrie: J'accepte la déclaration du député de Québec-Centre, mais je veux avoir une déclaration du député de Québec-Centre.

(Chahut à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On veut multiplier les points d'ordre, et sous prétexte d'invoquer les règlements, on veut introduire le désordre. La première condition avant d'invoquer un règlement, c'est d'en bien saisir la portée. La première condition d'un point d'ordre, le mot le dit, c'est d'établir l'ordre. Or, nous constatons que la multiplication des points d'ordre est, dans ce débat, une cause de désordre. Si Boileau a dit, si je ne me trompe, l'ordre vaut mieux qu'un beau désordre et qu'"un beau désordre est en effet de l'art", on ne peut certainement pas invoquer le même argument en l'occurrence.

Je me demande pourquoi l'on proteste tant en certains milieux. Il n'y a pas de quoi s'énervier. Car le député de Châteauguay (M. Boyer) a dit que le prêt agricole provincial était nécessaire et que l'ancien régime et les débris de ce régime l'ont toujours combattu et le combattent encore, qu'on avait eu tort de reprocher au sous-ministre de l'Agriculture le fait que l'on s'était servi du prêt agricole pour sauver,

conserver la terre ancestrale, en la vendant à la femme de son frère, alors que le prêt de \$6,000 sur une terre de \$11,000 de valeur avait été consenti régulièrement suivant toutes les conditions usuelles.

Le député de Châteauguay (M. Boyer) prétend, et à bon droit, que, si le député de Québec-Centre avait été impartial, il aurait dû, lors du discours du chef de l'opposition, se lever pour dire au député de Saint-Hyacinthe, qui attaquait le sous-ministre, que ce n'était pas juste, car son fils a obtenu un prêt de \$6,000 du prêt agricole. Pour des gens vertueux et purs et magnanimes, comme dit le député de Châteauguay, cela s'imposait.

M. Hamel (Québec-Centre) veut protester.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'était pas une injure, une insulte, M. l'Orateur, de dire que le député de Québec-Centre (M. Hamel) est vertueux, pur et magnanime.

(Rires à droite)

Le député de Québec-Centre s'est levé pour déclarer qu'il n'était pas intéressé dans le prêt consenti à son fils.

Le député de Châteauguay a pris la parole du député de Québec-Centre, malgré les points d'ordre du député de Québec-Est. Le député de Châteauguay a alors demandé une question, sur laquelle on a soulevé un point d'ordre. Il s'agissait d'une simple question de fait et non d'opinion.

Mais il faut aller aux informations, M. l'Orateur. Si un député, voyant de l'électricité partout, se levait pour dire que les lampes éclairaient quand elles n'éclairaient pas, on aurait droit de contester son assertion en face de faits contraires évidents.

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, le premier ministre fait encore des insinuations, mon fils...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce un autre point d'ordre?

M. Hamel (Québec-Centre): Je rétablis les faits. Le premier ministre fait encore des insinuations. Mon fils a voulu acheter une terre. Le vendeur ne voulait pas accepter d'hypothèque et il lui a dit d'aller au prêt agricole et: "J'attendrai, pour être payé, le prêt agricole si vous l'obtenez d'ici un mois ou deux". Mais, l'Office du prêt agricole lui a refusé le prêt, parce que M. Bédard, de l'Office du prêt agricole, lui a dit que la terre ne valait pas plus que \$5,000.

Je suis alors allé à la Caisse d'économie et j'ai emprunté, moi, \$6,000 avec lesquels la terre a été achetée, pour permettre à mon fils de payer sa terre. Plus tard, l'Office du prêt agricole a consenti un prêt de \$6,000. Le chèque est allé directement à la Caisse d'économie pour la rembourser du \$6,000. Est-ce cela mettre l'argent dans sa poche?

M. Drouin (Québec-Est): Parlant sur le point d'ordre, M. l'Orateur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Qui s'était levé en même temps que M. Drouin) Évidemment, M. l'Orateur, il y a une tactique pour nous empêcher de parler.

M. Drouin (Québec-Est): Point d'ordre, M. l'Orateur... (Brouhaha)⁹

M. l'Orateur: Le premier ministre est à parler: il n'a pas aussitôt ouvert la bouche qu'on veut le rappeler à l'ordre. Le premier ministre a permis au député de Québec-Centre de présenter une rectification. Je ne peux le juger si le premier ministre n'a pas encore parlé. Il y a déjà quatre points d'ordre devant moi. Pour cette raison, je renvoie le cinquième. Il y a plusieurs points d'ordre mais qui sont tous dérivés du premier. Dans ce dernier, on prétend que le député de Québec-Centre aurait été attaqué. La réponse du député de Châteauguay est la réponse au point d'ordre qui est en conséquence renvoyé.

M. Boyer (Châteauguay): De l'aveu même du député de Québec-Centre, le prêt de \$6,000 consenti à M. Guy Hamel, fils du député de Québec-Centre, a servi à libérer ce dernier d'une dette de \$6,000 envers la Caisse d'économie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De l'aveu même du député de Québec-Centre, le \$6,000 du prêt agricole sur la terre de son fils est allé pour enrichir le député de Québec-Centre.

M. Hamel (Québec-Centre): Si le chèque de l'Office est allé directement à la Caisse d'économie, je ne vois pas ce que l'on peut me reprocher. Je sais que vous avez contrôlé les documents et que vous auriez bien voulu me prendre en défaut.

On ne me reprochait, avant cela, que le fait que je ne me sois pas indigné des révélations du chef de l'opposition sur les transactions du sous-ministre de l'Agriculture, M. Rioux. Mais si j'étais premier ministre et qu'un de mes chefs de service avait été

attaqué dans un discours hors d'ordre, comme l'était, la semaine dernière, celui du chef de l'opposition, j'aurais soulevé un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas fait cela. Il a tout laissé dire.

M. l'Orateur: Le point d'ordre se solutionne par les explications du député de Québec-Centre. Il faut éclairer l'atmosphère en cette Chambre.

M. Boyer (Châteauguay): Je suis heureux, satisfait que l'atmosphère se soit maintenant éclairée, et non pas seulement par des pochettes électriques...

(Rires à droite)

... mais avec d'autre chose. Il est donc évident qu'un emprunt de \$6,000 obtenu du prêt agricole par M. Guy Hamel, fils du député de Québec-Centre, a servi à rembourser ce dernier d'un prêt de \$6,000 qu'il avait négocié à la Caisse d'économie pour l'achat de cette même terre.

Pourquoi alors l'opposition vient-elle essayer de soulever l'opinion au sujet de M. Rioux parce que sa belle-sœur lui a acheté à \$6,000, au moyen d'un emprunt au prêt agricole, une magnifique terre de 204¹⁰ arpents, défrichée et cultivée par le vieux père de M. Rioux, que celui-ci a achetée il y a quelques années et qu'il a revendue pour qu'elle reste dans la famille? Cette terre était évaluée à \$12,000 d'après l'évaluation municipale, mais dont la valeur réelle se chiffre à plus de \$20,000.

En quoi y a-t-il là-dedans quelque chose de malhonnête, ou d'immoral. Examinez le cas: c'est la même chose que pour le député de Québec-Centre (M. Hamel). Le député de Québec-Centre a oublié de dire que c'est la même chose dans son cas, lui, homme vertueux, pur, droit et magnanime.

(Rires)

C'est pourquoi je dis qu'un homme magnanime et pur comme le député de Québec-Centre...

M. Hamel (Québec-Centre): Pardon, M. l'Orateur, je n'accepte pas ces mots-là. Les règlements de cette Chambre ne permettent pas à un député d'insulter un autre membre de cette Chambre. (Hilarité générale)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour intervenir.

M. Boyer (Châteauguay): Alors, M. l'Orateur, je retire les mots de pur, de vertueux, de droit et de magnanime lancés à l'adresse du député de Québec-Centre.

(Hilarité générale)

Mais, pour en revenir aux insinuations du député de Saint-Hyacinthe, lorsqu'il a lancé ses insinuations sur M. Rioux...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre, dit-il. M. l'Orateur, je n'ai pas fait d'insinuations dans l'affaire Rioux¹¹. J'ai cité des faits. On comprendra plus tard, lorsque je citerai d'autres faits en rapport avec cette affaire, que j'ai eu raison d'avertir le gouvernement.

M. l'Orateur: Je dirai au député de Châteauguay que le chef de l'opposition dit qu'il n'a pas fait d'insinuations mais qu'il a cité des faits.

(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): Il y a certains députés qui sont vraiment trop chatouilleux. Une insinuation, c'est comme si je disais qu'un député a une fille de 25 ans, intéressée dans un commerce et que cette fille en dehors de son commerce, décide un bon jour d'acheter certaines marchandises pour \$5,000 destinées à servir à d'autres fins qu'à son commerce. Elle les aurait revendues ensuite à la province pour \$12,000 par l'entremise de son père, le député. Je me demande si cette transaction est comparable à celle d'un prêt consenti au sous-ministre de l'Agriculture. Est-ce que le cas de Guy Hamel est pire?

La loi du prêt agricole, telle que promise, a été préconisée, votée et instituée par l'Union nationale à la première session d'urgence du gouvernement. Et il est en opération de telle façon que l'on pourra facilement se rendre compte que pas un seul prêt n'a été refusé à un cultivateur parce qu'il était libéral. L'opposition a porté maintes accusations contre le prêt agricole, mais aucune ne signifiait quelque chose. Que l'opposition nous mentionne des noms libéraux à qui l'Office du prêt agricole a refusé des prêts parce qu'ils sont libéraux et alors nous comprendrons que leurs revendications sont justes.

Je sais fort bien une chose, c'est que dans le comté de Châteauguay, mon comté que je représente, les libéraux ne peuvent pas se plaindre. À date, sur les 72 prêts consentis jusqu'à présent, 37 ont été accordés à des libéraux et 35 à des partisans de l'Union nationale. Il y a neuf estimateurs, dont quatre libéraux. Quatre notaires font le travail préliminaire, s'occupent des transactions et tous quatre sont des libéraux.

Mes électeurs, lorsqu'ils liront mes paroles, vont dire: "Notre député est un homme qui parle le langage de la vérité et son exemple devrait être imité par ceux qui siègent en face de lui".

L'ancien premier ministre, l'ancien chef du Parti libéral, M. Adélard Godbout, a contracté lui aussi un prêt agricole pour sa ferme en octobre 1937.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et M. Bastien (Berthier): En 1927?

M. Boyer (Châteauguay): J'ai dit en 1937. C'est drôle, mais il n'y a que les deux chefs d'opposition qui n'ont pas compris. Je disais que l'honorable M. Godbout a contracté un prêt. À l'automne de 1937, il a fait une demande à Ottawa, il s'est adressé au fédéral pour obtenir \$5,000. Et ses bons amis, les libéraux d'Ottawa, le lui ont payé. Et voilà où je veux en venir. Est-ce malhonnête pour M. Godbout d'avoir un prêt du crédit agricole fédéral?

Est-ce malhonnête pour M. Rioux de contracter un emprunt? Pour M. Guy Hamel, est-ce plus malhonnête d'avoir obtenu un prêt du crédit agricole provincial? Est-ce plus malhonnête dans leur cas que dans celui de M. Godbout? S'il n'y a pas eu d'irrégularité, le fils de mon ami le député de Québec-Centre a aussi droit à un prêt agricole que n'importe qui. M. Godbout a aussi droit à un prêt agricole que n'importe qui. M. Albert Rioux avait aussi droit de retirer une hypothèque, tout aussi bien que le député de Québec-Centre avait le droit de rembourser à la Caisse d'économie une dette qu'il avait contractée. Si ces prêts ont été faits suivant les règlements, je n'y vois rien, pour ma part, de malhonnête.

Les électeurs de Bagot, les honorables députés de cette Chambre et tout le monde va comprendre que la magnanimité, la grandeur d'âme et la gentillesse se trouvent de ce côté-ci de la Chambre et non pas du côté où siège mon ami le député de Québec-Centre (M. Hamel).

Si mon frère, qui est cultivateur, obtenait un emprunt sur sa ferme, et que quelqu'un se levait en cette Chambre pour protester, je n'en dirais peut-être pas davantage, mais...

Je parlerai maintenant d'une autre question: les pensions de vieillesse. Le gouvernement de M. Taschereau, je n'ai pas peur de prononcer le nom de M. Taschereau... Quand nos adversaires ont quitté le pouvoir, avant les dernières élections de 1936, je me souviens que leurs organisateurs avaient donné instruction, dans Châteauguay, que les photos de MM. Taschereau, Perrault et Vautrin et autres ne soient pas montrées publiquement nulle part. Ces messieurs n'avaient jamais vécu. Du moins, on disait qu'il ne fallait pas les montrer, de façon que M. Godbout et son ami de Saint-Laurent qui, je le

regrette, n'est pas ici - il n'est pas très bien remplacé - n'aient pas à en souffrir.

M. Taschereau a refusé la pension. C'est que, de 1927 à la suprême agonie de l'ancien régime, le gouvernement a toujours refusé de donner les pensions de vieillesse, a voté contre les nombreuses demandes de l'opposition d'alors. Mais, à la veille du grand départ, en 1935, l'ancien premier ministre, M. Taschereau, a annoncé: "Nous allons donner une législation de pensions de vieillesse afin que la province de Québec soit sur un pied d'égalité avec les autres provinces", quand, pendant 10 ans, l'opposition avait demandé les pensions de vieillesse en disant que la province avait payé, souscrit pour environ \$20,000,000 au fonds des pensions de vieillesse du gouvernement fédéral sans jamais en retirer de profit.

La pension de vieillesse avait pour effet immédiat de nuire à des grandes compagnies d'assurances, à des grandes entreprises. M. Taschereau ne pouvait pas passer cette loi, car il était directeur de la Sun Life, siégeait sur les bureaux de direction de ces grandes compagnies. Le premier ministre d'alors ne pouvait passer des mesures qui pouvaient avoir pour résultat de lui enlever ses jetons de présence. Ses amis se seraient opposés à ce qu'il fit voter une telle loi. Quand la législation passa en cette Chambre, mon ami de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) s'empessa de dire que les formules des pensions de vieillesse allaient être distribuées incessamment et que les premiers paiements allaient être faits avant le 1^{er} novembre, à peine quelques jours avant les dernières élections.

Les vieillards et les vieilles de la province de Québec attendaient; ils ont attendu longtemps. Et maintenant, je dirai à cette Chambre que les deux législations les plus importantes au point de vue social et agricole, celles qui intéressent particulièrement les ouvriers et les cultivateurs, ont été adoptées par le gouvernement de l'Union nationale, sont dans les Statuts de la province grâce aux luttes poursuivies par l'Union nationale, qui a su faire son devoir.

Tout à l'heure, à entendre parler le député de Québec-Centre (M. Hamel), on était porté à croire que tout n'est que misère dans la province de Québec, parce qu'il n'y a pas assez d'électricité. Celui qui m'a précédé a déclaré qu'il avait reçu de nombreuses plaintes des bûcherons. À l'entendre, il ne doit recevoir que des plaintes. Il prétend que la province est 50 ans en retard dans tel ou tel domaine. Il demande un crédit urbain. Il veut que la province achète à prix de millions les grandes entreprises

électriques et qu'elle nous éclaire à la lumière électrique, comme si c'était ça qui était pour régler tout.

Il a parlé des plaintes des bûcherons. Mais je me demande pourquoi les bûcherons ont bien pu se plaindre. Car le gouvernement d'Union nationale a introduit aussi dans les Statuts une législation, la première depuis la Confédération, qui permette aux ouvriers de gagner les meilleurs salaires jamais gagnés dans la province. Cette loi donne aux bûcherons le privilège de se faire payer le salaire auquel ils ont droit et elle autorise même à forcer les patrons à payer à leurs employés les salaires qui leur reviennent.

Si cette affirmation avait été faite par un membre de l'opposition libérale, je la prendrais plus au sérieux. Dès qu'elle vient du député de Québec-Centre (M. Hamel) et de ceux qui l'entourent, j'y porte moins d'attention. Je vais vous expliquer pourquoi en vous citant un simple fait. J'ai eu dernièrement une information. On m'a raconté que le député de Québec-Centre et ses amis sont allés tenir une assemblée à Donnacona, dans le comté de Portneuf, si bien représenté à la Chambre par le ministre de l'Agriculture. La population, ne sachant trop que faire, se rendit les écouter par simple curiosité. Il y avait beaucoup de monde, paraît-il, et chacun écoutait attentivement les discours. Or, après l'assemblée, quelques hommes se trouvèrent réunis près d'une boutique de forgeron, près du lieu de l'assemblée, et se mirent à parler de l'assemblée. Comme l'un paraissait soucieux, un autre lui demanda:

- Es-tu allé à l'assemblée?

- Oui.

- As-tu écouté les discours?

- Ah, oui.

- Et puis?

- Je vais te dire franchement. Ils parlaient pas mal, mais ils devaient bien mieux parler avant qu'ils ne troublent.

En tout cas, une chose qu'on n'a pas pu dire, c'est que le premier ministre actuel est un "trustard". On sait que le premier ministre n'a pas profité de son influence et de sa position de premier ministre pour s'introduire dans la finance, pour s'intéresser dans des grandes compagnies et accaparer des directorats pour s'enrichir.

(Applaudissements)

En l'espace de 16 mois, pas en injuriant, mais en parlant le langage du bon sens, le premier ministre a forcé les compagnies importantes à verser des sommes considérables, \$1,800,000, au Trésor des municipalités de notre province. Le premier ministre et son cabinet ont réussi à faire rembourser au

gouvernement \$150,000 par la compagnie Bell Téléphone; \$250,000 par l'International Paper; \$300,000 par la Montreal Light, Heat & Power; et \$150,000 par la St. Lawrence Paper. Ils ont aussi ordonné à la Montreal Tramways de payer à la ville de Montréal la somme de \$1,000,000.

Je m'accorde sur un point avec le député de Berthier (M. Bastien); car je n'hésite pas, comme lui, à féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône.

Je félicite le député de Joliette (M. Barrette) et celui de Compton (M. Sherman) pour leurs exposés sobres et précis.

Je terminerai, dit-il, en rappelant un incident.

Je voudrais rappeler, dit-il, que les journaux de la semaine dernière ont fait dire au chef de l'opposition qu'il y a, dans la province, des organisations secrètes, qui tentent de démolir l'ordre établi. Et il ajoutait, toujours d'après les journaux, que ces associations sont dirigées par le clergé catholique romain et que le clergé est l'un des principaux dirigeants du mouvement fasciste.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste contre cette affirmation, M. l'Orateur. Je n'ai jamais dit cela. Je n'ai jamais dit que le clergé était avec ces associations. Je voudrais bien qu'on s'en tienne aux faits. Et j'en profite pour protester contre les insinuations qu'on fait d'une manière générale.

M. Boyer (Châteauguay): J'ai dit que des journaux faisaient dire au chef de l'opposition...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quels journaux? Citez-les.

M. Boyer (Châteauguay): J'ai dit que tous les journaux de la semaine dernière ont rapporté ce que j'ai dit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie.

M. Boyer (Châteauguay): Puisque le chef de l'opposition persiste, je suis obligé, d'après les règlements, d'accepter la déclaration du chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer au député de Châteauguay qu'il n'est pas obligé d'accepter une déclaration si cette déclaration n'est pas conforme aux faits. On est obligé d'accepter une déclaration quand un membre de cette Chambre déclare: Je n'ai pas dit telle chose.

Vous n'avez pas besoin d'accepter la négation du chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie que les journaux ont parlé du clergé dans cette affaire.

M. Boyer (Châteauguay): Admettez-vous que quelques journaux l'ont dit?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je déclare que je ne l'ai vu dans aucun journal.

M. Boyer (Châteauguay): Je déclare que des journaux ont répandu des rumeurs à l'effet que des associations secrètes étaient dirigées par le clergé dans la province de Québec, et prêtaient des sentiments au chef de l'opposition à ce sujet. Ces sentiments, je suis sûr qu'il ne les a pas. C'est pour cela que j'attire son attention, l'attention de la Chambre, là-dessus.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai dit qu'il y avait une organisation secrète pour renverser le gouvernement, mais je n'ai jamais dit que le clergé était à la base de cette association, et je ne l'ai vu ainsi rapporté dans aucun journal. Je ferai remarquer que, lorsque j'ai repris le député de Châteauguay, il a supprimé la partie de sa phrase contre laquelle j'ai protesté. Je lui ai demandé de citer les noms des journaux.

M. Boyer (Châteauguay): Je vous en apporterai, dit-il, à la prochaine séance.

J'ai énoncé des faits, et ce n'est pas pour faire du mal au chef de l'opposition. Je ne veux pas faire de mal au député de Saint-Hyacinthe, il en a assez, il est assez mal pris.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que le député soit tranquille. Je ne suis pas mal pris. C'est le gouvernement qui est mal pris.

(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): De grâce, qu'on laisse donc le clergé tranquille. Qu'on le laisse en paix. À tout bout de champ, on invoque les plus hautes autorités. Je suis convaincu que le clergé doit rester en dehors de nos luttes politiques et en dehors de nos discussions, pour continuer à remplir le rôle qu'il joue si bien depuis 1763 à nos jours. C'est son devoir, par exemple, d'orienter un peu la politique générale de notre province.

Je prends pour acquis que le chef de l'opposition n'a jamais voulu dire ce qu'on lui a attribué, attendu ses attitudes en 1910 et sa défense chaque fois qu'on a parlé de pareilles questions. Sa conduite passée étant garante de son dévouement pour l'Église.

(Rires à droite)

Je ne veux rien dire sur le compte du député de Saint-Hyacinthe, mais je lui demande de laisser le clergé tranquille, excepté pour s'inspirer de sa façon de voir. Faisons de la politique, mais inspirons-nous de la sagesse de notre clergé et conformément à nos traditions.

M. Dubé (Rimouski): Me serait-il permis d'ajouter quelques mots pour dire à cette Chambre que j'approuve entièrement toutes les données, toutes les mesures mentionnées dans le discours du trône, particulièrement celles qui ont trait au relèvement de l'agriculture. Il me fait plaisir de féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse qui se sont si bien acquittés de leur tâche en développant d'une manière admirable ce document officiel qu'on appelle le discours du trône.

Je me plais à le répéter, j'approuve sur toute la ligne les données mentionnées dans le discours, mais qu'il me soit permis d'ajouter, M. l'Orateur, que je l'aurais voulue encore plus large, la part faite envers la classe agricole, à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir. Cependant, je dois ajouter que notre population rurale est grandement reconnaissante au gouvernement actuel pour les précieuses mesures qu'il a bien voulu adopter aux deux sessions précédentes, telle l'institution du prêt agricole qui a fait jusqu'ici tant de bien aux cultivateurs qui étaient dans la détresse. Je remarque aussi aujourd'hui avec satisfaction que le gouvernement veut augmenter les subsides dans ce domaine, mais je suis persuadé que le montant de \$10,000,000 que l'on vient d'ajouter, en vertu de cette loi qui vient d'être votée, n'est pas encore suffisant pour rencontrer les besoins les plus urgents.

Je suis d'avis, M. l'Orateur, que l'argent ainsi appliqué, dépensé ne constitue pas une dette, mais plutôt un actif très substantiel au crédit de notre province. M. l'Orateur, au risque de me faire taxer d'exigeant, je réclame donc davantage en faveur de la classe agricole. Je demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de favoriser les paroisses rurales du bienfait de l'énergie électrique, et ceci, afin de retenir à la campagne nos jeunes gens, que le confort illusoire des villes semble attirer dans leurs milieux.

Je désirerais également que des mesures soient prises afin de soulager nos municipalités rurales des charges qui leur sont imposées par la loi de l'assistance publique, qui a jusqu'ici été un fardeau très lourd pour les municipalités comparativement aux revenus de notre population rurale. Je réclame par conséquent une modification dans l'application de cette loi de manière à diminuer les charges imposées à nos municipalités.

J'ai confiance, M. l'Orateur, que le gouvernement actuel ne restera pas sourd à cette réclamation qu'un humble représentant d'un comté rural se croit justifiable de soumettre. Un autre moyen d'aider les ouvriers du sol, ce serait que des mesures énergiques soient prises afin de favoriser la classe agricole dans l'achat des engrais chimiques à meilleur compte, ce qui aurait pour effet d'augmenter la production des fermes, et de maintenir la fertilité de nos sols.

Je désire tout particulièrement attirer l'attention de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) sur cette question. L'honorable ministre, qui s'y connaît assez bien dans le transport par bateau, pourra certainement trouver un moyen d'importation rationnelle des pays d'Europe, pour les ingrédients nécessaires à la fabrication de ces engrais.

M. l'Orateur, une autre question qui m'intéresse aussi au plus haut point, c'est la question du salaire de nos ouvriers. Je félicite le gouvernement pour les mesures énergiques qui ont été adoptées à cet effet aux deux dernières sessions, mesures qui ont eu pour résultat l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, ce qui a eu en même temps pour effet d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, des produits agricoles et manufacturés. Les bienfaits de ces lois ont donc profité à toutes les classes de la société, et tous, nous devons féliciter le gouvernement pour ces mesures qui ont si bien profité à nos populations.

Dans ce domaine, je désirerais également que le gouvernement puisse faire davantage en faisant en sorte que les salaires soient portés à un niveau encore plus élevé qu'il ne l'est actuellement pour certaines classes de travailleurs, les bûcherons entre autres, car il faut bien considérer, admettre que l'amélioration dans les affaires en général a augmenté en même temps le coût de la vie de l'ouvrier. Déjà, l'Office des salaires raisonnables a émis une ordonnance qui aura, j'en suis persuadé, d'heureux résultats.

En terminant, je dois ajouter, M. l'Orateur, que l'exposé que je viens de faire est guidé par le seul désir d'être utile à ma province et à la classe

laborieuse en particulier. Avant de prendre mon siège, je ne voudrais pas manquer d'offrir mes plus sincères félicitations aux honorables ministres de la couronne pour le travail gigantesque accompli dans chacun de leur département, au cours de l'année 1936-1937, travail constructif que je souhaite se poursuivre au cours de la présente année, sous l'habile direction d'un des chefs les plus clairvoyants qu'aucune province n'ait connus à date, et j'ai nommé l'honorable premier ministre.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30¹²

Commission scolaire de LaSalle

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Successions U.-J. Tessier et M.-A. Kelly

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Richmond

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 relatif à la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adoption de J. E. Hamilton-Jackson

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Hélène Beaune

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prosper Major, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 constituant en

corporation Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Slovak Evangelical Lutheran
Congregation of the Unaltered Augsburg
Confession of the Ascension**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 constituant en corporation Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 27 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) commence par offrir ses félicitations aux proposeur et seconneur de l'adresse. Ils se sont acquittés, dit-il, avec tact, talent et succès, d'une tâche difficile. Ils ont accompli un tour de force; le député de Joliette (M. Barrette) s'entourant de la fumée bleue du tabac de Joliette et le député de Compton (M. Sherman) se montrant plus modéré.

Depuis la dernière session, le premier ministre a été élu bâtonnier général de la province. C'est le plus grand honneur auquel un avocat puisse prétendre. Je l'en félicite très cordialement même si son élection a pu blesser des susceptibilités et certaines ambitions dans l'entourage de mon honorable ami. C'est un double honneur que d'être

procureur général et bâtonnier. Mais ce double honneur entraîne une double responsabilité, de très lourdes responsabilités.

Le premier ministre est procureur général et le premier avocat de la province. Il lui appartient de montrer à l'Ordre des avocats que la justice est impartiale, qu'elle est faite pour les petits et pour les grands, pour les forts et les faibles; que les minorités, même parlementaires, doivent être respectées; que les témoins ont le droit de ne pas être traités comme des accusés et que la justice doit donner l'occasion à ceux qui sont attaqués de se défendre. Ce n'est pas ce qu'a fait mon honorable ami à la première session, à la session de 1936 ni à celle de 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette d'interrompre mon honorable ami le député, mais il doit donner l'exemple du respect des règlements. Il ne peut pas faire allusion à des délibérations antérieures, il ne doit pas parler des comités de la Chambre. Je ne le lui reproche pas trop, au député de Rivière-du-Loup, de ne pas être au courant des règlements. Il a été président d'un comité, du comité des comptes publics, et on sait de quelle façon il s'en est acquitté.

M. l'Orateur: Point d'ordre maintenu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Avant que je sois entendu? À tout événement, j'ai fini. D'ailleurs, j'ai voulu faire un "test case" avec le premier ministre. Le premier ministre m'a parlé avant la séance et j'ai voulu savoir si vraiment il pouvait écouter sans soulever de point d'ordre. Qu'il m'écoute sans soulever de points d'ordre.

J'ai écouté avec intérêt le discours du député de Châteauguay (M. Boyer). Je dois dire qu'il a été plus violent que son chef. Il n'a pas été aussi modéré. Le premier ministre a surpris, ébloui la semaine dernière la députation et toute la province, car il a été d'une modération à laquelle on ne s'attendait pas. J'espère qu'il gardera ces bonnes dispositions jusqu'à la fin. Je dirai au député de Châteauguay (M. Boyer) que, s'il fallait lui retourner l'argument, ce raisonnement que je qualifierais de plutôt simpliste qu'il a émis en disant que le député de Berthier (M. Bastien) veut être chef de l'opposition, qu'il voulait le remplacer parce qu'il a parlé deux fois plus que son chef, je dirais donc que le député de Châteauguay veut être sinon premier ministre immédiatement, du moins membre du cabinet, car il a parlé presque aussi longtemps que son chef.

(Rires)

Au début, le député de Châteauguay était éloquent et intéressant. Mais plus il allait, moins il était éloquent. Il a parlé d'une assemblée du Parti national à Donnacona, disant que le représentant de Québec-Centre (M. Hamel) parlait mieux avant de troubler. Je dirai au député de Châteauguay qu'il me faisait penser à cet habitant de Portneuf dont il a parlé. Il parlait beaucoup mieux au commencement de son discours, avant de se fâcher vers la fin, puis de troubler, pour me servir de son expression.

(Rires)

Les prêts du crédit agricole fédéral, a-t-il dit, étaient surtout destinés aux provinces de l'Ouest? Mais pourquoi l'ancienne opposition conservatrice d'autrefois a-t-elle tant demandé, réclamé son application ici, dans la province de Québec?

M. Barré (Rouville): Je veux faire une rectification. À ma connaissance, l'opposition conservatrice ici n'a jamais demandé que le prêt agricole soit appliqué dans la province. Le député de Rouville, pour sa part, avait présenté une motion et l'avait retirée sur une promesse de l'ancien premier ministre, sur la promesse que le taux d'intérêt de prêt agricole serait réduit à 3 %. Il serait injuste d'en tenir responsables ses collègues du temps, de faire porter ma proposition sur toute l'opposition d'alors qui n'avait pas été consultée.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pour me conformer pieusement aux règlements, comme toujours (M. l'Orateur et des députés s'amusent), j'accepte la déclaration du député. Mais je note que le député de Châteauguay (M. Boyer) ou Rouville (M. Barré) dit que ses résolutions n'engageaient pas toute l'opposition. Toutefois, je note aussi qu'il était beaucoup plus indépendant quand il était de ce côté-ci de la Chambre. Ses relations étaient beaucoup plus intimes avec l'ancien député de Hull (M. Caron) et le ministre du Travail d'aujourd'hui (M. Tremblay) qu'avec le premier ministre actuel. Je comprends pourquoi il a senti le besoin de rectifier.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette d'interrompre le député. Le député de Rivière-du-Loup a parlé de l'opposition du temps, entre autres, du député de Châteauguay (M. Boyer). Je rappellerai que l'application du prêt fédéral date de 1929 et que le député de Rouville (M. Barré) a été élu en 1931. En 1927, nous avons fait remarquer que le gouvernement n'allait pas assez loin. Nous avons dit, en 1929, que le prêt fédéral n'était pas parfait,

mais que 10 % était le maximum que nous devions attendre des libéraux. Je ferai remarquer aussi que le chef de l'opposition du temps était le père de l'Orateur actuel de la Chambre (M. Arthur Sauvé) et non votre serviteur. Ce n'était pas moi. Si la mémoire du député de Rivière-du-Loup fait défaut pour les choses d'il y a trois ans, je me demande ce qui doit arriver pour les choses plus anciennes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je demande pardon au premier ministre actuel. Il a toujours tellement aimé poser en chef, il a toujours tellement essayé de remplacer ses chefs que je l'ai considéré, dans le temps, comme tel, soit comme chef de l'opposition.

Une voix ministérielle: Ce n'est pas fort.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est pas fort, non, mais ça prend.

(Rires)

Le député de Châteauguay (M. Boyer) a parlé de voirie. La politique de voirie! Le gouvernement libéral procédait autrement que ne le prétend le député de Châteauguay. Au lieu d'emprunter par millions, il procédait tranquillement, il s'engageait suivant ses moyens, et les cultivateurs, au début de la politique des bons chemins, étaient heureux de contribuer à raison de 50 %. Le gouvernement d'alors n'empruntait pas des millions et des millions, comme le gouvernement actuel. Et il a été heureux de remettre leurs dettes aux municipalités. Le député de Châteauguay a parlé avec délicatesse d'un chevalier errant...

Une voix ministérielle: C'est vrai.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Avec la délicatesse qui le caractérise...

(Rires)

... le député de Châteauguay (M. Boyer) a traité le chef du Parti libéral de chevalier errant. Je lui répondrai qu'il y a différentes sortes de chevaliers errants. Le député de Châteauguay a erré bien longtemps à ce que l'on me dit. Si je suis bien informé, il a erré lui-même longtemps dans plusieurs comtés avant de pouvoir se faire élire. Ce n'est que des galeries qu'il pouvait suivre nos délibérations, car il a été battu plusieurs fois. Et maintenant il attaque un absent. Devant les affirmations de son collègue je m'attendais à voir se lever et protester le premier ministre. Je pensais qu'il allait bondir de son siège et défendre l'absent qui était attaqué.

(Rires)

Les pensions de vieillesse, c'est une loi du régime libéral, puisqu'elle a été adoptée au moment où le gouvernement Taschereau était renversé.

Une voix ministérielle: Quand?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À la dernière session de 1936. Voyez le Statut 1 Édouard VIII. Il est facile de remplir des promesses quand les lois sont passées. Notre loi était bien organisée. Malheureusement, aujourd'hui, elle donne lieu à des abus de patronage et d'électoratisme. Encore lundi, à mon bureau, un brave cultivateur me disait qu'il ne venait pas me voir souvent parce qu'il devait passer pour un "National" afin d'avoir sa pension.

Le gouvernement fait de la politique avec ses lois dans le comté de Bagot. Le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) a dit dans Bagot: "Votez pour le gouvernement qui a donné \$400,000 aux électeurs de Bagot". On fait de la politique, de l'électoratisme et du patronage. Il y a du coulage dans l'application de la loi des pensions de vieillesse.

Une voix ministérielle: C'est un peureux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On fait du patronage et de l'électoratisme avec cette loi. Il y a eu des abus considérables dans l'application de cette loi. Je citerai le jugement d'un homme qui est en dehors de la politique. Dans un jugement qu'il rendait dans le comté de Saint-Jean¹³, le 16 octobre 1937, le juge disait que la loi des pensions de vieillesse donne lieu à des abus criants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel juge était-ce?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le juge Alfred Forest, de la Cour supérieure¹⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui est député de Saint-Jean¹⁵? C'est un de vos hommes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça n'a rien à voir là-dedans. Il cite une partie du jugement.

C'est le gouvernement actuel qui, dit-il, a le devoir d'appliquer la loi. A-t-il l'intention de mettre fin à ces abus?

Il demande si le premier ministre et le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) ont l'intention de laisser continuer les abus et la petite politique avec les pensions de vieillesse.

Le gouvernement, dit-il, a commis d'autres injustices. Je lui demande quand il paiera les vérificateurs, les inspecteurs des pensions de vieillesse nommés par l'ancien régime, qui ont opéré, travaillé avant l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement. Si le premier ministre veut répondre, qu'il ne dise pas: jamais, comme l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Celui de Rivière-du-Loup a-t-il été payé?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je l'ignore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bien, il l'a été.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est une bonne action si c'est vrai, et j'en félicite le gouvernement. Mais qu'il paie aussi les autres.

Les ministres ne peuvent plus être directeurs de compagnies. Le gouvernement se vante d'avoir passé une loi empêchant les ministres d'être directeurs de compagnies qui font affaire avec le gouvernement. Mais nous verrons, dans la pratique, si nos mœurs politiques ont été bien changées de ce fait et si certains ministres ne feront pas indirectement ce que la loi leur défend de faire directement. Mais, pourquoi ne défend-on pas la même chose aux députés, pourquoi ne les empêche-t-on pas d'être directeurs de compagnies qui font affaire avec le gouvernement?

Les salaires des institutrices ont été portés à \$300 et le gouvernement s'en vante. Mais depuis quand le gouvernement les paie-t-il? N'est-ce pas les commissions scolaires qui engagent les institutrices, qui fixent les prix et les paient? Ce sont les commissions scolaires qui paient les institutrices et l'ancien régime accordait des octrois en proportion des salaires qui étaient payés. À l'heure actuelle, les corporations municipales sont loin de payer le salaire de \$300 dans les campagnes. Plusieurs institutrices du comté de Rivière-du-Loup, et il y en a dans le Témiscouata, reçoivent \$100, \$125 et \$150 par année.

L'ordonnance no 4 semble devoir rester en panne parce qu'elle a été faite à la vapeur.

Je ne puis m'empêcher de féliciter le gouvernement, le premier ministre d'avoir appelé le juge Ferdinand Roy à cette présidence de l'Office des salaires raisonnables.

M. Roy est un homme de grand talent, lettré et le *vir probus* par excellence pour qui j'ai toujours eu beaucoup d'estime. Je l'ai connu au temps où il

était professeur à l'université. Certes, je n'ai pas tout pris la science qu'il a tenté de me donner, car j'ai tenu à en laisser pour le premier ministre; mais j'ai appris à l'estimer beaucoup.

Bien que M. Roy ne se soit jamais occupé de politique, le premier ministre ne peut pas se vanter d'avoir nommé un libéral. Comme M. Piuze, M. le juge Roy est de famille conservatrice quoi qu'en dise le premier ministre, et il a dû être bien surpris, il y a quelque temps, quand le premier ministre a déclaré qu'il avait nommé un libéral à la présidence de l'Office des salaires raisonnables.

Mais une chose dont je ne saurais féliciter le premier ministre et son gouvernement, c'est le renvoi de M. Gustave Francq, un homme qui avait bien accompli son devoir, et qui était apte à le bien remplir¹⁶.

Le premier ministre s'est aussi vanté d'avoir aboli les commissions, entre autres la Commission des liqueurs. Mais le premier ministre oublie qu'il n'a fait là qu'un changement de nom. Elle existe encore. On ne dit plus maintenant la Commission des liqueurs, mais la Régie des alcools. Le gouvernement a renvoyé les commissaires, a réduit le salaire de commissaires à \$1 et a déclaré qu'il avait épargné ainsi \$70,000 par année. Mais ces commissaires, le gouvernement les a remplacés par des gérants et des sous-gérants.

Il énumère les différentes commissions provinciales qui existent, alors que toutes les commissions devaient être abolies.

Grâce à tous ces changements, dit-il, le premier ministre déclare que les profits de la Régie ont augmenté l'an dernier de \$800,000. Mais je me demande si ces profits ont augmenté par suite des remaniements effectués par le nouveau gouvernement, ou si c'est parce que les affaires ont tout simplement été meilleures. Si les profits de la commission ont augmenté, c'est qu'il se consomme plus de boisson.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est parce qu'il y a moins de "bootleggers".

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Des "bootleggers", mais il n'y en a pas moins, que je sache, depuis que le nouveau régime est au pouvoir. Je me demande combien le gouvernement a arrêté de "bootleggers". Pourtant, l'ancien régime avait fait des procès retentissants. Ce que je sais, par exemple, c'est que je n'ai jamais vu autant de boisson que depuis l'avènement au pouvoir du nouveau gouvernement.

Plus de commissions, M. l'Orateur. Mais toutes les anciennes commissions existent encore. On ne les appelle plus des commissions, il est vrai, mais ce sont maintenant des régies ou des offices, et un Syndicat national de l'électricité. Mon honorable ami le premier ministre est toujours fier de proclamer avoir rempli ses promesses, mais je ne crois pas que les électeurs puissent se laisser prendre à toutes ses belles paroles.

On parle des allocations aux mères nécessiteuses! Le premier ministre actuel a souvent reproché à l'ancien gouvernement d'avoir toujours retardé pour agir, de passer des lois qui n'étaient pas appliquées. Mais, lui-même, a-t-il agi dans le cas des mères nécessiteuses? La loi est passée, fort bien. Mais combien de mères nécessiteuses ont reçu leurs allocations depuis les mois que la loi est passée? Pas une, M. l'Orateur. Pas une. Le premier ministre s'est souvent plu à dire que l'ancien gouvernement laissait traîner les lois dans les tiroirs, mais le nouveau régime est apparemment en train d'agir de la même façon.

Le premier ministre a dit qu'il avait donné une loi électorale honnête. Il y a une élection dans Bagot que nous gagnerons.

(Rires)

Parlons donc maintenant un peu de l'élection de la Beauce. Le premier ministre avait promis que, sous son régime, les élections se feraient honnêtement. Et pourtant, on se rappelle les déclarations de *L'Action catholique*, de M. Édouard Lacroix; et que les députés de Québec-Centre (M. Hamel), de Québec-Est (M. Drouin) et de Montmagny (M. Grégoire) ont répétées à plusieurs reprises à l'effet que la boisson coulait à flots dans la Beauce. Le Parti libéral n'avait jamais fait cela, lui. Et le premier ministre qui avait promis des élections honnêtes! Sous l'ancien régime, il y a peut-être eu, il a pu se glisser des abus dans certains comtés...

(Rires)

... mais les élections étaient honnêtes. Et la preuve que les élections se sont faites honnêtement, c'est que le gouvernement actuel a réussi à balayer la province. Est-ce vrai ou non?

Le nouveau gouvernement avait promis d'inclure dans la nouvelle loi des élections qu'il faudrait dévoiler la provenance des fonds électoraux. C'est très beau sans doute, mais le premier ministre n'a pas rempli sa promesse, cette clause n'a pas encore été incluse dans la loi des élections. Est-ce vrai ou non?

Le premier ministre avait aussi promis d'acheter toutes les seigneuries. Mais combien en

a-t-il achetées? Parlons d'abord de la seigneurie de Témiscouata. On a peut-être commencé les transactions, mais la seigneurie n'a pas encore été vendue. Et pourtant, le premier ministre avait formellement dit qu'elle le serait moins de deux mois après la dernière session. Il m'avait même dit: "Si la seigneurie de Témiscouata est achetée d'ici deux mois, vous engagez-vous à passer de notre côté?" Il y a longtemps que ces deux mois sont écoulés et la seigneurie n'est toujours pas encore complètement achetée. Il y a des transactions en cours, je suis le premier à l'admettre, tout comme je serai le premier à féliciter le premier ministre dès qu'il pourra annoncer l'achat de la seigneurie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En vertu d'une entente qui a été conclue, la colonisation peut installer des colons dans la partie que nous avons reprise.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quelle partie allez-vous prendre? Des journaux ont parlé de \$25 l'acre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant que le député de Rivière-du-Loup aille plus loin, je tiens à informer la Chambre que nous avons réglé cette question dans moins de 16 mois. J'ai suggéré, dans cette affaire, en tant que ministre des Terres et Forêts, qu'on nomme trois arbitres pour décider cette question.

Un arbitre sera nommé par la compagnie¹⁷, un autre par le gouvernement et un troisième par les deux, ou, à défaut d'entente, par le juge en chef de la Cour d'appel. Ces arbitres établiront le prix. Nous allons payer le prix qu'ils fixeront et pas plus. Pendant tout le temps que va durer le débat, les colons vont être établis sur les terres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'espère que la question sera réglée, comme le promet le premier ministre. Et s'il en est ainsi, je serai le premier à l'en féliciter. Chose certaine, je serai satisfait. Mais le premier ministre avait promis d'acheter toutes les seigneuries. Qu'a-t-il fait? Combien en a-t-il achetées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce une question?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le premier ministre veut m'interrompre, faire mon discours, je vais lui céder la parole. Et je continue.

Contrairement à sa promesse, le premier ministre n'a acheté aucune seigneurie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça prend. (Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Je ne voudrais pas que le député de Rivière-du-Loup, que j'estime, passe pour n'avoir pas dit la vérité. Ce n'est pas vrai que nous n'avons pas acheté de seigneuries. Nous avons d'abord acheté de 70,000 à 75,000 acres de la seigneurie Thomas et nous avons pris des procédures pour 25,000 à 30,000 acres de la succession, de la seigneurie Languedoc¹⁸.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est la même chose, c'est la même seigneurie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour faire plaisir à mon ami, admettons que c'est la même chose.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non. C'est pour rester dans les limites de la vérité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour rester dans les limites du comté.

(Rires)

Dans la Gaspésie, dans la Grande-Vallée, nous avons acheté 100,000 acres de terre de la compagnie Brown. Dans l'Islet et dans Kamouraska, nous avons annulé des concessions forestières de 50 ans pour 50,000 acres de terre. Nous avons forcé la compagnie Power à remettre de 200 à 300 lots aux colons. Dans Verchères, nous avons fait l'acquisition de 20 à 25 lots appartenant à des particuliers que nous avons remis aux colons. Si cela appartient à des particuliers, on a des holdings en franc-alleu¹⁹, c'est la même chose qu'une seigneurie.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a parlé à côté de la question et ne m'a pas répondu. Il a fait comme il fait d'habitude, lorsqu'il est mal pris: il soulève des points d'ordre, mais il en profite pour faire des discours. La seigneurie Thomas et la seigneurie Languedoc, ce n'est qu'une seule et même chose. C'est la seule seigneurie que le gouvernement a achetée pour établir des colons libres sur des terres libres; car quant aux lots qu'il a cités,

donnés aux colons, ce sont tout simplement des terrains sous bail et licence du gouvernement.

Le gouvernement n'a pas acheté, par exemple, la seigneurie Nicolas Rioux, dans Rimouski, comme le demande Son Excellence Mgr Courchesne depuis si longtemps. Cependant, l'an dernier, lorsque nous avons discuté la loi, il donnait comme une des raisons, que l'on devrait exproprier d'autres seigneuries.

Parlons maintenant des colons. Le premier ministre a parlé du colon heureux et satisfait. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a dit un mot sur le sort pénible des colons, cet après-midi. En fait, jamais je n'ai reçu autant de plaintes des colons que depuis le nouveau régime. Ils se plaignent qu'ils ne sont pas traités comme ils l'étaient autrefois.

M. Jean-François Pouliot, député fédéral du comté, qui est l'ami du premier ministre, s'est levé, a dénoncé à deux reprises, en Chambre, à Ottawa, le sort fait aux colons de son comté. Le 6 avril 1937, il dénonçait le sous-ministre de la Colonisation et parlait de la misère des colons. On fait de la petite politique avec la colonisation. On a révoqué la vente de lots simplement parce que le détenteur, l'acquéreur, était libéral.

À Notre-Dame-du-Lac, le procureur général a fait arrêter un ancien inspecteur de l'ancien gouvernement, du nom de Veilleux qui était censé faire de faux rapports et dans chaque cas. Sur les deux accusations, Veilleux a été acquitté par les tribunaux.

Les journaux ne se gênent pas pour parler des abus commis dans le domaine de la colonisation et particulièrement un journal qui était bien près du premier ministre avant le rapport de la fameuse assemblée du Manège militaire, et les rapports de l'élection de Beauce en parlaient justement.

Il lit alors un article du journal *L'Action catholique* où l'on dit que certains députés de l'Union nationale sont en train de se rendre aussi pires que ceux qu'ils dénonçaient dans le passé, par suite du favoritisme et de la "partisanerie" politique.

On disait que le député de Témiscouata (M. Dubé) avait bien fait d'inviter le gouvernement à ne pas répéter les abus, mais on soulignait, par contre, que bien des députés étaient en train d'imiter ce qui s'était fait autrefois.

Si nous parlions maintenant des promesses solennelles faites par le premier ministre et qu'il n'a pas encore songé à remplir. Le premier ministre avait promis de réformer le Conseil législatif, de l'abolir même. Il n'en a rien fait. Le Conseil législatif devrait être aboli et, pourtant, l'on nomme de ses amis, les

honorables MM. Raymond, Baribeau et Giroux. Quand on aura la majorité au Conseil, mais il ne sera plus là lorsqu'il aura obtenu la majorité, on arrivera et on dira que le Conseil législatif a été transformé. Mais ce n'est pas ce qu'on voulait et j'en prends le député de Québec-Est (M. Drouin) à témoin. On voulait l'abolition et non la transformation.

Le trust du charbon? Il devait aussi sévir contre le trust du charbon. Est-ce que les officiers en loi du département du procureur général étudient toujours le cas du sénateur Webster qui devait être arrêté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce une question?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est une question si le premier ministre ne veut pas faire un discours. Je ne veux pas, j'ai peur de faire un marché avec le premier ministre depuis qu'il a si mal rempli ses promesses à l'électorat. Sous prétexte de répondre à une question, il fait de véritables discours. S'il veut faire un discours, ce n'est pas une question. Si encore il répondait oui ou non, ou quelque chose comme cela, fort bien. S'il veut répondre par une phrase courte, c'est une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est oui.

(Les députés s'amuseant devant la réponse du premier ministre et applaudissant)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je me rappelle les jours où le premier ministre était chef de l'opposition et je le vois encore réclamer des poursuites contre le sénateur Webster. Il disait que c'était en vertu de la loi fédérale qu'il fallait agir. Le député de Québec-Est (M. Drouin) disait à M. Perrault que c'était le devoir du gouvernement de faire arrêter le sénateur Webster.

Il a dit la même chose au gouvernement actuel. Voilà 16 mois que l'on prétend étudier. Les officiers du département du procureur général étudient toujours. On va étudier encore longtemps, car on sait bien que le premier ministre ne veut pas combattre, poursuivre les trusts.

L'électrification de la campagne! On devait aussi nous donner l'électrification rurale. Nos campagnes ne sont pas encore électrifiées et elles ne le seront pas de si tôt. Le Dr Hamel en a parlé. Sans aller aussi loin, il est certain qu'il est important que les cultivateurs aient la lumière électrique.

Il cite là-dessus un bloc-notes de M. Émile Benoist, du *Devoir*, sur l'éclairage des routes.

Il n'y a pas de danger que la chose soit faite, car le premier ministre, dit-il, aime trop les trusts.

Le premier ministre avait annoncé un régime d'économie rigide, promis de faire des économies. Ça devait être une merveille. Qu'a-t-il fait? C'est pour ça qu'on a vu l'exode du ministère et des députés en Europe.

Le gouvernement a emprunté \$107,000,000: successivement \$51,000,000, \$31,000,000 et \$25,000,000. Au moins, le premier ministre a été moins hardi que son trésorier provincial, je le félicite. Il ne s'est pas vanté d'un surplus quand, en réalité, le déficit de l'année écoulée était de \$23,000,000 d'après les journaux de l'Ontario.

Il avait promis la disparition des ponts de péage et la diminution des taux de péage. Aucun péage n'a été aboli et ne sera aboli. Aucun taux de péage n'a été réduit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les péages ont été réduits sur plusieurs ponts et si le député le veut, je vais citer des noms.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas besoin de noms.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement nous avons réduit les taux, mais nous allons construire un grand pont, le pont du boulevard Pie IX²⁰, sur lequel l'ancien régime aurait établi du péage, mais ce sera un pont gratuit.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et parlons donc du respect du repos dominical. Je me rappelle qu'à chaque session, dans l'opposition, le premier ministre d'aujourd'hui prononçait un grand discours où il réclamait l'observance du dimanche, le respect du repos dominical. Au stade de Montréal, dans un autre grand discours, il disait qu'il verrait à faire respecter le dimanche. Le repos dominical n'a pas été observé et la Ligue du dimanche a envoyé, au 28 janvier dernier, une protestation dans ce sens. *L'Action catholique* a écrit plusieurs articles sur ce sujet en réclamant diverses mesures appropriées. C'est dire que le respect du dimanche n'est pas encore intégral, et quand le premier ministre dit avoir rempli toutes ses promesses, ce n'est pas absolument exact.

Le premier ministre, le chef du gouvernement, avait aussi promis l'abolition du patronage. Mais il n'en est rien, il a continué plus

grand qu'avant. Il s'était vanté aussi de donner de meilleurs salaires aux bûcherons. Mais la meilleure loi pour la protection des bûcherons avait été passée sous l'ancien régime. L'ancien régime s'était occupé des bûcherons, puisqu'il avait fixé leur salaire minimum à \$30 et créé la Commission des bûcherons qui rendait de grands services pour les protéger. Les salaires des bûcherons sont aujourd'hui plus élevés, mais la chose est due aux conditions économiques. D'ailleurs, la loi ne protège pas le petit entrepreneur. La nouvelle loi couvre-t-elle les petits entrepreneurs et les "jobbers"? Je dis que non. Je vois le premier ministre qui dit oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, elle le protège.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'affirmez-vous?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Alors, il n'y aura pas d'échappatoires, c'est bien oui que vous dites.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourtant, ce n'est pas ce que pensait, dans des lettres que j'ai ici, son sous-ministre des Terres et Forêts, M. Avila Bédard, disant que le cas d'un certain sous-entrepreneur n'était pas couvert par la loi. Et, dans le même sens, l'officier en loi, M. McCaffrey.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. McCaffrey n'est pas un sous-officier en loi. Il ne connaît pas plus la loi que M. Bédard. Les deux ne sont pas avocats.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais ce sont des officiers du département. J'ai de plus un cas où un sous-entrepreneur réclamait de son entrepreneur un salaire minimum. C'est dans un jugement du juge Laliberté de la Cour supérieure, où l'on déclare que le sous-entrepreneur intéressé n'a pas droit de se prévaloir du minimum de \$45 par mois:

"Dans le cas soumis, y lit-on, le demandeur a pris l'état d'entrepreneur, mais c'est en vérité un sous-entrepreneur. Il a été prouvé que ces entrepreneurs spéculent sur leurs contrats".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À quelle date le jugement?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le 28 novembre 1937. Gérard Voisin était demandeur et Ernest Soucy, le défendeur. Ce dernier était défendu par le substitut du procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
A-t-il gagné sa cause?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il l'a perdue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Me permettez-vous une question?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous allez faire un discours. C'est un truc du premier ministre pour placer ses discours dans ceux des adversaires. Lorsqu'il a parlé, l'opposition n'a pas voulu l'interrompre. Qu'est-ce que vous auriez dit si, pendant votre discours, nous vous avions interrompu au fur et à mesure pour vous réfuter?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Riant) Ça m'aurait surpris.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais j'en arrive au patronage et c'est par là que je termine.

(Applaudissements de la droite)

Je vois que mes honorables amis ont hâte que ça soit fini et qu'on ne leur parle plus de leurs promesses non remplies. Ce n'est pas pour leur faire plaisir que j'ai pris la parole. C'est pour leur rappeler qu'ils sont pires que ceux qu'ils ont remplacés en cette Chambre, et je comprends qu'ils aient hâte que je finisse.

Il parle ensuite du patronage et dit que tous les cantonniers, agents et officiers de circulation de son comté ont été destitués.

Le régistrateur de mon comté, dit-il, a été destitué par téléphone.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Comment s'appelait-il?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le Dr Parrot.

M. Boyer (Châteauguay): Un colon!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le régistrateur, c'était le Dr Parrot?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, et il a été averti par télégramme de remettre ses dossiers. Ça été on ne peut plus sommaire. On s'est indigné partout, dans le comté, à la suite de cette destitution. Le député fédéral même a été indigné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est ce même M. Parrot dont M. Jean-François Pouliot, que vous citez tout à l'heure, a dit que c'était un malhonnête homme?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne comprends pas mes honorables amis. Quand je dis que je vais finir, ils m'applaudissent et quand je vais finir, le premier ministre me pose des questions. D'ailleurs, cette chicane Pouliot-Parrot²¹ est finie depuis longtemps et maintenant ils se rencontrent et se saluent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
N'est-il pas vrai que M. Jean-François Pouliot a traité M. Parrot de canaille, que M. Parrot a poursuivi et que le jury a acquitté M. Pouliot, parce qu'il a trouvé que M. Pouliot avait raison? M. Pouliot n'a-t-il pas prouvé qu'il avait raison de dire que M. Parrot est une canaille?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): N'entrons pas dans les détails de la querelle Pouliot-Parrot. Cette querelle Pouliot-Parrot est hors de la question. Ce n'est pas moi qui ai commencé à en parler. Si j'en avais parlé, le premier ministre m'aurait interrompu pour dire que j'étais hors d'ordre.

Sur la question de patronage. Les quatre gardiens de la prison de Rivière-du-Loup ont été remerciés, ainsi que des employés de la Commission des liqueurs. On a fermé l'agence des terres de Rivière-du-Loup pour la transporter à Notre-Dame-du-Lac, ainsi que le bureau de colonisation, malgré la promesse du premier ministre, sous condition que je ne parlerais plus de l'agence des terres de Notre-Dame-du-Lac.

Le local des Terres et Forêts et le magasin de la Régie des alcools ont été changés pour plaire à des amis politiques. Les loyers doivent être dispendieux. On ne pouvait mieux loger le magasin que chez Mme Bell.

M. Boyer (Châteauguay): Connaissez-vous le nouveau local?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non, je n'y suis pas encore allé. Mais si vous venez chez moi, je vous recevrai avec plaisir et comme il faut.

(Rires)

Le shérif, chez nous, a démissionné, car il voyait que sa démission, ça s'en venait, et parce que la crainte est le commencement de la sagesse.

Sous l'ancien régime, à Rivière-du-Loup, il y avait cinq licences de vente de liqueurs, de bières: trois pour les libéraux et deux à des conservateurs. En 1937, on a voulu en priver tous les libéraux. Les trois libéraux l'ont perdue. Il y en a même une appartenant à un pauvre père de famille nombreuse qu'on devrait bien laisser tranquille.

Je sais que le premier ministre l'ignore, mais je l'avertis que le patronage à Rivière-du-Loup est une injustice dans le cas de ce pauvre homme. C'est la faute de celui qui est constitué le dispensateur du patronage dans le comté de Rivière-du-Loup.

Le geôlier a dû déménager dans le même mois de décembre, car il a été congédié sans cérémonie la veille des fêtes. Et, comme il logeait dans la bâtisse de la prison, puisqu'en campagne le geôlier habite les lieux mêmes de la prison, force lui a été de se trouver un autre logis, alors que les conditions étaient des plus mauvaises. Je sais que le premier ministre n'en a pas eu connaissance, car c'est digne de ce qui se passe en Russie.

Il lit les lettres dont se servent les agents de patronage du comté.

"La raison de votre destitution, c'est que vous êtes contre nous". En voilà une raison, dit-il.

Une voix ministérielle: C'est juste, comme raison.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) cite une lettre d'un organisateur de l'Union nationale de son comté, où l'on dit à un M. Camille Lévesque qu'il ne vend plus de sable, parce qu'on a représenté qu'il était contre le gouvernement. Il aborde ensuite quelques cas de crédit agricole.

La loi du crédit rural a donné lieu à du patronage. Un député de la droite n'a pas à se plaindre non plus du crédit agricole. Je parlerai d'abord d'un lot acheté le 22 septembre 1932 au prix de \$159.74 dans le canton Amburton.

Le propriétaire a coupé et vendu tout le bois sur le lot et le 27 octobre 1937, il l'a vendu à Rosario Baillargeon pour \$2,200. Comment a-t-il été payé, ce député, dans cette transaction? Par l'Office du prêt agricole, car Baillargeon a eu un prêt de l'Office pour \$2,500 pour payer un lot évalué à \$1,100 au municipal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suppose que l'évaluation, comme dans la plupart

des cas, est le tiers de la valeur réelle. Quel était le propriétaire de ce lot? Quel est le nom du vendeur?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne tiens pas absolument à le nommer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député ait ce courage de le nommer. Qu'il le nomme.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Embarrassé et hésitant) Je n'y tiens pas du tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'il y aille. Nommez-le!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est M. Sherman, c'est le député de Compton (M. Sherman)²². Le premier ministre m'aura forcé à dire ce nom.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous en êtes sûr?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je peux même établir tous les faits. Il s'agit du lot 17, rang 3, canton Amberton. Ce n'est que récemment que la vente a eu lieu. Le député de Compton (M. Sherman) a cédé ce lot, après en avoir fait tout le bois, à M. Rosario Baillargeon, qui a emprunté \$2,500 du crédit agricole pour lui payer son lot.

Comment veut-on que les gens ne pensent pas qu'il se fait de l'électoratisme? Le sous-ministre de l'Agriculture semble se faire une spécialité en emprunts du prêt agricole. On a comparé le cas de M. Rioux à celui de M. Adélar Godbout. Ce n'est pas du tout la même chose. On a dit que M. Godbout avait emprunté au crédit agricole fédéral. Mais M. Godbout n'était plus député et n'a plus aucune influence en cette Chambre sur le gouvernement. Son unique profession est d'être cultivateur.

Quand il a voulu emprunter, il a eu la délicatesse de l'emprunter au fédéral et non au provincial pour obtenir un prêt sur sa ferme. M. Rioux, officier supérieur, lui-même chargé de l'application de la loi du crédit agricole, a profité de sa situation pour bénéficier du crédit agricole provincial.

Si ça s'était passé sous l'ancien régime, j'entends les hauts cris, j'entends les cris au scandale qu'aurait poussés alors mon honorable ami, le chef de l'opposition. J'entends les demandes d'enquêtes qui nous seraient venues de l'opposition. Mais

aujourd'hui que ça se fait dans l'Union nationale, avec le gouvernement des purs et des sans taches, tout ça devient permis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le gouvernement provincial ne paie pas une partie de l'intérêt au fédéral sur les prêts du crédit agricole fédéral? Est-ce que la province ne paye pas d'intérêt sur le prêt de M. Godbout?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, 2 %, conformément à la loi. Mais M. Godbout n'est pas un officier du gouvernement.

M. Bastien (Berthier): Est-ce que M. Godbout est officier du gouvernement?

M. Boyer (Châteauguay): Mais il doit être quelque chose, ce M. Godbout?
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. Rioux a acheté récemment la propriété de l'hôpital Brochu, de l'Alliance nationale, et il est allé résider là. En même temps, d'après les informations que j'ai, le gouvernement louait ou achetait pour \$100,000 de l'Alliance nationale, un immeuble, rue Viger, pour faire des bureaux pour le département²³, pour y loger les bureaux de l'Union catholique des cultivateurs et pour plaire à M. Rioux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour l'Union catholique des cultivateurs?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Allons, je vous en prie, soyez sérieux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est sérieux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors je soulève un point d'ordre. Je ne puis laisser passer cela et j'affirme que le gouvernement n'a acheté ni loué aucune bâtisse, ni pour \$100,000, ni pour moins ou pour n'importe quel autre montant, rue Viger, ou à Montréal ou ailleurs, pour lui ou pour l'Union catholique des cultivateurs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis obligé d'accepter la parole du premier ministre, mais les journaux ont publié cette information-là.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que les membres de l'opposition discutent comme des gentilshommes, attaquent comme nous attaquons et portent des accusations, je ne demande pas mieux. Mais qu'ils ne se fassent pas délibérément l'instrument pour colporter toutes sortes de faussetés et de rumeurs sans fondement. Je n'ai pas peur des attaques, et si on établit des culpabilités, des abus, je m'engage à les dénoncer et à les punir.

M. Bastien (Berthier): Il est temps!
(Émoi)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pauvre vous! Je dis que c'est une injustice de colporter, de répandre ainsi toutes les rumeurs mal fondées, sous le prétexte de faire de la politique, comme le chef de l'opposition et le député de Rivière-du-Loup l'ont fait, et de chercher ensuite à se protéger en disant que les journaux ont dit cela.

Si l'on a des affirmations à faire, qu'on en fasse. Mais s'ils n'ont pas le courage de prendre à leur compte les accusations qu'ils portent, qu'ils se taisent. Des rumeurs, des "on dit", ce n'est pas bien. Je n'ai jamais fait ça et je dirai au député de Rivière-du-Loup que ça n'est pas digne de lui!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas bien pour le député de Rivière-du-Loup, mais c'est bien pour le député de Châteauguay (M. Boyer). Quand le député de Châteauguay a dit, cet après-midi, que le chef de l'opposition avait affirmé que le clergé était en dessous d'une organisation secrète qui complotait pour renverser le gouvernement, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a protesté, et le député de Châteauguay a répondu qu'il avait vu ça dans les journaux. C'est de valeur que le premier ministre n'ait pas dit la même chose au député de Châteauguay cet après-midi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a accepté la déclaration du chef de l'opposition, et puis ce n'est pas la même chose de parler des opinions d'un homme et de parler des faits.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cette année, pour la première fois, on entretient un chemin d'hiver jusqu'à Saint-Jean-Chrysostome. Le département de la Voirie entretient la route qui conduit à la nouvelle résidence de M. Albert Rioux, à Saint-Romuald. On est généreux pour le sous-ministre de l'Agriculture. On lui entretient un chemin d'hiver. C'est une drôle de coïncidence.

L'honorable M. Leduc (Laval): Si le département de la Voirie entretient cette route, un chemin sur la propriété de M. Rioux, il va payer comme tous les autres et immédiatement. Le département n'attendra pas, on n'ira pas le collecter, comme on l'a fait pour M. Jargailles²⁴, sous l'ancien régime.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne dis pas qu'on entretient le chemin privé chez M. Rioux, sur sa terre, mais la route publique qui conduit par chez lui, qui est entretenue cette année pour la première fois.

J'attire l'attention du premier ministre sur d'autres faits. Il y a plus. Il y a quelques jours, le sous-ministre de l'Agriculture, M. Albert Rioux, achetait de l'Alliance nationale une propriété à Saint-Romuald, au coût de \$9,000. Il s'agit de l'ancienne propriété du Dr Brochu, à Saint-Romuald. Et il avait fait une demande d'emprunt de \$6,000 à l'Office du crédit agricole pour payer cette propriété.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce qu'il l'a eu son prêt?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non, pas encore. Il n'a pas eu le temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Bien. Alors, il ne l'a pas eu et il ne l'aura pas non plus.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je veux bien croire, que le premier ministre n'est pas au courant de tout cela, n'a pas eu connaissance de toutes ces choses. J'ai encore confiance dans l'honnêteté du chef du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

Mais le premier ministre a un bien mauvais entourage, et plusieurs de ses collègues aussi. Il devrait surveiller son entourage. Comme il dit, il y a des complices avant le fait, des complices au fait et des complices après le fait. J'espère que le premier ministre ne se rendra jamais complice de toutes ces transactions.

Il y a bien des moyens de sauver la classe agricole. Ce n'est pas tout de prêter, il faut trouver d'autres moyens pratiques d'aider les cultivateurs. En Ontario, on a aboli le crédit agricole. Qui nous dit que nous ne serons pas obligés de faire de même? Qui nous dit que la province ne perdra pas des millions?

On a beaucoup parlé des \$15,000,000 prêtés à la Banque Canadienne Nationale²⁵, cette grande

institution canadienne-française que l'ancien gouvernement a sauvée, c'est vrai. Mais a-t-on perdu un seul sou avec elle? Personne n'a jamais osé dire que le gouvernement avait perdu un sou dans cette transaction.

Une voix ministérielle: Ce n'est pas fini.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'avertis le gouvernement et j'espère qu'il prendra mes remarques en bonne part. Le député de Compton (M. Sherman) a dit, dans son discours, que la reprise des affaires était retardée par le manque de confiance dans la province de Québec, que la confiance était en baisse. Quoi d'étonnant, avec tous les abus que je viens de signaler, de dénoncer. Il n'est pas surprenant qu'il n'y ait plus de confiance chez le peuple, à l'heure actuelle. Comme de disait l'honorable Ernest Lapointe, "la vague qui s'en va est avec vous et la marée montante est avec nous". Le peuple revient au Parti libéral.

M. Pelletier (Lotbinière) se lève ensuite et commence ses remarques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que la séance soit ajournée.

Parce que, dit-il, vous comprenez, le chef de l'opposition veut se reposer, et nous voulons lui en donner l'occasion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je puis assurer que je pourrais "toffer" le premier ministre, comme on dit en bon canadien, mais c'est à cause d'une entente que nous avons eue à 6 heures.

M. Pelletier (Lotbinière) propose, appuyé par le député de Bonaventure (M. Jolicoeur), que le débat soit ajourné.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. *Le Devoir* du 10 février 1938, à la page 6, et *Le Soleil* du 10 février 1938, à la page 3, rapportent: "La

plupart des députés sont à leur siège et écoutent pendant environ une heure, sans la moindre interruption, le député de Québec-Centre". La première interruption viendra du premier ministre plus tard dans le discours de M. Hamel. Dans *Le Nouvelliste* du 10 février 1938, à la page 1, on écrit qu'il a parlé une heure et demie. *Le Droit* du 10 février 1938, à la page 7, rapporte que M. Hamel a parlé jusqu'à cinq heures.

2. *L'Événement* du 10 février 1938, à la page 9, rapporte le montant de \$7,000 tandis que *Le Devoir* du 10 février 1938, à la page 6, et *Le Soleil* du 10 février 1938, à la page 3, mentionnent \$5,000.

3. *La Presse* du 10 février 1938, à la page 16, rapporte la somme de \$73,000,000.

4. *L'Événement* du 10 février 1938, à la page 9, rapporte la date du 13 avril 1937.

5. *L'Action catholique* du 10 février 1938, à la page 7, et *Le Canada* du 10 février 1938, à la page 8 rapportent le montant de \$15,000,000 mais si l'on fait le calcul avec le montant de \$3,900 cité plus haut, la somme de \$15,600,000 est plus exacte.

6. *Le Soleil* du 10 février 1938, à la page 10, rapporte: "M. F.-L. Connors (libéral, Sainte-Anne) ancien ministre, se lève en même temps que M. Auguste Boyer (U. N., Châteauguay) mais laisse la parole à son collègue".

7. *La Presse* du 10 février 1938, à la page 16, mentionne 35%, mais les autres journaux rapportent 25 %.

8. *La Patrie* du 10 février 1938, à la page 13, rapporte 1935 et les autres journaux 1936. Le contexte nous porte à croire que c'est vraiment 1936 qui soit la bonne année.

9. *Le Canada* du 10 février 1938, à la page 8, rapporte: "Plusieurs députés parlent ensemble. On entend M. Casgrain et M. Hamel".

10. *La Presse* du 10 février 1938, à la page 16, *La Patrie* du 10 février 1938, à la page 13, et *L'Action catholique* du 10 février 1938, à la page 7, parlent plutôt d'une terre de 350 arpents contrairement aux journaux *Le Soleil* du 10 février 1938, à la page 10, et *Le Devoir* du 10 février 1938, à la page 7, qui mentionnent 204 arpents.

11. *L'Illustration nouvelle* du 10 février 1938, à la page 5, rapporte que M. Bouchard est "rouge comme un coq".

12. *Le Canada* du 10 février 1938, à la page 9, rapporte que la séance reprend à 8 h 30, alors que *La Presse* du 10 février 1938, à la page 19, donne 8 h 45.

13. *L'Action catholique* du 10 février 1938, à la page 9, et *La Presse* du 10 février 1938, à la page 19, font mention du comté d'Iberville au lieu de Saint-Jean, comme le rapportent les autres journaux. Cependant, si nous nous reportons à la discussion qui suit, on voit que le député du comté est un libéral. Or, dans le comté d'Iberville, le député est M. Lamoureux qui est élu comme libéral en 1936 mais qui se rallie à l'Union nationale suite à l'adoption du crédit agricole, à l'automne de 1936. Donc, en 1938, c'est un membre de l'Union nationale qui représente le comté d'Iberville; ce qui élimine cette option de la discussion pour confirmer que le jugement a été rendu dans le comté de Saint-Jean. Pour sa part, *La Patrie* du 10 février 1938, à la page 19, regroupe les deux et mentionne la ville de Saint-Jean d'Iberville.

14. *Le Soleil* du 10 février 1938, à la page 11, note que: "Le juge Forest est un ancien candidat conservateur".

15. Voir la note 13.

16. Gustave Francq (1871-1952), dont le métier de typographe l'amena à militer au sein de l'Union des typographes et par la suite au Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM) et au Conseil des métiers et du travail du Canada (CMTC), fonda le journal syndical *Le Monde ouvrier* et participa à la formation de la plus grande centrale syndicale québécoise, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Il fut candidat défait du Parti ouvrier aux élections provinciales de 1908.

17. Dans le cas présent, la seigneurie appartient à une compagnie, donc c'est la compagnie qui nommera un arbitre. Par contre, si l'on généralise cette mesure, le terme seigneurie, tel qu'employé par *Le Soleil* du 10 février 1938, à la page 11, serait plus exact étant donné que ce ne sont pas toutes les seigneuries qui sont possédées par des compagnies.

18. *La Presse* du 10 février 1938, à la page 19, rapporte la succession Lanctôt alors que les autres journaux mentionnent Languedoc.

19. Terre de pleine propriété, affranchie de toute obligation ou de toute redevance.

20. *The Chronicle Telegraph* du 10 février 1938, à la page 3, ne rapporte pas exactement le même cas puisqu'il mentionne: "le nouveau pont Pie-IX à Montréal, que l'on va construire, sera gratuit".

21. L'affaire Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921) a fait grand bruit en 1921. Accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du Trésor provincial, le député Parrot sera dénoncé par Pouliot notamment avec l'appui du *Devoir*. Parrot ayant été sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau sur cette question, le député de Témiscouata va préférer démissionner le 22 juin 1921. Pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice poursuivra le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres suite à cette affaire. Voir la séance du 15 février pour plus de détails sur cette affaire.

22. Le député de Compton (M. Sherman), comme on le verra par la suite, n'intervient pas sur cette question qui le touche personnellement. Selon *Le Devoir* du 10 février 1938, à la page 2, il aurait été absent de la Chambre à ce moment-là.

23. *L'Événement* du 10 février 1938, à la page 9, rapporte que c'est le gouvernement qui a acheté l'immeuble en question pour y loger les bureaux de l'U.C.C. "pour plaire à M. Rioux".

24. Chef des détectives corrompu qui, sous le régime Taschereau, s'est occupé de politique, permettant trop souvent l'instauration d'un système d'abus tels ceux des télégraphes. Il fut démis de ses fonctions par M. Duplessis lors de son premier mandat, de 1936 à 1939, mais y fut réinstallé par les libéraux à leur retour au pouvoir, de 1939 à 1944, permettant à l'ère des "bookies" et des "slot machines" de refleurir à Montréal.

25. Allusion au crédit de \$15,000,000 accordé en 1924 par les libéraux alors au pouvoir, à la Banque Nationale, à ce moment en difficulté, évitant ainsi des pertes à ses actionnaires et à ses déposants, dont un certain nombre sont des parlementaires, des parents et amis du premier ministre L.-A. Taschereau.

Séance du jeudi 10 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
J.-O. Villeneuve**

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le député de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Jacques Villeneuve Jr et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Jacques Villeneuve Jr et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

**Rapport du comité
permanent des règlements**

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Eugène Gibeau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association professionnelle catholique des voyageurs du commerce du Canada;

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite ville;

- de Joseph Grignon et autres, propriétaires catholiques romains, de la paroisse de Saint-Édouard,

à Montréal, demandant l'adoption d'une loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix, de Montréal;

- de la corporation de ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi relative à ladite cité.

**Cotisation à
Saint-Jean-de-la-Croix**

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 114 exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville Saint-Pierre,
impôt et taxe de vente**

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 130 autorisant la corporation de ville Saint-Pierre à se soumettre à la disposition de la charte et des règlements de la cité de Montréal concernant l'impôt sur le revenu et la taxe de vente.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Val-d'Or

M. Lesage (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 107 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville de Drummondville

M. Marier (Drummond) demande la permission de présenter le bill 131 relatif à la cité de Drummondville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 9 février, sur la motion proposée le jeudi 27 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Pelletier (Lotbinière): Il peut arriver, dit-il, que mon expression dépasse ma pensée et si je frappe trop durement, je présente d'avance des excuses aux personnes que j'aurai offensées et me soumettrai aux décisions de l'Orateur. Il débute par les félicitations au proposeur et au secondeur de l'adresse.

Dans notre parti, dit-il nous sommes des députés libres. Si vous en voulez une preuve, vous n'avez qu'à relire le discours du secondeur de l'adresse, le député de Compton (M. Sherman). Le député de Compton, au cours de son discours sur l'adresse, par ses remarques sur les abus possibles dans la distribution des pensions de vieillesse, a prouvé que les membres, les députés de l'Union nationale sont des hommes libres qui ont le droit d'avoir leurs opinions, de les soumettre et de les discuter, et ne sont pas des suiveurs et des attachés. Les membres de l'Union nationale ont conservé la liberté de parole et de pensée.

Il exprime ses sympathies aux familles, aux victimes frappées par le sinistre de Saint-Hyacinthe, ainsi qu'aux frères du Sacré-Cœur.

Les discours prononcés par les membres de l'opposition, depuis le début de la session, dit-il, sont vides et manquent d'idées généreuses, ne contiennent aucune critique positive ni aucune suggestion heureuse.

Ce qui m'a surtout et avant tout frappé, dans les discours des membres de l'opposition, c'est le manque d'idées. Ces discours sont remplis de futilités et ne comprennent que de vains appels aux préjugés et au fanatisme. Tout cela, parce qu'il y a une élection dans Bagot et qu'on veut, par des déclarations sur le parquet de la Chambre, émouvoir les électeurs de ce comté. Mais ces tactiques restent vaines: à l'heure actuelle, l'élection de Bagot est perdue pour les libéraux.

Il accuse l'honorable M. Godbout d'avoir fui de Saint-Liboire à l'appel nominal, d'avoir déserté son poste en refusant de se présenter dans Bagot et

appelle les députés libéraux les survivants d'un régime en décrépitude. Il rappelle que Bagot est un comté agricole et que M. Godbout devrait y être dans son élément.

Je traite l'honorable Adélar Godbout de "fuyard de Saint-Liboire" parce que le chef du Parti libéral provincial n'a pas assisté hier à la mise en nomination des candidats à l'élection de Bagot, comme c'était son devoir. Pour répondre aux accusations prétendues d'abus dans la distribution de pensions de vieillesse, il n'y en a pas eu ou très peu dans Lotbinière. Les abus, si on en découvre, si l'opposition cite des cas, il est certain que le gouvernement de l'Union nationale composé de gens honnêtes, sera heureux de les corriger et appliquera les réformes.

Le chef libéral, M. Godbout, a insulté la jeunesse en disant, à Acton Vale, que le gouvernement actuel surchargeait trop l'avenir, les épaules de la jeunesse avec l'octroi des pensions aux vieillards, aux aveugles et aux mères nécessiteuses. Il insultait la jeunesse de la province en doutant de sa foi dans l'avenir. Les jeunes eux-mêmes ont demandé des lois sociales et en porteront allègrement le fardeau.

Il reproche et accuse le député de Berthier (M. Bastien) d'avoir servi et répété à la Chambre une réédition de son discours prononcé le dimanche précédent à Acton Vale, dans le comté de Bagot.

M. Bastien (Berthier): La vérité est la même à Québec et à Acton Vale, dans le comté de Bagot.

M. Pelletier (Lotbinière): Ce discours n'était qu'une édition revue, corrigée et augmentée. Les reproches du chef du Parti libéral et de l'opposition sont contradictoires, spécialement quand ils parlent, reprochent et accusent le gouvernement d'avoir failli à sa promesse de donner la prime sur le beurre et le fromage et qu'ils l'accusent d'autre part d'augmenter la dette de la province.

L'Union nationale n'a pas cru qu'il fallait perdre l'esprit en prenant le pouvoir. Elle n'a pas voulu charger indûment les finances de la province et c'est pourquoi la prime sur le beurre retarde. Nous avons préféré organiser des marchés pour le beurre de la province. Il ne faut pas, d'ailleurs, surcharger la génération des jeunes en leur faisant porter tout le fardeau de mesures sociales trop longtemps différées. Les pensions de vieillesse coûtent déjà excessivement cher. On ne veut pas obérer les finances de la province, on veut marcher graduellement, et la prime sur le beurre et le fromage viendra à son heure.

Le gouvernement a déjà fait beaucoup en permettant aux cultivateurs de vendre le beurre et le fromage à un prix raisonnable. On nous fait un reproche dans Bagot de n'avoir pas tenu notre promesse sur la prime du beurre et du fromage. Mais le beurre ne se vend-il pas au-delà de 30 cents la livre? Nous avions promis une prime, à la condition expresse que le beurre se vende à un prix moindre que 30 cents.

Les libéraux, dit-il, sèment le bolchévisme en attaquant des chefs de police.

Le colonel Piuze était parfaitement qualifié pour le poste de chef de la Sûreté provinciale. C'est un officier public qui doit être respecté, et un député comme l'honorable député de Berthier (M. Bastien) qui attaque, dans son discours, un officier de cette importance, fait tort à sa province. Les attaques du député de Berthier contribuent à diminuer l'autorité établie, au profit d'éléments de désordre.

Mais l'opposition oublie de parler ou a omis de signaler, dans ses discours, l'adoption de la loi du cadenas¹. Une loi qui a reçu l'approbation unanime de toute la Chambre, une loi qui a eu pour résultat de faire abolir le journal *Clarté* et d'interdire l'entrée dans la province du journal *Clairon*. Cette loi a produit de bons effets.

L'approbation du clergé et de M. Vital Malette constitue des témoignages suffisants. M. Vital Malette, député de Jacques-Cartier, l'a défendue sur le parquet de la Chambre des communes d'Ottawa. Ce seul témoignage suffit à condamner l'attitude de l'opposition qui ne veut pas comprendre son devoir de protéger la propriété privée et d'arrêter les fauteurs de désordre.

L'opposition ne craint pas cependant de parler de fascisme. Les libéraux ne craignent pas le communisme, mais le fascisme, disent-ils. Le communisme est plus dangereux que le fascisme. L'infiltration du communisme est plus à craindre. Avec la mentalité d'individualistes des Canadiens français, il n'y a pas à craindre le fascisme. Les habitants de cette province sont trop individualistes pour être attirés par le fascisme, et ce trait de caractère nous assure qu'ils n'en seront jamais la proie.

On peut importer les idées du fascisme, mais non l'esprit qui peut le faire triompher. On peut importer les idées de Mussolini, mais non son génie. Il n'y a pas dans le pays un homme de génie comme Mussolini. Lorsqu'il y en aura un, on pourra dire que le fascisme a des chances de succès dans la province.

Mais le communisme est plus insidieux et plus pernicieux. Sa propagande peut attirer les

masses car elle s'adresse au cœur humain et promet le bonheur auquel aspire tout le monde.

J'approuve, dit-il, le gouvernement qui a donné la loi du cadenas et qui a de plus eu le courage de la faire appliquer.

En parlant du prisonnier Roger Poirier, mort à la prison de Bordeaux, le député de Berthier (M. Bastien) a fait de la démagogie en Chambre. Il ne faut pas avoir de vaine pitié pour les criminels de droit commun, s'il est bon de se pencher sur ceux qui souffrent. Il vaut mieux qu'un bandit soit tué au cours de sa rébellion que de mettre la société en danger. Si les criminels, les bandits ne sont pas à l'aise ici, dans la province, qu'ils s'en aillent, qu'ils démenagent ailleurs. Ce sera tant mieux. Il cite un mot de Tolstoï.

M. Bastien (Berthier): Plus d'enquêtes et moins de discours, s'il vous plaît.

M. Boyer (Châteauguay): Ne faites pas l'ours.

M. Pelletier (Lotbinière): (À M. Bastien) L'Union nationale continuera ses enquêtes, nous donnerons toutes les enquêtes que vous voudrez. Et que le député de Berthier fasse attention de ne pas se faire prendre, qu'il prie le ciel de n'avoir pas les mains prises nulle part, car il lui en cuira.

M. Boyer (Châteauguay): Il y a des ours qui se font prendre au piège.

M. Pelletier (Lotbinière): Le député dissident de Québec-Centre (M. Hamel) a admis que le gouvernement faisait des efforts louables pour aider la population. J'estime que c'est un des plus beaux éloges qu'on puisse adresser au gouvernement actuel. Que peut-on demander de plus? En deux ans, en 16 mois, on ne peut pas réparer les ravages, réformer 40 ans d'un régime de tyrannie et d'abus. Celui qui fait des efforts fait quelque chose. Il ne se fait pas indûment de politique avec le crédit agricole. Du moins, pas dans Lotbinière.

Dans mon comté, je me suis toujours refusé à me servir de mon influence pour aider qui que ce soit à obtenir un prêt auquel il n'avait pas droit, et, dans la plupart des cas, les premiers servis furent des gens qui m'avaient combattu lors des élections. Les évaluateurs, les estimateurs, dit-il, sont des gens compétents, et, si ce ne sont pas des amis du député de Berthier, c'est que, depuis les déclarations du comité des comptes publics, après l'enquête, il n'est plus permis, il est impossible d'avoir confiance aux

amis de l'ancien gouvernement, de l'opposition. Le gouvernement a le droit de se faire servir loyalement et par les siens.

Le régime de l'Union nationale a rendu au colon sa dignité d'homme. Lorsqu'il fut élu, les colons payaient les terrains au prix d'une piastre l'acre; maintenant, les lots des anciennes seigneuries se vendent 30 sous l'acre, de telle sorte que les colons qui avaient commencé à donner des avances sont devenus du jour au lendemain propriétaires de leurs lots. Le gouvernement a voté l'an dernier le plus gros budget de colonisation jamais voté et les colons se sont soustraits du secours directs.

Je félicite, dit-il, le gouvernement d'avoir donné un salaire de \$300 par année aux institutrices.

Les commissions scolaires de toutes les municipalités du comté de Lotbinière ont payé ce salaire à leurs institutrices.

Il reproche ensuite à l'opposition d'avoir déclaré que l'Office du prêt agricole "n'est qu'une affaire politique".

On n'aurait jamais dû soulever l'incident Rioux au sujet du prêt agricole. Il cite à ce sujet un passage d'un article paru dans *L'Action catholique* où l'on explique qu'une parente du sous-ministre de l'Agriculture pouvait tout aussi bien que n'importe qui emprunter de l'Office du prêt agricole, et où l'on dit que souvent les agronomes ont consolidé leur situation financière en empruntant à l'Office et se sont prévalus de cette loi dans le but de donner l'exemple.

Après tout, dit-il, si cet Office est là, c'est pour s'en servir.

Il adresse des félicitations à l'honorable ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Il le félicite d'abord du travail qu'il a fait pour le développement minier, l'exploitation de nos ressources naturelles dans la province et tout particulièrement parce qu'il a choisi Québec pour y établir l'École des mines, une école de génie minier qui sera affiliée à l'Université Laval. Il en profite pour faire l'éloge de l'Université Laval, son *Alma mater*.

Parlant de l'élection de Beauce, dit-il, l'opposition a tort d'accuser le gouvernement d'avoir eu recours à l'alcool pour gagner cette élection. Cette élection ne fut pas gagnée par la corruption, mais parce que le gouvernement avait déjà passé une législation qui favorisait les diverses classes. Nous n'avions pas besoin, nous, d'alcool dans la Beauce, car nos œuvres étaient là, encore toutes chaudes. Nos œuvres parlent et travaillent pour nous. Il en sera ainsi dans Bagot.

L'opposition nous a aussi adressé des reproches parce qu'il y a encore du patronage dans la province, mais on peut être certain d'une chose, c'est que s'il y a encore du patronage, c'est dû aux 40 ans de libéralisme et de tyrannie qui ont précédé l'avènement au pouvoir du gouvernement de l'Union nationale, pendant lesquels on fit des postes, des charges d'officiers publics, un bureau de placement. C'est dû à cette politique de "Crois ou meurs", à cette tyrannie que je ne puis qualifier. Les premiers à prostituer les fonctions des députés pour les réduire à un bureau de placement sont nos adversaires d'en face. L'Union nationale rétablira la situation.

Il parle ensuite d'abus commis sous l'ancien régime.

C'est à cause de ces abus, dit-il, que la population nous a envoyés en cette Chambre. Si l'on tire des bâtons et des cailloux au gouvernement de l'Union nationale, c'est parce qu'il offre de beaux fruits que l'opposition voudrait avoir à son crédit.

(Applaudissements de la droite)

M. Delagrave (Québec-Ouest): Permettez-moi de saluer respectueusement les électeurs du comté de Québec-Ouest, de langue anglaise et de langue française et de les assurer de mon profond et entier dévouement.

Je manquerais non seulement aux règles de la courtoisie parlementaire, mais encore au sentiment d'estime que nous nous devons comme collègues en cette Chambre, du côté ministériel comme du côté de l'opposition, en n'offrant pas en toute sincérité mes félicitations au proposeur et au second de l'adresse en réponse au discours du trône et, sans nécessairement, avec raison, partager l'éloge que ces bons appuis au gouvernement ont cru, à des degrés différents, devoir lui décerner pour ce qui se résume en somme, aux yeux maintenant dessillés de l'électorat de cette province, à beaucoup de bruit et à peu de besogne.

Je suis reconnaissant à mes deux collègues d'avoir, j'espère, donné le ton aux discussions futures de la Législature, de ce Parlement, de l'Assemblée législative et d'avoir démontré, à certains de leurs partisans moins éclairés là-dessus, qu'on doit ici procéder avec respect pour le commander soi-même de ses collègues de la Chambre et des électeurs qu'on y représente. Merci donc à mes honorables amis d'avoir ramené en ce "salon de la race", la dignité de la discussion parlementaire.

Je ne veux pas non plus laisser passer l'occasion de dire encore une fois à mon chef

parlementaire (M. Bouchard), maire de Saint-Hyacinthe, la sympathie et l'horreur douloureuse que les électeurs de mon comté et moi-même avons ressenties lors de cette tragédie presque sans précédent survenue chez lui le mois dernier, l'incendie du Collège du Sacré-Cœur. Et nos condoléances vont aux pauvres parents, aux directeurs et à l'institution intéressés et à tous les citoyens de cette jolie ville dont le deuil a été général. Il n'est pas le temps ici de raviver des plaies sensibles, mais nous pourrions peut-être faire tous un examen de conscience pour apporter sans tarder les mesures propres à rendre, en autant que la science humaine le peut, impossibles ces catastrophes du même genre.

Le gouvernement devant la défaveur qui se manifeste de plus en plus envers lui dans les centres urbains, vu son désintéressement qu'on dirait voulu vis-à-vis du problème de chômage qui les intéresse à un si haut point, a mis en toute première page de son programme nécessairement, et il l'aurait écrite en rouge, s'il n'avait déjà par terreur de la couleur, banni cette teinte même de ses rubans officiels, le gouvernement a donc mis en toute première page, pour s'attirer leurs bonnes grâces, l'aide aux cultivateurs sous le titre reluisant de \$10,000,000 additionnels.

Je me demande, M. l'Orateur, quand vraiment va-t-on cesser de se faire un tremplin politique de cette classe de nos compatriotes, les cultivateurs qui, ne possédant peut-être pas toute l'instruction de ceux qui veulent les sauver malgré eux, parce qu'ils ne sont pas tant en danger qu'on veut leur laisser croire, possèdent toutefois cette qualité rare entre toutes, leur gros et humain bon sens, qui leur a permis de poursuivre laborieusement toujours et difficilement souvent, leur dur métier de travailleurs de la terre. Quoique je sois, M. l'Orateur, un simple urbain, je suis de ceux-là respectueux de la terre, de tous ceux qui y vivent et en vivent, que je veux soutenir, le cas échéant, et aider, dans la mesure du possible, comme membre de cette Législature.

Je me déclare, comme les autres membres de l'opposition d'ailleurs, en faveur du prêt agricole et de toutes les subventions qu'en raison de nos revenus nous pouvons accorder aux cultivateurs. Que la commission composée, je le reconnais, d'honnêtes gens, comme se composait celle constituée sous l'ancien gouvernement, consente toutes les demandes mais avec l'impérieuse condition qu'elles soient justes et qu'elles aillent à bon escient, sur garanties voulues par la loi, à de vrais cultivateurs qui aiment et la terre et le métier, de façon que la province ait, elle qui paie, de raisonnables garanties de

remboursement tant au point de vue moral que matériel.

Afin que nos amis de la campagne ne se trouvent pas des dépendants du gouvernement, il faut leur donner également les moyens de rembourser, et ce seul moyen de remboursement, c'est de continuer l'œuvre des libéraux: augmenter et améliorer la production, multiplier et encourager les coopératives et leur trouver des marchés, suivant en cela l'exemple du gouvernement fédéral libéral qui leur a ouvert celui des États-Unis, dès son avènement au pouvoir. Et dans ces conditions, nos frères de la campagne, comme il convient, ne se trouveront pas en tutelle.

D'ailleurs s'il est bien raisonnable, M. l'Orateur, d'attendre certains services d'un gouvernement, d'autre part, il n'est pas moins raisonnable que la population qui en jouit, ne peut pas et ne doit pas perdre de vue ce que sera pour elle le coût de ces services, rarement appréciables autrement qu'en argent, et ce qu'elle aura à déboursier pour le solder, et nous ne sortirons jamais de l'implacable précepte que ce sont les populations qui font vivre les gouvernements et non les gouvernements qui font vivre les populations.

Si les deniers publics en certains quartiers pèsent peu, quand on les dépense, ils prennent une importance capitale au point de vue de tous quand il s'agit de se les procurer. Ainsi, on devrait louer l'opposition qui, sûre d'être comprise de la meilleure classe de la population qu'elle représente elle aussi, et dont elle a les intérêts et les droits à sauvegarder, tout en sanctionnant le principe du prêt agricole, n'a pas craint de faire consciencieusement son devoir, en signalant au gouvernement le "Stop, look and listen", qui dans les routes bien ordonnées dénotent l'approche d'un danger possible et malheureusement souvent probable.

Si la province perd sa réputation proverbiale de prudence normande et par là son propre crédit, ce sera porter un coup mortel à la cause de l'agriculture. Et en disant ceci, je suis aussi patriote et j'aime autant ma province que n'importe lequel des députés ministériels, parce que je poursuis la tradition des vieux pour qui c'était presque un péché d'emprunter.

Mais, M. l'Orateur, il en est une autre classe de travailleurs, celle des ouvriers des villes, oisive malheureusement en grande partie. Les gouvernements libéraux se sont toujours et profondément intéressés aux ouvriers; ils ont innové pour eux des mesures sur lesquelles, vu qu'elles avaient été conçues avec soin et édictées avec sagesse, le présent régime a dû et devra asseoir ou en inspirer sa législation nouvelle.

Le gouvernement ne peut pas perdre de vue le fait que toute une génération du peuple de cette province, et plus, n'a jamais rien connu qu'une administration libérale. Elle en a une maintenant qui n'est ni libérale ni conservatrice, ni chair ni poisson, composée d'opportunistes ou mieux de simples arrivistes, qui ont renié leur passé comme ceux à qui ils devaient leur victoire, restée factice, malgré les apparences.

La présente génération, bien avant qu'elle ne disparaisse, fera de lamentables constatations et, pour le présent gouvernement, de condamnables comparaisons. En particulier, qu'a-t-il fait pour les ouvriers de Québec? Quand on voit le gouvernement fédéral voter une somme de \$685,000, cette année, en travaux d'embellissement pour la ville d'Ottawa, que fait donc le gouvernement actuel de Québec pour sa capitale?

Que fait le premier ministre de ses promesses faites ici, à sa fameuse assemblée du Manège militaire, où il a tout promis à cause de certains de ses amis délaissés dès lors, qui lui apportaient, confiants, le plat chaud? Après qu'il eut festoyé, il n'est même pas resté de miettes.

Le gouvernement aurait pu se dispenser des deux ou trois chemins de Charlesbourg qui conduisent à un jardin, au zoo où nous devons tous vraisemblablement aller pour constater les dépenses extravagantes appelées à ruiner le pays. Des dépenses dans tous les domaines, sauf dans celui qui intéresse particulièrement la ville de Québec et les chômeurs libéraux qui eux n'ont pas besoin de manger ni de vivre...

Quand on songe à l'essor que prend le tourisme dans cette province, à l'attrait qu'offre aux étrangers notre coin de pays où, entre parenthèses, les mesures les plus énergiques devraient être prises pour conserver nos vieilles choses et tout ce que nous avons de beau, nous ne pouvons que nous alarmer en constatant que nous n'avons pas encore une route décentement carrossable à travers la province, de Hull à Gaspé; le chemin est si mauvais qu'il ne sert plutôt que comme sortie.

Et n'y aurait-il pas lieu, en cet âge de renouveau où l'on s'empresse de tout chambarder, de s'arrêter un instant et, puisque ce coin de terre de Québec offrira toujours le plus d'attrait, d'édicter certaines restrictions quant à ce qui concerne l'endroit merveilleux qu'est l'Île d'Orléans, pour préserver au moins ce sanctuaire demeuré à peu près intact de notre première civilisation.

Et dans cette question de routes carrossables et nécessaires, je soulignais un boulevard comme

entrée dans la Vieille Capitale par les hauteurs; le plan en était depuis longtemps en partie dressé, et l'endroit tout indiqué; la Grande Allée, le chemin Saint-Louis, le bois Gomin, Cap-Rouge.

Et il en est encore une autre classe de travailleurs, celle qui ne pouvait pas récriminer ni se défendre, la patiente et laborieuse section des employés publics, des fonctionnaires, que le premier ministre avait promis de protéger et qu'on a sans cause, sans même la moindre enquête, sur le témoignage combien intéressé d'ambitieux mouchards, jetés sur le pavé, jeunes comme vieux, mariés ou célibataires, avec confiscation en maints cas de la somme payée par eux sur leur fonds de pension: le gouvernement les a destitués.

Politique de vengeance aveugle sur ceux qui ne pouvaient pas se défendre et dont la seule faute, M. l'Orateur, avait été d'être libéraux. Et, dans cette atmosphère de rancœur, je dois toutefois rendre hommage aux ministres des Mines (l'honorable M. Gagnon) et de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) qui, si je ne me trompe pas, ont gardé à peu près intacts les personnels de leurs ministères au grand scandale sans nul doute, de notre honorable mitrailleur ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay)!

Et le chambardement de la Commission des liqueurs! Du temps des libéraux, cette Commission était indépendante. On l'appelle maintenant une régie et elle est sous le contrôle exclusif du lieutenant-gouverneur en conseil. Combien d'employés fidèles ont été congédiés? Sans parler des changements, sans raison, des locaux où la Commission faisait depuis 15 ans affaire. Et ce qui s'est passé dans Québec s'est passé dans tous les centres de la province au coût inavouable de milliers de dollars dépensés en pures pertes. Et le premier ministre ne l'ignore pas.

Gouvernement-économie! Oui, quant à ce qui regarde le renvoi ou l'emploi des libéraux, mais d'une munificence de parvenus pour les siens. Gaspillage éhonté et irraisonnable des deniers publics. Gouvernement de lampes à arc, qui éblouit sans n'avoir jamais rien éclairé. Courses échevelées au patronage et aux positions, voilà le spectacle qu'a contemplé la province, M. l'Orateur, dans 20 mois de gestion de ce néo-gouvernement. Aucun observateur sérieux ne dira le contraire.

L'aide aux pêcheurs est une mesure à laquelle souscrit volontiers l'opposition, pourvu qu'on ouvre encore pour cette clause des producteurs, des marchés satisfaisants et que l'on développe, même chez nous, qui en est un tout trouvé, le marché local où la population y aura elle-même son profit. La semaine du poisson, établie depuis nombre d'années

par les divers gouvernements fédéraux, devrait en être également une provinciale et québécoise, parce que c'est dans notre région de Québec que l'on trouve le plus de variétés. Tout octroi accordé dans ces circonstances ne ressemble plus à des aumônes ou à du patronage.

Ce que l'ouvrier veut, des villes ou des campagnes, c'est le travail, parce qu'il sait que s'il travaille, la rémunération viendra bien toute seule. Ce serait un crime contre notre vieille province que des législations hâtives, des rénovations peu mûries mettent en péril la vie de nos industries existantes et compromettent fatalement l'installation de capitaux étrangers. Les pays neufs comme les nôtres ont des ressources naturelles immenses, ne sont jamais assez peuplés pour se développer à même leurs propres moyens.

Attirer le capital sain pour un établissement définitif n'est non seulement le devoir du gouvernement, mais de tous les habitants de notre pays. Il est temps de jeter le cri d'alarme, M. l'Orateur. Les statistiques nous démontrent malheureusement que, depuis quelques années, malgré l'augmentation notable des affaires ailleurs, la construction industrielle a lamentablement failli chez nous.

Ne nous laissons pas leurrer, car, en somme, le peuple c'est nous tous. Nous sommes tous solidaires les uns les autres; prenons garde qu'un nationalisme étroit, une mesquinerie ou un manque de vision n'arrêtent, en la plus belle province du Canada, un essor vers le progrès et le bien.

Et je demande, moi qui ne suis qu'un simple travailleur, qu'on oublie pour l'instant le succès temporaire pour la prospérité future et permanente de toutes les classes de notre société. Il me semble que dans ce problème aigu de la production et du développement de la province, nous devrions laisser de côté pour le moment certaines exigences, pour collaborer avec toutes les bonnes volontés, et des patrons, et des ouvriers.

Je note avec plaisir que le gouvernement a dessein d'améliorer le sort des institutrices et je lui serais reconnaissant de rétablir sans tarder l'ancienne échelle de pension à laquelle avaient droit ces dignes servantes de l'enseignement, qui se sont dépensées à la tâche pour des salaires de famine. C'est un devoir impérieux de l'État dont elles ont été les nécessaires auxiliaires.

Et ces dignes directrices de l'enseignement, mieux rémunérées, sûres de leur avenir d'esprit plus gai, développeront plus aisément, plus dévotement, plus ardemment, je l'espère, chez les petits, le culte

des belles choses, l'affection et le respect qu'on doit à notre radieuse nature, le respect de la propriété, des gens et aussi des bêtes qui nous aiment, et de tout ce qui constitue, dans ce beau domaine qu'est le nôtre, la noblesse de l'attachement au sol.

Dans ces heures troublées que nous traversons, où tant d'idées ont été émises et tant de théories exposées, toutes, je présume, de bonne foi, mais inspirées pour la plupart, j'en suis sûr, par la soif d'orientation et d'établissement, me serait-il permis, M. l'Orateur, de demander humblement aux hautes autorités qui se penchent de temps à autre sur les problèmes des hommes, de bien vouloir également porter leur bienveillante attention sur la révision maintenant nécessaire de notre éducation scolaire et de notre orientation professionnelle. Et par là je m'empresse d'ajouter pour être bien compris que je n'inclus pas ce qu'on entend communément par cette appellation, mais bien toutes les classes de notre société, eu égard aux différentes carrières qu'offrent à ses fils les ressources de notre pays.

Nos compatriotes et amis de langue anglaise ont naturellement et essentiellement le sens pratique. Vous avez connu, M. l'Orateur, le tollé qui s'est élevé, à bon droit, sur le renvoi de certains membres du comité protestant. Personne n'en était responsable au point de vue politique, mais il devait s'agir en somme de la revue et du changement du programme d'études. Et bien! Que le congé pouvait paraître incongru, on n'a fixé aucune responsabilité et on n'a puni aucun coupable; cependant, l'examen s'est fait comme il a dû se faire, de sang-froid. Rien n'a plus transpiré et ces messieurs qui, en cette province, Dieu merci, jouissent pleinement de tous les droits dus aux minorités nous transformeront sans mot dire leurs programmes d'études basés pratiquement sur l'orientation et le succès du futur des enfants dont ils ont la garde.

Quelle raison, quel motif ou quelle cause ne nous ferait pas faire comme eux en ces années de transition et d'instabilité que nous traversons? Et surtout en ce moment où nous avons tant besoin de compétences. Je suis heureux de l'aide que le gouvernement vient d'accorder de façon substantielle à l'Université Laval et à l'Académie commerciale des Frères des écoles chrétiennes. Cette mesure gouvernementale vient soutenir l'éducation de façon importante. Je demande aux jeunes, dit-il, de ne rien négliger de ce qu'on leur enseigne comme de ne pas perdre de vue les conditions, les circonstances particulières dans lesquelles leurs devanciers ont vécu et où ils devront eux-mêmes vivre.

Qu'on le veuille ou non, dit-il, nous constituons la seule province française dans ce pays d'Amérique de 14,000,000 d'âmes.

Sans défaillance au passé, sans trahison de ceux qui nous ont précédés en nous illustrant, sans s'affaiblir, sans déchéance à nos convictions religieuses enseignées à la gloire de Dieu dans toutes les langues que nous le voulions ou que nous ne le voulions pas, nous sommes tous ici des sujets britanniques et nous ne devrions pas rougir de l'être, puisque nous appartenons à un pays qui est par excellence celui de l'ordre, de la stabilité et de la liberté, et qui à un point de vue plus pratique nous offre, avec les colonies-sœurs, une source d'expansion considérable pour notre commerce en nous ouvrant des marchés illimités.

Pour ce qui est de la majorité de la province de Québec, nous parlons le français, nous avons gardé nos institutions et nos droits. Et nous sommes pour tous les pays qui nous entourent, de langage et d'esprit, de mentalité différents, une sorte d'antithèse, et soyons-en sûrs, un objet d'intérêt et de sympathique curiosité.

Faisons donc valoir tous ces avantages et, au lieu de faire chambre à part, affirmons-nous au contraire, non point par intolérance indiscrète, mais par des compétences qui s'imposent comme il en faut chez nous et partout ailleurs, et comme il en faudra de tout temps. Nous n'aurons rien sacrifié de ce que nous sommes si nous traitons avec nos frères des autres races sur un pied d'égalité. Avec la connaissance des deux langues, nous exercerons ainsi une maîtrise sur les affaires du pays, dès que nous aurons cessé de guerroyer entre nous en émettant des théories diverses qui ne nous mèneraient jamais à rien de profitable.

Et en résumé, je déclare qu'au lieu de nous battre les flancs et de crier au martyr, nous devrions nous cracher dans les mains etagrafer le morceau en quelque province où qu'il se trouve; c'est ainsi qu'est la bonne entente comprise par tous les Canadiens qui veulent réussir.

L'état des finances de la province reviendra bientôt sur le tapis. Je tiens cependant à déclarer devant cette Chambre, et l'admission mérite d'être notée, que le *Monetary Times*, journal bien coté et fort répandu, publiait en son édition du 9 janvier² 1937, soit près de six mois après l'avènement au pouvoir du présent gouvernement, que la dette consolidée nette de la province au 1^{er} août 1936 - et le gouvernement n'a pas laissé paraître dans une revue aussi importante des chiffres erronés - était de \$130,643,614, soit une dette par tête de \$45.84 seulement.

Depuis cette date du 1^{er} août 1936, alors que le gouvernement était virtuellement au pouvoir en ce qui regarde du moins les finances provinciales, il empruntait à l'automne suivant et sans soumissions, \$51,000,000, puis, ces mois derniers \$25,000,000, et enfin, il fit dernièrement un troisième emprunt de \$10,000,000. Il s'agit de \$76,000,000 ajoutés, depuis, à notre passif consolidé, et ceci, en 20 mois³.

Le premier ministre aura beau prétendre que ces émissions sont faites aux meilleures conditions obtenues depuis la Confédération, ceci ne nous empêchera pas, nous de la génération présente et ceux de nombreuses générations à venir, de solder 100 cents dans la piastre, ces montants formidables dont le chiffre en moins de 20 mois dépasse ce que les libéraux avaient emprunté en 20 ans, alors que tout était virtuellement à créer et à faire dans la province.

Le premier ministre informait la Chambre, la semaine dernière, avec l'éloquence d'une jeunesse toujours verdoyante, qu'il avait cimenté les liens d'amitié entre la province d'Ontario et la nôtre. Tant mieux, si ce n'est pas simplement fait dans le but d'embarrasser la politique du gouvernement libéral, à Ottawa, qui, de l'aveu de tous, a su habilement et profitablement mener les affaires du pays. Il importe en effet que ces deux provinces se comprennent, mais il n'en est pas moins important de lier amitié avec les autres provinces de la Confédération dont beaucoup de problèmes sont plus ou moins les nôtres, et qui nous offrent d'excellents débouchés pour nos produits.

Le ministre prendra soin des petits propriétaires et, bien que l'échéance du terme de la loi du moratoire soit encore longue de presque trois mois entiers, il voulait ignorer encore une fois les règlements de la Chambre pour en brusquer l'adoption. Qui voulait-il hypnotiser? Serait-ce Bagot, M. l'Orateur, qu'il a sur le cœur? Qu'il reprenne son calme. Bagot est perdu pour lui, les électeurs y sont trop clairvoyants. Pourquoi voulait-il tant nous faire passer, nous les petits propriétaires, avant d'avoir respectueusement répondu à l'adresse à Sa Majesté? Quoi qu'il en soit, si cette loi change momentanément, comme on dit, le bobo de position, elle n'est et ne peut être qu'un simple et mince palliatif.

Ce qu'il nous faut et ce qu'il nous faut sans tarder, c'est une révision du système de taxation, d'impôt, qui est actuellement répréhensible et qui laisse actuellement injustement porter sur les propriétaires seuls, sans autre compensation d'aucun genre, le coût de financement des corporations tant

municipales que scolaires, sans parler des autres cotisations. C'est une erreur capitale qui ne peut être tolérée plus longtemps, surtout quand on y ajoute les contributions du chômage; elle décourage les citoyens à se loger chez eux et à demeure. Qu'une nouvelle loi nous soulage, les propriétaires, de ce fardeau qui nous écrase. La valeur immobilière reprendra son essor et les hypothèques se paieront alors sans trop de trouble.

Je tiens aussi à mettre en garde l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Duplessis) qui est sans contredit, comme il le déclarait à Montréal, le meilleur homme du cabinet. Je tiens à le mettre en garde contre la coupe disproportionnée dans les concessions forestières. Elles auront de toute évidence des résultats déplorables: appauvrissement de nos ressources, diminutions notables de l'emploi pour les prochaines années, et réduction dans les revenus du gouvernement.

Que restera-t-il dans quelque temps, des forêts de la Gaspésie, de celles de la vallée de la Matapédia et de celles des autres districts du pays? Et quel prix, en face de ces approvisionnements considérables, quand la production du papier est déjà si considérablement réduite, aura-t-on à l'avenir pour notre bois de coupe? Quel sera alors le sort des colons? Il est grand temps de régulariser comme en certains pays d'Europe, et de façon rigide, l'exploitation de nos forêts, de façon à en assurer à l'avenir leur rendement permanent et d'assurer le débit de nos cours d'eau.

Sur le chapitre du crédit agricole, il (M. Delagrave) révèle les transactions suivantes du député de Compton (M. Sherman). Au lot no 16, Rang no 4, canton d'Amberton: achat pour \$350, du lot appartenant à Dame Isidore Hébert, par le député de Compton, le 21 août 1930. Le même lot a été vendu par le député de Compton, le 6 décembre 1937, à Théodore Charest pour \$1,500. M. Charest a emprunté sur ce lot de l'Office provincial du prêt agricole \$1,500.

Au lot no 24, rang no 4, canton d'Emberton: M. Édouard Boisvert a vendu le 1^{er} septembre 1928 au député de Compton ce lot pour \$700. Le 14 janvier 1938, le député de Compton a vendu à Edgar Martineau le même lot pour \$2,338.07. L'acheteur a emprunté sur ce lot la somme de \$3,000 de l'Office provincial. L'évaluation municipale sur ce dernier lot est de \$1,350.

Quant à la question d'autonomie de la province, dit-il, tous les députés sont pour, mais avant de nous emporter outre mesure, avant de faire toutes ces sorties d'intransigeance, il serait plus sage,

il me semble, d'attendre le libellé de l'amendement à la Constitution proposé pour pouvoir créer l'assurance-chômage, qui pourra faire fort bien notre affaire. J'ai confiance en nos libéraux d'Ottawa, de l'Assemblée législative. Ils sont hommes de bons sens qui aiment comme nous leur province. Attendons patiemment sans nous exciter indûment, sauf pour se faire un mince bagage politique, dont ni vous ni moi, M. l'Orateur, ne tireront profit. Ils parleront clairement et, si leurs propositions ne nous vont pas, nous protesterons.

Et je termine. On a parlé sur bien des tons, écrit sur nombre de feuilles, que les libéraux sont des rouges attachés à ceux de Moscou. Quel enfantillage! Nous ne nous en portons pas plus mal et nous sommes de plus en plus confiants. La lutte qui se fait contre l'opposition libérale, en Chambre, est si aveugle et passionnée qu'elle démontre que les libéraux sont toujours redoutables et qu'ils gagnent chaque jour du terrain.

La tâche de l'opposition fut maintes fois difficile, mais sa critique ne fut jamais destructive; elle combat pour des principes parlementaires et son mérite a été de parler selon le sens commun sans prétendre que l'opposition était composée de surhommes.

Nous voulons le bien de la province, non par la force mais par la persuasion résultant de bonnes et saines mesures pesées et mûries, adaptées avec soin aux besoins de l'heure. Nous voulons la protection de tous les citoyens sans exception, des majorités comme des minorités, du pauvre comme du riche, du gros comme du petit, des patrons comme des ouvriers, pour que tous soient égaux devant nos lois et que chacun ait sa place au soleil. Nous voulons la paix et l'ordre dans le pays, comme la dignité en cette Chambre, et une liberté de faire ce qui nous plaît, qui ne sera pas contraire aux doctrines sociales chrétiennes ni à nos lois.

Voilà un peu ce que nous sommes, les libéraux, pas aussi spirituels et versatiles, sans doute, que le chef du gouvernement, mais le cœur à la bonne place et toujours prêts à coopérer aux belles et bonnes causes qui ne jettent de discrédit sur personne, mais qui suscitent, sans rien brusquer, l'avancement raisonné de notre pays.

Il termine par un hommage à son chef, en faisant l'éloge de l'honorable M. Godbout.

M. Tellier (Montcalm): Je dois d'abord adresser mes humbles félicitations au gouvernement pour l'œuvre gigantesque qu'il a accomplie depuis son avènement au pouvoir ainsi que pour le

programme que contient le discours du trône; mais avant d'entrer dans certains détails, qu'il me soit permis de me joindre à ceux qui m'ont précédé pour offrir mes plus chaleureuses félicitations au proposeur et au second de l'adresse.

Le député de Joliette (M. Barrette) s'est acquitté de sa tâche avec une maîtrise et un brio qui n'ont surpris que ceux qui ne le connaissaient pas; car ceux qui ont souvent l'occasion de l'entendre étaient habitués à ses succès oratoires et savaient quel brillant orateur nous avions dans la personne du député de Joliette. Comme électeur de Joliette, qu'il me soit permis de remercier l'honorable premier ministre de l'honneur qu'il a fait à ce comté en désignant son député comme proposeur de l'adresse.

Il me fait également plaisir de féliciter le député de Compton (M. Sherman) pour l'intéressant discours qu'il a prononcé comme second. Ces deux discours nous démontrent bien tout ce que peut trouver dans le discours du trône celui qui n'est pas aveuglé par l'esprit malsain de parti ou de critique destructive.

Les membres de l'opposition se sont attaqués tout particulièrement au crédit agricole. C'était évidemment une tentative de justification pour les deux votes qu'ils avaient enregistrés, quelques jours auparavant, contre l'augmentation immédiate de ce crédit à \$25,000,000. Les membres de l'opposition veulent laisser entendre qu'ils ne sont pas contre le crédit agricole pour faire oublier, sans doute, qu'ils ont déjà voté plusieurs fois contre cette mesure. Ces messieurs ne sont-ils pas les mêmes qui n'ont jamais voulu l'appliquer lorsqu'ils étaient au pouvoir? Tout cela n'est que du camouflage pour tenter de tromper l'électorat.

Il cite les *Procès-verbaux* de la Chambre pour démontrer que l'opposition a voté en bloc contre le crédit agricole aux sessions de 1935 et de 1936.

Le chef de l'opposition a dit que les libéraux n'étaient pas contre le prêt agricole puisqu'ils ont donné le prêt fédéral, dit-il. Le chef de l'opposition, comparant le crédit agricole provincial au prêt agricole fédéral, prétend qu'on prête trop vite et qu'on prête mal. Cette déclaration et la preuve que le chef d'opposition apporte à son appui constituent, au contraire, un double aveu: que le crédit agricole provincial est plus efficace que le prêt fédéral et, que nos prêts sont très bien faits.

Il a oublié de dire que, dans les cinq années des opérations du prêt fédéral, celui que préconise l'opposition, comprises entre le 1^{er} février 1930 et le 31 mars 1935, cette Commission fédérale a effectué 1,574 prêts pour un montant global de \$3,325,000⁴;

tandis que dans 16 mois, l'Office du crédit provincial a accepté 6,212 prêts, pour un montant global de \$14,976,000. Nous voyons par cet état comparatif que le prêt provincial a été infiniment plus efficace que le prêt fédéral.

Nous avons promis un prêt qui prêterait et nous avons tenu parole, puisque dans 16 mois, nous avons prêté au-delà de 4 fois plus que le prêt fédéral pendant 62 mois.

Et de quelle manière avons-nous prêté? L'Office du crédit agricole a considéré les demandes avec équité et justice, a procédé de façon louable et régulière, ne prenant en considération que la valeur des garanties que l'emprunteur pouvait offrir, sans la moindre préoccupation de considération politique.

Il ne s'est pas fait de politique dans l'application du prêt agricole. Le député de Châteauguay (M. Boyer) nous disait hier que, dans son comté, les estimateurs du prêt étaient des libéraux et des nationaux, en parts égales, et que les notaires instrumentants étaient tous des libéraux. C'est également ce qui s'est fait dans le comté de Montcalm, où 50 % des estimateurs sont des libéraux et 50 % des nationaux, et les notaires étaient répartis comme suit: cinq sont des libéraux et trois sont des nationaux.

Je dois ajouter que parmi les notaires libéraux de mon comté, je compte l'honorable M. J.-F. Daniel, conseiller législatif, ancien député du comté, père de mon adversaire aux élections de 1935 et de 1936, organisateur libéral, un des chefs du Parti libéral du comté depuis au-delà de 25 ans. Non seulement M. Daniel était sur la liste des notaires autorisés à s'occuper des prêts, mais c'est certainement celui qui a eu le plus grand nombre de cas de tous les notaires du comté.

Et, au point de vue de l'acceptation des prêts, je ne puis pas dire dans quelle proportion ils ont été accordés, pour l'excellente raison que je n'ai jamais voulu faire de politique sur cette question de prêt agricole. Je sais qu'on a agi de la même façon dans le comté de Joliette. Nous avons dit que l'agriculture n'était ni rouge ni bleue, mais qu'elle était nationale et nous avons voulu faire honneur à notre parole en conseillant, renseignant et aidant tous ceux qui s'adressaient à nous, sans nous inquiéter de savoir s'ils étaient rouges ou bleus.

Nous avons à cœur de sauver la classe agricole et, grâce à la politique du gouvernement, nous avons déjà amélioré considérablement le sort du cultivateur. En effet, les résultats du crédit agricole sont multiples; d'abord il permet au cultivateur de payer ses dettes et de se libérer des tracas que lui

causaient certains de ses créanciers; ensuite, il fait renaître dans le public la confiance envers le cultivateur qu'il sait maintenant protégé et encouragé; de plus, le crédit agricole a eu pour effet de faire baisser les taux d'intérêt en campagne et même en ville; enfin, il fait renaître la joie, l'espérance et la foi dans l'avenir chez le cultivateur.

C'est également le meilleur moyen de retour à la terre qu'on n'ait jamais trouvé. Le crédit agricole a donné confiance à ceux qui font affaire avec les cultivateurs; il a augmenté le pouvoir d'emprunt de la classe agricole au point que nous voyons des gens aujourd'hui établir leurs fils sur des terres parce qu'ils savent qu'avec le gouvernement actuel, l'agriculture est dans la voie de la prospérité.

Devant de tels résultats, nous avons lieu de compter sur la coopération de tous, mais malheureusement, l'opposition critique. L'opposition officielle et l'opposition déguisée n'ont pas donné au gouvernement la coopération qu'il était en droit d'attendre sur cette question. L'opposition qui, pendant ses 40 ans au pouvoir, n'a jamais voulu accorder le prêt agricole tente maintenant de chercher quelque moyen de réduire les mérites du gouvernement.

Je soumets que la critique faite par l'opposition, loin de diminuer les mérites du gouvernement, ne sert qu'à prouver à cette Chambre et à la province que l'administration du crédit agricole est absolument irréprochable, et je le prouve.

Les membres de l'opposition ont scruté tous ces cas à la loupe. Ils ont fait enquête sur chacun, et tout ce qu'ils ont trouvé d'anormal, ils en ont fait part à la Chambre. Or, les membres de l'opposition après avoir examiné à la loupe les opérations de l'Office du crédit agricole, viennent nous soumettre deux⁵ cas qui, dans leur appréciation, méritent des reproches au gouvernement, parce qu'ils sont imbus, entachés de favoritisme politique.

Deux cas sur 6,212, où, en réalité, il n'y avait absolument aucune irrégularité. Ceci démontre déjà, de leur propre aveu, que les prêts effectués par l'Office sont exempts de critique, hors de tout reproche dans une proportion de 99.7 %⁶. N'est-ce pas là un résultat des plus satisfaisants? Et quels sont ces deux cas? Examinons-les séparément, à leur juste valeur.

Le cas Rioux a été dénoncé par l'honorable chef de l'opposition pour se venger de la peur qu'il a eue de se faire battre, dans Saint-Hyacinthe, par le sous-ministre de l'Agriculture. Je croyais que les explications données dans cette Chambre par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault),

ainsi que par quelques députés, avaient été comprises par les membres de l'opposition.

Je vois par le discours du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que l'opposition n'a pas compris, ou bien qu'elle continue de soulever cette question dans l'espoir d'influencer l'électorat, en vue de l'élection de Bagot. Je compte sur les journaux pour reproduire les renseignements que je vais donner sur ce cas.

Qu'y a-t-il dans ce cas? Rien du tout, sauf le camouflage de l'honorable chef de l'opposition, et je le prouve.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ce que nous révélera l'enquête.

M. Tellier (Montcalm): M. Albert Rioux alors président de l'Union catholique des cultivateurs, le 27 avril 1936, soit avant la chute de l'ancien régime, passe une promesse de vente par laquelle il s'engageait à céder à sa belle-sœur, pour le prix de \$12,000, la terre paternelle qu'il possédait. Un an plus tard, le 17 mars 1937, sa belle-sœur, dame Louis-Philippe Rioux, fait sa demande d'emprunt au crédit agricole. D'après les évaluations qui ont été faites, l'estimation est comme suit: terrain, \$15,000; bâtisses, \$9,000; animaux, \$2,410; roulant, \$1,500, formant un grand total de \$27,910. Valeur marchande à terme, \$25,000; valeur marchande au comptant, \$20,000. Étendue, 204 acres.

L'évaluation municipale est de \$9,000 et on lui offre \$6,000, montant maximum autorisé par la loi. L'emprunteuse qui n'a qu'une promesse de vente a donc besoin d'avoir un titre parfait pour pouvoir emprunter. Il faut donc une vente pure et simple de Albert Rioux à dame Louis-Philippe Rioux. On pouvait faire la vente pour \$12,000, mentionner le paiement de \$6,000 et donner quittance pour la somme totale de \$12,000. Ou bien faire la vente pour \$6,000 avec quittance pour le même montant, ce qui revenait absolument au même; car en définitive, Albert Rioux vend toute sa terre et ne reçoit que \$6,000. C'est ce qui fut fait dans l'acte de vente du mois d'août 1937 dont le chef de l'opposition nous a donné lecture la semaine dernière.

M. Bastien (Berthier): Mais le député dit que le montant de la promesse de vente était de \$12,000. Et pour quel montant la vente a-t-elle été faite?

M. Tellier (Montcalm): Attendez, je vais vous expliquer cela. L'évaluation municipale est de

\$9,000. L'Office consentit à prêter \$6,000. Mais il fallait que l'emprunteuse eût un titre parfait. On pouvait procéder de deux façons: faire la vente à \$12,000 et donner une quittance pour \$12,000, bien que le vendeur consentit à ne recevoir que \$6,000 pour sa propriété; ou bien, faire la vente à \$6,000, comme on a fait dans le cas présent. Je crois qu'on a procédé de la façon la plus régulière.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais, l'honorable député sait-il que l'Office doit tenir compte des charges pour évaluer le revenu d'une terre? Sait-il qu'une charge de \$6,000 sur une propriété, si le taux d'intérêt est de 5 %, ça fait \$300 par année à part l'amortissement du capital?

M. Tellier (Montcalm): Je vois que le chef de l'opposition n'aurait pas eu la même générosité que le sous-ministre de l'Agriculture. Il n'aurait pas voulu réduire la vente à \$6,000. Le sous-ministre fut peut-être trop généreux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ce qu'une enquête révélera peut-être.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Une enquête à base de valises!

M. Tellier (Montcalm): M. Rioux a donc retiré seulement \$6,000, sauf dans l'imagination du chef de l'opposition. Admirez celui qui, pour que sa propriété reste dans la famille, ne craint pas de perdre \$6,000.

Résultat: Albert Rioux a retiré \$6,000 pour une terre qu'il avait cédée par promesse de vente pour la somme de \$12,000, ce qui représente une perte nette de \$6,000. Ça, c'est un scandale dans l'appréciation de l'honorable chef de l'opposition. Mais où est le scandale?

Évidemment, dans l'esprit de l'honorable chef de l'opposition, dans la mentalité, dans l'esprit de ceux qui, comme lui, ont appartenu à l'ancien régime, c'est un scandale pour un sous-ministre que de perdre de l'argent dans une transaction où un département a eu à intervenir...

Que voulez-vous, M. l'Orateur, autres temps, autres mœurs... Mais si, sous l'ancien régime, c'était un scandale que de ne pas tirer profit de sa position pour faire de l'argent avec le gouvernement, sous le régime actuel, c'est bien différent, car nous admirons les sacrifices de celui qui, pour maintenir dans sa famille le domaine ancestral, ne craint pas de subir une perte de \$6,000, même s'il est sous-ministre.

Le second cas qui nous est soumis est celui du fils du député de Québec-Centre (M. Hamel). Que penser maintenant du cas de M. Guy Hamel? C'est le père qui nous le soumet lui-même, en accusant le gouvernement d'avoir fait du favoritisme, de l'ingérence politique en accordant le prêt de son fils, prêt qui n'était pas pressant, quand, par ailleurs, tant d'autres cultivateurs en avaient un besoin pressant, au point que certains d'entre eux étaient dans la souffrance et l'inquiétude, menacés de poursuite, de saisie et de vente, d'être dépossédés de leurs terres si on retardait leur prêt.

Conclusion: l'Office du crédit agricole a un mauvais mode d'administration. L'honorable député de Châteauguay (M. Boyer) a donné des explications, mais l'affluence des points d'ordre soulevés par le député de Québec-Centre (M. Hamel) ainsi que par l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) a eu pour effet de rendre les explications peut-être un peu ambiguës, c'est pourquoi, je voudrais en dire un mot.

L'honorable député de Québec-Centre nous révèle, dans le cas de son fils Guy, un état de choses réellement alarmant. Pendant que des cultivateurs sont dans le dénuement, qu'ils réclament à grands cris et avec insistance le prêt agricole, que tout retard peut amener une catastrophe, que certains d'entre eux se voient poursuivis et que leurs biens sont saisis et vendus par la loi; et que quelques autres se font enlever leur terre par un créancier impitoyable; pendant que ceux-là souffrent, se lamentent et pleurent... Guy Hamel, fils du député de Québec-Centre, réussit à obtenir de l'Office du crédit agricole un prêt de \$6,000, dont il n'a pas un besoin pressant, sans que son père, député en cette Chambre, grand patriote, fondateur du Parti national... électrique, ait au moins la décence, soit de déconseiller son fils, soit d'aviser le département qu'il n'y a pas urgence.

Mais il n'en fait rien, car le député de Québec-Centre est le créancier de son fils et c'est lui qui en réalité bénéficie du prêt. Car le chèque no 2042 au montant de \$6,000 est fait à l'ordre de Guy Hamel et du Dr Philippe Hamel conjointement, puis endossé par les deux avec l'inscription sur l'endos du chèque: "Payez à l'ordre de la Caisse d'économie". Le chèque est daté du 28 juillet 1937.

M. l'Orateur, je trouve cette explication passablement surprenante. Je me demande qui est à blâmer dans cette affaire, si ce n'est ce fils qui demande un prêt alors qu'il n'en a pas un besoin pressant et que tant de cultivateurs sont poursuivis par des créanciers impitoyables, et son père, député de Québec-Centre, qui est lui-même créancier et qui

sait que les cultivateurs sont dans le dénuement. Je trouve ce fait réellement extraordinaire.

Tels sont les faits sur lesquels se base le député de Québec-Ouest (M. Delagrave) pour tenter de prouver qu'il y a ingérence politique dans l'administration des prêts agricoles. Si ce prêt est susceptible de reproches, ce n'est pas au gouvernement que les reproches doivent être adressés, mais à celui qui, ayant un mandat du peuple, a tout laissé faire pour mieux bénéficier de ce prêt, ceux qui ont obtenu le prêt sans en avoir un besoin pressant.

Mais il y a plus, lorsque quelques mois après ce prêt, le gouvernement, réalisant que les crédits alloués à l'Office sont épuisés et qu'il est urgent de voter de nouveaux crédits pour la classe agricole, demande à cette Chambre de suspendre le discours du trône pour voter immédiatement ces crédits supplémentaires, au début de la présente session, le député de Québec-Centre (M. Hamel), conscient de sa droiture, sachant qu'il y a des centaines de cultivateurs qui réclament avec instances un emprunt, qui peuvent être poursuivis et dont les biens seront saisis et vendus si on retarde de leur prêter l'argent nécessaire, le député de Québec-Centre, se rappelant d'autre part que son fils a obtenu son prêt, vote deux fois contre cette mesure, considérant qu'il n'y a plus d'urgence.

Quand l'honorable député de Québec-Centre prône sur les tréteaux politiques que, dans la province de Québec, il y a des Canadiens français qui ne jouent pas le rôle qu'ils devraient jouer et qui n'occupent pas la place qu'ils devraient occuper, il a parfaitement raison et il nous en a donné lui-même la preuve dans son attitude sur l'emprunt de son fils et sur ses votes concernant l'augmentation des crédits du prêt agricole.

Tout est également normal dans le cas cité la veille par le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) au sujet du député de Compton (M. Sherman). Le député de Rivière-du-Loup avait dit qu'en 1932, le député de Compton avait acheté un lot pour une couple de cents dollars. Récemment, il le vendit à un individu au prix de \$2,200, qui obtint un prêt agricole de \$2,500 pour rembourser. Il est évident que la propriété a pu augmenter de valeur depuis 1932 et le prêt est normal.

On voit par l'analyse que je viens de faire des cas qui ont été soumis par l'opposition, en guise de reproches au gouvernement pour l'administration du prêt agricole, que le fonctionnement de ce prêt est absolument exempt de tout blâme, puisque ceux qui avaient intérêt à trouver des irrégularités dans

l'administration de cette loi n'ont rien pu trouver en dehors des deux cas qu'on vient d'analyser.

Ceci constitue pour le gouvernement le meilleur certificat qui pouvait lui être décerné quant à l'administration du prêt agricole, et ceci démontre en outre pourquoi les membres du gouvernement, sachant comment l'administration de l'Office du prêt agricole était exempte de tout reproche, n'ont pas eu la moindre hésitation à favoriser l'augmentation des crédits qu'on leur a demandée de voter pour mettre à la disposition de cet Office.

Je félicite donc le gouvernement de son zèle pour la classe agricole, et l'Office du prêt agricole pour son excellente administration des crédits qui lui sont confiés.

Nos adversaires ont parlé de la pension de vieillesse. Ils votèrent pourtant contre cette mesure en 1934 et en 1935 pour ne la passer qu'en 1936, à la toute dernière minute, en désespoir de cause, à la veille d'une élection, lorsque la session finit au comité des comptes publics, parce qu'ils en ont été forcés par l'opposition du temps et pour des fins électorales.

Les libéraux n'ont pas le droit de se donner le crédit de la passation de cette mesure. Et ce n'est pas tout. La loi fut votée au mois de mai et, le 26 juillet de la même année, le président de la Commission écrivait aux vérificateurs leur demandant de retarder les dossiers. Je crois que l'électorat a tellement bien signifié son manque de confiance à l'ancien gouvernement que l'opinion des quelques députés qui restent ne peut exercer un rôle, une influence bien considérable sur l'opinion.

Parlant du jugement cité par le député de Rivière-du-Loup au sujet des abus criants commis relatifs aux pensions de vieillesse, il accuse le député de Rivière-du-Loup de n'avoir cité que les paroles qui faisaient son affaire. Il s'agissait, dit-il, d'une requête pour obtenir la naturalisation et le juge déclarait que beaucoup d'abus étaient commis à cause de la loi de pensions de vieillesse, parce qu'un trop grand nombre de gens cherchaient à retirer de l'État des rentes auxquelles ils n'avaient pas droit. Je trouve étrange, dit-il, que l'opposition considère, reproche, s'étonne qu'on n'aille pas assez vite dans l'achat des seigneuries, quand le gouvernement dont elle fit partie ne chercha jamais à le faire. Comment se fait-il, dit-il, que ces gens qui ont été au pouvoir pendant 40 ans n'ont pas tout fait ce qu'ils voudraient que nous ayons tout fait en 16 mois?

Je félicite le gouvernement de son programme de colonisation autour des vieilles paroisses de colonisation. Si la colonisation avait été faite dans des conditions normales, les vieilles

paroisses seraient colonisées aujourd'hui. C'est un projet qui m'intéresse parce qu'il affecte tout particulièrement le comté de Montcalm. Il cite le cas de cinq ou six paroisses dans son comté, ouvertes à la colonisation, et qui ont été affreusement négligées par l'ancien régime. Le député de Berthier (M. Bastien), dit-il, trouve que nous allons vite en voirie.

M. Bastien (Berthier): J'ai dit que vous gaspillez trop.

M. Tellier (Montcalm): Sur ce point, lorsqu'on déposera le budget, le député de Berthier, avec la notion qu'il a de la façon dont se dépense l'argent du public, sera ébahi de voir que nous avons pu faire tellement de choses en dépensant beaucoup moins que l'ancienne administration. Nous avons l'avantage d'avoir à la tête de la voirie un homme de métier, un technicien, un ingénieur civil et un homme de grand talent. Ses conseils sont même recherchés par les autres provinces et par les États-Unis. Au lieu d'une politique de bouts de chemin de l'ancien régime, le gouvernement actuel suit un magnifique plan d'ensemble. Tout se fait sans extravagance et sans dépenses supplémentaires. Dans la voirie actuelle, 100 % de ce qui se dépense pour les chemins est dépensé dans les chemins.

M. Perron (Beauce) se lève.

M. Hamel (Québec-Centre) se lève, demande la permission de faire une mise au point.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève et demande un ajournement de quelques minutes pour aller assister à une sanction de lois au Conseil législatif.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) pour **M. Lawn (Pontiac)**, propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), que le débat soit ajourné.

Adopté.

M. l'Orateur: Que l'on fasse entrer le messager.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 3 relatif à la taxe sur les profits des corporations.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec;
- bill 3 relatif à la taxe sur les profits des corporations.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai le plaisir d'annoncer à la Chambre que le lieutenant-gouverneur a sanctionné la loi portant à \$25,000,000 le crédit agricole provincial et que les cultivateurs pourront commencer immédiatement à profiter des avantages de cette loi, des œuvres du gouvernement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce là le commencement du discours que le premier ministre va prononcer dimanche à Acton Vale, dans Bagot?

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas le début d'un discours, mais c'est la fin de l'opposition.

(Rires)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

2. *L'Action catholique* du 11 février 1938, à la page 6, rapporte l'édition du 1^{er} janvier 1937, mais tous les autres journaux font référence au 9 janvier 1937.

3. "En trente mois", selon *La Tribune* du 11 février 1938, à la page 8. Toutefois, depuis août 1936, il ne s'est écoulé que 16 mois.

4. *L'Action catholique* du 11 février 1938, à la page 6, cite \$3,000,000 et *La Presse* du 11 février 1938, à la page 18, \$3,300,000 alors que les autres journaux font mention de \$3,325,000.

5. Les journaux rapportent soit deux cas, soit quatre cas. Si l'on se fie au reste du discours du député de Montcalm (M. Tellier), on peut penser qu'il s'agit bien de deux cas car il n'en explique que deux, soit ceux de M. Rioux et du député de Québec-Centre (M. Hamel). Par contre, si l'on se réfère aux faits, c'est bien quatre cas qui ont été rapportés par l'opposition, soit, en plus des deux précédents, ceux du député de Compton (M. Sherman) et le deuxième cas de M. Rioux. Par contre, le contexte nous porte à croire qu'il n'a fait mention, dans son discours, que de deux cas.

6. *Le Devoir* du 11 février 1938, à la page 12, mentionne 99 %.

Séance du mardi 15 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 3 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 10 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1, de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Votre comité recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville d'Asbestos;

- de George Robert Younger, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Votre comité recommande de prolonger au 3 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 10 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Association des voyageurs
de commerce du Canada**

M. Carignan (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 125 constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) demande la permission de présenter le bill 112 concernant la ville d'Asbestos.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

George Robert Younger

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 10 février 1938

Il est ordonné qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir la charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Baribeau, Giroux, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative et que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Dépôt de documents:**États, rapports et statistiques
des chemins de fer**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

États, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1936, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925; (Document de la session no 10)

Rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1936, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 11)

Explications sur des faits publiés:**Article du *Devoir* concernant une surtaxe
aux communautés religieuses de Saint-Hyacinthe**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais faire une rectification sur certains faits rapportés dans le journal *Le Devoir* de Montréal. Dans ce rapport on mentionne que l'honorable premier ministre a fait une visite dans la belle ville de Saint-Hyacinthe, dimanche dernier, et là il a fait aux journalistes une déclaration inexacte relativement aux autorités religieuses, et à une surtaxe de 10 % qui serait imposée par la municipalité. Je cite l'extrait du *Devoir*:

"Après cette visite, M. Duplessis a dit aux journalistes qu'il avait cru de son devoir de faire cette démarche à titre de premier ministre. Il a ajouté (l'honorable M. Duplessis) qu'il avait appris, au cours de sa visite, qu'à Saint-Hyacinthe, les communautés religieuses paient à la ville une surtaxe de 10 % pour la protection contre l'incendie. J'ai été très surpris de cela, a-t-il dit. Ces communautés qui prodiguent leur dévouement pour toutes sortes d'œuvres doivent donc payer, dans la ville dont M. Bouchard est maire, une surtaxe pour être protégées contre le feu. Ces communautés font donc tout ce qu'elles peuvent pour parer à ce danger."

Je dois déclarer que ceci est complètement inexact et aucune communauté religieuse ne paie de surtaxe de 10 %, comme le prétend le premier ministre, pour la protection contre le feu à Saint-Hyacinthe. Je dois dire à la gloire du clergé de Saint-

Hyacinthe, que ce qui est arrivé, c'est ceci: les communautés religieuses ont consenti à contribuer leur part, de leur plein gré, alors que la municipalité de Saint-Hyacinthe faisait des dépenses considérables pour la pose d'un tuyau de ceinture, une nouvelle conduite d'eau, qui apportait une protection égale aux parties éloignées comme au centre de la ville, et qu'elle modernisait son équipement en remplaçant le service à chevaux par un service à moteurs.

Un concordat est intervenu entre les autorités religieuses et la municipalité de Saint-Hyacinthe, et l'évêque et les communautés religieuses ont offert une contribution volontaire de 10 sous par dollar¹. Nous avons accepté. Le concordat a été signé et par l'évêque et par moi-même, en ma qualité de maire.

Ainsi donc on n'a pas le droit d'affirmer que la ville a imposé une taxe ni une surtaxe de 10 %, car c'est une contribution volontaire et qui est consignée dans le concordat passé entre les autorités religieuses et la ville de Saint-Hyacinthe, représentée par votre humble serviteur. Il est donc injuste de dire, de prétendre que nous avons imposé une surtaxe de 10 % aux communautés religieuses quand il s'agit d'une contribution librement consentie et volontaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai déclaré aux journalistes, dimanche dernier, que j'étais surpris d'apprendre qu'à Saint-Hyacinthe on taxait les communautés religieuses de 10 % pour les protéger contre le feu. Je remercie le chef de l'opposition de m'avoir corroboré. Le chef de l'opposition vient de l'avouer, car il a dit qu'on avait construit un tuyau pour la protection contre le feu et que les communautés payaient 10 % pour ces dépenses. Il y a eu un concordat signé. Il n'y a pas de concordat sans discussion.

Le mot signifie lui-même qu'il y a eu entente après discussion, et, comme le maire de Saint-Hyacinthe, le chef de l'opposition, voulait taxer les communautés religieuses, celles-ci toujours généreuses ont consenti, pour éviter un plus grand mal, à payer 10 % pour se protéger contre le feu. Je remercie le chef de l'opposition de me corroborer. Il dit maintenant que les autorités religieuses se sont montrées généreuses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Aucun député de cette Chambre n'a le droit de faire dire à ses collègues ce qu'il n'a jamais dit.

Je répète que les communautés religieuses ne sont pas taxées, qu'il n'y a aucun règlement municipal qui le stipule, aucun article, dans la charte

de la ville de Saint-Hyacinthe, qui autorise celle-ci à percevoir une surtaxe de 10 % sur les communautés religieuses pour la protection contre l'incendie, mais que les communautés ont consenti volontairement à faire cette contribution qui est consignée dans le concordat intervenu entre les autorités religieuses de Saint-Hyacinthe et la ville.

Le premier ministre veut continuer à faire de la politique avec n'importe quoi, mais il n'a pas le droit de mal représenter les faits.

Loi des salaires raisonnables

M. Paradis (Matapédia): Le député de Québec-Centre (M. Hamel), dans son discours en Chambre, la semaine dernière, a déclaré qu'il y avait eu de nombreuses plaintes portées par les bûcherons et ouvriers de la forêt contre des employeurs, et qu'il y en avait eu même contre un député ministériel qui ne leur payait pas les salaires prévus par la loi. J'ai raison de croire que le député de Québec-Centre (M. Hamel), en parlant du député en question, voulait me viser au sujet des salaires payés le printemps dernier par Paradis et Frères.

Dans la loi passée lors de la dernière session, loi intitulée "Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières", l'article 4 disait ce qui suit:

"Dans l'exercice des pouvoirs que la présente loi lui donne, le lieutenant-gouverneur en conseil tient compte, pour la fixation des salaires et des conditions de travail, de la situation particulière des cultivateurs, des colons et des petits industriels qui font de l'exploitation forestière, et peut dans ces cas décréter des conditions de travail et des salaires différents de ceux qu'il établit pour d'autres catégories d'employeurs."

La loi dit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête, permettre à quelqu'un s'occupant du commerce de bois de payer des prix moindres que ceux établis par la loi. Or, la compagnie Paradis et Frères a obtenu, en vertu de l'article 4, la permission d'embaucher des bûcherons, de payer des salaires à un taux inférieur à celui fixé par la loi. Chaque flotteur a reçu un avis qu'il recevrait un salaire moindre que celui établi de façon générale et a été averti en conséquence. Nous leur avons dit que nous leur paierions tel salaire et que, s'ils ne voulaient pas les accepter, ils n'avaient qu'à aller travailler ailleurs. Tous ont accepté le salaire établi, ont été satisfaits en grande majorité, sauf quelques-uns qui ont réclamé subséquemment.

J'ai été grossièrement, basement et ignoblement attaqué par le président de l'Association des bûcherons, de la section des bûcherons de l'Union catholique des cultivateurs, M. Louis-Philippe Côté, dans une partie de *La Terre de chez nous*. Quand on habite une maison de verre, on ne lance pas des pierres chez son voisin. Je ne comprends pas que l'Association des bûcherons garde à sa tête un homme comme M. Côté. Sur ce chapitre, je voudrais exposer ce que M. Côté a fait, quelques aspects de sa conduite...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Point d'ordre, M. l'Orateur, sur une question de privilège, on n'a pas le droit de commencer pareil débat.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre. On ne peut engager, dit-il, de polémique sur une question de privilège. Un député n'a pas le droit de faire allusion à une querelle entre lui et une personne de l'extérieur.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 10 février, sur la motion proposée le jeudi 27 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Lawn (Pontiac) félicite l'Orateur de son impartialité et les proposeur et secondeur de l'adresse. Le discours du trône, dit-il, annonce de nouveaux crédits pour la voirie, pour l'éducation, pour l'agriculture et autres domaines importants de l'administration.

Dans le comté de Pontiac que j'ai l'honneur de représenter, nous ne sommes pas satisfaits de la part qui doit nous revenir de ces crédits. Ce fut le cas

l'an dernier. Dans mon comté, il y a trois tronçons de route qui auraient dû être parachevés pour relier Aylmer à Chapleau. On y a vu quelques hommes et un petit camion rempli de gravier, mais pas d'ouvrage d'envergure comme cela serait nécessaire. C'est pourtant là une grande route qui relierait l'Est de la province de Québec aux régions minières. Le tourisme y serait plus florissant. On n'y a entrepris aucun travail d'urgence l'an dernier.

Je me rappelle que l'honorable trésorier, le député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), se plaignait, en 1935, de l'état des routes dans son comté d'Huntingdon. Je suis sûr que, s'il venait dans Pontiac, il me donnerait raison de me plaindre aujourd'hui. Je suis certain que nous n'avons pas eu notre part des \$17,000,000 dépensés pour la voirie, quoique le comté de Pontiac assure au Trésor de bons revenus, comme tous les comtés prospères de la province.

Il (M. Lawn) fait référence à une autoroute construite par le gouvernement ontarien, qui prive la province de Québec de tout un trafic, et fait la suggestion de la construction d'une autoroute dans son comté qui permettrait de garder à l'intérieur de la province des sommes considérables qui autrement seraient dépensées par les automobilistes en Ontario.

Je crois comprendre, dit-il, que le gouvernement donne actuellement des octrois pour des ronds à patiner dans un comté voisin du mien, afin de venir en aide aux ouvriers en chômage. On ferait mieux d'employer cet argent à la construction d'écoles et de nouvelles routes.

Il insiste sur l'importance de l'enseignement rural. Bien qu'il exprime sa joie de voir que les politiques du gouvernement consacrent beaucoup de temps et d'énergie à l'avancement de l'éducation dans la province, il déplore qu'on ne mette pas assez d'emphasis et de considération sur la question des écoles élémentaires et rurales.

On me dit que le gouvernement vient d'acheter la mine d'or de Gale, une mine en faillite, dans les environs de Val-d'Or, afin d'en faire une mine-école. J'espère que l'exploitation de cette mine sera satisfaisante, car je suis détenteur d'actions dans cette exploitation qui a fait faillite. Mais depuis 1912, lors de la découverte de cette mine, on a eu des difficultés à extraire quoi que ce soit de lucratif là-dedans. À cause de cela, le gouvernement l'a sans doute achetée à un prix très raisonnable.

Du point de vue agricole, dit-il, il est très bien d'aider l'agriculture avec l'Office provincial du prêt agricole, mais, pour ma part, je suis plus intéressé dans le programme de l'honorable M. Godbout qui

promettait des primes aux paysans sur leurs bâtisses et dépendances, sur les étables, sur les améliorations de leurs troupeaux de bêtes à cornes, ainsi que sur le roulant d'une ferme en général. L'entrepôt frigorifique pour les produits de la ferme est une très bonne idée qu'avait eue le premier ministre libéral lors de la dernière campagne électorale, en promettant d'en construire.

Dans le cas du crédit agricole, dit-il, un paysan emprunte \$1,000; le gouvernement le lui prête pour payer ses comptes, mais à la fin, son budget n'est pas augmenté et, dans une année, il se trouve donc gros Jean comme devant. Je n'appelle pas cela aider l'agriculture. Je prétends qu'il serait plus nécessaire d'augmenter le budget du paysan au moyen de primes.

Dans le comté de Pontiac, nous avons le gros pouvoir de Bryson qui a coûté dans les environs de \$3,500,000 mais dont la compagnie a augmenté le capital à \$14,000,000 avec du capital mouillé. On nous demande à Campbell's Bay de payer l'intérêt sur ces montants considérables, nous qui ne sommes qu'une population de 900 âmes et qui payons \$8,500 par année pour notre lumière électrique. Shawville est dans la même situation. Avec sa population de 800 personnes, elle paye \$9,500 par année de taux d'électricité, sans avoir d'industries. Ceci représente donc \$18,000 par année en taux d'électricité pour environ 1,600 personnes. Ne pensez-vous pas que la moitié de cela serait déjà un taux exorbitant? La compagnie n'est pas intéressée à l'électrification rurale dans Pontiac, vu qu'elle ne produit que pour l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis.

M. Raynault (L'Assomption): Je tiens d'abord à féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône. Tous deux se sont acquittés avec grand succès de leur tâche. Je suis heureux de féliciter ceux qui ont répondu jusqu'ici au discours du trône. Je les félicite tout particulièrement d'avoir mis en vedette les efforts accomplis par le gouvernement pour venir en aide aux cultivateurs. Je remercie et félicite aussi le gouvernement d'être venu aussi efficacement en aide aux cultivateurs. Pour ma part, dans mon comté, je connais un bon nombre de cultivateurs qui étaient menacés de devoir quitter leur ferme et qui furent sauvés et encouragés par la nouvelle loi du crédit agricole.

Je le répète, je félicite le gouvernement d'avoir adopté cette loi qui était si nécessaire. La loi du crédit agricole est une loi vraiment sociale pour laquelle on a beaucoup crié. Les lois sociales sont nécessaires. C'est une loi qui est trop importante pour

qu'on perde son temps à chercher les petits inconvénients qu'elle peut comporter et apporter. Certes, elle comporte des inconvénients, mais il en est de même des remèdes radicaux. C'est un remède nécessaire que l'on applique parce que l'on veut obtenir la guérison. Cette loi s'imposait à cause de la situation grave dans laquelle se trouvaient les cultivateurs.

Je ne veux pas abuser du temps de la Chambre et je veux également féliciter immédiatement le ministère des Travaux publics et le ministère du Travail d'avoir décidé de construire le pont reliant Charlemagne au Bout-de-l'Île. C'est un projet qui était à l'étude depuis assez longtemps, qu'on a toujours retardé et qui s'imposait. J'espère que les ingénieurs se rendront maintenant à notre demande de faire aboutir le pont à Repentigny au lieu de Charlemagne². Mais d'une façon ou d'une autre, je remercie le gouvernement d'avoir décidé la réalisation de ce projet. L'important c'est de l'avoir.

Un autre problème qu'il faudrait aussi se hâter de résoudre, c'est celui du chômage. Beaucoup a été fait jusqu'ici par le gouvernement provincial et je suis heureux de le reconnaître. Les secours directs, ce n'est pas suffisant: ce qu'il faut ce sont des travaux publics. Aux secours directs il faut substituer les travaux publics, non seulement pour faire travailler les chômeurs mais pour éviter qu'un grand nombre d'entre eux ne deviennent une charge permanente pour la cité. La plupart des travaux ainsi proposés seraient durablement profitables pour la cité.

L'an dernier, pour mettre fin aux allocations de chômage, je me suis présenté ici au gouvernement et j'avais suggéré que la ville de Montréal vote une somme de \$10,000,000 pour faire des travaux et pour que la province en fasse autant, de même que le gouvernement fédéral. Avec cette somme de \$30,000,000, nous avions l'intention de mettre en marche un programme de deux ans de travaux publics et j'ai déclaré que l'on ferait ainsi disparaître le secours direct pour deux années au moins à Montréal.

Actuellement, il en coûte \$7,000,000 par année à la ville de Montréal pour payer les secours directs. De cette somme, il ne reste rien. Plusieurs des hommes qui se trouvent actuellement sous les secours directs sont dans l'incapacité de travailler, alors que d'autres se cherchent en vain du travail. Or, avec le projet que j'avais soumis, elle aurait ainsi économisé la somme de \$4,000,000, nous aurions donné du travail et nous aurions mis fin aux secours directs.

Le fédéral et le provincial paient aussi. Tout comme Montréal, il ne leur en coûterait guère plus

cher de fournir \$10,000,000. Jusqu'ici, la province a acquiescé à notre demande, mais le gouvernement fédéral ne se trouvait pas alors en session et nous n'avons pas encore obtenu de réponse d'Ottawa³. Mais nous espérons que, d'ici quelques semaines, étant donné qu'il est en session, nous saurons à quoi nous en tenir en ce qui concerne cette question et qu'il nous donnera une réponse avantageuse.

J'estime que la question du chômage est un problème national, et non local, et qui mérite l'attention nationale. Il n'est pas raisonnable que les gouvernements laissent la ville de Montréal s'endetter pour une question qui n'est pas locale, mais dont la solution appartient aux gouvernements. Il appartient donc au gouvernement fédéral de s'en occuper. Et c'est pourquoi nous avons bon espoir que nous recevrons d'Ottawa une bonne réponse. Car il est temps, d'après moi, qu'on remplace les secours directs par des travaux et qu'on mette fin au chômage.

Une affaire sur laquelle je veux aussi attirer l'attention du gouvernement, c'est la publicité. Je trouve que les produits agricoles de notre province ne sont pas suffisamment annoncés. Chacun sait bien, ici, en cette Chambre, que, grâce à la publicité, il est possible de vendre des produits n'importe où. Ainsi, si l'on annonce partout qu'un verre de lait froid est très bon pour les mères et les enfants, l'on s'apercevra, l'on constatera bientôt une augmentation considérable dans les demandes du lait.

Certes, je fais là une suggestion qui n'est pas neuve, car beaucoup d'autres en ont parlé avant moi. J'estime que le gouvernement, le ministère de l'Agriculture, devrait s'en occuper et avoir recours à la publicité pour mettre en vedette les produits de la province. Ce serait une autre façon de venir en aide aux cultivateurs, en les aidant à vendre leurs produits.

Il remercie le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) de ce qu'il a fait jusqu'ici.

Il y a un sujet plus compliqué. Le plan Bilodeau-Rogers est un plan recommandable, puisque son but est de former des compétences. Il a été établi par des spécialistes que le classement des hommes est une chose importante. On travaille bien quand on est à sa place. Incidemment, je félicite le ministre des Affaires municipales de l'œuvre qu'il accomplit à cet égard. Le classement des hommes doit se faire et surtout commencer à l'école.

Cela m'amène à parler de la question de l'éducation, surtout à Montréal. C'est une affaire d'intérêt général appartenant à toute la province. Il conviendrait que la plus grande partie de l'argent soit

perçue sous la direction de la province pour défrayer le coût des salaires des instituteurs et des institutrices, du moins dans les grandes villes. À Montréal, nous éprouvons certaines difficultés qui pourraient être réglées si les choses allaient comme elles doivent aller.

Je crois que la construction et l'entretien des écoles doivent appartenir aux villes ou aux municipalités, ce qui leur permet de construire des écoles suivant leurs moyens; mais pour ce qui est de l'instruction, cette charge devrait être laissée à la province. Mais pourquoi les professeurs subiraient-ils les conséquences des erreurs dans l'administration même du fonds de la taxe foncière spéciale. On sait qu'ils endurent souvent des diminutions de salaires pour compenser les erreurs commises dans la construction des écoles, et là je ne fais de reproches à personne; je ne parle d'aucun cas particulier. Mais comment taxer et où taxer?

Il y a aussi le problème de l'Université de Montréal. La Commission des écoles catholiques de Montréal viendra bientôt devant la Législature pour plaider qu'elle ne peut remplir son mandat avec les revenus dont elle dispose actuellement. L'Université de Montréal, bien que située dans la métropole, sert toute la province et, dû à son fardeau financier, l'institution ne peut poursuivre ses activités sans une aide gouvernementale soutenue. Elle devrait être l'objet d'une attention toute spéciale. C'est toute la province qui bénéficie des talents qui se sont développés à l'Université. Les techniciens sont employés partout dans toute la province.

L'idée d'une contribution aux coûts de l'éducation, de la part des industries qui en bénéficient par le biais de la formation de leurs employés et de leurs experts, contribution qui serait administrée par le gouvernement pour l'entretien du personnel des écoles primaires incluant salaires et maintenance des établissements, ne vient régler qu'une partie des problèmes auxquels le système éducatif urbain fait face. À Montréal, comme dans d'autres cités et villes de la province, plusieurs firmes qui en profitent se soustraient au paiement d'une part du coût de l'éducation en s'établissant en dehors des limites des municipalités. Il en résulte que l'important fardeau de l'éducation retombe sur les petits propriétaires qui se voient ainsi en quelque sorte poussés à la faillite. Or j'ai ici la liste, en dehors de la ville de Montréal, de 26 compagnies avec un capital de \$750,000,000 tirant leurs revenus de la métropole tout en n'apportant aucune contribution à l'éducation, qui pourraient être taxées au profit des écoles primaires, mais aussi des écoles supérieures et de l'Université.

Une taxe de 1 % par là obtiendrait beaucoup d'argent. En disposant des revenus de la taxe sur l'éducation, le gouvernement pourrait protéger et maintenir les écoles primaires, ses propres écoles techniques et hautes écoles commerciales et avoir tout de même les fonds nécessaires pour venir en aide à des institutions comme l'Université de Montréal. La Commission des écoles catholiques de Montréal fait face à une situation si difficile que, sans l'augmentation de ses revenus, elle ne pourra pas remplir ses responsabilités.

Incidemment, j'aurais aimé que l'École des mines, que le gouvernement fera construire, eût été bâtie à Montréal, mais je ne fais pas de reproches au gouvernement qui doit voir à toute la province. Si le ministère perçoit des taxes dans toute la province pour l'Université et les instituteurs, je crois que le taux ne sera pas très élevé. Il pourrait être même de moins de 1 %, et on ne verrait pas cette anomalie d'une grosse compagnie dans une petite ville à côté de Montréal, qui paierait moins qu'une autre aussi importante dans les limites de Montréal.

Dieu merci, le gouvernement a fait des efforts louables jusqu'à présent pour régler à Montréal la question scolaire et le problème de l'Université de Montréal. Mon idée, c'est que nos écoles peuvent être administrées par les municipalités, mais pas les charges d'instruction. Je fais toutes ces suggestions pour soulager le propriétaire. Dans un court entretien avec le premier ministre, j'ai constaté qu'il pensait à quelque chose comme ça, une taxe sur les compagnies de cette province, qui en exploitent les ressources naturelles, pour défrayer le coût de l'instruction.

Incidemment, il existe une loi à cet effet, mais elle n'est jamais appliquée. Cela aiderait ainsi beaucoup les petits propriétaires qui ne peuvent plus supporter de taxes pour payer les dettes de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La question la plus importante, au gouvernement, c'est encore celle du chômage. Quand on l'aura réglée à Montréal, la province aura gagné une palme. Il est mauvais que dans la grande ville, la plus grande ville de la province, la métropole du pays, les gens croupissent plus longtemps dans cet état du secours direct. Les ravages causés par le secours direct ont contribué à détruire le moral de la population. Il n'y a rien de plus mauvais. Tous les sociologues pensent ainsi.

M. Connors (Montréal-Sainte-Anne):

M. l'Orateur, il me fait plaisir de féliciter le proposeur et le secondaire de l'adresse en réponse au

discours du trône. Le gouvernement, quels que soient les personnages qui le dirigent, doit songer à l'ouest de la province où se trouve Montréal.

Il dit un mot de l'éducation des catholiques irlandais.

Mais je suis particulièrement heureux, dit-il, que l'honorable député de L'Assomption (M. Raynault) ait amené sur le tapis la question de l'Université de Montréal. L'Université de Montréal a eu de grandes difficultés qui l'ont pratiquement conduite aux portes de la faillite. Nous avons besoin dans cette province d'une institution comme cette grande Université, qui doit être à la hauteur des grandes universités canadiennes: McGill, Toronto et Queens. Le problème de l'Université de Montréal est un problème de haute éducation et je regrette qu'il n'en soit pas fait mention dans le discours du trône.

Je signale, dit-il, une anomalie des actes du gouvernement qui ne cadre pas beaucoup avec les promesses faites à l'électorat. Le discours du trône renferme plusieurs projets en vertu desquels le gouvernement entend voter d'énormes sommes d'argent à cette session; mais, je remarque non sans regret que sur une question aussi vitale que celle de l'enseignement supérieur, il n'en est pas fait la moindre mention. Je précise: on n'a rien annoncé pour sauver l'Université de Montréal, cette grande institution, qui devrait être l'orgueil des Canadiens français, dont la position est plus que précaire.

Je constate cependant que le gouvernement a trouvé les moyens, depuis le début de son administration, de donner \$25,000,000 au crédit agricole et des millions pour la voirie et la classe ouvrière, le travail organisé et maints autres domaines. On se garde bien de toucher à l'enseignement supérieur.

L'Université de Montréal a besoin de \$3,500,000⁴. Il me semble qu'on aurait dû pouvoir trouver, en répartissant les appropriations, les \$3,500,000 dont l'Université a besoin pour parachever ses immeubles universitaires sur le Mont-Royal et pour les aménager. On aurait pu pourvoir de bonnes finances la caisse de cette louable institution. Alors, l'Université de Montréal aurait été sur un pied d'égalité avec McGill et les universités de Toronto et de Queens en Ontario.

On a pu trouver plusieurs millions, de temps à autres, pour l'Université, mais apparemment sans résultats. Je fais cette constatation avec le plus parfait désintéressement, parce que je ne suis pas Canadien français et je n'ai pas l'honneur d'être un ancien élève de l'Université de Montréal. Cependant, comme député de cette Chambre, je déclare que, si nous ne

sommes pas capables de régler le problème de l'Université de Montréal, nous serons indignes de la confiance du peuple de cette province. J'estime que c'est le devoir du gouvernement de résoudre ce problème immédiatement, parce que si l'on faillit à la tâche, le gouvernement ne pourra sûrement pas se vanter d'avoir eu les intérêts de la population de cette province bien à cœur.

M. Perron (Beauce): M. l'Orateur, il me fait plaisir et je crois le temps venu de me lever moi aussi et de prendre la parole dans cette Chambre pour protester énergiquement, en mon nom personnel et au nom de tous mes électeurs de la Beauce, contre toutes les attaques, non motivées et mensongères, qu'on a dites et répétées, publiées même dans certains journaux, à la suite de rapports également mensongers, faits par certains rapporteurs de journaux trop peu scrupuleux, et tel que répété depuis par quelques-uns de nos adversaires, par quelques-uns de nos honorables amis de l'opposition et du groupe des dissidents de cette Chambre depuis le début de la session et de la campagne électorale de la Beauce qui eut lieu l'an dernier.

Cependant, avant d'aller plus loin, dans mes remarques, M. l'Orateur, il me fait plaisir de saisir cette occasion, pour vous présenter ainsi qu'à votre honorable assistant, M. l'Orateur suppléant, en mon nom personnel, et au nom de tous mes électeurs de la Beauce, nos hommages respectueux et nos sincères félicitations pour la manière digne et indépendante, juste et honnête, avec laquelle vous remplissez vos importantes fonctions. Je m'associe aussi, avec plaisir, M. l'Orateur, à tous ceux qui ont félicité le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône, car nos deux honorables collègues ont rempli leur rôle d'une manière parfaite et complète, et je suis des plus heureux de les en féliciter à mon tour.

Il me fait également plaisir, M. l'Orateur, et je considère de mon devoir de profiter de l'occasion qui m'est donnée, et il m'est agréable de le faire, pour remercier de nouveau, bien sincèrement et chaleureusement, tous les électeurs de la Beauce et spécialement tous ceux qui, de près ou de loin, directement ou indirectement ont bien voulu m'aider et me seconder lors de mon élection, de même que pour la bonne coopération qu'on a bien voulu me donner, depuis mon élection. Tous, à ma connaissance, M. l'Orateur, l'ont fait généreusement, honnêtement et gratuitement, pour l'honneur et la défense de la noble cause que nous défendions, la cause du peuple et de l'ouvrier.

Il me fait également plaisir, M. l'Orateur, et je crois de mon devoir, de profiter de cette occasion, à titre de représentant du peuple, de mon comté, de saluer respectueusement, de remercier et de féliciter sincèrement nos autorités religieuses, nos institutions religieuses, nos autorités municipales et scolaires, de par toute cette province, et spécialement celles de mon comté. Il me fait plaisir de présenter mes hommages respectueux, à toute cette classe d'élite légalement constituée et laquelle se dépense et se dévoue sans cesse et sans compter pour le plus grand bien de notre population. Il est bon, je crois, M. l'Orateur, à titre de représentant du peuple, en cette Chambre, de rappeler de temps en temps ces choses pour le bon exemple de notre génération qui bientôt prendra notre place, afin de bien inculquer à cette jeunesse qui pousse, la confiance, le respect et l'amour bien compris de toutes nos autorités dignes de porter ce nom.

M. l'Orateur, il y a aussi quelques autres corps d'employés publics gouvernementaux, dont on n'entend pas parler souvent, en cette Chambre, et dont je tiens à souligner en passant les bons et précieux services qu'ils nous rendent. Tous je l'admets, M. l'Orateur, ne méritent pas au même degré nos félicitations et notre reconnaissance, mais tous, je n'en doute pas, sont animés des meilleurs sentiments. J'ai nommé messieurs les agronomes, nos officiers de colonisation, nos ingénieurs et nos officiers des unités sanitaires ainsi que les autres corps d'employés publics qui rendent de précieux services à la province. M. l'Orateur, il me fait plaisir aussi de saluer bien amicalement en passant messieurs les courriéristes parlementaires, les journalistes, spécialement ceux qui sont chargés d'être ici pendant la présente session pour faire le rapportage à leur journal respectif; je ne doute pas qu'ils sauront tous se montrer à la hauteur de leur si importante fonction.

M. l'Orateur, il me fait plaisir de saluer bien chaleureusement et d'applaudir à l'avance, avec tous mes honorables collègues ministériels, l'entrée triomphale en cette Chambre de notre dévoué et bon ami le Dr Philippe Adam, le candidat national dans Bagot, lequel sera certainement élu demain, avec une bonne majorité, et augmentera demain le nombre des députés de l'Union nationale en cette Chambre. Car, M. l'Orateur, les cultivateurs de Bagot, absolument comme ceux de la Beauce, ne se laissent pas leurrer par les tenants d'un vieux régime en décrépitude et en lambeaux. Ils seront très certainement reconnaissants de tout ce que le nouveau gouvernement a fait pour eux.

Maintenant M. l'Orateur, mes électeurs du comté de Beauce m'ont chargé de transmettre à l'honorable chef du gouvernement, notre chef et mon chef, dont je suis fier et honoré et dont la Beauce est également fière et très honorée, et avec raison, le message suivant: Que l'honorable premier ministre de cette province, M. Maurice Duplessis, est vraiment l'homme juste, le politicien honnête et soucieux du bien-être de ses concitoyens. Et la Beauce, M. l'Orateur, malgré la campagne déloyale, malpropre, injuste et malhonnête qu'on est venu me faire dans mon comté lors de mon élection, par ma bouche, me charge de dire bien haut, à l'honorable premier ministre de cette province, de même qu'à tous ses honorables collègues et à toute la vraie députation nationale, toute son admiration et son entière approbation à leur égard, et de transmettre au gouvernement ses plus sincères remerciements, pour la somme énorme de travail sain, constructif et honnête accompli depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement national, tel que par exemple, M. l'Orateur, pour ne rappeler que quelques-unes de nos principales œuvres vraiment sociales, la loi des pensions de vieillesse, telle qu'amendée et appliquée par notre gouvernement, le crédit agricole, cette loi salvatrice à tous points de vue, la pension aux aveugles, l'amélioration et l'assainissement de nos lois de compagnie, la loi des pensions aux veuves et mères nécessiteuses, laquelle j'espère, il sera possible au gouvernement de mettre en opération prochainement, car j'ai beaucoup de demandes à cet effet dans mon comté, l'amélioration du sort de nos ouvriers, de nos bûcherons, de nos industries et de notre jeunesse.

M. l'Orateur, ce sont là, à mon point de vue, des lois visant au relèvement religieux, social, économique et national de notre province, autant de choses que l'ancien régime, M. l'Orateur, auquel je regrette amèrement d'avoir appartenu pendant un certain temps - trop longtemps - n'avait jamais pensé de faire et de donner.

Il me fait plaisir, M. l'Orateur, de renouveler à mon chef et au gouvernement, mon adhésion libre, intégrale, et irrévocable au programme de restauration national du gouvernement. Cela, et je le répète, malgré toute une campagne de dénigrement, de faussetés, d'injures et aussi de mensonges éhontés, que certains membres de cette Chambre, qui sont sortis, heureusement pour nous mais cela à leur honte, de notre belle et grande famille nationale et qui ont fait battre leur candidat électrique dans la Beauce. Ils sont venus prêcher dans la Beauce, de connivence avec un ex-ennemi, un ex-député battu

pour avoir trahi et qui est venu lui aussi, avec cet autre prétendu chef ou communément appelé le "Kaiser" de la Beauce, les Beaucerons savent de qui je veux parler, M. Édouard Lacroix, notre député au fédéral, qui sera lui aussi battu à plate couture s'il se représente de nouveau aux prochaines élections fédérales.

M. l'Orateur, le peuple de la Beauce est beaucoup plus intelligent, plus honnête et plus loyal que le pensaient ces oiseaux de malheur, puisque celui qui a servi de victime à cette petite troupe de démagogues électriques a royalement trois fois perdu son dépôt, et que tous ses supporteurs ont dû rentrer pour longtemps dans la vallée de l'humiliation, de même que mon autre adversaire, libéral indépendant, mais indirectement soutenu par nos adversaires de l'opposition, de même que par leur chef errant, M. Godbout, sans tête, sans programme et sans aucun principe.

Pendant mon élection on est allé, M. l'Orateur, jusqu'à essayer de me ridiculiser parce que j'étais un vétéran soldat de la Grande Guerre, que j'avais eu le malheur de perdre un œil et de me faire couper les doigts, d'avoir risqué ma vie à plusieurs reprises, pour sauver la vie de mes semblables.

M. l'Orateur, je n'ai pas honte de ma conduite militaire, pendant que j'étais soldat, dans les tranchées des Flandres et en France, pour la défense de nos droits et de nos alliés et où, à la sortie des tranchées, après deux ans de combat, j'avais l'honneur d'être décoré de la Croix de Guerre, qui est, M. l'Orateur, le plus grand témoignage d'estime et de reconnaissance qu'un soldat puisse recevoir, et ce témoignage, M. l'Orateur, me fut de nouveau renouvelé cette année, par Sa glorieuse Majesté le roi, qui a bien voulu se rappeler de moi, et qui me fit décerner, l'un des premiers en cette province, la Médaille du couronnement du roi.

Que faisaient pendant ce temps, M. l'Orateur, mes honorables amis du gouvernement du temps? Je vais le leur rappeler, M. l'Orateur, puisqu'ils semblent l'avoir déjà oublié: ils s'enrichissaient aux dépens de la "Princesse" comme on dit, c'est-à-dire aux dépens de notre province, en commerçant, les uns des valises, d'autres des fusils, etc., etc., tel que nous l'a si bien démontré l'enquête des comptes publics, à leur grande honte.

L'an dernier M. l'Orateur, j'avais l'honneur, après avoir servi ma municipalité, East-Broughton, pendant au-delà de 15 ans, comme secrétaire au municipal et au scolaire, d'être élu par acclamation, maire de ma municipalité, et lors de mon élection de député, mes concitoyens votèrent en bloc pour moi. C'est vous dire M. l'Orateur, sans forfanterie, que je

n'ai pas honte de comparer ma conduite avec celle de mes adversaires qui m'attaquent en cette Chambre depuis près de 11 mois. M. l'Orateur, en attaquant mon comté et la réputation des gens de mon comté, on me frappe au cœur. C'est pourquoi je proteste énergiquement et je nie catégoriquement toutes ces attaques et ces insinuations, qui ont été faites aux nationaux de la Beauce.

On est allé, pendant mon élection, M. l'Orateur, jusqu'à vouloir essayer de ridiculiser un honorable député qui m'accompagnait, parce qu'il était cultivateur. Je proteste encore également de toutes mes forces contre ce procédé inique, car la grande majorité de mon comté sont de braves et bons cultivateurs et ouvriers, et tous des plus respectables, et non pas des gens à vendre ou des vendus.

En passant, M. l'Orateur, me serait-il permis de faire une petite malice, à mon honorable ami de Berthier (M. Bastien), qui ne manque pas l'occasion de m'attaquer et de me taquiner, de lui dire que c'est tellement le cas que les gens de la Beauce sont bons et honnêtes, la preuve, c'est que pas un d'eux ne connaît la "danse à l'ours". De même, M. l'Orateur, je pourrais bien, je crois, me permettre aussi, pour rendre le change à l'honorable chef de l'opposition, député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qui ne manque pas son tour, lui aussi, de me lancer des flèches, de lui dire que la population de la Beauce est saine, chrétienne, laborieuse et sérieuse et que, chez nous, il n'y a pas de place dans nos rangs pour les sectes communistes et maçonniques, tandis que les électeurs du comté de Saint-Hyacinthe ne sont pas en mesure d'en dire autant. C'est pourquoi je demande à l'honorable chef de l'opposition de se montrer plus large, plus généreux et d'accorder sur ce point au moins toute sa coopération au chef du gouvernement, pour le plus grand bien de toutes les classes de notre société.

M. l'Orateur, les gens de la Beauce me chargent de vous dire, en réponse à certains avancés de mon honorable ami le député de Québec-Centre (M. Hamel), et de mon honorable ami le député de Montmagny (M. Grégoire), de même que celui de Québec-Est (M. Drouin), qu'ils préfèrent encore mieux avoir un député avec seulement un œil et des doigts coupés, du moment qu'il aura le cœur à la bonne place et une tête sur les épaules.

M. l'Orateur, je proteste énergiquement en mon nom et au nom de tous mes électeurs, contre toutes ces insinuations malveillantes et fausses que certains prophètes ont dites et répétées, à savoir: que la Beauce avait été inondée de boisson lors de mon élection, qu'il s'y était passé du désordre de toutes sortes et que la votation n'y avait pas été libre, etc.

En disant par exemple, que ma majorité n'était pas grosse, comme l'a dit l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), lequel il me semble, M. l'Orateur, devrait pourtant se rappeler que ma majorité était cinq fois la sienne, de même l'honorable député de Berthier (M. Bastien), qui lui aussi, devrait se rappeler, que ma majorité était au-delà de 450 fois supérieure à la sienne. Et bien! M. l'Orateur, permettez-moi que je le rappelle à cette honorable Chambre qu'il n'y avait qu'un homme, à ma connaissance, qui n'était pas libre, lors de mon élection, c'était le candidat électrique de mon honorable ami électrique, le député de Québec-Centre (M. Hamel), puisque son candidat fut obligé de signer un engagement, avant de se présenter.

M. l'Orateur, permettez-moi de vous rappeler et de rappeler à tous les honorables membres de notre gouvernement, que la Beauce n'acceptera jamais la dictature de personne. La Beauce, M. l'Orateur, veut avoir son député et un député libre, et elle comprend qu'un député ne doit pas représenter qu'un seul homme, mais un programme, contrairement aux principes du chef de l'opposition, de même que du chef du petit groupe de l'extrême gauche qui exigea un engagement écrit de son candidat.

La Beauce est reconnaissante, M. l'Orateur, à l'honorable chef du gouvernement, qui, tout en lui demandant confiance, a su lui aussi, en gentilhomme, faire et accorder confiance, au candidat de la Beauce, sans lui demander aucun contrat, ni engagement, contrairement à ce que fut contraint de faire le candidat électrique de mon honorable ami de Québec-Centre (M. Hamel).

En résumé, M. l'Orateur, tous ces racontars au sujet de mon élection sont faux, archifaux. Tous les électeurs de la Beauce, y compris mes adversaires, comme tous ceux qui ont voté pour moi, sont des messieurs et des gentilshommes et sont loin d'être des vendus ou encore des gens à vendre, comme l'ont laissé entendre tous ces dénigriers publics. Et j'ai été surpris, M. l'Orateur, de constater que l'honorable chef de l'opposition, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), s'est associé à ces gens-là, lui aussi, pour répéter à peu près la même chose et dénaturer les faits en déclarant, comme il l'a fait déjà en cette Chambre, que chaque vote de la Beauce, lors de mon élection, nous avait coûté \$20.

C'est indigne d'un homme public M. l'Orateur, surtout lorsqu'il est chef d'un parti, que de dire de telles choses et d'injurier à un tel point ce que nous avons de plus cher et de meilleur en cette province, nos cultivateurs et nos ouvriers. C'est pourquoi je lui demanderai d'être assez généreux et

loyal, de même qu'à tous ses honorables collègues, et à messieurs les dissidents, de retirer leurs paroles désobligeantes qu'ils ont prononcées contre la Beauce.

Je dirai à l'honorable ami de Québec-Centre (M. Hamel), qui disait un jour: Parlez-en donc aux excellents curés de Beauce. Eh bien, M. l'Orateur, voici pour le renseignement de la Chambre, ce que pensent tous les membres de notre honoré clergé de la Beauce, de notre gouvernement et de mes électeurs. J'ai reçu de nombreuses lettres à ce sujet, dont en voici une que je me permettrai de vous lire, pour le renseignement de ces démagogues.

"19 mars 1937

"M. Émile Perron, M.P.P.,
"Beauce, P. Q.

"Cher monsieur,

"Mes félicitations pour votre succès du 17 mars dernier.

"Je ne suis pas le type "à bâdrer pour rien et faire perdre le temps".

"Je vous écris un mot pour vous dire ma pensée.

"J'ai lu les journaux - M. V. Cliche veut contester, etc - pauvre affaire.

"Dites donc à votre chef, M. Duplessis (personnellement) que je l'admire, jusqu'à présent. "Il y aura toujours "un ancien" curé qui lui aura dit un compliment.

"Au point de vue religieux: M. Duplessis a fait dresser au Cardinal un siège à la session d'urgence. Installation de Crucifix.

"Le Frère André - un saint - est venu le voir un peu avant sa mort - cela ne doit pas être pour rien.

"M. le Premier va aux deux services du cher Frère André.

"Au point de vue administratif, crédit agricole, pension aux vieux, aux aveugles, etc., etc. J'ai connu, depuis longtemps ces hommes comme M. Lacroix qui a semblé être bon au commencement, mais est matamore - Hamel... (programme électrique) et Grégoire - mécontent - Oscar Drouin - en qui j'avais confiance - je l'ai perdue - (un peu).

"Bonne chance et j'espère que le premier député de ma paroisse d'adoption, depuis 40 ans, sera heureux.

"Bien à vous,

"J. O. Cliche, ptre, curé, 19 mars 37, fête de Saint-Joseph, à qui j'ai demandé votre victoire."

La Beauce, M. l'Orateur, a été très honorée de recevoir, lors de mon élection, la visite de notre distingué grand premier ministre et de quelques autres honorables ministres, non moins distingués. Au nom de la Beauce, du fond du cœur, à tous, je leur redis un sincère merci. Mais par contre, M. l'Orateur, la Beauce a été très humiliée et très offensée du passage en notre beau comté de certains de nos adversaires, qui sont venus prêcher le mensonge et l'erreur, et dont la conduite de quelques-uns a été loin d'être édifiante pour notre bonne population.

Si l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) veut plus de précisions à ce sujet, je suis prêt à lui en donner, et ce sont ces gens-là qui veulent essayer aujourd'hui de venir nous donner la leçon. N'ai-je pas raison, M. l'Orateur, de protester, car je pensais qu'une fois la lutte finie, que les esprits se calmeraient et que l'on cesserait également d'insulter les gens de mon comté; mais voilà que nos honorables amis de l'opposition et messieurs les dissidents recommencent encore cette année leur rancœur à mon égard et à l'égard de mon comté. Eh bien! M. l'Orateur, je vous ai exposé les faits, tels qu'ils se sont passés, à ma connaissance et j'espère que l'on me laissera la paix maintenant.

Cependant, en bon national, je suis bien prêt à accorder à tous ces gens-là le pardon chrétien, pourvu qu'ils en manifestent le ferme propos.

M. l'Orateur, vous avez dû remarquer que je n'ai pas abusé de cette Chambre, depuis mon élection, pour faire des discours, car j'ai conscience que le représentant de la Beauce, comme bien d'autres d'ailleurs, a bien autres choses à faire et qui pressent bien plus que de faire des discours. À ce sujet M. l'Orateur, un vieux cultivateur de la Beauce me disait l'automne dernier: "M. Perron, je vous félicite." "Mais qu'y a-t-il donc, le père? lui dis-je, ça ne va pas?" Mais tout au contraire, me disait-il, si je vous félicite, c'est parce que ça va bien! Dans le passé, nos députés à Québec passaient leur temps à faire de beaux discours, mais c'est à peu près tout ce que nous avions, tandis que, cette année, ça a paru dans la Beauce et dans toutes les paroisses de la Beauce, que nous avions un député.

Maintenant M. l'Orateur, tout en renouvelant à mon chef et au gouvernement mon adhésion intégrale au programme de restauration sociale, nationale, auquel notre beau et grand parti national se dévoue corps et âme, me serait-il permis d'exprimer le désir de voir pendant la présente session notre gouvernement définir d'une manière encore plus précise et plus rigide, si possible, l'attitude qu'il

entend prendre et suivre contre le communisme, de même que sur la politique d'ensemble qu'il doit poursuivre contre les trusts et la dictature économique en général, de manière à intensifier encore davantage si possible, notre relèvement religieux, social, économique et national en cette province.

À ce stage de mes remarques, M. l'Orateur, permettez-moi ici une parenthèse, au sujet des suggestions qui nous ont été faites par le comité central de la Ligue du dimanche. J'espère M. l'Orateur, que notre gouvernement prendra en sérieuse considération les suggestions faites par le comité central de ladite Ligue, de manière à faire respecter religieusement le dimanche.

Naturellement, M. l'Orateur, je comprends très bien et le peuple de la Beauce le comprend lui aussi, qu'en face des nombreux méfaits d'une législation aussi funeste qu'inhumaine, passée par la législation ténébreuse et véreuse de l'ancien régime, dont il me faut, à ma grande honte, M. l'Orateur, me confesser publiquement d'avoir appartenu trop longtemps, mais j'étais de bonne foi, M. l'Orateur. Mais à la minute que je me suis aperçu, avec preuves à l'appui, que ce grand parti faisait fausse route et que nos têtes dirigeantes de ce parti ne méritaient plus notre confiance, je m'en suis détaché immédiatement.

Je comprends très bien M. l'Orateur, et mes électeurs de la Beauce le comprennent, eux aussi, que notre gouvernement national, dont nous sommes fiers et à juste titre, étant donné le bon travail accompli à date à préparer, à étudier et à faire passer, malgré bien souvent toute une opposition hostile, toute une nouvelle législation de manière à remettre un peu d'ordre là même où l'on avait fortement implanté les pires facteurs de désordre, nous comprenons très bien, de ce fait, que tout ne peut se faire en quelques sessions.

M. l'Orateur, me serait-il permis de clore ces quelques remarques, par un appel à la générosité de tous les honorables ministres de tous les différents départements, en faveur de la Beauce, laquelle, M. l'Orateur, a été grandement oubliée et négligée dans le passé pendant 40 ans sous l'ancien régime libéral, de néfaste mémoire.

Nos besoins, sous tous rapports, M. l'Orateur, sont très urgents et très nombreux dans la Beauce. Aussi, connaissant le grand esprit de justice, d'honnêteté et de générosité de tous les honorables ministres de notre gouvernement, je ne doute pas, M. l'Orateur, que l'on saura recevoir, comme il le convient en une telle circonstance, le député de la

Beauce, car M. l'Orateur, mon comté dans le passé n'a pas eu sa juste part, surtout au point de vue écoles, voirie et ponts, puisque dans la Beauce, en 1936, nous n'avions que 26 % de notre voirie d'améliorée et, dans plusieurs municipalités, nos petites écoles et nos couvents laissent à désirer au point de vue construction.

Voilà M. l'Orateur, la reconnaissance qu'a eu le vieux régime libéral pour son ancien château fort, la Beauce. À part de l'amélioration de notre voirie et les constructions et réparations de nos écoles, voilà ce que je réclame de plus, pour la Beauce. Au point de vue colonisation, M. l'Orateur, je réclame pour les fils de nos cultivateurs, pour nos nombreux journaliers désireux de s'établir sur des terres, tous les lots appartenant à la Compagnie Breakey et à la Compagnie Brompton Pulp and Paper, que lesdites compagnies détiennent actuellement dans mon district et dans les environs. Nous en aurions assez, M. l'Orateur, pour placer tous les colons de la Beauce.

Je désirerais aussi, M. l'Orateur, voir nos vieilles paroisses, telles que Saint-Théophile et Saint-Côme, s'agrandir, car le tout bien compté, je crois que cela nous donnerait au-delà de 1,500 lots que la colonisation pourrait reprendre à ces compagnies pour ensuite les transférer à nos colons. Le gouvernement je crois, M. l'Orateur, pourrait acheter ou échanger ces lots, avec les compagnies qui ont obtenu à notre détriment, sous l'ancien régime, toutes ces belles parties de colonisation. Je crois, M. l'Orateur, qu'il y a un certain travail qui se poursuit dans ce sens depuis quelque temps. J'en félicite les ministres des Terres et Forêts et de la Colonisation, et je souhaite ardemment que leurs efforts soient couronnés de succès.

Au sujet du prêt agricole, M. l'Orateur, nos adversaires continuent leur œuvre de destruction, en voulant laisser entendre qu'on faisait de la politique avec cela. Eh bien! Ce n'est pas le cas. Dans mon comté M. l'Orateur, je vous le jure sur l'honneur, et comme exemple je vous dirai que l'un des premiers à obtenir le prêt agricole dans la Beauce a été justement mon adversaire, le candidat électrique, de mon honorable ami de Québec-Centre (M. Hamel), un M. Doyon de Saint-Joseph-de-Beauce. M. l'Orateur, au sujet du prêt agricole, je dois à l'honorable ministre de l'Agriculture et au gouvernement national, non pas seulement que des félicitations, mais les sincères remerciements des nombreux cultivateurs de la Beauce qui se sont prévalus du crédit généreux du gouvernement, car dans la Beauce, M. l'Orateur, le prêt agricole s'imposait encore plus que partout ailleurs.

Jusqu'à date, nous avons au-delà de 800 demandes de crédit, c'est vous dire M. l'Orateur, qu'un grand nombre de nos cultivateurs étaient à la porte de la banqueroute et qu'il était plus que temps de leur venir en aide, chose que l'ancien gouvernement n'avait jamais pensé. Étant donné la grandeur de mon comté qui comprend au-delà de 30 municipalités, composées en grande partie de cultivateurs, je réclame pour eux davantage et plus vite, si possible, car plusieurs de ces cultivateurs sont menacés d'être dépossédés de leur ferme.

Il m'aurait fait plaisir et je crois qu'il aurait été bon d'ajouter au prêt agricole non pas un montant de \$10,000,000, mais bien de \$25,000,000. Un nouveau montant de \$25,000,000 n'aurait pas été de trop s'il faut en juger par les nombreuses demandes des cultivateurs de la Beauce. Mais enfin je me console, car je sais que nous avons le meilleur ministre d'Agriculture (l'honorable M. Dussault) jamais passé en cette province, avec un jeune chef, vigoureux et clairvoyant, qui voit loin, contrairement au chef de l'opposition et contrairement au chef des dissidents qui, lui, ne voit rien, puisque l'autre jour, dans son discours, il a pris près d'un quart d'heure pour essayer de convaincre le gouvernement qu'il aurait été plus sage de travailler à faire pondre les poules à l'électricité, en installant l'électricité dans les poulaillers, plutôt que de prendre notre argent pour le mettre dans le prêt agricole à la disposition de nos cultivateurs.

J'ai cependant une suggestion et un désir à exprimer, M. l'Orateur, à l'honorable ministre de l'Agriculture et aux officiers supérieurs de l'Office du prêt agricole. Ce serait de bien vouloir considérer les demandes de prêt, au *prorata* de l'importance des comtés, au *prorata* de l'importance des paroisses et enfin au *prorata* des demandes par comté, car autrement, il se trouvera bientôt que des petits comtés et des petites paroisses auront eu beaucoup plus que les grands comtés et les grandes paroisses.

Une autre demande qui est de mon devoir de faire à l'honorable ministre de l'Agriculture, c'est de bien vouloir étudier et travailler à régler, si possible, le marché de la vente des peaux vertes, car, M. l'Orateur, je constate et nos cultivateurs se plaignent amèrement qu'ils se font énormément exploiter dans ce domaine.

M. l'Orateur, je tiens aussi à féliciter l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) et le gouvernement pour les projets de loi et les amendements qu'ils amèneront prochainement et qu'ils sauront, j'en suis sûr, faire passer et adopter pour l'amélioration du sort de nos

journaliers, de manière à leur obtenir encore, si possible, un plus juste salaire et de meilleures conditions de vie, de même pour l'amélioration du sort de nos bûcherons. J'ajouterai aussi, M. l'Orateur, que tout en admettant que notre gouvernement ne peut tout faire en un jour, ni en cinq ans, que nos cultivateurs sont dans l'anxiété et attendent avec impatience le jour où il sera possible à notre gouvernement de faire encore quelque chose de plus, pour l'avancement plus rapide et le relèvement plus accentué de notre industrie laitière en cette province.

Nous savons que l'honorable ministre de l'Agriculture et tous les officiers supérieurs de son département font des efforts surhumains à cet effet. Nous les en remercions et nous leur souhaitons plein succès, et offrons notre meilleure coopération. En passant, M. l'Orateur, il me fait plaisir de remercier l'honorable ministre de l'Agriculture et le gouvernement, au nom des cultivateurs de la Beauce pour l'octroi substantiel et nouveau de 20 % sur le coût d'achat de la première tonne d'engrais chimique. J'espère qu'avec le temps, l'on pourra appliquer cet octroi non seulement pour l'achat d'une tonne, mais bien pour deux tonnes.

Enfin je félicite l'honorable secrétaire provincial de cette province, pour son projet de loi pourvoyant à l'amélioration du sort de nos petites institutrices de campagne. J'ai le plaisir de dire, M. l'Orateur, que, dans tout mon comté, une seule paroisse ne s'est pas encore rendue à cette demande à date, comme le veut la loi du secrétaire provincial.

M. l'Orateur, permettez-moi aussi de solliciter à l'honorable ministre du Travail d'être en mesure de trouver les moyens, lui aussi, d'en faire autant bientôt, pour l'amélioration du sort de nos petits employés de banque.

M. l'Orateur, je ne saurais reprendre mon siège sans définir bien clairement les principes politiques que j'entends suivre en cette Chambre, tant et aussi longtemps que j'aurai l'honneur de représenter en cette Chambre le beau et le bon comté de Beauce. M. l'Orateur, tout en m'astreignant à la direction essentielle à tout mouvement d'ensemble, nécessaire à un parti politique, je n'entends pas me départir de ma liberté de pensée et de parole. Si, à certains moments, les hommes publics doivent satisfaire à la discipline d'un parti auquel ils appartiennent, il faut placer les intérêts, bien entendu, des électeurs qu'on représente, ceux de la province et du pays tout entier bien haut au-dessus de la politique; il faut toujours aussi garder les principes religieux et moraux. C'est là, M. l'Orateur, ce que j'entends faire à la suite de mon chef et de tous mes

honorables collègues de la vraie députation nationale, que je souhaite encore plus grande, plus belle et plus prospère pour le plus grand bien de ma paroisse, de mon comté et de ma province.

M. l'Orateur, je considère de mon devoir, moi aussi, de faire part à l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), à la congrégation des frères du Sacré-Cœur, de même qu'à toutes les familles si cruellement éprouvées par le grand désastre arrivé récemment dans ce comté et dont de nombreuses familles en pleureront longtemps les malheurs, de faire part à tous et à chacun de ces affligés de mes plus sincères et cordiales sympathies. Je termine, M. l'Orateur. J'espère n'avoir déplu à personne et n'avoir surtout blessé personne, car je suis moralement convaincu d'être resté dans les limites de la vérité. Merci.

M. Taché (Hull): En commençant mes remarques, qu'il me soit permis d'offrir mes plus sincères condoléances aux révérends frères du Sacré-Cœur et aux familles, qui ont été si cruellement éprouvés, tous, récemment par l'incendie de Saint-Hyacinthe. Ma ville natale de Saint-Hyacinthe a été éprouvée à plusieurs reprises dans son histoire, mais l'incendie qui a dévasté le collège est, sans contredit, la plus grande épreuve survenue dans cette ville. L'œuvre des frères du Sacré-Cœur est trop grande pour s'arrêter là. J'espère que, dans un avenir rapproché, un nouveau collège à l'épreuve du feu sera reconstruit sur les ruines de l'ancien.

Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse.

Je tiens également à remercier, dit-il, le gouvernement pour le traitement accordé à la région de Hull, l'une des plus belles régions de la province, région qui a toujours été ignorée sous l'ancien régime. J'espère tout particulièrement qu'avant longtemps le gouvernement nous accordera le siège d'Inkerman afin que notre région soit représentée au Conseil législatif.

M. l'Orateur, j'ai constaté par les journaux que l'honorable député de Berthier (M. Bastien), à plusieurs reprises, l'été dernier, a parlé de l'affaire Gagalas. Je suis convaincu qu'il n'est pas sérieux, car il sait aussi bien que nous tous qu'un juge a déclaré qu'il n'y avait rien dans toute cette affaire et que ce crime n'existe que dans certains cerveaux mal équilibrés. Cependant, si l'honorable député de Berthier se sent des dispositions particulières comme détective, au lieu de nous casser les oreilles avec l'imaginaire affaire Gagalas⁵, qu'il nous aide donc à retrouver les meurtriers de Blanche Garneau⁶.

Je parlerai maintenant, dit-il, de la pension aux veuves et de la pension aux vieillards, du salaire des institutrices et de la loi du cadenas⁷.

Au sujet de la pension aux vieillards, dit-il, sous l'ancien régime, malgré toutes sortes de belles promesses faites à la veille des élections, on n'avait jamais rien fait pour nos vieillards, avec le résultat que nos vieux de la province de Québec ont été injustement privés d'une somme d'environ \$70,000,000.

Nous sommes au pouvoir depuis quelques mois seulement et, à la date du 31 janvier 1938, le gouvernement actuel leur a déjà payé \$12,831,000⁸. C'est ainsi que, sous notre régime, les vieillards ne sont plus obligés de se séparer sur leurs vieux jours et peuvent finir ensemble une vie de labeur et bien souvent de durs sacrifices.

Quant aux mères nécessiteuses, nous avons là encore accompli ce que l'ancien régime n'a jamais fait.

L'honorable chef de l'opposition se plaint du retard apporté à la mise en vigueur de la loi relative aux mères nécessiteuses. Comme on le sait, l'organisme nécessité pour l'application de cette loi est assez compliqué et la chose peut prendre quelque temps. Mais, je ne doute pas que, dans un avenir rapproché, la loi sera appliquée. Les mères nécessiteuses jouiront de l'octroi auquel elles ont droit, et à l'avenir, dans la province de Québec, les petits frères et petites sœurs seront élevés ensemble au foyer, et non pas séparément, inconnus les uns des autres.

Quant aux salaires des institutrices, là encore, nous avons fait infiniment mieux que l'ancien régime. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, sur 8,800 institutrices rurales, plus de la moitié recevaient moins de \$200⁹ par année, et environ 1,500 recevaient moins de \$150¹⁰.

L'on se rappelle cet ancien secrétaire provincial, l'honorable Athanase David, qui se promenait à travers toute la province, la larme à l'œil et le sanglot à la gorge, parlant avec effusion de la petite école de campagne. Ce grand homme, à la parole si chaude et aux phrases si ronflantes, n'a jamais trouvé le moyen, dans son long règne comme secrétaire provincial, de penser à la petite institutrice de campagne, dont il louait les mérites si chaudement.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi un aussi grand nombre d'institutrices expérimentées, celles qui sont le plus aptes à enseigner, quittaient l'enseignement. C'est à l'honneur de la région de Hull que son ministre officiel, l'honorable

Dr Paquette, ait déjà amélioré considérablement le sort de l'institutrice de notre province. La grande majorité reçoivent aujourd'hui au moins \$300 par année. Je suis convaincu que le gouvernement ne s'arrêtera pas là. Nous avons fait beaucoup déjà, et j'espère que, dans un avenir rapproché, l'institutrice rurale touchera un salaire encore plus rémunérateur, tel que nous l'a laissé entrevoir le discours du trône.

Il est vrai que l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) disait en cette Chambre la semaine dernière: "Les salaires des institutrices ont été portés à \$300 et le gouvernement s'en vante. Mais depuis quand le gouvernement les paie-t-il? N'est-ce pas les commissions scolaires qui engagent les institutrices, qui fixent les salaires et les paient? Il n'y a évidemment pas de pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir."

En réponse, je citerai à l'honorable député la déclaration suivante de la Fédération catholique des institutrices rurales de la province de Québec, publiée dans *Le Devoir* d'hier soir:

"Notre première parole est une expression de gratitude pour tous les efforts tentés et réalisés par le Département de l'instruction publique en notre faveur. Les subventions plus élevées mises à la disposition des commissaires scolaires, les pressions exercées sur ces derniers, ont produit d'heureux résultats, et il s'ensuit une amélioration notable de la condition des institutrices au sujet de laquelle la Fédération tient à exprimer hautement sa satisfaction. À l'heure actuelle, l'opinion publique est éveillée, et nous espérons voir cesser bientôt la "grande pitié" des institutrices rurales de la province de Québec."

Je veux également dire quelques mots au sujet de la loi du cadenas. Certains journaux et personnages politiques des autres provinces nous ont attaqués violemment au sujet de cette loi.

Dans les autres provinces et à la Chambre des communes, on a fait de même. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois, M. l'Orateur, que la province de Québec sert de cible aux attaques violentes de certaines personnes ignorantes, démagogues et mal inspirées.

Je me rappelle qu'au temps de la prohibition, afin d'aider la cause, on affichait dans certaines provinces de grandes réclames invitant les gens à ne pas faire comme la province de Québec, foyer de vice et d'intempérance.

Malgré ces attaques, Québec n'a pas perdu la tête; aujourd'hui, dans à peu près toutes les provinces de la Confédération, on a abandonné la prohibition pour adopter précisément le système de la régie des liqueurs de la province de Québec.

En matière de communisme, il en est de même. Dans les autres provinces et à la Chambre des communes, on attaque violemment notre premier ministre au sujet de la loi du cadenas. Nous avons des institutions pour lesquelles nos ancêtres se sont battus et nous voulons les sauvegarder. Nous savons que le communisme conduira inévitablement au fascisme et nous ne voulons ni de l'un ni de l'autre; nous savons que la guerre de classes est fatale à la liberté et à la démocratie. Inévitablement, elle conduira au fascisme. C'est ce que nous voulons éviter, les luttes de classes, en supprimant le communisme. En Allemagne, en Espagne et en Italie, c'est le danger du communisme qui a donné naissance au fascisme et au nazisme, et le meilleur moyen d'éviter toute guerre de classes est de supprimer le communisme et de ne pas y aller de main morte.

De plus, nous sommes maîtres chez nous, et nous n'avons pas à rendre compte aux autres provinces des moyens que nous jugeons les meilleurs pour combattre ce que nous croyons un danger réel. Dans les autres provinces, on semble croire que la province de Québec est seule à adopter de telles mesures. La province de Québec n'est pas la seule à combattre de telles doctrines. Pour ne citer que quelques exemples tirés d'une tribune libre de M. l'abbé Antoine d'Eschambault de Saint-Boniface au *Free Press* de Winnipeg, je soutiens que des assemblées et des conférences ont été supprimées dans bien d'autres pays et dans bien d'autres provinces, au nom de la loi de l'ordre public et des bonnes mœurs.

Le fameux Jardine, dont on a entendu parler au sujet de l'incident Windsor-Simpson, n'a pas obtenu la permission de parler à Toronto. Les films du mariage du Duc de Windsor n'ont pas été montrés au public en Angleterre. Le révérend père Gabana, un prêtre nationaliste d'Espagne, n'a pu adresser la parole à Londres. On a empêché, coup sur coup, des parades de Sir Oswald Mosley en Angleterre. M. Gallacher, député de Fife en Angleterre, n'a pas reçu la permission de parler en public aux États-Unis. En France, les Croix de feu ont été mis au ban par le gouvernement.

Je pourrais citer un très grand nombre d'autres exemples, mais ceux déjà cités sont suffisants pour démontrer que pour certains individus, le mot liberté n'a qu'un sens: liberté en faveur du communisme, prohibition pour ses adversaires. Que le *Free Press* de Winnipeg, qui est peut-être le journal le plus violent contre le gouvernement actuel, au lieu de se mêler de nos affaires, commence donc par prêcher la tolérance

dans sa propre province du Manitoba au sujet de la question scolaire.

En fait de liberté, nous n'avons de leçon à recevoir de personne, et j'en prends à témoin le professeur Weir de l'Université de la Colombie-Britannique, que dans aucune province du Canada la minorité n'est traitée aussi équitablement que dans la province de Québec. Il ajoute qu'aucun système éducationnel au Canada n'offre un meilleur critère pour l'application et la mise en force de la section 93 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord que le système de Québec.

Dans aucune province, dit-il, l'esprit des Pères de la Confédération n'est mieux mis en pratique que dans la province de Québec. Que le *Free Press* de Winnipeg commence par pratiquer la tolérance au Manitoba avant de se mêler des affaires de Québec!

La question du prêt agricole a été débattue assez longuement et je n'en parlerai pas davantage. Un mot seulement au sujet du cas de Guy Hamel, cas traité d'une façon magistrale par l'honorable député de Montcalm (M. Tellier). Personnellement, je ne vois rien de répréhensible dans toute cette affaire, ou plutôt, je n'y voyais rien de répréhensible jusqu'à ce que l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) en parle.

Le député de Québec-Centre a déclaré qu'il y avait eu de la politique dans le cas de son fils. L'Office du crédit agricole a fait de la politique avec ce prêt, dit-il. Et il ajoute qu'alors que bien des cultivateurs ont besoin d'un prêt pour sauver leur terre, on a prêté à son fils.

Or, M. l'Orateur, à cause des engagements formels pris par le gouvernement qu'il n'y aurait pas de politique dans l'administration du prêt agricole, si réellement il y a eu de la politique dans le cas de Guy Hamel, je ne comprends pas alors la conduite de l'honorable député de Québec-Centre, car en ce cas, il a été complice avant le fait, puisque l'on m'avise qu'il a fait des démarches personnelles pour obtenir le prêt. Il a été complice pendant le fait lorsqu'il endossa le chèque fait conjointement à son ordre et à celui de son fils, et il est complice après le fait, puisqu'il ne remet pas l'argent sans délai. Si réellement il y a eu faute, qu'il rembourse le montant immédiatement et toute la faute sera réparée, si, comme il le prétend, faute il y a eu.

L'opposition a parlé de congédiements. Je suis convaincu que ce dont elle se plaint le plus, ce qu'elle a surtout dans l'idée, c'est le congé forcé que lui a imposé l'électorat de la province de Québec le 17 août 1936.

Depuis que nous sommes arrivés au pouvoir, le premier ministre a été en butte à toutes sortes d'attaques aussi injustes les unes que les autres. Je regrette tout spécialement les attaques des membres de l'opposition non officielle, les dissidents. Ces derniers et leurs amis ont sans cesse traité de trustard, de traître, de vendu, de Judas, un homme qui s'est sacrifié sans compter pour la province depuis qu'il est à la tête du gouvernement.

L'Action catholique rapportait, il y a quelques mois, qu'un des dissidents avait dit, au cours d'une assemblée dans un club local, que "le premier ministre actuel était l'être le plus méprisable qu'il avait jamais rencontré, et qu'on ne le méprisait jamais assez". On peut différer d'opinion en politique, mais il n'est pas permis de se laisser emporter dans des attaques aussi injustes.

Je laisse à la population de la province le soin de juger la conduite de ceux qui parlent de la sorte.

Puisque j'en suis à parler des dissidents, je rappellerai à la Chambre que le chef de l'opposition est vu assez souvent en compagnie des députés de Québec-Centre (M. Hamel), de Québec-Est (M. Drouin) et de Montmagny (M. Grégoire). Je crois que le chef de l'opposition les attire à lui afin de les mieux étouffer quand la chose fera son affaire. Je regrette tout de même que nos anciens amis semblent se laisser prendre à ce jeu enfantin. Qu'ils se rappellent la fable du corbeau et du renard et ils s'épargneront bien des désappointements.

Pour combattre notre chef, nos adversaires emploient toutes sortes de moyens, et je ne traiterai en passant que deux de ces moyens, le chômage et le cri de race.

L'un des problèmes les plus sérieux auquel le gouvernement a à faire face est, sans contredit, le chômage. Là encore, le gouvernement actuel a fait plus que l'ancien régime. Il est malheureux que des petits politiciailleurs comme l'honorable M. Fernand Rinfret exploitent la question du chômage pour des fins politiques. Il n'a évidemment pas profité de la leçon que son chef reçut en 1930 alors qu'il avait parlé du "five cents piece".

Je regrette sincèrement les paroles de l'honorable M. Fernand Rinfret prononcées au 25^e anniversaire du Club de Réforme de Montréal, alors qu'il disait aux chômeurs de la province de Québec: "Si vous voulez des travaux, votez pour M. Godbout". C'est une honte que d'exploiter ainsi la crise du chômage et, au lieu de mettre des bâtons dans les roues, M. Fernand Rinfret devrait plutôt collaborer avec nous, le gouvernement, afin de faire augmenter les octrois du fédéral pour régler la crise du chômage.

Comme je le disais il y a un instant, M. l'Orateur, nos adversaires tentent de soulever le cri de race. Récemment, à Sainte-Pétronille, le député de Montmagny (M. Grégoire) déclarait que, si le premier ministre tenait une assemblée dans le comté de Brome, comté anglais, c'est parce qu'il avait tourné le dos à sa race.

La semaine dernière, dans le comté de Bagot, mon ancien adversaire de Hull, M. Alexis Caron, reprochait au gouvernement de l'Union nationale d'avoir envoyé, parmi ses délégués à Paris, un Canadien anglais, l'honorable député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), trésorier de la province. Je connais personnellement l'honorable député de Huntingdon; je connais sa grandeur d'âme et sa largeur de vues et je regrette que M. Caron, qui est une machine à parler plutôt qu'à réfléchir, ait cru bon de l'attaquer.

Nous, de l'Union nationale, nous sommes en faveur d'une politique pro-canadienne-française, afin que notre race reprenne la place qu'elle devrait occuper dans la province de Québec, mais, en même temps, nous voulons la bonne entente entre les deux races et nous entendons traiter nos concitoyens canadiens-anglais comme nous voudrions être traités nous-mêmes dans les autres provinces. Nous ne pouvons que regretter ces appels aux préjugés. Ceci m'amène, M. l'Orateur, à féliciter sincèrement le premier ministre de la collaboration qui existe actuellement entre lui-même et le premier ministre de l'Ontario, M. Hepburn.

Certaines personnes, spécialement le député de Québec-Est (M. Drouin), ont cru bon de tenter de diminuer la largeur de vues du premier ministre de l'Ontario, l'honorable M. Hepburn. Je cite textuellement une déclaration faite par le député de Québec-Est, et publiée dans *L'Action catholique* du 10 mai 1937: "Les paroles élogieuses décernées l'autre jour par M. Duplessis à M. Hepburn étaient plus ou moins à propos envers un premier ministre qui, après avoir donné justice aux Canadiens français, il y a quelques années, en une seule soirée, dernièrement, a abandonné tout et a lâché nos droits scolaires dans l'Ontario, ayant visiblement peur des orangistes". M. l'Orateur, je ne prétends pas parler *ex cathedra*; cependant, ayant vécu dans l'Ontario une bonne partie de ma vie, ayant participé tout particulièrement à la lutte scolaire dans l'est de l'Ontario, je crois pouvoir parler jusqu'à un certain point en connaissance de cause, lorsqu'il s'agit de la question scolaire ontarienne.

M. l'Orateur, je regrette que le député de Québec-Est, dans le seul but de déprécier le premier ministre Hepburn, dont l'unique crime semble être

d'avoir fait l'éloge du premier ministre de la province de Québec, je regrette, dis-je, que le député de Québec-Est (M. Drouin) ait cru bon d'attaquer un homme qui a tout risqué dans le seul but de rendre justice aux catholiques de la province d'Ontario. Comme l'on sait, il y a quelques mois, le premier ministre d'Ontario a fait adopter une loi favorable à l'élément catholique d'Ontario.

Immédiatement les conservateurs d'Ontario, mal éclairés et mal dirigés par un chef fanatique, ont soulevé la question de religion, avec le résultat qu'une véritable guerre antireligieuse et anticanadienne-française fut déclenchée dans Hastings-Ouest. Réalisant que les catholiques seraient les premiers à souffrir de cette guerre religieuse, l'honorable M. Hepburn a abrogé la loi, quitte à rendre justice aux catholiques quand les passions seront apaisées.

Le député de Québec-Est a certainement fait un faux pas lorsqu'il a qualifié de lâcheté la conduite de M. Hepburn.

D'ailleurs, M. l'Orateur, M. Charles Gauthier, du *Droit*, qui est incontestablement l'une des personnes les mieux renseignées sur la question scolaire d'Ontario, commentant la question de l'abrogation de la loi scolaire, disait ce qui suit dans *Le Droit* du 25 mars 1937: "Nous comprenons aussi que l'attitude que le premier ministre, M. Hepburn, a prise lui a été dictée par des circonstances difficiles, angoissantes mêmes, qu'elle n'enlève rien à son mérite, à sa sérénité, à son courage, et que ses bonnes dispositions à notre égard restent les mêmes".

Vous me permettez, sans doute, M. l'Orateur, avant de prendre mon siège, de dire quelques mots à M. Adélard Godbout. Lors de la campagne électorale d'août 1937, j'ai eu le grand honneur, dans ma ville de Hull, de recevoir la visite de M. Adélard Godbout. Le soir de l'assemblée, j'avais distribué parmi la foule un pamphlet qui fit sortir de ses gonds ce premier ministre éphémère, en qui M. Alexandre Taschereau avait mis toutes ses complaisances. Dans ce pamphlet, je citais simplement les *Procès-verbaux* de la Chambre pour prouver aux électeurs de Hull, qui l'ont d'ailleurs compris, que l'honorable M. Adélard Godbout avait toujours été contre les pensions des vieillards, les allocations aux mères nécessiteuses, le salaire minimum, le prêt agricole provincial, etc.

M. Godbout nous traita de menteur ce soir-là et répéta hautement que, depuis un mois, il avait promis toutes ces mesures, alors que de fait, il avait toujours voté contre. Après l'assemblée, un peu ébranlé par ses dénégations qui semblaient sincères,

j'eus des remords de conscience et je me suis demandé si je n'avais pas été injuste envers M. Godbout et s'il n'était pas réellement un homme nouveau, malgré les votes qu'il avait donnés en Chambre contre toutes ces mesures. Aujourd'hui, j'ai la conscience en paix et tous mes remords sont disparus, car, M. l'Orateur, la semaine dernière, dans le comté de Bagot, M. Adélard Godbout a laissé entendre bien clairement qu'il était contre toutes ces mesures, afin, disait-il, de ne pas taxer la génération future.

Si j'en juge par sa conduite, M. Adélard Godbout est bel et bien le digne successeur de notre ancien premier ministre. Il n'a pas eu le courage d'être candidat dans Bagot. La province l'a jugé et elle le jugera encore en face de l'œuvre du gouvernement. Également dans Bagot, M. Godbout prédisait qu'il y aurait des élections générales dans un avenir rapproché. Il disait la même chose l'an dernier, il chante la même chanson cette année. Mais s'il croit nous faire peur, il se trompe. Et en aucun temps que le premier ministre décidera d'en appeler au peuple, qu'il le fasse, nous sommes prêts.

Ces gens-là, après 39 ans de pouvoir, ont conservé toute leur arrogance, en dépit de la raclée subie en 1936. Comme les Allemands d'après la guerre, ils ne peuvent oublier la magistrale raclée que nous leur avons administrée. S'ils en veulent une deuxième, qu'ils y viennent, nous n'avons pas peur. Je suis convaincu que les électeurs de la province de Québec sauront apprécier à leur juste valeur les diverses lois que nous avons adoptées. Nous avons légiféré, non pas dans l'intérêt des gros et des trusts, mais dans l'intérêt de la masse. Lorsque l'heure sonnera d'une nouvelle élection, nous aurons avec nous les vieillards à qui nous aurons donné leur pension; les mères nécessiteuses que nous aurons aidées par l'allocation familiale; les bûcherons, que nous aurons protégés par une loi spéciale; les cultivateurs, à qui nous avons donné le crédit agricole; les maîtresses d'école, dont nous aurons amélioré le sort; les chômeurs dont nous aurons soulagé une bonne partie de la misère; les petits propriétaires que nous avons grandement aidés. Je suis sûr que la vague populaire retournera au pouvoir comme chef du gouvernement l'honorable député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), qui s'est dévoué sans compter dans l'intérêt de la masse, du peuple. Les petits et les faibles ne feront certainement pas mentir notre vieille devise: "Je me souviens".

M. l'Orateur: La motion est-elle adoptée?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Adopté.

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que le jeudi 24 courant la Chambre se forme en comité des subsides pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que le jeudi 24 courant la Chambre se forme en comité des voies et moyens pour prendre en considération un projet de résolutions relatives aux voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Petite propriété

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 4 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Véhicules automobiles

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 5 abrogeant la loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier

M. Hamel (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 modifiant la charte de "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Joseph Masson

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

William Francis Hadley

M. Taché (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Hull

M. Taché (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montmagny

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 modifiant la charte de la ville de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 modifiant la charte de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Société coopérative des dentistes de Québec

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 constituant en corporation la Société coopérative des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Normetal Railway Company

M. Lesage (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 constituant en corporation The Normetal Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Loi concernant le pain

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant le pain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Compagnie La Survivance

M. Pouliot (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 constituant en corporation La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Magog

M. Beaudry (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cotisation à Saint-Jean-de-la-Croix

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville Saint-Pierre, impôt et taxe de vente

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 autorisant la corporation de ville Saint-Pierre à se soumettre à la disposition de la

charte et des règlements de la cité de Montréal, concernant l'impôt sur le revenu et la taxe de vente, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Val-d'Or

M. Lesage (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la charte de la ville de Val-d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Drummondville

M. Marier (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 relatif à la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 5 h 40.

NOTES

1. Il y a deux versions à propos de ce taux de taxe. Une rapporte 10 sous du 100 dollars et l'autre 10 sous du dollar. Toutefois, si nous prenons le taux de 10 % émis par tous les journaux, nous sommes portés à croire que le montant de 10 sous par dollar est plus vraisemblable.

2. *Le Canada* du 16 février 1938, à la page 9, inverse les deux villes en disant: "que le pont parte de Charlemagne au lieu de Repentigny". Par contre, le contexte nous porte à croire que c'est plutôt l'inverse, comme le rapportent d'autres journaux.

3. Les journaux rapportent deux versions de cette situation. La première est celle qui veut que la Chambre des communes ne siégeait pas lorsque la demande fut acheminée, et l'autre, que les membres des Communes aient rejeté la proposition de la ville de Montréal.

4. *L'Action catholique* du 16 février 1938, à la page 7, rapporte \$3,300,000, mais tous les autres journaux font mention de \$3,500,000.

5. Selon un article écrit par le rédacteur du journal la *Nation*, en 1936, concernant les méthodes douteuses employées aux polls lors des élections, par le gouvernement Taschereau, selon lesquelles les gens étaient assommés aux polls pour les empêcher de voter, il semble qu'un certain M. Gagalas soit décédé, suite à des méthodes encore plus douteuses, alors qu'il était rudoyé dans un garage, sous le régime Duplessis, et que le rédacteur n'ait jamais été condamné par la Cour.

6. L'affaire Blanche Garneau remonte au 28 juillet 1920 lorsqu'on découvre le corps de cette jeune femme dans le parc Victoria. L'enquête policière qui suivit ne donna jamais de résultats probants. M. Sauvé et d'autres adversaires du premier ministre et procureur général Taschereau lui reprochent d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont le procès (28 octobre au 2 novembre 1921) n'a pu prouver la culpabilité hors de tout doute. En janvier 1922, l'affaire couve toujours et les rumeurs courent. Le 27 octobre suivant, *The Axe*, un petit journal de Montréal, accuse M. Taschereau d'être directement relié à cette affaire. *The Axe* offre de plus \$5,000 de récompense à quiconque fera la lumière autour de cette affaire.

Le 30 octobre 1922, un hedomadaire de Montréal, *The Axe*, fait état de rumeurs impliquant deux députés dans le viol et le meurtre de Blanche Garneau survenu à Québec en 1920. Outré par cet article, le premier ministre Taschereau décide de convoquer le journaliste John Roberts à comparaître devant l'Assemblée pour atteinte à l'institution parlementaire. La dernière comparution du genre datait de janvier 1914, lorsque les journalistes du *Montreal Daily Mail*, avaient comparu relativement à l'affaire Mousseau-Bergevin.

La comparution de Roberts a lieu le 2 novembre, séance historique qui attire une foule nombreuse. Il est assisté de ses avocats, Armand La Vergne et Antoine Rivard. Refusant de citer des noms, Roberts est détenu sous la garde du sergent d'armes et le gouvernement dépose un bill (no 31) condamnant Roberts à un an de prison. Cette procédure inusitée en droit parlementaire va soulever une autre polémique au sujet de l'étendue des pouvoirs de l'Assemblée en pareils cas et sur la liberté de la presse au Québec. Le bill 31 soulèvera aussi de vifs débats au Conseil législatif où Thomas

Chapais, leader de l'opposition à la Chambre haute, prononcera un grand discours le 15 novembre.

Pour faire taire d'autres rumeurs sur l'administration de la justice et l'attitude de la police dans l'enquête Garneau, le premier ministre nomme une commission royale d'enquête le 10 novembre. L'histoire suivie par toute la presse souleva l'opinion publique et accapara les débats parlementaires pendant près d'un mois.

Pour plus de détails, voir Réal BERTRAND, *Qui a tué Blanche Garneau?*, Montréal, Les Quinze, 1983, 230 p. Voir également les *Débats de l'Assemblée législative* de la 4e session de la 15e législature.

7. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

8. Contrairement aux autres journaux qui rapportent \$12,831,000, *La Presse* du 16 février 1938, à la page 15, fait mention de \$12,861,000.

9. *Le Soleil* du 16 février 1938, à la page 8, mentionne \$280 et les autres journaux \$200.

10. *Le Nouvelliste* du 16 février 1938, à la page 7, mentionne \$250.

Séance du mercredi 16 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 111 concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson.

Paroisses de colonisation

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) demande, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), la permission de présenter le bill 24 raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Réouverture d'usines à Chicoutimi

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 13 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Enquêtes sur les incendies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 14 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires, article 92

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 8 modifiant l'article 92 de la loi des tribunaux judiciaires.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but de cette loi est simplement de clarifier un article de la loi. Il y a à la Cour du circuit de Montréal un juge doyen considéré comme le juge en chef. Je ne sais pas pourquoi on lui a donné ce nom. Habituellement, le doyen, c'est le juge en chef. Mais dernièrement, le gouvernement fédéral a nommé juge doyen M. l'honorable juge Paul Mercier. Il y a un autre juge qui dit que c'est lui qui est le doyen. Il déclare avoir droit au titre et au salaire, parce qu'il estime que le titre de juge doyen, ça doit être basé sur l'âge et non sur la loi. Nous voulons amender la loi pour qu'il n'y ait plus d'équivoque. Pour calmer toutes les alarmes, nous voulons clarifier la loi en disant que juge doyen veut dire simplement juge en chef et que ce terme n'a jamais voulu dire autre chose.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est le seul amendement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse, article 48

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 6 modifiant l'article 48 de la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Parc national de la Gaspésie

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable

M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 7 modifiant la loi du Parc national de la Gaspésie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Concours littéraires et scientifiques

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 11 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Pensions de vieillesse

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi des pensions de vieillesse de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Saisine de bénéficiaires

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 15 abrogeant la loi de la saisine de certains bénéficiaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bureau de censure du cinéma

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 16 relatif au bureau de censure du cinéma.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 17 modifiant le Code municipal.

L'opposition demande des explications sur ce bill.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Il s'agit de différents amendements au Code municipal. Rien de contentieux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Rien de contentieux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour ceux qui veulent comprendre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 18 modifiant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Salaires des ouvriers

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), la permission de présenter le bill 19 modifiant la loi relative aux salaires des ouvriers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des salaires raisonnables

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), la permission de présenter le bill 20 modifiant la loi des salaires raisonnables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Département du procureur général

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 21 modifiant la loi du département du procureur général.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sûreté provinciale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon

(l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 22 relatif à la Sûreté provinciale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce une loi pour permettre à la police provinciale de gagner les élections?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Dans votre temps c'était ça. Maintenant, sous notre gouvernement, ce sont les électeurs qui gagnent les élections.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Vente avec faculté de réméré

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 23 relatif à la vente avec faculté de réméré.

L'opposition demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'application de cette forme de prêt a donné lieu à de nombreux abus. Le réméré, dans le Code civil, consiste pour le prêteur à donner à l'emprunteur le droit de racheter son bien dans un délai de deux ans, quand sa dette est éteinte. En vertu du réméré, si l'emprunteur n'honore pas ses échéances au temps voulu, le prêteur peut s'emparer du bien et garder les versements déjà faits. De nombreux abus se sont produits.

Il cite ensuite le cas d'un débiteur qui avait payé \$582 sur une dette de \$600. Mais il n'a pas pu payer le reste. Le prêteur a gardé le \$582 et repris le lot, puis l'a vendu à un second, avec réméré, \$900. L'emprunteur n'a pu payer que \$780. L'emprunteur a repris le lot et gardé l'argent déjà versé, puis a revendu le lot à un tiers à \$1,700. Le tiers a tout payé. Le prêteur a revendu la propriété à deux reprises, après qu'elle lui eût été payée en grande partie.

Les bénéfices étaient donc énormes, dit-il, et hors de toute proportion raisonnable. Le gouvernement veut protéger le débiteur de bonne foi contre les abus et c'est pourquoi le gouvernement présente un bill portant deux amendements.

Le premier amendement dit qu'il n'y aura plus de péremption *de facto* et qu'il faudra donner à l'emprunteur sujet au réméré, un avis d'au moins 60 jours¹. Le débiteur pourra ainsi prendre ses précautions.

De plus, le second amendement décrète que lorsque l'emprunteur sujet au réméré aura payé 75 % de la dette, le réméré cessera et la balance deviendra une créance hypothécaire ordinaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

École supérieure de commerce

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École supérieure de commerce de Québec.

Adopté.

Réouverture d'usines à Chicoutimi

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Adopté.

Subventions aux collèges classiques

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Adopté.

Bureau de censure du cinéma

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 16 relatif au bureau de censure du cinéma.

Adopté.

Département du procureur général

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 21 modifiant la loi du département du procureur général.

Adopté.

Sûreté provinciale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 22 relatif à la Sûreté provinciale.

Adopté.

Petite propriété

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Véhicules automobiles

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 abrogeant la loi concernant les droits de propriété relatifs aux

véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit de faire disparaître une loi qui n'était pas observée. Il s'est fait pendant un certain temps un grand commerce d'autos volées. On a voté une loi pour obliger les intéressés à faire une déclaration et à payer les droits au bureau du percepteur du revenu chaque fois qu'une auto changeait de propriétaire. Cela comporte des dépenses pour les citoyens, et d'ailleurs, la loi n'est guère observée.

Une loi inopérante engendre le mépris des lois. Nous voulons légaliser le non-paiement.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des voyageurs de commerce du Canada

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville d'Asbestos

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la ville d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

George Robert Younger

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 autorisant le Barreau

de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'opposition si elle ne consentirait pas à étudier les résolutions de bills non contentieux, ou des bills eux-mêmes et s'il n'y aurait pas moyen de passer immédiatement à l'étude des résolutions relatives à la loi modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) refuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi des tribunaux n'est pas contentieuse. On pourrait l'étudier immédiatement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'aime pas beaucoup créer des précédents. Ça va bien comme c'est là cette année, cette session-ci. L'atmosphère est plus paisible, nous respectons plus les règlements, continuons donc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça va bien? On dit ça dans Bagot que ça va mieux aujourd'hui.
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela a mal été.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, pendant 40 ans et pendant quelques mois, tant que le comté a été représenté par un député de l'opposition. Ça va mieux que ça allait depuis 40 ans. Ce bill n'a rien de contentieux. Je voudrais que l'on donne du travail au comité.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a souvent protesté contre cela quand il était dans l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'opposition ne veut pas consentir à travailler aujourd'hui, c'est son droit. Mais je me demande quel inconvénient voit-on à passer cette loi? Elle n'a rien de contentieux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela ne fait rien. D'ailleurs, le *Feuilleton* est épuisé et les étudiant serait contre les règlements de la Chambre. À demain. À demain les choses sérieuses.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

Le débat se poursuit pendant quelques minutes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici quelques lois imprimées. Celle d'une subvention à l'École du commerce, celle de la saisine, celle des concours littéraires et scientifiques et celle des octrois aux collèges classiques. Il n'y a rien de contentieux là-dedans.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne nous objectons pas à ces lois-là. Mais contentieux ou non, je demande au moins la liberté de lire ces lois avant de les étudier, de les voter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elles sont prêtes.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Vous ne voulez pas travailler?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons des résolutions et des lois qui sont imprimées. Je répète que nous avons des lois claires. C'est la première fois depuis des années que le gouvernement est prêt avec sa législation, que les bills sont imprimés si vite. Si l'opposition aime mieux ne rien faire, je comprends que c'est normal pour elle. Ce n'est pas de notre faute. Nous, nous voulons travailler.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que nous avons épuisé l'ordre du jour et qu'on ne peut revenir en arrière. Habituellement, dans des cas semblables, on ajourne, et je demande l'ajournement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition devrait réaliser ses responsabilités. Les lois sont prêtes. Les bills sont imprimés. Ils sont clairs, se comprennent bien et sont avantageux pour la province. Je ne vois pas quel inconvénient il peut y avoir. Je ne veux pas que l'opposition se fasse ainsi du dommage. Pourquoi créer l'impression qu'elle ne veut pas travailler? Il n'est pas raisonnable de

demander l'ajournement quand on a encore de l'ouvrage à faire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons épuisé l'ordre du jour et il est impossible de revenir en arrière. Si le premier ministre est si pressé, pourquoi n'a-t-il pas demandé l'étude des bills dont il parle quand nous étions à la première lecture? Il aurait pu nous faire des propositions et alors, nous aurions peut-être accepté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas l'attitude de l'opposition. En vertu des règlements, nous avons le droit d'intervertir, de varier l'ordre du jour, de passer à l'item que nous voulons. Nous sommes prêts à procéder si l'opposition le veut.

C'est excessivement regrettable si elle ne le veut pas. L'opposition a passé son temps à parler sur le discours du trône. Je voudrais maintenant que l'opposition donne à la province l'impression qu'elle veut travailler.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que le premier ministre veut bavarder, c'est son affaire. Mais je ne puis que constater que l'ordre du jour est épuisé et demander l'ajournement.

M. l'Orateur: J'attends, dit-il, la décision de la Chambre sur la motion d'ajournement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas raisonnable pour M. Godbout. Je suis sûr que ça ne se passerait pas de la même manière si M. Godbout était ici, en Chambre. Le chef de l'opposition fait tout son possible pour nuire à M. Godbout. Ce n'est pas lui rendre justice que de se conduire ainsi.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait signe que non, que l'on ne procédera pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 47².

NOTES

1. *L'Événement* du 17 février 1938, à la page 3, rapporte 30 jours alors que les autres journaux font mention de 60 jours.

2. Il est à noter que ce jour-là se tient l'élection partielle dans Bagot.

Séance du jeudi 17 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Charte de Montréal-Est

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Larochelle), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Montréal-Est demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 110 concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prospér Major.

L'honorable M. Paquette (Labelle): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 104 concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse.

Succession Lawrence Wilson

M. Tellier (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Lawrence Maurice Wilson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Maurice Wilson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

École supérieure de commerce

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École supérieure de commerce de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Attendu que la cité de Québec, capitale de la province, a le droit de bénéficier des avantages que comporte une École supérieure d'enseignement commercial;

Attendu que cette école, sous la direction de grands éducateurs, les révérends Frères des écoles chrétiennes, est appelée à rendre d'inappréciables services;

Attendu que le gouvernement actuel désire aider à la grande cause de l'éducation par tous les moyens dont il dispose;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer à l'expansion de l'enseignement supérieur commercial à Québec;

En conséquence, que conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur la présente résolution, le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à l'École supérieure de commerce de Québec, incorporée, pendant 20 années, une subvention annuelle de \$10,000, à compter du 1^{er} décembre 1937, la première de ces subventions ayant été versée aux révérends Frères des écoles chrétiennes le 4 février 1938.

Ce bill a pour but de permettre à l'École supérieure du commerce de Québec de former et de développer d'une manière plus avantageuse des compétences en matières commerciales. Cette demande est faite depuis longtemps. Depuis 1918 on en faisait la demande. En novembre 1920, l'ancien premier ministre, M. Taschereau, promettait d'instituer une École supérieure de commerce et la construction d'une telle école à Québec. En février 1923, il la promettait de nouveau. On la promettait périodiquement depuis 15, 20, 30 ans. Rien n'a été fait cependant.

Nous, nous l'avons promis l'an dernier. Le gouvernement actuel, en prenant le pouvoir, était décidé à remplir cette promesse. Le nouveau gouvernement, en 1937, a décidé de fonder cette école. Nous n'en avons parlé rien qu'une fois à la Chambre. Et maintenant nous exécutons la promesse. Voilà toute la différence entre l'ancien régime, qui a pris 15 ans pour y penser sans rien faire, et nous, le nouveau gouvernement, qui n'a pris qu'un an et demi pour y penser et agir.

Nous donnons ce montant aux Frères des écoles chrétiennes, dont nous n'avons pas à vanter la compétence, puisqu'elle est bien connue. Le montant que nous mettrons à la disposition des Frères des écoles chrétiennes leur donnera le nécessaire pour construire un immeuble et leur permettra de loger les élèves des 5^e et 6^e années, d'améliorer les laboratoires et de payer une partie des salaires des professeurs que cette école nécessitera.

Je crois que c'est une dépense juste et je suis convaincu que l'opposition sera enchantée de nous voir remplir une de ses promesses. Le gouvernement de l'Union nationale est heureux de remplir une des promesses de l'ancien régime.

Une voix ministérielle: Elle n'a pas de façon aujourd'hui l'opposition.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, elle n'a pas de façon l'opposition. Il nous fait plaisir de voir que le gouvernement remplit les promesses que nous avons faites. Mais tout le monde sait que, si le gouvernement remplit nos promesses, je regrette qu'il ne remplisse pas les siennes.

(Rires)

Adopté!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Adopté!

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Au nom de la jeunesse...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La résolution est adoptée!

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Au nom des jeunes et de la population de la ville de Québec, je veux dire merci au gouvernement qui a pensé à donner cette école à la ville de Québec, à aider une institution qui contribue à la formation de notre jeunesse. En 1923, pendant une élection partielle à Québec, quand le candidat du gouvernement fut battu dans Québec-Centre, je me souviens que l'ancien premier ministre promettait cette école. À chaque élection depuis, il la promettait. Pendant 18 ans il a fait cette promesse.

La jeunesse a attendu sans rien obtenir et il a fallu seulement 18 mois au nouveau gouvernement pour réaliser ce projet. J'ai été surpris hier d'entendre le chef de l'opposition dire qu'il n'était pas prêt à étudier cette mesure, à prendre immédiatement en considération la résolution que nous étudions. Il disait qu'il n'aimait pas s'occuper alors de choses sérieuses. Les électeurs de Bagot...

(Applaudissements à droite)

... lui ont donné immédiatement la réponse qui convenait. Ça leur a pris seulement une journée aux électeurs de Bagot pour dire à l'opposition qu'elle s'est trompée et approuver la politique du gouvernement par une majorité de 449 voix. Et ce beau geste est le plus beau depuis la Confédération. Au nom de ceux de ma génération et du district de Québec, je remercie encore le gouvernement de bien vouloir accorder à Québec cette école.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons deux visiteurs distingués. Avec la permission de la Chambre, je vais dire quelques mots dans leur langue, en anglais, pour saluer les visiteurs³ distingués que nous avons.

Nous sommes appelés à voter \$200,000 pour l'établissement d'une École supérieure du commerce à Québec. À ce propos, nous souhaitons la plus cordiale bienvenue à un des hommes politiques les plus distingués, l'honorable sénateur Frank P. O'Connor, qui a fait tellement pour la cause de l'éducation dans l'Ontario. Il a donné des centaines de milliers de dollars pour l'éducation dans sa province, et nous lui en disons toute notre admiration.

(Applaudissements à gauche et à droite)

Je pense que c'est un devoir de lui exprimer toute notre gratitude pour ce qu'il a fait⁴. Je regrette qu'hier le chef de l'opposition n'ait pas voulu, n'ait pas jugé à propos de rendre justice aux Frères des écoles chrétiennes et à la cause éducationnelle, en refusant de voter immédiatement un bill dont il était question dans le discours du trône et sur lequel il était suffisamment renseigné. Mais chacun sait en cette province que le chef de l'opposition a toujours beaucoup d'hésitation, n'est pas pressé quand il s'agit de rendre justice aux communautés religieuses. Devant une cause si belle, je pensais que la Chambre serait unanime.

Nous voulons, c'est le plaisir du gouvernement, d'ici un an et demi, de donner, établir à Québec une maison d'éducation qui soit digne du berceau de la race et des Frères des écoles chrétiennes et de la province. Nous sommes heureux de poser ce geste. Le besoin en est réel et il est malheureux que l'ancien régime n'ait pas posé ce geste. Je suis heureux de dire que si, plus tard, ce montant est devenu insuffisant, si l'École supérieure du commerce a besoin de nouveaux octrois, nous sommes disposés, si les moyens, les finances de la province le permettent, à fournir davantage. Nous serons toujours heureux de seconder les efforts des éducateurs nobles et généreux que sont les Frères des écoles chrétiennes.

M. Bastien (Berthier): Je suis surpris, aujourd'hui surtout. Je regrette que le premier ministre, en ce beau jour de fête pour lui, ait attaqué de façon si injuste le chef de l'opposition. Il a diminué ainsi le geste que fait le gouvernement. Il a dit que le chef de l'opposition a toujours été opposé à aider les communautés religieuses. La déclaration du premier ministre est contraire aux faits: elle est inexacte et injuste. Je suis surpris qu'en ce beau jour le premier ministre ait tant d'amertume pour celui qui dirige ici l'opposition.

Le chef de l'opposition ne s'est pas du tout opposé au principe du bill. Lorsqu'il refusa de

l'étudier, hier, c'était tout simplement pour forcer le gouvernement à respecter les règlements de la Chambre et non pour s'opposer au principe du bill. Il a voulu, comme nous le voulons et comme le gouvernement devrait le vouloir, respecter les règlements. Le premier ministre, qui est procureur général et bâtonnier, devrait être le premier à vouloir le respect des règlements.

On dit que l'ancien gouvernement n'a pas posé ce geste. Le premier ministre a accusé le gouvernement de n'avoir pas fait ce qu'il fait aujourd'hui. Tout le monde sait bien que, de 1931 à 1935, les revenus de la province ont baissé de façon considérable. En 1931, nous avons voté \$42,000,000, et l'année suivante, les revenus avaient baissé à \$33,000,000 ou \$34,000,000 à cause de la crise mondiale. Nous avions, nous aussi, de bonnes pensées, mais nous n'avions pas l'argent.

Le gouvernement se vante de tout faire et de tout accomplir et c'est à croire que les ministres veulent se faire passer pour des êtres surhumains. Mais c'est bien facile en empruntant sans cesse. Les êtres surhumains oublient qu'il n'y a rien de plus facile que de dépenser l'argent du peuple. On administre à coups d'emprunts. Nous, nous calculions, nous calquions nos dépenses sur nos revenus. Le gouvernement s'efforçait alors d'administrer selon ses moyens. Ce n'est plus de mode et la *Gazette* d'aujourd'hui annonce même que le gouvernement allait lancer un nouvel emprunt de \$20,000,000. Il est très facile d'emprunter.

Le ministre du Commerce a parlé de l'élection de Bagot. L'élection de Bagot, ...

(Applaudissements à droite)

... qui nous dit que les électeurs de Bagot, en votant pour le gouvernement, n'ont pas songé qu'ils feraient bien de profiter eux aussi de ce gaspillage? Les électeurs de Bagot se sont dit: "Nous allons profiter du gaspillage que fait le gouvernement". Le candidat lui-même a signé, a fait distribuer un document, une circulaire, disant qu'il y avait \$400,000 de prêts dans son comté à même le crédit agricole. Mais Bagot est un tout petit comté. Une telle somme pour un si petit comté. \$400,000 dans ce comté, alors que dans de plus grands, comme le mien, il n'y a que 19 prêts de consentis; alors que dans Jacques-Cartier, il n'y en a que 10 prêts. Nous avons un gouvernement de gaspilleurs.

On jette l'argent par les fenêtres. Le gouvernement précédent avait du respect pour cette bonne vieille coutume canadienne-française qui consiste à vivre en dedans de nos moyens. Les électeurs de Bagot regretteront peut-être leur vote

quand ils verront que le gouvernement emprunte encore \$20,000,000. Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Bilodeau) est très jeune. Il devrait savoir que des résultats comme Bagot, ça s'est vu. Ce n'est pas le premier gouvernement à gagner une élection complémentaire. Qu'il se rappelle. M. Bennett a bien fait élire son candidat dans Trois-Rivières, en 1931, après 14 mois de pouvoir. Mais qu'il n'oublie pas qu'en 1935, quatre ans après, le même gouvernement ne réussissait pas à faire élire cinq députés dans la province de Québec.

Je ne veux pas être amer, mais je veux rappeler au gouvernement qu'il est facile de tout faire quand on emprunte \$20,000,000 tous les deux mois. La ville de Québec n'a pas été si négligée sous l'ancien gouvernement. Nous lui avons donné l'École de génie forestier, l'École de chimie. Le premier ministre devrait être plus généreux et moins amer en un jour pareil. Il est injuste. Je laisse le jeune ministre des Affaires municipales à méditer là-dessus. Il est facile de faire beaucoup avec beaucoup d'argent.

Temporairement, le gouvernement, le parti du premier ministre peut avoir des succès, mais le peuple va avoir le temps de réfléchir, et peut-être qu'aux prochaines élections, le jeune ministre du Commerce rira moins. Rira bien qui rira le dernier.

M. Béïque (Chambly): M. l'Orateur...

(Applaudissements)⁵

...j'entends le député de Berthier (M. Bastien) insinuer, dire que le premier ministre, dans ses déclarations, ne dit pas toujours la vérité. Qui croire? Ma décision est vite prise. Hier soir, quand j'ai quitté le beau comté de Bagot, après notre splendide et magnifique victoire de l'Union nationale et du gouvernement,

(Applaudissements)

... les électeurs de Bagot m'ont confié un petit message clair et net et précis: "Dites donc au député de Berthier, quand vous serez de retour à la Chambre, qu'ici le député de Berthier est surnommé le plus grand menteur provincial".

(Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Je connais la population de Bagot. Elle est formée de gens trop polis pour avoir dit cela. Je regrette que le député de Chambly se serve d'elle pour m'injurier. Mais, que voulez-vous, ça lui est coutumier dans cette Chambre. Il aura beau m'injurier, je ne m'en soucie guère. Ses injures qu'il me lance ne m'atteindront pas. Un honnête homme peut se permettre d'ignorer des

insultes comme celles du député de Chambly. Mais je regrette qu'il se serve des électeurs de Bagot pour m'injurier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le spectacle regrettable que donne aujourd'hui l'opposition en continuant son opposition à un bill en faveur de l'éducation, me fait peine.

(Rires)

Elle ne reconnaît pas ses responsabilités.

Le député de Berthier se dit surpris que je sois injuste, que le chef du gouvernement ne soit pas plus enclin à être juste, spécialement aujourd'hui. Je regrette de ne pouvoir lui retourner le même compliment, car dans son cas malheureusement, ce n'est pas seulement aujourd'hui, mais constamment. Il n'est jamais juste.

(Rires)

Il est pénible de constater l'attitude de l'opposition qui ne semble pas capable de réaliser son intérêt et sa situation véritable. Nous avons été élus en 1936, par un mouvement populaire irrésistible, par une majorité inattaquable, avec un programme bien défini que nous mettons depuis en pratique. Nous avons obtenu un mandat non équivoque, clair, net et précis du peuple, ratifié par l'élection de Bagot, pour administrer la province.

Au lieu de voir l'opposition comprendre cette leçon que lui avait donnée la population, au lieu de la voir coopérer pour la meilleure application de ce programme que le peuple de cette province avait approuvé, nous avons le spectacle d'une opposition destructive et dilatoire qui, par ses journaux ministériels comme sur le parquet de la Chambre, a procédé par des insinuations et des insultes à mon adresse, a continué contre le gouvernement une campagne injuste.

Mais les insultes et les injures des journaux ministériels...

Des voix: Pas les journaux ministériels, les journaux antiministériels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que les journaux ministériels continuent! Ces injures me laissent indifférent. Nous avons à de nombreuses reprises demandé à l'opposition de coopérer. Mais, dans tous les journaux antiministériels, on s'est spécialisé à lancer des insinuations, des injures et à répandre des propos libelleux. Ces injures nous laissent indifférents. L'électorat se charge de nous venger. Mais elles dénotent le genre de campagne auquel nos adversaires ont recours.

Le résultat de cette campagne sur la population, c'est qu'aujourd'hui, à la suite des déclarations fantastiques du chef d'en dehors, qui voulait se présenter partout, qui réclamait des élections partielles dans toute la province, et des élections générales, et à la suite des déclarations du chef d'en dedans, qui voulait rester chef d'en dedans, devenir chef unique, le chef d'en dehors n'a pas pu se faire choisir et le comté de Bagot, comté libéral depuis 40 ans, a élu le candidat du gouvernement de l'Union nationale, dans l'élection complémentaire, par 449 voix, une énorme majorité.

La politique du gouvernement provincial a reçu une éclatante approbation de la part des électeurs de Bagot, un comté libéral depuis plusieurs années. Une majorité de 449 voix, M. l'Orateur, c'est-à-dire un record qui n'a été égalé par aucun autre parti excepté le Parti libéral, depuis la Confédération.

(Applaudissements)

Mais nous pensions toutefois que sur la question de l'éducation, sur une question aussi peu contentieuse que celle d'un octroi à une institution noble comme celle des révérends Frères des écoles chrétiennes, nous rencontrerions la coopération de l'opposition. Mais c'est plutôt de l'obstruction. Nous avons constaté hier qu'elle était contre l'étude et l'adoption immédiate de cette loi. Je dis à l'opposition, non comme chef d'un parti politique ou comme chef du gouvernement, mais comme premier ministre de cette province de Québec, je demande à l'opposition, une fois pour toutes, dans son propre intérêt, si elle ne veut pas écouter l'intérêt de la province et, si elle ne veut pas venir à l'extinction complète, de réaliser sérieusement son rôle et de coopérer avec le gouvernement, au moins pour des mesures aussi utiles.

Car, enfin, que demandons-nous? Nous demandons à la Chambre de réparer une injustice commise par l'ancien régime, lequel a refusé à la ville de Québec et aux Frères des écoles chrétiennes, une communauté religieuse aussi noble, l'établissement d'une École supérieure de commerce.

On a prétendu que c'est pour respecter les règlements de la Chambre que l'on s'est opposé à l'octroi de \$200,000. L'opposition a retardé le débat hier, en invoquant les règlements. Ces derniers décrètent que l'on peut procéder à plus d'une lecture, du consentement général de la Chambre. On comprend que l'opposition ne peut pas comprendre les bills à une première lecture, s'il y a la moindre difficulté, mais dans le cas présent, il n'y avait rien de contentieux et il me semble que la mesure que

nous présentons aurait dû obtenir l'approbation immédiate et unanime de la Chambre. Qu'on ne dise pas, comme hier, qu'il s'agit d'un règlement. Il ne saurait être question de règlements pour une cause aussi noble et aussi grande que celle de l'éducation dans cette province...

(Applaudissements)

... si négligée pendant 40 ans. J'espère que l'opposition va se repentir de son attitude. Personnellement, je lui offre mes sympathies.

M. Bastien (Berthier): Pleurez donc sur le mal que vous avez eu dans l'opposition pendant 40 ans!

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était un malheur pour la province et non pour moi.
(Applaudissements et rires)

M. Bastien (Berthier): Mais n'empêche que vous avez gémi comme si c'était le vôtre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me fait toujours plaisir d'entendre la voix unique du député de Berthier. Je regrette que le député de Berthier, qui n'a qu'une voix unique, ne l'emploie pas pour défendre l'éducation. Pourquoi profiter d'une pareille question pour entrer sur le terrain électoral, quand il est question de l'éducation, comme il l'a fait tout à l'heure au sujet de l'École supérieure du commerce? Les électeurs de Bagot l'ont jugé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel est donc le premier député, dans cette Chambre, qui est entré le premier sur le terrain électoral. Ce n'est pas le député de Berthier. C'est vous, le premier ministre, qui avez été le premier à entrer sur ce terrain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier, ça a été le docteur Adam.

(Rires et applaudissements)

C'est avec la plus grande sincérité que je donne à l'opposition le conseil de cesser de telles tactiques qui sont injustes pour le Parti libéral et pour la cause libérale qu'elle est supposée représenter dans cette Chambre. Si l'opposition ne veut pas changer, cela me ferait vraiment de la peine pour elle. J'espère que l'opposition va réaliser ses responsabilités. J'espère qu'elle va collaborer au lieu de faire de l'obstruction. Tâchons donc de coopérer. Il y a assez de sujets d'entente pour que l'opposition, réalisant son véritable intérêt, se décide enfin à coopérer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, le gouvernement a beaucoup de temps à perdre. Si le premier ministre ne voulait pas faire perdre le temps de la Chambre, n'avait voulu tant parler, si surtout le ministre du Commerce s'était assis, s'était tu lorsque les résolutions ont été adoptées tout à l'heure, il y a déjà quelque temps que cette loi serait votée, que le président du comité plénier aurait fait rapport à l'Orateur. D'ailleurs, le premier ministre a tort de reprocher aux libéraux d'avoir respecté, la veille, les règlements de la Chambre.

Mais il est évident que le travail ne presse pas. Le premier ministre aime mieux faire durer le débat, et on accuse l'opposition et le chef de l'opposition d'avoir demandé de suivre les règlements de la Chambre, sous le prétexte que ça pressait. Ça pressait énormément de faire adopter ce bill des octrois de \$10,000 par année pendant 20 ans à l'École supérieure du commerce de Québec, pour la bonne raison que le premier versement de \$10,000 à cette école a déjà été payé aux Frères, depuis le 4 février dernier. La communauté des Frères n'a pas souffert de ce retard puisqu'elle a déjà reçu depuis une quinzaine de jours le premier versement de l'octroi.

Mais le gouvernement savait qu'en adoptant la loi trop vite, il aurait mis ces messieurs, les Frères des écoles chrétiennes que nous estimons tous, dans une fausse position. Le premier ministre, en retardant l'adoption de cette mesure, et en nous accusant de faire de l'obstruction, hier, avait le droit de dire que les choses ne pressaient pas.

Nous aurions pris cette explication mieux que nous avons pris celle du ministre du Commerce qui est allé parler de cette question d'octroi dans Bagot. Dans ces conditions, le chef de l'opposition avait le droit de dire que les choses ne pressaient pas. De plus, il était clair qu'on aurait à peine assez de travail pour toute la séance d'aujourd'hui.

On nous parle de Bagot, on dit que l'ancien régime n'a pas rempli ses promesses, puis on vient nous accuser de faire de l'obstruction, on nous accuse de parler d'élections, sur une question d'éducation!

On a dit que l'ancien gouvernement, le Parti libéral, devait fonder une école à Québec. C'était l'École des hautes études commerciales que nous voulions pour la Vieille Capitale, tout comme à Montréal, aussi parfaite que celle de Montréal. L'ancien gouvernement, avant d'entreprendre une pareille entreprise, avait dû tenir compte que la population de la province est éparse. La population est tellement éparse dans cette province qu'elle avait

droit à une deuxième École des hautes études commerciales à Québec même. Mais ce n'est pas la construction d'une École des hautes études, comme celle que l'ancien régime a établie à Montréal, que l'on fonde. Loin de là.

Car, comme l'a dit le secrétaire provincial lui-même, on va donner \$10,000 par année, pendant 20 ans, aux Frères pour établir une 5^e et une 6^e années et aider aux Frères à construire une aile à une académie. Ce n'est pas la même chose que l'École des hautes études commerciales de Montréal. Et je suis sûr que les citoyens de la ville de Québec remarqueront la différence.

Toutefois l'opposition n'a pas d'objection, si le gouvernement doit réaliser une économie, à voter cette subvention. Car une école autonome occasionnerait plus de dépenses. Les libéraux autant que les conservateurs connaissent l'œuvre accomplie par les Frères des écoles chrétiennes, et leur rendent hommage.

Et, si le gouvernement décide que ce n'est pas assez d'argent pour eux, il trouvera l'opposition prête à l'aider à voter un supplément d'octroi. Si on n'a pas assez de \$10,000 pour aider l'œuvre et s'il faut établir une école comme celle de Montréal, nous le voterons aussi pour aider l'œuvre d'éducation.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande la permission de présenter le bill 12 accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École supérieure de commerce de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subventions aux collèges classiques

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁶:

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder un montant annuel n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu aux fins de la loi des subventions aux collèges classiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 134), telle que modifiée par les lois 17 George V, chapitre 40; 19 George V, chapitre 51; 21 George V, chapitre 67 et 68 et 25-26 George V, chapitre 58, section 1, au lieu de la somme annuelle n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars, telle que déjà fixée par l'article 3 de ladite loi, le tout conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit que d'augmenter de \$25,000 les octrois annuels accordés aux collèges classiques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi le montant de \$325,000 annuellement octroyé aux collèges classiques est-il porté à \$350,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un collège classique nouveau. De plus, c'est parce qu'il y a certains cas où il y aura lieu de procéder à des rajustements. Le montant sera porté de \$325,000 à \$350,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Veut-on varier l'octroi anciennement fixé à \$10,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors je fais application pour le collège de Saint-Hyacinthe.

Je n'ai pas d'objection à voter la résolution. Nous comprenons fort bien que vous vouliez augmenter de \$25,000 les octrois accordés aux collèges classiques, mais nous aimerions savoir à quelle intention, à quoi va servir le surplus de \$25,000? Quelles seront les institutions qui profiteront de cet autre \$25,000? Le Séminaire de Saint-Hyacinthe est une bonne institution, j'y ai fait mes études. Est-ce que le séminaire, le collège de Saint-Hyacinthe aura sa part?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous savons que le Séminaire de Saint-Hyacinthe est une bonne institution, un excellent collège, tout comme le comté de Bagot est un beau comté, une excellente école.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne demande pas que l'on augmente les subsides au collège de Saint-Hyacinthe, mais...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne reproche pas au chef de l'opposition de demander des secours pour le Séminaire de Saint-Hyacinthe, car depuis que le député de Saint-Hyacinthe est maire, il a imposé des taxes qui rendent la situation du Séminaire encore plus difficile.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il serait tout de même intéressant de savoir où vont aller ces \$25,000. Est-ce que tous les collèges verront augmenter leurs octrois respectifs? Est-ce que le collège de Rimouski va en profiter?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici. Il n'y a rien de changé dans la loi. Les conditions sont les mêmes. Il n'y a qu'une chose de changée: c'est le montant, qui est porté à \$25,000. Cette augmentation est nécessaire parce qu'un nombre de collèges ont intégré des classes spéciales, à la demande du gouvernement, comme moyen additionnel d'aider la jeunesse de la province. Ainsi, à certains collèges, il y a lieu d'accorder des octrois additionnels. Comme par exemple, nous prévoyons qu'il nous faudra venir plus en aide au Collège d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, où nous avons joint une École des pêcheries à l'École d'agriculture. Dans d'autres collèges, l'enseignement doit être complété ou amélioré. Ceci nécessitera un octroi additionnel et nous demandons l'argent nécessaire pour parer à toute éventualité.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Oui, mais ce Collège d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière n'est pas un collège classique. Est-ce alors pour l'école des pêcheries? Si c'est pour les pêcheries, ce n'est pas pour les collèges classiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons tâcher d'améliorer, d'aider tous les collèges classiques également. Les collèges classiques qui voudront compléter leur enseignement, suivant les directives du comité catholique de l'Instruction publique, recevront du gouvernement l'appui nécessaire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais ceci ne nous dit pas pourquoi vous désirez avoir ce chèque en blanc.

Est-ce que le premier ministre a l'intention de se faire accorder des chèques en blanc comme son ami, M. Bennett, qu'il a renié depuis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de l'attitude du député de Rivière-du-Loup. Je suis surpris que l'opposition s'oppose à ce point quand il s'agit d'aider nos collèges classiques, que l'on lésine sur un montant de \$25,000 lorsqu'il s'agit de nos professeurs. Il me semble que le dévouement de nos collèges est assez beau pour qu'on ne lésine pas lorsqu'il s'agit de les aider.

Je trouve cependant très heureux que le député de Rivière-du-Loup ait critiqué les mandats en blanc. M. King en veut un mandat en blanc, lui aussi. J'espère qu'il dira à M. King, son chef, que nous ne pouvons consentir à lui donner un mandat en blanc pour amender la Constitution.

J'en profite pour dire que nous ne ferons jamais pire que M. King, qui nous en a demandé un, mandat en blanc, pour des amendements à la Constitution.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre est injuste lorsqu'il dit que nous ne voulons pas aider les collèges classiques. Nous sommes pour le principe des résolutions et nous voulons bien les voter, mais nous voulons tout simplement savoir comment cet argent sera employé, si les subventions annuelles aux collèges classiques vont être augmentées.

Il serait facile de nous répondre. Il n'y a pas besoin de parler de Bagot, d'autonomie ou autres choses semblables.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande la permission de présenter le bill 10 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Réouverture d'usines à Chicoutimi

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁷:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil aura les pouvoirs qui lui sont attribués par l'application de la loi, qui accompagne la présente résolution, modifiant la loi 1 George VI, chapitre 6, favorisant la réouverture d'usines dans la région de Chicoutimi, et que les dépenses ainsi nécessitées seront comprises parmi celles visées par l'article 3 de ladite loi en dernier lieu mentionnée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Une loi fut déjà votée à cette fin à la dernière session. Je demande, dit-il, des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'an dernier, nous avons adopté une loi autorisant le gouvernement à adopter les mesures qu'il jugera à propos pour assurer la réouverture des usines de la région de Chicoutimi. La ville de Chicoutimi était grandement affectée par la crise et la dépression. Actuellement, à Chicoutimi, 70 % à 75 % de la population est sans ouvrage parce que le moulin de pulpe a fermé ses portes depuis huit ans. Et la jeunesse désespérait. Le gouvernement veut remédier à cette situation.

Il nous fallait venir en aide à la jeunesse. Nous voulons faire disparaître le découragement qui règne dans cette partie de la province. Nous avons donc pris des mesures pour faire rouvrir les usines. En rouvrant les usines, le gouvernement veut non seulement régler la situation présente, mais aussi sauvegarder les usines et la jeunesse en butte à des théories subversives.

Comme nous sommes des démocrates et que nous voulons respecter les droits de l'Assemblée législative, nous avons déclaré dans la loi que tous les arrêtés ministériels relatifs à cette affaire devraient être passés avant la prochaine session et déposés sur la table de la Chambre de l'Assemblée législative.

Jusqu'à date, nous avons reçu bon nombre d'offres de différentes compagnies, venant de Canadiens, d'Américains, d'Anglais et même de Japonais pour la réouverture des moulins en vertu de la loi passée à la dernière session. Mais nous avons pris toutes les précautions voulues, car nous ne voulons pas engager inconsidérément la moindre parcelle de notre patrimoine de la province.

La loi de l'an dernier nous donnait le privilège d'exproprier les terrains, mais non les propriétés, le moulin lui-même, de la Quebec Pulp, qui devait à la province, au moment de sa faillite, plus de \$1,000,000, une dette contractée sous l'ancien régime. Dans la région de Péribonka, la Quebec Pulp a aussi des terrains et nous avons pris des mesures pour les exproprier. Nous n'avons pas voulu la poursuivre pour ne pas nuire aux petits épargnants. Comme il se peut que nous soyons dans l'obligation d'exproprier les bâtisses, nous prévoyons le cas dans la présente loi.

Nous voulons un rayonnement d'un mille autour de la ville, afin que nous puissions y construire un moulin à proximité de la rivière. Car certaines propositions sont à l'effet qu'il vaudrait mieux bâtir à neuf sur le bord de la rivière Saguenay. Aussi, nous donnons-nous le droit d'exproprier non seulement la propriété, mais aussi les terrains contigus dans un rayon d'un mille.

La résolution demande à la Législature le prolongement d'un an de la loi adoptée l'an dernier, ainsi que le privilège d'exproprier les propriétés, les moulins de la Quebec Pulp Company parce que nous n'avons pas voulu créer de préjudice à qui que ce fût.

Et nous demandons aussi le pouvoir d'acheter au besoin les actions du Quebec Pulp à qui appartient le moulin. Cette compagnie était formée par la Consolidated Paper et la Price Brothers qui détenaient pour \$1,000,000 d'actions ordinaires qui ne valaient plus rien; la Quebec Pulp en détenait pour \$1,300,000 et il y avait, en outre, pour plus de \$7,000,000 d'actions privilégiées.

Nous avons rencontré les directeurs de la Quebec Pulp et de la Price Brothers. Nous les avons obligés à nous remettre ces actions. Ils ont hésité, mais le gouvernement de l'Union nationale sait imposer sa volonté aux financiers. Ainsi, nous les avons obligés à nous remettre pour \$2,300,000⁸ d'actions ordinaires dont nous ne voulions pas être embarrassés dans nos transactions. Mais il restait des actions privilégiées d'une valeur nominale de \$7,000,000. Les actions privilégiées, dans la faillite, par suite du crash de la Bourse, étaient tombées à quelques centins.

Lorsque nous avons décidé de réouvrir les moulins, les spéculateurs, en entendant parler des intentions du gouvernement, ont acheté ces actions et les ont fait monter en bourse jusqu'à \$16⁹ chacune, bien qu'elles étaient auparavant à 17 cents. Mais ces gens se sont trompés, car le gouvernement ne fera jamais l'achat de ces parts. Jamais le gouvernement ne paiera un sou aux spéculateurs. Tout ce que nous voulons, c'est protéger les petits épargnants de bonne foi et déterminer la reprise des activités à Chicoutimi.

Le gouvernement, par cette loi et par les résolutions, sera obligé de produire les arrêtés ministériels relatifs aux usines de Chicoutimi, au début de la prochaine session.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La résolution n'est pas régulièrement incluse dans le bill!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les dépenses sont comme synthétisées et le

gouvernement est autorisé à procéder à des échanges de terrains. Le gouvernement sera obligé de faire part des arrêtés ministériels. Nous ne sommes pas comme l'ancien régime. Nous consacrons le principe que nous sommes responsables aux Chambres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le bill et la résolution ne sont pas conformes aux règlements. La résolution n'est pas dans le bill.

Le débat se poursuit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) Je ne veux pas, dit-il, créer de précédent en laissant passer cette erreur sans la signaler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette franchement, dit-il, que le chef de l'opposition s'attarde à cela. Le programme de l'opposition se réduit-il à des crochets et à des points d'ordre?

Dans ce cas, dit-il, les électeurs de Bagot n'ont pas eu tort. Il faut une opposition sérieuse. Pourquoi faire perdre le temps de la Chambre?

M. l'Orateur décide alors en faveur du gouvernement.

La résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 13 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enquêtes sur les incendies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Montréal, il y a un commissaire des incendies et un assistant. M. Massicotte, l'ancien commissaire, a été remplacé et M. Walsh, son assistant, est mort. M. Walsh n'est pas encore remplacé. La loi dit que le salaire de \$6,000¹¹ sera divisé entre eux, sans spécifier combien doit recevoir le commissaire et combien l'assistant-commissaire. Cette législation n'est pas juste. Il peut arriver que le commissaire prenne tout et que son assistant n'ait rien. Nous disons qu'ils auront droit à un montant de \$8,000, soit \$5,000 au commissaire et \$3,000 à son assistant, qui sera de langue anglaise.

De plus, les compagnies d'assurances contribuaient jusqu'ici à payer les salaires du commissaire et de son assistant dans une proportion des deux tiers et les municipalités, un tiers. Il est juste que les compagnies payent parce qu'en définitive ce sont elles qui bénéficient des enquêtes faites sur les origines des incendies. Nous disons dans la loi qu'elles paieront désormais les trois-quarts au lieu des deux tiers.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je vois un inconvénient dans le fait que les compagnies d'assurances paient le salaire. Les commissaires pourront être influencés. Les compagnies d'assurances pourraient très bien nommer les commissaires elles-mêmes et en assumer les coûts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En effet cette question est intéressante. La

Commission est maintenue presque exclusivement pour le bénéfice des compagnies. Le député de Montréal-Saint-Louis est un grand avocat et un esprit distingué. Mais le gouvernement n'est plus le même. Nous n'avons pas peur, nous, des compagnies d'assurances, parce que les ministres ne sont plus directeurs de compagnies et aucun d'eux n'est directeur de compagnies d'assurances comme l'était autrefois M. Taschereau. Il peut être tranquille, tout ira bien.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande au premier ministre s'il croit juste que les compagnies d'assurances incendie soient appelées à payer une partie du coût de ces salaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, puisqu'il est arrivé parfois, à l'issue de ces enquêtes, de constater une fraude, et cela, en retour, a aidé les compagnies.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des tribunaux judiciaires, article 92

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant l'article 92 de la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹²:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de définir le mot doyen pour régler un différend qui s'est élevé entre l'honorable juge Paul Mercier, de la Cour de circuit à Montréal, et son

collègue, l'honorable juge Stackhouse. M. Paul Mercier a été nommé juge en chef de la Cour de circuit à Montréal, et dans sa Commission on l'appelle doyen. M. Stackhouse dit qu'il est le doyen et qu'il a droit au traitement à cause de la durée de ses services. Il s'agit de dire que le doyen, ou juge en chef, sera celui désigné dans la Commission. A droit à ce titre non pas le plus vieux en âge, mais le juge en chef.

Il fait l'éloge de M. Paul Mercier. Il dit qu'il connaît M. Mercier en qui il salue un honnête homme.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Comment le texte anglais désigne-t-il ce titre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le texte anglais dit "Dean". Si les amis de mon honorable ami avaient fait des lois plus claires, nous ne serions pas obligés de les corriger.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse, article 48

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant l'article 48 de la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit simplement d'ajouter à la nomenclature des animaux protégés par la loi. Il y a de petits animaux utiles qui ne sont pas prévus par la loi et qui ont besoin de protection. Il faut les protéger.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parc national de la Gaspésie

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi du Parc national de la Gaspésie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹³:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un amendement anodin à ajouter à la loi passée par le gouvernement l'an dernier. Quand nous avons passé la loi, ajoutant ainsi aux initiatives fécondes de l'Union nationale, pour parer aux lacunes nombreuses de l'ancien régime, nous avons fait des spécifications pour la coupe des arbres. En examinant la situation, nous avons trouvé qu'il n'était pas nécessaire d'inclure dans le parc tout le terrain visé par la loi.

Cette loi défendait d'ailleurs la coupe des arbres et il y en a qui ont au moins 50 ans et plus et qui constituent un danger pour la forêt tout en étant une perte pour la province, et nous voulons être autorisés à les faire couper. Par l'amendement, nous demandons de laisser au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de permettre la coupe des arbres qui ont 50 années d'existence.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis ému de voir le premier ministre s'apitoyer sur le sort des pauvres vieux arbres de 50 ans. Les bons vieux arbres! J'entends encore le ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) dire l'an dernier: "Nous ne ferons pas comme l'ancienne administration, nous ne permettrons pas la coupe des arbres dans le parc national, nous conserverons nos arbres pour l'utilité des touristes qui s'y rendent."

Mais le premier ministre dit exactement ce que nous disions l'an dernier. Il fallait qu'il ait une étendue extraordinaire, ce parc, pour que le premier ministre le trouve trop grand. Mais, en somme, on veut maintenant faire comme nous. On revient à l'ancien système. On dit maintenant que les arbres de 50 ans sont trop vieux, qu'il faut les couper. Mais oui! Qu'on abolisse les vieux arbres de 50 ans, place à la jeunesse!

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis émerveillé de l'homélie du chef de l'opposition. Lui qui représente un vieil arbre de 40 ans que le peuple a abattu. Je ne proteste pas contre l'abattage des vieux arbres, c'est comme l'abattage du vieil arbre de 40 ans que le peuple a fait disparaître au cours d'une tempête qui a passé sur la province. Il y a deux défauts dans la coupe des arbres. On peut en couper trop ou pas assez. C'est un danger pour la forêt que de garder les arbres trop vieux. Ils sont des foyers pestilentiels, où s'accumulent les insectes nuisibles, ils tombent au premier vent un peu fort, et font tomber les autres, de jeunes arbres. C'est une bénédiction pour la forêt, d'abattre les vieux arbres, comme c'en fut une pour la province, d'abattre un régime de 40 ans pour la plus grande délivrance du peuple.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): S'il existait un inconvénient l'an dernier, comment se fait-il que le gouvernement n'y ait pas songé?

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Concours littéraires ou scientifiques

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de ces modifications est de changer le nombre des membres du jury des concours littéraires

établis en vertu d'une loi. Je crois que la loi date de 1925. Il y a des concours annuels de littérature. L'ancienne loi présentait des inconvénients. Les jurés étaient toujours les mêmes. Ce sera changé. Jusqu'ici, le jury comprenait deux comités. À l'avenir, nous formerons trois comités de cinq juges, au lieu de deux. Ils seront spécialisés dans les sujets qu'ils auront à étudier, à juger.

À l'avenir, aussi, il y aura trois prix. Les prix seront ainsi changés: le premier sera de \$800, le deuxième de \$400 et le troisième de \$200. Je crois que cela assurera une meilleure répartition. Les prix ne porteront plus aucun nom, aucun autre que "Prix de la province de Québec". Ce seront les concours littéraires de la province de Québec.

Autrefois on disait le prix David. Beau nom, grand nom! Mais pour le justifier, il était désirable, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, que l'ancien secrétaire provincial le paie de sa poche. En changeant l'appellation pour les prix, il n'y aura plus d'ambiguïté sur la provenance des fonds¹⁴. Le prix s'appellera désormais le "Prix de la province".

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pensions de vieillesse

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi des pensions de vieillesse de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'amender la loi des pensions de vieillesse de telle façon que, dans le cas d'appel à la Cour supérieure, celle-ci ait juridiction pour déterminer le droit à la pension, mais non pas le montant de la pension. Autrement dit, la Cour peut décréter que n'importe qui a droit à la pension, mais qu'elle n'a pas

droit de fixer le montant. Il n'y a pas d'appel sur le montant fixé par la Commission.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saisine de bénéficiaires

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 abrogeant la loi de la saisine de certains bénéficiaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁵:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'abroger une loi inapplicable. Il se trouve que, dans certaines conditions, le mort saisit le vif... comme dans Bagot par exemple.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vos farces vont finir par sentir le mort.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas près du député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ne craignez pas; je suis bien vivant!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des jugements rendus à Québec, par l'honorable juge Lucien Cannon, et à Montréal, déclarant cette loi inconstitutionnelle et non

conforme aux pouvoirs de la province. De fait, nous n'avons pas les pouvoirs nécessaires pour l'appliquer, et elle est inapplicable et coûteuse. L'ancien régime a dépensé inutilement \$20,000 pour cette loi. Elle avait coûté \$20,000 et n'a rien rapporté, bien que l'ancien régime, qui avait passé cette loi, ait annoncé qu'elle rapporterait des centaines de milliers de dollars.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisses de colonisation

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁶:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avais d'abord été sous l'impression, dit-il, qu'il fallait des résolutions préliminaires au bill. Mais les officiers en loi m'ont dit que la chose n'était pas nécessaire, puisque la Chambre doit voter les sommes qui seront dépensées.

Cette loi ne comporte pas un centin de dépense, dit-il. Il s'agit de donner le pouvoir au ministre de la Colonisation d'utiliser les fonds qui doivent être votés par la Chambre. Les députés, dans l'étude du budget, seront appelés à voter les fonds. C'est une autre preuve de la sollicitude du gouvernement pour les prérogatives de la Chambre, des représentants du peuple. Le premier ministre pourra aider les cultivateurs et les colons à s'installer sur des terres privées, qui ne devront pas être payées

plus que \$1,000. Le ministre sera cependant limité au montant fixé dans le budget et l'argent qui sera voté devra être dépensé dans le cours de l'année.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente avec faculté de réméré

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 23 relatif à la vente avec faculté de réméré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose la deuxième lecture du bill 23, quitte à l'étudier en comité plénier la semaine prochaine.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suggère, dit-il, que l'on attende à mardi prochain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) retire sa demande.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Contrairement à la méthode pratiquée par l'ancien régime, le gouvernement a présenté un grand nombre de lois dès le début de la session. Comme l'opposition procède avec plus de diligence cette année, il est évident que la leçon que viennent de donner les électeurs de Bagot a été salutaire. L'élection de Bagot lui a montré que son travail ne valait pas grand-chose, que son obstruction n'est pas appréciée. On a fait comprendre à l'opposition son devoir. Elle semble vouloir comprendre et je l'en félicite. C'est un nouveau titre de reconnaissance que nous avons à l'égard de la population de Bagot. Et je remercie donc et félicite aussi les électeurs de Bagot, de l'avoir fait comprendre à l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre, au temps qu'il était chef de l'opposition,

reprochait à l'ancien gouvernement que ses lois n'étaient jamais prêtes. Nous sommes maintenant dans l'opposition; l'opposition attend, mais rien n'est prêt.

Je remercie le premier ministre de trouver que l'opposition s'amende. Le peuple va aussi trouver que le gouvernement s'amende depuis le début de la session. Le premier ministre remercie les électeurs de Bagot. Il devrait aussi remercier l'opposition des conseils qu'elle a donnés au gouvernement, car le peuple a trouvé que le gouvernement s'était amendé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis surpris de voir que l'opposition ne constate pas, ne conteste pas l'amplitude, l'importance et le nombre des législations que le gouvernement a apportées depuis le début de la session. Quand nous avons voulu procéder à l'adoption de la loi du crédit agricole, l'opposition trouvait que nous allions trop vite. Quand nous avons présenté un grand nombre de lois, elle trouve que nous n'allons pas assez vite. Elle n'est pas logique. C'est la première fois que je vois cela.

Il (l'honorable M. Duplessis) annonce que les comités ne se réuniront pas avant mercredi matin.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures¹⁷.

NOTES

1. À l'ouverture de la séance, la victoire de l'Union nationale de la veille à l'élection complémentaire de Bagot se fit sentir. Le début de la séance est ainsi rapporté par les journaux: "L'honorable Maurice Duplessis et M. Hortensius Béique, organisateur en

chef de l'Union nationale, sont longuement applaudis par les membres de la droite lors de leur arrivée à la Chambre à l'ouverture de la séance. Puis, ironique, M. Béique est allé serrer la main des députés de l'opposition. Le sénateur Frank O'Connor est lui aussi applaudi lorsqu'il vient prendre son siège sur le parquet de la Chambre, à droite du trône de l'Orateur. À ce moment, un page dépose une gerbe de roses sur le pupitre du premier ministre et les applaudissements reprennent. Le premier ministre a d'abord déposé une fleur sur le bureau de l'honorable M. Dussault, ministre de l'Agriculture, puis il les fit distribuer par un page qui alla les porter à des invités, ainsi qu'aux ministres et aux artisans de la victoire, à ceux qui ont fait la campagne. Le jeune page observa si bien la consigne qu'un député du Bas-du-Fleuve qui ne participa pas à la lutte se vit refuser la fleur qu'il voulait accrocher à sa boutonnière."

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Le premier ministre mentionne deux invités distingués alors que les journaux rapportent qu'il n'a fait référence, dans son allocution, qu'au sénateur Frank Patrick O'Connor. Par contre, *Le Soleil* du 18 février 1938, à la page 10, dit que les salutations du premier ministre s'adressaient également à Alexander McQuibban, député à l'Assemblée législative d'Ontario. Dans *Le Nouvelliste* du 18 février 1938, à la page 1, et *Le Soleil* du 18 février 1938, à la page 10, on parle plutôt de M. J. FitzGibbons de Toronto et dans *L'Illustration nouvelle* du 18 février 1938, on écrit John McGibbon.

4. *Le Soleil* du 18 février 1938, à la page 10, rapporte que le premier ministre s'est exprimé en anglais.

5. Selon *Le Canada* du 18 février 1938, à la page 8, ces applaudissements s'adressent au député de Chambly (M. Béique), suite à la victoire électorale de la veille dans le comté de Bagot, car il est l'organisateur en chef de l'Union nationale.

6. Voir note 2.

7. Voir note 2.

8. Trois montants sont avancés par les journaux, soit \$2,300,000, \$2,400,000 et \$2,500,000.

9. Les journaux anglophones font mention de \$5 au lieu de \$16.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

11. Certains journaux rapportent un total de \$12,000 au lieu de \$6,000. Mais, ce dernier montant apparaît plus réaliste que le premier.

12. Voir note 10.

13. Voir note 10.

14. *Le Soleil* du 18 février 1938, à la page 10, fait mention que: "Le prix David avait été ainsi nommé à la suggestion de l'honorable Arthur Sauvé, quand il était chef de l'opposition conservatrice, en l'honneur de feu le sénateur Laurent-Olivier David, historien canadien de renom, et non en l'honneur de son fils, l'honorable Athanase David".

15. Voir note 10.

16. Voir note 2.

17. Seule *La Presse* du 18 février 1938, à la page 22, rapporte 5 h 30.

Séance du mardi 22 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

**Francis Reginald
Neilson**

M. Robinson (Brome) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Bulloch), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Francis Reginald Neilson, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Francis Reginald Neilson Sewell, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Francis Reginald Neilson, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Francis Reginald Neilson Sewell, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Compagnie de chemin de fer Temiscamingue and Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, demandant l'adoption d'une loi les déclarant propriétaires de l'école de Saint-Édouard de Beauport et pour autres fins;

- de Lawrence Maurice Wilson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois qui régissent ladite commission.

**Charte
de Montréal**

M. Carignan (Jacques-Cartier) pour **M. Raynault (L'Assomption)** demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Carignan (Jacques-Cartier) pour **M. Bélanger (Montréal-Dorion)**, demande la permission de présenter le bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Lawrence Wilson**

M. Tellier (Montcalm) demande la permission de présenter le bill 117 concernant la succession de feu Lawrence Wilson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 123 modifiant la charte de la cité de Québec.

M. Boiteau (Bellechasse): M. l'Orateur, je vois qu'on présente un bill pour amender la charte de la ville de Québec. C'est peut-être le temps de demander au député de Québec-Est (M. Drouin) ce qu'il pense du résultat des élections municipales de Québec d'hier.

M. Drouin (Québec-Est): (Souriant) Passons au prochain item. Je pense que le député de

Bellechasse aurait été battu s'il s'était présenté de nouveau comme échevin.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Le député de Bellechasse (M. Boiteau) a-t-il été contrarié par le résultat des élections? Je pense que le député de Bellechasse aurait été battu s'il s'était présenté comme échevin. Il a été sage de ne pas se présenter. Prochain item.

M. l'Orateur rappelle tout le monde à l'ordre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commissaires d'écoles de Beauport

M. Pelletier (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 134 déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Édouard, à Beauport.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Temiscamingue and Abitibi Railway Company

M. Larivière (Témiscamingue) demande la permission de présenter le bill 132 modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subdivisions de terrains

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 25 relatif à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On aurait dû nous donner avis de cette nouvelle loi. En vertu de l'article 444 du Règlement de la Chambre, suivant lequel tout projet de loi doit être précédé d'un avis, je dois m'opposer à la présentation de cette loi parce qu'elle n'a pas été précédée d'un avis. Voulant hâter le travail de la Chambre, dit-il, je suis disposé à considérer comme avis la présentation du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous voulons bien respecter, nous aussi, les règlements. Mais il y a des limites à tout. Voici un bill important. Nous sommes prêts à procéder. Le bill est sur l'ordre du jour; cela indique qu'il y a eu un avis, et l'ordre du jour n'est pas contesté. Depuis les élections de Bagot et de Québec, le chef de l'opposition parle toujours de respect des articles des règlements, mais pendant ce temps, il semble oublier qu'avec cela son parti est à l'article de la mort. Après tout, l'avis fut donné le 19 février et le bill fut imprimé. Pourquoi vouloir le bloquer?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je m'étonne aussi, dit-il, que le bill n'ait pas été précédé d'un avis. Les règlements étaient autrefois mieux observés. Ce n'est pas parce qu'il y a eu deux élections, dans Bagot et à Québec, qu'on va abolir les règlements. Si on ne veut plus suivre les règlements, on n'a qu'à le dire.

M. l'Orateur: À la face même de l'ordre du jour, on mentionne qu'il y a eu un avis. Suivant le texte de l'ordre du jour, il y a eu avis le 19 février. L'Orateur n'a pas en Chambre les moyens requis pour vérifier si le *Feuilleton* est exact. Comme je ne puis vérifier immédiatement s'il y a eu un avis ou non, je dois m'en tenir à ce qui apparaît à la face même de l'ordre du jour.

Comme le *Feuilleton* n'est pas contesté, on doit s'en tenir à ce qu'il dit. Si le chef de l'opposition veut contester l'ordre du jour, il a les moyens à sa disposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Comment va-t-on s'y prendre maintenant, pour faire observer les règlements? En vertu de l'article des règlements qui permet toujours à un député de demander conseil à l'Orateur, je lui demande de me dire comment procéder pour contester l'ordre du jour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le chef de l'opposition demande des conseils, c'est très bien. Je n'ai aucun reproche à lui faire. Il faut être sérieux. Il semble oublier qu'il a été Orateur pendant six ans; il devrait connaître les règlements.

C'est un spectacle bien triste que de voir le chef parlementaire de l'opposition qui a fait partie de la Chambre pendant 20 ans et a été Orateur pendant six ans manifester ainsi publiquement son ignorance des règlements. Je proteste au nom du grand Parti libéral, contre cette manière d'agir du chef d'opposition.

Il n'est pas juste pour un parti qui a son chef en dehors de cette Chambre², que le chef qui est dans la Chambre fasse croire à la province qu'il ne connaît pas les règlements.

(Rires)

M. l'Orateur: En vertu de quel article me demandez-vous cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes ici pour procéder.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): En vertu de l'article 557, qui permet de poser des questions à l'Orateur.

M. l'Orateur: Il appert qu'à la face même de l'ordre du jour, il apparaît que l'avis a été donné le 19 février. L'Orateur n'a pas les moyens de vérifier immédiatement si c'est exact, si cet avis fut donné ou non. Si on veut faire une motion à ce contraire, très bien. Si le chef de l'opposition veut faire une motion pour interroger les officiers au sujet de cet avis, je n'ai aucune objection, à lui en accorder la permission. Mais le Règlement nous indique de procéder à la première lecture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill 25 relatif à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'objecte. Je n'ai pas encore pu prendre connaissance de ce bill. On devrait au moins laisser à l'opposition le temps de lire le bill. Nous avons le droit de savoir au moins ce que nous votons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un bill bien facile à comprendre. Il est imprimé et a été distribué. Mais, comme le chef de l'opposition admet qu'il a apparemment besoin de plus de temps qu'un autre pour comprendre, nous allons lui donner le temps nécessaire, nous allons l'ajourner à demain³.

**Nouveau député de Bagot,
M. Philippe Adam**

Sur ce, le Dr Philippe Adam, nouveau député ministériel de Bagot, prend un siège sur le parquet de

la Chambre, à la droite du trône de l'Orateur, comme invité de la Chambre. Il est longuement acclamé par ses collègues de la droite.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un agréable devoir pour moi que de présenter à la Chambre, de saluer la présence du nouveau député de Bagot (M. Adam).

(Applaudissements)

Les électeurs de ce comté méritent certainement des félicitations. Ceux qui ont contribué à la victoire méritent de chaleureux remerciements. Le nouveau député de Bagot (M. Adam) est un ancien libéral, un homme sincère et loyal qui a joint les rangs de l'Union nationale.

Il s'est acquis dans le comté de Bagot une belle réputation. C'est certainement une belle acquisition pour son comté, pour la province et pour l'Assemblée législative.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) sourit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le chef de l'opposition veut dire quelques mots, il peut le faire.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai rien à dire. Je suis heureux de saluer à mon tour le nouveau député de Bagot (M. Adam) et je regrette qu'il ait coûté si cher à la province.

(Applaudissements dans les galeries)

M. Tardif (Frontenac): Il a surtout coûté cher à l'opposition.

Régime des eaux courantes

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 28 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, pendant viduité, à la veuve d'une personne qui a rempli gratuitement les fonctions de président de la Commission des eaux courantes de Québec pendant au moins huit années, à compter du premier jour du mois suivant le décès de cette personne, une pension n'excédant pas le traitement du président en fonctions lors de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur la présente résolution, et payable à même le fonds consolidé du revenu, par versements mensuels.

Nous voulons par ce projet de loi accorder une pension à la veuve de l'honorable M. Honoré Mercier, l'ancien ministre de la Colonisation et des Terres et Forêts. Il n'y a rien dans la loi qui y pourvoit, et nous n'avons pas voulu créer de précédent. J'ai cru cependant de mon devoir de premier ministre, comme ancien adversaire politique de l'ancien ministre, de saisir la première occasion de rendre hommage à sa mémoire, à son intégrité, à sa sincérité et à sa loyauté, à toutes ces belles qualités de cœur et d'esprit de feu l'honorable M. Mercier.

Il est un exemple pour les hommes publics et il a fait honneur à la vie publique de cette province. Il a occupé des postes très importants dans l'administration. Il fut tour à tour ministre des Terres et Forêts et de la Colonisation. Il a transigé des affaires pour des millions et des millions et, quand il est mort, il laissa sa famille très pauvre. Sa famille nombreuse n'avait même pas ce qu'il fallait pour le marché de la semaine suivante.

C'est une réponse suffisante aux cyniques qui affirment d'un ton sarcastique que tous les politiciens sont véniels. C'est le devoir du gouvernement et de toute la province de reconnaître le mérite, le patriotisme et l'intégrité de cet homme, de celui qui après 25 ans donne l'exemple d'une intégrité semblable, d'une vie dépensée au service de la province.

J'ai pris sur moi, comme ministre des Terres et Forêts, d'accorder immédiatement une pension à la veuve de M. Mercier. Cette pension sera équivalente au salaire qu'il touchait depuis qu'il n'était plus ministre. J'aurais préféré pouvoir poser cet acte de justice dans le silence, d'une manière plus incognito. Mais la loi ne le permettait pas; rien ne permettait de verser cette pension sans la faire approuver par la Chambre; on ne pouvait procéder par arrêté ministériel, j'ai pris le seul moyen qui restait. Je crois

que nous avons le devoir d'assurer la subsistance de son épouse et de sa famille. Il s'agit d'accorder à la veuve de l'honorable M. Mercier une pension équivalente à ce que recevait M. Mercier à titre de président de la Commission des eaux courantes, soit \$6,000 par année.

Pour ne pas faire de précédent, il est dit que le salaire, la pension sera payable à la veuve de celui qui, pendant huit ans, a occupé les fonctions de président de la Commission des eaux courantes sans toucher de salaire. C'est un cas particulier et nous avons pris les moyens nécessaires pour y pourvoir. De cette façon, Mme Mercier aura des garanties, de même que la famille.

La vie politique n'est pas toujours rose. Il faut souvent subir des attaques très dures, plus ou moins justes, mais il est consolant de songer que le cœur a encore ses droits. C'est une occasion unique de faire respecter un grand nom. La province de Québec, dont la devise est "Je me souviens", doit respecter ce grand nom.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me joins avec plaisir à la motion présentée par le premier ministre. Il dit qu'il eût préféré accomplir cet acte sous le voile du secret. C'est un excellent sentiment, mais je crois que les lois sont justes et équitables, quand elles décrètent que des reconnaissances, des actes de ce genre doivent se faire publiquement. J'ai bien connu la famille de M. Mercier, qui a habité longtemps la ville que je représente. Il est né dans la ville de Saint-Hyacinthe. Sa famille a été des plus belles de notre histoire.

Le père de l'ancien ministre des Terres et Forêts a représenté ici mon comté. Il est bon que de pareils témoignages de reconnaissance soient entourés d'une certaine publicité et il est bon de dire au peuple que la patrie sait être reconnaissante à ceux de ses fils qui l'ont bien servie, qui, au cours d'une vie longue et utile, ont toujours maintenu de grands principes, qui lui ont rendu de fidèles, de précieux services.

M. Mercier a été pendant longtemps ministre, il a rempli des charges importantes. Et, malgré l'importance de ses charges, il a conservé de belles amitiés parmi toutes les relations qu'il a eues. Ce fut un fidèle serviteur de la province et il restera comme l'une de ses gloires. Je concours absolument dans cette résolution, dans l'esprit de cette loi, et d'autant plus que nous allons ainsi aider la descendante de Louis Fréchette, considéré à juste titre comme notre poète national. M. Mercier avait épousé la fille de notre poète national.

Il me fait plaisir de voir la province témoigner ainsi, à qui le mérite, de l'estime, de la considération et de la reconnaissance de tous ceux qui ont du patriotisme au fond du cœur.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 28 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureau de censure du cinéma

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 relatif au Bureau de censure du cinéma⁵.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁶:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer des personnes appelées censeurs pour constituer un organisme de surveillance et de

censure du cinéma, désigné sous le nom de Bureau de censure du cinéma;

2. Que les fonctions, devoirs et traitements des censeurs seront déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil; que les censeurs siégeront dans la cité de Montréal, à l'endroit désigné par le procureur général et que leur quorum sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi nommer, pour l'exécution de la loi des vues animées (Statuts refondus, 1925, chapitre 174) telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, les secrétaires, inspecteurs, officiers, commis et autres employés qu'il croira nécessaires, et qu'il définira leurs devoirs et attributions et fixera leur traitement;

4. Que, dans le cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire du Bureau de censure du cinéma, le procureur général pourra lui nommer temporairement un remplaçant.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que nous avons déjà une loi établissant un Bureau de censure pour le cinéma dans la province. En regardant de près cette résolution, je ne vois pas la différence qui doit exister entre le nouveau Bureau et l'ancien Bureau des censeurs. Cependant, il doit y en avoir une, mais j'aimerais savoir laquelle. J'aimerais surtout savoir quel est le but de la présente loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'après l'ancienne loi, il existe actuellement un Bureau de censure du cinéma à Montréal, comme dit le chef de l'opposition. Il est composé d'un nombre de commissaires, des censeurs, limité par la loi. On sait que les films sont de plus en plus répandus dans notre province. Vu l'accroissement de l'industrie cinématographique, nous avons constaté que le nombre de censeurs était insuffisant.

Nous avons besoin aujourd'hui d'un personnel plus considérable et d'un plus grand nombre de compétences. Nous avions le droit par arrêté ministériel de destituer les commissaires, mais nous ne voulons pas créer d'injustice et nous voulons surtout obtenir les pouvoirs pour apporter les réformes nécessaires. Car la loi de la censure ne nous permettait pas de faire les modifications que nous voulons sans recourir à des destitutions de tout le monde dans ce Bureau. D'où les amendements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce encore une loi pour destituer? Allez-vous garder les anciens réviseurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Actuellement le Bureau de censure du cinéma comprend trois membres, dont le président est M. Beaulac. C'est un ancien journaliste du *Canada*, et c'est son seul défaut.

(Rires)

Mais il est évident que la censure n'est pas assez rapide; et il y a certains privilégiés. Le personnel n'est peut-être pas assez nombreux. Nous pouvions, par arrêts en conseil, remplacer Monsieur Untel ou Untel, mais nous sommes contre les destitutions. Nous voulons simplement augmenter le nombre des censeurs et de certaines compétences et comme le gouvernement est contre toute destitution...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Ah! et depuis quand?

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis le jour où le chef de l'opposition du Parti libéral s'est fait remplacer, dans cette Chambre, par le chef de l'opposition parlementaire.

(Rires)

Comme la loi de la censure ne nous permettait pas de faire les modifications que nous voulons sans recourir à des destitutions de tout le monde dans ce bureau, nous présentons cet amendement qui donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de nommer d'autres censeurs et de leur adjoindre un personnel expérimenté.

C'est une question sérieuse, que nous devons étudier sous d'autres angles. Il a été question de modifier la taxe dans cette loi, la taxe sur l'admission au cinéma. Mais s'il convient de le faire, la chose aura lieu plus tard. Nous attendrons lorsque le comité provincial pour la révision de la fiscalité aura fait son rapport avant de légiférer en cette matière.

Plus tard, il faudra introduire dans la loi quelques modifications au sujet de l'admission des enfants pour les films éducationnels, parce que nous savons aujourd'hui que dans la production cinématographique il y a des vues éducationnelles qui sont à l'avantage des enfants.

Le gouvernement, réalisant la portée éducationnelle de certains films, permettra aux enfants de les voir. À l'avenir, les enfants pourront les voir sans qu'on leur apprenne à violer les lois. L'ancienne loi favorisait la violation des lois. On sait que les éducateurs sont favorables à ce système, attendu qu'il y a des branches de l'éducation qui sont mieux comprises par des films que par des livres ou des manuels.

Nous avons aussi lieu de croire que, dans la province de Québec, il y a un grand mouvement pour remédier aux abus dans le domaine des vues animées.

Au sujet de l'admission des enfants au cinéma, nous n'apportons aucune modification profonde. Car, au nom du gouvernement, je déclare que nous reconnaissons la supériorité et la compétence du Conseil de l'instruction publique en la matière, et, si nous amendons la loi, c'est que nous voulons être en mesure de répondre aux demandes du Conseil de l'instruction publique. Nous voulons purement et simplement répondre à toutes les suggestions qui nous seront faites dans ce domaine de l'enseignement par l'image.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux d'entendre le premier ministre dire qu'il faut des modifications à la loi de la censure cinématographique dans la province. Il y a certainement des améliorations à apporter à l'ancienne loi des vues animées. Nous avons une loi draconienne et d'une absolue rigidité, et telle qu'elle est violée constamment, tous les jours, par ceux mêmes qui ont demandé l'adoption de cette loi.

Car actuellement, en vertu de la loi, aucun enfant ne peut être admis à pénétrer dans un cinéma et voir des vues animées, s'il n'a pas atteint l'âge de 16 années. Or, il y a un grand nombre de vues éducationnelles excellentes et de haute portée morale, s'il en existe quantité de moins bonnes. Ces vues-là, on ne peut cependant les montrer aux enfants qu'en marge de la loi dans les conditions actuelles, et ce, dans des salles qui elles aussi sont souvent en marge de la loi.

Un excellent système de censure existe actuellement en Belgique: les films sont divisés en deux catégories, l'une concernant les vues générales qui peuvent être présentées selon des critères moraux, pour le grand public, et l'autre concernant les films réservés aux enfants et présentés certains jours pendant la semaine. On pourrait peut-être adopter le système belge où on classe certaines vues comme utiles et éducationnelles sous une rubrique spéciale et qui peuvent être montrées à tout le monde.

Ces vues pourraient être montrées dans les théâtres approuvés au point de vue sécurité matérielle, pendant certaines heures ou certains jours de la semaine, de façon à ne pas nuire à leurs études, et ce seraient des vues spécialement censurées pour les enfants. Avec les modifications qu'apporte le gouvernement, on légaliserait ainsi une chose louable

et utile pour l'instruction des enfants, au lieu de laisser se continuer l'exemple de la continuelle violation de la loi, ce qui n'est pas un bel exemple à donner aux enfants.

J'espère que le gouvernement réussira à convaincre ses aviseurs en matières éducationnelles, ainsi que tout le monde, et qu'il sera sage d'apporter les réformes voulues, car il y a quelque chose à faire pour les vues animées.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 16 relatif au Bureau de censure du cinéma.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 relatif au Bureau de censure du cinéma soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

[[1. Les articles 6, 7, 8, 9 et 10 de la loi des vues animées (Statuts refondus, 1925, chapitre 174) sont abrogés et remplacés par les suivants:

"6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer des personnes appelées "censeurs" pour constituer un organisme de surveillance et de censure du cinéma, désigné sous le nom de "Bureau de censure du cinéma".

"7. Les fonctions, devoirs et traitements des censeurs sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"8. Les censeurs siègent dans la cité de Montréal, à l'endroit désigné par le procureur

général; leur quorum est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, pour l'exécution de la présente loi, les secrétaires, inspecteurs, officiers, commis et autres employés qu'il croit nécessaires. Il définit leurs devoirs et attributions et fixe leur traitement."]]

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'ancienne loi fixait les salaires des censeurs. Pourquoi, dans la nouvelle loi, on n'édicte pas des salaires fixes comme dans l'ancienne loi? C'est un mandat en blanc que vous nous demandez là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les mandats de l'Union nationale sont toujours blancs et sans taches.

(Rires)

Le gouvernement ne veut pas être limité dans ce domaine, car il veut avoir les compétences nécessaires et payer les salaires qui conviennent suivant les fonctions et les devoirs que chaque officier sera appelé à remplir.

C'est l'intention du gouvernement de nommer un plus grand nombre d'inspecteurs, nous avons besoin de compétences pour censure. Nous voulons exercer une plus grande surveillance sur les vues animées, sur la production cinématographique de la province. Car il est clair qu'il y a des films qui ne devraient pas être montrés dans la province. Nous allons avoir des hommes pour y voir, et nous allons les payer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre parle de salaires raisonnables sans les définir. Y a-t-il moyen de savoir approximativement combien il veut payer les nouveaux censeurs, les compétences?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans tous les Parlements et toutes les Législatures, en Angleterre comme ailleurs, on ne mentionne pas les salaires qu'on veut payer en cherchant des compétences.

Si nous avons fixé par exemple un salaire de \$3,500 et qu'on voudrait un homme qui en vaut \$5,000, on serait paralysé par la loi. On ne pourrait avoir les hommes compétents qu'on voudrait avoir.

M. Bastien (Berthier): Quelle est l'idée, pourquoi on remplace le mot commissaire, membre de la commission de censure, par celui de censeur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si nous disons que nous faisons des changements, il est clair que les mots seront changés.

(Rires)

On remplace le mot parce que le nouveau mot est plus exact.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est pour faire croire à la province que le gouvernement a aboli une autre commission.

M. Bastien (Berthier): En somme, le gouvernement revient à son truc de désigner les commissions par d'autres mots. On agit ainsi parce que le premier ministre avait promis d'abolir toutes les commissions, mais il les a gardées en changeant simplement les appellations. Il les appelle: régie, office, bureaux etc., et il a épuisé tout le vocabulaire du dictionnaire *Larousse* et d'autres dictionnaires pour appeler autrement ces commissions qui restent et qui sont l'œuvre de l'ancien gouvernement libéral. J'avertis la province et l'opinion publique que c'est la même chose.

Le premier ministre, l'astre nouveau, rayonnant et brillant qui devait administrer tout sans qu'il en coûte un sou à la province, qui devait tout changer, abolir les commissions, ne fait en somme qu'ajouter d'autres commissions et garder les anciennes commissions, sous d'autres noms. Il a cependant laissé en fonction les commissaires et les commissions de notre temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier fait de l'astrologie, parle d'astres rayonnants, sans penser qu'il a été lui-même une étoile filante. Dans les régions où il gravite, le député de Berthier ne rencontre évidemment pas beaucoup d'étoiles brillantes. Si on considère l'orbite où roule l'astre qu'est le député de Berthier, c'est plutôt un astre éteint. Nous avions promis d'abolir les commissions inutiles, et nous l'avons fait. Ce sont des promesses que nous avons réalisées.

Le gouvernement a aboli plusieurs commissions: la Commission du pont Saint-Louis, en épargnant une forte somme à la province; la Commission pour l'utilisation des produits forestiers, qui servait à payer en somme trois salaires considérables à trois membres qui ne faisaient rien; la Commission des opérations forestières, instituée pour les ouvriers, qui coûtait \$50,000 à la province, et laissait en somme continuer l'exploitation des bûcherons. Nous avons aboli cette commission et nous avons fait payer des salaires aux ouvriers de la forêt, qui ont obtenu une augmentation de salaires de \$1,000,000.

Enfin, nous avons aboli l'agence de Londres qui coûtait \$50,000 par année à la province, dont \$11,000 pour trois chambres...

M. Bastien (Berthier): Point d'ordre, le premier ministre fait erreur.

Une voix ministérielle: Vous trouvez qu'il en nomme trop?

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre ne devrait pas réclamer le crédit, s'attribuer le mérite d'avoir aboli l'agence de Londres, car c'est l'ancien régime, le gouvernement Taschereau, qui l'a fait avant lui, quand le régime Godbout est arrivé au pouvoir. S'il veut des preuves, qu'il dépose la correspondance à cet effet. Il va voir que c'est l'ancien régime qui l'a abolie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pauvre député de Berthier. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir...

M. Bastien (Berthier): Il ne restait plus que les meubles à l'agence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, des meubles. C'est à peu près tout ce que l'ancien régime avait laissé à l'administration, à la province, quand nous sommes arrivés au pouvoir.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Il vous avait laissé un bon crédit et vous l'avez ruiné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette agence de Londres coûtait \$50,000 par année à la province, et nous avons découvert que le gouvernement louait, payait \$11,000 par an pour trois petites chambres d'un édifice appartenant à la Sun Life, compagnie dont M. Taschereau, le chef du député de Berthier (M. Bastien), était directeur. Ça coûtait \$50,000 quand on refusait les pensions de vieillesse et le crédit rural. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons voté l'abolition de cette agence. On avait même voté une pension au commissaire, M. Lemieux.

M. Bastien (Berthier): Une pension? Vous n'avez jamais voté sur ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier a tort de parler ainsi, il donne

l'impression qu'il ne comprend rien. Je ne doute pas que le député de Berthier ignore ce fait. Je comprends qu'il ne se souvienne pas de ces événements, car il avait été nommé ministre sans portefeuille par son ancien chef, au temps où M. Taschereau, lorsqu'il voulait se débarrasser d'un homme aux ambitions trop considérables, dangereuses, le nommait ministre sans portefeuille. C'était la méthode à la mode dans le temps. Mais on ne lui disait rien, contrairement à ce que l'on fait aujourd'hui pour les ministres sans portefeuille du nouveau gouvernement.

Nous avons voté l'abolition de cette agence...

M. Bastien (Berthier): Mais quand avez-vous donné un vote là-dessus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier ne devrait pas faire exprès pour montrer qu'il ne comprend pas. Ce n'est pas juste pour lui et pour l'opposition. Je comprends que dans la transmutation rapide des ministères lors de l'enquête publique, il ait perdu la mémoire.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre dit que l'ancien gouvernement a voté une pension à M. Lemieux. Qu'il dise donc à la Chambre s'il a voté contre cette pension ou en faveur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est de valeur pour les électeurs de Berthier, (rires) j'ai dit qu'on a accordé une pension à M. Lemieux, directeur de l'agence de Londres.

M. Bastien (Berthier): Avez-vous voté pour ou contre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'agence a été abolie par un arrêté ministériel. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons décidé qu'il n'y aurait plus de loyer de payé, que nous fermerions le bureau. Cela sauvait \$50,000 à la province par année. Cinquante mille dollars par année c'est \$600,000 en 12 ans⁹. Pour l'ancien gouvernement, qui refusait de payer la pension aux vieillards, cela n'est pas très beau. Avec \$600,000, nous allons en payer nous des pensions aux vieux.

Six cent mille dollars, M. l'Orateur, cela fait la valeur de 150 terres à \$3,000 la terre, et un nombre encore plus considérable de terres à \$2,000, pour l'établissement des colons dans les vieilles paroisses et les fils de cultivateurs, comme le veut une grande loi de cette session, tandis que l'ancien gouvernement

refusait les pensions de vieillesse et le crédit rural. Voilà une promesse que nous avons réalisée.

Le député de Berthier dit que le gouvernement n'a pas rempli ses promesses. Si le député veut l'écouter, ça va prendre du temps pour qu'il comprenne, d'abord, puis pour lui énumérer toutes les promesses que nous avons réalisées, parce que nous avons beaucoup fait en peu de temps, contrairement à l'ancien régime qui, en 40 ans, n'a pas trouvé moyen de faire quoi que ce soit.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a tellement la manie de se vanter qu'il s'empare d'un bon geste accompli par l'ancien régime. Je le défie de prouver qu'il a aboli l'agence de la province de Québec à Londres. C'est le gouvernement Taschereau qui a eu cette idée...

Un ministre: L'idée seulement!

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement Taschereau a eu l'idée d'abolir l'agence de Londres, et c'est le gouvernement Godbout qui a exécuté l'idée. Quand le gouvernement Godbout a pris le pouvoir, il n'y avait plus que les meubles à l'agence. Le premier ministre dit que nous n'avons laissé que les meubles dans le parlement. Nous avons laissé un excellent crédit à la province de Québec. Le premier ministre, lui, emprunte \$20,000,000 tous les deux mois.

Le nouveau régime a aboli l'agence commerciale à Londres, l'agence Harrison, probablement par un coup de tête et voici qu'un officier du ministère de l'Agriculture traverse à Londres pour rétablir une agence du même genre.

Le gouvernement a aboli la Commission des bûcherons, qui était bien utile, qui rendait de grands services à la province. Si cette Commission n'avait pas été abolie, il ne se produirait pas ce qui se produit actuellement dans les comtés de Joliette et de Berthier, où des gens sont exploités. Elle empêcherait un certain ami du premier ministre d'exploiter les petites gens du moulin de Joliette. Le premier ministre sait de qui je parle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Bastien (Berthier): Ça fait mal...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas l'attitude du député de Berthier. Alors que nous discutons du Bureau de censure du

cinéma, conformément à la mauvaise habitude qu'il a prise, le député de Berthier nous promène un peu partout, à Londres, à Joliette, faisant insinuations sur insinuations contre une personne qu'il n'a pas le courage ni de nommer ni de rencontrer. C'est ce qu'il fait depuis longtemps dans la province.

Je tiens à prévenir le député de Berthier que s'il continue à faire ainsi toutes sortes d'insinuations, que s'il ne veut pas discontinuer cette campagne d'insinuations et d'intimidation, qu'il rencontrera avant longtemps une médecine qui lui convient, qu'il n'aura pas volée.

M. Bastien (Berthier): Quel genre de médecine?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Un médecin aliéniste.

M. Bastien (Berthier): Est-ce que le premier ministre parle en ce moment en tant que procureur général ou en tant que premier ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En tant qu'aliéniste.
(Rires)

M. le président: À l'ordre! À l'ordre!

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département du procureur général

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 21 modifiant la loi du département du procureur général.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹⁰:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera le traitement de l'assistant-procureur général à une somme n'excédant pas neuf mille dollars par année, conformément aux dispositions des articles 1, 3 et 4 de la loi qui accompagne la présente résolution.

Nous avons, du temps de la campagne électorale, préconisé la réforme du département du procureur général. Jusqu'ici, l'assistant-procureur général gagnait un salaire de \$6,000, et nous désirons que ce salaire soit porté à \$9,000. Sous l'ancien régime, l'assistant-procureur général s'appelait Charles Lanctôt. Il se servait de sa position pour déposer des sommes considérables de la province à son nom et pour représenter de grosses compagnies forestières, des compagnies d'électricité ou autres compagnies. À un moment donné, il avait à son compte de banque pour plus de \$100,000 des argents de la Sûreté provinciale.

Or, qu'arrivait-il dans certains cas? Ainsi, quand le ministère des Terres et Forêts allait le consulter pour avoir une opinion au sujet de certaines causes concernant ce département, M. Lanctôt donnait des conseils au ministère et était payé par la province pour accomplir ce travail. Il recevait du gouvernement des honoraires pour les causes qu'il défendait. D'un autre côté, il conseillait également les compagnies forestières et retirait ainsi un autre salaire.

Nous avons promis que nous mettrions un terme à de telles pratiques et décidé que l'assistant-procureur général, sous le régime actuel, n'aurait que son travail à faire. Nous avons dit qu'il ne recevrait pas d'autres émoluments que son salaire. Nous avons même été plus loin, car nous avons décidé que s'il lui arrivait de toucher certaines sommes en représentant la province, il devrait remettre ces sommes au fonds consolidé de la province.

Pourquoi lui donnons-nous \$9,000 au lieu de \$6,000? C'est de lui que relèvent tous les tribunaux provinciaux. Tous les jours, il a à donner son opinion sur des questions de toute nature; \$9,000, ce n'est pas trop pour un homme du talent, de l'intégrité, de la loyauté et de la compétence de M. Asselin.

(Applaudissements)

Par contre, nous ne pouvons nous montrer trop exigeants et avoir une compétence comme M. Asselin ...

(Applaudissements)

... pour un salaire moindre que celui d'un juge. Car l'opposition conviendra avec nous que M. Édouard Asselin est le meilleur assistant-procureur général que nous ayons eu en cette province depuis la Confédération.

(Applaudissements)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 21 modifiant la loi du département du procureur général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi du département du procureur général soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Franchement, nous n'avons pas eu le temps d'étudier ce bill. On vient de nous en remettre la copie. Je me demande si nous devrions procéder aussi rapidement à son étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que nous pouvons au moins en commencer l'étude. Car il n'y a rien, que je sache, de contentieux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il me semble qu'on devrait procéder plus tôt à la distribution des bills. On attend que la séance soit commencée pour les déposer sur les pupitres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est déjà une amélioration. Sous l'ancien régime, les bills n'étaient distribués qu'à la fin de la session.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je comprends que le premier ministre s'améliore, mais ce n'est pas encore assez pour nous permettre d'étudier le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des choses que le gouvernement ne pourra jamais améliorer: par exemple, le député de Rivière-du-Loup.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vois que le bill a pour effet d'abroger quatre articles du Code municipal. Nous n'avons pas eu le temps de référer au Code municipal pour voir quelle est la portée de ces articles. Certes, nous avons bien confiance dans le gouvernement, mais nous pouvons difficilement voter ce bill après l'avoir étudié en aussi peu de temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien de contentieux dans ce bill. Les articles contenus dans ce bill ont surtout trait aux corporations. Nous allons l'étudier en comité, et s'il y a des objections, nous y reviendrons à une autre séance.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Nous voulons que le Code municipal autorise les municipalités à taxer les tuyaux servant à la conduite des eaux d'un aqueduc en quelque endroit qu'ils se trouvent dans la municipalité.

Les articles abrogés ont trait à l'incorporation des paroisses nouvelles. Nous les faisons disparaître à la demande des missionnaires colonisateurs.

La motion est adoptée.

En comité¹¹:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Les articles 31, 32, 33 et 34 dudit Code sont abrogés."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande qu'on lui apporte un Code municipal.

On n'en trouve pas immédiatement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le reste soit étudié par le comité du Code municipal. On veut faire faire à la Chambre le travail des comités, dit-il.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que le bill soit renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Adopté.

Salaires des ouvriers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi relative aux salaires des ouvriers soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans ce bill, comme dans celui qui viendra tantôt et qui modifie la loi des salaires raisonnables, il s'agit de deux amendements. Il arrive parfois que les conventions collectives, lorsqu'elles sont publiées dans les journaux, suscitent des objections. Des délégations viennent rencontrer le ministre du Travail, et l'application de la convention est nécessairement suspendue. À l'heure actuelle, il s'est

élevé des doutes sur le droit que nous avons de donner un effet rétroactif à la convention.

Un projet, par exemple, est publié en janvier dans la *Gazette officielle*. Le ministre du Travail et le cabinet ne peuvent l'agréer avant le mois de mars à cause des problèmes complexes qu'il soulève. Et le présent bill dit que nous pourrions, en acceptant la convention et en lui donnant force de loi, lui donner un effet rétroactif de quatre mois de la date de la convention et des ordonnances de l'Office des salaires raisonnables, à partir du 1^{er} décembre 1937.

Il arrive de plus qu'une convention a été acceptée et qu'un certain groupe d'intéressés se trouve lésé dans ses droits. Voici comment nous procédons: la convention est transmise au ministre du Travail avec une requête demandant qu'elle soit agréée. Celui-ci pourrait la mettre en force, mais en fait, il n'en fait rien. Il publie la convention dans la *Gazette officielle*, entend les intéressés et présente ensuite le document au cabinet. Celui-ci peut faire trois choses: accepter la convention, la modifier ou la rejeter.

On prétend que du moment que nous avons exercé notre option, nous n'avons plus le droit, même si nous savons que des injustices ont été commises, de réparer ces injustices.

Par le bill modifiant la loi des salaires raisonnables, nous disons que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en aucun temps accepter, modifier ou rejeter la convention. Nous étendons à tout le temps ce que nous ne pouvions faire qu'au moment où nous prenions une décision.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹²:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il me semble qu'on devrait nous donner le temps d'étudier des lois comme celle-ci.

Il serait préférable qu'on connaisse auparavant l'opinion publique au sujet de ces questions. Si l'on distribuait les bills plus tôt, cela permettrait à l'opinion publique de se prononcer. Nous aurions aimé connaître les réactions du public

au sujet de ces deux lois, parce qu'elles affectent trop d'intérêts pour que nous puissions les voter à la légère. Ces lois touchent un si grand nombre de citoyens qu'il serait bon qu'elles soient minutieusement étudiées. Ce n'est pas une bonne façon de procéder que de jeter les bills sur notre bureau au début de la séance et de nous demander ensuite de voter les trois lectures dans la même séance. Le gouvernement veut procéder trop rapidement. Il s'agit de lois des plus importantes, pourquoi le gouvernement ne procède-t-il pas plus lentement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne comprends pas le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition n'est jamais content. Si nous procédons trop vite, il n'est pas satisfait; il dit que nous n'avons rien à faire. Si nous procédons lentement, il ne l'est pas plus. Si nous lui proposons de travailler, il se plaint encore. Si nous procédons plus ou moins lentement, il prétend que nous ne suivons pas les règlements. Et pourtant, nous respectons les règlements. Nous sommes ici pour travailler. C'est la première fois depuis 25 ou 30 ans que le gouvernement arrive en session avec les lois prêtes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça fait 100 fois que vous répétez cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça prend ça pour que vous compreniez. Il faut le dire 100 fois pour le faire comprendre à l'opposition.

(Rires)

Nous allons procéder.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste contre la rapidité avec laquelle on veut passer une loi de cette importance. Il va arriver dans ce cas-ci comme dans le cas de l'ordonnance no 4. Après avoir menacé tout le monde, le gouvernement se verra dans l'obligation de ravalier ses menaces. L'opposition n'a jamais eu peur de travailler, mais elle se plaint de ce que le gouvernement veut travailler trop vite. Elle veut savoir ce qui se vote. Je veux bien que la Chambre travaille, mais je veux aussi qu'elle travaille intelligemment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pourtant, ces bills étaient imprimés depuis quelques jours. Les journaux en ont parlé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comment se fait-il qu'on vient de nous les remettre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis toujours bien pas pour me charger de les distribuer. Nous faisons de bonnes lois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous faites et défaites de bonnes lois.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous devrions avoir les bills imprimés au moins trois ou quatre jours avant qu'ils ne soient étudiés. Ce matin, nous avons vainement tenté de nous les procurer. On les a jetés sur nos pupitres à la dernière minute. Nous ne sommes pas des machines à voter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je trouve pitoyable que l'opposition parle ainsi. Franchement, elle se fait tort.

M. Bastien (Berthier): Si le bill est imprimé depuis sept ou huit jours, ça prouve l'incurie du premier ministre. Cet avant-midi, nous avons fait des démarches pour l'avoir, et nous n'avons pas réussi. Maintenant, on les jette sur nos bureaux et l'on dit: "Votez, votez". Nous ne sommes pas des machines à voter. Le premier ministre m'a fait des menaces, tout à l'heure. Je lui réponds que tant qu'il y aura des tribunaux dans la province, je ne crains pas ses menaces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand nous discutons une loi importante, il est inconvenant qu'un député ne parle que de lui. Qu'on ne fasse donc pas d'obstruction, c'est de nature à faire dommage à l'opposition. Et si l'on continue à lui faire dommage, voyez ce qu'il en restera.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Chose certaine, c'est qu'il s'agit de lois trop importantes. Nous ne pouvons pas les voter ainsi en troisième lecture. Nous voterons contre cette loi.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 7 de ladite loi est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

"Toutefois le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner à une convention collective et au décret visé par l'article 2 un effet rétroactif n'excédant pas quatre mois de la date de la convention.

"Toute convention collective conclue et tout décret adopté depuis le 1^{er} décembre 1937 sont sujets à l'application des dispositions de l'alinéa précédent."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande si le gouvernement veut régler un cas particulier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Il s'est présenté une couple de cas dans lesquels on s'est demandé si, pendant les deux mois que durait la discussion, la requête devait être mise de côté et si l'on devait payer ou ne pas payer les salaires du contrat en discussion. Nous avons dit aux employeurs: vous admettez que les ouvriers avaient droit à une augmentation, mais vous ne voulez pas la payer? Nous passerons les lois nécessaires pour fixer les salaires. C'est pour parer à cet embarras que l'on modifia la loi en permettant de donner aux conventions un effet rétroactif de quatre mois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Incidemment, pourquoi le ministre du Travail n'est-il pas ici? Je voudrais aussi savoir pourquoi l'on n'attend pas que le ministre du Travail soit en Chambre pour discuter une question de cette importance. C'est la première fois qu'on voit une chose pareille. Le ministre du Travail n'est pas ici pour expliquer la loi la plus importante de son ministère qui concerne le salaire des ouvriers. Le ministre du Travail est celui qui est responsable de l'application de toutes les lois qui regardent le travail. Je comprends que le premier ministre a un gouvernement personnel, et rien ne le prouve mieux que ce qui se fait actuellement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est facile à comprendre. Ce n'est pas ici comme de votre côté. Du côté de l'opposition, il y a un chef en dehors et un chef en dedans de la Chambre. Il y en a un chef qui veut et ne veut pas se présenter et un autre chef qui s'arrange pour que l'autre ne se présente pas. Il n'y a pas d'union. Il n'y a ni homogénéité ni cohésion.

Chez nous, au contraire, dans le gouvernement, c'est la solidarité ministérielle. Les ministres ont confiance en leurs collègues. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a tellement d'ouvrage et il a tellement de dévouement qu'il est extrêmement occupé. Il doit s'occuper de réparer des erreurs de l'ancien régime et cela réclame tous ses instants. Quand nous pouvons lui rendre ces services, nous le faisons avec plaisir. Nous lui donnons tout le temps possible.

(Rires)

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, modifier ou révoquer le décret.

"Avis de cette modification ou de cette révocation est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

"La modification ou la révocation prend effet à la date de la publication de cet avis ou à toute autre date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Pourquoi le gouvernement aurait le pouvoir de rejeter une convention sans en donner avis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi nous donne les mêmes pouvoirs que l'ancienne, mais en plus elle nous permet de changer une convention dans certains de ses détails. Il peut arriver en aucun temps qu'une convention favorable à une certaine partie soit défavorable à une autre. On peut ainsi commettre une injustice à l'adresse d'une autre partie, et il faudrait la tolérer, la laisser durer durant toute la durée de la convention. Le gouvernement veut avoir le pouvoir de remédier à toute situation injuste et de réparer toute erreur.

Si nous avons ce droit, il est naturel qu'on nous permette d'agir rapidement afin de réparer au plus tôt les injustices. Il est dans son intérêt de donner satisfaction à tous. Il faut parfois procéder très rapidement, et c'est ce que vise le gouvernement. Mais on peut être certain qu'il n'ira pas trop vite, et qu'il avertira toujours les intéressés.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) veut que les intéressés aient au moins la chance de discuter avec le gouvernement. Le lieutenant-gouverneur en conseil, dit-il, devrait donner un avis aux intéressés avant de ne faire aucune modification. Il ne serait pas sage de donner un avis des amendements ou de leur révocation par le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est dans notre propre intérêt de donner une chance à tous. On devra agir rapidement et il ne faut mettre aucune restriction empêchant une action rapide. Nous allons procéder très vite quand il le faudra, mais nous essaierons de ne pas aller trop vite. Le lieutenant-gouverneur en conseil n'agira pas plus vite qu'il ne sera obligé de le faire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est bien beau cette discussion, mais ce n'est pas là la question. En réalité, par cet article, le gouvernement se substitue tout simplement aux parties contractantes, au comité des patrons et des ouvriers pour ce qui est des salaires, et il change entièrement l'économie de la loi. Autrefois, il ne pouvait modifier un contrat collectif qu'à la requête des parties contractantes. Maintenant, il s'arroge le droit de le faire de lui-même, sans consulter patrons et employés.

Je m'oppose à ce que le gouvernement puisse ainsi changer les contrats, l'économie de la loi des conventions collectives de travail. Le principe que nous avions posé disparaît. J'ai toujours prétendu que c'était aux patrons et aux ouvriers de s'entendre sur les salaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition fait une tempête dans un verre d'eau. En vertu de l'ancienne loi, le ministre lui-même a le droit de refuser ou d'accepter de sa propre autorité un projet de convention collective de travail. Lorsque la convention était soumise au conseil des ministres, celui-ci avait le droit de refuser, accepter et modifier une convention. Dans le cours de la convention, à la demande des parties, le conseil des ministres avait encore le droit de faire des changements. Il avait aussi le pouvoir de la rejeter. Au bout de trente jours, le ministre a le droit d'en rejeter une même si elle a été publiée.

La loi nouvelle nous donne moins de pouvoir, nous allons beaucoup moins loin que l'ancienne loi, puisque nous pouvons seulement modifier une convention. Souvent, par une convention, on cause des injustices à des petites villes et à des petites industries, et si l'on ne peut faire disparaître ces injustices, ce sont elles qui en subissent les mauvais effets.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce qui est blâmable, aujourd'hui, c'est que le gouvernement veut agir, faire ce qu'il veut même sans requête ni des patrons ni des ouvriers, sans consulter les parties contractantes. Cela change toute l'économie de l'ancienne loi. On veut substituer le bon vouloir du gouvernement à la volonté du comité des ouvriers et des patrons.

L'article 4 est adopté sur division.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 11, le suivant:

"11a. Aucun décret ne s'applique et ne s'est appliqué antérieurement

"a. au gouvernement de cette province ni à ses départements ou services, à moins d'une stipulation expresse au contraire contenue dans ce décret;

"b. au cas de travaux exécutés par un tiers pour le gouvernement de la province ou pour l'un de ses départements ou services, en vertu d'un contrat prévoyant une échelle de salaires minima."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi le gouvernement ne serait-il pas obligé de se conformer aux lois qu'il fait et serait-il exempt de payer le salaire fixé par la convention de travail? Le gouvernement va trop loin dans son absolutisme.

Il devrait observer le premier des lois qu'il érige. Si les particuliers sont obligés de payer ce salaire, pourquoi pas le gouvernement? S'il pense qu'une loi est assez bonne pour être présentée et votée, il doit la mettre lui-même en pratique. Si la loi est bonne, elle doit s'appliquer à tous et à plus forte raison au gouvernement. Une loi bonne pour la majorité des citoyens doit être mise en vigueur même dans les contrats, les travaux du gouvernement.

On veut protéger les contracteurs qui ont des entreprises du gouvernement. Ces contracteurs devraient être les derniers à être exemptés des obligations communes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit simplement de mettre en vigueur l'article 42 des Statuts refondus suivant lequel aucune loi ne peut avoir d'effet sur les Statuts de la province, qui dit que "nul Statut n'agit sur les droits de la couronne".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À moins que le contraire ne soit spécifié dans la loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Justement, je demande de le spécifier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne devrait pas s'enervner, même si le nouveau député de Bagot (M. Adam) est ici.

(Rires)

Ne nous offrons pas en spectacle. Le député de Bagot est ici et aura une mauvaise impression de la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis bien moins énervé que le premier ministre. Je ne vois pas pourquoi les entreprises publiques ne seraient pas assujetties aux règlements auxquels sont assujetties les entreprises privées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que les lois de la province ne peuvent affecter les Statuts. Les entreprises publiques ne doivent pas être astreintes aux mêmes obligations que les autres. Je dirai même toute ma pensée. Je suis d'avis, par exemple, qu'on ne doit pas demander aux cultivateurs de payer des salaires qu'ils ne sont pas capables de payer, et qui ne peuvent avoir d'autre effet que de dépeupler les campagnes au profit des villes.

Je dis qu'il est essentiel que cette province reste essentiellement agricole. Il faut lui conserver son caractère agricole et il faut que les cultivateurs aient les moyens de vivre, de garder leurs fils sur la terre. Il ne faut rien faire pour vider les campagnes. Nous voulons surtout que la vie rurale demeure comme autrefois et que les cultivateurs qui ont des besoins particuliers ne soient pas obligés de subir une situation qu'ils ne peuvent subir.

(Applaudissements)

Nous voulons tenir compte des conditions particulières à chaque région et ne pas leurrer les fils de cultivateurs de conditions de vie illusoire qui les détourneraient de la leur propre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne m'étonne pas du discours à base d'agriculture du premier ministre. Quand il est mal pris le premier ministre parle d'agriculture ou de communisme. Il est clair que la loi des contrats collectifs, cependant, ne s'applique pas aux travaux agricoles. Depuis 12 mois, dans la province de Québec, le gouvernement a donné des contrats pour des millions, et sans payer les salaires requis par les contrats collectifs dans la loi. Que ce soit un fils de cultivateur ou un ouvrier de la ville qui travaille, ils doivent tous deux avoir le même traitement.

Je comprends maintenant la hâte du gouvernement à passer cette loi, et je comprends aussi que le ministre du Travail soit absent. Je le défie d'approuver une loi pareille. Il n'oserait pas soutenir l'article 5. Le paragraphe 11a de l'article 5 dit:

"Aucun décret ne s'applique et ne s'est appliqué antérieurement

"a. au gouvernement de cette province ni à ses départements ou services, à moins d'une stipulation expresse au contraire détenue dans ce décret;

"b. au cas de travaux exécutés par un tiers pour le gouvernement de la province ou pour l'un de ses départements ou services, en vertu d'un contrat prévoyant une échelle de salaires minima."

Je dis que le gouvernement, comme on le voit, veut passer cette loi à la Législature pour débarrasser les contracteurs qu'il a gavés des obligations qui leur étaient imposées par la loi des conventions collectives. J'ai dans mes dossiers une foule de plaintes de gens, de toutes les parties de la province, qui disent qu'ils ont travaillé pour les entrepreneurs du gouvernement et qu'ils n'ont pas été payés suivant les contrats collectifs.

Le premier ministre vient de dire que la couronne est exemptée des stipulations de ces lois en vertu du droit commun ou des Statuts refondus, quand aucune législation ne spécifie qu'elle y est astreinte. C'est vrai, peut-être. Mais les tiers, depuis quand sont-ils exemptés?

Il n'y a pas de loi qui dit que les tiers sont exemptés de ce qu'affirme la loi. Les entrepreneurs du gouvernement doivent observer les conventions de travail. Et ces gens-là, qu'il veut protéger pourtant, ils ne sont exemptés par aucune loi ni à la campagne ni dans les villes.

Quand on vient dire qu'une pareille loi est faite pour protéger les cultivateurs, c'est faire de la bouillie pour les chats. Pourquoi le cultivateur travaillerait-il à un salaire moindre que l'ouvrier urbain travaillant dans la même zone? On travaille à 20 sous de l'heure sur les chantiers des entrepreneurs du gouvernement. Je proteste au nom de ces ouvriers dont on a abusé depuis que le gouvernement est au pouvoir, depuis que des contrats sont accordés sans soumission et depuis que le gouvernement supporte ses entrepreneurs à qui il accorde des contrats, qui passe ensuite des lois pour protéger les favoris du pouvoir.

L'article 5 est passé pour favoriser des entrepreneurs, les hommes qui devraient être les derniers à être exemptés, exonérés des obligations que leur impose la loi. Qu'il vienne de la ville ou de la campagne, l'ouvrier a droit au salaire prévu par la loi des conventions. On veut tout simplement jeter de la poudre aux yeux. Je proteste contre la rapidité que l'on met à passer cette mauvaise loi. C'est une mauvaise loi, c'est un recul et je suis certain que tous les ouvriers, organisés ou non, blâmeront le gouvernement de rétrograder pareillement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas. Le chef de l'opposition prétend être l'ami des conventions collectives, mais je me rappelle un temps, pas très lointain, où le chef de l'opposition, devant un comité, faisait des menaces aux chapelains des syndicats catholiques...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Jamais! Je n'ai jamais fait de menaces à personne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'étais là, je m'en souviens, le député de Saint-Hyacinthe a dit au chapelain des syndicats catholiques: "Si vous continuez, vous aurez la même chose qu'en France, ça va être comme en France, vous serez les premiers..."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste, M. le président, contre cette interprétation. Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'étais là. Le chef de l'opposition a combattu les conventions collectives.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Jamais. J'ai pris part à une discussion. J'ai toujours été en faveur des contrats collectifs. Je n'ai jamais combattu les conventions collectives, mais je suis contre le système du premier ministre, que poursuit le gouvernement actuellement, de remplacer les conventions collectives à la sourdine par de l'ingérence absolue du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition était contre. Je me rappelle qu'à Saint-Hyacinthe, il y a même eu du mécontentement qui commençait à se généraliser dans sa ville. Chez lui, dans des travaux à lui, il n'a pas voulu appliquer le contrat collectif, il refusait de payer les salaires convenus. C'est connu...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste, ce n'est pas vrai. Si le premier ministre n'est pas assujéti aux règlements de la Chambre, s'il n'est pas obligé comme les autres d'accepter la parole d'un député, alors je le mettrai moi aussi de côté. J'ai le droit de dire qu'il a menti effrontément.

(Chahut)

M. Tardif (Frontenac): Que le chef de l'opposition, qui a dit tellement de mensonges dans

Bagot, respecte le premier ministre. Il a été assez effronté dans Bagot qu'il n'a pas le droit de l'être ici. Qu'il retire ses paroles¹³.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne retirerai certainement pas mes paroles, à moins que le premier ministre ne se rétracte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour ma part, je ne tiens pas à ce que le chef de l'opposition retire ses paroles. Ça lui convient tellement!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand le premier ministre fait de pareilles affirmations, il sait qu'il ne dit pas la vérité. Je dirai au premier ministre que le premier contrat collectif a été appliqué à Saint-Hyacinthe et qu'il a été préparé et signé par moi, à la demande du député lui-même. Et même, les syndicats avaient fixé le salaire des journaliers à 25 cents de l'heure. J'ai protesté et je l'ai fait porter à 30 cents, puis on l'a porté à 35 cents.

J'ai toujours favorisé les conventions collectives. J'ai été probablement le premier à reconnaître, à appliquer dans l'industrie des imprimeurs ruraux la semaine de 48 heures et à payer les ouvriers ce qu'ils réclamaient: le salaire de 60 heures¹⁴.

M. Tardif (Frontenac):

Avec des valises.

L'article 5 est adopté sur division.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 39 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"39. Quiconque

"1° empêche ou tente d'empêcher, directement ou indirectement, par menaces ou autrement, un salarié de faire partie d'une association; ou

"2° attente à la liberté de travail d'un salarié en le congédiant, en le faisant congédier, en tentant de le faire congédier ou en l'empêchant ou en tentant de l'empêcher d'obtenir du travail

"a. parce qu'il fait partie d'une association, ou

"b. parce qu'il ne fait partie d'aucune association, ou

"c. parce qu'il ne fait pas partie d'une association particulière,

"commet un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars et des frais,

pour la première offense, et à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement de quinze jours, et, à défaut de paiement des frais, d'un emprisonnement additionnel de huit jours; pour la deuxième offense, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus soixante-quinze dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement d'au moins un mois et, à défaut de paiement des frais, d'un emprisonnement additionnel de quinze jours; et, pour toute offense subséquente, d'une amende de cent dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement de deux mois et, à défaut de paiement des frais, d'un emprisonnement additionnel d'un mois.

"La poursuite est intentée par le ministre, le comité ou toute personne munie d'une autorisation écrite du procureur général."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'oppose aussi au dernier paragraphe de l'article 6 qui donne au gouvernement le pouvoir absolu d'étouffer une plainte faite contre un patron qui aurait congédié un employé pour ses activités syndicales. Qu'on enlève de ce paragraphe la partie qui donne au gouvernement le pouvoir d'autoriser la poursuite. Laissons donc les tribunaux décider. Que l'on fasse disparaître l'ingérence du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien de changé. C'est la même loi que l'an dernier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai dit qu'on s'en plaignait. On se plaint de l'ingérence et de l'absolutisme du gouvernement. À Montréal, un journaliste n'a même pas pu faire entendre son point de vue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, des plaintes... Celui qui s'est plaint est un journaliste, un communiste, affilié à la C.I.O.¹⁵, et nous ne tolérerons pas la C.I.O. ni les grèves sur le tas. Il a voulu tout bouleverser dans le journalisme. C'est moi qui lui ai refusé le droit de poursuivre, et, plus que cela, j'ai dit à ses employeurs que j'allais les poursuivre s'ils le gardaient à leur emploi. Les communistes, il n'y a pas de place pour eux dans notre province.

Ils ont droit à une union de leur choix, les ouvriers, mais nous n'endurerons pas les communistes déguisés ou non, ni les autres. Les ouvriers sont libres de faire partie d'une union, mais ils ne doivent pas être expulsés ni congédiés s'ils

décident de n'en pas faire partie. Nous disons que le droit d'union est un droit libre et que personne ne peut forcer quelqu'un à s'unir malgré lui. Nous avons dit qu'il était défendu de poursuivre quelqu'un qui ne veut pas faire partie des associations.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre parle de communisme, et il se dit en faveur de la liberté de travail et du droit de l'union ouvrière. S'il veut être conséquent avec lui-même, s'il est en faveur de ce décret, il doit retrancher cette partie du bill où il est dit qu'une personne pour prendre une poursuite doit avoir l'autorisation écrite du procureur général. Si le premier ministre veut que le travailleur soit libre, il ne doit pas le subordonner au bon plaisir du procureur général.

On sait les délais que ça prend au bureau du procureur général et les ficelles qu'il faut souvent tirer en pareil cas. Et puis les unions sont composées de gens de bon sens. Que le premier ministre ne prenne pas les travailleurs pour des gens non avertis. Le chef du gouvernement est en train de tuer le droit d'union et de liberté du travail. Il est bien beau de parler d'éléments communistes à tenir en échec, mais les unions ne sont pas prêtes à avaler n'importe quoi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi répond aux demandes des syndicats catholiques. Mais lisez donc les trois lignes en question et vous verrez que les ouvriers ont leurs droits bien sauvegardés, puisqu'il est dit que le ministre, le comité ou toute personne est munie d'une autorisation du procureur général. Donc le comité conjoint a toute latitude d'agir, de poursuivre celui qui contrecarre le droit d'association; il n'a pas besoin d'autorisation du procureur général.

Nous ne voulons pas que les communistes fassent de l'intimidation. Nous ne voulons pas que certaines personnes fassent comme les communistes ont fait et fassent chanter leurs employeurs au déni de toute justice; si quelqu'un veut faire chanter, nous disons: non.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre est souple et il s'accroche à des règles de syntaxe pour faire passer son bill. Mais, en vertu de quoi, de quel droit une personne n'aurait pas le droit de se présenter devant les tribunaux pour réclamer justice? Il suffira que le premier ministre décide que ce sont des communistes pour refuser leur droit.

Je ne connais pas le nom de ce communiste prétendu, dont a parlé le premier ministre, qui a demandé un recours contre un propriétaire de

journal. Peut-être que cette personne-là n'est pas communiste. Mais on ne définit même pas le communisme dans la loi. Le premier ministre juge trop vite de certains communistes dans la province. S'il prend fantaisie au premier ministre de décider que ceux qui ne pensent pas comme lui sont des communistes, cela va loin, où allons-nous.

Il n'y a pas que les syndicats catholiques qui sont importants dans le monde ouvrier de la province. Il y a aussi les grandes unions internationales composées de gens responsables et qui ne sont pas communistes. Il y a la fédération des travailleurs catholiques du Canada. Ce sont là de grands corps qui aident le premier ministre à combattre le communisme. Il me semble que tout ouvrier devrait avoir le droit de se faire juger sur ses convictions.

Mais le premier ministre dit d'un tel ou d'un tel que c'est un communiste. Il veut en décider lui-même: c'est-à-dire décider de la croyance politique de tous et chacun, car le communisme est une doctrine politique et religieuse à la fois. Il y a communistes et communistes.

Je sais que le premier ministre en voit en grand nombre partout, même où il n'y en a pas, et qui ne sont pas plus communistes que moi. Quel est le nom de celui que le premier ministre qualifie de communiste pour l'empêcher de poursuivre son patron?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel aveu! Le chef de l'opposition se contredit lui-même. Le chef de l'opposition admet lui-même qu'on peut définir un communiste. Il dit que le procureur général n'a pas le droit de dire si quelqu'un est communiste. Mais aussitôt après, il dit: "Donnez-moi donc le nom de ce prétendu communiste qui a voulu poursuivre un journal, dont vous parlez, et je vais vous dire si c'en est un communiste". Il ne fait pas de doute que le chef de l'opposition connaît le nom de son ami communiste.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut protester¹⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici le chef d'un parti qui fut grand. Le chef de l'opposition défend les communistes contre la loi du cadenas, contre nos lois ouvrières qui sont les meilleures. Il prétend que nous avons tort de combattre le communisme. M. le président, si la loi du cadenas avait eu le seul effet de déchirer le voile qui cache les accointances du chef de l'opposition avec ces éléments, ce serait déjà une bonne chose, une bonne loi utile.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut encore protester.

Des voix: Calder, Calder. Communiste. Tu comprends rien. Pousse-toé! Assis-toé donc¹⁷!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le chef de l'opposition se soit prononcé, dans ce débat, pour les communistes...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre n'a pas droit de dire ça. Loin d'être communiste, je déclare bien sincèrement, de tout mon cœur, que je ne suis pas communiste du tout.

Des voix: Hypocrite. Calder. T'as l'air fin à c'te heure, hein!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas communiste. Le premier ministre sait bien avec tout le monde que la lutte que l'on fait contre les communistes est bonne. Je n'ai pas comme le premier ministre la grande vertu de séparer mon bien avec tout le monde. Pour moi, je suis un simple mortel. Je veux garder les quelques deniers que j'ai acquis par une vie de labeurs. Mais j'espère que, pour faire suite à ce qu'il vient de lui échapper, le premier ministre ne viendra pas mettre le cadenas chez nous, à ma porte, parce qu'il croit que je suis communiste. Comme tout le monde, je dis que la lutte au communisme est une bonne chose. Mais je lui dis qu'il y a beaucoup de gens qui protestent contre sa loi du cadenas dans la province.

Des voix: Des Calder, pas d'autres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a fait faire des perquisitions là où on n'avait pas d'affaires. Je ne critique pas la loi, mais l'application qu'on en fait. Et j'espère qu'il va cesser de faire des perquisitions comme il en fait. On a fait irruption chez un citoyen de Montréal, M. Champagne, qui est le frère d'un citoyen distingué de Saint-Hyacinthe. On a saisi chez lui des journaux comme la collection du grand journal *En Avant*¹⁸. Ça n'est pourtant pas un journal communiste. Voici pourtant un journal important...

(Rires)

... du moins à Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, c'est un journal commun.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce M. Champagne n'avait que le tort d'avoir la collection d'*En Avant*. M. Champagne est allé se plaindre. La preuve qu'on s'est trompé dans l'application de la loi du cadenas, c'est qu'on lui a remis presque tout ce qu'on avait saisi, moins la collection du journal *En Avant*. Ce sont des abus qui ne devraient pas exister. Les gens ont le droit de posséder les collections de journaux importants comme *En Avant*.

(Rires)

Ce M. Champagne a été obligé de venir chez nous, à Saint-Hyacinthe, pour me demander si je ne pourrais pas lui remplacer sa collection, et il a dit: "Ils ne veulent pas me la remettre". Pourtant les gens ont droit de garder un journal important comme celui-là. Les officiers de police ne devraient pas garder cela en leur possession. Le premier ministre devrait écrire à son chef de police de renvoyer ce journal-là, de renvoyer *En Avant* à son propriétaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, on devrait écrire ça à tous les abonnés, de renvoyer leur journal!

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On a employé des manières rudes, fortes, pour faire cette perquisition, sans doute parce qu'on avait affaire à une pauvre femme, ignorant que dans la province de Québec, on se doit de respecter la femme comme dans tous les pays civilisés. J'espère qu'on verra à corriger ces manières.

Une voix ministérielle: Si t'es pour la loi, ferme-toi. Si t'es contre, dis-lé donc!

(Interruptions)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quant aux communistes, le premier ministre pourra en faire ce qu'il en voudra. Moins il y en aura de communistes et mieux ça vaudra.

Une voix ministérielle: Y'est-y hypocrite, un ti-peu?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais, parlant maintenant du bill 19, je dis que cette loi-là, c'est une mauvaise loi, parce qu'elle laisse au premier ministre de décider si telle ou telle personne est communiste ou non. Si c'est une raison légale, cela, je n'y comprends plus rien. Qu'on enlève les mots qui exigent "une autorisation écrite du procureur général pour poursuivre."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Évidemment, le chef de l'opposition aime à penser aux communistes; même s'il dit qu'il est contre, il en parle longtemps. Le chef de l'opposition dénonce les communistes, puis il s'arrange pour les aider par ailleurs. Il a critiqué tout à l'heure la loi du cadenas...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais voyons donc, j'ai voté pour votre loi dans le temps...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si vous avez voté pour, pourquoi la critiquez-vous alors?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parce que le premier ministre ne suit pas la loi. J'ai critiqué le premier ministre pour sa façon d'appliquer la loi, et j'ai parlé de la loi comme nous devrions tous en parler, en bons amants de la liberté dans cette province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il dit aussi qu'il est contre la loi que nous étudions. Que dit cette loi? Le paragraphe dit nettement que le ministre, le comité ou une personne munie d'une autorisation peut poursuivre. En donnant le droit de poursuivre au ministre, au comité ou à toute autre personne munie d'une autorisation écrite du procureur général, nous protégeons le droit d'union. Le comité conjoint est nommé par les unions ouvrières. Nous reconnaissons donc là explicitement le droit absolu des unions, par leurs représentants autorisés, à poursuivre.

M. Bertrand (Montréal-Laurier) suggère que l'on intercale des prépositions "ou". Je suggère au gouvernement, dit-il, d'éclaircir, par le texte anglais, le paragraphe auquel le premier ministre vient de faire allusion. En français, on peut lire: "La poursuite est intentée par le ministre, virgule, le comité ou toute personne munie" etc., et en anglais, il y a une virgule aussi après le mot "committee".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Laurier corrobore exactement ce que dit le texte, et donc il reconnaît que ses collègues de l'opposition avaient tort. Je n'en veux pas au député de Montréal-Laurier. C'est un charmant garçon, un camarade du collège; mais je remarque qu'il veut faire le jeu du chef de l'opposition. C'est étrange, mais lorsque nous avons voulu donner de l'argent aux cultivateurs, l'opposition s'est opposée lorsque nous voulons consacrer la liberté d'union, l'ancien procureur

général nous parle de virgules. Pour le gouvernement, quand il s'agit d'aider toutes les classes de la société, il n'y a pas de virgule ni de point qui tiennent, nous y allons franchement.

(Hésitation)

Adopté?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division.

L'article 6 est adopté sur division.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. La présente loi n'affecte pas les causes pendantes quant aux frais."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a deux ou trois actions intentées par ceux qui ne veulent pas de convention collective. Devant les tribunaux montréalais, nous avons Me Emery Beaulieu et devant ceux de Québec, Me Guy Hudon, qui défendent le point de vue du gouvernement. Des *quo warranto* ont été pris contre des membres de comités conjoints. Ainsi, le comité paritaire est chargé de prendre des actions pour faire respecter la convention de travail.

L'article 8 est adopté.

L'article 9 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que le bill 19 modifiant la loi relative aux salaires des ouvriers soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça se fera à la prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): N'est-ce pas?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre vient de nous promettre que cela sera ainsi. D'ailleurs, nous allons voter contre ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Ironique) Oui? Vous allez voter contre ce bill?

La troisième lecture du bill est reportée.

Loi des salaires raisonnables

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi des salaires raisonnables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁹:

L'opposition demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill, dans ses grandes lignes, comporte exactement les mêmes dispositions que le bill précédent: effet rétroactif, droit pour l'ouvrier d'appartenir ou de ne pas appartenir à une union, etc.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 11 de la loi des salaires raisonnables (1 George VI, chapitre 50) est modifié

"a. en ajoutant après le mot "doivent", dans la deuxième ligne, les mots: ", pour entrer en vigueur,";

"b. en ajoutant les alinéas suivants:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en approuvant une ordonnance, lui donner un effet rétroactif n'excédant pas quatre mois de la date de cette ordonnance.

"Il peut aussi en tout temps après l'approbation d'une ordonnance la modifier ou la révoquer.

"Avis de cette modification ou de cette révocation est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

"La modification ou la révocation prend effet à la date de la publication de cet avis ou à toute autre date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Les ordonnances de l'Office émises depuis le premier décembre 1937 sont sujettes à l'application des dispositions des deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas du présent article."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme vous le voyez, c'est la même chose que dans le bill précédent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En effet, c'est la même chose que l'autre, mais ce sont des choses vagues, aussi graves. Je pose la même objection qu'au bill précédent, parce que je dis que ce bill donne encore au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de se substituer à l'Office des salaires raisonnables. C'est une mauvaise loi. C'est une loi qui protège les entrepreneurs du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas pour protéger les entrepreneurs, comme dit le chef de l'opposition, mais c'est pour protéger les deniers de la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste. Les ouvriers, qu'ils soient à l'emploi des entrepreneurs du gouvernement ou non, ils ont droit aux salaires qui leur reviennent.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 15, le suivant:

"15a. Aucune ordonnance ne s'applique et ne s'est appliquée antérieurement

"a. au gouvernement de cette province ni à ses départements ou services, à moins d'une stipulation expresse au contraire contenue dans cette ordonnance;

"b. au cas de travaux exécutés par un tiers pour le gouvernement de la province ou pour l'un de ses départements ou services, en vertu d'un contrat prévoyant une échelle de salaire minima."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'on veut protéger les contracteurs du gouvernement qui n'auront pas suivi les conditions prévues par l'Office des salaires raisonnables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas de protéger un contracteur, il s'agit simplement de protéger la province et de lui conserver son caractère essentiellement agricole.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si l'on dit que tel salaire doit être payé aux ouvriers, soit dans une zone urbaine, soit dans une zone rurale, il n'y a absolument aucune raison au monde pour protéger les contracteurs du gouvernement plus que les autres. Je suis absolument opposé à cette disposition.

L'article 2 est adopté.

M. Barré (Rouville) revient sur l'article 1 et met le gouvernement en garde contre un danger: celui d'élever les salaires avec effet rétroactif, alors qu'un contracteur a terminé son entreprise et qu'il lui reste, par exemple, une très faible marge de profits.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'opposition ne consent pas à voter immédiatement la troisième lecture.

La troisième lecture du bill est reportée.

La séance est levée à 6 h 10.

NOTES

1. Lorsque M. Pierre Bertrand fait son entrée en Chambre avant la séance, il est chaudement applaudi par les ministériels pour son rôle de premier plan dans la défaite de l'ex-maire Grégoire, selon *The Chronicle Telegraph* du 23 février 1938, à la page 3.

2. Allusion au fait que M. Godbout est effectivement chef du Parti libéral, bien qu'il n'ait pas été élu député aux élections générales tenues le 17 août 1936. Bien qu'il perdît son siège à l'Assemblée nationale à ce moment, il demeura chef du Parti libéral, fut confirmé chef du parti au congrès du parti tenu le 11 juin 1938 et revint au pouvoir à l'élection

du 25 octobre 1939. De 1936 à 1939, M. T.-D. Bouchard est alors chef de l'opposition officielle en Chambre. Pour cette raison, M. Duplessis se plaît à faire référence aux nombreux chefs de l'opposition ou à celui qui dirige le parti à l'extérieur.

3. *La Patrie* du 23 février 1938, à la page 14, mentionne que la deuxième lecture de la loi a été adoptée. Cependant, tous les autres journaux, de même que les *Journaux de l'Assemblée législative*, nous rapportent le contraire.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

5. Le mot "cinéma" a remplacé l'expression "vues animées".

6. Voir note 3.

7. Le chef de l'opposition fait une intervention qui pourrait être intéressée puisque *The Chronicle Telegraph* du 23 février 1938, à la page 3, rapporte: "M. Bouchard, qui est ou a été propriétaire d'un cinéma."

8. Voir note 3.

9. Certains journaux font mention de 6 ans, mais si nous faisons le calcul, 12 ans est le chiffre le plus exact.

10. Voir note 3.

11. Voir note 3.

12. Voir note 3.

13. *The Chronicle Telegraph* du 23 février 1938, à la page 3, ajoute que le chef de l'opposition "fut obligé, par M. Tardif, de se rétracter." Par contre, aucun autre journal ne rapporte qu'il a vraiment été obligé de se rétracter.

14. *Le Canada* du 23 février 1938, à la page 8, mentionne 60 cents par heure, mais le contexte nous porte à croire que c'est probablement le salaire de 60 heures. Ainsi, nous pensons que, dans son discours, le chef de l'opposition a voulu signifier qu'il payait à ses employés un salaire équivalent à 60 heures pour 48 heures travaillées.

15. Le *Committee for Industrial Organisation* (C.I.O.) était un syndicat ouvrier très populaire aux

États-Unis; il connut un vif succès par sa nouvelle stratégie, souvent violente, d'occupation d'usines (automobile, sidérurgie). Il comptait 4,000,000 de membres en 1937, et 14,000,000, en 1945. Si le C.I.O. connut un immense prestige parmi les ouvriers, cependant, ses méthodes inquiétaient l'opinion publique et furent déclarées inconstitutionnelles, en 1939, pour atteinte au droit de propriété. Bien que le C.I.O. n'était pas un syndicat communiste, les communistes y étaient très présents (40 % dans l'encadrement). Or, les communistes étaient très minoritaires et impopulaires, également parmi les ouvriers.

16. *L'Action catholique* du 23 février 1938, à la page 8, et *Le Canada* du 23 février 1938, à la page 1, mentionnent que de M. Bouchard est interrompu à de nombreuses reprises par les députés de la droite.

17. Toutes ces interventions sont adressées à M. Bouchard qui voulait protester de nouveau.

18. *L'Événement* du 23 février 1938, à la page 11, mentionne que "c'est le journal de M. Bouchard".

19. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

Séance du mercredi 23 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 127 modifiant la charte de la cité de Hull.

M. Taché (Hull): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 17 modifiant le Code municipal.

Questions et réponses:

**Bourses aux jeunes filles
de Mont-Joli, comté de Matane**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Le gouvernement de la province a-t-il accordé des bourses à des jeunes filles de Mont-Joli, dans le comté de Matane, pour l'année scolaire 1937-1938?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quels sont les noms et prénoms de ces jeunes filles?

b. Où et dans quelles institutions suivent-elles leurs cours?

L'honorable M. Paquette (Labelle): 1. Oui, une bourse a été accordée à une jeune fille de Mont-Joli, pour l'année 1937-1938.

2. a. Mademoiselle Cécile Béchar, fille de madame (veuve) Thomas Béchar, de Mont-Joli.

b. À l'École normale de Rimouski.

**Salaires
des ouvriers**

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi relative aux salaires des ouvriers soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voterai contre la troisième lecture du bill pour deux raisons. Je n'ai pas l'intention de revenir sur tous les arguments que j'ai apportés hier contre cette mesure. Je crois de mon devoir de me prononcer contre l'adoption de ce bill, à sa troisième lecture, de façon à faire comprendre à la population que nous nous opposons fortement à ce que le gouvernement soit exempté des obligations qui sont imposées aux employeurs de cette province par les conventions collectives ou l'Office des salaires raisonnables. Le gouvernement est l'institution qui devrait être la première à donner l'exemple au sujet des salaires raisonnables dans cette province.

Si nous avons des lois, si nous organisons des comités, des bureaux, et des commissions pour établir ce que doivent être les salaires raisonnables dans les différentes zones de la province de Québec, il me semble que le gouvernement qui a créé ces bureaux et des corps devrait être le premier à respecter les décisions rendues par ces organismes lorsqu'ils décrètent que l'on ne peut faire travailler les gens à moins de tant de l'heure. Il lui appartient avant qu'il se soit de respecter les lois qu'il met en vigueur. Or, en adoptant cette loi, le gouvernement se soustrait à la loi des salaires raisonnables.

Je siége dans cette Chambre depuis longtemps, un grand nombre d'années, et, à chaque session du temps de l'ancien gouvernement, j'ai entendu les membres de l'opposition se plaindre du fait qu'on payait des salaires de famine dans la province, et particulièrement sur les travaux de voirie. Souvent j'ai entendu des membres de l'opposition réclamer des salaires plus élevés et ils ajoutaient que ça ne resterait encore que des salaires raisonnables, et un minimum pour le salaire nécessaire à l'ouvrier pour se soutenir et soutenir sa famille.

Nous avons été l'objet de vertes critiques parce que nous payions des salaires de 20 et 25 sous de l'heure et nous voyons aujourd'hui ce gouvernement, après avoir sanctionné les lois de

l'ancienne administration, déclarer par la voix de son chef, qu'il ne suivra pas les lois qu'il établit lui-même, qu'on ne peut astreindre le gouvernement à se conformer aux lois qu'il édicte.

Je ne veux pas parler de l'étude de la constitutionnalité de la loi. Car je sais que le gouvernement ne peut pas être astreint à suivre ses propres lois affectant les particuliers, à moins que cela ne soit indiqué, qu'il ne le dise expressément dans chaque loi. C'est du droit parlementaire et constitutionnel.

Toutefois, comme il s'agit ici de donner le bon exemple, le gouvernement devrait inclure dans son projet de loi qu'il n'est pas exempt de la loi des salaires raisonnables. Car si le gouvernement lui-même ne respecte pas ses lois, comment pourra-t-il les faire respecter?

Mais personne ne s'est cependant jamais imaginé qu'il était nécessaire de mettre dans la loi que le gouvernement ne sera pas astreint à des lois édictées par des organismes qu'il crée lui-même, à payer les salaires que les comités et les bureaux conjoints décrètent, en vertu des propres lois du gouvernement. Car personne ne nous fera croire que le gouvernement ne peut pas payer les salaires que les particuliers doivent payer en vertu des propres lois dudit gouvernement.

Cette loi est encore pire, parce qu'elle va jusqu'à dire que ceux qui travaillent pour le compte du gouvernement ne sont pas astreints à payer les salaires imposés dans la zone où s'exécutent ces travaux. Les entrepreneurs du gouvernement, à plus forte raison, devraient être assujettis à l'échelle des salaires déterminée par la loi. Ces salaires ne sont, après tout, que des minima. Si les particuliers sont capables d'appliquer les conditions de salaires et de travail prévues, le gouvernement le peut tout autant.

Cette loi, je le répète, est mauvaise. Mais cette loi va encore plus loin, quand elle dit que son effet s'appliquera non seulement à l'avenir, aux contrats futurs du gouvernement, mais aussi, que l'effet de la loi s'est toujours appliqué dans le passé, partout dans la province de Québec.

Il est bien clair que le but de la loi actuelle est de laver, d'exonérer, de libérer les entrepreneurs amis du gouvernement, qui ont eu de plantureux contrats du gouvernement, des responsabilités qui leur ont été imposées par les diverses lois du salaire minimum de la province et des avantages que les contrats collectifs et les ordonnances de l'Office du salaire raisonnable assurent aux ouvriers.

Il y a des gens, et en grand nombre, qui se plaignent que les entrepreneurs, après avoir obtenu

des contrats plantureux, et sans soumissions, ne se conforment pas à l'obligation de payer les salaires raisonnables fixés, garantis par les conventions collectives ou imposés par la Commission des salaires raisonnables.

C'est scandaleux; c'est nier en somme l'utilité des lois de salaires raisonnables, passées par le gouvernement, puisque ce gouvernement refuse de se conformer aux dispositions de ces mêmes lois. C'est pour ces raisons, et bien d'autres que je ne veux pas répéter, que je ne peux pas, que je ne crois pas devoir enregistrer mon vote en faveur de cette loi.

Il y a aussi un autre point, une autre raison pour laquelle je m'oppose, je m'objecte à cette loi. C'est lorsqu'elle dit qu'un particulier ne peut poursuivre personne qui aura violé la loi, la liberté d'association, sans avoir d'abord obtenu l'autorisation écrite du procureur général. Je dis que c'est créer de l'arbitraire; c'est démontrer que le gouvernement veut garder un droit de vie et de mort sur tout le monde, sur tous les citoyens de cette province. Cela voudra dire que ceux qui ne voudront pas être poursuivis devront être de fidèles serviteurs du gouvernement.

Si on veut garantir la liberté d'association des groupements ouvriers réguliers, on doit abolir cette restriction et permettre à tout citoyen de poursuivre les violateurs de la loi devant les tribunaux de justice sans qu'il soit obligé de s'agenouiller devant le gouvernement. Pour ces raisons, je serai obligé de voter contre la troisième lecture du bill.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Pour quelqu'un qui ne connaîtrait pas le chef de l'opposition, son attitude semblerait anormale; mais il n'en est pas ainsi pour celui qui le connaît¹. C'est que le chef de l'opposition ne peut pas se déshabituier de faire des discours électoraux, même en dehors des périodes d'élections, même après que Bagot a parlé et s'est prononcée de façon aussi catégorique. Jamais le chef de l'opposition ne voudra coopérer pour la bonne administration de la province. Je le connais, il a appartenu à un gouvernement; il a été ministre d'un gouvernement qui n'a jamais fait autre chose que faire des harangues et des promesses électorales pour se tenir au pouvoir.

Le bill a été expliqué par un homme mieux qualifié que moi, le premier ministre, et tous ceux qui ont voulu comprendre ont compris. Il ne devrait pas être utile de revenir là-dessus. Mais le chef d'opposition veut tout simplement faire de la politique et il dit, prétend qu'un certain groupe sera lésé dans ses droits et qu'un certain groupe de travailleurs ne sera pas protégé.

Le chef de l'opposition et son chef en dehors de la Chambre ont dit dans Bagot que le gouvernement de l'Union nationale conduisait la province à la banqueroute en jetant ses deniers à tous vents. D'un côté, le chef de l'opposition se plaint que le gouvernement conduit la province à la faillite et à la ruine, et il refuse ensuite de suivre la voie du sens commun, tracée par le gouvernement. Nous avons hérité d'une succession et d'une situation financière très difficile, précaire; nous avons hérité du marasme, de la désolation, et de pochetées de pitons à pleins chars de l'ancien gouvernement qui étaient impayés dans tous les coins de la province.

Nous nous sommes trouvés dans l'obligation de remédier à ces tristes états de choses et de donner du travail afin de faire disparaître la plaie des secours directs qui a été établie à la demande de M. Taschereau en 1933 à Ottawa. Nous travaillons à la faire disparaître. Et après 18 mois d'administration, de pouvoir, nous avons obtenu un certain succès, puisque les secours directs ont été changés, remplacés par des travaux publics dans toute la province, sauf pour les villes de Québec et Montréal. Quoique le gouvernement fédéral l'ait proposée, c'est une initiative de l'honorable A. Taschereau, qui les a mis de l'avant et a ainsi sapé le moral des travailleurs de la province qui, dorénavant, plutôt que de gagner leur salaire, reçoivent les secours directs en ne faisant rien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce ne sont pas les libéraux qui ont introduit les secours directs, dit-il, c'est le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): De plus, nous n'avons pas permis que le travailleur soit exploité sur les chantiers du gouvernement comme le chef de l'opposition voudrait le faire entendre, et je le défie de citer un seul cas où le travailleur a été exploité.

Notre programme de substitution des travaux publics aux secours directs nous obligeait d'abord à rétablir graduellement la condition physique des travailleurs-chômeurs, d'ouvriers anémiés par des années d'inaction, puis ensuite, de rétablir le moral de ces gens. Nous avons été obligés d'établir les contrats à la journée. Aussi, avons-nous décidé de faire les travaux à la journée. Nous n'avons pas donné de contrats sans soumissions, mais cependant, nous avons engagé à salaire fixe certaines personnes et certains entrepreneurs, pour nous fournir l'outillage nécessaire pour l'exécution de certains travaux. Nous n'avons pas donné de contrats sans soumissions.

Si nous avions donné ces contrats après soumissions, et que nous eussions obligé ces gens à employer des chômeurs, les entrepreneurs, après s'être querellés et avoir obtenu le travail, auraient été obligés, au lieu d'employer les chômeurs et de les entraîner graduellement au travail suivant leurs forces, de les bousculer. Et les chômeurs employés auraient été chassés, remplacés à tous les deux jours après avoir fourni tout l'effort dont leurs organismes anémiés auraient été capables. Il est évident que des hommes qui ne sont pas habitués au travail ne peuvent faire une journée complète de travail et qu'il faille leur donner deux ou trois jours par semaine.

Nous avons fait les travaux à la journée et nous avons employé les gens à la journée et suivant leurs capacités physiques. Nous avons employé tous ceux qui se sont présentés. Ce sera la plus grande gloire du gouvernement de l'Union nationale que d'affirmer que pas un seul des chômeurs employés n'a été renvoyé, remercié de ses services faute de capacités physiques, parce qu'il ne donnait pas une somme égale de travail par rapport à un autre travailleur. C'est ainsi que nous avons pu reconstituer le physique et rétablir le moral des chômeurs, dans leurs familles et leurs foyers.

Le plus bel exemple que nous puissions donner de l'excellence du travail accompli, c'est l'approbation entière qui nous a été donnée par le ministère du Travail d'Ottawa, le gouvernement ami de nos amis de l'opposition, de l'honorable M. Norman Rogers pour le succès obtenu dans la construction du pont du boulevard Pie-IX. Pour ce qui est du salaire payé aux travailleurs pour ces travaux, les taux doivent être guidés par le montant placé à la disposition du gouvernement pour le projet.

Nous avons maintenu une moyenne de 76 % de chômeurs employés sur ces travaux et, après 14 mois de ces travaux, sur ce nombre nous en avons vu 62 %² de ces chômeurs qui ont été embauchés dans l'industrie privée, parce qu'ils étaient réadaptés au travail, redevenus en forme physique et morale pour répondre à la demande.

Maintenant, avons-nous fait travailler ces chômeurs pour rien? C'est ce que le chef de l'opposition voudrait laisser entendre. Il ne veut pas comprendre. La population de Bagot a pourtant parlé et de façon décisive, mais que le chef de l'opposition couvre un comté et il va s'apercevoir que c'est la même voix dans toute la province; que le chef de l'opposition aille dans tous les comtés, de Gaspé au Témiscamingue³, et ce sera le même verdict partout. La population travailleuse n'a pas été exploitée et ne le sera pas.

Je comprends que, sous l'ancien régime, les travailleurs étaient exploités, et le chef de l'opposition devrait se rappeler qu'en 1929 et en 1930, nous de l'opposition du temps, nous avons forcé le gouvernement au pouvoir à inclure une échelle des salaires raisonnables dans ses contrats pour les ouvriers employés par le gouvernement. La population ouvrière n'a pas été exploitée. Tous les travailleurs, directement ou indirectement à l'emploi du gouvernement, sont protégés par une loi que nous avons imposée à l'ancien régime en 1929. Ces gens-là ont été obligés d'avalier cette partie de justice que nous leur avons imposée à ce moment-là.

Le discours politique du chef de l'opposition n'avait pas de base solide. Dans nombre de cas, des salaires plus élevés que ceux prévus par les contrats collectifs ont été payés. Je crois que le gouvernement agit sagement en présentant cette loi. Dans certaines situations, dans certaines campagnes, il vaut mieux que les salaires ne soient pas sur un pied d'égalité avec ceux qui sont payés dans les grands centres. C'est le but de la loi. Un jeune fils de cultivateur peut travailler, par exemple, pour la voirie. C'est un revenu supplémentaire pour le cultivateur.

Le chef de l'opposition parle de l'échelle des salaires en vertu des conventions collectives. Il devrait d'abord ajouter qu'il y a des salaires en nombre assez considérable qui sont plus élevés que ceux prévus par les conventions collectives. Mais de plus, il faut bien se rendre compte que le gouvernement ne peut pas dépenser indéfiniment, et sans compter, et qu'il doit donc obtenir le maximum de rendement avec l'argent qu'il a, tout en rendant justice à tous, et, partant, se conformer suivant les besoins économiques des régions.

Le chef de l'opposition avait l'intention d'impressionner la presse et il voulait faire entendre que le premier ministre, après s'être engagé à Acton Vale à donner des contrats collectifs à l'ouvrier, est le premier à violer cette loi. Les contrats collectifs vont être respectés par ceux qui doivent les respecter et les organisations ouvrières de bonne foi ne critiqueront pas cette loi, parce qu'elle est faite dans leur intérêt; elles comprendront aussi qu'il faut laisser au gouvernement une certaine latitude, quand il s'agit de contrats de travail, lorsqu'on s'éloigne des grands centres où les conditions deviennent souvent très spéciales.

C'est le but de la loi. Les organisations comprennent que si l'on ne tient pas compte de ces facteurs, on va directement à l'encontre des buts cherchés par la loi. Notre politique assure une protection aux travailleurs et ces derniers le savent.

M. Bastien (Berthier): L'enthousiasme du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) est bien subit, très intéressant et très instructif. Surtout quand on sait que le ministre n'était même pas ici hier après-midi, quand nous avons abondamment étudié et discuté de la loi. Il n'était pas en Chambre, il n'en a pas dit un mot, hier...

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): J pense ben. C'était difficile de dire un mot si je n'étais pas ici, voyons donc.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Il faut croire que le premier ministre a insufflé un peu d'enthousiasme au ministre du Travail, de l'inspiration pour un long discours. Mais celui-ci n'aurait pas dû contredire son chef. Il a parlé longtemps aujourd'hui pour donner ses raisons, pour confirmer ce que vient de dire le chef de l'opposition. Il a dû être influencé au sujet de certaines clauses du bill 19. Mais il n'a pas trop insisté sur les clauses que nous discutons.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je veux laisser le champ libre à l'honorable député de Berthier et ne pas l'interrompre. Mais je ne permettrai pas, je ne souffrirai de sa part aucune insinuation. Je prends mes responsabilités. Qu'il prenne les siennes!

Une voix ministérielle: Surtout avec sa voix.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Je remercie le ministre du Travail et je prends en note son avertissement, surtout quand il s'agit de voix, lui à qui il en a manqué plusieurs milliers à trois ou quatre reprises. Si le ministre du Travail veut les contrats collectifs, s'il les connaît, les contrats collectifs, et surtout s'il les comprend, il ne devrait pas parler comme cela. Il devrait dire qu'ils seront applicables partout, puisqu'il veut la justice pour tous. Si le gouvernement veut réellement les contrats collectifs, il les appliquera!

Je prends la parole du ministre du Travail. Mais quand il nous dit, après le premier ministre, qu'il ne faut pas payer les mêmes salaires dans les grands et les petits centres, qu'il faut protéger les cultivateurs, et que la clause 2 existe pour cela, c'est bien difficile de le croire. Tout le monde sait bien qu'aux fins des contrats collectifs, la province est divisée en districts et en zones. Par exemple, dans le district de Joliette, on ne paie pas les mêmes salaires que dans Montréal et dans d'autres centres urbains.

Pourquoi? Comment le ministre peut-il affirmer que la clause existe pour protéger la classe agricole et ne pas payer les mêmes salaires à ces ouvriers de la campagne qu'aux ouvriers des grands centres? Ça ne tient pas debout. "Aucun décret ne s'applique ou ne s'est appliqué au cas de travaux exécutés par un tiers pour le gouvernement" dit le bill. Cette clause ne protège pas les cultivateurs, mais elle protège les contracteurs employés par le gouvernement.

On voit bien que le gouvernement veut simplement protéger les contracteurs qui n'ont pas payé les salaires des contrats collectifs. C'est là tout le point. Cette clause-là empêche les ouvriers des campagnes de bénéficier de la loi des contrats collectifs de travail, qui s'applique d'ailleurs suivant des échelles différentes dans les diverses zones ou districts.

Le ministre du Travail a voulu envelopper cela dans un grand discours. Il a dit: "Nous avons forcé l'ancien gouvernement du temps à mettre une clause des salaires raisonnables dans sa législation ouvrière en 1929 ou en 1930." Mais cette clause existe depuis bien plus longtemps que 1929, tout le monde le sait. C'est un principe libéral, et la clause 2 défait tout cela. Par la clause dont je parle aujourd'hui, le gouvernement actuel défait tout ce qui a été fait dans le passé pour les ouvriers.

Ce que l'on veut protéger, ce n'est pas les citoyens des petits centres, mais les contracteurs qui n'ont pas payé les salaires du contrat collectif au cours de l'été dernier. Il est singulier que le ministre, issu de la classe ouvrière, approuve une clause semblable. Quels sont les salaires demandés par les journaliers? Est-ce que le contrat est trop exigeant? On ne demande que \$2.40 par jour dans notre région de Joliette et de Berthier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): À Montréal, nous payons 35 cents de l'heure.

M. Bastien (Berthier): Peut-être à Montréal, mais nous ne le savons pas. La clause 2 laisse penser le contraire.

Une voix ministérielle: On le sait pourtant ben nous autres.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Pas au pont du boulevard Pie-IX exécuté sans soumission. Le ministre du Travail a passé son temps à se vanter. Il a dit: "Nous donnons les contrats collectifs à tous ceux

qui le méritent". Mais le ministre ne disait pourtant pas cela aux ouvriers de la Dominion Textile, lors des grèves de l'été dernier. Il leur disait à ce moment de ne pas toucher aux contrats collectifs, mais d'attendre l'ordonnance no 4 de l'Office des salaires raisonnables. Mais nous en sommes au 23 février et l'ordonnance no 4 n'est pas encore en vigueur et nous ne savons pas quand elle le sera.

Le ministre parle des secours directs. Le ministre a dit aussi que c'est le gouvernement provincial qui a imposé les secours directs à la province en 1933. Mais tout le monde sait bien qu'en 1933, c'est son chef, au ministre, M. Bennett, qui les a imposés au pays, les secours directs.

Des voix ministérielles: Taschereau! Taschereau!

M. l'Orateur: À l'ordre.

M. Bastien (Berthier): C'est M. Bennett, son chef, M. Bennett. Voilà la vérité.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Si le député veut me permettre. Avant de faire l'avancé qu'il avance, il devrait consulter le discours de l'honorable M. Gordon à Ottawa. Il n'a qu'à référer aux débats de la Chambre des communes et y lire le discours de M. Gordon⁴, ancien ministre du Travail, qui a déclaré que les secours directs étaient instaurés, imposés dans la province de Québec à la demande de M. Taschereau. L'honorable M. Gordon disait: "Pour se rendre au désir de l'honorable M. Taschereau, nous donnerons des secours directs dans la province".

M. Bastien (Berthier): Le ministre devrait dire la date. Les débats dans le *Hansard*, ça forme bien des volumes.

M. Béique (Chambly): Cherchez-les. Vous n'avez rien que ça à faire.

M. Bastien (Berthier): La question a été discutée, décidée à une conférence interprovinciale du temps. L'agenda avait été préparé par M. Bennett et les fonctionnaires de M. Bennett. C'est l'honorable M. Bennett qui a imposé les secours directs à ce moment.

M. Boyer (Châteauguay): À la demande de M. Taschereau.
(Brouhaha)

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs.

M. Bastien (Berthier): Personne ne fera croire que l'ancien premier ministre de la province, M. Taschereau, a pu imposer ses vues, une ligne de conduite à l'honorable M. Bennett, quand on connaît le caractère de l'ancien premier ministre du Canada. Les choses en étaient à un point tel qu'à cette conférence interprovinciale, des ministres se sont retirés indignés en disant: nous ne sommes pas venus ici pour discuter mais pour recevoir des ordres.

Le ministre du Travail sait que son bill est mauvais. Quand il dit qu'il est pour les contrats collectifs, il oublie son discours de Knowlton, l'été dernier, alors que pendant la grève les ouvriers étaient aux abois et démoralisés, quand le ministre traitait les chefs des syndicats catholiques de fauteurs de discorde parce qu'ils réclamaient un contrat de travail.

Une voix ministérielle: C'est faux.

M. Bastien (Berthier): Le ministre les traitait de gens qui vivent aux dépens des unions.

Une voix ministérielle: Il n'a pas dit ça: maudits chômeurs!

M. Béïque (Chambly): Il y en a un qui a déjà dit icitte: "Maudits chômeurs".

M. Bastien (Berthier): Je crois que le ministre s'est alors grandement trompé. Le ministre a oublié qu'il n'y a pas que des chefs ouvriers dans les syndicats qu'il insultait et il aurait dû penser aussi aux aumôniers qui sont dans les syndicats catholiques, qui ont aidé à ce moment-là les ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Berthier n'a pas le droit de circuler des milles et des milles autour du sujet, et en dehors de la loi. Qu'on discute de la loi, mais en attendant, qu'on s'en tienne à la loi. S'il veut parler d'autre chose, il peut toujours présenter une motion pour production de documents.

M. Bastien (Berthier): J'ai suivi le ministre du Travail sur le terrain qu'il a choisi. On ne peut se montrer plus sévère à mon endroit qu'au sien. Mais j'ai fini, puisque je n'ai pas les mêmes libertés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un autre point d'ordre. Un député qui, comme le député de Berthier, siège dans cette Chambre depuis sept ans, doit savoir que l'attaque

qu'il fait à l'Orateur de cette Chambre en disant qu'on se montre plus sévère à son endroit qu'à un orateur précédent, est injustifiable, indigne. Il n'a pas le droit d'attaquer ainsi l'Orateur. Je demande que le député soit rappelé à l'ordre.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas voulu vous attaquer, M. l'Orateur, mais montrer que le premier ministre est moins sévère pour le ministre du Travail que pour moi, que pour un député de l'opposition. Ce fut du moins le sens de mes paroles. Il n'a pas été question du président.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
On respecte les gens.

M. l'Orateur: Je maintiens le deuxième point d'ordre, et d'autant plus que je ne suis pas intervenu au sujet du premier. On ne peut donc dire que j'ai rendu une décision injuste.

M. Bastien (Berthier): Quoi qu'il en soit, je trouve que cette loi est mauvaise et c'est pourquoi je voterai contre. La loi qu'il s'agit d'adopter constitue un amoindrissement des contrats de travail. C'est pour cette raison que l'opposition votera contre.

M. Béïque (Chambly): On ne le savait pas.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): J'ai écouté avec attention le discours du chef du parti de l'opposition et le discours de l'autre chef de l'opposition dans cette Chambre. Je m'aperçois que nos amis semblent vouloir encore faire de l'opposition systématique. On semble vouloir tenter de faire revivre le vieux, le grand Parti libéral. Le chef de l'opposition parlementaire et le chef d'en dehors ne peuvent absolument rien faire qui puisse sauver leur situation et leur parti dans Québec. Mes amis, j'aime autant vous le dire, il n'y a rien à faire pour sauver la situation. La population de la province de Québec, population très intelligente, vous suit, vous observe messieurs de l'opposition...

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela n'a pas bien rapport au bill...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous autres, vous envisagez toute la chose au point de vue politique. Mais moi, je discute au point de vue bon sens, pas au point de vue rouge, bleu, national ou autre. Que ça fasse votre affaire ou non, messieurs de

l'opposition, il y a une chose que je vous dis au nom de la province de Québec: vous n'êtes en somme rien que des épaves de l'ancien régime.

(Rires à droite, exclamations à gauche)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je demanderais au député de Dorion d'employer des termes parlementaires. Que le député attende d'être un peu plus en conformité avec la discussion en cours pour faire part à la Chambre de sa nouvelle foi politique. Plus tard, le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) pourra nous parler s'il le veut de sa nouvelle foi politique et nous expliquer pourquoi exactement il a changé, car il était froid, l'an dernier, il était même gelé. Qu'il attende, s'il veut, le débat sur le budget, mais il me semble que toute cette discussion n'a aucun rapport avec le bill.

Une voix ministérielle: Mon doux! Encore le fanal, mon doux, que c'est triste.

(Rires et brouhaha)

M. l'Orateur: Comme il n'est pas question d'épaves dans le bill, je maintiens le point d'ordre soulevé par le député de Laurier. Je maintiens la décision que j'ai rendue tout à l'heure, et je prie le député de s'en tenir à la discussion du bill.

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je veux bien observer les règlements; mais le parti qui est en face de nous ne parle que de règlements. Les rouges sont acharnés à rester dans un bateau qui coule, qui ne les conduit nulle part. Il faut admettre qu'ils auraient dû s'attacher à celui qui a pris si bien la barque et la conduit si bien: l'honorable M. Maurice Duplessis.

Du côté de l'Union nationale, nous avons au gouvernail le seul et unique homme actuellement qui assurera la sauvegarde, qui peut sauver d'un écueil économique, moral, politique et social notre province. Et cet homme, c'est le premier ministre de la province de Québec.

(Applaudissements et rires)

Je comprends le chef de l'opposition et le député de Berthier. Vous voulez défendre une position très difficile, qui ne tient plus. Pour ma part, j'endosse entièrement, et au point de vue du gros bon sens, la politique du premier ministre. Je vous parle au point de vue du gros bon sens, M. le chef de l'opposition, M. le député de Berthier et tous nos autres amis d'en face. Vous n'obtiendrez rien en

faisant comme vous faites. Et vous le savez, vous aussi, que le premier ministre n'est pas aussi loin de la vérité que vous pensez. Vous ne gagnerez, n'obtiendrez rien.

La province de Québec, à l'heure actuelle, est vendue, a mis sa confiance dans un homme qui a une idée et qui marche de l'avant, M. Maurice Duplessis. Vous ne réussirez pas, n'obtiendrez rien, car vous êtes trop partisans et que vous envisagez tout au point de vue politique, en fonction du gain politique. La province préfère, est vendue à un homme qui a une idée et du courage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre ne soulève pas de point d'ordre?

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je ne demande qu'une chose: soyons pratiques et soyons énergiques. Pourquoi ne coopérez-vous pas avec le gouvernement? Dans le fond, vous pensez comme nous autres. Mais c'est fini, vous devriez le savoir, c'est fini la question du rouge et du bleu, et même national. C'est fini. Railliez-vous donc aux côtés d'un homme, le seul capable de sauver la province, l'honorable M. Maurice Duplessis.

(Applaudissements)

M. le chef parlementaire de l'opposition, M. le chef officiel et vous tous, MM. de l'opposition, d'ici un an vous devrez admettre que nous avons raison; vous viendrez me voir et vous me direz: Vous aviez raison contre nous autres. Soyez donc des hommes d'affaires, soyons pratiques. Pourquoi passer votre temps à critiquer?

M. Duplessis est prêt à coopérer, même avec vous autres. Mais le rouge et le bleu, c'est de la paille, il faut en finir avec cette question. Et dans cette question de bleu et rouge, le seul et unique homme qui a raison, vis-à-vis de tous vous autres, c'est l'honorable M. Maurice Duplessis.

(Applaudissements)

Vous n'arriverez jamais à ressusciter le Parti libéral. Qu'est-ce que ça vous donne de dire à vos électeurs que vous avez fait un discours en Chambre? Rien. Vous pouvez faire de beaux discours électoraux, ça ne vaut rien au point de vue opinion publique. Changez votre fusil d'épaule. Le Parti libéral, tel que vous le concevez, c'est fini, ça. Vous ne réussirez jamais à ressusciter le Parti libéral. Changez d'épaule...

(Rires) Soyez conciliants. Vous devriez être capables de vous arranger, de vous entendre avec M. Duplessis.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça s'est-y arrangé, depuis l'année dernière?

(Rires)

M. l'Orateur: Je prierais le député de s'en tenir au Règlement. Je dois dire à l'honorable député qui a la parole que, pour se conformer aux règlements de la Chambre, il devra parler, s'adresser aux députés à la troisième personne et s'en tenir autant que possible à la discussion du bill.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je suis obligé de respecter les règlements. Mais jamais on ne me fera admettre que ce n'est pas le temps de parler bon sens. Je ne dis pas ça pour M. C.-A. Bertrand, qui est un honnête homme, d'autres aussi. Mais demain, ça sera bien différent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, certain.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Demain ou après demain: il vous faudra accepter ce qui s'en vient et vous devrez accepter, vous rallier au seul et unique homme qui est capable de sauver la province de Québec et le pays tout entier, c'est l'honorable Maurice Duplessis.

(Applaudissements)

M. l'Orateur: (Visiblement fatigué) La motion est-elle adoptée?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Caron, Castonguay, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 53.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Delagrave, Drouin, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, Turcotte, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des salaires raisonnables

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi des salaires raisonnables soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition s'objecte à l'adoption de cette loi pour les raisons qu'elle a déjà données pour la loi précédente. Comme nous l'avons exposé hier, les deux lois comportent les mêmes dispositions.

La motion est mise aux voix⁶ et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Caron, Castonguay, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 53.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Delagrave, Drouin, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, Turcotte, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁷:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102), tel que modifié par la loi 21 George V, chapitre 54, section 1, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. Toute municipalité de cité ou de ville constituée par une loi spéciale, qui désire abandonner sa charte, peut, quelle que soit sa population, obtenir du lieutenant-gouverneur en conseil des lettres patentes.

"Ces lettres patentes ont pour effet d'abroger sa charte spéciale et de soumettre exclusivement aux dispositions de la présente loi ladite cité ou ville qui conserve cependant, malgré l'abrogation de sa charte, sa constitution en corporation de cité ou de ville, selon le cas.

"La procédure à suivre pour l'obtention de ces lettres patentes est la même que la procédure prescrite par le troisième alinéa du paragraphe 2 du présent article."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) proteste contre cette présentation en deuxième lecture. C'est contre l'intérêt public, dit-il, d'adopter des bills dans de telles circonstances. Le bill vient de nous être distribué. Plusieurs députés ne l'ont pas encore et nous n'avons pas encore eu le temps d'en prendre connaissance. Comme il s'agit d'une loi importante qui comporte plusieurs références, nous aimerions bien l'étudier avant que le vote ne soit pris. Présentement, il nous est impossible de voir toute la portée des amendements de cette loi sans en faire une étude. Le gouvernement devrait s'organiser, prendre des mesures afin que les bills du *Feuilleton* du jour nous soient distribués au moins une demi-heure avant l'ouverture de la séance. Ainsi, nous aurions le temps de les étudier et nous saurions ce que nous allons être appelés à voter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est toujours la même chose qui se renouvelle. On sera forcé d'admettre que c'est la première fois, c'est le premier gouvernement depuis longtemps qui

présente les bills à temps. L'opposition n'a pas pris une attitude franche pour le Parti libéral. Au lieu de donner crédit au gouvernement de cela, le chef de l'opposition préfère critiquer. Il passe son temps à critiquer. Ce n'est pas juste pour son parti dont le programme doit consister à autre chose que critiquer. Après 40 ans de pouvoir, après avoir tout démoli ce qui était démolissable en cette province, les membres de l'opposition devraient faire mieux, il me semble, que de continuer à vouloir détruire. Le chef de l'opposition devrait se faire un devoir de coopérer. Après tout, ce bill n'est pas si difficile que cela à comprendre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous n'avons pas tous la science infuse du premier ministre. Je connais suffisamment l'administration pour savoir qu'il faut bien lire les articles d'un bill avant de les adopter. Autrement, nous nous exposons à faire mal en voulant bien faire. Si le premier ministre est supérieur à ceux qui ont rédigé les règlements, tant mieux pour la province, car nous avons un phénomène. Ceux qui ont rédigé les règlements savaient pourtant ce qu'ils faisaient, et ce n'est pas pour rien qu'il est établi que les bills doivent être distribués avant les séances, imprimés avant que le vote ne soit pris.

Le premier ministre se plaint de ce que je me lève trop souvent, mais je tiens à le prévenir que je continuerai à agir ainsi tant que le gouvernement continuera de saboter les règlements de cette Chambre. Je l'ai déjà dit, et je le répète, on viole les règlements en voulant adopter des bills avant que ceux-ci n'aient été distribués. Nous avons besoin de savoir ce que nous votons.

L'opposition n'est pas d'ailleurs la seule à se plaindre, il y a des députés de la droite qui maugréent aussi. Il ne me fait pas de doute que certains députés ministériels qui sourient présentement pensent comme moi sur ce sujet. Mon devoir est de protester à chaque fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends le chef de l'opposition lorsqu'il parle de phénomène. Généralement, dans un parti, il y a un chef. L'opposition a une partie de sa cervelle en dehors de la Chambre et l'autre partie en dedans. Les deux partis se sont rencontrés dans Bagot et les électeurs ont décidé. Je conseillerais au chef de l'opposition de ne pas se faire le porte-parole des députés de la droite. Le chef de l'opposition parle au nom des députés ministériels, car il se rappelle encore le temps où il était simple député. Quand il

parle de ceux qui maugréent, je le comprends. Il passait son temps à maugréer contre le gouvernement, lui aussi, quand il voulait un portefeuille et qu'il était à droite, jusqu'au jour où il fut nommé ministre; il s'est arrêté subitement de le faire en présence d'un portefeuille.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce l'article du bill que le premier ministre discute?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je réponds aux déclarations du chef de l'opposition, et si je ne parle pas de l'article du bill, que le député de Rivière-du-Loup s'en prenne à son chef.

Cet article donne le pouvoir aux municipalités de tomber sous l'empire de la loi des cités et villes tout simplement en le demandant au lieutenant-gouverneur en conseil. Nous évitons ainsi aux municipalités les dépenses considérables qu'elles devaient encourir pour venir devant la Législature pour obtenir l'abrogation de leur charte. Nous sauvons les frais et nous permettons d'uniformiser la législation municipale dans la province.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 30 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"30. La municipalité est divisée en autant de quartiers que le prescrit la charte ou tout règlement du conseil approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Narquois) Si l'opposition désire des explications, nous pouvons lui en fournir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça va venir.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 59 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toutefois, le siège d'un échevin mis en nomination pour la charge de maire devient vacant par le fait même de cette mise en nomination."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition désire-t-elle quelques explications?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas tout de suite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est signe que ces articles sont clairs.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 105 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Ces vérificateurs peuvent être des particuliers ou des sociétés et ils peuvent charger leurs employés de leur travail, mais alors leur responsabilité est la même que si le travail avait été exécuté entièrement par eux. Lorsqu'une société agit comme vérificateur, la prestation du serment d'office de l'un des associés est suffisante."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelques explications?

(Rires)

Il demande ce qu'il (M. Bouchard) avait à tant critiquer lors de la présentation du bill en deuxième lecture.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 124 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"124. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin, ni être élu à cette charge, à moins que, durant les douze mois précédant immédiatement la mise en nomination, il n'ait possédé dans la municipalité et ne possède encore, à la date de la mise en nomination et à celle de l'élection, à titre de propriétaire, en son propre nom ou au nom de son épouse, des biens-fonds d'une valeur, inscrite au rôle d'évaluation en vigueur à la date de la présentation, d'au moins six cents dollars, après paiement ou déduction faite de toute hypothèque et de tout privilège enregistrés sur tels biens-fonds.

"Nul ne peut occuper ou continuer d'occuper la charge de maire ou d'échevin, s'il ne possède ou s'il cesse de posséder le sens d'éligibilité prescrit par le présent article."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande une explication complémentaire.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) la lui fournit aussitôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas de renseignements additionnels? (Rires)

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

6. L'article 520 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe *f* du paragraphe 1, le suivant:

"g. Les édifices où se tiennent les bureaux d'enregistrement."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Gagnon (Matane)** échan- gent quelques mots avec **M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** et **M. Casgrain (Rivière-du-Loup)**.

L'article 6 est adopté.
(Rires)

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 552, le suivant:

"552a. La vente ne peut être suspendue que par une opposition prise à la Cour de magistrat du district, ou à la Cour de circuit du district, ou à la Cour supérieure du district, selon leur juridiction respective, déterminée par la valeur de l'immeuble telle qu'inscrite au rôle d'évaluation en vigueur.

"Les dispositions des articles 727 et suivants du Code de procédure civile s'appliquent à cette opposition, *mutatis mutandis*."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande un renseignement complémentaire.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) le lui fournit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas d'objection?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): La loi devrait entrer en vigueur immédiatement après sa sanction.

Toutefois, dit-il, l'application des lois devrait être différée, sauf lorsqu'il y a urgence, de 60 jours après leur sanction, pour que chacun ait l'occasion de les connaître.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je préférerais aussi que la mise en vigueur n'ait lieu que 60 jours après la sanction, car la loi sera appliquée avant qu'elle ne soit connue de la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les Statuts sont imprimés beaucoup plus rapidement qu'ils ne l'étaient autrefois et à un coût beaucoup plus bas. Lorsqu'il s'agit de lois importantes, nous les faisons publier dans la *Gazette officielle* de sorte que tous les intéressés peuvent en prendre connaissance rapidement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La vérité est tout le contraire de ce que dit le premier ministre. Lorsque la dernière session commença, l'an dernier, nous n'avions pas encore eu les Statuts de la session précédente. Quant aux économies, c'est ce que nous verrons lorsque les *Comptes publics* arriveront.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a tort de parler ainsi, car c'est beaucoup mieux que l'ancien régime. Les Statuts sont imprimés beaucoup plus rapidement qu'autrefois. Sous l'ancien régime, il y avait des gens qui étaient pressés de faire imprimer les Statuts parce qu'ils donnaient des contrats. Il y en avait d'autres qui étaient propriétaires d'imprimeries et qui étaient pressés, si pressés qu'ils confondaient une imprimerie avec un magasin.
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si les Statuts sont imprimés si rapidement, comment se fait-il que je n'aie reçu que le 18 août les Statuts de la dernière session, qui finissait au mois de mai? On ne fait pas imprimer les lois dans la *Gazette officielle*. Pour une législation de cette importance, je crois qu'on devrait en retarder l'application à 60 jours.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Ce n'est pas dans le but de chicaner le gouvernement que nous demandons cela. C'est d'ailleurs prévu par le Code civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Code civil ne dit pas cela; il dit que les lois prennent effet après 60 jours, si l'on ne fixe pas d'autre période. Les autres lois entrent en vigueur le jour de leur sanction, pourquoi n'en serait-il pas de même pour cette loi? Cette loi, la population la connaît. Il en a été question déjà dans les journaux, à la première lecture; il en sera question pour les deux autres lectures, et enfin, il en sera question de nouveau quand elle sera sanctionnée.

Une loi passe d'abord devant la Chambre qui l'étudie, les journaux en parlent. Elle va ensuite au Conseil législatif, et les journaux en parlent encore. Après, elle attend la sanction du gouverneur. Lorsqu'elle devient en vigueur, la population est au courant. Alors, pourquoi retarder l'application de cette loi? Pourquoi le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) vient-il s'opposer à son collègue le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui demandait, hier, de mettre une loi en force immédiatement?

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subdivisions de terrains

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 relatif à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 17a de la loi du cadastre (Statuts refondus, 1925, chapitre 261), tel qu'édicte par la loi 24 George V, chapitre 70, section 1, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"L'approbation et le certificat ci-dessus prévus sont également requis pour toute modification ou annulation des plan et livre de renvoi d'une subdivision ou redivision comprenant des rues ou des ruelles."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pas d'objection?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Aucune.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

**Garage du ministère de la Voirie,
Saint-Antonin, comté de Rivière-du-Loup**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Est-il vrai que le ministère de la Voirie a fermé le garage qu'il possédait et exploitait depuis plusieurs années, à Saint-Antonin, dans le comté de Rivière-du-Loup?

2. Si oui:

a. À quelle date et pourquoi ce garage a-t-il été fermé?

b. Où sont maintenant réparés et mis en ordre les camions et autres machines utilisés pour l'entretien des chemins dans les comtés de Rivière-du-Loup et de Témiscouata?

L'honorable M. Leduc (Laval): 1. Oui.

2. a. Ce garage a été fermé pour l'hiver pour raisons d'administration.

b. Les outillages à moteur sont réparés aux ateliers mécaniques du département de la Voirie à Québec pour raisons d'économie. La mise à point des autres outillages sera faite à l'endroit le plus approprié.

Prêts agricoles, comté de Bagot

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
se lève pour répondre à une question du député de

Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Il lit d'abord la question du chef de l'opposition.

Nous n'avons aucune objection à donner des renseignements concernant ce qui se passe au département du crédit agricole, mais nous ne tenons pas, cependant, à mobiliser tout le personnel pour préparer ce travail. Autant nous sommes désireux de donner satisfaction à l'opposition, autant nous ne voulons pas obliger les membres de l'Office à faire des rapports sur des questions personnelles.

D'autre part, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) inclut dans sa question qu'il désirerait connaître tous les noms des personnes demeurant dans le comté de Bagot, et qui ont contracté des emprunts de l'Office du prêt agricole. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de dévoiler au public tous ces noms, tous les détails des finances des cultivateurs de ce comté. Je sais fort bien une chose, c'est qu'il serait impossible d'obtenir des renseignements du département fédéral du prêt agricole.

Je suis prêt à fournir au chef de l'opposition tous les renseignements demandés, vu les circonstances particulières où ils sont posés, mais je ne voudrais pas les rendre publics. Qu'il convertisse sa question en motion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois plutôt qu'il est d'intérêt public que tous ces noms, les emprunteurs à même le prêt agricole provincial, soient connus. Ce serait un excellent moyen, d'après moi, de prévenir les abus. S'il se glisse des abus, il est important que le gouvernement en soit avisé. Ceux qui empruntent savent qu'ils font une opération avec le gouvernement. Qu'on veuille bien croire qu'il n'est nullement question de nuire à qui que ce soit, nous voulons simplement aider le gouvernement en prévenant des abus. Un des premiers moyens de protéger le gouvernement contre les abus est de faire connaître les noms des emprunteurs.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition sait fort bien qu'il n'est pas bon, dans l'intérêt public, de faire connaître, de dévoiler tous les noms des emprunteurs, ne serait-ce que pour les protéger, les cultivateurs qui empruntent, contre tous ces exploiters qui se promènent dans nos campagnes pour leur vendre des débentures de toutes sortes. Je ne crois pas qu'il est d'intérêt public de dévoiler ces noms.

M. Bastien (Berthier): Je crois que le premier ministre s'est trompé tout à l'heure en disant qu'il est impossible d'obtenir des renseignements du

département fédéral du prêt agricole. Nous pouvons obtenir de M. Angers⁹, du prêt fédéral, tous les renseignements que nous voulons concernant les prêts. Pour ma part, il m'est arrivé quelquefois d'avoir demandé quelques renseignements, et l'on ne me les a jamais refusés. Après tout, ce n'est pas une honte pour personne que de contracter un emprunt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Encore une fois, je suis prêt à fournir les renseignements à l'opposition, mais je ne suis pas prêt à les rendre publics. En ce qui concerne Bagot, il y a 131 noms et les documents seront déposés.

M. l'Orateur ordonne que la question soit laissée en suspens.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) consent à convertir sa question en une motion.

Demandes de documents:

Demandes de prêts agricoles, comté de Bagot

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant:

1. Combien y avait-il de demandes d'emprunts pour le comté de Bagot à l'Office du prêt agricole provincial le 29 janvier 1938?

2. Quels sont les noms des personnes ayant fait ces demandes?

3. Quel était le montant qui a été demandé par chacune de ces personnes?

4. Combien de prêts avaient été accordés dans ce comté à cette date?

5. À qui ces prêts avaient-ils été accordés et pour quel montant à chaque personne?

6. Quels sont les noms de ces personnes qui avaient, à cette date, retiré leurs prêts accordés?

7. Des prêts accordés et non payés à cette date ont-ils été payés dans ce comté depuis cette date à venir au 3 février 1938?

8. Des prêts ont-ils été accordés dans ce comté depuis cette date à venir au 3 février?

9. Des prêts ont-ils été payés dans ce comté à partir du 29 janvier 1938 à venir à ce jour, à des personnes dont les prêts n'étaient pas accordés au 29 janvier?

a. Dans l'affirmative: Donnez la liste des noms et des montants ainsi payés.

Adopté.

**Prêts agricoles consentis,
comté de Bagot**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant:

1. Depuis le 3 février inclusivement à venir au 8 février inclusivement, des prêts ont-ils été accordés par l'Office du prêt agricole dans le comté de Bagot?

a. Dans l'affirmative, donnez les noms des personnes à qui ces prêts ont été consentis et le montant du prêt dans chaque cas?

2. Durant la même période, des prêts ont-ils été payés sur des emprunts faits dans ce comté par le même office?

a. Dans l'affirmative, donnez les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et les montants qui ont été payés?

Adopté.

**Adoption de
J. E. Hamilton-Jackson**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession
Hélène Beaune**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prosper Major.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Successions U.-J. Tessier
et M.-A. Kelly**

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 104 concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Charte de Montréal

M. Raynault (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Lawrence Wilson

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 concernant la succession de feu Lawrence Wilson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 modifiant la

charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commissaires d'écoles de Beauport

M. Pelletier (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Édouard à Beauport, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Temiscamingue and Abitibi Railway Company

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Subsides

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le discours du budget ne sera prononcé que mardi prochain, au lieu de jeudi¹⁰.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) dit qu'il sera absent le lendemain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourra adopter différents items et poursuivre le débat aux autres séances, ainsi que l'on fait à Ottawa.

Ainsi, l'on convient que si le débat est retardé on pourra commencer, avant l'adoption du budget, l'étude des divers articles.

74^e anniversaire du député d'Iberville, M. Lamoureux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Hier, un député très fidèle à ses électeurs et à qui ses électeurs sont aussi très fidèles célébrait le 74^e anniversaire de sa naissance.

Je veux parler du député d'Iberville (M. Lamoureux).

(Applaudissements)

Un page apporte des roses d'un rouge vif au député d'Iberville (M. Lamoureux).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis que je siège ici, j'ai souvent différé d'opinion avec le député d'Iberville (M. Lamoureux). Mais nous avons toujours trouvé un terrain d'entente dans les intérêts que nous portons tous deux à la classe agricole. Nous nous sommes toujours entendus pour donner à l'agriculture sa place, la première.

Le député d'Iberville est un homme qui exprime son opinion franchement et librement, comme nos cultivateurs, pour lesquels il s'est dévoué. Je lui offre, au vétéran de l'Assemblée législative, à lui qui a conservé une belle jeunesse et toute son ardeur, mes chaleureuses félicitations et mes meilleurs vœux de longue et fructueuse carrière.

(Applaudissements)

Et je crois exprimer, dit-il, l'opinion des députés des deux côtés de la Chambre en lui souhaitant de longues années de fructueuse carrière¹¹.

M. Lamoureux (Iberville): M. le premier ministre, je vous remercie bien sincèrement des remarques que vous avez faites à mon adresse. Je remercie la Chambre du témoignage qu'elle m'accorde. Je ne sais pas comment m'exprimer, mais j'espère pouvoir encore servir la classe agricole, que les souhaits du premier ministre se réaliseront, la Providence m'accordant encore quelques années. Comme le premier ministre l'a dit, j'ai toujours eu à cœur de me dévouer pour la classe agricole. C'était mon devoir et je l'ai fait. Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. Tardif (Frontenac)¹²: Je suis heureux, comme représentant d'un comté agricole, de m'associer de tout cœur aux paroles du premier ministre. Le député d'Iberville les méritait. Lorsqu'il s'agit des intérêts communs de la classe agricole, à laquelle j'ai le plaisir et l'honneur d'appartenir, il est toujours champion. Il a donné la preuve de son indépendance d'esprit et de sa droiture d'action en appuyant le gouvernement dans Bagot, et il y a remporté une grande victoire.

(Applaudissements)

Je n'ai qu'un regret. C'est que le chef du parti auquel le député d'Iberville a appartenu si longtemps, probablement parce qu'il n'aime pas la profession agricole, parce que le député d'Iberville représente un comté agricole et qu'il a parlé dans Bagot, a cru devoir rester muet, n'a pas cru devoir se lever pour

offrir ses félicitations à un collègue. Cela m'a surpris de lui, qui était si fort pour empêcher les cultivateurs d'avoir \$10,000,000 supplémentaires.

(Le page qui distribue les roses de l'anniversaire de M. Lamoureux passe dans les rangs ministériels d'abord, et traverse ensuite du côté du chef de l'opposition. M. Bouchard prend une des roses, ainsi que MM. Bercovitch et Bastien, aux grands applaudissements de toute la Chambre)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, le député de Frontenac a très bien joué son rôle dans la petite comédie qui vient de se produire, que le premier ministre a imaginée. Il s'est indigné du fait que je ne me sois pas levé spontanément en ce jour, mais je lui dirai que je ne suis pas aussi docile que lui pour obéir aux petits signes du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je veux soulever un point d'ordre. Le chef...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas dupe des polissonneries de ce bon Patrice... (Brouhaha)¹³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que dans les circonstances semblables, alors que tout devrait sortir de la politique, le chef de l'opposition aurait pu, par camaraderie, s'abstenir d'insinuer des choses qui ne sont pas arrivées et d'insulter un grand représentant de la classe agricole comme le député de Frontenac. Le député de Frontenac n'a pas besoin de signes pour se lever en Chambre, n'a pas besoin de personne pour lui indiquer ce qu'il doit faire. D'ailleurs, il n'a fait que rendre hommage à un collègue qui célèbre un anniversaire et tous les membres de la Chambre devraient en faire autant.

(Interruptions, trois ou quatre députés, dont le député de Frontenac (M. Tardif), veulent parler ensemble)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une bonne chose que le sergent d'armes décide de placer le chef de l'opposition en face du premier ministre. J'ai vu le chef du gouvernement chercher des yeux Patrice. J'ai bel et bien vu, de mes yeux vu, le petit signe que le chef du gouvernement a fait à son Patrice, à son cierge pascal allumé. Ah! ah! ah! (Chahut)

M. Tardif (Frontenac) proteste.

M. Boyer (Châteauguay) proteste.

Des ministériels s'indignent.

M. l'Orateur: À l'ordre messieurs! Un député n'a pas le droit d'insulter un collègue. Je demanderais au chef de l'opposition de ne pas répéter devant la Chambre les expressions non parlementaires dont il vient de se servir à l'endroit du député de Frontenac.

Je n'ai pas besoin d'insister. Le chef de l'opposition sait cela mieux que moi; il a été Orateur avant moi¹⁴.

M. Boyer (Châteauguay): Vous n'avez pas le droit d'insinuer que le député de Frontenac est un cierge pascal allumé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Parlant dans le tumulte) Je n'ai l'intention d'injurier, de ridiculiser personne, mais je n'ai pas non plus l'intention de me faire ridiculiser. C'est le député de Frontenac lui-même qui s'est qualifié de cette façon. J'espère que l'Orateur me permettra de mettre les choses au point...

M. Tardif (Frontenac): Point d'ordre...

M. Boyer (Châteauguay): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition a dit du député de Frontenac que c'était un cierge pascal allumé. C'est une expression non parlementaire.

(Brouhaha)

Même s'il avait vu dans la personne du député de Frontenac un cierge allumé, il aurait du voir la lumière qui lui aurait permis de développer son intelligence; et, s'il s'éclairait plus souvent à la lumière des cierges, tout irait mieux pour lui.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Apparemment on a le droit de traiter de fous les libéraux et ceux-ci n'ont pas le droit de protester. Je regrette autant que tous ce qui vient de se passer. Mais je tiens à dire qu'on a organisé ici une comédie pour profiter de l'anniversaire d'un vieillard honorable, comme mon ami le député d'Iberville.

En ce jour de fête, on aurait pu s'exempter, éviter cette comédie d'ailleurs mauvaise, malicieuse et enfantine, mais bien digne du petit esprit du premier ministre.

M. Boyer (Châteauguay): Je soulève un autre point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'insinuer que le gouvernement, en fêtant le député d'Iberville, a voulu se payer sa tête. Il n'a pas le droit de dire qu'on a fait une comédie de cet anniversaire. Cela, c'est injurier l'agriculture, la classe agricole, c'est de plus injurier et insulter le député d'Iberville.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur...

M. l'Orateur: Parlez-vous sur le point d'ordre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je parle sur ma propre question. C'est moi qui avais la parole.

M. l'Orateur: Je rappelle au chef de l'opposition qu'il est défendu de se servir des expressions antiparlementaires dont il vient de se servir. Il n'a pas le droit de dire que l'on a fait une comédie. On n'a pas le droit de prêter de motifs injurieux à des collègues.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je parlais du discours contre l'opposition que le gouvernement vient de prononcer par le canal du député de Frontenac.

(Hilarité générale)

J'ai été blâmé de ne m'être pas levé pour féliciter le député d'Iberville. Il connaît les sentiments du député de Saint-Hyacinthe, le comté voisin, à son adresse. Il a toujours été mon ami. Nos liens sont assez forts pour qu'il ne soit pas nécessaire pour moi d'exprimer mes sentiments. C'est un excellent homme que le député d'Iberville, avec qui j'ai eu de très bonnes relations; il n'y a pas très longtemps de cela, non plus. C'était en 1935, je crois.

A ce moment, il était venu me chercher pour aller parler dans son comté. Il avait dit, en se présentant de nouveau devant ses électeurs: "Je suis heureux de me présenter de nouveau. Je suis heureux de vous présenter le député de Saint-Hyacinthe, parce que moi, je suis un rouge Bouchard". C'était très flatteur pour moi. "Si vous voulez connaître ma couleur, je suis rouge Bouchard", répétait-il dans son comté. Mais aujourd'hui, il n'est peut-être plus rouge Bouchard. On dit qu'en avançant en âge, on avance aussi en sagesse et en vertu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est très mesquin, cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si cela est mesquin, comment peut-on appeler ce que vous

faites depuis tout à l'heure, vous, l'auteur de toute cette petite comédie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mesquin, très mesquin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et vous, vous ne pensez pas que...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Que le chef de l'opposition prenne les attitudes qu'il voudra, mais il n'a pas le droit de parler ainsi, de dire du député d'Iberville tout ce qu'il vient de dire. Il me semble que l'occasion est trop amicale pour se prêter à ces insultes contre un vieux député, représentant de la classe agricole et qui vaut infiniment mieux que le chef de l'opposition. Il ne doit pas insinuer des choses pareilles.

Il n'a pas le droit de médire, de dire ce qu'il a dit du chef du gouvernement, qui a décidé lui-même, de son propre argent, de payer les quelques roses que j'ai données au député d'Iberville. C'est spontanément que cette manifestation a eu lieu. La manifestation de cet après-midi n'avait pas le but que lui prête malicieusement le chef de l'opposition. Le député d'Iberville a été félicité à l'occasion de son anniversaire et je lui ai moi-même envoyé ces fleurs. C'est mesquin. L'occasion était trop belle, M. l'Orateur; il a fallu que le chef de l'opposition la salisse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suppose que le premier ministre est mari parce que le député d'Iberville m'a envoyé une rose, parce que j'ai accepté une fleur du bouquet qui a été présenté à notre collègue. Je vais la garder en souvenir. Je suis heureux de lui souhaiter, au député d'Iberville, mon bon ami, une bonne santé et je fais des vœux pour qu'il revienne souvent, longtemps ici, dans cette Chambre. Il se peut d'ailleurs, lorsque nous reviendrons au pouvoir, que nous l'ayons avec nous, et nous serons heureux de le voir à nos côtés.

(Rires)

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons à considérer bientôt le bill de Montréal, le bill de Québec, le bill des écoles catholiques de Montréal. Je demande à toutes les parties intéressées de s'entendre pour fixer un jour approprié pour l'étude en comité de ces mesures. Il y a des

délégations qui viennent de très loin; ces délégations sont nombreuses, souvent, et cela occasionne beaucoup de dépenses quand elles doivent attendre deux ou trois jours. Qu'on détermine le jour de l'étude de ces bills pour éviter des dépenses aux promoteurs.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement.

Il se produit alors une bousculade générale dans les galeries du public.

M. l'Orateur: J'avertis les gens dans les galeries d'attendre que l'ajournement soit proposé avant de quitter. On ne doit pas se lever tous ensemble avant la motion d'ajournement, surtout quand cette motion est à se faire.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

NOTES

1. Cette version est ce que rapportent la plupart des journaux; par contre, d'autres mentionnent le contraire. Ainsi, il est dit dans *Le Soleil* du 24 février 1938, à la page 8: "Ceux qui ne connaissent pas le chef d'opposition pourront s'expliquer son attitude comme normale. Mais ceux qui le connaissent trouveront son attitude étrange."

2. *The Gazette* du 24 février 1938, à la page 9, et *The Chronicle Telegraph* du 24 février 1938, à la page 3, rapportent 72 %, contrairement aux autres journaux qui font mention de 62 %.

3. *Le Soleil* du 24 février 1938, à la page 8, indique Témiscouata, mais le sens nous porte à croire que c'est plutôt le Témiscamingue, comme il est mentionné dans les autres journaux.

4. Selon *L'Illustration nouvelle* du 24 février 1938, à la page 5, ce serait M. Bennett.

5. *Le Canada* du 24 février 1938, à la page 8, mentionne: "La Chambre s'amuse des propos badins du député de Dorion".

6. Les journaux rapportent que le vote ne fut pas pris pour l'adoption de cette loi en troisième lecture. Par contre, le *Procès-verbal* fait mention d'un tel vote. Or, ce dernier étant la source officielle, nous considérons que le vote a bel et bien eu lieu.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

8. Voir note 7.

9. La plupart des journaux disent Angers, alors que *Le Canada* du 24 février 1938, à la page 8, rapporte Auger.

10. *Le Soleil* du 24 février 1938, à la page 8, rapporte que le discours sera prononcé mardi prochain, au lieu d'"aujourd'hui". Cependant, il faut noter que "aujourd'hui" fait référence à la journée de publication du journal, soit le jeudi, et non au moment de cette intervention par le premier ministre. Nous sommes portés à croire que le premier ministre a dû faire mention du lendemain, et non pas de la journée en cours, puisque son intervention a été faite le mercredi et le discours du budget n'était prévu que pour le jeudi. À cet effet, voir les deux motions présentées par le député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher) lors de la séance du 15 février.

11. *The Chronicle Telegraph* du 24 février 1938, à la page 3, rapporte, qu'à ce moment: "C'était ici une occasion pour M. Bouchard d'appuyer la motion et de rendre au premier ministre la pointe qu'il lui avait adressée en mêlant habilement ironie et "fair-play". Apparemment, c'était attendre trop de la part du chef de l'opposition car non seulement a-t-il échoué à joindre les applaudissements donnés par quelques-uns de ses propres supporteurs, mais il était occupé à écrire une lettre. Après avoir hésité un moment pour voir si M. Duplessis avait un secondaire, le héros du moment s'est levé." Cette attitude du chef de l'opposition peut expliquer la tournure que prendra la discussion par la suite.

12. *The Chronicle Telegraph* du 24 février 1938, à la page 3, ajoute: "M. Tardif, député de Frontenac, essaie à présent d'attirer l'attention de l'Orateur et M. Duplessis fait demi-tour pour voir ce qui allait se produire ensuite."

13. *Le Canada* du 24 février 1938, à la page 8, ajoute que: "la Chambre est en effervescence".

14. *Le Canada* du 24 février 1938, à la page 8, ajoute: "Des quolibets à l'adresse de M. Bouchard pleuvent de partout, de façon inintelligible."

Séance du jeudi 24 février 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé¹

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 118 constituant en corporation la Société coopérative des dentistes de Québec;
- bill 128 modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog;

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 109 modifiant la charte de "Les sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier".

M. Lafleur (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit;
- bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat.

Questions et réponses:

**Services d'eau et de lumière
pour les chômeurs, Saint-Joseph d'Alma**

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): 1. Les gouvernements fédéral et provincial ont-ils contribué pour le service d'eau et de lumière pour les chômeurs de la ville de Saint-Joseph d'Alma?

2. Si oui, quel a été le pourcentage des gouvernements?

3. Durant combien d'années ont-ils payé?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

1. et 3. Tel que ci-après:

2. Contributions: Du 13 décembre 1932 au 31 mars 1933: fédéral, 45 %; provincial, 45 %; municipal, 10 %.

Avril 1933 à juillet 1934 inclus: fédéral, 50 %; provincial, 50 %; municipal, aucune.

Août à septembre 1937 inclus: entièrement payé par la province.

**Paul-Émile Gagné, ingénieur,
École des mines du nord-ouest du Québec**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. M. Paul-Émile Gagné a-t-il été nommé ingénieur en charge de l'École des mines du nord-ouest du Québec, projetée par le gouvernement?

Dans l'affirmative;

a. À quelle date a-t-il été nommé?

b. Quel est son salaire?

c. Appartient-il à la Corporation des ingénieurs professionnels de la province de Québec?

L'honorable M. Gagnon (Matane): a. Paul-Émile Gagné a été nommé temporairement ingénieur-résident à la mine-école provinciale, dans le canton de Dubuisson, comté d'Abitibi, le 1^{er} février 1938.

b. Au salaire de \$250 par mois.

c. Le gouvernement l'ignore. M. Gagné est membre associé du Canadian Institute of Mining and Metallurgy. Il est ingénieur civil diplômé de l'École polytechnique (1935), et ingénieur des mines diplômé de l'Université Queen's, à Kingston (1936).

**Comité permanent
des comptes publics**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le comité permanent des comptes publics soit autorisé:

1. À continuer une enquête et à requérir la comparaison de toute personne et la communication de toute pièce ou de tout dossier relativement à toute affaire ou matière ayant trait à la gestion des deniers de la province;

2. À employer deux sténographes bilingues pour recueillir les dépositions des témoins entendus et prendre les autres notes que le comité jugera nécessaires;

3. À siéger les jours où la Chambre ne tiendra pas de séance;

4. À considérer comme faisant partie de son enquête les dépositions et les pièces que le comité des comptes publics institué aux trois dernières sessions de la législature a reçues au cours de l'enquête qu'il a commencée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, oui.

La motion est adoptée.

École des mines, de géologie et de métallurgie

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une École des mines, de géologie et de métallurgie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Attendu que l'industrie minière a pris dans le Québec, en ces derniers temps, un essor considérable;

Attendu qu'elle est appelée, à cause de la richesse du sous-sol québécois, à jouer un grand rôle dans la vie économique de la province et à ouvrir d'intéressantes carrières à notre jeunesse;

Attendu que l'Université Laval, pionnière de l'enseignement professionnel au Canada, désire collaborer avec le gouvernement, par l'établissement, dans la cité de Québec, d'une École des mines, de géologie et de métallurgie, à la formation de techniciens en industrie minière, en géologie et en métallurgie, et qu'il y a lieu de lui accorder un concours financier raisonnable;

Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines et des Pêcheries, sera autorisé à conclure avec l'Université Laval une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Québec, d'une École des mines, de géologie et de métallurgie, et à payer pour cette fin à

ladite université, à même le fonds consolidé du revenu, une subvention annuelle de \$100,000, aux conditions qu'il déterminera.

C'est avec un bien vif plaisir que je me lève pour proposer l'adoption de ces résolutions pourvoyant à l'établissement d'une École des mines, de géologie et de métallurgie dans la ville de Québec, la Vieille Capitale du Canada français. Il semble qu'une pareille loi, la création d'une pareille école, vienne à son heure. Avec cette école on permettra la formation, préparera chez nous des techniciens qui seront bien outillés pour jouer le rôle qui leur appartient dans l'exploitation de nos ressources naturelles qui sont d'une particulière richesse. Cette école complètera notre organisation scientifique et obviara, je regrette de le dire, à l'insouciance de trop des nôtres qui ont de la fortune.

Je regrette, dit-il, que les Canadiens français aisés ne s'intéressent pas plus au bien-être des universités de la province qui ont fait d'importants sacrifices ces dernières années afin de maintenir des standards d'éducation élevés.

Avant de donner des détails que la Chambre a le droit d'avoir sur l'établissement de cette école, permettez-moi de vous parler un peu, de montrer rapidement l'expansion accentuée de l'exploitation de nos ressources minières.

Il faut d'abord remercier la Providence qui a doté la province de Québec de richesses naturelles considérables, incalculables qui assurent la survivance de l'élément français en Amérique, grâce à qui la petite communauté française qui passa sous la couronne britannique en 1759 fut en mesure de s'organiser pour assurer sa survie en Amérique.

Nos forêts et nos cours d'eau constituent une richesse incalculable. Si notre sol est riche, d'une très grande fécondité, il convient de dire que la richesse de notre sous-sol est mille fois plus considérable. Ceux qui ont étudié la géologie savent que ce sont les formations précambriennes qui sont les plus riches en minéraux. La formation géologique précambrienne canadienne n'a aucun rival dans le monde. La formation précambrienne, sol qui contient en grande partie des minerais d'or et de cuivre, est de 93 %³ dans la province de Québec, tandis qu'aux États-Unis 4 % du sous-sol est de formation précambrienne.

Qu'on me permette ici de donner quelques statistiques sur la production de l'industrie minière au Canada. En 1932, la production minérale du Canada a atteint la valeur de \$192,228,205⁴, soit 34 % de la production agricole qui s'élevait à \$565,417,000. En

1933, cette production minérale a atteint \$221,495,253⁵, ou 38 % de la production agricole; en 1934, production de \$278,161,590⁶ ou 41 %; en 1935, production de \$312,344,457⁷ ou 46 %; en 1936, production de \$361,394,062⁸ ou 48 %; en 1937, production estimée de \$425,000,000⁹ ou 54 %¹⁰ de la production agricole.

Comme on le voit, en cinq ans, notre production minérale a beaucoup augmenté, et je vois venir le jour où la production minière sera équivalente à la production agricole de tout le dominion du Canada. Ainsi, si la production minière du Canada maintient la même proportion d'augmentation pour les huit prochaines années, elle atteindra le total de la production agricole pour tout le dominion. Vous me demanderez: Mais la production de la province de Québec entre-t-elle pour une forte proportion dans ce total? Je suis heureux de répondre: oui.

En 1936, la production minérale de la province de Québec seulement était de \$49,516,385, soit 38 %¹¹ de la production agricole qui s'élevait à \$128,578,093, et l'an dernier, en 1937, elle était estimée de \$63,000,000, ce qui représentait 45 % de la production agricole qui est estimée à \$140,000,000.

La proportion *per capita* est plus forte dans les mines que dans l'agriculture. Dans la province de Québec, la production minérale employait 12,226 personnes l'an dernier et la production s'élève à \$4,050.10 par tête. La production agricole en employait 229,517¹², produisant \$560.21 par tête.

Pour ce qui est de la production de l'or, pour la province de Québec, il est intéressant de voir la progression entre les années 1925 et 1937. La production de l'or a sans cesse augmenté. En 1925, la production de l'or était en notre province de \$37,909¹³; en 1927, de \$172,214; en 1929 de \$1,876,960¹⁴; en 1931, de \$6,476,103¹⁵; en 1933, de \$10,950,540; en 1935, de \$16,559,478¹⁶ et en 1937, de \$24,100,000¹⁷. L'industrie minière de Québec est destinée à faire des progrès énormes et à jouer un rôle important dans la vie économique de la province en raison des richesses contenues dans le sous-sol du Nord québécois.

Il y avait environ 5,000 hommes employés, l'an dernier, dans la production de l'or, et les salaires qui leur furent payés étaient de \$5,500,000¹⁸. Le nombre des mines d'or augmente constamment. Nous avons 12 mines d'or en opération dans la province en 1935, 15 en 1936 et nous en avons 21¹⁹ en 1937. Les dividendes payés par la production minérale ont atteint \$100,000,000 au Canada, soit plus que 50 %

des dividendes provenant d'autres sources, 50 % de plus que dans toute autre industrie.

Depuis le début de l'année, une nouvelle mine a commencé ses opérations, et il semble que deux ou trois autres commenceront leurs opérations sous peu. Nos mines, cette année, ont actuellement une production journalière de 12,455²⁰ tonnes de minerai qui sont traitées pour en extraire l'or, l'argent, le cuivre, le zinc, etc.

Je n'ai pas besoin de dire tout ce que le gouvernement a fait, depuis 18 mois, pour favoriser le développement minier. Le gouvernement a pris plusieurs initiatives pour aider l'industrie minière: cours gratuits aux prospecteurs, dans les grandes villes, dans 20 districts de la province, avec tout l'équipement nécessaire, et les prospecteurs devant renouveler leur licence bénéficiaient d'une analyse gratuite de leurs échantillons, collection gratuite de minéraux, coupons d'analyse gratuite des minéraux, établissement d'un laboratoire moderne de recherche des mines au ministère, le plus moderne de l'Amérique, modernisation de la loi des mines.

Et ici, je suis heureux, je n'en manque jamais l'occasion, de remercier le gouvernement fédéral, et en particulier le ministre fédéral des Mines, l'honorable M. T. A. Crerar, de l'aide considérable qu'il donne aux provinces et à la province de Québec dans l'intérêt de la production minière. Grâce à la coopération du fédéral, nous avons dépensé au-delà de \$1,000,000 pour la construction de chemins de mines. Nous avons dépensé des centaines de milliers de dollars pour faire effectuer des relevés géologiques. On a préparé des cartes géologiques des régions minières nordiques. Nous avons aidé au développement des villages miniers dans la province.

En face de ces développements considérables, nous nous sommes demandé si la jeunesse de notre province est prête à jouer le rôle qui lui convient, qui lui appartient dans le développement des ressources naturelles, dans cet essor de nos mines? Je ne le crois pas. Un pareil développement de l'industrie minière ouvre nécessairement des carrières nouvelles et lucratives. C'est en vue de préparer les jeunes gens à ces carrières, de former des compétences que le gouvernement veut aider à la création d'une École des mines. Voilà pourquoi une École des mines s'impose.

C'est alors que nous avons réalisé que le temps est venu de doter la province de l'organisme nécessaire, de doter nos universités de toutes les facilités requises. J'en profite pour remercier le premier ministre qui a non seulement secondé mes modestes efforts, mais qui, avec sa vision et sa

connaissance profonde, parfaite des besoins de la jeunesse, est allé encore plus loin que moi quand il s'est agi de donner des bourses pour aider la jeunesse. Lorsque nous demandions des bourses et que nous espérions en obtenir une dizaine, le premier ministre nous en a offert 30.

L'an dernier, les collèges classiques ont été pris un peu par surprise. Cette année, ils pourront donner un soin particulier à cet enseignement scientifique. Plus de 175 jeunes gens bien préparés, finissants des maisons d'enseignement secondaires, ont sollicité des bourses en juin dernier pour aller étudier le génie minier. Mais le crédit voté à cette fin n'était que de \$120,000. Il nous restait peu d'argent, toutes nos ressources étant prises par le renouvellement de bourses de l'année précédente.

Aussi, le premier ministre a-t-il consenti à accorder 30 demi-bourses nouvelles. Et, cette année, 60 jeunes gens étudient actuellement le génie minier un peu partout, aux États-Unis, en Ontario et dans les universités de notre province, à l'Université McGill par exemple. Déjà, le gouvernement a fait quelque chose pour pousser l'éducation scientifique des jeunes gens.

Les boursiers du département des Mines sont ainsi distribués, pour l'année 1937-1938:

École polytechnique de Montréal: 21 boursiers;
École supérieure de chimie Laval: 10 boursiers;
Université Queen's: 17 boursiers;
Université McGill: 10 boursiers;
Colorado School of Mines: 1 boursier.

Il parle ensuite des nombreuses demandes faites au gouvernement en vue de l'établissement de cette École. Il n'y avait pas encore, dit-il, d'École des mines de langue française dans la province. Les autorités universitaires en souhaitaient ardemment l'établissement. Le frère Marie-Victorin a sollicité le concours de l'autorité provinciale pour la formation, l'établissement d'un Institut de géologie supérieur dans la province. Il suggérerait de choisir le meilleur endroit et, l'été dernier, les 15 petits séminaires et collèges affiliés à Laval réclamaient une École supérieure des mines.

Il rappelle aussi que, l'an dernier, il écrivit à tous les supérieurs des collèges classiques pour les féliciter de l'importance qu'ils accordaient à l'enseignement scientifique, et les encourageait à accentuer encore davantage cet enseignement.

Plus tard, il recevait une lettre du recteur de l'Université Laval, Mgr Camille Roy, lui transmettant le vœu formulé au cours d'une réunion des supérieurs des petits séminaires affiliés à l'université, qui demandaient la construction d'une École de génie minier.

Quelques jours plus tard, Son Éminence le cardinal Villeneuve m'adressait la lettre suivante, la même demande, à ce sujet:

"Monsieur le Ministre,

"J'ai constaté avec un vif plaisir que votre ministère encourageait nos jeunes gens à embrasser les carrières scientifiques, en leur accordant des bourses d'études en vue du génie minier. Je ne puis me tenir de vous féliciter de cette féconde initiative.

"Mais on regrette à juste titre que nos fils soient obligés d'aller poursuivre leurs études dans des universités étrangères. Il me serait donc infiniment agréable, Monsieur le Ministre, ainsi sans aucun doute qu'à tout l'Épiscopat de la province, que le gouvernement puisse dès maintenant assurer à une université française de chez nous, les moyens de fonder une École des mines et un Institut de géologie. Nos futurs ingénieurs pourraient y acquérir une formation adéquate, inférieure en rien à celle que leur offrent les universités de langue anglaise, avec un plus grand avantage pour la province elle-même.

"Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à ma haute considération et à mon entier dévouement.

"J.-M. Rodrigue Cardinal Villeneuve, O.M.I.,
Archevêque de Québec"

Le gouvernement a cru le moment opportun d'établir chez nous une École des mines à la suite de ces représentations. Lorsque l'établissement de cette École eut été décidé, on se demanda quel était l'endroit le plus approprié. Le gouvernement a songé à Laval, qui avait fondé en 1921 l'École de chimie et avait pris sur elle d'organiser l'enseignement supérieur de géologie, d'abord pour éviter le dédoublement qui a souvent été funeste à notre enseignement. Laval avait déjà un bel enseignement de géologie et une compétence remarquable: M. l'abbé Laverdière, le directeur de l'Institut de géologie, le seul Canadien français qui s'impose dans ce domaine. À Laval, on trouve une collection de métaux et de minéraux comme il n'y en a pas de semblable dans tout le Canada. L'Université Laval possède déjà un centre d'études scientifiques dont la valeur est reconnue. L'École de chimie, celle du génie forestier, le noyau d'enseignement supérieur de géologie que possède Laval, ses laboratoires scientifiques, ses bibliothèques et ses musées déjà fort bien aménagés favorisent la création à Québec de la nouvelle école. Dans tous les pays, on a songé que pour procéder logiquement il fallait construire

l'École des mines à proximité du ministère des Mines. C'est ce que l'on a fait à Londres, à Paris, à Toronto. Bien plus, à Ottawa, on a fondé le Conseil national des recherches près des édifices du gouvernement. Des liens étroits doivent unir le personnel de l'École aux services départementaux et les experts du ministère doivent faire bénéficier les étudiants de leur expérience. L'Université McGill s'est montrée favorable au choix du gouvernement.

Il remercie en même temps l'Université McGill de la collaboration qu'elle a offerte à la nouvelle école.

La seule subvention reçue par l'Université Laval, dit-il, à l'occasion de la fondation de l'École de chimie, en 1922, provenait de Sir William Price et feu l'honorable G.-Elie Amyot. MM. Price et Amyot ont doté l'Université Laval de sommes importantes pour l'École supérieure des sciences. Mais l'usufruit de leurs dons ne donne que \$4,500 par année et il en coûte plus de \$40,000 à \$45,000 par année pour maintenir le fonctionnement de l'École de chimie. C'est dire que l'Université Laval, de ce chef, avait à combler chaque année un déficit de \$35,000 à \$40,000 au moins. Et malgré tout, elle a fait des merveilles; cette École a toutefois survécu, Dieu merci. Laval reçoit ou recevait moins que bien d'autres institutions, de sorte qu'il convenait de lui donner l'École des mines, puisque par ailleurs elle était encore mieux préparée que les autres universités.

Il cite les noms de professeurs de Laval qui ont fait des études prolongées aux États-Unis ou en Europe, pour se spécialiser dans le génie minier, la chimie, etc.

L'Université n'a négligé aucun sacrifice, dit-il, et elle peut se glorifier aujourd'hui d'avoir contribué pour beaucoup à l'essor considérable de l'industrie minière en cette province. L'établissement de cette École à Québec coûtera beaucoup moins cher qu'on aurait pu s'y attendre, vu que le terrain sur lequel elle sera construite est un don de l'Université Laval.

L'Université Laval a fondé en 1921 une École supérieure de chimie sur laquelle elle a ensuite greffé un enseignement supérieur de géologie, un Institut de chimie marine et une École supérieure de sciences. Elle a donc aujourd'hui une Faculté de chimie, une Faculté de géologie et minéralogie, une Faculté de mathématiques, une Faculté de physique, une Faculté de biologie, etc.

Chacun de ces départements est dirigé par des professeurs dont la haute compétence est connue. Notons simplement ici que sur les 10 professeurs de

carrière de cette institution, sept sont docteurs ès sciences et un huitième licencié en mathématiques pures des universités étrangères. Quant aux deux autres, ils possèdent le titre de docteur ès sciences de l'Université Laval.

Les résultats obtenus à date sont à tel point satisfaisants, et ce, grâce surtout aux publications originales des professeurs et à leur participation active à tous les congrès scientifiques: 69 travaux originaux publiés depuis 1923 et sept sous presse en plus de 97 communications originales, 11 présentées à la Société royale du Canada, 10 aux congrès des chimistes du Canada, et 76 aux congrès de l'ACFAS. La réputation de l'École supérieure de chimie a tellement grandi que l'université a décidé de donner beaucoup plus d'ampleur à son projet primitif en créant une Faculté des sciences.

Avant de déterminer le site de cette École et de cet Institut, il importe de poser d'abord en principe que l'on doit à tout prix éviter les dédoublements qui nous ont été si néfastes dans le passé. C'est précisément en s'appuyant sur ce principe que le gouvernement a réfléchi longuement avant de décider de confier à l'Université Laval le soin d'organiser et maintenir la nouvelle école.

Voici en quelques mots les plus importantes de ces raisons:

1. Québec a déjà pris l'initiative d'inaugurer à ses propres frais un enseignement supérieur de géologie qui est la seule organisation du genre au Canada français, et cet enseignement a déjà acquis une telle réputation qu'il y a actuellement deux diplômés de l'Université de Montréal, boursiers du gouvernement de Québec, qui ont décidé de venir à l'École supérieure de chimie pour y poursuivre leurs études supérieures en géologie.

Il semble donc que l'organisation actuelle du département de géologie de l'Université Laval doive servir de base naturelle au développement indispensable de cette science. D'ailleurs, la presque totalité des professeurs de la Faculté des sciences de l'Université de Montréal, en particulier le frère Marie-Victorin et Jacques Rousseau, concèdent que le seul Canadien français qui s'impose pour diriger un Institut supérieur de géologie est le directeur actuel de ce département, M. l'abbé Laverdière.

En effet, M. Laverdière, après trois années d'études supérieures à Québec, a fait un séjour de quatre années en Europe où, sous la direction des maîtres de la géologie actuelle, comme Delépine, Lacroix, Michel-Lévy, Jacob et Pierre Termier, il a préparé une thèse fort remarquable puisqu'on en a parlé dans presque toutes les principales revues

européennes de géologie, thèse qui lui a valu le titre de docteur ès sciences naturelles avec la mention *Très honorable*.

Depuis son retour, il dirige avec le succès mentionné plus haut le département de géologie qu'il a d'ailleurs, lui-même, presque complètement organisé. De plus, depuis 1932, il est attaché comme géologue auxiliaire au service du ministère des Mines de Québec. Dans cet emploi, il a déjà rendu de très grands services à la province en effectuant un travail fort délicat d'identification de nombreux spécimens fossiles recueillis dans nos terrains.

C'est ainsi qu'il est arrivé à la découverte de cinq espèces nouvelles auxquelles le grand spécialiste qu'est Ruedemann, paléontologiste de l'État de New York, a proposé les noms de *Dictyonema quebecensis*, *Tetragraptus quebecensis*, *Lavalensis*, *Levisensis* et *Laverdieris*, noms qui se trouvent par conséquent actuellement inscrits dans tous les grands catalogues de littérature géologique du monde entier. Il s'ensuit donc que, grâce à d'aussi fructueuses recherches, toutes les générations futures liront dans les revues scientifiques les noms de Québec, Lévis, Laval et Laverdière.

En un mot, c'est dire que l'Université Laval possède actuellement le noyau d'un Institut supérieur de géologie en même temps que l'homme qu'il faut pour installer et organiser un tel institut, surtout si celui-ci fait appel aux compétences de premier ordre avec lesquelles il est déjà en relations.

2. D'autre part, si l'on veut éviter une duplication aussi coûteuse qu'inutile, tous ceux qui ont étudié la question semblent arriver à la conclusion que l'École supérieure des mines et l'Institut de géologie doivent être placés au même endroit. Un grand nombre de cours sont en effet communs aussi bien au géologue qu'à l'ingénieur minier. Quant à la bibliothèque, son coût est tellement élevé que, dans la plupart des autres universités où ces institutions existent, elle est la même pour les deux groupes d'étudiants.

Remarquons que plusieurs des cours qui se donnent actuellement à Québec, en géologie, cours dont le nombre s'accroîtra nécessairement de toute façon dans la nouvelle Faculté des sciences, sont déjà assez avancés pour servir avantageusement tels quels aussi bien à la formation des ingénieurs miniers qu'à celle des géologues. D'autre part, la bibliothèque, qui constitue l'outil indispensable dans les travaux de recherche, est déjà en partie organisée à l'École supérieure de chimie. C'est l'une des principales raisons qui ont déjà permis d'obtenir les résultats indiqués précédemment.

La collection des minéraux de l'Université Laval sera publique. On voit donc que, sans même tenir compte des arguments qui vont suivre, l'Université Laval serait, à mon humble avis, hautement qualifiée pour espérer que les nouvelles fonctions soient confiées à ses soins.

3. Par ailleurs, si l'on examine comment on a logiquement procédé, aussi bien dans les autres provinces qu'aux États-Unis et en Europe, le voisinage du ministère des Mines semble indispensable à une École de génie minier. C'est ainsi que la meilleure école de génie minier du monde, le Royal School of Mines, est située à Londres; l'École des mines de France est à Paris; et, malgré l'établissement bien connu de Kingston, on trouve la plus grande École des mines de l'Ontario à Toronto, où on a tenu à la placer juste à quelques pas du parlement.

Cette importance de l'établissement d'institutions de ce genre dans les capitales s'explique aisément par le fait que, de l'avis de tous les experts en la matière, les liens les plus étroits doivent unir le personnel qui y enseigne aux services gouvernementaux. Une collaboration continue entre les uns et les autres est non seulement efficace, mais pratiquement indispensable pour le développement rationnel de l'industrie minière. Les experts attachés au ministère ne doivent-ils pas, en effet, faire bénéficier les étudiants de leur expérience pratique, en même temps que, d'autre part, les professeurs réguliers d'une École des mines apparaissent comme les conseillers naturels des techniciens du ministère?

On s'est tellement rendu compte de la difficulté qu'il y avait à assurer une telle collaboration dans le cas contraire qu'à Ottawa, aussi bien qu'à Washington, qui, ni l'une ni l'autre ne sont des villes universitaires, on a dû installer de toutes pièces un Conseil national de recherches à proximité des services fédéraux. Les résultats obtenus ont été à tel point satisfaisants qu'un certain nombre d'États ont suivi l'exemple.

4. Dans le cas actuel, par le fait que, d'une part, le ministère des Mines possède déjà à Québec une organisation vraiment remarquable autant en ce qui concerne les laboratoires qu'au point de vue de la bibliothèque; et que, d'autre part, comme on l'a indiqué plus haut, l'université y a organisé un enseignement de géologie, c'est dans cette ville que s'impose tout naturellement, semble-t-il, l'établissement d'une École des mines.

Le gouvernement a déjà installé, en effet, toute une série d'appareils fort coûteux qui

pourraient, tels quels, servir à des étudiants. De plus, le laboratoire du ministère devra encore, de toute façon, dépenser des milliers et des milliers de dollars, et tout ceci servirait également aux élèves d'un Institut de géologie et d'une École des mines si ceux-ci sont installés à Québec. Il y aurait, au contraire, flagrante duplication, si l'École des mines était établie en un autre endroit.

On peut développer un argument analogue en ce qui concerne la bibliothèque. Celle du ministère des Mines, déjà fort importante, aura besoin d'être complétée annuellement, et cela, à quelque endroit que soit construite l'École des mines, par des abonnements à des centaines de revues très coûteuses, en même temps que par l'achat des principales publications concernant les mines et la géologie. Par ailleurs, les mêmes dépenses générales aussi bien que les mêmes additions annuelles sont indispensables dans une École des mines. On voit donc la nouvelle duplication qui résulterait s'il n'y avait pas voisinage entre le ministère et une telle école.

5. À Montréal, il existe déjà à l'Université McGill une École des mines et de géologie soutenue par nos compatriotes anglais. Il faut louer la magnifique collaboration offerte par McGill.

6. Ne pouvons-nous pas affirmer que si les nouvelles institutions veulent remporter dès le début le succès qu'on en attend, surtout en ce qui concerne le placement avantageux de leurs diplômés, elles doivent se faire connaître très rapidement dans le monde scientifique?

Or, le moyen tout naturel d'arriver à cette fin consiste à inviter les membres des sociétés savantes du Canada, des États-Unis, et même d'Europe à venir y tenir périodiquement leurs congrès. C'est ce qu'a fait en particulier l'Université de la Colombie anglaise canadienne, jusque-là assez peu connue, en recevant il y a quelques mois les chimistes du dominion et plusieurs savants de l'ouest des États-Unis, qui la considèrent depuis comme l'une des grandes universités du pays.

Si l'on invitait de nouveau le Canadian Institute of Mining and Metallurgy, la Société royale du Canada, etc., à tenir à Québec leurs assises scientifiques et même les géologues du monde entier à organiser ici leur fameux congrès international, comme l'a fait Toronto en 1913, ce serait évidemment la nouvelle École des mines, l'Institut de géologie et les services du ministère qui s'imposeraient comme les centres tout désignés pour les réunions d'étude, la discussion des problèmes, etc. On ne saurait exagérer les avantages qui en

résulteraient non seulement pour leur propre renommée mais encore pour celle de tous les Canadiens français. On l'a bien vu, lors des deux congrès des chimistes du Canada, tenus à Québec en 1927 et 1932, où l'École supérieure de chimie, qui avait le siège principal de ces assises scientifiques, en a retiré en grande partie la réputation dont elle jouit actuellement.

7. On peut maintenant remarquer que les progrès scientifiques gigantesques réalisés depuis quelques années par l'Université Laval se sont effectués dans des conditions pécuniaires extrêmement désavantageuses et sont dus uniquement au dévouement général et continu de tout son personnel.

Alors que l'Université de Montréal, dont il faut aussi reconnaître les mérites, par suite des circonstances que l'on sait, émerge déjà au budget provincial pour des sommes considérables tandis que des écoles qui lui sont affiliées, l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales reçoivent annuellement du gouvernement une subvention de \$330,000, \$150,000 pour Polytechnique et \$180,000²¹ pour l'École des hautes études.

Durant ce temps, Laval, la première université française du pays, ne reçoit de son côté autre chose du gouvernement, en dépit de nombreux déficits accumulés, que la mince subvention annuelle de \$25,000, en outre de celle de \$50,000 qui est versée pour l'Institut de biologie, lequel comprend en particulier la Station biologique de Trois-Pistoles, et de la modeste subvention de \$15,000 avec laquelle elle doit faire fonctionner toute l'École forestière.

Malgré cela, grâce aux sacrifices ininterrompus du Séminaire de Québec, cette institution a pu s'affirmer, apporter une contribution de premier plan au Canada français, au Canada et à l'étranger. Les résultats obtenus du point de vue bourses, thèses, rayonnement en France, Angleterre, Allemagne et États-Unis de l'École supérieure de chimie, dépassent de beaucoup, si l'on excepte l'Institut botanique de Montréal, tout ce qu'ont obtenu à date les autres institutions scientifiques canadiennes-françaises.

Le député de Berthier (M. Bastien) avait réclamé la création de l'École des mines à l'École polytechnique de Montréal. L'École polytechnique reçoit déjà une subvention annuelle de \$150,000. Ne serait-il pas juste que la plus vieille université française d'Amérique reçoive aussi sa part?

Si l'on songe que jusqu'en 1922 on n'avait pratiquement au Canada français aucune publication scientifique originale et si l'on considère d'autre part le travail gigantesque tant du point de vue quantité

que du point de vue qualité, accompli depuis cette date par notre École supérieure des sciences, on peut alors immédiatement se rendre compte de la contribution de premier plan apportée par cette institution à la science canadienne-française.

Cette contribution a d'ailleurs été universellement reconnue à l'extérieur dans les milieux scientifiques. Sans doute la renommée que s'est aujourd'hui acquise dans le pays l'École supérieure de chimie est-elle due pour une large part au prestige personnel de son directeur, M. l'abbé Alexandre Vachon, à qui ses qualités d'homme de science et d'organisateur ont valu les titres les plus élevés et les honneurs les plus appréciés dans les sociétés savantes du Canada et de l'étranger.

Mais il est, d'autre part, à noter que ces sociétés elles-mêmes, en rendant hommage à la haute valeur de M. l'abbé Vachon, ont voulu en même temps lui montrer comme elles appréciaient l'essor qu'il avait donné à la chimie au Canada en développant l'École supérieure de chimie. C'est ainsi que le directeur de cette école fut tour à tour appelé à la présidence générale des deux plus grandes associations de chimistes du Canada, le Canadian Institute of Chemistry et la Canadian Chemical Association. M. l'abbé Vachon est d'ailleurs le seul Canadien français qui ait été président de cette dernière association, et il fut délégué officiellement par elles à plusieurs reprises pour les représenter en Europe et aux États-Unis.

Parmi les autres hommages rendus à l'École supérieure de chimie dans la personne de son directeur, mentionnons que ce dernier a reçu des doctorats de l'Université de Montréal et de l'Université d'Ottawa et qu'il occupe depuis 1928 le haut poste de directeur du Conseil national de recherches en même temps que, depuis 1930, celui de directeur du Biological Board of Canada. Mais un témoignage particulièrement frappant de l'estime dans laquelle les Canadiens anglais des autres provinces tiennent l'École supérieure des sciences de Québec, c'est la proposition spéciale que firent, en 1934, les doyens des deux Facultés des sciences de Toronto et de McGill, MM. Lash Miller et Johnson, invitant M. l'abbé Vachon, directeur de cette école, à venir faire partie de la Société royale du Canada.

Ces marques d'appréciation ont également rejailli sur les diplômés de l'École supérieure de chimie. Qu'il suffise de mentionner le fait que sur les 17 bourses régulières données jusqu'ici à des Canadiens français par le Conseil national des recherches, 14 ont été accordées à des gradués de l'École supérieure des sciences. Ajoutons à cela qu'il

en a été de même des deux seules bourses Rhodes en sciences pures dont ont bénéficié à date nos compatriotes. D'ailleurs, pour reconnaître les efforts de notre école en même temps que la qualité de ses gradués, l'université McGill a bien voulu cette année requérir les services de l'un d'eux comme démonstrateur, expérimentateur à sa Faculté des sciences.

C'est dire que, malgré des conditions pécuniaires plutôt défavorables, l'Université Laval a déjà rendu d'immenses services à l'éducation dans la province. Elle ne doute pas que le gouvernement lui en sache gré et elle espère qu'il profitera de l'occasion actuelle pour le reconnaître publiquement.

La façon dont elle a procédé en créant de toutes pièces son École supérieure de chimie, est une garantie des résultats qu'elle pourra obtenir si elle est chargée de l'organisation de nouvelles institutions.

Loin en effet de se contenter d'un enseignement plus ou moins élevé, distribué par des professeurs qui, dans ce nouveau domaine, n'auraient joui que de connaissances et d'une expérience forcément limitées, l'Université Laval a cru bon d'aller requérir à l'étranger les services des compétences expérimentées qui s'imposaient pour l'organisation chez nous d'un établissement vraiment supérieur.

C'est ainsi que des professeurs venus d'Europe ont pu procurer une bonne formation générale scientifique à un certain groupe des nôtres. Ils ont ensuite dirigé les meilleurs vers les universités de France, d'Angleterre, de Suisse et d'Allemagne, afin de leur permettre de devenir d'excellents spécialistes. À leur retour, ces jeunes gens vraiment qualifiés, cette fois, se sont alors trouvés en mesure d'occuper avec autorité les chaires d'enseignement supérieur, forcément confiées dès le début à des étrangers.

À l'heure actuelle, tous les professeurs canadiens-français, de l'École supérieure de chimie, sans une seule exception, ont été formés de cette façon, y ont commencé leurs études et sont allés les compléter ensuite dans les universités étrangères.

Le tableau suivant se passe de commentaires:

Dr Adrien Pouliot: 4 ans à l'École polytechnique, 2 ans à Paris, un an à Toulouse, 8 étés à Chicago. Licencié ès sciences mathématiques.

Dr E. Bois: 3 ans à l'École de chimie, 3 ans à Fribourg, Docteur ès sciences.

Dr P.-E. Gagnon: 4 ans à l'École de chimie, 3 ans à Paris, 3 mois à Berlin, 18 mois à Londres. Docteur ès sciences et D.I.C.

Dr abbé Laverdière: 3 ans à l'École de chimie, 3 ans à Lille, un an à Paris, Docteur ès sciences.

Dr L.-M. Cloutier: 4 ans à l'École de chimie, un an à Zurich, 3 ans à Cambridge, Docteur ès sciences.

Dr O. Ouellet: 4 ans à l'École de chimie, 3 ans à Paris, Docteur ès sciences.

Dr .-L. Tremblay: 4 ans à l'École de chimie, 3 ans à Strasbourg, un an à Plymouth, Docteur ès sciences.

Dr I. Gravel: 7 ans à l'École de chimie, 4 années d'études régulières et 3 d'études supérieures, Post Graduate Work. Étudie actuellement à Paris. Docteur ès sciences.

Abbé L. Larue: 3 ans à l'École de chimie, 4 ans d'études supplémentaires. Deux ans à Paris. Licencié ès sciences physiques. Prépare licence ès sciences mathématiques.

Abbé Vachon.

C'est, incontestablement, cette excellente formation de tous les professeurs de l'École de chimie qui a assuré le succès et la réputation de cette institution.

Aussi l'Université Laval se glorifie-t-elle aujourd'hui d'avoir procédé comme elle l'a fait, et elle entend bien en user exactement de la même façon. La haute expérience qu'elle a maintenant acquise dans ce domaine la convainc nettement qu'il est impossible d'agir autrement si l'on veut s'imposer en face des autres institutions similaires. D'ailleurs, à une époque aussi grave pour l'avenir économique de notre peuple, on ne doit absolument rien négliger pour que cette nouvelle école s'affirme dès ses débuts, dans tout le Canada, comme une institution de premier ordre. La haute expérience acquise dans le domaine des sciences par l'Université Laval lui permettra de faire tout de suite de l'École des mines une institution de tout premier plan.

8. À quelque endroit où sera située la future école, il faudra de toute façon des terrains assez considérables aussi bien pour les constructions actuelles des nouvelles écoles que pour les agrandissements subséquents qu'il faut forcément prévoir dans une province dont on ne saurait fixer de limites au développement minier.

Une autre raison pour laquelle l'école sera établie à Québec, c'est que le terrain est absolument gratuit, puisque le Séminaire de Québec fournirait à l'Université Laval, pour les constructions nouvelles, les immenses et magnifiques terrains qu'il possède sur la terrasse Dandurand, où se trouve déjà l'École supérieure de chimie et l'École de génie forestier et d'arpentage. Ceci non seulement représente pour la province une économie actuelle extrêmement importante, mais élimine, en plus, toute inquiétude au sujet des extensions ou développements futurs.

Le site qu'occupent, en effet, l'École supérieure de chimie et l'École de génie forestier et d'arpentage se prête à merveille, tant pour sa future cité universitaire, à tout agrandissement qui pourrait s'imposer et ne saurait créer la moindre complication, d'autant plus que la même économie irait sans cesse se répétant, par suite de la générosité et de la largeur de vue du Séminaire de Québec. Le gouvernement pourra continuer à aider, dans la mesure du possible, l'Université de Montréal, et il est à espérer que les deux grandes institutions continueront à collaborer pour le plus grand bien des Canadiens français.

Il énumère quelques-unes des promotions obtenues par les élèves de la Faculté des sciences de Québec.

Tous les élèves de l'École de chimie ont été placés, dit-il, et ils ont trouvé des positions non seulement dans les services administratifs, mais surtout dans l'industrie privée.

9. Il importe peut-être maintenant, avant de terminer, de répondre à une question qui semble devoir se poser au premier abord: Est-ce que Polytechnique constituant déjà une École de génie, il n'y aura pas duplication en établissant ailleurs une École de génie minier? L'objection est beaucoup plus apparente que réelle.

Elle s'était déjà posée d'ailleurs tout naturellement pour la première fois, lorsqu'il s'est agi de fonder l'enseignement de génie forestier. Mais, à ce moment, l'avantage de posséder, à portée du ministère des Terres et Forêts, une institution théorique servant de complément naturel aux services de ce ministère, semble avoir suffi, à lui seul, à déterminer l'établissement, à Québec même, de l'école en question, en dépit du fait qu'il s'agissait là d'une branche du génie.

Aujourd'hui qu'il existe déjà à Québec une École de génie, non seulement l'objection primitive a perdu de sa force, mais, en fait, le danger de duplication, comme on le verra par la suite, se trouve avoir complètement disparu. D'ailleurs, Polytechnique est surtout instituée pour la formation des ingénieurs civils. Les élèves qui veulent y étudier le génie minier sont dans une situation inférieure vis-à-vis leurs confrères de langue anglaise. Après Polytechnique, ils doivent aller étudier deux années de plus à Kingston. À l'École des mines de Québec, l'enseignement sera plus spécialisé, de façon à réduire le cours à quatre années.

Il ne saurait évidemment être question de duplication durant les deux premières années du cours, puisque, dans toutes les universités du monde, ces deux années, précédant en fait la spécialisation,

sont communes à tous les étudiants qui se destinent aux carrières scientifiques. Elles seraient donc les mêmes ici, à Québec, aussi bien pour les jeunes gens qui veulent se destiner à une branche quelconque du génie que pour ceux qui veulent se diriger vers la chimie ou vers l'École normale supérieure de sciences. Ces années correspondront d'ailleurs à peu près rigoureusement avec les deux premières années de McGill, de Kingston, de Toronto, etc. Elles devraient donc, par conséquent, correspondre tout aussi bien avec les premières années de l'École polytechnique.

Restent les deux dernières années du cours, qui sont à proprement parler celles de la spécialisation.

Ici encore, il faut distinguer entre l'enseignement de la spécialisation elle-même, à savoir de la géologie, de la minéralogie et du génie minier, et celui des cours généraux indispensables à tout ingénieur: ingénieur civil, ingénieur électricien, ingénieur des ponts et chaussées, ingénieur minier, ingénieur forestier, etc.

a. Pour ce qui concerne les premiers, le cours de géologie et celui des mines existant déjà ici ne sont sûrement pas inférieurs à ceux qui se donnent actuellement à Montréal puisque, comme nous l'avons vu plus haut, deux diplômés de l'Université de Montréal ont bien voulu profiter des bourses du gouvernement pour venir se spécialiser à Québec.

Quant au cours de génie minier, proprement dit, il suffit de visiter Toronto ou le Massachusetts Institute of Technology pour se rendre compte que ce cours sera pratiquement à créer, aussi bien à Québec qu'à Montréal. Donc, il ne saurait être question de duplication non plus de ce côté.

b. Restent enfin les cours de génie proprement dits, tels que résistance des matériaux, construction, etc. Ces cours se donnent, il est vrai, à Montréal, sans qu'on en ait l'équivalent ici; mais il sera facile de s'entendre avec l'École de génie forestier, qui existe déjà à Québec, pour qu'un enseignement commun soit donné sous ce rapport aussi bien aux ingénieurs miniers qu'aux ingénieurs forestiers, ces derniers ayant eux aussi besoin, comme ingénieurs, de tous les cours de génie extérieurs à leur spécialisation.

Le gouvernement veut trouver une formule nouvelle qui empêchera nos jeunes d'aller compléter leurs études à l'étranger. Il y a plus, on voudrait que le cours soit terminé à la suite de cinq années d'études au lieu de sept. En fait, présentement, un jeune homme doit étudier chez nous cinq années durant et ensuite parfaire ses études durant deux

autres années à l'étranger. On va tenter de tout faire ici en cinq années.

En terminant, il cite de nombreuses statistiques. Il déclare que cette initiative du gouvernement d'établir à Québec une École des mines, lui a valu partout des éloges. Il parle des félicitations faites au gouvernement par l'exécutif de l'ACFAS et par la Société d'histoire naturelle de Montréal, à l'occasion de la fondation de l'École des mines à Québec. Et il cite à cet effet des articles parus dans des journaux de la province. Il ajoute que le développement économique en cette province est conditionné par le développement scientifique.

M. l'abbé Willie Laverdière, dit-il, dirigera la nouvelle École des mines. C'était le seul Canadien français capable d'en prendre la direction.

Il demande à l'opposition de considérer la chose en dehors des questions politiques aux fins de rendre justice à la jeunesse et à l'Université Laval.

D'ailleurs, tous les partis, dit-il, peuvent se vanter d'avoir contribué au développement éducationnel, scientifique dans la province, du Canada français. En 1873, l'honorable M. Ouimet, un conservateur, fondait l'École polytechnique; en 1910, l'honorable M. Gouin, un libéral, fondait les Écoles techniques. C'est maintenant au tour de l'Union nationale de faire quelque chose, de fonder à son tour l'École des mines. Et nous ne voulons le faire que dans le but de faire progresser notre province et d'aider notre jeunesse. C'est pour cela que nous demandons de voter une subvention annuelle de \$100,000. Je demande au nom de la race qu'il n'y ait qu'une seule voix en Chambre pour approuver ce projet.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que le gouvernement s'est d'abord assuré des possibilités pour le Trésor public de supporter les charges qu'on met sur les épaules de la province par la fondation de cette École des mines. J'ai écouté, dit-il, avec beaucoup d'attention le discours du ministre des Mines et son plaidoyer habile en faveur de l'établissement d'une Faculté de génie minier.

Le ministre des Mines a fait appel au patriotisme à la générosité des deux côtés de la Chambre en faveur des résolutions. L'opposition sera à la hauteur de la situation. Je me suis rendu compte, dit-il, des frais considérables que comporte une école qui soit à la hauteur de la situation. C'est lui qui prend les responsabilités du montant nécessaire à l'institution de cette École des mines.

Le Parti libéral a fait quelque chose pour développer l'industrie minière dans la province de

Québec et il l'a fait à un moment où c'était plus difficile qu'aujourd'hui. Il a dû faire œuvre de pionnier dans notre province. Aussi, depuis 1925, il est naturel que la production minière ait augmenté continuellement. Le ministre a dit qu'en 1925, la production des mines était de \$37,909 et qu'elle est maintenant de \$16,000,000. Cela prouve donc que l'ancien gouvernement a développé complètement l'industrie minière. Il fallait de toute nécessité que cette œuvre se continue.

Ce n'est sûrement pas l'opposition libérale qui va s'opposer à ce projet du gouvernement. Le Parti libéral a fait beaucoup lui aussi pour le développement minier en cette province. Et nous sommes heureux de voir que le gouvernement travaille dans le même sens. J'ai toujours approuvé et favorisé l'enseignement pratique pour les jeunes dans la province de Québec. Dans les années passées, malheureusement, on a retardé à promouvoir cet enseignement.

Plusieurs des maux que l'on attribue à l'indolence des Canadiens français sont dus au fait que nous avons trop retardé à donner à la jeunesse un enseignement pratique; nous avons trop ménagé à notre jeunesse cet enseignement grâce auquel elle pourrait maintenant envahir les postes de confiance. Grâce à l'éducation pratique et scientifique, les nôtres pourront prendre place dans le commerce et l'industrie d'un pays aussi riche que le nôtre en ressources de toutes sortes.

Le gouvernement a décidé d'établir l'École des mines dans la Vieille Capitale. D'ailleurs, le ministre des Mines a très bien expliqué les raisons pour lesquelles on en est venu à cette décision, que la vieille capitale est l'endroit idéal pour l'École des mines. Pour notre part, il ne s'agit que de décider si nous devons ou non appuyer le vote des argents nécessaires à l'établissement de cette école, s'il est opportun de voter le montant demandé.

Je m'empresse de déclarer que je donne mon vote sans la moindre hésitation. Je crois qu'il est opportun de voter le montant de \$100,000. Et j'y ajouterai mes vœux les meilleurs pour l'expansion de cette école, pour que la nouvelle école de la Vieille Capitale donne tous les résultats attendus. La province et la jeunesse, j'en suis sûr, en profiteront.

J'en profite en même temps pour rendre hommage à l'Université Laval, qui a rendu jusqu'ici de si grands services. On ne saurait trop favoriser le développement minier en notre province, car l'industrie minière est l'une des principales industries et des plus belles ressources de cette province. Nous votons donc ce montant non seulement pour rendre

hommage à l'Université Laval pour les services reconnus qu'elle a rendus pour l'enseignement supérieur, mais aussi parce que cette école est de nécessité pratique dans tous les domaines, parce que l'enseignement pratique s'impose dans cette province pour que les nôtres profitent du développement de nos ressources naturelles. Les mines sont nos plus belles ressources dans la province de Québec.

Les citoyens de langue anglaise ont leur école des mines dans la métropole, et les Canadiens français seront heureux d'avoir la leur dans la Vieille Capitale.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier) parle dans le même sens que son chef. Il dit qu'il a écouté avec attention le discours du ministre des Mines. Il a cru, à l'entendre, que le ministre avait des remords d'avoir enlevé l'École des mines à Polytechnique. Toutefois, dit-il, le ministre des Mines, ainsi qu'il l'avait rappelé dans son budget sur l'adresse, avait promis d'établir l'École des mines à l'École polytechnique de Montréal.

Ceci, je ne l'invente pas, dit-il, c'est la *Gazette* de Montréal qui l'a publié le 4 janvier dernier. Je n'en aurais jamais parlé en cette Chambre si je n'avais lu cet article. Ce n'est pas une question de clocher. Qu'on veuille bien croire que je ne fais pas ces remarques pour faire de la politiaillerie. Mais je crois que le ministre des Mines pensait très bien et avait raison alors quand il avait promis de doter la Polytechnique, à Montréal, d'une École des mines. La métropole a une population 10 fois plus considérable que celle de Québec, et est par le fait même un centre bien meilleur de recrutement pour les élèves. Et Polytechnique est déjà outillée pour fournir les cours de génie minier.

Le ministre a changé d'idée ou il a été influencé. C'est à Montréal que cette école devait être établie et non à Québec. Quoi qu'il en soit, je voterai en faveur de ce projet du gouvernement, car l'établissement d'une École des mines s'impose autant à Québec qu'à Montréal.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne m'attendais pas d'être dans l'obligation de revenir sur le sujet. Je déclare de mon siège que j'ai toujours été en faveur que l'École des mines soit dans la vieille cité de Québec. Je dis cependant que je serai toujours heureux de continuer, dans la mesure des moyens qui sont à ma disposition, à aider l'École polytechnique pour l'amélioration de son outillage, etc. Nous avons toujours aidé l'École polytechnique.

Il laisse entendre qu'il sera peut-être possible, avant longtemps, d'établir une autre école semblable dans la métropole.

Si le député de Berthier (M. Bastien) veut faire une enquête, dit-il, sur la façon dont a été écrit l'article dont il a parlé, je lui aiderai, et il verra que je n'ai jamais changé d'idée quant au site de la nouvelle école. J'oublierai les petites taquineries du député de Berthier pour me rappeler que le chef de l'opposition n'a pas voulu, pour sa part, qu'il y ait de voix discordante sur cette question.

M. Larivière (Témiscamingue): En ma qualité de représentant du plus grand comté minier de la province, je veux ajouter ma modeste voix aux félicitations qu'il convient de faire au gouvernement pour son initiative. Je félicite le gouvernement et le ministre des Mines pour la création d'une école des mines dans la province de Québec. Je félicite l'opposition de son attitude et remercie le ministre des Mines pour son dévouement. Je suis heureux de constater que l'on veut enfin faire quelque chose pour le développement minier. Il est possible qu'en siégeant en cette Chambre aux deux sessions de 1936 et à celle de 1937, j'aie pu, par ma faible voix, aider au réveil de l'enseignement minier.

Je félicite aussi tous ceux qui écoutent en cette Chambre lorsqu'il s'agit d'industrie minière. Je fais un appel tout particulier à mes compatriotes de cette partie de la province de bien vouloir étudier attentivement cette industrie. On a décidé de faire enfin quelque chose. Si l'on compare ce qui a été fait dans le passé et ce que l'Union nationale a déjà fait, je dis que nous faisons des progrès rapides. Je constate avec plaisir le réveil qui se fait. Le développement minier chez nous est appelé à un essor magnifique et tous doivent coopérer pour qu'il donne son rendement maximum. La province de Québec passera à la tête des autres provinces.

Et pour un gouvernement qui a une politique agricole avancée, cela est très bien, parce que nous verrons l'agriculture bénéficier de ces développements prodigieux dans les centres miniers. Car ces centres miniers seront d'un grand appoint pour l'agriculture, puisqu'ils fournissent un marché payant pour la consommation des produits agricoles. Le gouvernement d'Union nationale nous a aussi donné des communications plus directes. Cela était nécessaire. En effet, si l'on tient compte des approvisionnements expédiés à Noranda, au Témiscamingue, du 1^{er} janvier 1937 au 1^{er} octobre de la même année, on compte 9,000 wagons de marchandises, de nourriture, dont 7,000 venaient de

Toronto, d'Ontario. Il y aurait donc un redressement à faire de ce côté, mais les chiffres indiquent l'importance de ce marché pour l'agriculture.

Je suis heureux de constater que le gouvernement s'intéresse, dans cette région, à la construction de routes et de voies ferrées. Avec les communications plus directes par chemin de fer et par les routes, comme la route Montréal-Mont-Laurier-Senneterre, les districts miniers ont aussi hérité de l'Union nationale de développements d'électricité plus avantageux, et cela, contrairement à ce que disait l'an dernier le député de Québec-Est (M. Drouin), que les centrales du gouvernement seraient établies dans les bois de l'Abitibi.

Dans mon seul comté, on extrait quotidiennement 9,000 tonnes de minerai. Le gouvernement, grâce au développement électrique qu'il projette dans ma région, va donner un essor plus grand au développement minier, en abaissant le coût de l'électricité, et en rendant ainsi possible des exploitations qui autrement ne seraient pas payantes.

Avant de reprendre mon siège, je veux cependant faire une remarque au sujet du fameux bill no 5 passé à la dernière session et qui a eu un si grand retentissement dans la province voisine. C'est une très bonne mesure, sans aucun doute, que celle qui veut que nous dirigions, nous dans la province, l'exploitation de nos propres ressources naturelles. Mais je demanderais au ministre des Mines d'étudier un peu l'effet que cette loi a eu sur la prospection.

Il y a nombre de prospecteurs qui ne sont pas satisfaits et j'invite l'honorable ministre des Mines à recevoir des délégations de prospecteurs et de leur suggérer ce qui serait propre à faire pour améliorer leur situation en vertu de ce bill no 5.

Il est heureux de constater que le ministre des Mines se rend trois ou quatre fois l'an pour constater ce qui se passe dans les régions minières.

Il parle ensuite des insoupçonnables richesses du sous-sol de son comté. Il montre à la Chambre des échantillons d'or, de fer et de soufre extraits dans les mines québécoises d'Aldermac, ce dernier comparable à celui du Texas. Il suggère au gouvernement d'encourager l'exploitation de gisements de soufre du Témiscamingue. L'Aldermac Copper Corporation vient de décider de construire une nouvelle usine à sa mine du Témiscamingue. Le gouvernement lui accorde un octroi à cette fin. J'insiste, dit-il, auprès du gouvernement du Québec pour que l'octroi en question soit accordé. Cet octroi sera de \$25,000, à condition que l'Aldermac construise une usine de 100 tonnes dans la région minière du nord-ouest de Québec.

À propos du soufre, nos mines pourront fournir à la province ce produit qu'elle doit importer en grande quantité depuis longtemps. L'on pourrait cesser d'importer le soufre qui est employé en quantité énorme dans l'industrie, particulièrement dans l'industrie du papier.

Il est bon que l'on fasse de l'enseignement minier chez nous. Les propriétaires de mines, faute de trouver des compétences dans la province, préféreraient à nos citoyens des gens venus d'Europe.

Mais grâce à l'Union nationale, nous sommes maintenant la seule province où il y aura une mine-école, une École des mines et une école pour techniciens miniers.

(Applaudissements)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 26 pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide à la jeunesse

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 de l'aide à la jeunesse.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je comprends que plusieurs députés veulent prendre leur train à 6 heures. Puisque la Chambre a exécuté au cours de la semaine un travail considérable et que l'opposition pour une fois, au lieu de prolonger les débats, n'a pas parlé trop longtemps et a concouru avec le gouvernement, la Chambre va s'ajourner à mardi prochain.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)²²:

Pour cette fois, c'est plutôt le gouvernement qui a prolongé le débat et qui a parlé trop longtemps aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est entendu que les comités ne siégeront que mercredi matin et c'est la dernière semaine que la Chambre s'ajourne ainsi le jeudi après-midi jusqu'à la semaine prochaine.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Dans *La Tribune* du 25 février 1938, à la page 1, on peut lire que la galerie réservée aux dames et demoiselles était pratiquement vide.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. *The Montreal Daily Star* du 25 février 1938, à la page 4, rapporte 95 %, contrairement à tous les autres journaux qui font mention de 93 %.

4. *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 22, et *L'Événement* du 25 février 1938, à la page 15, rapportent le montant de \$192,000,000; *Le Canada* du 25 février 1938, à la page 9, *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 6, et *La*

Presse du 25 février 1938, à la page 18, mentionnent \$192,222,384; *The Chronicle Telegraph* du 25 février 1938, à la page 4, \$192,220,384; *The Montreal Daily Star* du 25 février 1938, à la page 4, \$192,228,000; et *La Patrie* du 25 février 1938, à la page 14, \$132,000,000.

5. *Le Devoir* du 25 février 1938, à la page 6, rapporte le chiffre de \$221,495,000; *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 22, *Le Canada* du 25 février 1938, à la page 9, *La Presse* du 25 février 1938, à la page 18, et *The Chronicle Telegraph* du 25 février 1938, à la page 4, arrondissent, probablement, à \$221,000,000.

6. *Le Devoir* du 25 février 1938, à la page 6, rapporte le montant de \$228,000,000; *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 22, *Le Canada* du 25 février 1938, à la page 9, *La Presse* du 25 février 1938, à la page 18, et *The Chronicle Telegraph* du 25 février 1938, à la page 4, arrondissent, probablement, à \$278,000,000.

7. *Le Devoir* du 25 février 1938, à la page 6, *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 22, *Le Canada* du 25 février 1938, à la page 9, *La Presse* du 25 février 1938, à la page 18, et *The Chronicle Telegraph* du 25 février 1938, à la page 4, rapportent le montant de \$312,000,000.

8. *Le Devoir* du 25 février 1938, à la page 6, *Le Canada* du 25 février 1938, à la page 9, *La Presse* du 25 février 1938, à la page 18, et *The Chronicle Telegraph* du 25 février 1938, à la page 4, rapportent le montant de \$331,000,000; et *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 22, \$361,000,000.

9. *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 22, rapporte le montant de \$428,000,000.

10. *L'Événement* du 25 février 1938, à la page 15, rapporte le chiffre de 48 %.

11. *Le Devoir* du 25 février 1938, à la page 6, rapporte le chiffre de 48 %.

12. *Le Devoir* du 25 février 1938, à la page 6, rapporte le nombre de 230,000.

13. *Le Canada* du 25 février 1938, à la page 9, *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 6, *La Presse* du 25 février 1938, à la page 18, et *The Montreal Daily Star* du 25 février 1938, à la page 4, rapportent le montant de \$37,000; tandis que *The*

Chronicle Telegraph du 25 février 1938, à la page 4, \$37,900 et \$37,930 dans *L'Illustration nouvelle* du 25 février 1938, à la page 2.

14. *L'Illustration nouvelle* du 25 février 1938, à la page 2, rapporte \$1,276,900.

15. *The Montreal Daily Star* du 25 février 1938, à la page 4, rapporte \$6,476,033.

16. *Le Canada* du 25 février 1938, à la page 9, *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 6, *La Presse* du 25 février 1938, à la page 18, et *The Chronicle Telegraph* du 25 février 1938, à la page 4, rapportent le montant de \$16,552,478.

17. *The Montreal Daily Star* du 25 février 1938, à la page 4, rapporte \$24,000,000.

18. *The Gazette* du 25 février 1938, à la page 1, rapporte le montant de \$5,000,000.

19. *Le Soleil* du 25 février 1938, à la page 10, rapporte le chiffre de 22, et tous les autres journaux celui de 21. De plus, le contexte nous indique que le chiffre 21 est plus exact.

20. *Le Devoir* du 25 février 1938, à la page 6, rapporte le nombre de 12,555 tonnes de minerai.

21. *Le Canada* du 25 février 1938, à la page 9, *L'Action catholique* du 25 février 1938, à la page 6, et *La Presse* du 25 février 1938, à la page 18 rapportent \$150,000.

22. *L'Événement* du 25 février 1938, à la page 15, ajoute que le chef de l'opposition fit cette intervention en riant.

Séance du mardi 1^{er} mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Francis Reginald Neilson, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Francis Reginald Neilson Sewell;
- de Jacques Villeneuve Jr et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve.

Charte de Montréal-Est

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Francis Reginald Neilson

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 137 changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession J.-O. Villeneuve

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 135 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile, articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352

M. Barrette (Joliette) demande, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Lamoureux), la permission de présenter le bill 177 modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile.

C'est pour permettre aux journaux locaux, qui sont tous des journaux français, de publier les affiches officielles dans les deux langues, comme le veut la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Accidents du travail

M. Monette (Napierville-Laprairie) demande, appuyé par le représentant de Richmond (M. Goudreau), la permission de présenter le bill 178 des accidents du travail, 1938.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à faire remarquer que ce n'est pas le gouvernement qui présente ce bill. Le gouvernement n'a pas d'opinion formée sur ce bill. Comme c'est là une question très importante que le député prend sur lui de présenter, nous devons nous prévaloir de l'article des règlements pour envoyer le bill au comité des bills privés avant la deuxième lecture. Une date sera fixée pour son étude, pour permettre à toutes les organisations ouvrières et toutes les autres parties intéressées de faire valoir leurs représentations et d'être entendues devant le comité. Les organisations ouvrières pourront apporter leurs suggestions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que ledit bill soit renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Certificats d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du secrétaire de la chancellerie le certificat d'élection suivant:

District électoral de Bagot

BUREAU DU SECRÉTAIRE
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 1^{er} mars 1938

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec,

Je certifie, que conformément à un bref d'élection émis le quatorze janvier mil neuf cent trente-huit et adressé à M. Georges-Amable Deslandes, notaire et président d'élection résidant à Acton Vale, M. Philippe Adam, médecin, à Acton Vale, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Bagot, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Cyrille Dumaine, dont l'élection avait été annulée.

Secrétaire de la chancellerie,
L.-P. Geoffrion
(Applaudissements des ministériels)

Explications sur des faits publiés:

74^e anniversaire du député d'Iberville, M. Lamoureux

M. Lamoureux (Iberville): Je me lève sur une question de privilège. Je lis dans *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, l'article suivant. Il (M. Lamoureux) lit le compte rendu des événements qui se sont déroulés en Chambre, la semaine dernière, à l'occasion de son 74^e anniversaire de naissance.

Le chef de l'opposition a dit que j'avais dit, en 1933, que j'étais rouge Bouchard. Je tiens à rétablir les faits. Je n'ai jamais invité le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) à venir parler dans mon comté aux dernières élections parce que j'aurais eu trop peur d'avoir le même sort que l'ancien député Dumaine de Bagot.
(Rires)

On dit dans l'article qu'en 1933, j'aurais déclaré que j'étais rouge Bouchard. D'abord, c'est en 1935, et dans une assemblée qui avait lieu dans le comté de Saint-Jean. Un électeur m'avait demandé: "Lamoureux es-tu toujours rouge?" et j'avais répondu que j'étais rouge comme le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) l'était autrefois, c'est-à-dire du temps où il critiquait librement certaines mesures du gouvernement, où il se levait en Chambre contre le gouvernement, il y a plusieurs années, pour voter

contre la loi des accidents du travail; j'ai dit que j'étais un rouge comme le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) lorsqu'il parcourait la province, dénonçant le gouvernement au sujet des trusts.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne veux pas contredire ce que l'honorable député vient de dire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pas de discussion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En 1933, il n'y a pas eu d'élection. Mais ce n'était pas en 1933, en 1935 plutôt. Je n'ai jamais dit que l'assemblée avait eu lieu en 1933 et à Saint-Jean. L'assemblée dont j'ai parlé l'autre jour a eu lieu à Napierville et non à Saint-Jean d'Iberville. C'est à une assemblée dans Napierville qu'il a dit cela; je m'en souviens bien, nous avons été les invités de mon ami, l'ancien député Charbonneau. J'ai rapporté exactement ce qui s'est passé. Je n'ai pas fait allusion à l'assemblée de Saint-Jean.

M. Lamoureux (Iberville): À l'assemblée de Saint-Jean, je tiens à déclarer que j'ai déclaré ce que je viens de déclarer. Je dis que ce que j'ai dit est la vérité¹.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, oui.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 modifiant l'article 48 de la loi de la chasse;
- bill 7 modifiant la loi du Parc national de la Gaspésie;
- bill 9 modifiant la loi des pensions de vieillesse de Québec;
- bill 10 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques;
- bill 11 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques;
- bill 12 accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École supérieure de commerce de Québec;

- bill 13 modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;
- bill 15 abrogeant la loi de la saisine de certains bénéficiaires;
- bill 21 modifiant la loi du département du procureur général;
- bill 28 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Dépôt de documents:

État des comptes publics et rapport annuel de l'auditeur

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des comptes publics* de la province de Québec et rapport annuel de l'auditeur de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1937. (Document de la session no 14)

Demandes de prêts agricoles, comté de Bagot

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 février 1938, pour un état démontrant:

1. Combien y avait-il de demandes d'emprunts pour le comté de Bagot à l'Office du prêt agricole provincial, le 29 janvier 1938?
 2. Quels sont les noms des personnes ayant fait ces demandes?
 3. Quel était le montant qui a été demandé par chacune de ces personnes?
 4. Combien de prêts avaient été accordés dans ce comté à cette date?
 5. À qui ces prêts avaient-ils été accordés et pour quel montant à chaque personne?
 6. Quels sont les noms de ces personnes qui avaient, à cette date, retiré leurs prêts accordés?
 7. Des prêts accordés et non payés à cette date ont-ils été payés dans ce comté depuis cette date à venir au 3 février 1938?
 8. Des prêts ont-ils été accordés dans ce comté depuis cette date à venir au 3 février 1938?
 9. Des prêts ont-ils été payés dans ce comté à partir du 29 janvier 1938 à venir à ce jour, à des personnes dont les prêts n'étaient pas accordés au 29 janvier?
- a. Dans l'affirmative: Donnez la liste des noms et des montants ainsi payés. (Document de la session no 12)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon), trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1939, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 1^{er} mars 1938
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides. Adopté.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon)²: (Applaudissements) M. l'Orateur, depuis le dernier discours sur le budget, plusieurs événements importants se sont produits dans le monde. Il convient de signaler entre tous l'accession de Sa Majesté, le roi George VI, au trône d'Angleterre. Depuis quelques années, les peuples de l'Empire britannique, pris dans son ensemble, avaient eu l'avantage d'être en relations plus suivies avec le roi, mais les démonstrations qui réunissent à la fois toutes les parties de l'Empire sont rares.

La cérémonie du couronnement présente une occasion unique de réjouissances nationales dont le monarque devient l'objet. Le gouvernement de l'Union nationale a tenu à se faire représenter à la cérémonie du couronnement par de dignes représentants qui rendirent hommage à Leurs Majestés le roi et la reine, au nom de l'honorable premier ministre et de la population de la province de Québec.

Nous devons féliciter l'honorable Maurice Duplessis, premier ministre de la province de Québec, qui réussit si bien à tirer la population de la province du borbier dans lequel le régime précédent l'avait laissée. Il possède à un degré élevé la grande vertu du courage, si nécessaire dans un vrai chef.

On me permettra de me joindre à ceux qui ont félicité les députés qui ont proposé et appuyé l'adresse en réponse au discours du trône.

M. l'Orateur, nous vous félicitons pour la maîtrise avec laquelle vous présidez aux séances de cette Chambre. Il règne dans cette Assemblée une atmosphère de dignité depuis que vous êtes entré en fonction.

L'*État des comptes publics*, pour l'année terminée au 30 juin 1937 a été déposé sur le bureau de cette Chambre. L'année 1937 fut une année progressive dans la plupart des domaines économiques, particulièrement dans les affaires et la finance. Et l'année 1938 s'annonce encore plus prospère et fructueuse. C'est un sujet de grande satisfaction que les revenus du gouvernement de Québec se soient considérablement accrus.

Comme trésorier de la province de Québec, je suis heureux d'annoncer aux députés de cette Chambre, qu'à compter du 1^{er} juillet 1937 au 28 février 1938, c'est-à-dire pendant les huit premiers mois de la présente année financière, les revenus ont dépassé nos espérances les plus optimistes. Grâce à l'application stricte de saines méthodes d'affaires dans nos services de perception, le Trésor provincial a encaissé \$7,000,000 de plus que pendant la même période l'an dernier, et cela, sans imposer de nouvelles taxes. En voici un exemple. Depuis l'arrivée au pouvoir de notre gouvernement, nous avons découvert, dans le service de la taxe sur les corporations, que plus de 3,000 corporations qui faisaient affaire dans cette province depuis des années, n'avaient jamais payé cette taxe au gouvernement. Nous avons envoyé à ces corporations les avis appropriés et le Trésor provincial s'est enrichi de plus de \$2,500,000.

La même situation existait dans tous les services. Nos fonctionnaires appliquent la loi et ils ont réduit au minimum les tentatives d'éluder la taxe.

J'ai dit que l'*État des comptes publics* avait été déposé sur le bureau de la Chambre. Me sera-t-il permis d'attirer votre attention sur le fait que, depuis le 1^{er} juillet 1936 au 26 août 1936, les affaires de cette province étaient administrées par le régime libéral. Le 26 août 1936, le gouvernement actuel est entré en fonction, de sorte qu'il ne doit porter qu'une responsabilité limitée pour la période financière 1936-1937.

Malgré les conditions défavorables que nous avons trouvées lors de notre arrivée au pouvoir, nous sommes fiers à juste titre du très beau résultat que nous avons obtenu pour le reste de cette année financière.

L'*État des comptes publics* indique pour l'année terminée au 30 juin 1937:

Revenus ordinaires	\$46,280,019.46
Dépenses ordinaires	<u>\$42,311,454.13</u>

Excédent des revenus sur les dépenses	\$ 3,968,565.33
---	-----------------

Ce qui contraste avec le déficit de \$2,000,000 admis par l'ancien régime pour l'année précédente!

De plus, pendant l'année terminée le 30 juin 1937, le gouvernement actuel a payé à même les revenus ordinaires:

Pour pensions de vieillesse	\$2,048,535.74
Pour frais d'élections, de la session spéciale de la Législature et autres	<u>\$1,000,000.00</u>

Total	\$3,048,535.74
-------------	----------------

N'eussent été ces dépenses inévitables, le surplus aurait atteint plus de \$7,000,000.

Le commerce et l'industrie

Le grand problème de cette province est de nature économique, et le gouvernement de l'Union nationale prend les mesures voulues pour le résoudre par l'ouverture de nouveaux marchés aux produits de nos industries.

Nous sommes fiers de déclarer que la province de Québec occupe maintenant une place au tout premier rang dans la voie du redressement économique.

Au cours de la dernière session, la Législature a adopté une loi qui donne au département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce l'autorisation de nommer un groupe d'économistes pour faire l'inventaire des ressources naturelles de la province. Nous espérons que cette Législature recevra un rapport technique sur cet inventaire au cours de la présente session.

Muni de ces renseignements, le gouvernement établira une politique d'action pratique pour utiliser les ressources naturelles de cette province dans le meilleur intérêt de la population, pour lui donner une juste rémunération pour son travail et améliorer son régime de vie. On réalise de plus en plus, dans les autres pays et les autres provinces, que la province de Québec occupe une position stratégique au point de vue industriel. Nulle part au Canada, on ne trouve

une réunion de conditions favorables à l'industrie manufacturière et pour les marchés mondiaux, comme celles de la vallée du Saint-Laurent: abondance de matières premières, taxes modérées, systèmes de transport bien outillés, main-d'œuvre excellente, énergie électrique abondante et autres avantages qui sont tous un actif.

Déjà, il y a regain de confiance. Un nouvel esprit souffle sur la province, et sa population est soulevée par un nouvel élan pour aller de l'avant et renverser tous les obstacles.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a toujours eu la conviction profonde que la première chose essentielle au relèvement économique est le rétablissement du moral dans le peuple. Et ce moral a été très affaibli au cours des années passées.

Les mines

Le progrès remarquable de nos mines québécoises, pendant les deux dernières années, a été une source constante d'encouragement. L'augmentation du prix de l'or a stimulé les recherches actives pour les dépôts aurifères et la production a pris une expansion rapide. Et comme nos mines rapportent des profits substantiels, les dépenses qu'elles ont entraînées pour les salaires, l'équipement, les approvisionnements, etc., ont développé d'autres genres d'affaires dans toute la province.

L'an dernier, les mines québécoises ont donné une production estimée à \$60,500,000 et établi un nouveau sommet dans la production de l'or, lorsque les produits des diverses mines ont atteint une valeur de \$24,849,758.

Votre gouvernement a réalisé la valeur croissante de nos mines et il a fait des arrangements avec l'Université Laval pour établir une École des mines où nos jeunes gens pourront étudier la technique minière et la géologie.

Le gouvernement a acheté une mine pour donner des leçons de techniques minières pratiques aux jeunes gens afin qu'ils apprennent les principes de cette industrie dans tous ses aspects, tels que le dynamitage, l'étañonnage, le creusage des puits, l'extraction et le traitement du minerai.

Grâce à cet apprentissage, nos jeunes gens obtiendront une meilleure rémunération pour leur travail. Le gouvernement paie un salaire à ces jeunes gens et assume le coût de leur subsistance pendant la période d'entraînement. Nous avons déjà reçu plus de 400 demandes d'admission à cette école.

Le gouvernement de l'Union nationale n'hésite pas à promouvoir le développement minier, de toutes les manières possibles. Depuis les 18 mois qu'il est au pouvoir, il a construit plus de 700 milles de routes pour raccorder les mines entre elles, au coût de \$3,000,000.

Agriculture

De façon générale, l'agriculture québécoise s'est avérée en meilleure situation l'an dernier que pendant la même période en 1936. Tous les produits agricoles ont enregistré des gains et il y a eu une avance marquée, tant dans la production dans le domaine de la distribution, avec bénéfices correspondants pour le producteur et le consommateur.

Les \$25,000,000 votés pour le crédit agricole permettront aux cultivateurs de se libérer des hypothèques et des dettes pressantes, d'améliorer leurs fermes, d'en augmenter le rendement, et de restaurer leurs bâtisses. À date, 26,000 cultivateurs ont demandé des prêts, preuve décisive qu'ils veulent rester sur leurs terres.

L'Office du prêt agricole a consenti et payé des prêts pour \$9,000,000 et il en a approuvé pour six autres millions de dollars. Lorsque les \$25,000,000 de prêts autorisés auront été dépensés, le gouvernement espère que les cultivateurs trouveront chez les prêteurs privés l'argent dont ils auront besoin pour leurs emprunts ultérieurs. Les hypothèques sur les fermes ont toujours été et devraient être encore la garantie idéale pour des prêteurs locaux.

Le gouvernement favorise le développement du mouvement coopératif. La politique d'encouragement à la coopérative agricole a donné des résultats considérables pour la mise en marché régulière des produits et l'achat à meilleur compte des éléments essentiels à la culture, tels que les fertilisants, les produits d'alimentation et les grains de semences.

Au cours de la période financière que nous passons en revue, les cultivateurs ont obtenu de meilleurs prix pour le beurre et le fromage qu'en aucun temps depuis l'année 1929. Les producteurs de lait spécialisés ont lieu d'être satisfaits de la production ainsi que de la mise en marché de leur produit.

Grâce aux efforts de la Commission d'industrie laitière, l'ordre est enfin sorti du chaos par la réglementation des prix du lait, pour le plus grand avantage des producteurs.

Éducation

L'éducation a reçu une impulsion nouvelle grâce à la politique du gouvernement de l'Union nationale. Car jamais, dans l'histoire de la province de Québec, l'éducation n'a obtenu un traitement aussi généreux dans tous les domaines qu'au cours de l'année dernière.

Jusqu'à l'automne dernier, les instituteurs et les institutrices ruraux, dans toute la province, ne recevaient pas de salaires convenables. Le gouvernement actuel a accordé un octroi additionnel de \$400,000 aux écoles publiques pour remédier à cette situation. L'argent sera distribué par le surintendant de l'Instruction publique aux municipalités scolaires, pour améliorer les salaires des instituteurs et des institutrices, ce qui signifie que les octrois aux écoles rurales seront plus que doublés.

En même temps que l'éducation primaire bénéficiait d'une aide plus généreuse, l'éducation secondaire recevait une somme supplémentaire considérable. L'Université de Montréal a obtenu un octroi spécial de \$250,000.

L'École supérieure de commerce de Québec, qui formera des jeunes gens pour les entreprises commerciales et les affaires, va bénéficier d'un octroi spécial de \$200,000.

Les écoles techniques ont été l'objet d'une attention spéciale. En plus de maintenir les écoles établies dans les grands centres, le gouvernement songe à fonder plusieurs autres écoles techniques dans les centres moins peuplés. On instruit la jeunesse dans les diverses branches de l'activité commerciale et des métiers, et les garçons et filles pourront profiter des connaissances les plus récentes dans les métiers pratiques, ce qui leur permettra de rencontrer favorablement la concurrence. Nous voulons préparer soigneusement nos garçons et nos filles pour l'avenir.

L'éducation protestante a été traitée généreusement pendant l'année dernière. Grâce aux octrois additionnels votés par le gouvernement, plusieurs écoles rurales ont été construites entièrement à ses frais, et là où il a fallu des améliorations ou un nouvel équipement, le gouvernement a fait largement sa part.

Le comité protestant du Conseil de l'instruction publique, après avoir reçu des lettres pressantes et des déclarations venues des parents, professeurs et des institutions éducationnelles sur l'inefficacité du système éducationnel protestant, a nommé à son assemblée régulière, tenue à Montréal en novembre dernier, un comité spécial d'experts en matières éducationnelles, pour examiner tous les

aspects du problème de l'éducation protestante dans la province, avec instruction de préparer un rapport au comité protestant. Le gouvernement a généreusement attribué une somme de \$15,000 pour défrayer les dépenses de l'enquête.

Secours directs

Les secours directs restent encore le problème le plus grave que le gouvernement ait à résoudre. Ce régime de secours directs a été imposé à la province par le gouvernement fédéral, alors qu'il s'était engagé à payer le tiers des dépenses. Tout a bien été jusqu'en 1934, alors que le gouvernement fédéral a répudié son contrat et donné à la province une somme fixe de \$700,000 par mois. Cette somme a été réduite à \$600,000 par mois en 1935, et à \$400,000 par mois en 1937.

Le chômage a coûté plus cher à la province en 1937 qu'en 1934, car le gouvernement fédéral a payé \$3,600,000 en moins. Le gouvernement de l'Union nationale est fermement convaincu que le gouvernement d'Ottawa ne paie pas sa juste part à notre province. Le gouvernement fédéral admet que le chômage est un problème national, puisqu'il paie 100 % des secours directs dans les Provinces des prairies. Il est évident qu'il cherche à équilibrer son budget aux dépens de la province de Québec.

Malgré la maigre contribution versée par Ottawa pour les secours directs, le ministère du Travail de la province de Québec a attaqué ce régime malsain en substituant de façon méthodique les travaux publics aux secours directs; les résultats ont été des plus encourageants. Les travaux publics ont été substitués aux secours directs dans les municipalités de Hull, Verdun, Lachine, Chicoutimi, Jonquière, Shawinigan Falls, et d'autres municipalités, avec une économie pour la province et les municipalités intéressées.

Grâce à ce plan, l'ouvrier a reconquis son indépendance économique et avec la joie de gagner sa vie, il a retrouvé sa fierté et redressé son moral.

Voirie

Le département de la Voirie a été une ruche d'activités l'an dernier. On a réalisé que les bonnes routes hâteront le retour de la renaissance économique dans la province et le ministre de la Voirie a été autorisé à dépenser dix-sept millions de dollars pour l'amélioration et l'entretien des routes. Les travaux ont commencé dès le printemps dernier pour réparer les dommages causés par la gelée après

un hiver rigoureux sans précédent, par les défauts de construction ainsi qu'un mauvais égouttement. Ces réparations représentent une dépense très lourde.

Les travaux de voirie se sont continués sans arrêt jusque tard dans l'automne. Dans les régions rurales, tous les hommes et les camions disponibles ont été employés pendant toute la saison.

Des routes sur une longueur de plus de 500 milles ont été recouvertes d'un tapis bitumineux qui offre à la circulation une surface unie et régulière. Ce revêtement élimine la boue et la poussière si dommageables aux cultures avoisinantes et qui causaient des ennuis graves aux résidents voisins et affectaient même leur santé. Les cultivateurs reconnaissent que les terrains voisins des chemins à tapis bitumineux ont repris une valeur appréciable.

Le gouvernement de l'Union nationale a inauguré un programme de voirie, de quatre années, réparti comme suit:

Revêtement des chaussées de gravier par des tapis bitumineux sans poussière, sur toutes les grandes routes principales;

Élargissement, redressement et changement de circuit, au besoin, des principales routes de façon à assurer une circulation rapide et sûre;

Maintenir les 18,000 milles de chemins et routes améliorés en bonne condition, indépendamment des conditions atmosphériques, pendant la saison de l'automobilisme;

Ouverture de grandes routes pour raccorder les régions éloignées de colonisation, de culture et de développement minier avec les centres populeux tels que Montréal et Québec;

Éliminer les passages à niveau de chemins de fer et autres dangers à la circulation, de façon à assurer le maximum de sécurité.

Les bonnes routes sont nécessaires pour toutes les classes de la société, urbaines et rurales. Tout le monde est en faveur de la voirie moderne. Les propriétaires d'automobiles, dont le nombre atteint 200,000 et augmente sans cesse, forment une partie importante de notre population. Ces automobilistes fournissent annuellement \$14,000,000 de revenus à la province par les licences d'autos et la taxe sur la gazoline. Le gouvernement reconnaît les possibilités des routes améliorées et s'efforce de les maintenir au degré de rendement le plus élevé.

Entente Bilodeau-Rogers

Le gouvernement national, en coopération avec le gouvernement du Canada, et toujours

soucieux du bien-être de la jeunesse de notre province, a préparé plusieurs projets qui seront d'une valeur inestimable pour notre jeunesse chômeuse.

Ces projets ont pour but de favoriser l'entraînement à des emplois rémunérateurs des jeunes gens qui, par suite de leur propre situation financière ou celle de leur famille, ne peuvent y parvenir sans les avantages qu'offre le gouvernement.

L'entraînement forestier, à la fois théorique et pratique, est donné dans quatre écoles:

École Duchesnay;

Le camp Parke (Kamouraska);

Le camp Macpes (Rimouski);

Le camp Normandin (Lac-Saint-Jean).

Les jeunes gens admis dans ces centres d'entraînement reçoivent, outre le transport gratuit à l'école, aller et retour, la pension et le logement ainsi qu'un salaire minime. On leur fournit gratuitement les habits nécessaires à leur genre de travail.

Cet entraînement durera quatre mois et, à la fin de cette période, un personnel spécialisé s'occupera de trouver des postes rémunérateurs pour les jeunes qui auront réussi.

Le gouvernement donne aussi un cours spécial d'entraînement de deux mois, pour le bénéfice des jeunes gens chômeurs dans les familles rurales. Ce cours les mettra en mesure de gérer des entreprises coopératives; ils sont donnés aux collèves d'agriculture suivants:

Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

Oka;

Sherbrooke;

Collège McDonald.

Ces jeunes gens reçoivent gratuitement la pension, le logement et le transport. Les instructeurs déclarent que ces élèves font des progrès remarquables.

D'autres cours ont été donnés dans 300 paroisses rurales. Leur but est de former les jeunes gens à l'exploitation rationnelle des fermes et de les initier aux méthodes agricoles particulières à certaines localités.

Il y a aussi l'entraînement physique et l'organisation des loisirs pour garçons et filles dans les villes, destinés à restaurer et maintenir leur santé physique et morale. Dans plusieurs villes, les jeunes gens, par suite des privations causées par la crise du chômage, ont été plongés dans un état de dépression morale; pour les sortir de cette ambiance dangereuse, le gouvernement invite les garçons et filles à prendre part aux classes de culture physique, de natation, de chant et de musique. Tous les articles de sport, les

accessoires de jeu, les instructeurs compétents et les conseillers appropriés sont payés par l'État.

On donne l'entraînement du service domestique aux filles de la ville dans Montréal et Québec. On donne aussi des cours d'art ménager, de service domestique, d'art culinaire, de puériculture, des cours pour le soin des malades et des vieillards, et des cours de services d'hôtellerie et de restaurants. Dans les campagnes, on donne aussi des cours d'arts industriels dans les Cercles de fermières. Plus de 2,000 filles de la campagne peuvent apprendre, sous la direction de professeurs compétents, à tisser, tricoter, filer, l'art culinaire, etc.

Jusqu'à date, 6,600 candidats ont été acceptés pour les cours suivants:

<i>Cours</i>	<i>Nombre de personnes</i>
Cours pour les mines.....	50
Cours techniques.....	300
Cours d'agriculture	4,500
Cours d'industrie forestière.....	250
Filles des villes et des campagnes.....	<u>1,500</u>
Total	6,600

Lorsque le plan Bilodeau-Rogers a été établi, on avait prévu les dépenses suivantes, mais elles ont été dépassées.

<i>Projet</i>	<i>Montant</i>
A. Mines.....	\$ 80,000.00
B. Cours techniques.....	110,000.00
C. Organisation des loisirs.....	30,000.00
D. Cours pour les femmes.....	50,000.00
E. Agriculture	100,000.00
F. Industrie forestière	<u>70,000.00</u>
Total.....	\$440,000.00

Le gouvernement d'Ottawa paie la moitié de la dépense, et le gouvernement de l'Union nationale paie l'autre moitié, plus les frais d'administration. Cependant, bien avant que le plan soit complété, la province de Québec, à elle seule, aura payé \$400,000 pour cette œuvre.

Le comité de révision des taxes, autorisé par une loi de la dernière session de la Législature, fait actuellement une étude des diverses sources de revenus. Ce travail exige un temps considérable et il

faut nécessairement examiner avec soin une foule de dossiers et de documents. Comme les revenus proviennent des taxes, le public est vitalemment intéressé au travail de ce comité.

Le but de l'enquête approfondie menée par le comité de révision des taxes n'est pas de découvrir de nouvelles sources de revenus, mais de distribuer les taxes de façon plus équitable, afin que le fardeau soit réparti sur une base plus juste, et allégé si possible.

Le gouvernement n'a pas l'intention de modifier le système actuel de taxation avant que le comité ait fait son rapport.

Les estimations des revenus et des dépenses pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1939, soumises à cette Chambre pour approbation, ont été soigneusement compilées. On a accordé beaucoup de considération aux résultats actuels obtenus pendant l'année précédente et l'année en cours.

Prévisions budgétaires de l'année financière 1938-1939

Revenus ordinaires	\$57,034,433.00
Dépenses ordinaires.....	<u>\$49,554,354.61</u>

Excédent des revenus ordinaires sur les dépenses ordinaires	\$ 7,480,078.39
Dépenses extraordinaires.....	<u>7,427,887.00</u>

Excédent des revenus ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires	\$ 52,191.39
--	--------------

Considérations sur les prévisions budgétaires

Lors de mon premier discours sur le budget, j'ai déclaré à la Chambre que le gouvernement avait l'intention d'administrer les finances de la province de façon à vivre dans la mesure de nos moyens, et le plus tôt possible.

M. l'Orateur, c'est avec un vif plaisir que le gouvernement de l'Union nationale vous présente un budget équilibré.

Le crédit de la province de Québec en est, par-là même, affermi.

Les revenus de \$57,034,433 que l'on anticipait pour l'année actuelle ont été dépassés de \$10,205,380. Cela vous démontre l'efficacité de notre administration.

Le budget des dépenses ordinaires attribué aux différents départements pour l'année financière

qui se terminera le 30 juin 1939, et qui se chiffre à \$49,554,354.61, dépasse de \$2,763,341.75 les \$46,791,012.86 de dépenses ordinaires votées pour l'année présente.

En plus des dépenses ordinaires, on a pris des dispositions pour payer à même les revenus ordinaires, des dépenses extraordinaires qui se chiffrent à \$7,427,887; ce qui comprend le déficit de l'assistance publique, et des dépenses extraordinaires pour les secours directs et la colonisation.

Pour résumer, ce budget présente une amélioration d'environ \$15,000,000 dans les finances de notre province, si on le compare au budget présenté devant cette Chambre, le 6 avril 1937.

Dans un temps où les autres pays se débattent dans les troubles financiers et sociaux, alors qu'une grave régression des affaires se produit chez nos voisins du Sud, nous de la province de Québec, nous avons justement droit d'être fiers et contents.

Nous devons administrer nos affaires sur une base saine et solide, si nous voulons continuer à rester un peuple heureux et prospère.

La population doit comprendre qu'une bonne administration ne peut donner tout et ne rien recevoir. Les revenus du gouvernement sont fournis par le peuple, au moyen des taxes, et ils ne croissent pas sur les buissons, ni ne tombent du ciel. La coopération réciproque entre le gouvernement et la population servira à établir et maintenir une position financière solide pour la grande et belle province de Québec.

Je ne puis m'empêcher de signaler, dans ce discours sur le budget, les vues larges et généreuses de l'honorable premier ministre, M. Maurice Duplessis, envers la population de la péninsule gaspésienne, et les conditions pénibles où elle vivait.

Par suite de l'indifférence et de l'exploitation pratiquée par le régime libéral et ses représentants, la population de Gaspé avait été réduite à la plus extrême pauvreté et à la misère. Mais Maurice Duplessis, comme on l'appelait alors, entrevoyait une Gaspésie plus belle, habitée par une population plus heureuse et prospère. Il n'a pas oublié, dans la gloire de premier ministre, le rêve généreux qu'il avait fait. Dès son arrivée au pouvoir, il a pris immédiatement les mesures voulues pour réaliser les promesses faites à la population gaspésienne.

L'ouverture du moulin de Chandler qui a donné un vif essor aux opérations forestières; l'aide accordée aux pêcheurs, au moyen d'octrois pour la réorganisation de leur flotte de pêche; l'ouverture de nouveaux marchés pour le poisson; l'établissement d'un parc national en Gaspésie et d'autres mesures

généreuses ont rétabli la prospérité parmi la population gaspésienne, avec le résultat que tous les hommes disponibles ont eu de l'ouvrage en Gaspésie pendant la dernière saison.

Les secours directs avec leurs désastreuses conséquences, et qui avaient été imposés à la population, sont maintenant chose du passé.

Je propose, M. l'Orateur, que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides. (Voir le tableau à la page suivante)
(Applaudissements de la droite)

*Province de Québec**Dépenses probables ordinaires, extraordinaires et de capital
pour l'exercice se terminant le 30 juin 1939*

<i>No du Dépt.</i>	<i>Départements</i>	<i>Dépenses</i>		
		<i>Ordinaires</i>	<i>Extraordinaires</i>	<i>De capital</i>
I.	Législation	707,035.00		
II.	Département du			
	Trésor	11,613,052.57		
III.	Service civil	3,100,826.98		
IV.	Département du			
	procureur général	5,014,010.53		
V.	Département du secrétaire			
	de la province	1,734,890.00		
VI.	Département de			
	la Santé.....	2,133,632.05	1,500,000.00	
VII.	Département de			
	l'Instruction publique.....	3,718,570.00		
VIII.	Département des			
	Travaux publics.....	2,130,442.48		315,700.00
IX.	Département des			
	Mines et des Pêcheries	1,296,500.00		528,000.00
X.	Département du			
	Travail	3,244,695.00	5,326,500.00	5,000,000.00
XI.	Département de			
	l'Agriculture.....	4,115,000.00		
XII.	Département de			
	la Voirie.....	5,842,000.00		12,500,000.00
XIII.	Département des			
	Terres et Forêts.....	1,508,200.00		18,800.00
XIV.	Département de			
	la Colonisation	2,947,100.00	601,387.00	4,755,000.00
XV.	Département des Affaires municipales,			
	de l'Industrie et			
	du Commerce	385,800.00		
XVI.	Services divers	62,600.00		
		\$49,554,354.61	\$ 7,427,887.00	\$23,117,500.00

Sommaire

Ordinaires.....	49,554,354.61
Extraordinaires.....	7,427,887.00
De capital	<u>23,117,500.00</u>
	<u>\$80,099,741.61</u>

*Province de Québec**État des revenus ordinaires probables
pour l'exercice se terminant le 30 juin 1939***Bureau du revenu :***Provenant de taxes :*

Loi des véhicules automobiles.....	\$ 7,500,000.00	
Taxe sur la gasoline.....	8,000,000.00	
Droits sur les successions.....	8,850,000.00	
Taxes sur les corporations (capital).....	5,900,000.00	
Taxes sur les profits des corporations.....	3,600,000.00	
Taxes sur transferts d'actions, débentures, etc.....	700,000.00	
Autres taxes.....	<u>589,300.00</u>	
	35,139,300.00	
Intérêts, honoraires, amendes, confiscations, etc.....	<u>255,500.00</u>	35,394,800.00
Département du Trésor.....		1,137,700.00
Bureau des assurances.....		128,400.00
Législation.....		25,000.00
Procureur général.....		328,700.00
Secrétaire de la province.....		239,200.00
Affaires municipales, Industrie et Commerce.....		17,000.00
Travaux publics.....		308,400.00
Chasse et Pêcheries.....		385,000.00
Travail.....		270,500.00
Agriculture.....		2,500.00
Voirie.....		2,000.00
Mines.....		1,281,000.00
Terres et Forêts.....		5,885,000.00
Colonisation.....		<u>50,000.00</u>
		39,089,500.00

Commission des liqueurs :

Permis.....		2,800,000.00
Comptes de commerce, déduction du \$1,000,000 re fonds de l'assistance publique.....		4,600,000.00
Subside de la puissance du Canada.....		<u>2,464,553.00</u>
Office des salaires raisonnables, revenus <i>moins</i> dépenses.....		<u>50,000.00</u>
Total des revenus probables pour l'exercice se terminant le 30 juin 1939.....		\$57,034,433.00

1938-1939.....	57,034,433.00
1937-1938.....	<u>46,829,053.00</u>
Augmentation.....	\$ 10,205,380.00

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave), que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui demande quand il sera prêt à prononcer son discours.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Il faut quelque temps pour repérer la vérité à travers la série de chiffres présentée par le trésorier provincial. Je rappelle au gouvernement, dit-il, qu'il a dû mettre environ six mois pour préparer les estimés et que l'on ne peut attendre de l'opposition qu'elle entreprenne la discussion la journée même, ni le lendemain de la livraison du discours. Je voudrais de plus, dit-il, avoir une réponse sur une question posée sur le *Feuilleton* de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) s'avoue si peu perspicace, lui qui a pourtant beaucoup de talent. Mais nous sommes prêts à lui fournir tous les renseignements désirés, et plus même qu'il ne le désirerait.

Je comprends, dit-il, à quel point l'opposition est débordée.

En attendant, nous sommes bien prêts à ajourner le débat à mardi prochain, si l'on veut commencer à voter les crédits.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Well³. Je n'ai aucune objection à ce qu'on examine dès maintenant les items qui ne sont pas contentieux. Mais je tiens à déclarer que nous n'avons nullement l'intention de retarder la Chambre en prolongant le débat sur le budget.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on n'a pas d'objection à commencer l'étude du budget, je ne m'oppose pas à ce que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) prenne plusieurs jours de son temps pour trouver de quoi critiquer dans le discours du budget, si c'est nécessaire.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): (Souriant) C'est nécessaire.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Puisque le débat doit être ajourné, nous allons commencer comme la chose était entendue, à étudier les items des prévisions budgétaires.

La motion est adoptée et le débat est ajourné.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille deux cent vingt-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts, (Imprimeur du Roi), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre vingt dix-neuf mille neuf cent trente-cinq dollars et quatre-vingt-dix-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour intérêts et autres dépenses (dette publique, bureau du trésorier, département du Trésor), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., (Bureau du revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des véhicules automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-quatre mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi concernant la gazoline, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour diverses dépenses (Bureau des assurances), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Comité spécial relatif à la chasse et à la pêche, composition

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), qu'un comité spécial soit institué pour étudier les questions relatives à la chasse et à la pêche, en vue d'assurer la survivance de la faune et d'augmenter les revenus de la province, et que le comité ait le pouvoir d'enquêter et d'envoyer quérir des personnes, des pièces et des dossiers et

que le comité soit composé des honorables MM. Gagnon, Paquette, Bilodeau, Layton, et de MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bulloch, Caron, Casgrain, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Dubé, Jolicoeur, Larouche, Larivière, Labbé, Lawn, Leclerc, Lorrain, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Tellier, Taché, Thibeault, Trudel.

La motion est adoptée.

Code municipal

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 17 modifiant le Code municipal.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour régler une cause devant les tribunaux, l'ancien régime a pris certains droits des conseils locaux et les a donnés aux conseils de comté. Nous proposons à présent de revenir à la première situation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) L'ancien régime, fait-il remarquer, a élargi le Code, alors que le nouveau le restreint.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ancien régime l'a rendu si large que le Code a pris le bord. Il a modifié le Code municipal pour en quelque sorte faire une faveur à la Compagnie Beauharnois, ce qui fut cause d'un scandale notoire. On se souvient que, lors de l'enquête sur la Beauharnois, le Parti libéral descendit dans la vallée de l'humiliation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il me semble que vous interférez ici dans des affaires de juridiction fédérale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁵: Ce sont les autorités fédérales qui interfèrent avec moi, mais les électeurs ont rendu leur verdict.

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 227 dudit Code, tel que modifié par les lois 9 George V, chapitre 83, section 1; 10 George V, chapitre 82, section 1; 11 George V, chapitre 105, section 1; 15 George V, chapitre 84, section 2; 18 George V, chapitre 94, section 12; 23 George V, chapitre 119, section 1; 24 George V, chapitre 82, section 1, et 24 George V, chapitre 83, section 1, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe 8.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La nouvelle loi a pour objet d'augmenter le nombre de ceux qui, dans les municipalités, sont qualifiés pour vendre du vin et de la bière. Cette mesure est prise à cause de l'augmentation considérable de l'industrie touristique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) signale une erreur d'interprétation.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. L'article 227 dudit Code, tel que modifié par les lois 9 George V, chapitre 83, section 1; 10 George V, chapitre 82, section 1; 11 George V, chapitre 105, section 1; 15 George V, chapitre 84, section 2; 18 George V, chapitre 94, section 12; 23 George V, chapitre 119, section 1; 24 George V, chapitre 82, section 1, et 24 George V, chapitre 83, section 1, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

"8. Les aubergistes, hôteliers, maîtres de maisons d'entretien public détenant ou ayant détenu dans les douze mois précédents un permis pour vendre du vin ou de la bière dans la municipalité;"

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 5 à 17 sont adoptés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourquoi?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je comprends que l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) s'attend d'être nommé juge...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre des Mines s'ennuierait trop, si je quittais cette Chambre. (Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Au juste que veut dire cet amendement?

M. Tellier (Montcalm) dit à un page, en lui tendant le Code municipal: Tiens, va donc y montrer.

M. Fleury (Nicolet): J'aurais un amendement à proposer à l'article 638 du Code municipal. Cet article a trait aux argents des municipalités. Il y est dit que les argents doivent être déposés dans toute banque légalement constituée. Ne pourrait-on pas ajouter aussi: "ou dans une caisse populaire légalement constituée"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie le député de Nicolet (M. Fleury) de sa suggestion intéressante. Certes, votre point est très intéressant. Mais nous ne pourrions pas étudier un pareil amendement pour cela avant l'année prochaine. Et il y a des raisons sérieuses pour cela. Actuellement, l'argent est déposé dans des banques à charte.

C'est une double garantie pour les épargnes, pour les obligataires. Nous ne pouvons pas faire un tel changement dont les obligataires auraient peut-être à souffrir, sans y avoir songé à deux fois. Cela comporte beaucoup de répercussions et même, j'ajouterais, de la commotion. Nous allons l'étudier d'ici l'année prochaine.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Hull**

M. Taché (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté.

En comité⁶:

Le préambule est adopté.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 9 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que remplacé par 3 George V, chapitre 56, section 1, et par 24 George V, chapitre 92, section 1, est de nouveau remplacé par le suivant:

"9. L'article 57 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"57. Le conseil, à sa réunion mensuelle du mois de [janvier], élira un des échevins pour remplir la fonction de maire, lorsque ce dernier sera absent, malade ou incapable de les exercer, et le membre du conseil ainsi élu maire suppléant aura et exercera durant cette absence, maladie ou inhabilité, tous les pouvoirs, autorités et privilèges dont le maire est légalement revêtu."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) soulève une objection au sujet des qualifications du maire suppléant, au cas où le maire, par maladie ou autre cause, ne peut siéger. Le bill ne dit pas qui sera maire suppléant dans ce cas. J'estime, dit-il, qu'une telle fonction doit toujours être confiée à un échevin.

L'article 1 est amendé et se lit comme suit:

"1. L'article 9 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que remplacé par 3 George V, chapitre 56, section 1, et par 24 George V, chapitre 92, section 1, est de nouveau remplacé par le suivant:

"9. L'article 57 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"57. Le conseil, à sa réunion mensuelle du mois de [janvier], élira un des échevins pour remplir la fonction de maire suppléant, lorsque le maire sera absent, malade ou incapable d'agir, et le membre du conseil ainsi élu maire suppléant aura et exercera durant cette absence, maladie ou inhabilité, tous les pouvoirs, autorités et privilèges dont le maire est légalement revêtu."

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 21a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel qu'édicte par la loi 15 George V, chapitre 96, section 6, est remplacé par le suivant:

"21a. [Le maire et les quatorze échevins élus à l'élection du mois de mai 1936, resteront en fonction et représenteront la cité jusqu'au premier janvier 1939, sans réélection.]"

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'étais pas au comité des bills privés lors de l'étude du bill. Y a-t-il changement du mode de l'élection?

M. Taché (Hull): Il y a un changement de vote au comité des bills privés. Ce changement avait été préalablement voté à l'unanimité par le conseil de ville de Hull.

Le mandat actuel du maire et du conseil se termine au mois de mai. Nous voudrions le renvoyer, le prolonger jusqu'au mois de janvier 1939.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends qu'il s'agit d'un bill privé. Toutefois, en ce qui me concerne, je suis contre les prolongements de mandat.

Un conseil municipal, s'il n'est pas satisfait de la date des élections, ou d'autres choses, peut toujours diminuer son mandat de six mois, au lieu de le prolonger.

Mais il ne peut le prolonger, car il empiète alors sur le mandat des électeurs. Il peut même démissionner avant terme, s'il le désire. Mais on est généralement élu pour deux ans, et non pour deux ans et demi. Quand il y a prolongement, c'est empiéter sur le mandat des électeurs.

M. Taché (Hull): Malheureusement, il est trop tard. Le changement est voté par la ville, et adopté d'une façon générale partout dans Hull, par les Chambres de commerce, la cadette et la senior, par l'Association des petits propriétaires et autres associations.

L'opinion publique y est donc préparée. On pourrait peut-être faire une exception. Après tout, le prolongement n'est que de cinq ou six mois.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie un autre l'article⁷ et une objection est soulevée.

Le débat est suspendu⁸.

Le débat reprend.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme il y a des choses importantes et contentieuses dans le bill de Hull, je propose que le comité rapporte progrès.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**William Francis
Hadley**

M. Taché (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taché (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**George Robert
Younger**

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bulloch (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société coopérative
des dentistes de Québec**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 constituant en corporation la Société coopérative des dentistes de Québec.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Les Sœurs de Saint-Joseph
de Saint-Valier**

M. Hamel (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 modifiant la charte de Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier.

Adopté.

En comité⁹:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande des explications.

M. Hamel (Québec-Centre): Les sœurs demandent des amendements à leur charte, des privilèges additionnels, entre autres celui d'émettre des obligations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de cette loi, elles pourront emprunter \$2,000,000 sur des propriétés valant \$50,000. On pose des actes et on pose des fils.

M. Hamel (Québec-Centre): On appose sa signature et on la répudie ensuite.

Les articles 1 à 7, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Hamel (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:**J.-E.-G. Bolduc, enr.**

M. Boiteau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Tardif), qu'il soit mis devant cette Chambre les documents suivants:

Copie de toute correspondance, documents, contrats, factures, plans ou tous écrits quelconques entre le gouvernement et M. J.-E.-G. Bolduc, enregistré, à Saint-Camille, comté de Bellechasse,

concernant une concession forestière connue sous le nom de Canton Daaquam et le paiement d'arrérages de droits de coupe dus depuis au moins 1928, au montant d'environ \$5,456.11.

Copie de tous documents, contrats, factures, chèques ou documents quelconques établissant de quelle manière les arrérages de droits de coupe dus par ledit J.-E.-G. Bolduc, enregistré, qui se chiffraient au 1^{er} mai 1934 à \$8,253.18, ont été réduits à environ \$5,456.11.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁰ suggère qu'on mette de côté les règlements de la Chambre pour étudier immédiatement deux lois qui, d'après lui, n'ont rien de bien contentieux, qui ne sont pas inscrites au *Feuilleton*, mais qui sont distribuées.

Le but de la première loi est de permettre le paiement des taxes municipales et scolaires à tous les trois ou six mois. Plusieurs organismes ont demandé ce mode de perception.

La deuxième loi concerne les habitations salubres. Il y a quelques années, dans certaines villes, on adopta une politique de construction de logements salubres. Le but était bon. On construisait les maisons, puis on les louait. Les villes avaient le droit d'emprunter, sans référendum, pour la construction de ces logis, ce qui était très bien. Mais aujourd'hui, il faut rembourser l'argent emprunté dans le passé. Nous demandons maintenant par cette loi qu'il soit de nouveau permis aux villes concernées d'emprunter sans référendum, afin qu'elles puissent rembourser les premiers emprunts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans le premier cas, il s'agit d'une loi fort importante, qui est d'une très grande portée. En vertu de la loi actuelle, le conseil doit dépenser dans l'année courante les taxes qui lui sont versées par les contribuables. Or, si l'on permet de percevoir les taxes semestriellement ou trimestriellement, il faudra permettre aux conseils municipaux d'emprunter en attendant les versements. Et si l'on permet de payer trimestriellement, les municipalités n'auront pas leurs taxes payées dans les 20, les 30 jours.

Franchement, avant d'adopter cette loi, j'aimerais bien à l'étudier. J'aimerais avoir le temps de réfléchir. Je demande la même chose pour l'autre loi. Je crois qu'il vaudrait mieux, qu'on devrait se conformer aux règlements et attendre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je demande au premier ministre si le gouvernement va bientôt répondre à mes questions inscrites au *Feuilleton* de la Chambre. Je rappelle au premier ministre que celui-ci reprochait autrefois au gouvernement, lorsqu'il était chef de l'opposition, de ne pas répondre assez tôt aux questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est que je posais des questions d'intérêt général et non pas sur des cas particuliers. Toutefois, je puis vous assurer que le gouvernement fera diligence.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande lui aussi quand le gouvernement répondra à une question qu'il a posée le 2 février, en rapport avec les emprunts contractés par l'Union nationale depuis son avènement au pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne puis répondre immédiatement comme le voudrait le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch). Mais je peux lui dire que les emprunts ont coûté 100 % meilleur marché que sous l'ancien régime.

(Applaudissements)

M. Bertrand (Montréal-Laurier)¹¹: Comme ça, ça ne coûte rien; je doute fort que le premier ministre puisse prouver cela.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit 100 % meilleur marché.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cent pour cent. Hum! Comme ça, c'est zéro. Le premier ministre n'a jamais dit une telle vérité.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas cela du tout.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Peut-être que le premier ministre a dû vouloir dire 50 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, je prétends que le gouvernement actuel est 150 %¹² meilleur que l'autre.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Enfin, combien la province a-t-elle emprunté pour faire des remboursements?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne puis répondre sur-le-champ, mais nous allons donner au député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) tous les renseignements qu'il désire et même plus qu'il ne demande.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Quand?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Aussitôt que possible.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 2 mars 1938, à la page 8, rapporte que "le député d'Iberville ponctue sa déclaration de vigoureux coups de poings sur son pupitre".

2. Il est à noter que, selon *Le Canada* du 2 mars 1938, à la page 9, le trésorier de la province fait son discours en anglais.

3. *The Chronicle Telegraph* du 2 mars 1938, à la page 10, rapporte ce qui suit à propos de la discussion en cours: "Le premier ministre Duplessis et M. Bercovitch ont fait la majeure partie de leurs discours en langue anglaise; lorsque l'honorable T.-D. Bouchard s'est levé pour faire un commentaire sur la question, il a commencé en disant: "Well..." mais s'est aussitôt ravisé et a poursuivi dans sa langue natale, apparemment pour éviter de se lancer à l'instar de ses deux collègues dans un discours en anglais."

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

5. *The Chronicle Telegraph* du 2 mars 1938, à la page 3, ajoute, à propos de cette intervention du premier ministre: "Le premier ministre répond en faisant une allusion indirecte mais précise aux résultats dans Argenteuil."

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

7. Le texte ne nous permet pas d'identifier de quel article il s'agit.

8. *Le Soleil* du 2 mars 1938, à la page 8, rapporte la situation ainsi: "MM. Duplessis et Taché vont alors consulter le greffier de la couronne en chancellerie, Me L.-P. Geoffrion. La discussion dure quelques minutes. On parle à voix basse et il est impossible de comprendre ce qu'ils disent." Selon *Le Canada* du 2 mars 1938, à la page 9, M. Bouchard aurait lui aussi participé à cette discussion.

9. Voir note 4.

10. Les journaux rapportent que le premier ministre fait cette suggestion parce qu'il est à peine 5 heures.

11. *L'Événement* du 2 mars 1938, à la page 13, attribue cette intervention au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), mais les autres journaux indiquent plutôt le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand).

12. *L'Événement* du 2 mars 1938, à la page 13, rapporte 50 %, contrairement à tous les autres journaux qui font mention de 150 %.

Séance du mercredi 2 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

The Empire Trust Company

M. Barrette (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Bellemare), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de MM. Douglas L. Ross et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant The Empire Trust Company, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de MM. Douglas L. Ross et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant The Empire Trust Company, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Composition
des comités permanents**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que M. Adam fasse partie du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation; du comité des bills publics en général; du comité des bills privés en général; du comité du Code municipal; du comité des industries et du commerce et du comité des privilèges et des élections.

Adopté.

Présentation de nouveaux députés:

M. Philippe Adam, Bagot

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** présentent à la Chambre le nouveau député de Bagot,

(M. Adam). Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.

M. Adam (Bagot) prend son siège en Chambre¹.

**Taxes municipales
et scolaires**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 30 relatif au paiement des taxes municipales et scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi permet aux municipalités, sur simple résolution du conseil, de diviser le paiement des taxes municipales et scolaires en trois versements annuels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,
article 1641a**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 31 remplaçant l'article 1641a du Code civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi autorise les municipalités qui se sont prévaluées de la loi des logements ouvriers, et qui pour cette fin ont emprunté du gouvernement, de réemprunter à meilleur taux pour rembourser la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Habitations
salubres**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 33 modifiant la loi des habitations salubres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi prescrit les mêmes limites pour l'affichage des

maisons à louer que pour la visite desdites maisons mises en location.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352**

M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du service civil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-quatre mille sept cent quatre-vingts dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante et un mille cent vingt-huit dollars et quatre-vingt-dix-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour shérifs de Québec et Montréal, protonotaires, greffier de la Cour de circuit, greffiers des Cours de magistrats, greffier de la paix, greffiers de la

couronne, greffier des appels, registraire de la loi des faillites, etc. - traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour greffiers des Cours de magistrat, comté de Saguenay, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quatorze mille sept cent trente-neuf dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux d'enregistrement: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registres pour bureaux d'enregistrement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent seize mille cent soixante et un dollars et cinquante-quatre cents soit ouvert à Sa Majesté pour administration et entretien des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour poursuites au criminel (département procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour coroners: frais et déboursés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des véhicules automobiles (service de la circulation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille deux cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour salaires des secrétaires, messagers, etc. (procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression des

timbres judiciaires (procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la justice - divers (procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi relative au tourisme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bastien (Berthier): Est-ce que le montant prévu marque une augmentation sur l'an dernier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, il n'y a pas d'augmentation. Nous avons attaché cette loi au département du procureur général. Elle relevait, avant, du ministère de l'Industrie et du Commerce. Elle coûtait à la province \$375,000.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourquoi ce changement de département? Pourquoi le tourisme relève-t-il maintenant du département du procureur général?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que nous travaillons sans cesse pour améliorer. L'Office du tourisme, après avoir été successivement sous la juridiction des ministères de la Voirie, puis de l'Industrie et du Commerce, est finalement passé au département du procureur général, parce que le député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau) a été chargé de la mise en application de l'entente Rogers-Bilodeau, ce qui nécessite un travail considérable. Aussi, c'est pour le libérer d'une partie de son travail que le tourisme a été rattaché au département du procureur général. Il était injuste de laisser cela au ministre de l'Industrie et du Commerce, de qui relève maintenant l'application d'un vaste plan d'aide à la jeunesse. C'était lui donner trop d'ouvrage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le procureur général ne travaille pas, lui? Il a moins d'ouvrage?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général a moins d'ouvrage qu'avant parce que ceux qui enfreignaient la loi ne sont plus en état d'exercer le pouvoir.

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
16. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne sais pas si le procureur général a été mis au courant de certaines plaintes. Des aigrefins et des chevaliers d'industrie parcourent les campagnes et la province pour induire les épargnants à investir leurs économies dans des projets assez douteux pour ne pas dire pis. Récemment, j'ai reçu une plainte d'un brave curé du comté de Saint-Hyacinthe. Il m'a écrit une lettre où il se plaint qu'on aurait fait souscrire dans le comté, environ \$100,000 pour une entreprise douteuse et apparemment perdue d'avance. Il y joignait une liste de 10 ou 12 curés qui avaient souscrit chacun de \$1,000 à \$5,000. Il s'agit d'une affaire très louche. Je demande, dit-il, au procureur général ce qu'il entend faire pour les punir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis que nous sommes au pouvoir, le gouvernement actuel a tâché de protéger, de sauver dans la mesure du possible l'épargne populaire, qui est une garantie de survie. Nous avons dans ce but réorganisé le département de surveillance sur la sécurité contre la fraude. Le travail n'est pas encore complètement terminé et le personnel n'est pas assez considérable. Il nous faudra lui donner un personnel additionnel. Il y a encore malheureusement dans la province, des "schemers" et de malhonnêtes gens qui veulent exercer leurs industries et nous allons augmenter les activités du département pour combattre leurs méfaits.

Un grand nombre de promoteurs d'entreprises louches circulent partout et nous croyons que, pour mieux protéger l'épargne, il nous faudra du personnel additionnel. Dans ce but, nous allons établir une succursale du département de la sécurité contre les fraudes, à Montréal même, et peut-être aussi dans d'autres centres, ce qui rendra le travail encore plus efficace et surtout évitera des frais de voyage considérables. Nous sommes sur le point d'ouvrir ce bureau. Le département reçoit avec soin, attention, chacune des plaintes et fait diligence pour y faire droit et poursuivre les coupables et les faire punir.

Mais on ne peut pas s'attendre que le département soit par anticipation plus prudent que ceux qui sont les premiers intéressés à exercer une prudence élémentaire. Il est évident que les épargnants doivent exercer une prudence

raisonnable. Quant au département, il fait tout son possible pour exercer une vigilance stricte et fructueuse. Nous avons fait disparaître une grande source d'abus, de fraude le jour où nous avons interdit aux ministres d'être directeurs de compagnie.

Beaucoup de l'épargne s'est perdue dans le passé parce que la population avait confiance dans des entreprises sur le bureau de direction desquelles siégeaient des ministres et des frères de ministres. Il y avait des ministres et des frères de ministres qui étaient directeurs de compagnies de mines, ce qui était de nature à donner confiance, encourageait la population à placer ses économies dans ces mines, dans l'achat de débetures. Les ministres recevant ces actions de mines gratuitement, ne perdaient pas un sou, mais la population, elle, a perdu des sommes fabuleuses.

On pratiquait aussi autrefois sur une large échelle, le mouillage des débetures, et on sait la catastrophe financière que fut l'aventure de la Canada Paper and Power, qui fit perdre quelque \$50,000,000. Des centaines de milliers de piastres furent englouties dans le passé parce que l'on n'empêchait pas le mouillage des stocks. On émettait pour \$100,000 d'actions et \$100,000,000 de débetures. Le résultat de cette politique de gonflement des débetures était de diminuer les salaires des ouvriers pour permettre de payer les intérêts sur les capitaux soufflés. Le mouillage des stocks avait un double effet: faire perdre directement aux détenteurs d'actions et contribuer à baisser les salaires des ouvriers.

Nous avons passé une loi pour mettre fin à cet état de choses désastreux pour l'épargne populaire. Nous avons décrété qu'à l'avenir on ne pourra émettre de débetures pour plus que la valeur immobilière de la compagnie qui émet ces débetures.

Nous avons enfin apporté une telle diligence et une si grande fermeté dans la surveillance, que l'on admet partout dans la province que la situation s'est améliorée dans une très grande mesure. Il y a depuis 18 mois, dans la province, une amélioration qui équivaut à la perfection.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'avais pas l'intention de faire une question politique avec les remarques que j'ai faites. Le premier ministre a fait un discours politique alors que je lui signalais un cas uniquement dans le but d'aider les gens et d'empêcher qu'on vole des épargnants. Si le premier ministre n'avait pas fait allusion à tout cela, je n'aurais pas répondu comme je vais le faire.

Mais il a voulu s'engager sur le terrain. On ne pourra jamais réussir à empêcher les fraudes dans ce domaine. Nous avons la preuve que malgré les améliorations faites par le meilleur des gouvernements que la province de Québec n'ait jamais connu...

(Applaudissements de la droite)

... les hommes les plus purs et les plus honnêtes pour tous les siècles à venir, dans l'esprit de ses partisans, il n'en reste pas moins que les gens de la province s'exposent encore à se faire voler leur argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est qu'il reste encore des amis de l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est qu'il y a des vérités qu'on ne peut nier. Ceux qui induisent les citoyens à placer leur argent dans des affaires mauvaises ou véreuses, dans des entreprises louches, continueront à exister. Nous souffrirons de cela aussi longtemps qu'il y aura des gens à exploiter. Et il y aura des gens à exploiter aussi longtemps qu'il y aura des gens de nature humaine sur la machine ronde.

Il s'agit d'une question d'intérêt public. Je viens d'être informé qu'une quinzaine de curés se sont fait prendre et ont perdu de l'argent dans l'organisation d'une compagnie. Encore une fois, j'ai voulu attirer l'attention du premier ministre sur une affaire assez grave, et d'une envergure telle qu'un prêtre a jugé bon de me prévenir pour demander qu'on prenne les mesures nécessaires pour enrayer cette exploitation. J'ai demandé au premier ministre s'il avait eu certaines plaintes et il ne m'a pas répondu. Je demande au premier ministre si on a fait des plaintes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous, le chef de l'opposition, voulez me donner le nom de la compagnie, je pourrai vous répondre, ce sera plus facile.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si vous, le premier ministre, ne le savez pas, n'êtes pas au courant, je n'ai pas besoin de le mentionner. La plainte qui m'a été faite, l'est par un homme de bonne foi, par des hommes respectables. Je ne veux pas être injuste pour personne. Je ne veux pas mentionner de nom, car je ne suis pas le bureau du procureur général, mais je veux que le premier ministre soit au courant et qu'il en parle à son département, et alors s'il y a moyen, qu'il sauve une partie de l'argent investi. J'attire seulement son attention pour qu'il puisse mettre fin à ces abus. Je voudrais savoir si le gouvernement a reçu des plaintes à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je sais qu'il y a eu à Montréal, une organisation qui prétendait vendre des parts d'industrie laitière et d'agriculture. Nous en avons été informés. Nous avons fait arrêter les coupables, les organisateurs, qui ont été punis, condamnés, et les jurés ont félicité le gouvernement de la célérité qu'il a déployée pour amener les coupables devant la justice. Il y a eu d'autres cas où nous sommes intervenus et où les coupables ont été punis, mais je ne sais pas à quoi le chef de l'opposition fait allusion.

Je sais qu'une autre plainte a été portée, mais si le chef de l'opposition ne donne pas plus de détails, il sera difficile de lui répondre. Je puis lui assurer que nous n'endurerons pas d'abus et l'exploitation des gens de la province de Québec. Nous voulons que la justice règne.

Il est impossible, comme l'a dit le chef de l'opposition, de tout prévoir, mais aussitôt que nous sommes avertis, nous procédons avec la plus grande célérité. Nous procédons avec rapidité, et souvent même, nous n'attendons pas les plaintes.

Dans un banquet à Montréal, récemment, M. Henderson² a rendu hommage et justice au gouvernement et l'a félicité sur la diligence qu'il mettait à l'administration de la justice par le département du procureur général de la province de Québec. Il a surtout loué le substitut du procureur général.

Si le chef de l'opposition le préfère, nous pourrions ajourner cet item et il pourra me rencontrer et me mettre au courant des plaintes dont il a parlé, me fournir les détails relativement à la question, et je procéderai. Si le chef de l'opposition veut venir à mon bureau, je n'ai pas d'objection à le mettre au courant de tout le dossier.

M. Marier (Drummond): Je sais qu'il y eut des plaintes dans ma région et dans les environs. Dans mon comté, j'ai entendu parler de certaine organisation qui était de nature à voler l'épargne. J'ai fait une enquête, pris des renseignements et j'ai porté plainte au département. Les coupables ont été arrêtés et punis. Mais je n'ai pas entendu parler d'autre chose.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai eu connaissance de l'affaire dont j'ai parlé que tout récemment, car je n'ai reçu la lettre du curé qui m'informait de la chose, qu'avant-hier. Il s'agit d'une affaire de compagnie, à ce qu'il semble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne pouvons contrôler tout. Il arrive souvent que

des particuliers subissent les résultats des actions criminelles, et il est assez difficile d'intervenir et d'anticiper dans ces cas particuliers, mais du moment que les intérêts du public, d'un certain groupe sont en jeu, nous prenons l'initiative dès le premier avertissement et, à nos frais, nous faisons diligence pour protéger le public et punir les coupables. Il arrive souvent que nous procédions sans attendre les plaintes, dès que nous réalisons qu'il se commet quelque crime. Nous prenons les poursuites à nos frais.

De plus, nous avons réorganisé la police provinciale, en nommant des hommes compétents; nous leur avons assuré la protection physique la plus complète possible; protection qu'ils n'avaient pas dans le passé. Autrefois ces policiers allaient rencontrer des bandits sans avoir la moindre protection. Nous leur avons assuré les derniers progrès de la sécurité physique, tels que les casques, cottes de mailles, etc. Je dirai même que c'est la seule police au Canada qui ait des moyens de protection personnelle aussi modernes.

Et la seule aussi à avoir acquis des armes défensives pour disperser les émeutes, empêcher des troubles publics sans blesser qui que ce soit. Lorsqu'il s'agira d'émeute, il ne sera pas nécessaire de tuer les émeutiers. La police provinciale est équipée d'une sorte de mitrailleuse à gaz d'un type spécial perfectionné qui permet de lancer d'abord des gaz lacrymogènes, qui font pleurer, puis des gaz nauséux, qui donnent mal au cœur, qui rendent malades ceux qui les aspirent. Nous allons pouvoir épargner ainsi beaucoup de vies humaines, et éviter les dommages à la propriété.

M. Bastien (Berthier): C'est une politique d'armements, tout ça! Combien ces bombes lacrymogènes ont-elles coûté? Combien la province a-t-elle dépensé pour ces bombes et des mitrailleuses? Et les appareils de protection? Le premier ministre se prépare-t-il pour la guerre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, c'est Ottawa qui prépare la guerre. Il ne s'agit pas de bombes. Il s'agit de gaz. Il y a deux sortes de guerres. Celle qui tue les hommes par milliers et sème le carnage, et la guerre aux malfaiteurs pour les empêcher de tuer les humains, qui permet de les capturer sans tuer pour leur permettre de s'améliorer. C'est cette guerre que nous faisons.

Ces jours derniers, j'ai assisté, avec le colonel Piuze, à une revue de 50 jeunes gens, cadets de la police provinciale, remarquablement qualifiés et

entraînés. Après trois mois d'entraînement, ils ont démontré une belle compétence. Ils ont tout l'entraînement nécessaire pour faire leur travail.

Au cours de la revue, M. Piuze m'a montré, exhibé une sorte de pistolet ou de mitrailleuse au gaz qui ne lance pas de balles meurtrières, mais pour faire peur à ceux qui ne sont pas accoutumés aux gaz. Elles ne peuvent pas tuer, mais elles font certainement peur.

M. Bastien (Berthier): Est-ce que le premier ministre a eu peur de ces gaz?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Je vous avouerai franchement que quand j'ai constaté qu'il s'agissait de gaz, je n'ai pu m'empêcher de penser à l'opposition.

(Rires)

J'ai été très intéressé par la revue et l'organisation de la police parce que j'ai constaté qu'il était possible de protéger les policiers qui s'exposent sans cesse pour le maintien de l'ordre, tout en protégeant aussi la population et la propriété. On m'a démontré combien il était facile de protéger les gens sans blesser ni enlever la vie de personne.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre fait de beaux discours sur l'ordre et la protection de la police. J'en suis autant que lui, pour la protection de nos policiers. Mais ce n'est pas ce que j'ai demandé au ministre. Je voudrais savoir comment ça a coûté ce nouveau système?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un set coûte...

M. Bastien (Berthier): En tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un set, c'est tout ce qu'il faut. Un service de protection coûte de \$33,000³ à \$35,000⁴ et il va sauver des centaines de mille dollars sans compter les vies humaines qui valent des millions.

Incidemment, la population reconnaît l'œuvre bienfaisante du gouvernement.

Il lit une lettre de M. Aristide Caumartin, qui signe "un chef libéral" de Saint-Barthélemy, dans le comté de Berthier. Cette lettre a été adressée au premier ministre. Dans cette lettre, M. Caumartin dit que grâce au crédit agricole, il a pu garder sa terre et établir ses fils. Il félicite chaleureusement le premier ministre, le gouvernement, d'avoir porté à \$25,000,000 le montant mis à la disposition de

l'Office du crédit agricole et ajoute: à mon grand regret, mon vote a servi, a contribué à faire élire le député de Berthier (M. Bastien) lors de la dernière élection. Je ne croyais pas voter pour un homme qui critique cette œuvre du gouvernement, travaille contre les intérêts de la classe agricole. Il déclare, de plus, qu'il était alors l'un des organisateurs du député de Berthier.

M. Bastien (Berthier): (Souriant) Ce n'est tout de même pas le seul vote qui l'a élu. Je n'ai jamais connu M. Caumartin comme chef libéral, dit-il. Ce monsieur ne fut pas l'un de mes organisateurs. Mais le premier ministre est encore en dehors de la question. Il a parlé d'un gouvernement tout près de la perfection, d'un gouvernement surhumain. Un peu plus, il parlait d'un gouvernement divin, mais personne ne l'aurait cru. À l'entendre, ce gouvernement a tout modifié pour le mieux, tout restauré.

Je suis surpris que le premier ministre, avec ce gouvernement parfait, surhumain, qui a tout rétabli, tout restauré, qui a innové partout, pour le mieux dans le meilleur des mondes, ait songé à acheter des mitrailleuses, des pistolets, des armements quoi! pour \$40,000. Comment se fait-il que le premier ministre s'arme, alors qu'il assure que sous son règne tout va très bien, que c'est la prospérité partout et que tout le monde est content de l'ordre nouveau? Contre qui le premier ministre s'arme-t-il? Contre qui veut-il s'en servir?

M. Boyer (Châteauguay): Contre des gens comme vous.

M. Bastien (Berthier): Je pourrais répondre au député des choses qu'il n'aimerait pas. Le député de Châteauguay n'a pas la perfection. Il devrait garder sa belle humeur; il a tort de refuser, de mépriser mon amitié.

(Rires)

À l'entendre, le premier ministre a tout le monde de son côté, même les libéraux sont pour lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notamment dans Bagot!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, avec 580 prêts agricoles.

M. Bastien (Berthier): Si tout le monde est pour lui, c'est pour ça qu'il a acheté pour \$40,000 d'armements et de munitions? L'ancien gouvernement a

eu dans le passé à faire face à des ennuis, mais jamais il n'avait songé à acheter de tels armements. Contre qui arme-t-on? Contre qui le premier ministre veut-il s'en servir?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): S'en est-il servi dans Saint-Sauveur, pour l'élection municipale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aurais dû m'en servir dans le comté de Rivière-du-Loup pour le débarrasser du député.

(Rires)

Le député de Berthier a posé trois questions: Pourquoi a-t-on acheté pour \$40,000 d'armes et de moyens de protection? Contre qui? Et pourquoi dépenser tant?

Le député de Berthier sait-il qu'au temps de M. Taschereau, au temps où la police provinciale coûtait cher, protégeait les malfaiteurs, et où à Montréal, elle volait \$50,000 des fonds publics, M. Taschereau a fait dépenser \$36,000 pour trouver les gens coupables d'avoir posé une bombe qui n'a pas éclaté, et qui avait été déposée par un farceur dans son bureau.

Où est le meilleur placement? \$35,000 pour protéger la vie de nos policiers, pour prévenir les émeutes sans pertes de vie ni dommages à la propriété, pour assurer l'ordre et la paix, ou \$36,000 pour trouver le farceur qui a placé une bombe qui n'a pas éclaté⁵?

Le député de Berthier demande contre qui nous nous armons, et il parle de politique d'armements. La différence entre notre politique d'armements et celle de ses amis, c'est que nos armes sont inoffensives à la vie humaine; elles sont pour la protection de la vie des gens, et de la propriété, et elles sont à bon marché, tandis que dans l'autre cas, les armements sont pour organiser des tueries sans nom, pour tuer ou se préparer à tuer des centaines de milliers d'hommes. Il y a une différence entre une dépense de \$35,000,000 pour provoquer la guerre et le carnage et une dépense de \$35,000 pour protéger la population contre les malfaiteurs. Nous nous armons d'une manière pacifique, d'une manière policière.

Contre qui le gouvernement s'arme? Nos armements à nous servent contre tous ceux qui paraissent intéresser l'opposition, ceux que semblent connaître si bien nos amis d'en face. Nous protégeons la population contre les fraudeurs, les émeutiers, les communistes, tous les fauteurs de désordre et de discorde.

Il ajoute d'un ton narquois qu'il a parlé du député de Berthier comme chef de l'opposition, parce qu'il savait lui causer un vif plaisir.

Pourquoi nous dépensons tant? demande le député de Berthier. Il y a des policiers qui ont été victimes de leur devoir parce qu'ils n'étaient pas assez protégés. Nous dépensons pour protéger nos hommes. Autrefois, ces policiers n'étaient pas assez protégés, surtout ceux qui étaient appelés à tout instant à exposer leur vie pour le maintien du bon ordre. Il faut protéger ceux qui s'exposent à tous les instants pour la protection de la société.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce qu'il n'y a pas eu de policiers provinciaux tués sous votre régime? C'est sous votre régime que des gens ont été tués à la police, avant que le premier ministre n'invente les bombes lacrymogènes. D'où viennent ces achats? Sous quel état sont compris ces achats? Est-ce sur le budget de l'année courante?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, ils sont compris dans le budget de l'année courante. Si nous avons les moyens nécessaires pour compléter notre organisation, nous allons le faire; les mesures de précautions supplémentaires, nous allons toutes les prendre. Si on fait le tour du continent américain, on verra que l'organisation technique de notre police est très avancée. À l'heure actuelle, nous sommes déjà plus avancés que dans certains pays d'Europe. Nous ne prétendons pas avoir tout fait.

On a parlé d'un policier qui s'est fait tuer. La chose est arrivée au temps où nous avons pris l'administration, et où nous n'avions pas eu le temps de protéger nos policiers. Si l'ancien procureur général n'avait pas dépensé \$36,000 pour sa bombe, et l'avait dépensé pour protéger nos policiers avec des cottes de mailles, et autres accessoires, si le gouvernement d'alors avait dépensé seulement \$7,000 pour protéger ses policiers, le policier n'aurait pas été tué.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est sous votre régime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je ne me trompe pas, l'offense pour laquelle les malfaiteurs étaient en prison avait été commise du temps de l'ancien régime. Celui qui a tué le policier était pour subir son procès sur une accusation grave de meurtre portée au temps de l'administration Taschereau.

Quant à la veuve du policier Châteauneuf victime de son devoir, nous lui avons donné une pension de \$3,000. Dans la province d'Ontario, où la force policière est bien organisée, lorsqu'un policier

est tué, on accorde à sa veuve une pension qui va jusqu'à \$3,000. Nous avons donc donné le maximum que l'on donne dans une province qui est très généreuse pour ses hommes de police.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais ça ne ressuscitera pas Châteauneuf.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait faire raisonnablement; et si l'opposition veut une enquête, nous allons la donner. Je ne veux pas, dans une tragédie aussi pénible, faire de rapprochement avec l'opposition elle-même; et je regrette, je ne pensais pas, je ne veux pas que l'on fasse de politique sur le cadavre d'un brave policier mort à son devoir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sous l'ancien régime, il n'y avait pas de protection comme en parle le premier ministre. Mais sous le nouveau régime, dès son arrivée au pouvoir, il y a un policier qui fut tué. Je ne blâme pas le gouvernement de ce qui est arrivé; loin de là. Car ces accidents arrivent partout. Le policier qui a été tué s'est montré trop brave.

Certes, nous ne le leur reprocherons pas. Mais ce sont des accidents qui peuvent arriver en n'importe quel temps et l'on voit que le mal n'a pas été guéri par un changement de gouvernement.

Nous n'avons pas d'objection à voter ce crédit pour la protection de nos policiers, car nous sommes en faveur qu'on les protège, et ce sont là des dépenses raisonnables. Mais nous avons le droit de nous informer et de savoir quelles dépenses le gouvernement fait sans que l'argent n'ait été voté. Je dis que nous avons le droit de signaler le fait que, sous le nouveau régime, les choses arrivent pareil comme sous l'ancien régime.

Je souhaite que les armes que l'on a achetées servent à protéger la vie de nos policiers et je n'ai pas d'objection à ce que l'item en discussion soit voté. Mais je voulais noter que ça marche pareil sous le nouveau régime comme sous l'ancien, à preuve la plainte que je rappelais; c'est arrivé malgré la loi du gouvernement pour limiter les débentures à la valeur immobilière.

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement s'arme contre les communistes. Le premier ministre a dit: "Nous combattons les émeutiers, et les communistes". Je suis en faveur que l'on combatte le communisme partout. Mais les émeutiers, où veut-on les combattre et quand? Ce n'est pas la peine de tant se complimenter! Mais il y a une autre catégorie de

gens que le premier ministre devrait combattre. Je fais allusion au mouvement fasciste à Montréal.

(Rires)

On ne rira pas toujours. Je trouve singulier que les fascistes opèrent en pleine liberté, à ciel ouvert dans la ville de Montréal, et font de la propagande au su du gouvernement, au point qu'on en enrôle des centaines de jeunes gens, deux ou trois centaines par semaine, à Montréal.

J'avertis le gouvernement qu'il ferait mieux de faire attention; c'est un mouvement qui attire les jeunes gens, qui les fascine, et qui causera tôt ou tard des ennuis non seulement à la province, mais au gouvernement lui-même. C'est une menace pour la liberté et la démocratie. Le premier ministre semble donner l'absolution au fascisme. Il le regrettera un jour. Ce mouvement fasciste, cette menace, toléré par les gouvernements, nous fait du tort, nous cause des dommages à l'extérieur.

Les journaux des États-Unis font grand tapage, une très mauvaise publicité à notre province à cause de ce mouvement qui opère au grand jour dans la province de Québec. L'on dit que la province de Québec est un pays fasciste. Qu'on combatte les communistes, j'en suis, parce que c'est une utopie déraisonnable, mais le fascisme ne vaut pas mieux que le communisme. Il est extraordinaire que le gouvernement tolère cela. Je dis que le premier ministre devrait sévir.

Je demande au procureur général, dit-il, ce qu'il compte faire contre les fascistes.

M. Raynault (L'Assomption): J'habite à Montréal. Ce mouvement dont parle le député de Berthier, s'il devenait dangereux, nous nous en occuperions comme nous nous sommes occupés des autres mouvements dangereux. Nous sommes intervenus et nous y avons mis bon ordre. Si le fascisme existait à Montréal, il serait combattu. Nous prendrions les mesures nécessaires.

Mais il est faux, ridicule de dire, comme l'a fait le député de Berthier (M. Bastien), qu'il y a 200 à 300 fascistes qui s'enrôlent dans ce mouvement chaque semaine. C'est une mauvaise publicité qu'on fait à notre province. Ces déclarations sont basées sur rien du tout.

Il est très très mauvais pour la province qu'un citoyen, il est invraisemblable, surtout, qu'un député de la province de Québec fasse des déclarations comme celles-là, qu'il se fasse l'écho de fantaisies fabriquées à l'étranger contre la province, et qu'il vienne les rééditer lui-même ici, dans sa propre province, et contre sa propre province, sachant que

tout cela est faux. Je défie le député de Berthier (M. Bastien) d'étayer ses affirmations sur quelque chose de sérieux. Ce qu'il dit est fantastique.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Je ne savais pas que le député de L'Assomption (M. Raynault), qui est maire de Montréal, voulait être aussi procureur général. Je ne le croyais pas aussi ambitieux et qu'il s'aviserait de se substituer au procureur général, à qui je m'adressais. Mais je suis surpris des déclarations du maire de Montréal. Le député de L'Assomption craint-il les journaux de Montréal? Il n'y a pas seulement les journaux de Montréal qui y font allusion. Pourquoi n'a-t-il pas cité la *Gazette*? Est-ce qu'il n'a pas vu les photos reproduites dans la *Gazette* de Montréal, un journal sérieux? Elle a parlé et a reproduit une photo des fascistes de Montréal faisant des exercices militaires sous la direction du major Scott.

Le fascisme existe à Montréal. Le jour n'est pas loin où le gouvernement prendra conscience de son ampleur. Je sais par un fasciste, un membre du parti, qu'il y a 300 jeunes gens qui s'enrôlent chaque semaine. Ça n'est pas une légende inventée, c'est un fait: le mal existe. Je connais ceux qui sont à la tête du parti; je sais que le moment n'est pas éloigné où la province et le parti de l'Union nationale lui-même en souffriront.

Que le député de l'Assomption soit juste quand il déclare que j'ai inventé ces faits à propos du fascisme. Le procureur général devrait faire attention. Le jour où ce mouvement atteindra le gouvernement actuel n'est peut-être pas loin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier a parlé d'un sujet, le fascisme. Le maire de Montréal avait bien raison tout à l'heure. Je dis qu'il ne convient pas à un citoyen de la province de Québec, et surtout à un député de la province de Québec, de servir d'écho aux calomnies que colportent des journaux américains contre la province de Québec. Et je suis heureux que l'occasion me soit fournie de rétablir les faits pour mettre fin aux calomnies répandues contre la province de Québec.

Je sais d'où part cette campagne de dénigrement que l'on fait, que l'on dirige actuellement contre la province de Québec parce que nous faisons la lutte au communisme; et je sais aussi les mobiles qui l'inspirent. Certains journaux ont accumulé les mensonges pour faire croire aux États-Unis que la province est fasciste. On a cité tout à

l'heure les journaux américains. Je respecte le grand peuple américain, et j'ai la plus profonde admiration pour ses belles qualités. Je sais aussi que le *New York Times* est un des journaux les plus sérieux et les mieux faits du pays, du continent, et je regrette qu'il se soit fait l'écho de sottises contre la province de Québec alors qu'il est un journal si bien informé.

Toutefois, je dirai aux journaux américains, et aux Américains qui colportent des injures et des calomnies sur le compte de la province de Québec, de commencer à nettoyer leur propre maison avant d'essayer de salir une maison nette comme celle de la province de Québec, et qu'ils ne saliront jamais non plus, car elle restera nette.

Je leur dirai que nous n'avons jamais eu, toléré de grèves sur le tas chez nous comme on en a vues aux États-Unis, et jamais nous ne le ferons. Je leur dirai que, dans la province de Québec, des hommes n'ont jamais pendu ou tué des hommes sans plaintes ni procès, sans les entendre, et sans que la police n'intervienne pour empêcher ces infamies, comme la chose s'est faite aux États-Unis; nous n'avons pas le lynchage comme on le voit, comme la chose se pratique aux États-Unis.

Jamais, dans la province de Québec, l'autorité n'aurait toléré qu'on lynche un homme, sans forme de procès, et que la police assiste passive à ces meurtres. Si jamais une chose semblable s'était produite dans la province de Québec, l'autorité compétente serait intervenue de façon à ce que la chose ne se renouvelle plus.

Comme je l'ai déclaré, je ne veux pas insulter la grande nation américaine, et je tiens à reconnaître ses belles et grandes qualités et sa noblesse; je sais que les faits que je mentionne sont le fait d'une petite minorité. Mais ces maux sont assez considérables et surtout réels pour que les journaux américains s'occupent d'abord de réprimer ces abus chez eux avant d'aller colporter sur le compte de notre province des sottises et des calomnies.

Je rappellerai aux journaux américains qu'ils ont assisté à un débat sénatorial sur la loi de Lynch. Un sénateur présentait un projet de loi pour interdire le lynchage en déclarant que celui qui y participerait serait considéré comme un criminel et puni, et pour dire que la police qui assisterait passive à ces meurtres, sans intervenir, serait considérée comme responsable et complice. Or, on a trouvé des sénateurs pour soulever des objections, pour pratiquer l'obstruction en disant qu'une pareille loi est une insulte à certains États. Dieu merci, nous n'avons pas à lutter ici pour établir un principe de droit et de justice aussi élémentaire.

Je conseille aux journaux américains qui aiment à répandre des insultes sur le compte de la province de Québec, d'étudier, de commencer à réformer la conduite de certains de leurs gens. Nous n'avons pas non plus dans notre province assisté à la répétition des enlèvements honteux et scandaleux et à jet continu que l'on voit aux États-Unis. Encore une fois, le peuple américain est un grand peuple aux belles et nobles qualités mais, que les journaux américains commencent à préconiser le nettoyage dans leur propre maison avant de publier des calomnies sur la province de Québec.

Il n'y a pas et il n'y a jamais eu de danger que le fascisme s'implante dans la province de Québec, et il n'y a pas un homme dans la province, qui a la tête sur ses épaules, qui pensera que notre peuple endurera une seconde, une minute, le danger d'un mouvement fasciste, un seul jour d'un régime comme celui-là.

Mais la campagne habile que l'on fait, que mènent les communistes pour faire croire au danger fasciste, est une vieille histoire. Poursuivis, traqués dans notre province par une autorité énergique, ils ont voulu donner le change à même le fascisme, et ainsi détourner l'attention d'eux-mêmes afin de pouvoir continuer leur œuvre destructrice. Parce que nous combattons le communisme, on poursuit une campagne contre le fascisme. Tout ce que l'on veut, c'est de nous détourner de notre campagne contre le communisme.

Dans une lettre adressée par les communistes de Toronto à un étranger communiste de Trois-Rivières, grâce au bureau de poste du gouvernement fédéral qui ne fait pas son devoir pour enrayer la propagande communiste, les communistes disent à ce communiste de Trois-Rivières qu'il faut continuer la campagne contre le fascisme, parce qu'elle leur permet de continuer la lutte. On disait que la campagne contre le fascisme aidait les communistes. Et la lettre mentionne les noms de M. Godbout, chef du Parti libéral, et du chef parlementaire de l'opposition, comme des appuis pour continuer cette campagne. Je dis que ce n'est pas juste pour les deux chefs...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce qu'on dit dans cette lettre sur M. Godbout et moi-même?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je produirai la lettre sur le bureau de la Chambre demain. C'est une circulaire envoyée par les communistes de Toronto. On y dit en substance: La

campagne que nous faisons contre le fascisme produit des résultats heureux. Pendant que l'on combat le fascisme, ça fait notre affaire! Et on ajoute: Et l'on est heureux de voir que notre tactique est appuyée par l'honorable M. Adélard Godbout et M. Damien Bouchard, le chef de l'opposition, qui appuient cette campagne, font la lutte contre le fascisme, emploient les arguments des communistes.

Il me fait peine de voir cela pour M. Godbout, qui a déjà suffisamment de souffrances à endurer, et pour le chef de l'opposition qui souffre tant de n'être que le chef parlementaire de l'opposition. Et je dis surtout que c'est une infamie et une injustice pour les électeurs de la province. Je puis affirmer, avec les renseignements que je possède, que, dans une large mesure, la campagne faite contre le fascisme au dehors et en dedans de la province de Québec, de bonne foi chez les uns, de mauvaise foi chez la plupart, est faite avec l'argent de Moscou pour faire oublier la lutte contre le communisme.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre dit que, dans sa lettre, le communiste approuve l'attitude de M. Godbout parce qu'elle est conforme à la sienne? Le premier ministre parle d'une lettre où on dit que le chef du Parti libéral et le chef parlementaire de l'opposition approuvent...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Ce que j'ai dit, c'est que dans cette lettre, que je déposerai demain, il est dit qu'on est heureux de constater que les arguments employés par l'honorable M. Godbout, et par le chef parlementaire de l'opposition, que les règlements me défendent de nommer par son nom, concordent avec les intérêts des communistes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas encore exact. Ni M. Godbout, le chef du Parti libéral, ni moi, n'avons jamais employé les arguments des communistes. Nous parlons assez pour être capables de préparer nos discours. Nous n'avons pas besoin de vous, des membres du cabinet, pour nous dire ce que nous avons à dire, ni pour nous faire dire ce que nous n'avons pas dit. Je suis étonné de me trouver communiste.

Je ne serais pas surpris que le premier ministre se soit écrit lui-même. Jamais nous n'avons employé les arguments des communistes. Nous avons approuvé la campagne qui se fait contre le communisme dans la province. Je ne suis ni communiste, ni fasciste. Nous sommes contre ces

deux erreurs. Nous ne voulons pas en profiter, comme certaines gens veulent profiter d'une de ces deux théories. Nous sommes contre le communisme et contre le fascisme, et nous ne voulons pas profiter du fascisme. Mais le maire de Montréal a dit qu'il ne voyait pas de fascisme dans sa ville, dans la métropole.

M. Raynault (L'Assomption): Je n'ai pas dit qu'il n'y en avait pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le maire de Montréal, député de L'Assomption (M. Raynault), a dit que, quand il y en aura, des fascistes, il saura les combattre. Le maire de Montréal a tort de se faire des illusions. C'est dire qu'il n'en voit pas. Il y en a, et je dirai même qu'il y a 10 fascistes contre un communiste, à Montréal. Le mouvement est organisé, il y a des fascistes non seulement à Montréal mais, un peu partout dans la province de Québec, il y en a. Ils sont organisés.

Il y en a à Valleyfield comme à Saint-Hyacinthe. Le député de Valleyfield ne me contredira pas. Ils tiennent des assemblées publiques et à Valleyfield et à Saint-Hyacinthe. Il y a plus. À Saint-Hyacinthe, le jour de Noël dernier, un corps de fascistes organisés, hommes et femmes, et en uniforme fasciste, avec la croix gammée, a communiqué en parade dans la chapelle du collège des Frères du Sacré-Cœur qui a été détruit par l'incendie, avec un si tragique bilan de vies humaines⁶. Nous ne parlons pas à travers nos chapeaux. Nous sommes opposés au communisme et au fascisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et à la communion.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous trouvons qu'il y a trop de gens qui veulent se servir de la religion pour des fins politiques. On peut aller communier, mais on n'a pas besoin de se mettre en uniformes bigarrés de croix gammées pour le faire, parce que ces uniformes soulignent, signifient qu'on appartient à un parti de désordre. Le fascisme est un parti de désordre. Le fascisme aspire à remplacer le gouvernement actuel, à le renverser, pour lui substituer la dictature absolue. Et le gouvernement se doit d'enrayer ce mouvement.

(Nombreuses interruptions à droite)

J'ai reçu dernièrement une lettre d'un père de famille, un citoyen honorable de cette province, qui déplorait que deux de ses enfants fussent

enrégimentés dans un groupement fasciste de la province, à Montréal. Cela faisait son désespoir. Le fascisme veut la dictature absolue, et c'est de cela que nous ne voulons pas.

Le premier ministre a parlé tout à l'heure de la grande nation américaine et des maux qu'on y trouve. Il n'est pas étonnant que dans une agglomération pareille, avec des gens de toutes races, de toutes couleurs, et de toutes religions, le gouvernement ait des ennuis, qu'on y trouve quelque mal. On y a des ennuis, c'est fatal, inévitable. Mais, il y a des lois contre le lynchage dans certains États...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, il n'y en a pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, il y en a, mais le gouvernement doit faire la sourde oreille. Ce qui arrive, c'est que le gouvernement se trouve dans une situation telle qu'il ne peut empêcher la majorité de certaines villes du sud, particulièrement, de recourir à la loi de Lynch, laquelle est en grande faveur là-bas. Il existe d'autres maux signalés par le premier ministre; mais la question soulevée, on peut la résoudre. On admettra que dans un pays démocratique comme le nôtre, le fascisme ne réussira à s'emparer du pouvoir que par la force armée.

Je dis que le devoir du gouvernement, c'est de réprimer et le fascisme et le communisme. Nous ne voulons pas de gouvernement de dictature dans la province de Québec. Je dis que le gouvernement fera œuvre de salut public en empêchant ces activités, en combattant le fascisme qui mène à des excès qui conduisent à la révolution intérieure, tôt ou tard. Et nous n'avons pas besoin de révolution ici. Nous aimons encore trop notre système démocratique et nous aimons le système parlementaire, malgré ses erreurs, ses défauts et ses désavantages.

Nous tenons à vivre en système parlementaire. Nous voulons surtout continuer à vivre dans la paix, comme nous avons vécu jusqu'ici. C'est pour cela que nous nous opposons à toutes les idées subversives communistes ou fascistes. Nous voulons que le gouvernement enrayer tous les mouvements malsains et contraires, qui sont de nature à détruire notre régime démocratique et parlementaire.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition voudrait-il dire quels moyens, lui qui est maire de Saint-Hyacinthe, a pris, quels moyens on pourrait prendre, pour empêcher la parade en

uniformes des fascistes, pour empêcher les jeunes fascistes d'aller communier en troupe?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais empêché personne d'aller communier, pas même les hypocrites.

(Rires et commotion)

M. Paradis (Matapédia): S'il existe du fascisme dans la province comme dans tous les pays du monde, ce n'est que par réaction contre le communisme, et s'il y a des fascistes, c'est évidemment parce qu'il y a des communistes, et le meilleur moyen d'empêcher le fascisme, c'est de combattre le communisme. Si le communisme disparaît, sa réaction, le fascisme, disparaît d'elle-même.

Le gouvernement a donc raison de les combattre. S'il m'est permis de parler du gouvernement fédéral, je crois qu'Ottawa a pour devoir d'enrayer le communisme dans la province, d'aider la province à réprimer le communisme. Il devrait s'efforcer de le faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition parlementaire a fait un long discours qui fera bien plaisir aux amis des communistes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens, rien qu'à leurs amis des communistes? Pas aux communistes?

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aux amis des communistes. Le chef de l'opposition ne réalise pas ce qu'il fait, la gravité de son attitude. Je sais et je veux croire, en toute sincérité, que le chef de l'opposition ne veut pas dire ce qu'il a dit, et qu'il ne réalise pas toute la portée de ses paroles. Il sait pourtant que le communisme, à qui il fournit ainsi des arguments, est considéré dans la province comme ce qu'il y a de plus odieux et néfaste.

Le communisme c'est la négation de tout principe religieux, de tout principe d'ordre et de paix et de conscience; c'est par définition, la quintessence de tout ce qu'il y a de méprisable et d'odieux; c'est lui qui ferme les églises, tue les catholiques, et établit le vol et le brigandage à l'état endémique. Le communisme, cela se traduit par des églises sabotées, des prêtres massacrés, des chrétiens et des catholiques martyrisés.

Dans la province de Québec, aux aspirations si opposées au communisme, dans notre province si grande et si belle, avec une population aussi honnête, je ne vois pas pourquoi nous ne nous unirions pas pour lutter contre le communisme et éviter de l'aider inconsciemment. Devant tant d'arguments, qui sont prouvés tous les jours, je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas unanimité de tous les partis en Chambre pour faire la lutte aux communistes; je ne vois pas pourquoi il n'y aurait pas abstraction faite de tout argument de nature à faire plaisir aux communistes et aux amis des communistes. Pourquoi ne serait-on pas unanime à combattre le communisme? Pourquoi ne ferions-nous pas tous une lutte sans merci au communisme? Pourquoi prêter main-forte, par certains propos, certaines déclarations malheureuses, aux amis conscients ou inconscients du communisme?

Chez nous, les fils d'une grande province de tradition de foi solide, la loi que nous avons passée est à l'honneur et à l'avantage de cette province. Le gouvernement de Québec a commencé une lutte sans merci contre lui, et la loi que nous avons passée a produit de bons résultats. Déjà les dirigeants communistes sont obligés de quitter la province de Québec avec leur organisation, et c'est tout à l'honneur de la province et du gouvernement. Nous avons fait émigrer dans d'autres provinces les chefs les plus dangereux du communisme; nous chassons, nous empêchons les autres de répandre leurs doctrines pernicieuses. Nous voulons extirper les dernières racines d'un arbre dont les fruits sont le mal.

Le gouvernement persistera dans sa lutte aux éléments de désordre. Et je m'étonne que le chef parlementaire d'un parti qui fut grand, devant tant d'efforts de notre part, devant tant de coopération avec les autorités religieuses, pousse l'esprit politique jusqu'à dire des choses de nature à servir d'arguments aux communistes et à leur faire plaisir. Au moment où nous sommes sur le point d'extirper ce mouvement, de façon définitive, on voit le chef d'un grand parti venir déclarer publiquement que le communisme est moins dangereux que le fascisme. C'est ce que les communistes disent eux-mêmes. Je dis qu'il est plus dangereux que le fascisme. Il revient à chaque citoyen de Québec de combattre le communisme.

Pourquoi voudrait-il nous faire croire que le communisme n'est pas dangereux? Pourquoi contribuerait-il à créer cette impression? Il y a des communistes, c'est indiscutable. Mais le chef de l'opposition dit plus, M. le président. Le chef de l'opposition vient d'insulter les communautés

religieuses, il vient affirmer que les communautés laissent parader des jeunes gens habillés en fascistes et qu'elles les encouragent jusqu'à leur donner la communion. Le chef de l'opposition veut relier les religieux de la communauté au mouvement fasciste.

Ce sont là des calomnies. On ne se contente pas de les répéter. On surenchérit. Non seulement le chef d'un parti qui fut grand fait écho à certains écrits et certaines paroles regrettables, mais il en est rendu à dire que c'est tellement vrai que le fascisme existe, qu'il est protégé par les communautés religieuses. Quelle honte, M. le président. Il répand ainsi des mensonges aux ennemis de Québec qui veulent attaquer notre province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je n'ai jamais dit que le fascisme était protégé par les communautés religieuses et je demande au premier ministre de retirer ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef parlementaire de l'opposition a dit que des fascistes étaient allés communier en parade au Collège du Sacré-Cœur en uniformes, indiquant par là que les fascistes avaient l'appui, sont protégés par les communautés religieuses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) proteste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a dit qu'au Collège de Saint-Hyacinthe, des jeunes gens habillés en fascistes sont soutenus par la communauté. Il ne leur a pas fait un compliment, en disant ce qui s'était passé dans sa ville de Saint-Hyacinthe le jour de Noël. Il me semble pourtant, M. le président, que la communauté dont le chef de l'opposition a parlé a été suffisamment, assez cruellement éprouvée par l'incendie et l'hécatombe qui a secoué les âmes et fait vibrer tous les cœurs patriotes, toute la province, sans que l'on lance sur elle des soupçons, sans qu'on parle d'elle comme argument dans une discussion politique, pour qu'on ne vienne pas ainsi l'attaquer de façon à faire la même œuvre que les communistes, en accusant les révérends Frères du Sacré-Cœur de favoriser le fascisme!

(Rires)

Le chef de l'opposition a aussi parlé de révolution. Quels sont ceux qui parlent de révolution, dans une province comme la nôtre? Qui parle de révolution dans Québec, sinon les communistes conscients ou leurs amis inconscients qui veulent laisser croire que la province de Québec serait

encline au désordre et à l'anarchie? Il répète les calomnies répandues sur le compte de la province. De la révolution, nous n'en voulons pas, et de dire que des communautés religieuses la désirent, c'est une insulte faite à toute la province de Québec et à toute la race.

Je proteste au nom du gouvernement et de la province, et je regrette profondément, M. le président, que le chef de l'opposition ait placé son parti dans une telle situation. S'il veut bien se lever et rétracter ce qu'il a dit des communautés religieuses, dire qu'il s'est trompé, qu'il ne voulait pas faire l'œuvre des communistes et ne pas nuire à son parti, je suis prêt à le féliciter et à le remercier de son beau geste. Ses déclarations encourageant les communistes à poursuivre leur politique.

S'il ne veut pas le faire, qu'il porte toute la responsabilité de son attitude. C'est le devoir de tous les députés de combattre avec vigueur les théories subversives énoncées par ceux qui approuvent le chef de l'opposition. Nous plaçons les intérêts de la province au-dessus des considérations partisans. Je lui demande, non pas comme chef de parti ni comme chef du gouvernement, mais comme Canadien français et comme citoyen de la province de Québec, de rétracter ses paroles, pour l'amour de sa race et la gloire de sa province.

Et même s'il ne veut pas le faire pour l'amour de la race et la province, qu'il le fasse au moins en justice pour les Frères du Sacré-Cœur, et dans son propre intérêt. Qu'il n'aille pas ajouter au calice qu'ont eu à subir dernièrement les révérends Frères du Sacré-Cœur.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, le premier ministre n'a pas besoin de bombes lacrymogènes pour faire pleurer la Chambre.

(Rires)

Les discours du premier ministre sont de nature à faire pleurer les cœurs les plus endurcis, l'homme le plus froid du monde.

(Rires)

Le premier ministre me demande de rétracter. Rétracter quoi? Rétracter ce que j'ai dit, c'est-à-dire la vérité? Jamais. J'ai simplement cité, signalé les faits, qu'il y a des fascistes dans la province. Ce que j'ai dit n'implique personne. J'ai simplement cité des faits pour montrer au gouvernement, au maire de Montréal, qui ne voient pas de danger fasciste, qu'il existe des fascistes dans la province. C'est parce que j'aime la province de Québec et les Canadiens français, dont je suis, que j'ai dit cela.

J'aime le système de paix sous lequel nous vivons. Je déteste et j'abhorre le communisme et le fascisme. J'aime la démocratie, malgré ses imperfections, ses inconvénients et ses désavantages. J'aime ce système de paix dont nos familles jouissent depuis toujours. Je n'aime pas ceux qui sèment et fomentent la révolte, la discorde; je n'aime pas ces semences délétères semées par des individus et je demande au gouvernement de les combattre.

Je suis contre tous les systèmes de dictature. Rétracter la vérité? Le premier ministre peut le faire quand il voudra, c'est son affaire. Quant à moi, je maintiens ce que j'ai dit. Quand je parle de mon siège de député, j'ai conscience de mes responsabilités. Les faits existent et je veux montrer les dangers du fascisme qui existent au Québec.

J'ai dit que le gouvernement persistait à ne pas voir le danger fasciste. J'ai cité la lettre d'un brave père de famille qui, dans une missive de trois ou quatre pages, déplore que ses fils soient enrégimentés dans le fascisme du Québec. Le fascisme mène, tout comme le communisme, aux guerres civiles, et nous n'en avons pas besoin ici, qu'elles soient fomentées par les communistes ou les fascistes.

Après l'Allemagne, l'Italie, les fascistes sont maintenant à désirer, à déchirer la pauvre Espagne. Ils lancent des bombes sur les populations civiles, dans la guerre que se livrent les deux groupes fascistes et communistes. Les mères pleurent sur les cadavres de leurs fils éventrés. Cela est survenu parce qu'on a laissé ces ferments communistes et fascistes grandir sans les combattre suffisamment.

En ce qui me concerne, je veux la paix dans la province. Je suis en faveur du système de liberté que nous avons, parce qu'il est garant de la paix; je suis en faveur de notre système de paix. Mon devoir est de signaler tous les dangers qui menacent cette paix. Et c'est pour cela que j'ai voulu signaler à la Chambre les dangers du fascisme, car nous sommes d'accord sur ceux du communisme.

Je ne crains pas les moyens que prend le premier ministre pour essayer de soulever la population, l'opinion publique contre moi, le chef parlementaire de l'opposition. D'autres s'y essaient et ont déjà essayé. Je continuerai néanmoins à dire ce que je pense, ce que je crois devoir dire, je marcherai mon chemin, droit, je ferai mon devoir, advenue que pourra.

M. Dubé (Témiscouata): L'honorable premier ministre a demandé aux députés de l'Union nationale, l'année dernière, de faire leur devoir contre les

attaques des communistes. À cet effet, nous avons voté la loi protégeant la province contre le communisme.

M. le président, au mois de mars, l'an dernier, aux applaudissements de tous les bons citoyens de la province, notre gouvernement adoptait une loi pour combattre, chez nous, la propagande communiste, loi dite du cadenas. Permettez-moi de vous en rappeler les deux points principaux:

"Article 3: Il est illégal pour toute personne qui possède ou occupe une maison dans la province de l'utiliser ou de permettre à une personne d'en faire usage pour propager le communisme ou le bolchevisme par quelque moyen que ce soit.

Article 12: Il est illégal d'imprimer, de publier de quelque façon que ce soit ou de distribuer dans la province un journal, une revue, un pamphlet, une circulaire, un document ou un écrit quelconque propageant ou tendant à propager le communisme ou le bolchevisme."

C'était tout ce que le gouvernement provincial pouvait faire en l'occurrence; c'était tout son devoir, et il l'a fait. Le premier ministre déclarait:

"Il s'agit d'une loi un peu inusitée. Nous traversons des circonstances extraordinaires, il faut donc avoir recours à des remèdes extraordinaires. Aux grands maux les grands remèdes.

"La province de Québec, continuait-il, se caractérise particulièrement par son amour des traditions, le respect des convictions, son amour de la paix et de la justice. Dans certains pays, l'on sait que des mouvements à base de désordre ont entraîné l'anarchie. Il est inutile de rappeler tous les désastres qu'ils ont causés".

"Le communisme, c'est l'ennemi public numéro 1. Il faut donner l'exemple aux autres provinces. Le temps n'est pas aux compromissions. Il faut se dresser debout et combattre. Nous ne pouvons cependant combattre que dans une certaine mesure, car nous sommes limités par la juridiction provinciale. Nous avons le droit de légiférer en matière civile seulement, et non en matière criminelle, ce qui est du ressort fédéral. Je demande au fédéral de s'unir à nous et de mettre dans la loi les moyens nécessaires pour combattre ces idées malsaines... Nous faisons tout ce que nous pouvons, mais nous demandons aux autres de faire la même chose".

Ces paroles, M. le président, méritaient d'être rappelées. Elles sont dignes d'un grand chrétien et d'un grand patriote. Tout homme de cœur et de foi, non seulement dans cette enceinte, mais dans tout le pays, se doit de les approuver et de les applaudir.

En a-t-il été ainsi? Malheureusement non! Au nom d'une liberté mal comprise, dégénérant en licence, on s'est insurgé contre cette loi protectrice et bienfaisante que notre gouvernement avait votée. Quand cette loi fut mise en vigueur et appliquée, on a crié au fascisme, à la dictature, on a même déclaré que le communisme après tout, n'était pas aussi dangereux que le fascisme dans notre province... et que sais-je encore.

C'est pourquoi, au nom des éléments sains de ma race, de tout ce que notre population contient encore de sain, de patriote et de catholique, je me lève pour défendre contre les forces du mal et contre ceux qui les aident par leur conduite louche et dangereuse, pour défendre les principes sur lesquels repose cette loi protectrice de l'ordre social chrétien dans notre province.

Que le communisme existe chez nous, oui c'est un fait que personne ne peut nier, surtout après les dernières découvertes amenées par l'application de la loi dite du cadenas, et je ne m'attarderai pas à vous le prouver. Je dis plutôt qu'il est nécessaire actuellement d'avoir des idées claires et justes sur la liberté et le communisme; j'affirme ensuite qu'en un pays chrétien comme le nôtre, il ne saurait y avoir de place ni de liberté pour le communisme; et je prouverai enfin qu'en un pays communiste, la vraie liberté n'existe pas et ne saurait exister parce que communisme et liberté sont incompatibles, parce que ces deux mots s'excluent mutuellement en un même pays.

Il faut des idées claires et justes sur la liberté et le communisme, ai-je dit. De la confusion qui règne actuellement dans les esprits sont sorties toutes les discussions et les revendications absurdes qui troublent la paix de notre province. Me serait-il, permis, M. le président, moi qui ne suis ni théologien ni philosophe, de recourir à des autorités plus hautes pour vous dire ce qu'il faut penser de la liberté et du communisme? Cette enceinte en majorité catholique se trouvera-elle offusquée si je me permets de citer les encycliques pontificales, si j'ose faire entendre ici les grandes voix de Léon XIII et de Pie XI, nos maîtres, nos chefs et nos pères, à nous catholiques.

Qu'est-ce que nous enseigne Léon XIII sur les libertés modernes: "Particulièrement en ce qui concerne les libertés modernes, chacun doit s'en tenir au jugement du siège apostolique et se conformer à ses décisions... La liberté n'appartient indistinctement à la vérité et au mensonge, au bien et au mal."

Les doctrines mensongères, M. le président, il est juste que l'autorité publique s'emploie à les

réprimer, afin d'empêcher le mal de s'étendre pour la ruine de la société. Tout ce que la licence y gagne, la liberté le perd. En un mot, la liberté d'exprimer par la parole ou la presse tout ce que l'on veut, ne peut être un droit pour l'erreur et le mal. Il n'y a pas, par exemple, le droit social de l'athéisme.

J'ai affirmé, M. le président, au début, qu'en un pays chrétien il ne saurait y avoir de place ni de liberté pour le communisme. Ces paroles du Pape Pie XI devraient suffire à nous convaincre de cette proposition. Pour nous persuader davantage, regardons un peu les oppositions qui s'affrontent entre communisme et catholicisme.

Nous sommes chrétiens, M. le président, nous croyons que Dieu existe, que la Providence existe et qu'elle conduit ce monde avec sagesse; le communisme nie l'existence de Dieu, rejette la Providence, ne croit qu'à la matière qui évolue.

Nous sommes chrétiens, M. le président, nous croyons donc au Christ incarné pour sauver tous les hommes et les conduire à la vie éternelle; le communisme nie le Christ, même jusqu'à son existence, il le veut entier et total sur cette terre même.

Nous sommes chrétiens, M. le président, nous croyons donc à l'existence d'une âme spirituelle et immortelle, qui fait de l'homme, de la personne humaine ce qu'il y a de plus grand et de plus sacré sur cette terre; le communisme ne voit en l'homme qu'un animal ethnique, nie l'existence de l'âme et rabaisse l'homme jusqu'à n'être plus qu'un simple rouage mécanique dans l'État.

Nous sommes chrétiens, M. le président, nous croyons donc à l'efficacité de la justice et de l'amour du prochain; le communisme, lui, ne croit qu'à la haine et à la lutte des classes.

Nous sommes chrétiens, M. le président, nous croyons donc que la famille est une société naturelle voulue de Dieu, que la propriété privée est de droit naturel, que le patriotisme est une vertu; le communisme, lui, appelle la famille un foyer de putréfaction bourgeoise, rejette le droit de toute propriété, et place l'intérêt de la cause au-dessus de l'amour de la patrie: "Un patriote, disait son fondateur, Lénine, est un vaurien international!"

Nous sommes Canadiens, M. le président, et comme tels, nous considérons que les émissaires de Moscou n'ont pas le droit de venir saboter nos institutions nationales et religieuses. C'est ce qu'ils veulent, n'en doutez pas.

Leur chef leur a donné comme ordres: le renversement de la bourgeoisie, la confiscation de ses propriétés, la destruction de son mécanisme

d'État parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, etc., l'exil et l'internement de tous les exploités. Voilà quel est le but de la présence de ces étrangers chez nous. En un mot, le communisme veut saboter nos institutions nationales et religieuses. Cette doctrine s'oppose donc à nos croyances les plus chères. Comme Canadiens, nous ne pouvons pas les souffrir, qu'on le sache et qu'on le comprenne chez eux et ailleurs!

Savez-vous, M. le président, pourquoi a été fondé le Parti communiste au Canada? Écoutez ses propres constitutions et jugez: ce qu'il veut, c'est de:

1. Grouper les organisations ouvrières existantes et en faire des instruments de combat dans la lutte contre le capitalisme; pénétrer dans les syndicats ouvriers et s'efforcer de substituer à la présente direction réactionnaire une directive révolutionnaire.

2. Prendre part aux élections et se mêler de façon générale à la vie politique du pays. Avoir dans les différentes institutions législatives et administratives des représentants pour démasquer la pseudo-démocratie du capitalisme et l'aider à la mobilisation des travailleurs en vue de la lutte décisive contre l'État capitaliste. Ces représentants exposeront publiquement et d'une manière précise les griefs journaliers de la classe ouvrière et adresseront des réclamations concrètes aux gouvernements capitalistes et aux institutions qui en relèvent.

3. Diriger la lutte pour la satisfaction des besoins immédiats des travailleurs, rendre ces derniers plus exigeants dans leurs revendications et tirer de leurs efforts quotidiens une force tendant à l'abolition du capitalisme.

4. S'efforcer de renverser le capitalisme et la dictature capitaliste par la conquête du pouvoir politique et par l'établissement de la dictature de la classe ouvrière et de la république des travailleurs.

Nous n'inventons rien, encore une fois, ce sont les propres constitutions du Parti communiste. Quelques-uns peuvent se montrer sceptiques, se dire qu'après tout il n'y a pas de danger, que notre population est trop saine. Le tsar, en Russie, souriait lui aussi; on souriait au Mexique; l'Espagne, elle aussi, comptant sur la population imprégnée de l'idée chrétienne... le résultat, vous le voyez maintenant; esclavage, révolution, guerres civiles, tueries sans nom, désordres et ruines, etc... De tout cela, nous n'en voulons pas chez nous; soyons donc conséquents avec nous-mêmes, n'allons pas nous dégrader, jusqu'à, comme disait Son Éminence le cardinal Villeneuve: "user d'infimes délicatesses

envers les représentants du régime le plus sanguinaire et le plus impie que la terre ait jamais connu, le communisme russe!"

Car c'est un fait qu'en pays communiste la vraie liberté n'existe pas, que le communisme et la liberté sont incompatibles, qu'ils s'excluent mutuellement. Les communistes et leurs sympathisants sont surpris de l'attitude de ceux qui leur refusent la liberté de parole. Pourtant, ne s'aperçoivent-ils pas qu'ils sont eux-mêmes les plus rigides oppresseurs de cette liberté?

Vous les verrez un jour, s'écriait un grand orateur, ceux qui crient plus que tout le monde: "Ne touchez pas à la liberté" devenir les pires tyrans, si Dieu, pour nous donner une suprême leçon permet qu'ils deviennent les maîtres. Droits de la pensée, droits de la conscience, droits de la parole, droits de la propriété, droits sacrés du pauvre, droits des vivants et des mourants et des morts, ils opprimeront tout et n'auront pas honte d'appeler leur gouvernement le "régne de la liberté".

Ne dirait-on pas, M. le président, que ces paroles ont été inspirées d'aujourd'hui à la vue du régime barbare et inhumain qui sévit en Russie? Nous, citoyens libres, du Canada, nous ne voulons pas, nous protestons contre ce régime qui prive l'homme de ses droits les plus essentiels, qui remplace les libertés individuelles par la tyrannie d'un Guépéou, la liberté de pensée, de parole, par la peine de mort pour les hérésies politiques, la liberté de posséder, par le mirage de la propriété collective, la liberté civique par la dictature d'une minorité et d'un homme, la liberté familiale par une législation antifamiliale, la liberté religieuse par la propagande des sans-Dieu!

On dira sans doute que j'exagère, que je suis partial. Lisez, M. le président, les rapports, les comptes rendus des gens sincères qui ont visité l'U. R. S. S. Lisez le livre de Walter Citrine, le rapport de M. André Gide, à qui les communistes avaient décerné, avant son voyage, les titres de "défenseur de l'U. R. S. S. et de grand ami des Jeunesses communistes". Que nous dit-il à son retour? Il nous déclare que le citoyen de l'U. R. S. S. est "désindividualisé, dépersonnalisé", que l'esprit en ce pays perd jusqu'à la conscience de son asservissement, que la moindre protestation, la moindre critique est passible des pires peines, et du reste aussitôt étouffée. Et il ajoute ce témoignage écrasant: "Et je doute qu'en aucun pays aujourd'hui, fût-ce dans l'Allemagne d'Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé."

Quant à la liberté politique, voici ce qu'il en pense: "Dictature du prolétariat, nous promettait-on. Nous sommes loi de compte. Oui: dictature évidemment! Mais, celle d'un homme, non plus celle des prolétaires unis. Il importe de ne point se leurrer, et force est de reconnaître tout net: ce n'est point là ce que l'on voulait. Un pas de plus et nous dirons même: c'est exactement ceci que l'on ne voulait pas... Après tant de mois d'efforts, tant d'années de travail on était en droit de se demander: vont-ils, ces hommes, enfin pouvoir relever un peu la tête? Les fronts n'ont jamais été plus courbés."

M. le président, c'est cette doctrine perverse, brutale et immorale que nous laisserions s'implanter dans notre province de Québec? Jamais! Le gouvernement de l'Union nationale fera tout son devoir pour en extirper jusqu'aux dernières racines et il aura pour le seconder l'appui de toute la population de notre province.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je félicite, dit-il, le député de Témiscouata (M. Dubé) des déclarations qu'il vient de faire.

Dans notre province où la minorité peut jouir en paix des droits qui lui sont garantis par la constitution, dit-il, il fait bon d'entendre des déclarations de foi comme celle que vient de faire le député de Témiscouata. Nous aurions aimé entendre une déclaration semblable tomber des lèvres du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), mais celui-ci a préféré faire l'éloge de nos institutions démocratiques.

Il n'a fait aucune allusion aux discours de l'honorable M. Godbout qui disait, dans une assemblée tenue dans le comté de Québec-Est, que la véritable menace n'était pas le communisme, mais le fascisme, alors que les plus hautes autorités religieuses venaient de dire en avertissement: N'allons pas, sous la menace d'un danger qui n'existe pas, oublier l'ennemi véritable qui est le communisme.

Et voici que le député de Berthier (M. Bastien), qui nous a dit cet après-midi qu'il avait un fasciste à son emploi, nous affirme que les jeunes gens s'affilient par centaines chaque semaine, à Montréal, au fascisme. Je comprends que le chef libéral était inspiré par le député de Berthier. Le gouvernement va continuer à poursuivre les fauteurs de désordre où qu'ils se trouvent. Si un jour nous réalisons que le fascisme poursuit un autre but que celui qu'il semble poursuivre d'après les journaux, je dois déclarer que nous le poursuivrons aussi bien que le communisme.

L'honorable M. Leduc (Laval): On a fait allusion au fascisme à Montréal. Je me rappelle le temps où j'ai été échevin à Montréal pendant la période la plus troublée, de 1934 à 1936. Il y avait alors des assemblées communistes qui se tenaient publiquement dans la ville; il y avait des salles et des écoles communistes à Montréal. On offrait même des avantages matériels aux pauvres chômeurs pour les recruter comme communistes.

Depuis l'avènement du gouvernement de l'Union nationale, les choses ont changé. Nous avons entrepris, mené une lutte efficace contre le communisme avec le résultat qu'il n'y a plus d'écoles communistes à Montréal, et nous n'avons plus ni ces assemblées ni ce recrutement.

Le communisme prend des adeptes chez nous, chez les gens qui ont perdu confiance dans le gouvernement et qui se tournent donc ailleurs. En 1935, il y avait du communisme parce que ces gens, à Montréal, voyaient s'étaler le gaspillage et le vol légalisé. Depuis l'arrivée du gouvernement national, et les législations sociales excellentes et judicieuses qui ont été passées, nous avons permis à la population de reprendre la confiance qu'elle avait perdue. Aussi, je crois que le gouvernement par son administration et ses lois, a fait énormément pour détruire le mouvement communiste à gauche et enrayer toute velléité fasciste à droite.

M. Taché (Hull): Je suis convaincu qu'il se fait actuellement, dans les autres provinces, une campagne contre la province de Québec; on veut soulever les Canadiens anglais des autres provinces contre les Canadiens français de la province de Québec. Dans la province de Québec et en dehors, les ennemis des Canadiens français veulent faire croire que la province de Québec veut et est en train d'instaurer le régime fasciste. Le résultat, c'est qu'avec cette campagne on augmente les haines contre les nôtres. Et les nôtres qui se prêtent à ce jeu favorisent la campagne de calomnies contre Québec.

Le véritable ennemi, c'est le communisme. Le danger fasciste n'existe pas. Ce sont les communistes qui dirigent cette campagne. On crie au fascisme de la province de Québec afin de faire avancer le communisme dans les autres provinces. Je suis convaincu qu'en faisant disparaître le communisme, nous n'entendrons plus parler de fascisme ni dans la province de Québec ni ailleurs.

J'attire l'attention de la Chambre, dit-il, sur un article paraissant à la dernière page du *Chronicle Telegraph* d'hier et qui rapportait un discours du Colonel George A. Drew, un avocat de Toronto, qui

disait que le communisme, financé par Moscou, faisait la guerre à la démocratie et à la religion au Canada.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
17. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt cinq mille trois cent trente-six dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le bureau du directeur des achats (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande que l'on retarde l'étude parce que c'est un item nouveau qu'il s'agit d'étudier.

L'étude de la résolution est reportée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Charte de Montréal-Est

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement no 178, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Francis Reginald Neilson

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession J.-O. Villeneuve

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant la

succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Passons à un autre item⁸.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suggère que l'on s'en tienne à ce qui a déjà été voté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je consens mais je demande au chef de l'opposition de consentir à voter en première lecture quelques-uns des projets de loi qui apparaissent au *Feuilleton*.

Mines-écoles

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 32 pourvoyant à l'établissement des mines-écoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnies de télégraphe et de téléphone

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 34 modifiant la loi des compagnies de télégraphe et la loi des compagnies de téléphone.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

École supérieure des pêcheries

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 35 pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Lutte aux incendies

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 36 permettant aux corporations municipales de s'entraider pour combattre les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Curatelle des aliénés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 43 relatif à la curatelle des aliénés non interdits.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le comité des bills privés doit siéger, ce soir, pour terminer l'étude du bill de la ville de Verdun et, si possible, commencer à étudier celui de la municipalité de Montmagny⁹.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Un cérémonial entoure la prise de son siège par le député de Bagot (M. Adam). *Le Soleil* du 3 mars 1938, à la page 3, rapporte comment cela se passe: "MM. Maurice Duplessis, premier ministre, et Bona Dussault, ministre de l'Agriculture, sont allés à l'entrée de la salle chercher le nouveau député qui est entré entre les deux ministres. Tous trois, suivant l'usage, se sont arrêtés devant le bureau, près de la Masse, en face du trône de l'Orateur, et M. Duplessis a déclaré alors qu'il avait l'honneur de lui présenter le nouveau député de Bagot. L'Orateur de la Chambre a répondu: "Qu'il prenne séance", qui est la formule réglementaire pour inviter le député à prendre un siège. Les deux ministres sont retournés à leurs fauteuils, pendant que le nouveau député allait saluer l'Orateur et lui serrer la main. Puis il est allé serrer la main des deux ministres à leurs fauteuils respectifs pour ensuite aller s'asseoir à son pupitre."

Le Soleil continue ainsi la description de l'événement: "Une gerbe de roses avait été placée sur le pupitre du nouveau député, et M. Duplessis a tenu à signaler que cette gerbe avait été payée à même une souscription des ouvriers d'Acton Vale, ville qui a donné une majorité de 118 voix à M. Adam, lors de l'élection complémentaire."

Le Canada du 3 mars 1938, à la page 8, ajoute que les ministériels applaudissent à quelques occasions pendant ce rituel.

2. D'autres journaux écrivent Anderson.

3. *La Presse* du 3 mars 1938, à la page 18, fait mention de \$30,000 mais les autres journaux rapportent tous \$33,000.

4. *The Chronicle Telegraph* du 3 mars 1938, à la page 3, rapporte \$37,000 et *The Montreal Daily Star*, à la page 4, \$39,000, contrairement aux autres journaux qui font tous état de \$35,000.

5. Le 26 février 1929, une cartouche de dynamite puissante avait été trouvée dans le bureau du premier ministre Taschereau. L'enquête policière n'a mené à aucune arrestation.

6. Le 18 janvier 1938, à Saint-Hyacinthe, eut lieu le tragique incendie du collège des Frères du Sacré-Cœur, entraînant la mort de 46 personnes, dont 5 religieux.

7. *Le Canada* du 3 mars 1938, à la page 8, indique qu'à ce moment, le premier ministre "pousse le ton".

8. Il nous est impossible, à partir des sources, de savoir plus précisément de quel item il est alors question.

9. *Le Soleil* du 3 mars 1938, à la page 8, rapporte cependant que le comité n'a pas siégé, et que les raisons en sont inconnues.

Séance du jeudi 3 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subvention à Ernest Harnois & Fils ltée

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis), que, la dissolution de la Législature en 1936 ayant rendu caduc le projet d'une loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée, les articles 498, 503, 510, 511, 516 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Ernest Harnois & Fils limitée, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter immédiatement le bill 140 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Ernest Harnois & Fils limitée, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Barrette (Joliette) demande la permission de présenter le bill 140 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité

permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 116 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 126 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 129 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Votre comité recommande de prolonger au 10 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 24 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 10 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 24 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que les dispositions du Règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la publication des avis, à l'examen et à la présentation des bills privés, soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 139 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des terres et forêts,
article 50**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 46 modifiant l'article 50 de la loi des terres et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 46 modifiant l'article 50 de la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des gens qui s'établissent au hasard et sans permission, sans aucun droit sur les terres de la Couronne, d'où une menace pour le feu et pour les forêts en général. Autrefois pour les en déloger, le gouvernement avait recours à un bref de prohibition, d'injonction, procédure longue, ce qui occasionnait des frais considérables.

Comme le gouvernement est en faveur de la réduction des frais de justice et de la célérité dans l'administration de la justice, il vote cette loi. Le but de l'amendement est de parvenir au même but sur une simple requête avec des frais d'une action de première classe en cour du magistrat.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des terres de colonisation,
article 47**

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 47 modifiant l'article 47 de la loi des terres de colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill 47 modifiant l'article 47 de la loi des terres de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de la même chose que dans la loi précédente, mais cela a rapport à la colonisation au lieu des terres et forêts⁴.

M. Bastien (Berthier): Le principe du bill est bon.

Il commence à parler des crédits du département du procureur général. Comment il se fait, dit-il, que si le gouvernement diminue les frais de justice, le budget du procureur général soit doublé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Ce n'est pas le temps de discuter les crédits de mon département, dit-il. Que l'on discute le bill et non les subsides. Je répondrai en temps et lieu.

M. Bastien (Berthier) recommence ses remarques, puis s'arrête subitement.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureau de la trésorerie

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 48 relatif au bureau de la trésorerie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 48 relatif au bureau de la trésorerie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill modifie la composition du bureau de la trésorerie. Il y a dans les Statuts un article qui parle du bureau de la trésorerie qui doit rendre des décisions et émettre des opinions sur certains arrêtés ministériels, lorsqu'il s'agit de dépenses des deniers publics, et tout particulièrement pour ce qui a trait aux pensions.

Ce bureau était jusqu'ici composé du procureur général, du trésorier de la province et du ministre des Terres et Forêts.

L'an dernier, le trésorier se rendit en Europe, et, comme le procureur général est en même temps le ministre des Terres et Forêts, le bureau est devenu inopérant, ne put siéger. Le but de la loi est de rendre ce bureau opérant. À l'avenir, il se composera, pour plus d'efficacité, du premier ministre, qui sera président, du trésorier de la province, du ministre des Terres et Forêts et du ministre de l'Industrie et du Commerce et des Affaires municipales. Le secrétaire de ce bureau sera l'assistant du trésorier de la province. De plus, chaque ministre pourra se faire remplacer. La loi stipule qu'un ministre qui sera appelé à en remplacer un autre à ce bureau aura les mêmes pouvoirs que celui qu'il remplacera quant au bureau de la trésorerie.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ponts publics

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 27 concernant l'amélioration des ponts publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

École d'agriculture à Nicolet

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet.

Adopté.

École d'agriculture à Chicoutimi

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de

L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 38 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi.

Adopté.

École d'agriculture à Ville-Marie

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 39 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie.

Adopté.

École d'agriculture en Gaspésie

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 40 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie.

Adopté.

Privilege du gouvernement sur certains biens

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 pour sauvegarder les droits de la province.

M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que nous pourrions avoir des explications sur cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des explications, M. l'Orateur, je pourrais bien en donner, mais je ne suis pas obligé de le faire en vertu des règlements de la Chambre. Étant donné qu'il ne s'agit ici que d'un avis pour dire que la question ne sera discutée, ne sera considérée qu'à la prochaine séance devant le comité plénier.

M. Drouin (Québec-Est): (Haussant les épaules) Je ne suis pas plus avancé qu'avant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les électeurs de Québec-Est ont dit ça. (Rires)⁶

La motion est adoptée.

Entretien des chemins d'hiver

L'honorable M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 modifiant la loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver.

Adopté.

Curatelle des aliénés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 relatif à la curatelle des aliénés non interdits.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁷:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer une ou plusieurs personnes pour agir comme curateurs d'office des aliénés non interdits, placés dans les asiles d'aliénés de la province et déterminera, lors de la nomination de chacun de ces curateurs, sa juridiction territoriale et son traitement, qui ne devra pas excéder trois mille dollars par année.

2. Que le procureur général pourra nommer des secrétaires, comptables, commis et autres officiers pour aider les curateurs d'office dans leur administration et qu'il pourra déterminer leur traitement.

3. Que les traitements des curateurs d'office et des personnes nommées en vertu de la résolution qui précède, seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends, dit-il, qu'il y aura deux nouveaux bureaux à cet effet, l'un à Montréal et l'autre à Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond dans l'affirmative. Le surintendant médical, dit-il, sera remplacé par des curateurs d'office dans la gestion des biens des aliénés.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 43 relatif à la curatelle des aliénés non interdits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 relatif à la curatelle des aliénés non interdits soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill est la répétition des résolutions. On y ajoute que c'est le surintendant qui continuera ses fonctions tant qu'un curateur n'aura pas été nommé. Quinze jours après la nomination d'un curateur, le surintendant médical devra rendre ses comptes.

Les articles 1 à 15 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 relatif à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté.

Réseau routier

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-cinq mille trois cent trente-six dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le bureau du directeur des achats (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends qu'il s'agit de plusieurs items qui étaient autrefois éparpillés dans les divers départements. Quelles sont les raisons de ce changement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons constaté que la province payait \$1,500,000 par année pour la papeterie, les annonces et la publicité, éparpillées dans tous les départements. Les divers départements achetaient eux-mêmes leur papeterie, faisait la publicité et l'annonce. On y faisait usage de papier de luxe, alors que la chose n'était pas nécessaire, avec en-tête, etc. plus ou moins utile. C'était exorbitant. Ça représentait plusieurs pensions de vieillesse et plusieurs prêts du crédit agricole.

Il n'y avait qu'un moyen de pratiquer des économies, faire des achats en gros et en bloc. Comme on peut le constater, nous avons réduit ce montant de la moitié. Nous avons centralisé les achats en un seul bureau, et l'item que le gouvernement demande de voter est à peine la moitié de ce qui se dépensait auparavant. Nous espérons pouvoir ainsi réaliser une économie de 50 %, \$750,000 par année.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre fait continuellement des économies. C'est à cause de ces grandes économies que le budget de dépenses et la dette de la province augmentent sans cesse à vue d'œil? Certains items sont augmentés du double.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce que le chef de l'opposition dit, c'est vrai à un point de vue. Quand il dit que certains items du budget augmentent du double, il veut sans doute faire allusion au fait que les vieillards, qui ne retiraient rien de son temps, reçoivent actuellement \$20 par mois. Il n'avait rien pour eux. Mais pour la papeterie, c'est une économie. Nous avons calculé que les vieillards devaient passer avant la papeterie.

M. Bastien (Berthier): Comment il se fait qu'avec toutes ces économies le déficit soit de \$31,000,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier a beaucoup d'imagination.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur un déficit de \$31,000,000, il doit en passer ailleurs, ce n'est pas les vieillards qui ont tout ça. Je ne crois pas que tout cet argent demeure dans les barbes grises de nos vieillards.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut avoir de l'imagination pour prétendre cela. Lorsque le chef de l'opposition parle d'un déficit de

\$31,000,000, il fait un effort d'imagination. Sous l'ancien régime, l'on payait avec des pitons. Aujourd'hui nous faisons fructifier le capital humain, en payant des pensions aux mères nécessiteuses, aux vieillards et aux aveugles. Les dépenses que nous faisons pour le crédit agricole et les pensions sont des placements et assurent la protection du capital humain. Si nous tenions nos livres comme le faisait son gouvernement, il serait impossible de présenter des comptes, parce qu'il y manquerait la moitié des pages.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre parle d'économies partout. Tout de même, un fait brutal s'impose: il est singulier que la dette de la province augmente sans cesse avec toutes ces économies.

Quand il est arrivé au pouvoir, il annonça les économies par millions et, en 18 mois, il a augmenté la dette de la province de \$80,000,000. Ces chiffres, c'est l'auditeur de la province qui les donne. Quand on compare les économies annoncées par le premier ministre avec les faits, on constate que la dette de la province a augmenté de \$80,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'était \$31,000,000 il y a un moment. Le député de Berthier parle d'économie. La grande économie, ce serait celle qu'on pourrait faire de lui en se privant de ses discours, de ses paroles inutiles.

(Rires)

La session serait plus courte. Les chiffres cités par lui sont inexacts. Le député parle d'un déficit de \$80,000,000, c'est faire de la légende. Il n'y a jamais eu d'augmentation de \$80,000,000 dans le déficit. Quand il y a eu augmentation, c'est que nous avons eu à payer les dettes de l'ancien régime.

(Rires)

Sous l'ancien régime, M. le président, on soutirait les comptes de la province. Il y avait des dettes cachées. On payait \$7,000,000 par jour aux banques pour ces comptes, car les intérêts étaient de 4 % à 5 %. Lorsqu'un millionnaire mourait, comme ce fut le cas pour un ancien ministre, on trouvait dans ses coffres des bons de la province exempts des droits de succession. On protégeait ainsi les amis au détriment des finances de la province.

Il y avait même, aux banques, \$3,750,000⁹ des comptes de l'ancien régime, en débetures, exemptes des droits de succession, appartenant à des millionnaires et à leurs héritiers qui ne payaient pas un sou de droits de succession, occasionnant ainsi des pertes considérables à la province. Nous avons

donné avis que nous allions racheter ces débetures le 15 mars, plus de trois ans¹⁰ avant l'échéance. La province sauve ainsi des millions en récupérant les droits de succession.

Il y a plus. Le député de Berthier n'est pas juste pour l'ancien régime en disant que la dette a augmenté à ce point. Car le gouvernement n'a fait que racheter les dettes et les obligations de l'ancien régime. Il ne faut pas confondre les dépenses avec un placement comme est enclin à le faire le député de Berthier. Quand quelqu'un achète pour \$2,000 des valeurs qui en valent \$200,000, je considère que c'est un placement. C'est ce que nous entendons par économie.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre s'est éloigné de la question, il n'a pas parlé de la dette de \$81,000,000...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est \$81,000,000 maintenant?

M. Bastien (Berthier): Oui \$81,000,000. En 1936, lorsque nous avons perdu le pouvoir, l'auditeur de la province annonçait une dette de \$157,000,000. Or, dans une circulaire du gouvernement que j'ai ramassée dans le comté de Bagot, au cours de la dernière campagne électorale, je vois qu'on y annonce une dette de \$238,000,000. Aujourd'hui, il y a donc là, entre 1936 et 1938, après 18 mois de pouvoir du nouveau gouvernement, une marge de \$81,000,000.

En ce qui regarde ce que le premier ministre appelle les comptes soutirés de l'ancien régime, le premier ministre a parlé de nous, mais il n'a pas dit qu'à la fin de l'exercice financier, sur \$26,000,000 qu'il y avait dans les banques, il en a laissé quand même \$22,500,000. Ce sont des bons du Trésor qui sont en garantie dans les banques. Il est mal venu de reprocher la même chose à l'ancienne administration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier est délicieux. Évidemment, il ne connaît pas la différence entre un bon du Trésor et un bon soutiré en banque. Il y a autant de différence entre les deux qu'entre un placement de tout repos et un chèque sans fonds. Confier un bon du Trésor à une banque, c'est lui donner un billet promissoire du gouvernement. Donner un billet, c'est normal; donner un chèque pas de fonds, ce n'est pas normal.

(Rires)

De 1931 à 1936, l'ancien régime donnait tous les jours une moyenne de \$7,000,000 de chèques

sans fonds quand son compte était soutiré. Nous ne payons pas avec des pitons, nous payons avec des chèques couverts par des fonds. Nous n'avons pas, nous, M. le président, de chèques pas de fonds ni de pitons. C'est là la différence.

J'ai racheté ces dettes, dit-il, pour assurer le crédit de la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je reconnais que le premier ministre est un génie financier et politique. J'ajoute politique, pour donner plus d'élasticité au sens de mes paroles. Le premier ministre a fait la différence entre un bon du Trésor et un bon soutiré. Ses opérations de finance sont les mêmes qu'autrefois. Cela signifie la même chose. Un bon du Trésor de \$1,000,000 et un compte soutiré de \$1,000,000, c'est la même chose en somme. Les deux signifient que la province est endettée pour \$1,000,000. Qu'il y ait des bons du Trésor en banque aujourd'hui, cela signifie quand même que le gouvernement doit \$1,000,000 à la Banque Royale.

Les \$81,000,000 de dettes dont il a dit qu'ils avaient servi à racheter les débetures de la province ou des bons du Trésor ont été employés à d'autres fins. La vérité, c'est que le gouvernement, depuis qu'il est au pouvoir, a emprunté \$127,000,000 dont il a utilisé \$31,000,000 pour racheter les débetures, des dettes anciennes, des émissions anciennes. Mais les \$81,000,000 constituent bel et bien une dette nouvelle pour la province. Mais il y a longtemps que nous sommes en dehors de la question. Ne faisons pas d'hérésie. Il est bon que le vendredi on ne laisse pas passer, se propager trop d'hérésies de cette nature. Je suis un homme religieux...

Des voix: C'est jeudi, aujourd'hui, pas vendredi, jeudi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le vendredi est un jour spécial pour l'Église. Étant très religieux, je ne tiens pas à laisser passer d'hérésies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier a commencé par dire qu'il ne connaît pas la différence entre un chèque pas de fonds et un billet promissoire. Je doutais de son esprit de sérieux. Mais que faut-il maintenant penser de la puissance financière du chef de l'opposition, quand celui-ci va jusqu'à se tromper de jour, se pensant au vendredi, quand on n'en est qu'au jeudi? Je croyais le chef d'opposition mieux renseigné que le député de Berthier. Mais je me suis trompé. Comme aujourd'hui ce n'est pas vendredi, mais bien

jeudi et que l'on se trompe de jour, comment voulez-vous que l'on ne se trompe pas lorsqu'il s'agit de millions. Ce n'est pas surprenant que le chef de l'opposition fixe l'augmentation de la dette tantôt à \$31,000,000 tantôt à \$80,000,000 ou \$81,000,000: il ne sait pas même que c'est aujourd'hui jeudi. Si les anciens ministres comptaient comme ils tiennent compte des jours, il n'est pas étonnant que la province ait connu un tel marasme.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je le sais. J'ai dit, tout le monde a pu comprendre, qu'on parlait pour vendredi, que les discours prononcés en Chambre le jeudi ne sont dans les journaux que le vendredi. Les journaux qui vont rapporter nos discours sont des journaux de demain, non pas ceux d'aujourd'hui ni d'hier. Voilà pourquoi j'ai dit cela.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'extinction des incendies forestiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Aide à la jeunesse

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 de l'aide à la jeunesse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹¹:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose:
Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux fins prévues par la loi qui accompagne la présente résolution, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas un million de dollars et qu'il pourra aussi, pour rencontrer ces dépenses extraordinaires, autoriser des emprunts pour un terme n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année.

Il s'agit d'une mesure que tous les membres de cette Chambre, j'en ai l'assurance, accepteront avec enthousiasme. Ces résolutions, et le bill qui suivra, démontrent, encore une fois, la sollicitude du premier ministre, du gouvernement, à l'endroit de la jeunesse que j'ai l'honneur de représenter ici. Après des subsides à l'école supérieure du commerce, après la création d'une École des mines, ce sera aujourd'hui une École des pêcheries, demain des écoles d'agriculture qui seront établies par des lois qui seront inscrites sur le *Feuilleton* de la Chambre. Hier on aidait les universités de Québec et de Montréal, aujourd'hui, c'est la jeunesse agricole.

En 1935 et en 1936, on a dit dans la province que la vie économique n'était pas organisée pour que la jeunesse puisse y prendre une place prépondérante. Nous avons décidé qu'il en serait ainsi. Après avoir pris le pouvoir, il fallait commencer par savoir l'actif de la province. En 1936, nous, le présent gouvernement, avons passé une loi pour établir le bilan, inventorier nos richesses naturelles. Le gouvernement a obligé les compagnies qui exploitent nos richesses naturelles à s'incorporer ici. Mais ce n'était pas tout ce qu'il fallait faire.

Il fallait trouver un moyen de fournir à la jeunesse une institution, l'instruction nécessaire pour lui permettre de participer à l'exploitation de ces ressources naturelles, pour qu'elle puisse occuper les positions que nous lui préparions et prendre sa place dans la vie économique du pays. Nous avons voulu lui donner une instruction pratique.

La présente loi a pour but de continuer l'œuvre du plan Bilodeau-Rogers, en fixant la part du gouvernement de la province à \$1,000,000.

Pour les libéraux, la jeunesse n'avait pas de nom dans notre province. Nous avons trop tardé à donner à la jeunesse l'instruction gratuite par laquelle elle pourrait profiter de cela. Le nouveau gouvernement a dit à la jeunesse qu'elle aurait sa place comme les autres. Et cependant, après que nous avons fait notre possible, n'avons-nous pas entendu, dans Bagot, après que le premier ministre eut fait son discours d'Acton Vale, un chef libéral dire: "J'ai été surpris de ne pas entendre le premier ministre dire à la jeunesse qu'il était prêt à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la jeunesse".

Voilà bien l'esprit qui animait nos amis de l'opposition pendant la campagne de Bagot, et encore aujourd'hui. Le premier ministre n'a pas fait de promesses à la jeunesse. Il lui a simplement dit qu'elle ne regretterait pas de lui faire confiance. "Si vous voulez nous faire confiance, nous viendrons à votre secours", avait-il dit. Permettez-moi aujourd'hui de signaler à la Chambre que j'avais l'honneur, il y a quelque temps, de signer avec le gouvernement fédéral, l'honorable Norman McLeod Rogers, ministre fédéral du Travail, une entente par laquelle nous donnions \$220,000 à la jeunesse de cette province, avec contribution fédérale d'une pareille somme.

Depuis, nous avons établi les écoles d'enseignement forestier de Duchesnay, de Parke et du lac Saint-Jean. Ce fut pour former quelques-uns de nos jeunes comme ingénieurs forestiers, gardes-forestiers, arpenteurs, etc. Nous avons organisé aussi des cours miniers pour lesquels il y a une somme de \$80,000 pour le seul développement d'une mine-école. Nous avons organisé, de plus, des cours d'agriculture dans 300 paroisses, complétés par des cours de coopération agricole. Ensuite, des cours techniques dans les écoles techniques de la province, et les cours féminins.

Il mentionne le nombre approximatif des candidats et candidates à ces cours gratuits. Je ne peux, dit-il, promettre que tous ceux qui suivent ces cours pourront occuper des emplois.

Mais au moins, dit-il, si une partie de la jeunesse attend encore, elle aura confiance en l'avenir, elle aura la conviction que son ardeur et son désir de bien faire sont compris du gouvernement. Elle saura que ses talents sont reconnus par le gouvernement comme un capital important.

Des milliers de jeunes gens ont bénéficié du plan et suivent actuellement les cours qui sont donnés. D'un autre côté, nous avons organisé certaines enquêtes sur le marché du travail. Il ne

fallait pas seulement outiller les jeunes, il fallait leur trouver des situations. Nous sommes allés chez les industriels et des commerçants pour savoir le besoin de la main-d'œuvre, le nombre des emplois qu'ils auraient à donner, les aptitudes que doivent posséder ceux qui désirent remplir ces emplois et la qualité du travail. Dans 60 industries de la province, nous avons découvert, incidemment, que 50 % des jeunes qui ont dû quitter leur emploi, sur 2,000 jeunes qui avaient été placés depuis quelques années, 50% dis-je, sont partis parce qu'ils n'avaient pas les dispositions nécessaires.

Nous avons fait enquête dans les hôtels.

Il parle longuement de l'application du plan dont il a la charge. J'ai dit, à Montréal lundi, rappelle-t-il, au banquet de la Ligue des restaurateurs, que je formerais des cours pour les gérants d'hôtels et les cuisiniers, qu'une école de l'hôtellerie sera prochainement établie par le gouvernement. Je remercie la Chambre, dit-il, le premier ministre et les députés, de bien vouloir mettre à la disposition de mon projet d'aide à la jeunesse, une somme de \$1,000,000 pour leur permettre de reprendre leur place. Je demande la collaboration de l'opposition pour que se continue une œuvre dont les résultats déjà obtenus sont merveilleux.

Il reste encore beaucoup à faire et c'est la raison du bill et des résolutions.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition est bien prête et se fera un plaisir et un devoir d'appuyer cette loi et toute mesure de nature à aider les jeunes. Mais encore faut-il lui donner quelques précisions quant à l'emploi des argent. À quoi sera employé le \$1,000,000 à être voté? Ces résolutions sont conçues en des termes si vagues qu'on ne sait pas du tout à quoi sera employée la majeure partie de ce \$1,000,000 que l'on demande de voter. Je comprends que l'un des buts de la loi, c'est de ratifier l'entente Bilodeau-Rogers. Je demande à quoi l'argent voté va servir et si on a l'intention de s'en servir en dehors de l'entente Bilodeau-Rogers conclue avec Ottawa.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): L'entente actuelle expire le 31 mars courant. Il nous faut prendre les moyens pour continuer l'œuvre commencée. L'honorable M. Rogers m'a écrit récemment pour féliciter le gouvernement de Québec des cours qu'il a organisés, pour nous dire que c'était la province de Québec qui était la mieux organisée en vertu des plans d'aide aux jeunes à travers tout le dominion. J'ai demandé au ministre du Travail

d'Ottawa ce qu'il entendait faire à l'expiration de l'entente. Il n'a pu me répondre immédiatement. Et il nous a donné à entendre, laissé espérer que l'entente pourra être renouvelée l'an prochain. Mais comme nous ne savons pas à quoi nous en tenir, nous voulons continuer ces cours que nous avons mis sur pied et qui font tant de bien à la jeunesse. La somme de \$1,000,000 servira à continuer les cours. Le gouvernement provincial continuera à financer les cours même si le pouvoir central juge à propos, décide de ne pas continuer l'exécution du plan Rogers.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que ce \$1,000,000 est entièrement destiné à payer des cours d'instruction pratique dans la province?

M. Thibeault (Montréal-Mercier)¹²: Je félicite ici le gouvernement, au nom de la jeunesse, de son geste de bien vouloir ainsi aider les jeunes de la province de Québec.

Il démontre la nécessité d'une éducation pratique, qui préparera les jeunes d'une façon adéquate à la lutte pour la vie, et parle des débouchés offerts par les organisations financières, industrielles et commerciales.

La faiblesse morale et intellectuelle des chefs, dit-il, conduirait à l'abîme de la civilisation actuelle.

Il montre combien serait désastreux un enseignement en désaccord avec les besoins de l'époque. Il parle aussi d'une initiative fondée à Montréal sous le nom d'Office de la petite industrie et demande au gouvernement de patronner un mouvement analogue dont le but serait de créer un artisanat canadien-français et de préparer peu à peu les nôtres à la grande industrie. Il consiste, dit-il, en un organisme qui orienterait la jeunesse vers l'initiative privée en lui fournissant les moyens de fabriquer quelque chose d'utile et d'un usage courant. L'entreprise débiterait sous forme d'écoles industrielles opérant surtout dans les centres ouvriers de Montréal, établissements qui emploieraient le plus grand nombre de jeunes possible.

Ces jeunes ouvriers pourraient commencer d'abord par réaliser, par eux-mêmes, des objets faciles à fabriquer, des bibelots et des jouets en bois par exemple. Petit à petit ils amélioreraient l'exécution de leurs travaux de façon à pouvoir produire ensuite des articles d'un usage plus courant, tout en employant les ressources mises à leur portée.

Un tel organisme nécessitera la création d'un service de techniciens et de chimistes, afin d'avoir tous les renseignements nécessaires à l'élaboration

de l'entreprise. Il faudra aussi y ajouter un service de distribution, qui verra à l'écoulement des produits; ce service englobera la publicité, les comptoirs de ventes et d'expositions, les conférences publiques, etc. La population serait mise au courant des activités de l'entreprise au moyen d'un journal ou d'une revue publié à même les ressources de l'atelier d'imprimerie, de façon rudimentaire d'abord, quitte à être améliorée par la suite.

Les succursales seraient sous la surveillance d'un office central qui aurait pour fonction première de former des jeunes capables d'aller diriger plus tard ces mêmes succursales. Cet office serait composé d'un bureau de direction, d'un secrétariat, d'un service technique, d'un laboratoire et d'un atelier central.

Le bureau de direction serait composé du directeur général, d'un secrétaire général, d'un ingénieur en chef, d'un chimiste en chef et d'un chef d'ateliers.

Ce même bureau de direction serait sous la dépendance d'un comité actif, composé de citoyens en vue et représentant les éléments susceptibles de collaboration. Ce comité ne devra être investi de prérogatives qu'aux seules fins pour lesquelles il aura été lancé. Il devra ensuite fournir tout l'appui nécessaire dans la solution des problèmes qui pourraient surgir, de quelque nature qu'ils soient.

Cette organisation visera avant tout à l'exploitation de notre actif national le plus important: le temps que la jeunesse sans travail perd à tout jamais. Car le capital humain n'est-il pas l'une des plus importantes parmi nos richesses nationales? Et si ce capital n'est pas employé, ne constitue-t-il pas là la perte la plus grande qu'une nation puisse éprouver? Lorsqu'un pays développe ses richesses naturelles à leur maximum, il est complètement aveugle au point de vue économique s'il ne développe d'abord son capital humain qui est sans contredit la seule richesse naturelle qui donne de la valeur à toutes les autres et la seule qui profite à ceux qui s'en servent.

Exemple: Aux États-Unis, le capital humain de la classe ouvrière est estimé à cinq fois la valeur de toutes les autres richesses naturelles réunies. De plus, d'après certaines statistiques, l'on a constaté que 3 % de la population fréquente les collèges, et qu'environ \$5,000 provenant de fonds publics sont dépensés pour chaque individu qui désire embrasser une profession libérale quelconque; par contre l'on a aussi constaté qu'à peine \$1.00 est dépensé pour celui qui ne voue pas sa vie dans la pratique d'une profession libérale.

L'objectif que doivent se proposer l'État et l'élite des citoyens, dit l'encyclique *Quadragesimo Anno*, ce à quoi ils doivent tout d'abord appliquer leur effort, c'est de mettre un terme au conflit qui divise les classes ainsi que provoquer et encourager une bienveillante collaboration des professions. Mais, ajoute le souverain Pontife, l'ordre ne peut régner dans la société que par l'étroite union de tous les membres qui la constituent. Cette union sera d'autant plus forte et plus efficace que les individus et les professions elles-mêmes s'appliqueront plus fidèlement à exercer leur spécialité et à y exceller.

De même que les sciences et les arts progressent à l'avantage de la société comme au profit de ceux qui les cultivent; de même que les savants et les artistes, loin de s'isoler, associent leurs efforts, se prêtent un appui mutuel, confrontent leurs méthodes et leurs résultats, s'entendent pour établir des règlements et fonder des écoles au service de leur science ou de leur art, aussi bien le même effort de solidarité s'impose-t-il dans le domaine de l'activité économique.

Aussi, les questions économiques et sociales ont pris de nos jours une importance telle qu'il n'est pas une autorité qui ne les place au premier rang de ses préoccupations. Mais malheur à ceux qui s'endorment ou qui se laissent devancer; nous payons assez cher pour le savoir.

Par ailleurs, il n'y a aucun gouvernement politique qui puisse par lui-même résoudre tous nos problèmes économiques. Il faudra donc que chacun fasse sa part. C'est ici qu'il nous faudra un plan nettement défini, mûrement réfléchi, où chacun pourra contribuer avec les moyens dont il dispose.

La classe ouvrière l'a comprise depuis longtemps, cette nécessité. Que l'on se rappelle seulement la façon dont elle a toujours répondu lorsque nous avons fait appel à sa collaboration. Mais, malheureusement, la plupart de ces mouvements ouvriers n'ont toujours eu qu'un but mesquin: se servir de la classe des travailleurs comme tremplin politique, pour satisfaire des appétits grossiers. Aujourd'hui elle en a diné de cet état de choses; ce qu'elle veut, ce sont des actes.

Par contre, la surface de la classe ouvrière est sérieusement attaquée jusque dans la famille. C'est dire jusqu'à quel point elle est malade. Aussi, les idées subversives ont-elles beau jeu. Par ailleurs, le fond de cette classe est encore sain, mais la gangrène se montre menaçante. Aussi faut-il procéder sans retard, mais d'une façon logique, avec un plan mûrement réfléchi, où tous les efforts devront converger vers un but pratique et efficace; un plan auquel la masse pourra contribuer avec ses propres

moyens, pourvu qu'on lui facilite l'accès et les moyens, et qu'on lui prouve que c'est un organisme offrant les meilleures garanties de réussite à tous les points de vue.

Une voix de la jeunesse ne peut faire autrement que d'applaudir à deux mains au présent projet du gouvernement. C'est d'une conquête vers les sommets dont nous avons besoin.

(Applaudissements de la droite)

M. Bastien (Berthier): On a retardé, l'an dernier, à accepter l'offre d'Ottawa. L'entente a été conclue en septembre 1937. À quelle date le gouvernement fédéral a-t-il offert cet aide financière au gouvernement provincial?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): On est venu nous voir, nous rencontrer à diverses reprises pour discuter le projet, et moi-même j'ai été à Ottawa rencontrer M. Rogers. Mais pour une raison ou une autre, l'affaire a traîné en longueur. Si la mise en application en a été retardée, il ne faut toutefois pas s'en prendre au gouvernement provincial sur qui reposait le soin d'organiser l'administration et les cours, et qui a agi avec diligence. En cette affaire, le rôle du gouvernement fédéral est le plus beau. Car il n'a qu'à contribuer à fournir l'argent. Nous, nous avions à mettre le plan en marche et à organiser les cours.

M. Bastien (Berthier): Oui, mais mes renseignements sont à l'effet que le gouvernement fédéral a offert sa coopération à la province dès janvier 1937.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Vous êtes mal renseigné.

M. Bastien (Berthier): J'ai lu cela dans les journaux...

M. Boyer (Châteauguay): Dans *Le Canada*.

M. Bastien (Berthier): J'ai lu, en effet, dans les journaux, que vous aviez été invité à coopérer avec le gouvernement fédéral dès le mois de janvier 1937. Mais le gouvernement de Québec a tergiversé et l'entente ne fut conclue qu'en septembre. Les cours ont été organisés à la hâte et l'application du plan perd, à cause de cela, la moitié de son efficacité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est moi-même qui ai reçu les premiers délégués

d'Ottawa pour la première fois. Je crois que c'est pendant la dernière session. Il y avait M. Thompson, M. André Montpetit et Mme Cormier. À ce moment-là, on n'avait pas encore de projet précis en vue. J'ai tout simplement dit aux délégués: "Vous devez au moins avoir la loi à cet effet?" Et ils m'ont montré et ils m'ont remis copie de la loi de l'aide aux jeunes, telle que présentée alors, dans laquelle j'ai tout de suite trouvé et constaté, en la lisant, qu'il y avait une clause violant l'autonomie de la province de Québec. Et cette clause permettait au gouvernement fédéral de s'emparer de l'administration financière de la province. J'ai dit aux délégués de changer ces dispositions. Je leur ai répondu que jamais Ottawa, qu'il s'agisse d'un gouvernement rouge ou bleu, n'aura une parcelle de notre autonomie.

(Applaudissements)

J'ai dit que jamais nous ne vendrions une parcelle de l'autonomie provinciale, pas même pour \$5,000,000. "Même si vous êtes prêts à donner \$5,000,000, ai-je dit, c'est encore moins qu'une parcelle de notre autonomie."

(Applaudissements)

Nous sommes prêts à coopérer, fort bien, mais à la condition qu'on ne touche pas à l'autonomie de la province. Les délégués ont admis que nous avions raison. Et ils sont partis. Ils sont revenus ensuite en me disant que j'avais raison et nous avons discuté. Plus tard, nous avons consulté les associations de jeunesse, les gens autorisés afin de nous renseigner. Et nous avons tenu plusieurs séances du cabinet, et au bout de trois ou quatre autres visites, après plusieurs mois d'attente, on est venu nous dire à la fin que le gouvernement d'Ottawa consentait à coopérer avec nous, à se rendre à notre manière de voir et à ne pas sacrifier l'autonomie de la province. Ils ont retranché la clause.

L'autonomie de la province a été sauvegardée, grâce au courage du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau). Il y avait des demandes pour \$15,000,000. Nous avons établi un plan pour les divers ministères et nous avons pris le temps nécessaire pour tout organiser. Sous l'ancien régime, tout allait vite, mais tout allait mal. Nous avons demandé à notre collègue, M. le député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), de prendre la direction du plan. Ensuite, il s'est agi d'organiser le plan de l'aide aux jeunes sur des bases solides.

Le contrat a été signé par Québec 15 jours avant Ottawa. Nous voulions une jeunesse libre; nous voulions qu'elle puisse garder ses traditions; nous ne voulions pas voir la jeunesse écrasée sous les

chaînes d'Ottawa. Nous voulons ouvrir aux jeunes une province riche et non une province d'esclaves. Quatre cent quarante mille dollars, c'est bien peu pour les jeunes. Nous étions alors prêts à faire beaucoup plus pour l'aide aux jeunes. Mais nous avons dit à Ottawa: Nous allons prendre ce que vous nous offrez et, si vous pouvez nous donner plus, nous allons le prendre.

Quant au reste, nous considérons que la somme de \$1,000,000, c'est encore bien bon marché pour la jeunesse, et j'espère que l'opposition ne s'opposera pas à ce qu'elle soit votée, que les résolutions seront votées à l'unanimité.

(Applaudissements de la droite)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre est un premier ministre 100 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est mieux d'être premier ministre 100 % que d'être député sans bon sens.

(Rires à droite)

M. Bastien (Berthier): (Souriant) Le premier ministre dit qu'Ottawa voulait garder un certain contrôle, que cette clause est disparue et que ce différend a été réglé à la fin de juin 1937. D'après le discours du premier ministre, on peut donc conclure qu'il ne voulait pas de l'argent d'Ottawa. Et ce n'est pas surprenant, il se croit le roi du Canada.

Une voix: Il l'est.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a d'abord refusé, il a ensuite tergiversé, puis il a signé le contrat, le 27 septembre 1937. Et par suite de ce retard, à peu près la moitié des \$440,000 sera gaspillée. Nous en sommes pour aider les jeunes.

M. Boyer (Châteauguay): Qu'avez-vous fait pour eux durant les 40 ans que vous avez occupé le pouvoir?

M. Bastien (Berthier): Pendant ces 40 ans, nous avons fait beaucoup pour la jeunesse. Nous avons fondé des écoles techniques et polytechniques, des écoles des beaux-arts et des métiers, des écoles de Hautes études. Nous avons fait tout cela durant le temps que le député de Châteauguay se faisait battre dans les comtés de la province.

M. Boyer (Châteauguay): Oui, parce que j'étais volé par votre ami Jargailles¹³.

M. Bastien (Berthier): Le député de Châteauguay (M. Boyer) parle plus fort que moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il parle surtout mieux que vous.

M. Bastien (Berthier): Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour venir en aide à la jeunesse. Et nous sommes encore pour l'aide à la jeunesse. C'est pourquoi nous voudrions que le premier ministre mit un frein à sa petite haine contre Ottawa. Il devrait oublier ses instincts politiques.

M. Boyer (Châteauguay): Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur. Le député de Berthier n'a pas le droit d'imputer ainsi certains motifs au premier ministre, quand il sait que le chef du gouvernement a déclaré qu'il était prêt à collaborer avec Ottawa, que le gouvernement fédéral soit bleu ou rouge.

Tous les députés de cette Chambre ont compris, toutes les personnes qui se trouvent dans les galeries ont compris; il n'y a que le député de Berthier qui n'a pas compris. Que le député de Berthier cesse donc de parler ainsi. Nous ne voulons pas que la Chambre perde plus de son temps à entendre et à écouter les sornettes du député de Berthier.

M. Bastien (Berthier): Le député de Châteauguay peut fort bien me rappeler à l'ordre, mais il pourrait au moins respecter les règlements de cette Chambre¹⁴.

M. Boyer (Châteauguay): C'est une expression de Berthier que j'ai employée.

Des voix s'élèvent, effervescentes.

M. le président: À l'ordre, à l'ordre, Messieurs!

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je voudrais poser une question au député de Berthier. Il veut faire croire à la Chambre, à la province, que le gouvernement a été négligent dans l'application de ce plan d'aide aux jeunes. Mais voudrait-il nous expliquer - et le chef de l'opposition pourrait peut-être éclaircir et renseigner cette Chambre et les citoyens de la province à ce sujet - voudrait-il nous expliquer pourquoi son gouvernement a refusé volontairement l'octroi de \$200,000 par année que le fédéral lui offrait depuis 1931 jusqu'à 1935 pour aider l'éducation de la jeunesse? Le député de Berthier a été ministre sous les régimes Taschereau et Godbout.

M. Boyer (Châteauguay): Oui, il ramassait les papiers.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Québec n'en a jamais fait la demande. J'ai des documents d'Ottawa dans ce sens. Le député de Berthier peut s'informer, j'ai encore toute la correspondance que j'ai échangée à ce sujet avec M. Rogers. Je vais lui produire la correspondance que j'ai eue avec l'honorable M. Rogers à ce sujet.

Si l'argent a tardé à venir, ce n'est pas notre faute, l'ancien gouvernement le refusait avant notre arrivée au pouvoir. Dès que nous avons pris le pouvoir, nous nous sommes informés pour avoir cet argent. Le gouvernement Taschereau et le gouvernement Godbout n'ont jamais demandé ces octrois.

M. Bastien (Berthier): Le ministre me permettra-t-il une question? Puis-je à mon tour poser une question? Pourquoi le ministre du Travail ne produit-il pas cette correspondance?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): (Élevant la voix) Vous allez l'avoir. Je veux instruire le député de Berthier et je lui dis que je vais la lui procurer. Je vais produire cette correspondance venant de l'honorable M. Rogers. Je ne peux pas comprendre que le député de Berthier, un homme qui a été un ancien ministre de la couronne, puisse ainsi faire perdre le temps précieux de cette Chambre aujourd'hui. Lui qui a fait partie d'un régime qui a refusé cet argent du fédéral, le moins qu'il devrait faire, ce serait de se taire et de rester, de s'asseoir sur son siège.

M. Bastien (Berthier): M. le président, vous me voyez tout tremblotant devant l'algarade du ministre sans travail.

(Rires)

Après cette petite scène de colère du ministre du Travail, je voudrais signaler qu'il y a beaucoup de fla-flas dans l'argumentation du ministre. Le ministre ne devrait pas oublier, que l'honorable M. Rogers n'a été élu qu'en 1935. Le ministre du Travail ne pourrait donc pas produire la correspondance à laquelle il a fait allusion pour dire que l'ancien gouvernement ait refusé la collaboration d'Ottawa. Et, de 1931 à 1935, les électeurs de Maisonneuve ont donné une vacance au ministre actuel du Travail (l'honorable M. Tremblay).

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Oui, mais ils ont réparé leur erreur en 1935.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il me semble que le député de Berthier (M. Bastien) ne devrait pas abaisser ainsi le niveau de la discussion avec une question personnelle.

M. Bastien (Berthier): J'étais en cette Chambre, de 1931 à 1935, alors que le ministre du Travail était en congé forcé. Le premier ministre actuel était alors chef de l'opposition. On est au courant de la manière que le premier ministre actuel a de faire des discours. Or, de 1931 à 1935, je ne l'ai jamais entendu protester, se prononcer contre ce que le ministre du Travail affirme. Je ne crois pas que le gouvernement Bennett ait offert...

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Ça prouve votre ignorance.

M. Bastien (Berthier): Je ne crois pas, dis-je, que le gouvernement fédéral ait fait des offres semblables au gouvernement de la province de Québec.

M. Boyer (Châteauguay): Les comptes publics (le comité) nous ont bien révélés, informés que vous voliez la province depuis 30 ans, par exemple.
(Commotion)

M. Bastien (Berthier): Mais, toutefois, admettons sans l'admettre, pour le besoin de la discussion, que nous ayons été négligents. Si nous avions été négligents de notre temps...

(Applaudissements de la droite)

... est-ce une raison pour permettre au premier ministre de l'être à son tour négligent envers la jeunesse? Je sais que c'est le premier ministre qui a empêché l'organisation plus rapide du plan de l'aide aux jeunes. Et pourtant, vous lui en aviez fait des promesses à la jeunesse!

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le député de Berthier (M. Bastien) continue à mettre la Chambre sous une fausse impression. Le 17 septembre 1937, nous avons passé un ordre en conseil, un arrêté ministériel.

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas un point d'ordre. Le ministre continue mon discours. Ce n'est pas lui, le ministre, que je blâme, c'est le premier ministre, car c'est lui qui a empêché le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Bilodeau) de s'organiser. C'est pour cette raison que tout a été finalement organisé à la hâte.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): L'entente a été approuvée par le gouvernement provincial, le 17 septembre 1937. Il y eut alors une discussion au sujet de l'autonomie. Dans les cas difficiles, le gouvernement fédéral voulait être le seul arbitre. Nous nous y sommes opposés. Nous demandions qu'un juge soit choisi à cette fin. Le gouvernement fédéral n'a passé un ordre en conseil que le 27 octobre 1937, approuvant ainsi l'entente. Entre-temps, nous avons continué à revendiquer l'autonomie de la province de Québec.

Ce n'est que le 14 novembre que le fédéral, qu'Ottawa a accusé réception de l'entente signée depuis le 17 septembre. Nous avons aussitôt commencé à nous organiser ensuite. Quant au gaspillage auquel le député de Berthier a fait allusion, je puis dire qu'il n'y en a pas. Ce n'est pas un gaspillage, comme le prétend le député de Berthier. C'est si vrai, que M. Thompson, celui qui est en charge de l'application du plan fédéral, a dit que les camps d'industrie forestière établis dans la province étaient, formaient la plus belle organisation du genre dans tout le pays, dans tout le Canada.

M. Bastien (Berthier): Je comprends que le premier ministre ne veut pas coopérer avec Ottawa. Il n'y a, dans le gouvernement, qu'un seul ministre qui veuille bien coopérer avec le fédéral, et c'est le ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon).

(Applaudissements)

C'est le seul qui mérite des compliments, et je suis heureux de le féliciter d'avoir coopéré de façon aussi loyale¹⁵. C'est la première fois que je vois le premier ministre applaudir ainsi le ministre des Mines.

(Rires)

On a établi des camps forestiers, c'est correct, c'est fort bien, mais pourquoi pas en avoir établi dans toutes les parties de la province, dans le nord de Montréal, dans le Lac-Saint-Jean, où il y a des jeunes gens qui connaissent l'industrie forestière? Mais on a dû, on a été appelé à s'organiser à la hâte, et c'est pour cela qu'il y a eu du gaspillage.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je vais dire au député de Berthier pourquoi j'ai rendu justice à l'honorable M. Crerar¹⁶ et à sa largeur d'esprit. Puisque le député de Berthier a voulu me mettre en cause, je suis heureux de lui répondre que j'ai toujours été heureux de rendre hommage à l'honorable M. Crerar, qui, parlant à Montréal devant des représentants de tout le pays, lors d'un grand banquet l'an dernier, a dit que le premier ministre de la province de Québec est un grand homme d'État.

Je dois ajouter que le fédéral a contribué pour beaucoup au développement minier en cette province. Nous avons toujours été heureux de coopérer avec le gouvernement fédéral et j'espère que nous obtiendrons cette même coopération pour le présent plan.

Mais quand nous voyons par contre de petits politiciens rapetisser les grandes questions politiques, comme l'a fait récemment l'honorable M. Rinfret lorsqu'il a dit aux gens de Montréal: "Si vous voulez du travail, votez pour Godbout", c'est un procédé de vulgaire chantage électoral.

Quand on voit des Canadiens français rapetisser la politique à ce point, il est consolant d'entendre l'honorable M. Crerar dire que le premier ministre de la province est un homme d'État. Et c'est pourquoi je suis heureux de rendre hommage à l'honorable M. Crerar, dont la politique minière, particulièrement en ce qui concerne la collaboration fédérale à la construction des chemins de mines, a eu de si bons effets.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux de rendre justice au gouvernement fédéral et de constater qu'un ministre du gouvernement, pour une fois, rend hommage à un ministre fédéral. Si tout le monde le faisait, on n'aurait rien à dire au sujet des relations qui existeraient entre les deux gouvernements.

Je suis également heureux de rendre hommage à la coopération du fédéral dans le domaine de l'industrie minière. On devrait faire la même chose sur la question qui nous occupe actuellement. Si \$400,000¹⁷ sont dépensés dans la province pour les jeunes, c'est dû au fédéral.

Je n'ai pas d'objection à voter le montant de \$1,000,000 qu'on nous demande en ce moment, mais nous devons le faire en y mettant certaines réserves parce qu'il nous manque des détails quant au mode d'emploi, parce que les termes de la loi sont très vagues. Ces résolutions sont trop vagues.

La loi est très vague, elle ne borne pas le gouvernement. J'aurais aimé qu'on expliquât dans le bill comment ces argents seront dépensés. Il n'y a aucune limite pouvant protéger la dépense des argents qu'on nous demande de voter. On se demande jusqu'où le gouvernement pourra aller pour faire ces dépenses. C'est un blanc-seing.

Malgré les conflits soulevés au sujet de l'autonomie de la province, je crois que les divers départements finiront par s'entendre sur les modifications et les modalités devant entourer la dépense des sommes souscrites par le gouvernement

fédéral. On finirait par le faire parce que le fédéral n'a jamais eu l'intention d'envahir, d'empiéter sur l'autonomie provinciale. Quand un gouvernement provincial désire coopérer avec le gouvernement central, il ne doit jamais oublier que ce dernier dépense l'argent collecté à toutes les provinces et qu'il est dès lors responsable devant toute la population canadienne quant à la manière dont l'argent est dépensé. En conséquence, lorsque Ottawa demande certaines garanties, cette demande est amplement justifiée.

Un des grands principes du Parti libéral est le respect de la Constitution et des principaux articles de la Constitution. Lorsqu'on a établi la Constitution actuelle, on a nécessairement dû enlever aux provinces certains pouvoirs. Car la Confédération ne pouvait pas se réaliser sans cela; la Confédération n'aurait jamais été établie si on n'eût pas consenti certains pouvoirs au fédéral. Il fallait donner certains pouvoirs au pouvoir central, pouvoirs qu'il fallait enlever aux provinces, parce qu'on calculait, on jugeait qu'ils pouvaient être mieux exercés par le pouvoir central.

Nous voulons respecter l'esprit et la lettre de la Constitution. Nous, libéraux, c'est ainsi que nous comprenons cette question. Tant que nous aurons le gouvernement actuel à Ottawa, je sais que nous n'avons rien à craindre pour notre autonomie, jamais on n'envahira le champ provincial sans en avoir obtenu le consentement des provinces. Coopérons avec Ottawa. Quand le fédéral paie 75 % pour les pensions de vieillesse ou 50 % d'une œuvre comme celle que nous étudions, l'œuvre de l'aide à la jeunesse, l'on admettra que c'est une intervention salubre.

Gardons de notre autonomie tout ce dont nous avons besoin, tout ce qui nous est nécessaire pour garder, pour conserver nos traditions, notre actif de ressources naturelles, notre élan, mais n'omettons pas de coopérer avec le fédéral quand il s'agit des intérêts de la province, quand cela est nécessaire pour nous aider à conserver tout ce à quoi nous tenons le plus, et nous rendrons ainsi service à la province et au pays tout entier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je suis surpris de voir le député de Berthier faire encore de cette question une question de clocher. Il en a fait autant, l'autre jour, au sujet de l'École des mines. Il nous a reproché de ne pas avoir choisi Montréal, comme le site de cette École. Mais pour sa propre satisfaction, il apprendra que nous avons ici, dans le camp, dans une école forestière située près de

Québec, une quinzaine, une quarantaine de jeunes gens de Montréal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avant que ces argents ne soient votés, je tiens à dire de nouveau que nous votons cette mesure sous toute réserve. Si l'on consacre tout l'argent à développer l'éducation pratique des jeunes, nous la secondons, cette mesure, 100 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition parla tantôt de blanc-seing. Et pourtant, il faisait partie de l'administration qui, en 1935, donna un blanc-seing au gouvernement Taschereau sur la question de la loi du chômage.

On permettait au gouvernement, en vertu de la loi du chômage, de dépenser tant qu'il voudrait sans fixer de limite de temps, pour une période de temps indéterminée.

Ce n'était pas un blanc-seing, mais un mandat très noir. Nous demandons, nous autres, une somme limitée pour une fin limitée. Il me semble qu'il devrait y avoir entente et coopération.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 29 de l'aide à la jeunesse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque

cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. *L'Événement* du 4 mars 1938, à la page 8, rapporte le fait suivant: "Au début de la séance, le chef de l'opposition a tenu un conciliabule avec le premier ministre. Il semble qu'ils se soient entendus pour ajourner la Chambre aujourd'hui et ne pas siéger le lendemain. De fait, la célérité présida à l'expédition des affaires non litigieuses."

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Voir note 2.

4. *La Presse* du 4 mars 1938, à la page 11, rapporte ceci: "À ce moment des pages apportent des fleurs à MM. Marier (Drummond) et Leduc (Soulanges) dont c'est l'anniversaire".

5. Voir note 2.

6. *L'Événement* du 4 mars 1938, à la page 8, mentionne ce qui suit: "Le député (M. Drouin) rougit, les rires fusent sur le parquet de la Chambre et M. Drouin en prend également son parti en riant avec les autres. Quelque temps après, M. J.-E. Grégoire fit sa première apparition en Chambre depuis sa défaite à la mairie. Mais son entrée ne donna lieu à aucun commentaire."

7. Voir note 2.

8. Voir note 2.

9. *Le Soleil* du 4 mars 1938, à la page 3, indique le montant de \$3,700,000 et *L'Événement* du 4 mars 1938, à la page 8, \$3,500,000, contrairement aux autres journaux qui font mention de \$3,750,000.

10. *L'Événement* du 4 mars 1938, à la page 8, indique 5 mois.

11. Voir note 2.

12. *Le Soleil* du 4 mars 1938, à la page 19, rapporte que le député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau) n'a pas le temps de répondre à la question, le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault) commençant son discours.

13. Chef de détectives corrompu qui, sous le régime Taschereau, s'est occupé de politique, permettant trop souvent l'instauration d'un système d'abus tels ceux des télégraphes. Il fut démis de ses fonctions par M. Duplessis lors de son premier mandat, de 1936 à 1939, mais y fut réinstallé par les libéraux à leur retour au pouvoir, de 1939 à 1944, permettant à l'ère des "bookies" et des "slot machines" de refleurir à Montréal.

14. *The Chronicle Telegraph* du 4 mars 1938, à la page 3, indique: que "M. Bastien continue de protester et s'attire plusieurs commentaires disgracieux provenant des galeries, où les gens crient: "Assez de discours. Nous voulons des actions".

15. *Le Canada* du 4 mars 1938, à la page 5, rapporte que les dernières paroles du député sont coupées d'applaudissements des membres de la droite.

16. Ministre de l'Agriculture du Canada du 12 octobre 1917 au 11 juin 1919. À l'écoute des agriculteurs, il défendait leurs intérêts au cabinet. Absent de la politique de 1925 à 1929, Crerar a repris du service comme ministre libéral sous Mackenzie King en 1929. Il est ministre des Chemins de fer et des Canaux de décembre 1929 à août 1930, mais il est défait à l'élection de 1930 qui fait perdre le pouvoir aux libéraux de King. En 1935, Crerar est devenu député de Churchill et il revient au cabinet comme ministre des Mines, de l'Immigration et de la Colonisation, et de l'Intérieur, et comme surintendant général des Affaires indiennes (octobre 1935 à novembre 1936). Il devient ministre des Mines et des Ressources de décembre 1936 à avril 1945. En tant que ministre responsable des ressources naturelles, il a été un décideur important dans le cabinet de King au cours de la Deuxième Guerre Mondiale. Réélu député de Churchill en 1940, il siégera aux Communes jusqu'en avril 1945. King l'a nommé sénateur, poste qu'il a occupé jusqu'à sa démission en mai 1966. Crerar est décédé en 1975. Fait notable, Crerar est le seul ministre à avoir quitté le cabinet en 1919, lorsque le budget n'a

pas répondu aux attentes des agriculteurs. Il est le seul ministre à avoir démissionné comme chef de parti (1922) pour des questions liées aux agriculteurs. En 1974, Crerar est devenu le premier politicien à être nommé Compagnon de l'Ordre du Canada. Appartenance politique: Libéral (Unioniste) (1917-21), Progressiste (1921-25), Libéral (1925-66).

17. *Le Soleil* du 4 mars 1938, à la page 19, fait état d'un montant de \$440,000.

Séance du mardi 8 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Cléricature
de J. Feeney**

M. Gagné (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Jacques Feeney, demandant l'adoption d'une loi validant la cléricature de Jacques Feeney et au que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Jacques Feeney, demandant l'adoption d'une loi validant la cléricature de Jacques Feeney, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de MM. Douglas L. Ross et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant The Empire Trust Company.

**The Empire Trust
Company**

M. Barrette (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 138 relatif à The Empire Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Constituts et régime de tenure
à Hull**

M. Taché (Hull) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle), la permission de présenter le bill 179 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droit de vote
des femmes**

M. Bélanger (Montréal-Dorion) demande, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Boiteau), la permission de présenter le bill 180 modifiant la loi électorale de Québec, relativement au droit de vote des femmes.

Des voix: Drop! Drop! Drop!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande quand cette loi pourrait être amenée devant la Chambre.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Le bill sera prêt à venir devant la Chambre le 17 du courant.

Une voix: C'est aussi bien de remettre cela dans la semaine des trois jeudis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnies d'assurance funéraire

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 49 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 abrogeant la loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles;
- bill 8 modifiant l'article 92 de la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 16 relatif au Bureau de censure du cinéma.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 25 relatif à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains.

Questions et réponses:

Construction de routes de colonisation, paroisse de Sainte-Paula

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Des contrats ont-ils été accordés à M. Ivanhoe Bossé, de Sayabec, pour la construction de routes de colonisation dans la nouvelle paroisse de Sainte-Paula?

2. Dans l'affirmative: a. Ces contrats ont-ils été accordés après des demandes de soumissions publiques?

b. Donnez une désignation des routes et la longueur des travaux faits par chaque contrat;

c. Donnez le prix qui a été payé par le gouvernement sur chaque contrat?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

1. Oui.

2. a. Oui.

b.:- Contrat no 1.

"Ouverture, construction et gravelage de la route 37-38, rang XII et à travers les lots 37-36 et 35 rang XIII, canton Matane, paroisse Sainte-Paula, comté Matapédia". Longueur: 2½ milles.

- Contrat no 2.

"Ouverture et construction chemin de front du lot 21 au lot 47, entre les rangs XIII et XIV, canton Matane, paroisse Sainte-Paula, comté Matapédia". Longueur: 4¾ milles en demi-chemin.

- Contrat no 3.

"Ouverture, construction et gravelage de la route lots 37-38 du rang XI et chemin de front des lots 37 à 44, rangs X-XI, canton Matane, paroisse Sainte-Paula, comté Matapédia". Longueur: 2 milles.

c. Contrat no 1	\$ 13,450.00
Contrat no 2	9,315.00
Contrat no 3	2,250.00

Présence de l'honorable Colin Campbell

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

salue la présence en Chambre de l'honorable Colin Campbell, ministre des Travaux publics de l'Ontario¹. Il lui souhaite la bienvenue².

(Applaudissements)

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 1^{er} mars, sur la motion proposée le même jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)³: Je m'empresse en commençant, de joindre à celles que l'honorable trésorier de la province vous a faites, mes félicitations à vous M. l'Orateur, et aux proposeur et secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône.

À mesure que les années passent, il me semble que l'honorable trésorier a tendance à devenir un peintre qui serait passionné des couleurs éclatantes. Son discours montre qu'il est devenu un philosophe prenant ses désirs pour des réalités. Son discours indique également qu'il a appris à jongler avec les mots, et qu'il imagine volontiers qu'une chose est arrivée parce qu'il la désire. Malheureusement, ses propres conclusions contredisent les faits qu'il avance.

Et plus il s'éloigne des faits, plus il se croit près de la vérité. Son discours sur le budget, cette année, est très particulier à cet égard. Au lieu de présenter un état clair et net des finances de la province, il nous offre au contraire un véritable manifeste électoral et ce que je pourrais appeler, en fait, un joli tour de force en verbiage.

En un mot, lorsqu'il a prononcé son discours sur le budget, l'honorable trésorier a évidemment agi comme un perroquet sophistiqué, blasé, tournant la tête d'un côté et de l'autre, comme si l'un de ses yeux avait vu ce que l'autre avait raison de douter de ce qu'il voyait. Le discours de l'honorable trésorier est un bel exemple de fausse représentation, de tromperie par restriction mentale, par dérobade devant la vérité. Ainsi, toutes les améliorations

économiques constatées, réalisées au cours de l'année dernière dans la province, le trésorier, à tort, les attribue au gouvernement au pouvoir.

Je m'empresse de mettre les choses au point et de dire que la prospérité relative dont nous avons pu jouir en 1937, nous ne la devons pas toute au gouvernement au pouvoir. Tout le monde sait que la situation financière était meilleure en 1937, et il suffit de regarder l'augmentation des revenus provenant de la perception des taxes dans tout le pays et les surplus de presque toutes les provinces, pour se rendre compte que la situation économique en général était meilleure dans tout le pays.

Arrêtons-nous un instant et voyons ce qui s'est passé dans quelques-unes des autres provinces du Canada. L'Ontario, la Nouvelle-Écosse, l'Alberta, la Colombie-Britannique et le Manitoba, après déduction des dépenses de secours, que nous capitalisons ici, avaient toutes des surplus.

L'Ontario a eu un surplus de plus de \$9,313,000⁴ et de plus, elle a réduit sa dette de plus de \$38,139,000⁵. Comparons un instant la plus grande ville de l'Ontario avec la plus grande ville du Québec. Montréal, il n'y a pas de doute, est une plus belle ville. C'est la métropole du Canada. À la tête de la navigation océanique, c'est un des plus beaux ports de mer du monde, et, sans aucun doute, géographiquement, et au point de vue des affaires, elle est bien mieux située que Toronto.

Pourtant, Toronto a quatre ou cinq fois plus de congrès que Montréal. Deux millions⁶ de touristes visitent le Canada en auto chaque année. Moins de 8 % d'entre eux passent par notre province. L'Ontario accapare 70 % des visiteurs. Montréal en reçoit 5 % et Toronto environ 50 %.

Toronto a les trois-quarts de la population de Montréal et pourtant, 20 % de plus en compensations bancaires; 10 %⁷ de plus de téléphones, d'appareils téléphoniques; trois fois plus d'automobiles; 50 % de plus de matières postales, et ses permis de construction excèdent les nôtres de 20 %. Dans ces conditions, il est facile de conclure que, quels que soient les bienfaits de l'administration du gouvernement d'Union nationale pour notre province, le gouvernement libéral de l'Ontario a accompli bien plus pour Toronto que notre gouvernement n'a accompli pour notre métropole du Canada.

L'honorable trésorier, dans son discours, prétend avoir équilibré le budget. Quelle hérésie comique, économique!

Comment l'honorable trésorier peut-il prétendre avoir obtenu un budget équilibré lorsque

les dépenses excèdent les revenus? C'est plus que je ne puis comprendre!

Le seul moyen par lequel le trésorier a pu établir son supposé budget équilibré, ce fut en augmentant la dette de la province, ce qui n'est pas équilibrer le budget du tout. On ne fait que changer de créanciers; le crédit de la province n'en est pas renforcé, mais au contraire diminué, puisque nous ne pouvons pas payer à mesure que nous dépensons et que nous devons augmenter notre dette *per capita* afin d'atteindre le supposé budget équilibré.

Il n'y a pas d'exemple plus frappant de cette façon évasive, évidente de faire les chiffres, que lorsque le trésorier prétend avoir obtenu un surplus de quelque \$3,968,000⁸ pour l'année fiscale 1936-1937. Cela est de nature à nous induire en erreur. On ne peut prétendre à un surplus que lorsque les revenus sont supérieurs aux dépenses; or, les dépenses pour l'année que nous discutons, dépenses ordinaires, extraordinaires et dépenses de capital qui n'auraient pas dû être chargées au compte capital, excèdent le revenu par \$17,575,264, en déduisant une somme de quelque \$2,500,530 pour la valeur de certains travaux de chômage. Au lieu d'avoir un excédent de notre revenu brut sur nos dépenses, nous avons un tel excédent de dépenses brutes sur notre revenu que, loin d'arriver à un supposé surplus, le gouvernement n'a donc qu'un déficit de \$17,575,264 pour l'exercice financier se terminant le 30 juin de 1937.

Aucune nouvelle taxe n'a été instituée, prétend le trésorier. Mais mon honorable ami sait pourtant fort bien que, chaque fois qu'un gouvernement a un déficit et qu'il ne peut pas le payer à même les revenus immédiats, c'est là une taxe à paiement différé; les citoyens en porteront, en paieront dans l'avenir, le coût annuel. Il n'y a pas d'argent qui appartienne en propre à une trésorerie du gouvernement; tout ce qui y passe provient des poches, des goussets des citoyens.

La dette nette consolidée et les bons du Trésor pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1936, furent de \$157,218,614⁹, soit une dette *per capita* de \$50.08 sur la base d'une population de 3,135,000 âmes¹⁰. Au cours des derniers 18 mois¹¹, le gouvernement a emprunté, en chiffres ronds, \$51,000,000, \$56,000,000 et \$20,000,000, soit un total de \$127,000,000 par la seule vente d'obligations, abstraction faite des bons, des comptes du Trésor. Cela signifie un emprunt brut de \$7,555,555¹² par mois. Au cours de la même période, autant que j'ai été capable de m'en informer, de m'en assurer, le gouvernement a apparemment remboursé et payé des

comptes du Trésor pour \$54,077,000 en fixant ainsi l'emprunt net, par la seule vente d'obligations, pour la période des derniers 18 mois, à \$72,923,000. C'est donc augmenter la dette *per capita* de \$50.08 qu'elle était à \$73.34, soit approximativement à 47 % par tête, et cela sans faire entrer en ligne de compte les bons du Trésor qui étaient d'une somme de \$22,250,000 au 30 juin 1933, ni les comptes soutirés à la banque. Nous en arrivons donc à une moyenne d'emprunt net de \$135,042.60¹³ par jour, pour la seule vente des obligations.

Si nous prenons pour acquis que la dette est de \$237,912,000¹⁴, comme on nous en informait de façon autorisée le 18 février 1938, et que nous la divisons parmi les 627,000 familles qui vivent dans cette province, la dette nette par famille au 18 février 1938 est de \$379.45¹⁵, tandis qu'en 1936, lorsque l'administration libérale était au pouvoir, elle n'était que de \$250.39¹⁶, soit 34 % de moins par famille qu'elle ne l'est aujourd'hui.

On le constatera, nous augmentons notre dette à une allure vertigineuse à une époque où les professeurs, les professionnels d'économie politique, les directeurs de corporations, les économistes, les Boards of Trade et les Chambres de commerce demandent tous à grands cris la réduction des dettes de gouvernement.

Il n'y a que quelques mois de cela, M. George C. MacDonald, président de la Canadian Chamber of Commerce et l'un des plus remarquables comptables du Canada, une autorité en économie politique et par surcroît, un membre de la Commission du fisc de cette province, s'est vigoureusement attaqué à la situation de la dette dans le pays, en parlant à la fois du dominion et des gouvernements provinciaux et municipaux.

Considérant la situation actuelle de la dette, il dit que le gouvernement devrait réserver, utiliser tout l'argent qu'il reçoit des droits de succession au paiement de la dette, jusqu'à ce que celle-ci soit réduite de moitié. Puis, il ajoute: "Comme question de fait, les droits de succession étant considérés comme une taxe payable sur le capital, ils devraient dans tous les cas servir à réduire les dettes capitales." J'estime que pas un membre de cette Chambre ne viendra contredire la solidité de ce principe énoncé par M. MacDonald.

Le revenu total ordinaire pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1937 fut de \$46,280,000. Le revenu total pour l'année fiscale se terminant au 30 juin 1936 avait été de \$38,666,298¹⁷. Il y a donc eu augmentation de revenus d'environ 20 % d'une année à l'autre. La dette nette consolidée et les bons du

Trésor au 30 juin 1936 étaient de \$157,218,614. Le total de la dette fondée nette et la dette temporaire, en février 1938, était de \$237,912,616, soit une augmentation de 51 % dans le pourcentage des dettes depuis 1936.

En dépit de la déclaration du parti d'Union nationale qui dit avoir trouvé un borbier lorsqu'il prit le pouvoir, il y a une chose que personne ne peut nier, c'est que le gouvernement actuel a été heureux d'hériter de l'administration libérale qui l'a précédé une belle succession financière. Sa dette *per capita* était la plus basse de toutes les provinces de la Confédération, et son crédit valait bien, pour ne pas dire qu'il valait mieux, celui même du gouvernement fédéral.

Ne compromettons pas gravement, en ces jours d'anxiété, ce crédit, en accroissant intempestivement notre dette. Parce que si nous faisons cela, il faudra ajouter d'autres fardeaux de taxes sur nos citoyens qui se plaignent déjà trop maintenant des taxes qu'ils ont eues à porter jusqu'ici. Que le gouvernement applique plutôt son énergie et ses talents à diminuer le fardeau de ces taxes et il se méritera ainsi la reconnaissance de tous les citoyens quelle que soit leur allégeance politique.

S'ils ne prennent garde aux avertissements qui leur sont donnés à travers la province, nos amis d'en face seront forcés, j'en suis sûr, d'abandonner les rênes du pouvoir, et c'est alors qu'indiscutablement, un nouveau gouvernement libéral replacera encore une fois le vieux Québec à la tête de toutes les provinces du dominion.

(Applaudissements de la gauche)

L'honorable M. Gagnon (Matane)¹⁸: Lorsque la semaine dernière, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) demandait d'ajourner le débat d'une semaine, demandait huit jours de délibérations et d'attente pour répondre au discours sur le budget de l'honorable trésorier provincial, quand à Ottawa il suffit de quatre jours, nous nous disions qu'il allait sortir un chef-d'œuvre de saine critique financière. Je ne voudrais pas être désagréable pour lui, mais je dirai que, si le discours du député de Montréal-Saint-Louis, qui vient d'être terminé, est un modèle de brièveté, il n'en est pas un de juste et de saine critique, il n'en a pas été de même pour les exposés nouveaux et la critique bien fondée que nous attendions de lui.

Le discours du budget présenté par le député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher) est demeuré inattaqué. L'exposé du trésorier de la province, qui nous a été offert la semaine dernière, est le plus clair,

le plus consciencieux, net et aussi méthodique qui ait jamais été fait, montré; celui qui montre le mieux, sous son vrai jour, la situation financière de la province depuis des années et des années.

Le député de Montréal-Saint-Louis appartient à une race qui sait pratiquer l'économie.

(Rires de la droite)

Il a bien fait d'économiser du temps, mais j'aurais mieux aimé qu'il économise davantage aussi ses arguments fallacieux qui n'ont en rien amoindri le remarquable exposé qui fut fait par le trésorier de la province.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) rit avec ostentation.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Montréal-Saint-Louis a dit que le discours du budget du trésorier avait le caractère d'un manifeste électoral. C'est étrange comme la vérité offense l'opposition. Depuis que le trésorier a trouvé une formule nouvelle, c'est la première fois que l'on trouve le moyen de donner un exposé, de présenter un budget net et clair. Et l'opposition s'offense parce que, dès le début de son discours, le trésorier annonce que pour l'année en cours, on a réalisé des économies et l'on a perçu, collecté \$7,000,000 de plus de revenus que durant la même période de l'année précédente, et cela, sans augmenter les taxes. L'exposé budgétaire affiche une amélioration de \$15,000,000 sur celui de 1936.

L'opposition n'aime pas que le trésorier annonce que l'on a découvert qu'il y avait plus de 3,000 corporations, dans la province, qui ne payaient pas les taxes qu'elles devaient payer sous l'ancien régime, et que l'on a trouvé le moyen de faire payer. Il les fait payer et cela rapporte plus de \$2,500,000 à la province. Elles étaient obligées d'acquitter les taxes qu'elles devaient et qu'on négligeait de percevoir, et l'opposition en est choquée.

L'opposition s'offense lorsque le discours du budget démontre que les *Comptes publics* de l'année dernière laissaient voir un excédent de \$3,868,000, lorsqu'on nous prédisait un déficit de plusieurs millions. Cela les offense aussi, les députés de la gauche, que l'excédent des recettes sur les dépenses soit de \$3,868,000.

Nos amis sont encore offusqués parce que le trésorier annonce que les revenus de la province seront augmentés, l'an prochain, de \$10,000,000. L'opposition n'aime pas que l'on dise que les revenus prévus de \$57,000,000 ont été dépassés de \$10,000,000. Et on est surpris de tant d'économies.

Je ne suis pas surpris que l'opposition ait eu recours au député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) pour défendre les administrations antérieures, l'ancien régime, car il fallait un criminaliste éminent comme lui, l'un des meilleurs criminalistes, dont la réputation est établie dans la province. Il a essayé de faire oublier l'ère de gaspillage qui nous précéda. L'état budgétaire est un véritable discours de bon administrateur et de bon père de famille. C'est la première fois qu'on a tant de détails, et d'aussi complets.

Le budget était autrefois préparé de façon dictatoriale, le premier ministre rognant dans les crédits de divers ministères, de telle façon qu'il est souvent arrivé que, deux ans de suite, et parfois trois ans, le même ministère ait eu le même montant de crédits. Cela ne se peut pas, en fait. Le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) n'agit pas de la sorte, mais s'intéresse aux faits et vient au secours des milliers de colons qui furent abandonnés par l'ancien régime.

Le gouvernement de l'Union nationale offre cette année, suivant ses promesses, un budget bien défini où tous les détails des dépenses sont donnés. Pour la première fois, le budget de la province présente un état financier bien préparé. Si l'on prend les budgets des années précédentes, l'on ne trouve que des montants sans aucun détail sur la façon dont on devait dépenser les argents de la province. C'est pour cela qu'on négligea l'agriculture et la colonisation.

Le budget de l'agriculture sous les libéraux a baissé jusqu'à \$1,500,000¹⁹, tandis que cette année il est de \$4,115,000. En 1928, on votait \$1,300,000 pour l'agriculture. En 1929, quand la crise commençait, le gouvernement ne votait que \$1,005,000. En 1930, on augmentait le budget de l'agriculture à \$1,450,000, en 1932 à \$2,425,000. En 1935, lorsque le Parti libéral vota son dernier budget, les crédits de l'agriculture étaient de \$2,514,000. En 1937, le gouvernement de l'Union nationale votait \$3,673,000 pour l'agriculture, et cette année c'est \$4,115,000.

Si l'on passe à la colonisation, c'est la même chose. En 1928 et 1929, des crédits de \$1,080,000; en 1930 et 1931, des crédits de \$1,389,000. Je me demande de quelle façon l'on pouvait préparer des budgets absolument semblables. En 1932²⁰, le gouvernement libéral votait à la colonisation des crédits de \$1,604,000; en 1933, \$1,444,000, et en 1934, \$1,083,000²¹. Il y eut ensuite le plan Vautrin, monument d'imprévoyance. C'est pour cela que le gouvernement d'Union nationale, dès son arrivée au

pouvoir, passait sa loi qu'il intitule à juste titre, loi pour réparer les méfaits de l'ancienne administration.

On prétend que la dette de la province a augmenté depuis que nous sommes au pouvoir. Oublie-t-on les jours de novembre 1935, alors que par simple arrêté ministériel en conseil, l'ancien gouvernement engageait le crédit de la province et augmentait la dette de \$25,000,000? Les libéraux sont mal venus de dire que la dette augmente, alors que durant leur administration ils l'ont augmentée de \$25,000,000 par un simple arrêté ministériel.

Oublie-t-on qu'au lendemain des dernières élections, le gouvernement s'est trouvé avec le lourd héritage d'une dette, des dettes impayées par l'ancien régime, de \$52,000,000. On nous reproche d'avoir fait des emprunts. Mais ces emprunts, nous avons été dans l'obligation de les faire pour payer les dettes de l'ancien gouvernement. Le plus fort de nos emprunts a servi au rachat des dettes de nos prédécesseurs.

Nous avons, pour payer ces dettes, contracté des emprunts à des taux plus bas que jamais, aux taux les plus bas jamais obtenus par une province du dominion. Malgré tout cela, les taxes n'ont pas été augmentées. Ces gens-là sont malvenus de venir nous reprocher maintenant d'avoir augmenté la dette de la province. L'on sait comment on finançait sous l'ancienne administration. Suivant le mot humoristique du premier ministre actuel, l'ancien gouvernement ne finançait pas mais finissait. Depuis les 10 dernières années, les comptes en banque étaient soutirés et l'on procédait par emprunts grâce à des bons du Trésor.

Une série de chiffres montre les découverts du gouvernement. En 1932, \$10,241,649.67; 1933, \$2,829,740.91; 1934, \$4,840,558.74; 1935, \$7,605,972.12, et pour 1936, \$8,855,825.54. Ces chiffres proviennent des comptes bancaires de la province. Les taux d'intérêt payés par la province aux banques pour ces découverts étaient 5½ %, 5 %, 4 % et 3½ %.

Depuis que le nouveau gouvernement est en poste, il n'y eut aucun découvert et, le 31 mars 1937, il y avait \$1,237,000 au crédit de la province.

On se servait de la Commission des liqueurs comme banquier. Lorsqu'une année fiscale expirait, le 30 juin de chaque année, on empruntait de l'argent, des millions à la Commission des liqueurs, et c'est ainsi qu'on pouvait présenter un surplus ou un déficit diminué. On faisait mentir les chiffres. Prenons, par exemple, les années 1934, 1935 et 1936, qui montrent comment on détournait les fonds. Alors que la Commission était incapable d'avancer de l'argent à la province, elle devait emprunter à sa banque pour venir en aide à la province.

En 1934, la somme reçue de la Commission des liqueurs en fin d'année était de \$3,500,000; le découvert de la Commission au 30 juin était de \$3,377,776.29 et l'intérêt payé par celle-ci sur ce découvert était de 5½ %.

En 1935, la Commission a remis une somme de \$3,500,000 à la fin de l'année, elle avait un découvert au 30 juin de \$2,613,160.41, avec un taux d'intérêt de 5 %.

En 1936, la Commission des liqueurs a remis \$2,750,000, avec un découvert de \$1,801,351.41 et des intérêts de 4¼ %.

Les intérêts payés par la Commission sur ses propres emprunts étaient plus élevés que ceux que payait la province. En 1934, la province payait 4¼ % de taux d'intérêt alors que la Commission payait 5½ %. En 1935, la province payait 3½ % et la Commission 5 %. Et, en 1936, la province payait 2½ % et la Commission 4½ %.

En détournant ces fonds par la Commission, celle-ci voyait ses profits diminuer en raison de l'intérêt qu'elle devait payer. Le trésorier de la province aurait dû lui-même emprunter aux banques plutôt que d'utiliser la Commission des liqueurs de Québec.

Voilà la magique finance de nos adversaires. C'est la même chose qui s'est produite à toutes les années sous l'ancienne administration. Si ces gens avaient eu la moindre notion de bonne administration, ils n'auraient pas permis que la Commission des liqueurs empruntât à des taux plus élevés que la province.

Il critique le système des bons du Trésor, sorte de billets promissaires financés par les banques et sur lesquels l'ancien gouvernement payait, dit-il, un intérêt de 5½ % en 1933, en 1934, 4½ %, 3½ % en 1935 et 2¼ % en 1936.

Le régime libéral gardait les bons du Trésor en circulation. Il y avait pour \$26,575,000²² de bons du Trésor au 30 juin 1936, à un taux d'intérêt de 2¼ % ou 5½ %, si l'on se réfère aux *Comptes publics*. Il est quelquefois nécessaire d'émettre des bons du Trésor pour faire face à une urgence, mais le gouvernement précédent a transformé ce mode de financement en habitude annuelle et le coût en fut élevé. Le gouvernement actuel, comme toute administration, doit avoir des bons du Trésor, mais ne paie que des taux d'intérêt variant de 1¼ % à 2 %.

L'administration actuelle a réussi à obtenir des taux d'intérêt sur ses bons du Trésor plus bas que le gouvernement précédent, les taux variant de 1¼ % à 2 %, comparé à 2¼ % à 5 % sous le régime précédent.

La commission moyenne payée aux courtiers pour les emprunts sur les obligations de la province, de mars 1935 à juin 1936²³, fut de \$1.138 par \$100. Aujourd'hui, la moyenne est de \$0.692 par \$100.

Le gouvernement actuel procède de manière honnête. Les emprunts contractés nous aident à payer les vieilles dettes du régime libéral. Nous n'avons qu'à comparer les commissions payées sur les emprunts pour montrer que le crédit de la province est excellent et que les banquiers nous ont consenti un taux d'intérêt encore jamais vu au Canada.

En guise d'explication pour l'augmentation de la dette, le ministre dit qu'une grande partie est due aux remboursements d'emprunts contractés par le régime précédent à un taux d'intérêt variant entre 5 % et 7 %, alors que le gouvernement au pouvoir actuellement emprunte à 1½ %, 2 % et 3 %, ce qui annonce une grande amélioration dans le service de la dette pour l'avenir.

Il parle ensuite des dépenses importantes du gouvernement précédent qu'ont entraînées les voyages des ministres au cours de l'époque Taschereau et de l'économie du gouvernement actuel.

Le gouvernement actuel a tenu ses promesses, dit-il, en plaçant à la base de sa politique l'aide à l'agriculture et à la colonisation. Il peut arriver que le trésorier se trompe dans ses prévisions, et qu'il soit obligé de donner des bons du Trésor, comme lorsqu'il arrive un désastre, tel qu'un incendie, et que le gouvernement est prié de donner un octroi. Le gouvernement a dû s'endetter, certes, mais à cause du lourd héritage de l'ancien régime et pour aider la population. Mais s'il y a une dette dont le gouvernement est fier, c'est celle que nous avons contractée pour mettre à la disposition de l'Office du crédit agricole un montant de \$25,000,000 pour aider la classe agricole.

Cet emprunt, bien loin de charger lourdement les épaules des contribuables, servira à relever l'agriculture dans la province. C'est un placement des plus avantageux. Il a fait prospérer toute la province. Il a fait en sorte que les municipalités, les municipalités scolaires, les marchands et autres furent payés. Cette dette de \$25,000,000 pour le crédit agricole est un excellent investissement. L'argent a été emprunté à un taux peu élevé et le gouvernement est parvenu à tirer le cultivateur de la misère. De plus, nous avons mis sur pied un organisme qui continuera le bon travail même après qu'il n'y ait plus de demandes de prêts.

Non seulement le gouvernement réussira à sortir les cultivateurs de l'étreinte de leurs dettes,

mais il a créé un organisme qui remplacera l'Office du prêt agricole, et c'est son aide aux caisses populaires. Sous l'ancien régime, il n'y avait à peine que 100 caisses populaires dans la province. Elles sont maintenant plus de 300. Nous n'avons pas craint, l'an dernier, de leur accorder un octroi annuel de \$40,000 au lieu de \$20,000, comme on le faisait autrefois. Nos œuvres parlent maintenant par elles-mêmes.

Il fait ensuite un éloge du premier ministre. Il parle de l'essor donné à l'enseignement agricole et de l'augmentation presque fantastique de la production minière dans la province.

Lorsque le trésorier a dit que notre production minière s'est élevée à \$60,000,000 en 1937, il a été trop modeste, déclare-t-il. Les derniers rapports des compagnies minières n'étaient pas encore parvenus au ministère lorsque le discours du budget a été prononcé. Les statistiques ont été complétées depuis et elles permettent d'annoncer qu'en 1937, la production minière a réellement été de \$65,000,000.

Il parle des octrois accordés aux municipalités scolaires pour l'augmentation des salaires des institutrices, qui sont assurées d'un salaire minimum de \$200. Le fait que 10,000 institutrices bénéficient d'augmentations de salaire porte ce niveau à \$300.

Il cite que 90 % des municipalités ont profité des prêts gouvernementaux pour remplir cette exigence. Il passe en revue les différents projets complétés: l'augmentation du nombre d'unités sanitaires de comté, des secours aux chômeurs nécessaires dont 77,350 personnes ont bénéficié en 1936.

Il mentionne l'augmentation des salaires des bûcherons sous le leadership du ministère des Terres et Forêts: \$45 pour 26 jours à 60 heures par semaine, l'ouverture du moulin de Chandler, l'augmentation des droits de coupe et l'interdiction d'exporter le bois sans permis. Enfin, l'entente avec l'Ontario concernant le papier.

Il cite le travail de l'honorable Henry Lemaître Auger, ministre de la Colonisation, pour la mise sur pied d'un nouveau programme de colonisation pour remplacer le lamentable plan Vautrin. Il fait état des \$10,000,000 dépensés pour la confection, la construction de chemins dans les régions, les paroisses nouvelles, etc. Il examine en détail le travail du département de la Colonisation qui a permis l'établissement de 3,000 colons, dont 1,200 fils de cultivateurs et 1,000 suite au plan Auger-Rogers. Il parle des 850 milles de nouveaux chemins construits par ce département et des

2,350 milles de chemins rénovés. Il vante aussi les primes spéciales pour défrichement de terre, en faisant remarquer que 6,700 colons²⁴ en ont profité.

C'est bien beau de dire que nous avons emprunté, dit-il, nous avons emprunté pour donner les avantages des lois sociales que le gouvernement libéral refusait depuis nombre d'années. Quarante-cinq mille vieillards touchent maintenant annuellement plus de \$10,000,000. Les secours directs, il n'y en a plus dans la province, sauf à Québec et à Montréal. Le chômage est un fardeau de plus en plus lourd à supporter, parce que le gouvernement d'Ottawa diminue de jour en jour l'aide qu'il a le devoir d'apporter à la solution de ce problème. Sous l'ancien régime, le gouvernement fédéral aidait beaucoup plus la province de Québec.

Il demande aux membres de l'opposition d'intervenir auprès de leurs amis d'Ottawa, afin d'amener le pouvoir central à faire tout son devoir en ce qui concerne le problème du chômage, pour que Québec obtienne justice sous ce rapport.

Il leur demande aussi d'intervenir auprès du secrétaire d'État, M. l'honorable Fernand Rinfret, pour l'empêcher de dire des bêtises, des choses funambulesques comme celles qu'il énonçait récemment au Club de Réforme de Montréal, lorsqu'il disait: "Votez pour Godbout et vous aurez du travail", indiquant par là que le gouvernement d'Ottawa n'est prêt à soulager le chômage, les chômeurs, qu'à condition que l'électorat favorise ses amis.

Ce n'est pas comme cela que l'Union nationale travaille, dit-il. Pas un seul député de cette Chambre ne peut citer le cas d'un seul chômeur qui aurait été privé de secours, de quoi que ce soit, à cause de ses allégeances politiques.

Le budget du député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), dit-il, en est un de bonne maison, de bonne administration, de bon père de famille. Les dernières élections partielles indiquent bien que la population est satisfaite. La Beauce et Bagot l'ont prouvé, comme une marque de confiance accordée par le peuple au gouvernement de l'Union nationale.

Argenteuil aussi. Dans Argenteuil, le secrétaire d'État, M. l'honorable Rinfret, s'était plu à attaquer le premier ministre de cette province. Eh, bien! L'électorat d'Argenteuil a vengé notre premier ministre de ces insultes. Dès son arrivée à la Chambre des communes, le nouveau député s'est plu à dire que le véritable artisan de sa victoire, c'était le premier ministre de cette province.

La gloire la plus importante dont se couvrira notre chef de l'Union nationale, il la recevra par son acharnement à défendre l'autonomie provinciale.

Le climat politique de la province est en ébullition, et même si l'on ne tient pas compte de la montée du communisme, du socialisme et du créditisme, les difficultés sont de plus en plus nombreuses pour les gouvernements fédéral et provinciaux.

Le pouvoir central tente de s'approprier certains pouvoirs jusqu'à maintenant jalousement conservés par les provinces. La province de Québec ne veut pas se retrouver isolée de la Confédération. Elle souhaite faire sa part comme elle et l'Ontario ont toujours fait.

Les provinces de Québec et d'Ontario sont celles qui paient le plus de taxes, il est donc doublement légitime qu'elles fassent connaître leur point de vue lorsque des conflits apparaissent. Il est heureux que les deux provinces mères qui ont formé la Confédération s'unissent et travaillent main dans la main pour maintenir et garantir les intérêts des provinces, tout en coopérant avec le pouvoir central pour assurer la prospérité de la nation canadienne.

L'union des deux plus anciennes provinces du pays, Québec et Ontario, est de bon augure. Les gouvernements de ces deux provinces sont passés à travers une élection. Depuis deux ans, le gouvernement de l'Union nationale triomphe au Québec, et le premier ministre de l'Ontario vient tout juste de balayer sa province aux élections d'octobre 1937. Puisque les deux gouvernements de ces provinces sortent à peine de l'épreuve d'une élection, l'on ne peut dire par conséquent que leur attitude est dictée par un but politique ou de bravade comme tremplin électoral.

Par le passé, la bonne entente entre Québec et Ontario a donné d'excellents résultats. Jamais elle n'a été aussi complète et parfaite. Il est à souhaiter que cette entente continue à donner d'excellents résultats.

Le gouvernement de la province de l'Ontario a manifesté sa volonté de ne pas se laisser mener par la dictature du prolétariat en combattant les influences étrangères qui voulaient s'implanter chez elle; de même la province de Québec a pris des mesures énergiques pour combattre le communisme.

Les agitateurs seront matés. Les propagandistes communistes et révolutionnaires seront écrasés. Il est entendu que, dans ces provinces, le gouvernement prend une attitude claire et précise en refusant de s'en faire imposer par certains journalistes de mauvaise foi ou par des demandes exagérées de certaines classes de la population dans le but de réaliser des objectifs plus ou moins légitimes, utilisant des moyens illégaux qui ne sont rien de plus que de l'intimidation.

Nous ne nous en laisserons pas imposer par personne, pas même par certains journalistes aveuglés par la partisanerie, animés d'intentions qui pourraient être légitimes, mais qui sont manifestées mal à propos; pas même par le pouvoir central où certains meneurs syndicalistes sont aveuglés par l'intérêt et la partisanerie. Nous ne reculerons pas.

Aucun d'eux ne fera reculer d'une seule ligne le gouvernement actuel qui continuera à donner à la province son caractère agricole et, à cette fin, fera tous les sacrifices. L'entente entre les deux provinces est symbolique. La bonne entente entre Québec et Ontario assure le développement de nos ressources naturelles. Nous continuerons à travailler pour la prospérité de la province, convaincus que la prospérité de la province est une part essentielle de la prospérité générale de notre beau et grand pays.

(Applaudissements de la droite)²⁵

M. l'Orateur: Adopté?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours du député de Matane (l'honorable M. Gagnon). C'est un beau et un bon discours.

Une voix: Un beau discours!

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tous les députés de la droite ont semblé beaucoup l'appuyer. Évidemment, les députés ministériels trouvent beau et bon tout ce qui se dit et se fait dans le gouvernement. En passant, j'en profite pour féliciter les députés ministériels; je dois les féliciter de leur fidélité à leur chef et de l'amour qu'ils manifestent aujourd'hui envers le ministre qui vient de parler.

(Rires)

Ils sont très bien disciplinés et je ne puis que les féliciter.

(Applaudissements)

Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon), vers la fin de son discours, a parlé de l'autonomie de la province. Je tiens à dire à ce sujet que nous sommes également tous en faveur de l'autonomie provinciale de ce côté-ci de la Chambre. Nous le sommes autant que les membres du gouvernement. Et, quoique faisant partie de l'opposition, nous serons toujours prêts et heureux de les seconder dans leurs efforts pour sauvegarder les droits de la province, dans toutes les mesures où l'autonomie sera défendue dans l'intérêt de la province. Toutefois, nous n'agissons ainsi qu'à la

condition qu'il y sera de l'intérêt de la province, que l'on ne s'en serve pas comme d'un engin électoral.

La bonne entente, nous en sommes, avec la province sœur, mais nous sommes avant tout pour l'intérêt de la province de Québec. Nous ne sacrifions jamais les intérêts de cette province pour amener une bonne entente qui ne servirait qu'à la province voisine. Que l'Ontario se développe, fort bien. Mais il faut que la province de Québec se développe également. Que l'Ontario développe ses ressources naturelles et en tire tous les profits possibles, nous ne nous y opposerons jamais. Mais il faut que les ressources naturelles de la province de Québec se développent également. Nous ne voudrions pas que les ressources naturelles de la province sœur se développent au détriment des ressources de la province de Québec.

Depuis quelque temps, quelques semaines, nous avons souvent entendu parler de l'autonomie de la province. C'est une question qui est revenue aussi souvent en cette Chambre que les dangers du communisme. Et nous en entendrons parler encore longtemps, autant que du communisme. Car l'autonomie et le communisme sont une bonne paire de chevaux de trait pour le gouvernement actuel.

Il n'y a pas de doute que certaines questions intéressent à la fois l'Ontario et le Québec. Il y a d'abord la question du développement minier, mais il y a aussi la question de l'exportation de l'électricité. La question est importante et il est nécessaire qu'elle soit clarifiée. On a dit à Toronto, et ceci fut rapporté dans la presse de l'Ontario et de Québec, que le gouvernement ontarien demandait la permission d'Ottawa pour vendre de l'électricité aux États-Unis. Cette électricité est produite au Québec.

J'aurais beaucoup aimé avoir des précisions, quelques explications supplémentaires sur le développement projeté de nos ressources naturelles; un sujet que les ministériels ont semblé escamoter. Nous aimerions connaître l'attitude du gouvernement concernant la question de l'exportation de notre électricité aux États-Unis.

J'aurais aimé savoir s'il est de l'intérêt de la province de Québec d'exporter son électricité dans la république voisine, aux États-Unis, en la faisant passer par l'Ontario et en permettant ainsi à cette province de charger un droit, de prélever un taux de péage sur le passage de cette électricité? Pour quelles raisons la province consentirait-elle à cela? Pourquoi l'Ontario s'enrichirait-elle aux dépens de la province de Québec? En d'autres termes, j'aurais aimé savoir quelles raisons nous aurions d'enrichir la province d'Ontario à même nos ressources naturelles?

Actuellement, on le sait, il existe de nouveaux contrats en Ontario pour l'achat de quantités considérables de chevaux-vapeur de la province de Québec. L'Ontario a signé des contrats pour obtenir beaucoup plus d'électricité qu'il ne lui en faut pour sa consommation personnelle. Et cette électricité est produite dans la province de Québec...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux pas interrompre le chef de l'opposition. Il est dans l'ordre. Il a le droit de discuter comme il le fait. Mais cette question n'a pas trait au débat sur le budget, et je demanderai au chef de l'opposition de faire, de présenter devant cette Chambre une motion relativement à cette question de contrats d'électricité entre la province de Québec et d'Ontario. Nous discuterons alors cette question à fond.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai l'intention de la discuter à fond, la question, et c'est le moment. Cette question est des plus importantes. Il est temps d'en parler et je vais en parler sans tarder. Personne du gouvernement n'en a parlé. J'en parle parce que, du côté du gouvernement, on n'en a pas encore entendu parler. Il est temps d'avoir des éclaircissements sur ces rumeurs des journaux ontariens et québécois. J'ai choisi pour en parler le moment où le ministre vient de dire que nos ressources naturelles sont administrées mieux que jamais depuis la Confédération et probablement depuis le déluge.

Nous sommes intéressés à savoir si nous devons exporter notre électricité aux États-Unis. Pour ma part, je déclare tout de suite que je suis opposé à l'exportation de l'électricité, à moins qu'on ne donne, qu'on ne prouve, que l'on me démontre péremptoirement qu'il y a des raisons pour la motiver, qu'il n'y a aucun danger pour la province de Québec.

Et j'y suis opposé parce que j'estime que l'exportation de l'électricité, de la façon qu'on veut l'exporter, ne peut que nuire à l'industrie de la province de Québec, parce que je suis convaincu qu'en ce faisant, si nous ne diminuons pas le chiffre d'affaires de nos industries, nous allons du moins empêcher ces industries d'augmenter, de progresser.

Mais actuellement on veut, on peut exporter de l'électricité aux États-Unis en la faisant passer par l'Ontario. L'Ontario a annoncé, sinon officiellement du moins officieusement, son intention de revendre aux États-Unis notre énergie en prélevant un profit assez considérable sur chaque cheval-vapeur. Cette province prélèvera un taux de péage et réalisera ainsi

des profits considérables qui lui permettront d'abaisser en cette province les taux de l'électricité. On a annoncé que ce profit servirait à diminuer le coût de revient de l'énergie vendue aux consommateurs ontariens. Et nous allons alors faire face à une concurrence que nous aurions pu éviter.

J'aimerais avoir des précisions sur tous ces points. Pourquoi un produit de la province irait-il ainsi servir la province voisine? Pourquoi le surplus de cette vente en gros n'irait-il pas aux citoyens de la province de Québec sous forme de réductions de taux d'électricité puisqu'il s'agit là de nos ressources naturelles?

Nous demandons des précisions sur cette question. Et nous espérons que le gouvernement pourra, voudra bien nous en fournir le plus tôt possible.

Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) a fait l'éloge tout à l'heure du nouveau système de comptabilité de la province. "C'est un système, a-t-il dit, qui fournit de la clarté à tous ceux qui cherchent de la lumière." Le trésorier n'y a pas mis en pratique les principes qu'il avait mis de l'avant lors de son premier discours en Chambre comme trésorier. Dès son premier discours sur le budget, le trésorier de la province, j'en conviens, a posé des principes très sains. Mais des principes sont des principes. Et la pratique est la pratique. C'est un peu comme certaines personnes qui conseillent très bien certaines choses, mais elles sont incapables elles-mêmes de pratiquer ce qu'elles conseillent. J'ai connu maintes personnes qui prêchaient ainsi des choses excellentes et qui se croyaient dispensées de les pratiquer, de les suivre.

Il est de même du discours sur le budget de cette année. Le gouvernement ne semble pas très bien voir la grande différence qui existe entre les principes et les discours.

Le député de Matane a aussi parlé de cet emprunt de \$25,000,000 pour le prêt agricole accordé au département du crédit agricole. À entendre parler le ministre des Mines, c'est cet emprunt qui va sauver la population agricole de cette province. Il y voit une politique qui doit sauver le cultivateur. C'est un enthousiaste du prêt agricole. Mais à ce sujet, il ne doit pas partager l'opinion du trésorier provincial.

En effet, ce dernier a déclaré qu'il a bon espoir que cette somme, ces \$25,000,000, suffira aux cultivateurs, mais il n'y voit pas une politique aussi salvatrice que le député de Matane, puisqu'il a ajouté qu'il espère que, si les cultivateurs n'ont pas assez de cette somme pour sortir du marasme, qu'ils

trouveront des entreprises privées pour leur prêter d'autre argent; les besoins additionnels des cultivateurs seront comblés par les prêteurs individuels. Le trésorier a peur pour son Trésor et il a grandement raison. Jetons un coup d'œil sur l'élection de Bagot. Ce fut une belle victoire.

(Applaudissements de la droite)

Mais il ne faut pas oublier que les belles victoires, dans l'histoire de tous les peuples, ont été suivies d'écrasantes défaites. Le prêt agricole est aujourd'hui un excellent engin électoral...

Une voix ministérielle: Un engin?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, un engin, et je le dis parce que c'est le mot propre. Et j'ajoute que le prêt agricole ne sera pas toujours, continuellement, un engin électoral utile. Car, par exemple, si l'on prend les chiffres du prêt agricole pour le comté de Bagot, on voit qu'il y a 540 demandes d'emprunt, et je suis bien sûr que les cabaleurs de l'Union nationale ont dit, promis à ces gens qu'ils étaient assurés d'avoir leur argent au lendemain de l'élection, que tous ces prêts seraient consentis. Si l'on fait le calcul des 540 demandes, savez-vous combien ça coûterait pour satisfaire ces gens?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Envoyez-leur des valises.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça coûterait \$1,300,800²⁶ et Bagot est, en superficie, l'un des plus petits comtés de la province. Sur les 540 prêts, il y en a actuellement 135 payés, 135 personnes qui ont eu des prêts, et il en a coûté près de \$400,000 au gouvernement.

Mais il reste 400 personnes qui attendent le prêt promis pendant les élections. Et si on n'accorde pas les 400 autres, quel va être le résultat des prochaines élections?

M. Boyer (Châteauguay): Ne vous inquiétez pas de ça!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je sais que vous aurez des amis qui promettent \$2,000,000 ou \$3,000,000, mais ça ne peut durer tout le temps comme ça. Il y en aura encore pour leur faire de belles promesses, mais ils ne vous croiront plus.

M. Boyer (Châteauguay): On ira avec des valises!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il va être difficile de conserver les bonnes grâces des électeurs. Il va venir un temps où ça ne prendra plus et ça sera difficile de contenter et de maintenir en bonne humeur ceux qui ont demandé des prêts et qui n'en auront pas eus. Car le trésorier a bien dit qu'après les \$25,000,000, on n'en prêtera plus et que les cultivateurs devront s'adresser aux prêteurs privés. Des prêteurs privés qui vont prêter leur argent pendant 40 ans à 2 %²⁷, il n'y en aura pas gros!

M. Boyer (Châteauguay): Êtes-vous pour ou contre la loi du crédit agricole, le prêt aux cultivateurs?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis contre la mauvaise application de la loi, tel que vous le faites, la pratique présentement.

M. Boyer (Châteauguay): Vous êtes contre le prêt agricole!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis pour, je suis en faveur du prêt agricole, mais pour les cultivateurs qui ont besoin d'argent véritablement, mais je ne suis pas en faveur de prêter pour les sous-ministres, aux amis du gouvernement, au maître de poste d'Acton Vale, ou celui de Beauceville, comme nous le prouverons tout à l'heure.

J'estime que le gouvernement a tort de dépenser \$25,000,000 pour se maintenir au pouvoir. Le gouvernement veut se maintenir au pouvoir avec le prêt agricole, et pour cela il est prêt à ruiner la province. Je suis pour le prêt agricole, mais pas un prêt qui nous mène à la banqueroute.

Le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) s'est plaint du délai demandé par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch); la Chambre n'a siégé que trois jours la semaine dernière, donc le délai n'a pas été plus long qu'à Ottawa.

Il félicite le député de Montréal-Saint-Louis de l'exposé financier clair et concis qu'il a fait et qui prouve que la dette de la province augmente chaque semaine dans des proportions imposantes. Les rapports de l'auditeur de la province sous le nouveau gouvernement sont un fouillis inextricable qui ne révèle qu'une chose, la fringale qu'a le gouvernement de dépenser des millions à tout propos.

Il n'est donc pas étonnant, dit-il, que le député de Montréal-Saint-Louis ait demandé un délai.

La dette augmente continuellement. Il est important que les citoyens de la province sachent où ils en sont. On n'a pas imposé de nouvelles taxes, il est vrai, mais les revenus se sont accrus. C'est vrai. Mais il faut tenir compte du retour à une meilleure condition économique. C'est ce qui explique bien des choses. Tout le monde sait que, de 1931 à 1936, nous avons traversé la pire des crises financières que le monde ait connues. Aussi n'est-il pas injuste de prendre la période actuelle pour la comparer à celle de 1931 à 1936, comme font nos adversaires.

Une voix ministérielle: Et à Ottawa, vos amis ne font-ils pas ça?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'est pas juste de faire des comparaisons entre les taux d'intérêt que nous avons aujourd'hui et ceux que nous avions en 1933. On dit que nous payions un intérêt de 5½ % sur les bons du Trésor alors qu'on paie 2½ % actuellement. Mais c'est ce qui s'est produit partout dans le temps, et c'est ce qui se produit partout aujourd'hui. Tout le monde sait que les taux d'argent étaient élevés en 1933, par exemple, et le ministre des Mines a fini par reconnaître, a admis tantôt, qu'en 1936, sous l'ancien régime, le taux était descendu à 2¼ %, que le gouvernement libéral ne payait que 2½ % d'intérêt sur les bons du Trésor.

On ne peut donc dire que la diminution des taux est due au gouvernement actuel, mais simplement, que la situation économique s'étant améliorée partout, le phénomène se produit dans Québec comme ailleurs, sans que le gouvernement y ait eu quoi que ce soit à dire ou à y faire. Si le taux de l'intérêt est plus bas aujourd'hui, nous ne le devons pas au gouvernement. Cela est réglé, régi par la marche normale du marché et le crédit du corps qui emprunte. Quand nous avons payé un intérêt de 5½ %, c'était dû à la marche normale du marché. Le taux a baissé par le fait que les conditions du marché monétaire se sont améliorées. Et puis, si le gouvernement de l'Union nationale a pu emprunter à bon compte, c'est parce que nous avions laissé la province dans la plus belle, dans la meilleure situation financière qui pouvait exister pour elle.

(Rires à droite)

Je prétends que c'est notre gouvernement qui a laissé la province dans la meilleure situation financière dont le gouvernement actuel profite aujourd'hui, avant de la compromettre pour toujours. Lorsque nous avons perdu le pouvoir, la dette par tête de la province était la plus basse de toutes les provinces du dominion, ce qui n'est plus le cas.

(Rires prolongés de la droite)

Vous pouvez rire et faire des farces, mais le peuple de la province en a assez de ces farces-là, il ne les acceptera pas. Ça n'est pas avec des farces que vous allez le convaincre. Si vous êtes sous l'impression qu'avec votre rire, vous allez me faire perdre le fil de mon discours, vous allez vous tromper, car il y a assez longtemps que je siège ici pour qu'il faille autre chose que des rires pour me faire perdre le fil de mes idées.

Je disais donc que la dette par tête de la province était la plus basse de tout le dominion, sous l'ancien régime, lorsque le gouvernement libéral perdit le pouvoir. Nous avons emprunté pour faire face à nos obligations et aux dépenses extraordinaires entraînées par la crise. Je ne sais pas si on peut dire la même chose aujourd'hui. Nous nous en allons rapidement vers la dette par tête la plus élevée du pays, si le gouvernement ne met pas un frein à sa fringale de dépenser les millions.

On ne peut pas emprunter indéfiniment pour dépenser si l'on ne veut pas écraser les contribuables sous le fardeau trop lourd des taxes. On ne peut pas endetter continuellement un pays. Dans certaines villes de notre province qui ont commis cette erreur, la construction est arrêtée, parce que la taxe atteint \$55 du \$1,000 d'évaluation; les taxes sont telles que personne ne veut plus construire. Et la valeur de la propriété foncière a périclité, est baissée de 50 %; les industries et le commerce fuient, pendant que le coût de la vie et du logement monte et que rien ne marche. Ces villes ont ruiné leur crédit par des dépenses inconsidérées, croyant qu'un corps public n'est pas obligé de rembourser.

Il en arrivera ainsi de la province de Québec, si l'on continue à augmenter la dette de \$25,000,000 ou \$50,000,000 chaque année. Car toutes choses ont leur retour. Cela a pour effet de faire monter le prix des loyers et nous avons le spectacle de plusieurs familles pauvres obligées d'occuper, de partager le même logis.

Si les revenus montent, c'est que les sources de revenus ne sont pas encore taries par les charges fixes. Je sais que le gouvernement a été heureux du malheur de certaines personnes fortunées. On escompte des millions de la taxe sur les successions. Et puis, le gouvernement se félicite d'augmenter les revenus, quand, par exemple, il s'agit de millionnaires qui meurent et que les taxes de succession sont élevées. Il ne faut pas trop compter là-dessus, on ne pourra pas toujours escompter sur des événements comme ceux-là.

Le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) a parlé de l'emprunt de \$25,000,000

effectué par l'ancien gouvernement à la veille des élections de 1935. Cet emprunt a été fait pour payer des bons du Trésor et des dettes. Ce ne fut pas une nouvelle dette, mais on en a changé seulement le caractère. On a reproché à l'administration précédente d'emprunter sur des bons du Trésor comme si le nouveau gouvernement ne le faisait pas. Le gouvernement actuel, après avoir critiqué la politique des bons du Trésor chez ses prédécesseurs, y a recours puisqu'il a emprunté ainsi plusieurs millions de dollars. N'a-t-il pas emprunté, lui aussi, de cette façon, en 1937, pour \$22,400,000?

En février 1937, le gouvernement a emprunté dans la même journée \$3,000,000. Le 18 mai 1938²⁸, dans la même journée, il a encore emprunté par bons du Trésor un montant de \$8,000,000 et ensuite \$11,250,000. Le nouveau régime a ainsi emprunté, du 19 février 1937 au 18 mai, \$22,250,000²⁹ sous forme de bons du Trésor. Le ministre des Mines n'a pas parlé de cela.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai jamais dit que le gouvernement n'empruntait pas sur des bons du Trésor et n'ai jamais critiqué les emprunts par bons du Trésor puisque c'est d'élémentaire finance. C'est nécessaire à toute administration. J'ai même comparé les taux d'intérêt qui étaient payés. J'ai reproché à l'ancien gouvernement de l'ancien régime, après avoir emprunté ainsi, d'avoir laissé traîner dans le public des bons du Trésor non rachetés, au lieu de les placer au compte de la dette, pour laisser croire que la dette n'était pas augmentée et dans le but de camoufler le déficit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais le ministre s'est esquissé prudemment, comme un chat qui marche sur les charbons. Il n'a pas dit que le gouvernement avait emprunté \$22,250,000 en bons du Trésor. Vous avez laissé croire que le \$22,500,000 n'était pas dû.

Dans une seule année, la dette nette de la province a augmenté de \$22,400,000. Et ce, dans une année de prospérité! Mais je trouve étrange que, dans le livre des *Comptes publics*, l'auditeur de la province n'ait pas répété son graphique enregistrant l'augmentation de la dette de la province. L'an dernier, l'*État des comptes publics* contenait des graphiques avec de belles barres noires pour montrer qu'en cinq ans la dette avait augmenté de \$96,000,000.

Aujourd'hui on ne voit plus ces pages avec des graphiques, car on a peur de grafigner le

gouvernement. Ça ne fait plus l'affaire du gouvernement qui augmente la dette de \$22,000,000 par année, en plein temps de reprise économique, alors que sous l'ancien régime, pendant les années de crise, la dette augmentait de \$24,000,000 par année. Je comprends que l'on n'a pas voulu montrer que le gouvernement avait augmenté la dette de \$22,000,000 dans une année de prospérité.

Il est obligé de répondre à quelques interruptions du député de Châteauguay (M. Boyer) et du député de Chambly (M. Béique).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements de la Chambre décrètent qu'on doit s'adresser à l'Orateur et non pas interpellier un autre député, les membres de la droite³⁰.

Je ne fais pas cette remarque, dit-il, pour le plaisir de critiquer, mais pour qu'on garde le décorum dans la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On peut parler à la troisième personne. Quand je dis messieurs, j'ai le droit de le dire. Quand je parle du ministre des Mines, c'est la même chose que lorsque le premier ministre ou le ministre des Mines parlent du chef de l'opposition.

M. l'Orateur cherche dans le volume des règlements pour régler le point d'ordre.

M. Béique (Chambly): La troisième personne, c'est le Saint-Esprit.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (En s'asseyant) C'est la même chose que le lieutenant-gouverneur. Il s'adresse bien aux conseillers législatifs, en leur disant: Honorables Messieurs, sans que personne ne trouve à redire. Il dit Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative.

M. l'Orateur: Le député doit s'adresser à l'Orateur. L'article 245 du livre des règlements de la Chambre, au paragraphe 11, dit qu'un député n'a pas le droit de désigner un autre député par son nom, en Chambre. Au paragraphe 12, on dit qu'un orateur n'a pas le droit d'interpellier un autre député. Il y a une clause, une note qui dit que tout député qui a la parole doit s'adresser à l'Orateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est clair.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection à vous parler, M. l'Orateur.

(Rires)

Je disais donc que l'auditeur de la province avait oublié de dresser des graphiques de la situation. C'est commode, des graphiques, tant que cela ne graffigne pas le gouvernement. L'auditeur de la province a une manière différente de présenter ses rapports d'année en année. Il devrait toujours les faire de la même façon. Ils seraient ainsi plus faciles à comprendre.

Je m'en vais vous dicter ce que l'auditeur dit de l'augmentation de la dette. Je demande aux journalistes de me dire, par simple calcul mental, quelle est l'augmentation de la dette nette de la province, après avoir entendu cela. Cette année, il parle de l'augmentation de la dette nette en disant qu'elle est de plus de \$5,000,000 plus élevée que l'an dernier, malgré l'absorption de certaines dépenses, etc³¹.

Songez à ça! Cinq millions de dollars de plus que l'an dernier malgré l'absorption de certaines dépenses. Quel est le chrétien qui va comprendre ce charabia?

(Rires)

Mais nous allons voir les chiffres de l'an dernier. Quelle était la dette nette de l'an dernier? Il faudrait le dire afin qu'on puisse calculer ce qu'elle est cette année. L'auditeur se garde bien de nous dire la vérité. Il dit tout simplement que la dette sera de \$5,000,000 de moins³² que l'augmentation de la dette nette de 1936-1937. L'an dernier, il avait une autre phraséologie. Il doit savoir que personne ne comprendra rien à cela, mais il se dira: mon rapport aura eu l'effet de ne faire voir à personne la vérité.

M. Béïque (Chambly): Alors, pourquoi parler si longtemps s'il n'y a rien de vrai?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas fini de parler, mon cher ami. La dette consolidée nette, plus les bons du Trésor, a donc augmenté de \$96,800,679.31. Cette année, le trésorier a oublié sa phrase sacramentelle et ses graphiques pour nous dire cela. Cette année, les bons du Trésor, il ne faut pas en parler parce que trop longtemps on a prêché qu'on n'emprunterait plus par bons du Trésor ou par comptes soutirés. Mais dans le passif, il faut nécessairement que le trésorier mette les bons du Trésor. Cette année, ils s'élèvent encore à \$22,000,000.

L'honorable trésorier fait un bel état du magnifique résultat remporté en 1936-1937, mais son budget est un mauvais budget, a "misleading budget".

C'est ce qu'il disait l'an dernier. Pourtant, il avait été préparé par le gouvernement libéral et accepté à 100 %, avec plaisir par le nouveau gouvernement, l'Union nationale. Pendant les grandes dépenses de 1936, il n'a été mis à la disposition des départements de l'administration et du service civil que le strict nécessaire. Pendant des mois, il y a eu des millions qui n'ont pas été dépensés. En arrivant au pouvoir, le nouveau gouvernement a dit que nous avions laissé \$52,000,000 de dettes. Nous n'avons laissé que \$26,000,000 de dettes en bons du Trésor, et le ministre des Mines, quand il parle de \$52,000,000 comme il l'a fait tout à l'heure, multiplie de 100 % la dette véritable que nous avons laissée.

Les \$51,000,000 empruntés par le gouvernement actuel, sans soumission, par l'intermédiaire de M. Pitfield, et qui nous ont coûté quelque \$650,000 de commission, ces \$51,000,000 n'ont pas payé les dettes que nous, l'administration libérale, avons laissées. Ils ont payé pour \$20,000,000 d'obligations permanentes à cette époque. Il faut donc réduire, déduire tout cela du chiffre de \$52,000,000 qui a été fixé comme étant celui de notre dette, parce qu'on doit la justice à ceux à qui justice doit être rendue. La vérité c'est que nous avons laissé la province dans une admirable situation financière et avec un bon crédit, ce qui a permis au gouvernement nouveau d'emprunter à des conditions avantageuses. La situation est aujourd'hui changée du tout au tout.

Tous ces chiffres indiquent un déficit réel de \$22,400,000 dans les emprunts et les bons du Trésor pour cette année. Et ces chiffres, je les extrais des *Comptes publics* de 1937 qui nous ont été fournis par l'auditeur de la province.

Je crois en avoir dit suffisamment pour signaler le danger de certaines politiques. Un grand danger menace la province si l'on continue à dépenser inconsidérément. Peut-être que le gouvernement se rendra-t-il compte qu'il importe de mettre la pédale douce en certains domaines. On a avili les finances de la province, et il y a des politiques sur lesquelles il faut mettre la pédale douce, comme, par exemple, le prêt agricole. Le montant n'est peut-être pas déraisonnable, à la condition qu'il ne serve pas à enrichir des amis du gouvernement, des employés publics, au lieu de satisfaire de vrais besoins.

J'estime que \$25,000,000 auraient amplement suffi pour aider tous les cultivateurs qui sont réellement dans la misère si l'on n'avait pas pris l'habitude de prêter aux amis, aux employés publics,

aux gens qui ont de gros revenus. La somme de \$25,000,000 aurait pu suffire pour aider les cultivateurs mais non pour faire de la politique.

Le trésorier provincial a eu raison de lever le drapeau du danger. Il le lèvera encore, le pavillon du danger, mais j'ai bien peur que s'il arrive encore une élection partielle, il se laissera de nouveau séduire et permettra une dépense additionnelle de \$10,000,000, \$15,000,000 ou \$20,000,000. Il est à craindre qu'à la prochaine élection complémentaire, il se laisse faire violence et souffre qu'on emprunte encore pour gagner l'élection.

(Applaudissements)

M. Pouliot (Missisquoi): Après avoir étudié attentivement le budget soumis à cette Chambre, je m'empresse de féliciter le gouvernement et l'honorable trésorier provincial du magnifique exposé budgétaire prononcé par ce dernier, mardi le 1^{er} du courant. Je tiens à les en féliciter, pour les résultats financiers obtenus pour l'année fiscale se terminant au 30 juin 1937, pour ceux anticipés pour l'année en cours, mais surtout pour l'assurance d'un budget balancé pour l'année 1938-1939, malgré les dépenses ordinaires augmentées par l'octroi d'une pension à environ 50,000 vieillards et aveugles, de celles que doit assumer le gouvernement pour le crédit agricole et en dépit aussi des dépenses extraordinaires causées par les secours directs et les travaux de chômage.

Sous l'ancien régime, M. l'Orateur, pendant plusieurs années, des millions dépensés pour secours directs furent considérés comme dépenses capitales et chargés au compte capital afin de pouvoir montrer un surplus ou diminuer le déficit. Ceci n'était pas de la saine finance et le gouvernement de l'Union nationale, désireux de bien administrer mais de ne pas leurrer l'électorat, présente un budget clair et précis, avec le courage de charger aux dépenses ce qui est une dépense.

Il se trouve ainsi à charger comme dépenses extraordinaires tout ce qui a trait au chômage et aux secours directs, dépenses qui dorénavant seront soldées par le revenu ordinaire. En effet, nous n'avons pas le droit de faire payer aux générations futures les dépenses de la présente génération, et c'est là une saine méthode d'administration adoptée par le gouvernement de l'Union nationale.

Le discours du budget indique bien la négligence ou le favoritisme de l'ancien régime quand l'honorable trésorier provincial nous apprend qu'en moins de 18 mois son département a découvert au-delà de 3,000 compagnies faisant affaire dans

cette province depuis des années, et qui n'avaient jamais payé la taxe des corporations sous l'ancien régime. L'honorable trésorier provincial mérite les félicitations de toute la province pour avoir perçu la taxe de ces 3,000 firmes, le joli montant de \$2,500,000, durant une aussi courte période.

Et la même négligence existait dans les autres départements. Une vigilance de tous les instants a permis au trésorier provincial de percevoir pour les huit premiers mois de la présente année fiscale \$7,000,000 de plus que pour la période correspondante précédente, soit un montant annuel de \$10,500,000 de plus que ce que percevait l'ancien régime, et ceci remarquez-le bien, sans l'imposition d'une seule nouvelle taxe.

Nos adversaires vont prétendre que cette augmentation des recettes est due à une amélioration des affaires, mais les \$2,500,000 perçus des corporations n'ayant jamais fait rapport indique bien que le trésorier a collecté la majeure partie de ces \$7,000,000 en appliquant à la lettre les lois, sans favoritisme pour qui que ce soit.

Pour l'exercice financier clos, terminé au 30 juin 1937, le surplus des revenus ordinaires sur les dépenses ordinaires s'est chiffré à près de \$4,000,000, surplus qui aurait été de \$6,000,000 si on tient compte des \$2,000,000 payés pour les pensions de vieillesse. Quel contraste, M. l'Orateur, avec le déficit de \$2,000,000 de nos adversaires, au 30 juin 1936 alors qu'ils n'avaient rien payé pour une seule pension de vieillesse.

L'ancien régime avait toujours refusé de payer ces pensions de vieillesse, et pourtant, cette mesure de justice sociale adoptée dans les autres provinces aurait dû l'être dans la nôtre bien avant le 10 juin 1936, loi qui a donné à nos vieux et à nos vieilles la joie de vivre sans angoisse, loi leur assurant la sécurité en un temps où ils en avaient le plus besoin. Et c'est l'ancien régime qui a privé nos vieillards d'un montant d'environ \$15,000,000 tandis que nos taxes servaient à payer cette pension dans les autres provinces.

Permettez-moi de parler brièvement de l'excellent travail accompli par l'Union nationale depuis 18 mois. Tout d'abord, je désire souligner les \$25,000,000 mis à la disposition des cultivateurs par l'Office du crédit agricole du Québec, crédit toujours refusé par l'ancien régime, politique qui a reçu l'approbation que l'on sait lors de l'élection partielle de Bagot, malgré la campagne faite par les deux chefs de l'opposition dans ce comté. Qui ne se rappelle les arguments de l'ancien régime pour refuser le crédit?

Les cultivateurs souffrent d'un excès de crédit, disait M. Godbout, tandis que d'autres prétendaient que les cultivateurs ne rembourseraient pas les montants empruntés. Quelle injustice pour la classe agricole que ces prétentions, mais, M. l'Orateur, nos cultivateurs ont repris confiance, ils ne demandent pas mieux que de vivre sur leurs fermes.

Le crédit agricole, qui prête de façon expéditive et à bas intérêt, est l'œuvre maîtresse de ce gouvernement. Aussi suis-je heureux de féliciter M. le notaire Poirier, le président, ses collègues de l'Office et ses collaborateurs pour la prompte mise en marche de l'Office et de sa grande célérité et efficacité.

Dans moins de 10 mois, l'Office a accepté des prêts pour \$15,000,000, payé des prêts pour \$9,000,000 tandis que le prêt agricole canadien n'a prêté que \$9,000,000 en huit³³ ans, et encore ce dernier a-t-il accéléré l'octroi de prêts depuis que l'office provincial existe. L'Office a produit l'excellent résultat d'une baisse des taux d'intérêt sur hypothèques de fermes, a promis, a permis à des créanciers de toucher l'argent de leurs placements, aux municipalités de percevoir des milliers de dollars en taxes arriérées.

Le crédit agricole a arrêté l'exode des campagnes vers les villes. Ses bienfaits sont innombrables, et dire que l'ancien régime, tout au cours de la crise, s'est obstiné à refuser le crédit et a délibérément laissé les ruines s'accumuler, les cultivateurs quitter leurs fermes pour se diriger vers les villes, perdant le fruit de toute une vie de labeurs, est chose, M. l'Orateur, presque inconcevable d'un gouvernement responsable.

Au cours des derniers 18 mois, un nouvel essor a été donné à la coopération par la mise en marche de nouvelles associations coopératives agricoles. L'on compte 36 nouvelles associations coopératives agricoles. Je tiens à remercier le gouvernement et l'honorable ministre de l'Agriculture pour l'aide précieuse donnée à la Coopérative de tabac de Farnham, coopérative dont font partie des cultivateurs de Missisquoi, Rouville, Iberville, Shefford et Bagot, incapables auparavant d'obtenir un marché satisfaisant pour leur tabac. Sans nuire d'aucune façon à sa rivale de Saint-Césaire, maintenant solidement assise, je suis convaincu que la coopérative de Farnham est assurée du succès tout en permettant à quelques centaines de planteurs de tabac d'obtenir un intéressant revenu annuel.

M. l'Orateur, avec le crédit agricole à bon marché et l'extension des associations coopératives, nos cultivateurs vont connaître une ère de prospérité inconnue jusqu'ici.

Le ministre de l'Agriculture a réorganisé son ministère pour qu'il atteigne à un haut degré d'efficacité et je l'en félicite bien sincèrement. Aucune branche de l'activité agricole n'a été négligée. Aussi, je le remercie pour l'octroi généreux consenti pour installer à Bedford un broyeur à chaux qui va assurer les cultivateurs de la région de pouvoir obtenir chaque année 6,000 tonnes de pierre à chaux moulue à un prix ne dépassant pas \$1.00 la tonne, le département payant tous les frais de transport.

Puis-je souligner, M. l'Orateur, l'importance que prend le comté de Missisquoi au point de vue pomiculture, où il se trouve maintenant 60,000 pommiers, n'étant dépassé, je crois, que par le comté voisin de Rouville et je remercie l'honorable ministre de l'aide précieuse qu'il veut bien donner aux pomiculteurs de mon comté.

Dans toute la région de Montréal et des Cantons-de-l'Est, la récolte d'avoine a été totalement manquée en 1937. Aussi suis-je heureux d'apprendre que le ministère de l'Agriculture s'apprête à fournir l'avoine de semence au prix coûtant à tous les cultivateurs en ayant besoin, pourvu que leurs commandes soient groupées par l'entremise de leur conseil municipal. Je félicite le ministre de cette initiative qui va permettre à la classe agricole d'économiser des milliers de dollars tout en obtenant des grains de semence de première qualité.

La population rurale particulièrement appréciée comme il convient l'octroi additionnel de \$400,000 par an pour encourager nos commissions scolaires à augmenter les salaires des institutrices. Pendant trop longtemps, avait-on négligé la petite maîtresse d'école rurale.

L'enseignement primaire, secondaire, l'enseignement technique ont reçu du gouvernement une attention spéciale, un nouvel essor et qui va aller croissant, politique qui a mérité au gouvernement les plus grands éloges. Remerciements au ministre de la Santé pour l'unité sanitaire de Brome-Missisquoi, en opération depuis juillet 1937.

Le gouvernement et l'honorable ministre du Travail méritent les félicitations de toute la population pour avoir substitué de grands travaux aux secours directs. Mais, comme le souligne le trésorier provincial, le gouvernement fédéral ne porte pas sa juste part du fardeau. Quoique tous conviennent que le chômage est un problème national, le gouvernement fédéral ne contribue que pour un montant de \$4,800,000 par an, tandis que sa part était de \$7,200,000 en 1935 et de \$8,400,000 en 1934³⁴; mais le gouvernement fédéral paie cependant 100 % des secours directs dans les provinces des prairies.

M. l'Orateur, lors des élections de 1931, l'ancien régime dépensait \$18,000,000 pour des bouts de chemin inachevés. L'an dernier, le gouvernement de l'Union nationale dépensait environ \$17,000,000. Aussi, dans tous les comtés, l'activité a été grande et les améliorations nombreuses et durables. La différence entre nos adversaires et nous est que nous entreprenons au lendemain des élections des travaux de voirie d'envergure, tandis qu'eux commençaient des bouts de chemin à la veille des élections. C'est ainsi qu'ils se sont maintenus au pouvoir en 1931, par un gaspillage de millions, car il y avait dans chaque paroisse une équipe nombreuse sur un bout de chemin encore inachevé en 1936.

Le gouvernement et l'honorable ministre de la Voirie ont entrepris un programme de cinq ans qui a déjà commencé à transformer complètement le système routier dans cette province à la grande satisfaction des automobilistes. L'ancien régime avait dépensé plus de \$100,000,000 pour la voirie et quel système routier, de voirie avions-nous? L'an dernier 500 milles de routes ont été recouvertes d'un tapis bitumineux, éliminant la boue et la poussière, et ce n'est qu'un commencement de la réalisation d'un plan rationnel et intelligent de voirie pour relier par des routes de tout premier ordre les grands centres, puis les centres moins importants.

Aussi dois-je remercier le ministre pour les grands travaux exécutés entre Farnham et Cowansville, travaux commencés en juillet dernier et qui se sont poursuivis tout l'hiver et qui vont faire de cette section de la route 40, jusqu'à Knowlton, l'une des plus belles de la province quand cette route aura reçu un pavage en asphalte. La population de Missisquoi est fière, à bon droit, de cette importante amélioration et du travail fourni à plusieurs centaines de citoyens qui en avaient besoin. Aussi demanderais-je au ministre de bien vouloir inclure dans ses projets pour l'année courante la continuation des travaux d'amélioration de la route reliant Farnham à Iberville, Pike River à Stanbridge East ainsi que de Noyan à la frontière du Vermont. Un énorme trafic touristique traverse le comté de Missisquoi et les citoyens de Missisquoi eux-mêmes ont versé \$71,000 en 1937 au seul chapitre des licences automobiles.

M. l'Orateur, j'ai été heureux d'entendre l'honorable trésorier provincial dire que le Québec avait atteint un sommet l'an dernier par une production minière estimée à \$60,500,000 dont une production-or de \$25,000,000. Et ceci prouve la sollicitude apportée par l'Union nationale au développement de nos ressources naturelles.

L'honorable ministre des Mines et Pêcheries mérite toutes nos félicitations pour l'énergie qu'il déploie et les résultats qu'il obtient, tant en ce qui concerne les mines que les pêcheries qui ont aussi leur importance. L'Union nationale avait fait de l'aide à la jeunesse un article de son programme, jeunesse affectée par la terrible crise. Aussi le gouvernement s'est-il mis résolument à la tâche dans ce domaine.

Aux universitaires, un octroi spécial de \$250,000 à l'Université de Montréal.

Aux collèges classiques, une augmentation de \$25,000 annuelle.

L'École supérieure de commerce de Québec recevra \$200,000 par versements annuels de \$10,000.

Cent mille dollars par an pour établir une École des mines à l'Université Laval.

Une mine a été achetée pour donner des leçons pratiques de techniques minières.

Quatre cent mille dollars en vertu de l'entente Bilodeau-Rogers est la part de la province pour permettre à 5,100 jeunes gens de suivre des cours miniers, techniques, d'agriculture et d'industrie forestière tandis que 1,500 jeunes filles des villes et des campagnes apprennent l'art ménager et l'art industriel.

Soixante boursiers en génie minier, autant en agriculture et de nombreux boursiers à l'étranger.

L'enseignement technique a reçu une attention spéciale et le gouvernement songe à fonder plusieurs autres écoles techniques dans les centres moins peuplés.

Avec l'Union nationale, la jeunesse du Québec peut avoir confiance en l'avenir, car elle sera préparée pour lutter avec avantage dans un monde qui exige plus de compétence qu'autrefois.

M. l'Orateur, l'auditeur de la province, à la page 9 de son rapport, parle des "économies considérables pratiquées par le gouvernement actuel dans tous les domaines depuis qu'il est en charge de l'administration". Me serais-je permis d'en citer quelques-unes:

1. Quarante mille dollars³⁵ par an, diminution d'indemnités et frais de voyage aux ministres, conseillers législatifs et députés.

2. Réduction de 1 % dans le taux d'intérêt sur les avances faites par la banque pour la Corporation du pont Saint-Louis, soit une économie annuelle de \$35,000.

3. Diminution de $\frac{3}{4}$ de 1 % dans le taux chargé par les banques sur les bons du Trésor, taux actuel 2 %, taux sous l'ancien régime 2 $\frac{3}{4}$ %, ce qui représente une économie annuelle très appréciable.

4. Économie de \$22,000 par an en intérêts, la province ayant remboursé Ottawa des avances *re* logements ouvriers, empruntant à 3 % tandis qu'Ottawa chargeait 5 %.

5. Économie annuelle considérable par le présent gouvernement en permettant à la Commission des liqueurs de conserver en banque une balance raisonnable au lieu d'être soutirée d'un montant considérable sur lequel la Commission devait payer intérêt.

6. Réduction dans la prime d'assurance collective des employés civils d'un montant annuel de \$38,000.

7. Économie de \$16,000 par an sur les plaques d'automobiles en les payant huit sous la paire au lieu de 19 sous comme sous l'ancien régime.

8. Trois cent mille dollars par an sur les impressions, tout en donnant aux imprimeurs un profit raisonnable.

9. Six cent mille dollars par an sur les contrats de voirie, achat de gravier, d'autos ou parties d'autos, contracteurs et vendeurs devant maintenant se contenter d'un profit raisonnable.

Ceci représente une économie annuelle de \$1,500,000 et nous n'avons cité qu'une partie des économies réalisées. M. l'Orateur, nos adversaires ont critiqué l'emprunt de \$51,000,000 contracté en octobre 1936, et pourtant, à plusieurs reprises, l'honorable premier ministre a défié l'opposition de prouver que ce n'était pas là l'emprunt le plus avantageux contracté par aucun gouvernement depuis la Confédération, et toujours l'opposition s'est défilée. Voyons ce qu'en dit l'auditeur de la province à la page 12 de son dernier rapport:

"Cet emprunt de \$51,000,000 a été nécessité entièrement pour consolider une partie de la dette flottante au 30 juin 1936. Il est à noter que les termes obtenus ont été les plus avantageux depuis la Confédération. Le taux d'intérêt réel moyen obtenu, après amortissement de l'escompte, a été, pour cet emprunt de \$51,000,000 de 2.21 % comparé à 3.864 % pour la moyenne des emprunts faits durant la période du 22 mars 1925 au 1^{er} novembre 1936, ce qui indique une diminution d'environ 43 % dans le coût des intérêts. Ces termes sont meilleurs que ceux jamais obtenus par les autres provinces du Canada et même par le gouvernement fédéral."

M. l'Orateur, les \$51,000,000 ont servi à rencontrer une échéance d'obligations de \$20,500,000 et la balance à payer les dettes laissées à la présente administration par l'ancien régime, soit plus de \$30,000,000. Et par la suite, des comptes pour plus de \$6,000,000 de dépenses faites par

l'ancien régime, ont été présentés pour paiement. C'est dans cet état que l'ancien régime a quitté le pouvoir.

Le 1^{er} mars 1924, le gouvernement libéral emprunta \$15,000,000 à 5 % pour 40 ans avec coupons payables à New York sans aucune clause de rachat avant échéance.

Le 2 mars 1925, nouvel emprunt de \$15,000,000 à 5 % pour 25 ans, coupons payables à New York, rachetables seulement cinq ans avant l'échéance, soit en 1945. Si ces deux émissions eussent compris une clause de rachat, disons au bout de 10 ans, il serait maintenant possible de les remplacer par des obligations de 3½ % et économiser sur ces \$30,000,000 un montant annuel en intérêts de \$525,000 d'ici 1950, soit \$6,300,000 et un montant annuel de \$262,500 de 1950 à 1964, ou \$3,675,000 ou une économie en intérêts pour ces deux emprunts au total de \$9,975,000, ce qui, on le conviendra, est une somme assez respectable.

Le 1^{er} juillet 1926, emprunt de \$7,500,000, 4½ %, 1956, rachetable en 1951 seulement.

1^{er} mai 1927, emprunt de \$1,000,000, 4½ %, 1957, rachetable en 1952 seulement.

1^{er} mai 1927, emprunt de \$3,000,000, 4½ %, 1957, rachetable en 1952 seulement.

1^{er} février 1928, nouvel emprunt de \$5,000,000, 4 %, 1958, rachetable en 1953 seulement.

Trois emprunts en 1931 au total de \$7,500,000, 4¼ %, 1961, non rachetables avant échéance.

Deux emprunts en 1933, totalisant \$9,000,000, 4½ %, 1963, non rachetables.

Nouvel emprunt 1^{er} août 1933, \$10,350,000, 4¼ %, 1958 comme les précédents, non rachetables.

Deux emprunts en 1934, \$8,500,000, 4 %, 1944 à 1959, toujours non rachetables.

L'ancien régime, M. l'Orateur, avait bien prévu le rachat de l'emprunt de \$37,100 effectué le 1^{er} mai 1918, mais n'avait prévu le rachat de \$35,000,000 à long terme et à un haut taux d'intérêt que 5 ans avant l'échéance, et n'avait pas prévu du tout au rachat d'emprunts au total de \$58,000,000 contractés de 1913 à 1934 inclusivement à un taux d'intérêt variant de 4 % à 5 %.

Fût-il possible de convertir notre dette au taux courant de l'intérêt, dette contractée de 1913 à 1934 inclusivement avec un taux d'intérêt de 4 %, 4¼ %, 4½ % et 5 %, l'économie annuelle au chapitre intérêts s'élèverait à \$1,300,000 sur ces \$93,000,000 empruntés durant cette période.

M. l'Orateur, l'ancien régime a fait perdre des sommes considérables par ses émissions d'obligations exemptes de droits de succession.

La présente administration a hérité de la précédente des engagements pour \$15,000,000 sur les fonds de l'assistance publique, dont le principal item de revenus était la Régie des liqueurs. Tant que nos voisins furent prohibitionnistes, tout alla bien mais, par la suite, les recettes de ce côté diminuèrent et les versements promis aux institutions subventionnées ont créé un lourd déficit au fonds de l'assistance publique. Nos prédécesseurs n'avaient pas vu juste et, durant la même période, ont inutilement augmenté le nombre de permis d'hôtels dans nos campagnes, avec le résultat que quantité d'hôteliers végètent après avoir investi leur fortune dans une hôtellerie dont la prospérité ne fut que passagère, grâce à la prohibition américaine³⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Missisquoi s'il achève son discours, en faisant remarquer qu'il est 6 heures.

M. Pouliot (Missisquoi): J'en ai encore pour quelque temps, dit-il.

M. Pouliot (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Boiteau), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 9 mars 1938, à la page 3, rapporte que "deux visiteurs ontariens occupaient des fauteuils d'honneur sur le parquet de la Chambre". Cependant, ce journal ne dit pas qui est celui qui accompagne M. Colin Campbell.

2. *L'Action catholique* du 9 mars 1938, à la page 18, rapporte que cette intervention du premier ministre a été faite en anglais.

3. *Le Canada* du 9 mars 1938, à la page 1, rapporte que son discours a duré 20 minutes.

4. *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 3, rapporte le montant de \$9,315,000, contrairement aux autres journaux qui font mention de \$9,313,000.

5. *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 3, rapporte le montant de \$36,139,000, contrairement aux autres journaux qui font mention de \$38,139,000.

6. *The Gazette* du 9 mars 1938, à la page 11, rapporte 2,200,000.

7. *La Patrie* du 9 mars 1938, à la page 14, mentionne le chiffre de 100 %, mais les autres journaux rapportent tous 10 %.

8. *Le Soleil* du 9 mars 1938, à la page 5, rapporte le montant de \$3,963,000, contrairement à tous les autres journaux qui font plutôt mention de \$3,968,000.

9. *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1938, à la page 4, rapporte cependant \$157,218,616.

10. *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 9, rapporte 3,133,000 âmes alors que les autres journaux font mention de 3,135,000 âmes.

11. *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1938, à la page 4, fait mention de 19 mois mais les autres journaux rapportent tous 18 mois.

12. *La Patrie* du 9 mars 1938, à la page 14, fait mention du montant de \$7,553,535 et les autres journaux rapportent tous \$7,555,555.

13. *La Patrie* du 9 mars 1938, à la page 20, rapporte le montant de \$165,042.60, et *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 9, \$133,042.60, mais les autres journaux font état de \$135,042.60.

14. *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 9, rapporte la somme de \$237,918,000, contre \$237,912,000 pour tous les autres journaux.

15. *Le Canada* du 9 mars 1938, à la page 8, rapporte le montant de \$379, *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1938, à la page 4, \$250.39, et les autres journaux font tous mention de \$379.45.

16. *Le Canada* du 9 mars 1938, à la page 8, rapporte le montant de \$250 et *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1938, à la page 4, \$250.39, mais les autres journaux font tous mention de \$250.398.

17. *La Presse* du 9 mars 1938, à la page 8, rapporte \$38,666,398 contrairement aux autres journaux qui font état de \$38,666,298.

18. *Le Canada* du 9 mars 1938, à la page 1, rapporte que son discours a duré deux heures.

19. *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 9, fait mention de ce montant de \$1,500,000. Cependant, comme la série de chiffres qui suit le démontre, le budget de l'agriculture est descendu encore plus bas que \$1,500,000.

20. *La Presse* du 9 mars 1938, à la page 8, et *L'Action catholique* du 9 mars 1938, à la page 18, rapportent l'année 1930, mais l'ensemble du texte nous indique qu'il s'agit plutôt de 1932, tel que mentionné dans *Le Canada* du 9 mars 1938, à la page 8.

21. *La Presse* du 9 mars 1938, à la page 8, fait mention de \$1,082,000, mais les autres journaux rapportent tous \$1,083,000.

22. Certains journaux font mention de \$26,000,000, mais il est vraisemblable qu'ils arrondissent ainsi le montant de \$26,575,000 que rapportent les autres journaux.

23. *The Chronicle Telegraph* du 9 mars 1938, à la page 1, ajoute, entre parenthèses: "la période du gouvernement libéral".

24. *Le Canada* du 9 mars 1938, à la page 8, rapporte le nombre de 10,700.

25. *The Chronicle Telegraph* du 9 mars 1938, à la page 3, ajoute: "Au moment de s'asseoir, le ministre des Mines est chaleureusement félicité par le premier ministre Duplessis, qui lui serre la main".

26. Certains journaux parlent de \$1,300,000 alors que d'autres font mention de \$3,000,000.

27. *Le Devoir* du 9 mars 1938, à la page 6, rapporte le chiffre de 2½ %.

28. *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 9, rapporte cette date du 18 mai 1938. Il est probable que le député ait dit 18 mai 1937.

29. *Le Soleil* du 9 mars 1938, à la page 5, rapporte \$22,500,000, mais l'addition à \$22,250,000 tel que rapporté par *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 9, semble plus juste.

30. *Le Soleil* du 9 mars 1938, à la page 5, explique que cette intervention du premier ministre vient du fait que "M. Bouchard s'adresse à M. Gagnon en disant M. le ministre".

31. D'autres journaux rapportent cette citation comme suit: "Elle a été de \$5,000,000 de moins que l'augmentation de la dette nette de 1936-1937, malgré l'absorption de certaines dépenses, etc."

32. *L'Action catholique* du 9 mars 1938, à la page 18, dit "plus".

33. *Le Canada* du 9 mars 1938, à la page 9, fait mention de six ans, mais les autres journaux rapportent tous huit ans.

34. *Le Soleil* du 9 mars 1938, à la page 5, rapporte l'année 1935 et *L'Événement* du 9 mars 1938, à la page 9, 1936, mais le contexte nous porte à croire qu'il s'agit plutôt de 1934, tel que mentionné dans *Le Devoir* du 9 mars 1938, à la page 7.

35. *The Chronicle Telegraph* du 9 mars 1938, à la page 1, rapporte le montant de \$35,000.

36. Selon le discours du député de Missisquoi (M. Pouliot), rapporté dans *Le Devoir* du 9 mars 1938, à la page 7, le député aurait terminé son discours. Par contre, tous les autres journaux mentionnent que le député a interrompu son discours à ce moment, pour le terminer le lendemain. De plus, si nous nous reportons aux journaux racontant la séance suivante, nous voyons que le député de Missisquoi (M. Pouliot) a bel et bien cessé son discours à ce moment pour le continuer à la séance suivante. Il est donc évident que l'orateur avait distribué son discours qu'il devait prononcer au journaliste du *Devoir*. Ce dernier, n'ayant pas pris la peine de vérifier si le discours avait été livré au complet, en rapporta tout de même la totalité du texte, ce qui ne correspond vraisemblablement pas au déroulement de la séance.

Séance du mercredi 9 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 137 changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 constituant en corporation Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension;
- bill 131 relatif à la cité de Drummondville.

Questions et réponses:

**Bail entre
la Commission des liqueurs
et Mme S. Belle (Rivière-du-Loup)**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. À quelle date la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle annulé le bail qu'elle avait avec Mme S. Belle, pour son magasin de Rivière-du-Loup?

2. Quel était le loyer payé annuellement à Mme Belle jusqu'au 1^{er} décembre 1937?

3. La Commission des liqueurs a-t-elle fait un bail avec M. Louis Marquis, le propriétaire de l'immeuble où elle aura à l'avenir son magasin?

4. Si la réponse est affirmative:

a. Quel prix la Commission payera-t-elle annuellement?

b. Quelle sera la durée du bail?

c. Les parties pourront-elles y mettre fin chaque année?

d. Si oui, à quelles conditions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Par lettre en date du 31 août 1937 Mme Belle a été avisée que le bail prendrait fin le 31 décembre 1937.

2. \$100 par mois jusqu'au 31 décembre 1937.

3. Une convention est intervenue entre M. Louis Marquis et la Commission des liqueurs de Québec, mais le bail n'est pas encore signé.

**Louis-Philippe Rioux
et l'Office du prêt agricole**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. Louis-Philippe Rioux, avocat de Sayabec, dans le comté de Matapédia, est-il à l'emploi de l'Office du prêt agricole?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quand a-t-il été nommé?

b. Quelles sont ses fonctions?

c. Est-il chargé de faire des recherches aux bureaux d'enregistrement, de faire l'examen des titres et de donner son opinion sur leur validité?

3. Si oui, est-ce M. Rioux qui a donné son opinion légale sur la validité des titres de tous les prêts consentis dans le comté de Matapédia depuis sa nomination?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Non.

**Constituts et régime
de tenure à Hull**

M. Taché (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mardi 8 mars, sur la motion proposée le mardi 1^{er} mars courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Pouliot (Missisquoi): Lors de l'ajournement du débat, je parlais des économies pratiquées par la province. Je citais un cas concret avec le pont du Bout-de-l'Île, dont l'on vient de commencer la

construction. Je parlais aussi des emprunts et je montrais que l'ancien gouvernement, pour n'avoir pas mis une clause de rachat dans les emprunts qu'il effectua, empêcha la province de réaliser des économies considérables dans le domaine des intérêts.

Fût-il possible de convertir notre dette au taux courant de l'intérêt, dette contractée de 1913 à 1934 inclusivement à un taux d'intérêt variant entre 4 % et 5 %, l'économie annuelle, au chapitre des intérêts, s'élèverait à \$1,300,000 sur les \$93,000,000 empruntés durant cette période.

L'ancien gouvernement a aussi fait perdre à la province des sommes considérables par ses émissions d'obligations exemptes de droits de succession. Le gouvernement actuel a aussi hérité de la précédente administration des engagements pour \$15,000,000 sur les fonds de l'assistance publique dont le principal item de revenus était la Régie des liqueurs, dont les revenus diminuèrent depuis que nos voisins des États-Unis ont cessé d'être prohibitionnistes.

M. l'Orateur, je me demande si notre population de Québec réalise pleinement ce que le présent gouvernement fait pour elle quand on compare les œuvres de l'Union nationale à celles des gouvernements des autres provinces.

En Ontario, par exemple, pendant plusieurs années, les municipalités payaient 10 % des pensions de vieillesse et 50 % de la pension aux mères nécessiteuses. Québec paie la part des municipalités en ce qui regarde les pensions de vieillesse et paiera bientôt la totalité des pensions aux mères nécessiteuses.

Ontario n'a pris à son entière charge ces deux importants items de dépenses qu'après s'être approprié l'impôt municipal sur le revenu qui existait dans la province voisine. Et le précédent régime montrait des déficits tout en ne payant ni l'une ni l'autre.

Le comité de révision des taxes est au travail, non pas pour inventer des taxes nouvelles, mais afin de distribuer de façon plus équitable le fardeau des taxes dans la population, et son rapport est attendu avec grand intérêt.

Mais à mon avis, là ne réside pas le problème le plus grand. Le droit de douane et d'accise, impôt indirect, a été l'objet d'une convention lors de la préparation du pacte confédératif. Les revenus en furent abandonnés au pouvoir central avec l'entente qu'il doit en retour indemniser les provinces. C'est en fait une de ses principales sources de revenus. En 1936, le gouvernement fédéral percevait en droits de douane une somme de \$74,000,000¹.

Le Québec, formant plus du quart de la population du Canada, fournit donc de ce chef près de \$20,000,000² sur ce revenu et ne retire en retour comme subsides, au lieu et place de la douane, que \$2,500,000. Quoiqu'il soit vrai que le fédéral contribue environ \$11,000,000 par an pour les pensions de vieillesse et le chômage, l'écart reste encore considérable, et une révision des pouvoirs de taxation respectifs des deux gouvernements s'impose à brève échéance afin de faire plus larges, à la province, les subsides auxquels elle a justement droit en retour des droits et revenus cédés lors du pacte confédératif. Aussi, en passant, je dois féliciter l'honorable premier ministre pour l'attitude énergique prise par lui en toute occasion chaque fois que l'autonomie provinciale est en jeu et, en ceci, il a l'appui unanime de la population.

Il parle des discours prononcés, hier, par les membres de l'opposition et tout particulièrement des comparaisons faites par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) entre Ontario et Québec.

C'est un aveu, dit-il, de l'état dans lequel l'ancien gouvernement a laissé la province.

Nous souffrons encore de la crise du chômage et si la province doit emprunter des millions pour faire des dépenses au compte capital, c'est parce que le premier ministre place au-dessus des dollars et des sous le capital humain, qui est le principal capital; c'est ce qui explique que des sommes aussi considérables ont été dépensées en colonisation, en agriculture et dans la construction de routes.

Il parle des surplus fictifs de l'ancienne administration. Il montre que, de 1929 à 1936, la Commission des liqueurs a eu des profits nets de \$40,250,000, mais qu'elle a trouvé quand même moyen de verser \$47,250,000 au gouvernement. Quant aux reproches de l'opposition relativement aux demandes nombreuses des cultivateurs anxieux de profiter du prêt agricole, il estime que c'est un aveu de la situation pénible dans laquelle l'ancienne administration a laissé la classe agricole. Il reproche aux députés de l'opposition de n'avoir ni l'un ni l'autre offert la moindre suggestion pour résoudre le problème.

M. l'Orateur, dit-il, il est heureux pour la province qu'elle ait à la direction des affaires, l'homme de courage et de grande vision qu'est l'honorable premier ministre. Agriculture, colonisation, instruction publique, voirie, mines, pêcheries, tout est en progrès. Il a fait disparaître des Statuts toutes les lois inutiles ou nuisibles édictées par l'ancien régime pour les remplacer par des lois

progressives. Son gouvernement s'occupe de toutes les branches d'activité humaine. Il a rouvert le moulin de Chandler, ramené la prospérité chez les pêcheurs, redonné la confiance aux agriculteurs, il verra à ce que les travailleurs de toutes catégories obtiennent un juste salaire et soient traités équitablement.

Il veut grande et belle la province de Québec, prospère et à la tête de la Confédération. La législation soumise au cours de ces trois semaines, de ces trois sessions, est d'une haute portée sociale et économique. N'eût-il adopté qu'une seule loi, le crédit agricole ou encore la loi électorale honnête que nous avons présentement, qu'il aurait mérité un renouvellement de confiance de la part de l'électorat du Québec. Les récentes élections ont confirmé le mandat que détient l'honorable premier ministre depuis août 1936 et nous n'entendons plus le chef du Parti libéral réclamer des élections générales à brève échéance, car il n'est plus aussi prêt mais bien prêt à partir.

Québec d'abord est sa devise et dans ce Québec, le capital humain prime toutes autres considérations et c'est pourquoi je suis heureux d'être, de faire partie de cette phalange des députés de l'Union nationale qui n'ont qu'un but, qu'un désir, celui de contribuer, par des lois justes et une administration honnête, à rendre heureux les citoyens, et prospère la bonne vieille province de Québec.

M. Dansereau (Argenteuil)³: Le budget qu'on vient de présenter à cette Chambre laisse voir un ensemble de déboursés tel, qu'au nom des électeurs de mon comté, il est de mon devoir d'attirer l'attention des membres de ce Parlement sur un état financier qui semble menaçant pour notre avenir.

Je fais ces observations au nom des électeurs d'Argenteuil que je remercie encore une fois de la confiance qu'ils m'ont témoignée, en me choisissant comme leur représentant, en 1936. C'était la tâche de succéder respectueusement à mon regretté père à qui on avait confié le siège du comté de 1927 à 1934, année où la mort vint l'enlever, au chagrin de tous ses bons amis libéraux et conservateurs.

Je veux maintenant, M. l'Orateur, au nom de toutes les classes variées que nous avons dans le comté, prier le gouvernement de bien se rendre compte du danger qui menace la province si nous poursuivons une politique qui nécessite des déboursés beaucoup plus élevés que le sont nos revenus. Il semble vraiment que c'est abuser du bon et grand crédit dont cette province avait été dotée par la dernière administration, en faisant trop d'emprunts.

Dans la partie sud d'Argenteuil, nous avons des cultivateurs qui se sont largement donnés à l'industrie laitière, qui ont bien réussi et qui ont raison de se demander de quoi sera fait l'avenir. Nous avons dans la partie nord toute une région où le cultivateur est plutôt de moyens bien ordinaires, souvent même il devient à l'état de colon et demande l'aide du gouvernement⁴.

Nous avons des industries de laine, d'explosifs, des industries forestières et des mines dont une en particulier, la Canadian Refractories, qui emploie à certaines saisons près de 200 à 300 hommes. De cette source industrielle, nous touchons par la suite la question ouvrière, conséquemment les problèmes ouvriers.

Nous avons en outre un grand territoire boisé, renfermant une multitude de lacs, le tout à proximité d'une soixantaine de milles de Montréal. C'est là pour le comté une immense richesse naturelle, mais inexploitée. Le tourisme est à nos portes, mais nous n'en profitons pas. Nous avons tout pour lui, sauf l'organisation pour y voir. Voilà un comté qui devrait attirer l'attention du gouvernement. Il est du devoir du gouvernement de protéger les humbles, sans souci de favoritisme politique.

En conséquence, je réclame, dit-il, pour les électeurs du comté d'Argenteuil la jouissance des lois sociales au même titre que les comtés représentés par un ministériel. Les citoyens de mon comté sollicitent l'aide du gouvernement. Il en est de même des industries.

Les industries d'Argenteuil, dit-il, sollicitent des mesures de protection. Il est du devoir du gouvernement d'aider les uns, de protéger les autres, mettant de côté tout favoritisme politique, et non pas de voir simplement dans l'exercice de ses fonctions un but politique, celui de se faire des amis quoi qu'il puisse en coûter à la province.

C'est là où je demande au gouvernement d'être extrêmement sage. N'épuisons pas nos forces; d'autres générations nous en demanderont compte. Elles ne nous appartiennent pas entièrement, elles sont aussi le bien de ceux qui nous suivront. Par conséquent, je ne veux pas restreindre les activités du gouvernement pour ceux qui en ont besoin, pour ceux à qui la raison commande de faire du bien. L'ordre actuel des choses veut que les conditions de ceux-là soient améliorées et la société est prête à faire tous les sacrifices nécessaires pour le prompt rétablissement de ces conditions anormales dues à la crise que nous traversons.

La législation sociale que les gouvernements actuels ont adoptée est la preuve de cette bonne

volonté manifestée par tous de part et d'autre, mais il faut faire attention, pareille législation peut devenir l'occasion de très grands abus et sur une pente aussi glissante et dangereuse, il faut être prudent, et je dirais là, c'est le temps d'être bon conservateur. Par ailleurs, les activités, l'application d'une telle législation ne doivent pas revêtir le caractère d'aucune organisation politique, afin de pouvoir promettre une administration plus juste et plus impartiale.

Je félicite l'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), du bel exposé de l'état financier qu'il a soumis devant cette Chambre et je regrette de constater avec lui que notre dette par tête dans Québec a considérablement augmenté sous le nouveau gouvernement. Notre vieille province était à la tête des provinces de la Confédération pour son état de crédit. Je crains maintenant que ses beaux jours soient vite passés si on en juge par le budget que l'on propose actuellement à cette Chambre.

L'honorable chef de l'opposition parlementaire et député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a de même fait un magnifique relevé de nos affaires publiques, mais je suis certain que la population de cette province ne manquera pas de puiser dans ses paroles un grand nombre de renseignements; soit dit en passant toute l'admiration que je porte au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) pour le grand travail qu'il nous donne et la grande énergie dont il fait preuve tous les jours.

La population de cette province doit lui être reconnaissante pour le dévouement qu'il ne cesse de manifester pour les siens et pour avoir si vaillamment porté en cette Chambre l'étendard de notre parti, dans des circonstances aussi désavantageuses. Il est regrettable cependant que du côté ministériel, on s'oublie parfois à son égard au point que vous soyez obligé, M. l'Orateur, de faire un appel à l'ordre comme vous avez dû le faire hier après-midi.

M. l'Orateur, toute la députation est à l'Assemblée législative dans un but commun. Nous sommes ici pour servir les intérêts, pour travailler au bien de la province. Nous sommes ici dans un but commun. Tous nos efforts doivent converger vers cette même fin. Nous pouvons avoir des divergences d'opinion; il est du rôle de l'opposition de faire ressortir, par ses critiques, les points faibles de notre législation. Mais, dans l'ensemble de nos efforts, nous nous devons une certaine coopération et les membres de l'opposition doivent être en mesure de compter sur la bonne volonté, sur la coopération du parti ministériel pour leur rendre aussi agréable que possible l'accomplissement de leur devoir public.

Je termine, M. l'Orateur, en mettant bien en garde le gouvernement sur l'administration de nos deniers publics. Je lui rappelle l'aide qu'il doit donner aux pauvres, mais aussi une juste protection qu'il doit à ceux qui ont des biens et qui seront les payeurs des taxes futures. Je lui rappelle enfin l'attention qu'il doit aux jeunes, leur moral qu'il doit sauvegarder, leur avenir qu'il doit préparer, et tout ceci, M. l'Orateur, afin de garder notre province belle et grande tout comme l'avait laissée notre dernière administration libérale.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je sais que l'Assemblée est impatiente de clore le débat, la discussion sur le discours du budget, mais je tiens à dire quelques mots, car il me semble que dans la période que nous vivons, et dont malheureusement trop peu réalisent toute l'acuité et toute l'importance, il est du devoir de tout bon citoyen, d'avantage de tout bon représentant du peuple, de ne pas s'abstenir de tout ce qui peut aider, encourager et appuyer un pouvoir dont tous les efforts tendent à racheter une situation qui, il y a deux ans, lorsque nous avons pris le pouvoir, apparaissait désespérée.

Le grand problème qui, il y a deux ans, s'est posé dans cette province n'était pas tant dans le mot politique que dans le mot démocratie. Ce qui s'est dressé devant nous, à ce moment, avec des menaces selon les uns, avec des promesses selon les autres, ce n'était pas, je devrais dire ce n'est plus, depuis l'avènement de l'Union nationale, une question politique, car l'esprit de parti était déjà mort à ce moment-là dans Québec.

Je peux dire, en passant, qu'il est mort également à Ottawa. On s'en apercevra aux prochaines élections générales fédérales. Ce qui se dressait devant nous, messieurs, à ce moment, je le répète, ce n'était pas une question politique, c'était une question sociale. On prétend que le peuple a le tempérament et la santé morale de son climat social.

Or, M. l'Orateur, je dirai que la question était, il y a deux ans, dans la détresse du peuple, dans les détresses des campagnes qui n'avaient pas assez d'argent, pas assez de bras, et dans les détresses des villes qui en avaient trop. La question était dans les jeunes gens, même préparés par une solide instruction, qui n'avaient pas de travail et dont la ligne brisée des attitudes dénotait des ténacités en détresse; la question était dans l'ouvrier qui n'avait qu'une chambre s'il était célibataire et un taudis s'il était marié; la question était dans des industries que l'organisation économique avait fermées pour limiter la concurrence; la misère était dans la mère

nécessiteuse sans ressources; la question était dans la jeune fille sans foyer et sans assistance; la question était dans des aveugles sans espoir d'attendrissement, dans des vieillards sans secours et sans affection à qui parfois, dans le silence des nuits d'angoisse, l'absence de Providence sociale faisait parfois douter de la Providence divine; la question était dans tous ceux-là qui souffraient, dans tous ceux-là qui avaient faim et qui désespéraient de leur avenir, et qui peu à peu se laissaient ronger par le découragement et le désespoir.

Et bien, Messieurs! vous les libéraux doctrinaires d'hier et d'aujourd'hui, de Québec d'autrefois et d'Ottawa d'aujourd'hui, votre doctrine d'indifférence, de nonchalance et d'égoïsme a vécu dans la province de Québec. Ces souffrances-là qui vous laissaient indifférents nous ont pris le cœur; loin de nous laisser insensibles, elles ont éveillé en nous tous, de la présente Union nationale, le plus tendre respect, la plus grande charité, la plus ardente et la plus poignante sympathie. Tout cela nous a donné le courage et la détermination d'un mouvement irrésistible de réaction. Nous avons réagi et le peuple a réagi avec nous, et le premier ministre actuel le déclarait dans le temps: "La vague montait avec autant de puissance que d'irrésistibilité". Le peuple a réagi. Il savait que la formule de salut était en lui et dans ce mot-là: réagir.

Il fallait, on l'a écrit récemment, deux géants pour détruire le régime néfaste du libéralisme provincial; les événements et un homme exceptionnel. Cet homme exceptionnel, puissant, vous l'avez assis au milieu de cette Chambre, c'est celui qui, sans espoir de récompense personnelle s'est voué à la cause des grandes valeurs de la vérité, de la beauté et du bien dans cette province. Cet homme-là, c'est le chef des luttes d'hier, c'est le premier ministre actuel, l'honorable M. Duplessis.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On n'a pas le droit de nommer un député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas perdu mon nom.

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Les événements? Ce fut le mécontentement général contre un homme, contre un groupe d'hommes, contre un régime cramponné à la doctrine de l'indifférence, de la nonchalance, du laisser-faire, du laissez-passer, du laisser-dire, du laisser-porter. La

réaction s'est faite contre l'esprit de parti d'abord, puis contre les chefs, et enfin contre des hommes qui avaient perdu tout contrôle d'eux-mêmes, des choses, des gens et de la société dont ils avaient la garde.

La réaction s'est faite, Messieurs, contre ces hommes qui, comme je le disais tout à l'heure, étaient devenus insensibles aux souffrances et aux inquiétudes de tous ceux-là, grands et petits, faibles et forts, envers qui ils avaient pourtant la stricte et impérieuse obligation de la compréhension et de la protection, puisqu'ils avaient accepté de les représenter dans l'État.

Des tâches de cette nature-là ne doivent pas comporter que des plaisirs et que des satisfactions; elles amènent avec elles le long cortège des nécessités sociales et la lourde charge des devoirs envers les ressortissants qui nous envoient les représenter au sein de la nation.

La réaction s'est faite, Messieurs, contre des hommes qui semblaient avoir perdu le sens de l'humain et de l'humanité. La réaction s'est faite surtout contre tous ceux-là qui, ayant trahi le culte désintéressé de l'idéal, qui a toujours été et sera toujours l'espérance de la vie, travaillaient à nous faire nous abandonner nous-mêmes à un déterminisme dissolvant et à une résignation quasi-fataliste; résultat de l'esprit de possession, d'accaparement du monde extérieur, du monde palpable, du monde matériel.

Et tout cela, alors qu'autrefois, chez nous, nous cultivions les caractères, nous mettions notre joie dans un équilibre moral reconfortant, dans les choses de l'esprit, dans la personne humaine, dans l'individu, dans la famille, dans l'idéal familial, paroissial, collectif. Seule une profonde et longue souffrance pouvait nous éveiller et nous sortir de notre néfaste léthargie qui fut, vous l'avouerez avec moi sans doute, la conséquence directe de notre aveugle esprit de parti. Notre province aura terriblement souffert de l'esprit de parti.

C'est que nos gens croyaient, il me semble, que c'était chez nous une tradition d'ordre moral qui s'apparentait à la sincérité et à la constance, deux de nos belles vertus celles-là, que de toujours et inlassablement voter pour une couleur: pour du rouge ou pour du bleu.

Messieurs, si le Parti libéral a inscrit de grands noms au fronton de son Panthéon, il portera longtemps la culpabilité, la responsabilité d'avoir retardé la croissance de notre race. Je dis avec intention "retardé", car on ne retient pas une croissance. On la retarde, on la contrarie, on la comprime, mais tôt ou tard elle prend sa revanche et

alors elle fait des bonds. Le présent que j'ai devant les yeux, M. l'Orateur, la situation sociale telle qu'elle m'apparaît aujourd'hui, dans la province de Québec, après deux années de régime de bienfaits sociaux, me permet d'affirmer aujourd'hui, sans hésitation, que l'évolution normale de notre race a été retardée dans tous les domaines qui relèvent de près ou de loin de la politique, par des manœuvres, par des attitudes souvent inavouées, plus souvent inavouables, des clans et des groupes politiques d'autrefois. Ce régime d'étouffement de notre race par l'esprit de parti a vécu, espérons-le.

Ce régime-là a vécu. Je l'ai dit tout à l'heure. Le peuple a repris ses droits et il entend, je crois, les rappeler plus souvent que jamais. Nos gens comprennent davantage aujourd'hui qu'ils ont le devoir de se renseigner, d'écouter, de s'instruire des faits et gestes des hommes publics. Le désenchantement d'autrefois a été général et les a rendus plus perspicaces, plus avertis, et cette perspicacité-là se matérialise bien, car chaque fois que nous avons eu des élections partielles, c'est-à-dire dans la Beauce et dans Bagot, la réponse a été encourageante et réconfortante pour le premier ministre actuel.

Le caractère social de la lutte politique des dernières années a ouvert bien des yeux. Les jeunes, les agissants surtout, ont compris. On reproche à la jeunesse de vouloir agir trop vite ou trop tôt? On veut lui faire garder sous le boisseau ses grands élans intérieurs pour qu'ils se transforment en sagesse? Il y a là du bon, mais il ne faut pas aller jusqu'à empêcher cette sagesse de s'exprimer. Il faut de la raison pour diriger les affaires publiques, mais devant les problèmes sociaux qui se posent, il faut peut-être encore plus de cœur que d'esprit et de raison.

Au demeurant, messieurs, la grande lutte sociale qui s'est faite dans Québec a eu pour effet de faire renaître notre mystique nationale délaissée à un temps où la richesse, la prospérité nous portait au plaisir, et qui fut amèrement regrettée pourtant aux heures d'inquiétude et de souffrance. Cette mystique-là, l'idéal individuel et collectif canadien-français, s'est en quelque sorte réincarnée aujourd'hui dans des esprits neufs et jeunes qui agissent dans cette Chambre depuis deux ans, dans d'autres esprits neufs et jeunes qui agiront bientôt, je l'espère, sur le plan fédéral.

Car, messieurs, et vous l'admettez facilement, il faut des esprits jeunes et neufs pour comprendre les deux choses que j'ai mentionnées tout à l'heure, les souffrances et l'idéal. Pour avoir compris les souffrances du peuple, il fallait de la

jeunesse de cœur et de la jeunesse d'esprit, sinon de la jeunesse de sang. Il fallait des esprits jeunes et neufs, car il faut de l'enthousiasme, de la joie de vivre, de l'élan, de la générosité, de la magnanimité, de la spontanéité. Il faut davantage, messieurs, pour compatir aux souffrances et pour entretenir un idéal, il faut de l'esprit de foi, d'espérance et de charité.

C'est pourquoi, messieurs, je ne puis que me réjouir d'un discours du budget aussi sage, aussi sérieux, aussi encourageant que celui de cette année, que nous a donné le ministre des Finances. Voilà le complément naturel et parfait d'un discours du trône également sain, prévoyant, généreux, charitable et parfait. Vous l'avez entendu il y a quelque temps ce discours du trône; moi, j'ai lu et relu le discours du trône. Je me suis permis de le faire et de le méditer.

Partout, vous y trouvez les mots de sollicitude, de service, de classe agricole, de classe ouvrière, de progrès, de sécurité, de stabilité. Partout, vous devinez un souci constant de sollicitude pour toutes les classes de la société, de remédier, par des mesures qui sont aujourd'hui des mesures de progrès et qui forment en quelque sorte le deuxième groupe des dispositions législatives qui étaient nécessaires pour amender la situation grave que nous avons vécue, la phase des mesures tonifiantes et réconfortantes qui succède, M. l'Orateur, à la phase des mesures de remèdes pour guérir, de remèdes pour le grand malade qu'était la province en 1936.

Le régime des remèdes et des pansements a été commencé dès la première session d'urgence, en 1936, alors que furent adoptées les grandes lois de fonds, ce que j'appellerais lois organiques, telles que la loi électorale, la loi des compagnies, la loi des terres de la couronne en vue de la grande colonisation, les dispositions spéciales pour le chômage, et j'en oublie, et des plus importantes.

Aujourd'hui, le malade est convalescent et le premier ministre actuel et son cabinet entrent, comme je le disais tantôt, dans la deuxième phase d'activité politique, celle du réconfort et du stimulant.

Je crois entendre, messieurs, les réflexions intérieures de tous ces messieurs de l'opposition qui, derniers survivants d'un régime qui eut parfois quelques grands noms s'il eut de mauvaises formules et de mauvais principes, j'entends, dis-je, ces réflexions intérieures de gens qui cherchent toujours à passionner les débats alors que, de ce côté-ci, nous nous efforçons de les éclairer et de les calmer pour des motifs qui sont puisés, messieurs, croyez-moi, dans le patriotisme bien plus que dans d'autres sentiments.

J'entends, dis-je encore, les réflexions intérieures de tous ceux-là qui viennent de m'écouter et qui ne partagent pas nos convictions politiques. Ils ont sans doute une grande exclamation intérieure. Tout cela a coûté bien cher! Je les vois, messieurs, sourire intérieurement et se rappeler les chiffres qu'ils se plaisent à répéter ici: \$20,000,000 d'emprunt, \$30,000,000 d'emprunt, \$51,000,000 d'emprunt, etc. etc. La réponse est facile! Messieurs, sous votre régime, vous avez laissée, je vous l'ai dit tantôt, la machine sociale s'organiser contre les travailleurs, vous l'avez laissée s'organiser contre le bonheur de nos gens, qui ont toléré cet état de choses avec autant de patience que de bonté.

Vous avez laissé s'organiser par des manœuvres savantes, souvent même sous le couvert de gestes en apparence charitable et généreux, le monopole des marchés, la fixation des prix, la détermination rigide des conditions de production. Exemple: la fermeture de certains moulins que le premier ministre actuel va réouvrir dans leur totalité, je le sais. Votre régime a laissé déterminer également des conditions rigides de distribution et de répartition des richesses; bref, si les remèdes ont coûté cher, c'est que le malade était dans un piètre état quand il nous a appelés, demandés à son chevet.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Très bien, très bien!

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): C'est bien mieux que vous autres! C'est que le mal semé durait depuis longtemps. Plus ils diront que la législation remédiateur a coûté cher, plus ils admettront leur impuissance et plus ils s'accuseront, se condamneront eux-mêmes et plus ils accuseront leur passé.

Il se réjouit de faire partie de la phalange de députés qui appuient le premier ministre.

Le budget actuel, s'il est comprimé, dit-il, est une merveilleuse réponse à tous ceux qui disaient que le gouvernement apporterait avec lui des calamités et perdrait la province au lieu de la sauver. Si la situation est grave, ce n'est pas le moment de marchander au premier ministre, qui a une majorité d'autorité, la collaboration nécessaire. Le Parti libéral a eu de beaux et grands noms. Il ne faudrait pas que, dans l'histoire qui parlera certainement de Duplessis-Le-Grand, s'ajoute à côté le nom de Bouchard-Le-Petit!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous me permettez tout d'abord de féliciter le député d'Argenteuil (M. Dansereau), qui vient de parler pour

la première fois en cette Chambre, et qui s'est si bien acquitté de sa tâche. Je l'en félicite. J'ai aussi écouté avec beaucoup d'intérêt le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger). Si je ne me trompe, la conversion de mon ami de Dorion n'a pas été aussi subite, comme celle de saint Paul sur le chemin de Damas. Si je suis bien informé, il y a quatre, cinq ou six ans, le député de Montréal-Dorion parlait sous les auspices et sur les mêmes tribunes que le député libéral de Berthier (M. Bastien) et le chef de l'opposition.

Il a critiqué le présent gouvernement plus souvent qu'à son tour et même le premier ministre. Tous les grands mots qu'il a employés pour faire l'éloge du premier ministre m'ont ému, et j'espère qu'il persistera dans sa conversion. Je félicite le premier ministre de la conversion de son député. Mais j'avertis le premier ministre, qu'il se méfie, il devrait faire attention. Comme va la plume au vent, le député de Montréal-Dorion m'a l'air volage.

Le ministre des Mines a fait un bel effort hier, mais il s'est de temps à autre un peu mêlé. Quand il nous reproche, à l'administration précédente, d'avoir emprunté de l'argent de la Commission des liqueurs, il doit bien savoir que les recettes de la Commission des liqueurs doivent aller à la province. Quant aux comptes en suspens que l'ancienne administration avait à la fin de son exercice financier, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) doit se rappeler que le gouvernement actuel en avait, lui aussi, au 1^{er} juillet. Le montant en était même respectable: \$7,250,220.15.

Quant au député de Missisquoi (M. Pouliot), il contredit les *Comptes publics* de 1937 lorsqu'il dit que le gouvernement ne met pas les dépenses occasionnées par le chômage au compte capital. Je lis à la page 8: "Loi de l'aide aux chômeurs, \$6,687,946.38". Voilà le changement que proclame le député de Missisquoi.

Le gouvernement, nous a dit l'autre jour le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), a aboli les secours directs dans la province de Québec. Il faudrait bien que les honorables ministres accordent un peu leurs violons. Le discours du budget, fait par le député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), nous enseigne que les secours directs restent encore le problème le plus grave que le gouvernement ait à résoudre.

J'ai bien aimé le discours du ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon). S'il continue il deviendra aussi éloquent que le premier ministre. Tout de même je préfère entendre le premier ministre, question d'habitude peut-être.

Le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon) met la faute sur le gouvernement fédéral si les secours directs coûtent cher à la province. Le ministre des Mines semble devenu de plus en plus depuis quelque temps l'organe du premier ministre. Nous avons tous eu l'impression que le ministre des Mines s'ennuie beaucoup d'Ottawa, du gouvernement fédéral. S'il était ici, à son siège, je lui offrirais mes sympathies pour la démission de son chef, le très honorable M. Bennett, qui l'avait nommé ministre sans portefeuille. La démission de son chef doit lui avoir fait beaucoup de peine.

Je lui ferai remarquer que l'honorable trésorier de la province a affirmé dans son discours que c'est depuis 1934, alors que les conservateurs étaient au pouvoir à Ottawa, que le gouvernement fédéral a commencé à diminuer sa participation au paiement des secours directs.

Le gouvernement actuel nous avait promis de diminuer les dépenses de voyage. Si l'on a diminué les dépenses des employés ainsi que l'affirme le député de Missisquoi (M. Pouliot), les dépenses de voyage des ministres et des députés ont augmenté considérablement. Jamais autant de ministres ont traversé les mers. Dans les *Comptes publics*, on constatera que, malgré les promesses faites à l'électorat par le premier ministre, non seulement les ministres, mais aussi un grand nombre de députés ont voyagé.

On constatera, à la page 409 des *Comptes publics*, que le voyage de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) en Europe, à Londres, nous a coûté \$2,500 et celui du secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) le même montant, \$2,500 également.

Les frais de représentation, les dépenses de voyage du trésorier (l'honorable M. Fisher) et de l'honorable ministre des Affaires municipales, du Commerce et de l'Industrie⁵ (l'honorable M. Bilodeau) ne sont pas dans l'état financier actuel, n'apparaissent pas aux présents *Comptes publics*, mais ça viendra.

Je ne veux pas dire que ces dépenses, pour un voyage en Europe, sont exagérées. Mais jamais autant de ministres ne sont allés en Europe que depuis l'avènement du gouvernement actuel, et on nous avait promis le contraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable député prétend, veut-il dire que ce n'est pas convenable, indispensable, nécessaire d'envoyer des représentants, des ministres de la province au couronnement du roi? Je lui dirai

que ses amis d'Ottawa ont envoyé 22 représentants et que, nous, nous en avons envoyé seulement que trois.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il me semblait que le premier ministre ne devait pas faire de politique fédérale. Mais, puisque le premier ministre parle d'Ottawa, je dirai que je sais qu'à Ottawa on a inclus, dans la délégation, des membres de tous les partis comme délégués à Londres. La représentation fédérale est naturellement plus considérable que la représentation provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'est pas content d'être resté ici? Il aurait voulu y aller?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ah non. Mais il y a des députés qui ont voyagé aussi. On a même envoyé le vice-président de la Chambre (M. Trudel) en Pologne, je ne sais pour quelle mission indispensable, assister à je ne sais quel congrès d'une suprême importance. Le député de Témiscamingue (M. Larivière) a pris part à une mission indispensable en Europe, et jusqu'au député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) qui est allé nous représenter à Paris, à l'Exposition universelle.

Et je vois le député de Frontenac qui se demande si je vais parler de son voyage au Danemark, où il est allé sans doute pour apprendre le danois et les moyens les plus modernes de déloger un colon rouge de son comté pour le remplacer par un bleu.

M. Tardif (Frontenac): Si le gouvernement s'engageait à payer un voyage du député de Rivière-du-Loup à condition qu'il ne revienne pas, est-ce que le député de Rivière-du-Loup s'engagerait à ne pas revenir?

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non. Mon honorable ami d'en face serait trop content. Cela ferait trop plaisir à mes amis d'en face, au gouvernement.

M. Tardif (Frontenac): Et à vos électeurs surtout. Ce sont les électeurs du député de Rivière-du-Loup qui seraient contents.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La farce n'a pas même le mérite d'être neuve. C'est une vieille farce du premier ministre, il l'a répétée bien des fois avant le député de Frontenac; vous n'avez même pas le mérite de l'inventer. Au fait, si le député est allé au

Danemark, c'est peut-être pour apprendre la façon la plus efficace de changer les méthodes les plus modernes pour enlever leurs lots aux colons rouges et les donner à des colons amis, des colons sympathiques à l'Union nationale.

À propos de colonisation, j'entends encore le ministre des Mines se scandaliser parce que l'ancien gouvernement libéral a établi des colons en pleine forêt. Pensez donc! Quel scandale! Établir des colons en pleine forêt! Songez-y, en pleine forêt! Mais doit-on, le ministre des Mines voudrait-il, va-t-il s'imaginer que l'on peut les établir sur la Grande Allée à Québec, ou sur la rue Saint-Pierre, ou sur la rue Saint-Jacques à Montréal. Quels abus, établir des colons en forêt!

Je remarque que le ministre des Mines n'est pas à son siège. Sans doute il se repose de l'effort qu'il a fait hier.

Pendant que le ministre des Mines disait hier que tout allait bien dans le domaine de la colonisation, un journal de cette ville publiait un article, un *Premier Québec*, que le premier ministre devrait lire s'il ne l'a pas déjà lu. Il s'agit d'un journal que le premier ministre affectionnait beaucoup avant le 17 août 1936, et surtout avant février 1937, un journal auquel il a déjà donné des contrats d'impression, contrats qu'il lui a enlevés ensuite probablement dans un moment de mauvaise humeur.

(Rires)

Cet article affirme que la colonisation marche au ralenti et que les colons se plaignent beaucoup en certains endroits. Il cite un article de *L'Action catholique*, paru le 8 courant, disant que la colonisation va au ralenti.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous la signature de qui? Qui a signé l'article?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Sous la signature de M. Louis-Philippe Roy.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas surprenant!
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne sais pas si le premier ministre a une querelle avec M. Louis-Philippe Roy, mais c'est écrit.

Les colons se plaignent de ne pas recevoir les primes dues depuis décembre ou janvier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce sont les pitons de l'Union nationale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et le gouvernement va prétendre que la colonisation va bien alors que les plaintes sont plus nombreuses que jamais. Le ministre nous a dit que c'est parce que la colonisation va bien, est bien administrée, que le gouvernement est obligé de tant emprunter. Je comprends que le ministre des Mines ne soit plus ici. Son effort d'hier lui demande du repos.

(Rires)

Pour l'édification du député de Bagot (M. Adam), je lui citerai ce passage du discours du budget, fait par le député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), dans lequel on exprime l'espoir que, lorsque les \$25,000,000 accordés pour le crédit agricole auront été dépensés, les cultivateurs s'adresseront davantage aux prêteurs privés. Pourquoi le premier ministre, que j'ai écouté à la radio par un beau dimanche, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas dit cela aux électeurs de Bagot?

Il disait: "Si vous voulez un crédit agricole qui prête, votez pour le Dr Adam". Pourquoi le premier ministre ne tenait-il pas le même langage que le trésorier provincial? La raison est simple: probablement parce que ça n'aurait pas pris dans Bagot, quand il y avait 540 demandes pour le prêt agricole. Je ne dirai pas, parce que j'entends déjà le premier ministre protester que j'insulte les cultivateurs, je ne dirai pas que c'était pour acheter l'électorat, mais on me permettra bien de le penser.

Et à propos du prêt agricole, à ma question au *Feuilleton* au sujet de M. Louis-Philippe Rioux, avocat de Sayabec, Matapédia, ayant demandé s'il était à l'emploi de l'Office du prêt agricole, quelles étaient ses fonctions, etc., le ministre de l'Agriculture m'a laconiquement répondu par un non catégorique. Mais dans une cause récente de saisie-arrêt, contre ce M. Rioux, il s'agit de la cause Bélanger vs Louis-Philippe Rioux, portant le numéro 5030 de la Cour supérieure de Rimouski, le trésorier, gérant, président de l'Office du prêt agricole, M. Paul Comtois, témoignant sous serment, affirme que M. Louis-Philippe Rioux était à l'emploi de l'Office, qu'il était chargé de la révision des titres à \$9 par demande de prêt, et il était dit dans la cause qu'il devait, à la date du procès, une somme de \$116.40⁶ au défendeur, et M. Comtois ajoutait que l'Office se soumettrait à la décision de la Cour.

M. Comtois a dit que M. Rioux était à l'emploi de l'Office et le ministre dit le contraire. Qui est dans la vérité? Lequel ne dit pas la vérité? Bien plus, ce M. Rioux dont la femme emprunte de l'Office et paie Albert Rioux, le sous-ministre de l'Agriculture, frère de son mari, ce M. Rioux conteste

la saisie-arrêt. Et pour la contester, il dit qu'il a été nommé réviseur de l'Office du prêt agricole, donc fonctionnaire public, pas cultivateur mais fonctionnaire public, et qu'à ce titre ses honoraires sont insaisissables.

Ainsi donc, non seulement il achète des terres, indirectement, et les paie à même le crédit agricole, mais il se dit fonctionnaire pour ne pas être saisi.

Les journaux annoncent, dit-il, que le gouvernement doit demander à la Chambre de voter une somme de \$50,000,000 pour la voirie. Mais dans la province, il y a une chose qui presse beaucoup plus que le tourisme. Et c'est le soulagement de la classe agricole. Le gouvernement ne se soucie apparemment des cultivateurs qu'en temps d'élections. Ça ne presse pas d'augmenter à \$50,000,000 les crédits de la voirie lorsqu'on diminue les crédits de l'agriculture et de la colonisation.

Je dirai maintenant quelques mots sur les taxes. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a démontré que l'année fiscale s'est bouclée avec un déficit de \$17,000,000 et plus. Le gouvernement avait prétendu à un surplus. Et il ajoutait que cela était beau et qu'il n'y avait pas de nouvelles taxes de projetées. Dans son discours sur le budget, le trésorier provincial, après avoir annoncé que les revenus de la province avaient augmenté considérablement, a déclaré qu'aucune nouvelle taxe ne serait imposée. C'est bien le moins; ce qu'il faudrait ce n'est pas augmenter les taxes mais les diminuer.

Il prend quelque temps à trouver des informations complémentaires.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Pas là, dans l'autre livre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Que le ministre du Travail ne s'inquiète, je trouve toujours assez vite ce que je cherche.

Nos amis du gouvernement devraient avertir le peuple d'une prochaine réduction de taxes puisqu'il y a des revenus accrus. Par exemple, la taxe sur les successions qui avait été augmentée par l'ancien régime en temps de crise. L'opposition du temps avait alors protesté; elle devrait bien se reprendre maintenant qu'elle est au pouvoir. Le gouvernement devrait aussi permettre aux municipalités de bénéficier des revenus de la Commission des liqueurs, comme il en avait fait la proposition en Chambre. Le gouvernement, ni dans son discours du

trône, ni dans son discours du budget, n'annonce qu'il va mettre en pratique cette politique pour laquelle il votait en Chambre dans son temps d'opposition.

Il parle ensuite de réductions de taxes qui s'imposent pour les municipalités.

Le premier ministre actuel, dit-il, alors qu'il était dans l'opposition, était en faveur de la réduction de ces taxes des municipalités. Il était aussi en faveur de la réduction des taux de péage sur les ponts. Je constate dans les *Procès verbaux* que, le 2 avril 1935, on votait en faveur d'une motion pour l'abolition des ponts de péage. Mais il n'en parle plus maintenant. Il n'est plus question de les abolir maintenant qu'on est au pouvoir. Le trésorier provincial n'en a pas parlé, lui non plus, dans son discours. Les revenus ont augmenté mais le gouvernement n'a pas encore rempli ses promesses. Il y a encore des ponts de péage.

Parlons aussi de la fameuse prime sur le beurre et sur le fromage que l'opposition d'alors avait promise. On la réclamait quoique sachant fort bien qu'on était en temps de crise. L'opposition du temps votait pour cela en Chambre. Il (le trésorier provincial) n'a pas parlé non plus des primes sur le beurre et le fromage. Et pourtant, le premier ministre avait bel et bien promis des primes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quand?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Attendez un peu, je vais vous le dire⁷. C'est dans un amendement pour lequel le premier ministre a voté le 4 avril 1931. À cette date, vous étiez de ce côté-ci de la Chambre et vous avez demandé au gouvernement libéral d'accorder le plus tôt possible des primes sur le beurre et le fromage afin de venir en aide aux cultivateurs et de développer l'industrie laitière. D'après le *Procès verbal*, on disait que l'opposition du temps "regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de donner une prime sur le beurre et le fromage". Ont voté "pour" dans le temps, M. Duplessis et M. Tremblay, les deux seuls qui restent en Chambre, de l'opposition du temps. Cela équivalait à une promesse advenant son accession au pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas une promesse, ça, mais une simple résolution.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vais dire comme vous, ce n'était pas une promesse, mais c'était

un énoncé de principe politique. C'était davantage. C'était une bonne manière à prendre pour leurrer le peuple, l'électorat à la veille des élections de 1931⁸.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.
(Applaudissements à gauche)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dans un cas comme dans l'autre, vous n'avez rien fait et vous vous proposez de ne rien faire.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Quel était à ce moment le prix du beurre?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne saurais dire exactement, mais il ne se vendait pas cher. En 1936, il avait beaucoup augmenté.

Vous vous proposez de ne rien faire et cependant, lorsque l'honorable M. Godbout annonçait une prime sur le beurre et le fromage pendant l'été seulement, vous vous faisiez fort de dire que les primes seraient payées avec vous autres, toute l'année durant, en été et en hiver.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Avant qu'on aille plus loin, je tiens à dire à cette Chambre que je n'ai jamais promis, en aucun temps, dans aucun discours, dans aucun écrit et dans aucune autre circonstance, ni directement, ni indirectement, des primes sur le beurre et le fromage. Au contraire, j'ai même tenté de dissuader de mes collègues qui favorisaient cette politique. À ceux de nos partisans qui promettaient cette prime, je leur ai dit: Vous avez tort de faire cet avancé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Fort bien, mais après cet amendement des *Procès-verbaux* d'avril 1931 pour lequel vous avez voté; après la campagne de 1936 où le chef du gouvernement a promis une prime sur l'industrie laitière, nous pouvons affirmer que le gouvernement avait bel et bien promis la prime sur le beurre et le fromage. Le premier ministre sait que des membres de son cabinet les ont promises, ces primes, et il ne les a jamais contredits.

D'ailleurs, nous n'avons jamais entendu le premier ministre, alors dans l'opposition, désavouer ses partisans parce qu'ils promettaient cela. Le trésorier provincial a même été plus loin en annonçant son supposé surplus: il a promis, au cours de l'été, de diminuer, une réduction des prix des permis d'automobile. Quand la réalisera-t-il, cette promesse?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce une question?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Que mon honorable ami le premier ministre a donc hâte de parler! Il regarde l'heure souvent. Cela va me prendre encore cinq minutes si on ne m'interrompt plus. Ce que j'ai hâte de voir, c'est le temps où le gouvernement va mettre en marche la politique qu'il préconisait alors qu'il était de ce côté-ci de cette Chambre. Si le gouvernement accuse vraiment un surplus, pourquoi ne diminue-t-il pas les taxes? C'est son devoir de dégrever les contribuables. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de réduire cette taxe sur les automobiles, particulièrement sur les camions des cultivateurs?

Lorsque, l'an dernier, mon collègue le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) a demandé une diminution de taxe sur les automobiles, le chef du gouvernement a mis les gants blancs pour lui demander de retirer sa motion. Le gouvernement ne diminue aucune taxe. Au contraire, nous connaissons l'ère des déficits. Il ne fait qu'emprunter des millions et des millions. Il a endetté la province de plus de \$80,000,000 sans penser aux générations futures. Et cette politique va se poursuivre encore, il n'en faut pas douter.

Nous faisons des vœux pour que le gouvernement adopte des principes d'administration plus sains. Administrer, ce n'est pas seulement se cramponner au pouvoir, c'est prévoir disait le chef du gouvernement lorsqu'il était dans l'opposition. Mais aujourd'hui, il dit: "À ceux qui viendront après nous, le gouvernement n'y pense plus". C'est bien beau s'occuper du présent, mais il y a aussi l'avenir. Il est grand temps que le gouvernement pense aux générations futures. J'espère, lorsque le gouvernement libéral reviendra au pouvoir, que nous en aurons fini de cette politique d'emprunts et de banqueroute.

(Applaudissements de la gauche)

M. Bertrand (Montréal-Laurier) félicite d'abord les députés de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) et d'Argenteuil (M. Dansereau), ainsi que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch). Il souligne ensuite que le discours du député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) a été, à certains moments, intéressant. Il précise que le député de Montréal-Dorion a même fait des efforts visibles, méritoires.

Le député de Montréal-Dorion, dit-il, s'est tenu dans des généralités spéculatives, dans les

hauteurs. Il a su planer. Il a contre nous évidemment une dent. Il a trouvé de nouveaux mots contre nous, des mots peu élogieux, mais il a bien parlé par contre de son chef. En passant, je ferai remarquer que la conversion du député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) est toute récente, soudaine. Il a retrouvé une foi soudaine. Et c'est évident. Son silence durant plusieurs mois fut plutôt significatif. Il n'y a pas très très longtemps encore, il était silencieux.

À ce moment, il ne semblait pas appuyer autant la politique de l'Union nationale; il doit avoir quelque chose à se faire pardonner par le premier ministre. C'est pourquoi il se fait le thuriféraire du premier ministre. Il a fait un très bel éloge du premier ministre. Il fait brûler beaucoup d'encens sous le nez du premier ministre au point que celui-ci, lorsque le député de Montréal-Dorion parlait, en est mal à l'aise, en a paru gêné; il ne sait plus quelle posture prendre, il remue sur son siège et regarde au plafond.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut bien que je regarde en l'air, parce qu'il n'y a rien d'intéressant à voir en face, devant moi.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): C'est pour le moins une affirmation charitable. Ce n'est pas charitable, mais c'est peut-être exact. Nous valons ce que nous valons; le premier ministre aussi. Mais il se croit admirable! Mais que le premier ministre se regarde dans un miroir.

Mais ce qui m'a surpris, M. l'Orateur, c'est que le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) n'a pas soufflé mot des ouvriers. Et pourtant, il représente un quartier ouvrier, il n'a pas parlé du tout des deux nouvelles lois ouvrières du gouvernement contre lesquelles les travailleurs protestent. Il devrait savoir pourtant que les protestations affluent de toutes parts. C'est malheureux.

Avant le gouvernement actuel, le Parti libéral avait donné, en cette province, une véritable législation ouvrière, qui constituait une conquête considérable pour les ouvriers. C'étaient les contrats collectifs. Ils permettaient aux ouvriers d'entrer en relation avec leurs patrons, de traiter avec eux d'égaux à égaux, de discuter leurs conditions de travail futures. C'était reconnaître pour les unions un statut légal les mettant en position de traiter avec les patrons.

Malheureusement, le nouveau gouvernement a tout détruit. Les bills 19 et 20 portent une grave atteinte à la loi des conventions collectives. En voulant colorer cette législation, il a supprimé ce à quoi les ouvriers tenaient le plus: les contrats

collectifs. Il les a remplacés par les salaires raisonnables contre lesquels les ouvriers ont protesté, qu'ils ont dénoncés de toutes manières.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Les ouvriers ont changé d'idée depuis ce temps-là.
(Rires à gauche)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): C'est ce que nous allons voir. Une loi dont on a dit qu'on ne voulait pas. Les chefs ouvriers ont dit que c'était une loi néfaste et que le gouvernement avait manqué à sa parole de protéger les ouvriers. On n'y retrouve pas la protection qui était accordée par la loi des contrats collectifs. Il n'est plus permis maintenant à l'ouvrier de traiter avec le patron. Il ne lui est plus permis de fixer le salaire de l'ouvrier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je ne voudrais pas interrompre le député, mais je lui ferai remarquer qu'il n'est pas permis, en vertu des règlements de la Chambre, d'attaquer, de critiquer une loi, à moins de faire une motion pour faire rappeler cette loi.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je crois que j'ai bien le droit de faire des commentaires, de citer la loi pour montrer ce qu'elle comporte. J'ai le droit, si je ne me trompe, de commenter une loi, mais je n'ai pas le droit de la faire rappeler.

M. l'Orateur: C'est contraire aux règlements. On n'a pas le droit de critiquer une loi, à moins d'avoir fait auparavant une motion en demandant le rappel.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Ainsi, quand une loi est passée, les députés ne peuvent plus en parler?

M. l'Orateur: C'est ce que veulent les règlements.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je continuerai donc à blâmer le gouvernement, sans me rapporter directement à la loi, de ne plus permettre aux ouvriers de traiter égal à égal avec les patrons. Je le blâmerai également de ne pas consulter les ouvriers. La nouvelle loi au lieu de protéger, de respecter les droits acquis des ouvriers, s'est ainsi permis de défranchir les comités paritaires. Le gouvernement fixe lui-même les salaires et les conditions de travail sans consulter les ouvriers.

Et je réaffirme que le monde ouvrier a protesté, les ouvriers de Montréal sont fort mécontents des nouvelles lois du gouvernement, et qu'ils demandent à grands cris le respect de l'ancienne législation qui leur permettait de s'entendre avec les patrons, de régler eux-mêmes leurs problèmes.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable député de Montréal-Laurier ne s'est pas encore aperçu qu'il s'est écarté. Est-ce qu'il ignorerait que la loi des contrats collectifs a été remplacée par la loi des salaires des ouvriers et non par la loi des salaires raisonnables. Il y eut ensuite la loi des salaires raisonnables.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député de Montréal-Laurier et au député de Maisonneuve que les règlements défendent de critiquer une loi, à moins de demander son rappel. Que tous deux s'en tiennent aux règlements.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je regrette de ne pouvoir discuter cette loi et je vais passer à l'étude du budget proprement dit.

Revenons maintenant au budget. Le budget, dit un excellent financier, ne tient pas devant un examen sérieux. Les supposées dépenses de capital n'en sont pas, et le déficit de cette année est en fait de plus de \$50,000,000. La dette de la province était en 1935 de \$184,000,000 et elle est maintenant de \$265,000,000.

Un comptable a déclaré qu'au point de vue de dettes, jamais nous n'avons été dans une pareille situation financière; jamais au sujet de l'augmentation de la dette, la province ne s'est trouvée dans une telle situation.

Un expert, économiste indépendant, déclare que, malgré les prétentions du gouvernement à l'effet que le budget provincial pour l'année fiscale 1938-1939 rapportera \$52,000 en surplus, Québec arrivera probablement en-dessous de \$22,000,000 si les dépenses de capital et les secours directs sont inclus dans les déclarations, et possiblement même \$40,000,000 si les prêts agricoles sont inclus.

Après analyse du contenu du budget, l'économiste a conclu qu'il y aurait un déficit provincial pendant la prochaine année fiscale, déficit qui serait le plus important de toute l'histoire de la province.

Si l'on en croit l'avis de cet expert, la dette provinciale augmentera d'environ \$80,000,000 avec ce budget.

C'est le rôle, le devoir de l'opposition d'aviser modestement mais fermement le gouvernement et de lui montrer les dangers à venir, dangers qu'il fait courir aux finances, et des risques qu'il prend en taxant les générations futures.

Nous taxons les générations futures, ceux qui viendront ensuite devront payer et nous le reprocheront peut-être. On travaille pour remédier aux maux présents et, en même temps, l'on creuse un abîme pour les générations futures. C'est une situation qui alarme.

Avec les emprunts, nous sommes à créer un état de choses éminemment dangereux. Tout citoyen dégagé des préjugés politiques constate que nous créons un état de choses dangereux. Nous sommes justifiables de jeter le cri d'alarme.

Le gouvernement n'a rien fait dont il puisse se vanter et je crois que l'on ne nous a pas présenté la situation de la province sous son vrai jour. Ce budget n'est pas un succès et ne montre pas le vrai portrait de la condition financière de la province.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En comité⁹:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) conseille de remettre cette séance du comité des subsides à plus tard¹⁰.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

École d'agriculture à Nicolet

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 37 relatif à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹¹:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il convient de laisser la conduite de ces écoles aux meilleurs éducateurs de notre peuple, les corporations religieuses;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer dans une large mesure à l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Nicolet;

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec une corporation religieuse, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Nicolet, d'une école régionale d'agriculture et à payer pour cette fin à ladite corporation, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années, une subvention annuelle de vingt mille dollars et une bourse mensuelle n'excédant pas neuf dollars par élève, jusqu'à concurrence de quatre-vingts élèves.

2. Que les dispositions de la résolution qui précède auront leur effet depuis le 22 juillet 1937.

M. Fleury (Nicolet): C'est avec plaisir que je me lève pour approuver les résolutions qui concernent l'établissement d'une école dans mon comté. Il s'agit d'un montant de \$100,000 réparti sur cinq ans.

Je félicite et remercie le ministre de l'Agriculture, le gouvernement Duplessis, au nom des cultivateurs de mon comté, d'avoir répondu aux demandes de l'un des représentants de la classe agricole, de la nouvelle preuve qu'il vient de donner de son patriotisme et de son dévouement envers la classe agricole. Je le remercie d'autant plus que nous avions en vain demandé cette école au gouvernement libéral depuis une dizaine d'années. Le gouvernement de l'Union nationale dès sa première année, au contraire, n'a pas hésité à nous donner ce que nous demandions.

C'est faire œuvre de bien et travailler pour le développement et le progrès de l'agriculture et le relèvement des conditions économiques dans notre province. Le gouvernement donne la preuve qu'il entend donner une administration en faveur, basée sur l'agriculture. C'est la politique la plus stable et la plus saine.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je regrette que le gouvernement n'ait pas pensé de doter le Séminaire de Saint-Hyacinthe d'une école d'agriculture. Je voudrais savoir si le premier ministre est disposé à accorder un montant semblable au Séminaire de Saint-Hyacinthe. Il a réclamé une école d'agriculture depuis plusieurs années, sans l'obtenir. Le Séminaire de Saint-Hyacinthe est fidèle au premier ministre et ce dernier devrait le reconnaître. De plus, l'endroit serait bien choisi, car Saint-Hyacinthe est un centre de communications, c'est un centre agricole des plus progressifs, c'est au centre de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, c'est à deux pas de Bagot!

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, certainement. Et ce serait aider le gouvernement: ça permettra à cette école d'enseigner aux cultivateurs, aux électeurs de Bagot comment faire fructifier leur ferme, à bien employer leur \$400,000 de prêts agricoles afin qu'ils puissent rembourser plus rapidement l'argent qu'on leur a prêté.

Il y a de bons sols dans Bagot, des très bons, et des moins bons, mais on les a tous trouvés assez bons tout de même puisqu'on a prêté \$400,000 et qu'il y a 400 cultivateurs qui attendent, qui ont fait des demandes pour \$1,300,000. Ça a aidé pour l'élection de Bagot, mais dans l'avenir, je ne sais pas si ça ne deviendra pas dangereux pour le gouvernement. Si le gouvernement ne leur prête pas, ça va être dangereux aux prochaines élections, car l'électoratisme est une arme, une épée à deux tranchants.

On doit donner une école d'agriculture à Saint-Hyacinthe, car on doit ça à une belle région qui a produit le chef de l'opposition actuel, qui voudrait aider son *alma mater* à obtenir quelque chose du gouvernement¹².

(Rires)

Le Séminaire de Saint-Hyacinthe, c'est mon *alma mater*, et je lui dois beaucoup. Le Séminaire a demandé l'école d'agriculture depuis trois ou quatre ans. Le premier ministre devrait faire cela pour le Séminaire, qui l'a demandé depuis plusieurs années. Peut-être qu'il se contentera de moins qu'un demi-million. Mon *alma mater* est bien fidèle au premier ministre. J'en sais quelque chose, j'ai déjà été candidat moi aussi.

J'aimerais savoir ce qu'on va faire avec cet argent que l'on vote, soit \$500,000 attribués à l'école

d'agriculture de Nicolet, à raison de \$20,000 pendant 25 ans. Il va falloir qu'on bâtit un collège. Nous allons encore voter \$2,000,000. On y va largement dans la dépense. C'est la danse des millions, comme si les élections s'en venaient prochainement; on voit des ingénieurs sur le bord du chemin, le long des ruisseaux, regardant dans les longues vues si les élections s'en viennent. On dote certaines parties de la province d'écoles d'agriculture. Ça veut dire que l'on va avoir des élections bientôt.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): À Saint-Hyacinthe aussi.

Une voix: Les élections de Saint-Hyacinthe s'en viennent.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On sera là encore. Si on réussit à battre le député de Saint-Hyacinthe, ce ne sera pas le meilleur service qu'on pourra rendre à la province. Il parle ensuite du rôle utile de l'opposition. Il y aura encore des conservateurs bien pensants, dit-il, qui voteront pour lui. Une chance qu'il y en eut à la dernière élection à Saint-Hyacinthe. Sans cela, il serait peut-être resté sur le carreau, il aurait été battu, et il se serait dépensé plus de millions par le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le chef de l'opposition parlementaire, sur un projet de loi si peu contentieux, ait jugé à propos de faire des allusions politiques si éloignées du sujet. Il a parlé du Séminaire de Saint-Hyacinthe, et du fait que, depuis quatre ans, il a demandé une école d'agriculture. Je prends note du fait que du temps où le chef de l'opposition a été ministre et qu'il avait donc de l'influence, il n'a rien fait, il n'a pas eu assez de cœur pour penser au Séminaire de Saint-Hyacinthe, pour lui donner ce qu'il demandait.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'était pas le cœur qui manquait, mais c'était l'argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment? Alors, vous n'aviez plus un sou. Pourquoi nous faire des discours, hier encore, pour venir dire que lorsque le Parti libéral a quitté le pouvoir, les coffres de la province étaient pleins et que tout était prospère? Je tiens note de cet aveu spontané du chef de l'opposition qui admet maintenant que les coffres de la province étaient vides lorsque nous avons pris le pouvoir.

(Rires et applaudissements)

Le chef de l'opposition a tort de faire de la politique. Cela me fait de la peine pour le Parti libéral, qui mérite autre chose, que le chef de l'opposition prenne pareille attitude. J'espère qu'il se réformera.

Ce n'est pas juste non plus pour les électeurs de Bagot, dont il n'a pas le droit d'attaquer l'honnêteté et l'intelligence, que de dire, comme le fait le chef de l'opposition, qu'ils sacrifient leurs principes pour de l'argent. Il a dit ensuite que les électeurs de Bagot iraient s'instruire à Saint-Hyacinthe, de façon à remettre l'argent qu'ils ont emprunté. C'est injuste pour les électeurs de Bagot; le chef de l'opposition n'a pas le droit de les traiter d'ignorants; c'est faux.

Il a parlé des sols. Sans doute, il a songé aux sols stériles quand il a fait allusion à celui qui l'a produit. Le député de Nicolet (M. Fleury), un des membres les plus dévoués de la classe agricole, a demandé une école d'agriculture. Il est venu voir le ministre de l'Agriculture, le plus grand depuis la Confédération, et il a été décidé de donner une école d'agriculture, qui sera annexée au Séminaire de Nicolet, une de nos vieilles institutions située dans un centre rural.

Il fait ensuite l'éloge du Séminaire de Nicolet et parle des grands avantages qui résulteront pour l'agriculture. Nous accordons \$100,000, dit-il, et non pas \$500,000. Il y a une erreur dans le texte des résolutions. Par une erreur d'impression, on a mis 20 ans¹³, au lieu de cinq ans. C'est \$20,000 pendant cinq ans que nous votons et non pas durant 25 ans.

Il fait ensuite l'éloge du député de Nicolet et du ministre de l'Agriculture, le plus grand depuis la Confédération.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, c'est le plus grand ministre de l'Agriculture depuis la Confédération et le plus grand député de Nicolet. Tout le monde sait que le géant Beaupré est mort. C'est pour cela qu'il n'y a plus que des grands hommes dans cette Chambre.

Je trouve curieux de constater comme les employés actuels sont sujets à des erreurs. En fait, c'est le gouvernement qui a changé d'idée.

Cela prouve tout de même que nous avons bien fait de questionner le premier ministre. Je voterai en faveur de la résolution, puisqu'il ne s'agit que de \$100,000. Le premier ministre a cependant tort de dire que j'insulte les électeurs, la population agricole de Bagot, car l'enseignement que donnera l'école de Nicolet et celle d'ailleurs aura pour but d'améliorer la formation des agriculteurs, tout

comme une école à Saint-Hyacinthe le ferait pour les gens de la région. Je n'ai pas dit qu'ils n'étaient pas instruits parce que j'ai demandé une école d'agriculture pour Saint-Hyacinthe. Nous sommes tous susceptibles de perfectionnement et nous arrivons au summum de la perfection avec le plus grand gouvernement depuis la Confédération.

Je voterai en faveur des résolutions, pour le bill. L'octroi est maintenant plus raisonnable.

M. Barré (Rouville): Je regrette d'avoir à reprendre le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Mais il a tort de mépriser le député de Nicolet (M. Fleury). Il n'y a pas assez de cultivateurs en cette Chambre. On ne devrait pas essayer de les amoindrir et de les faire taire. S'il y a eu une élection dans Bagot, cela ne veut pas dire que ce comté-là n'avait pas besoin du crédit agricole.

Il aurait dû être établi dès 1924, au moins. Si l'ancien gouvernement avait établi un système de crédit agricole il y a 15 ans, il n'y aurait pas eu tant de ruines accumulées dans nos campagnes. Les millions votés ont été vite épuisés parce que le besoin était grand et que l'agriculture avait été négligée pendant longtemps.

Pour le rétablissement de l'agriculture, il faut enrayer le drainage des capitaux ruraux vers la ville. Le crédit rural a été rendu nécessaire par le fait qu'un système de drainage a été établi depuis 25 ans pour amener l'argent des campagnes vers les villes. Ce drainage a été pratiqué par les banques, les débetures et l'assurance-vie. Il faut un système pour ramener l'argent dans les campagnes, de là la nécessité du crédit rural.

Il peut s'être glissé des abus, mais nous avons le devoir de choisir non pas entre la perfection relative et une perfection absolue qui n'existe pas sur la terre, mais entre un gouvernement qui disait aux cultivateurs: arrangez-vous; et un gouvernement qui prête de l'argent aux cultivateurs. Les oppositionnistes sont malvenus de toujours critiquer le prêt agricole provincial. L'ancien régime se contentait de faire seulement des compliments aux cultivateurs tout en les laissant crever de faim.

Je félicite le gouvernement, dit-il, d'avoir établi le crédit agricole provincial. Pour ce qui est des écoles d'agriculture, ce n'est pas ce que je choisirais si j'avais à choisir. Je suis pour des cours à la masse ou pour des écoles moyennes comme celle que l'on veut créer à Nicolet.

Mais, dit-il, je crois que les grandes écoles d'agriculture n'ont pas rempli le but pour lequel elles ont été établies et soutenues. Ce qu'il faut instruire,

ce n'est pas quelques individus, mais la masse des cultivateurs. Aussi, est-il préférable d'établir, de multiplier les petites écoles de paroisse qui enseignent l'agriculture et ne déracinent pas les fils de cultivateurs de la terre. Car la grande école déracine habituellement les fils d'habitants. Il faut encourager l'enseignement agricole. Le chef de l'opposition a encore beaucoup de choses à apprendre, même à son âge.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'en ai appris beaucoup depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir.

M. Barré (Rouville): J'aimerais qu'il y ait du côté de l'opposition des indépendants, comme il s'en trouve du côté du gouvernement, pour dire au gouvernement qu'il doit faire plus encore.

Je remercie le gouvernement, dit-il, de donner des cours agricoles dans les paroisses. Je lui demande de continuer. Il est possible, dit-il, de combler les besoins de nos cultivateurs en éducation par le biais des cours agricoles dans les paroisses. Il faut éduquer notre jeunesse et nos agriculteurs. Mais je suis convaincu que nous pouvons le faire de manière plus efficace avec les écoles d'agriculture.

Résolutions à rapporter:

Le comité, ayant étudié les résolutions, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Rapports du comité spécial:

Comité spécial de la chasse et de la pêche

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial de la chasse et de la pêche. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Gagnon pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 10 mars 1938, à la page 9, rapporte le montant de \$118,000,000.
2. *Le Canada* du 10 mars 1938, à la page 9, rapporte le montant de \$30,000,000.
3. Il est à noter que ce discours du député d'Argenteuil (M. Dansereau) est son premier en Chambre.
4. *L'Action catholique* du 10 mars 1938, à la page 7, inverse les deux régions, c'est-à-dire qu'au nord nous retrouvons l'industrie laitière et au sud les cultivateurs, les colons. Cependant, tous les autres journaux nous rapportent le contraire.
5. *Le Soleil* du 10 mars 1938, à la page 9, rapporte que "M. Bilodeau, à ce moment, va parler à l'oreille du premier ministre".
6. *L'Action catholique* du 10 mars 1938, à la page 7, rapporte le montant de \$116.50.
7. *L'Action catholique* du 10 mars 1938, à la page 7, rapporte que "le député de Rivière-du-Loup cherche un instant.
8. *La Patrie* du 10 mars 1938, à la page 14, mentionne que la discussion précédente concernait les péages sur les ponts et le reste de la discussion est attribué à la prime sur le beurre et le fromage. Par contre, tous les autres journaux relatent que l'ensemble de la discussion traite de cette prime et non du péage sur les ponts.
9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
10. Le chef de l'opposition fait cette proposition étant donné que, comme le rapporte *Le Soleil* du 10 mars 1938, aux pages 9 et 13: "le premier ministre est momentanément absent, on ne sait au juste à quoi procéder".
11. Voir note 9.
12. *Le Soleil* du 10 mars 1938, à la page 13, ajoute que le chef de l'opposition fait cette remarque en souriant.
13. On remarquera que *Le Soleil* du 10 mars 1938, à la page 13, rapporte 20 ans et que *L'Action catholique* du 10 mars 1938, à la page 15, fait mention de 25 ans. Par contre, si nous regardons plus attentivement les chiffres rapportés, nous voyons que c'est 25 ans qui semble plus exact.

Séance du jeudi 10 mars 1938

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 125 constituant en corporation L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada.

M. Pouliot (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 132 modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company;
- bill 113 constituant en corporation The Normetal Railway Company.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse;
- bill 135 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 122 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 118 constituant en corporation La Société coopérative des dentistes de Québec.

Dépôt de documents:

Statistiques municipales

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année civile 1935. (Document de la session no 13)

Corporations scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre, l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1935. (Document de la session no 15)

**Caisses populaires,
Sociétés coopératives agricoles**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des caisses populaires, sociétés coopératives agricoles 1935. (Document de la session no 16)

Statistiques de l'enseignement

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1935-1936. (Document de la session no 17)

**Tourisme
dans le Québec**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport *re Le tourisme dans le Québec en 1937*. (Document de la session no 18)

**Organisme
de la petite propriété**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'organisme de la petite propriété. (Document de la session no 19)

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité¹:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Bastien (Berthier): C'est encore une diminution sur le crédit de l'année précédente, on diminue la somme habituelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça baisse comme la majorité du député de Berthier, majorité qui est réduite à une voix.

(Rires)

Sous l'ancien régime, on a laissé dilapider la forêt, puis, le mal fait, on a tenté de le réparer en faisant semer des graines de conifères par des avions. Ce fut un insuccès marqué. On s'avisa alors de créer la pépinière de Berthier. Le principe de cette initiative était bon. La pépinière a été établie dans un excellent but parce que sous l'ancien régime on devait prendre des moyens artificiels pour compenser la dilapidation des forêts. Malheureusement, à la pépinière de Berthier, comme pour tout ce que l'ancien régime a touché, il s'est glissé des abus. Pendant les élections, au lieu de faire pousser des arbres, on se servait de la pépinière pour faire pousser des votes...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça coûtait moins cher que dans Bagot.

(Rires)

Quarante mille dollars environ.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il manque un zéro.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons fait une enquête et nous avons constaté

du gaspillage, et notamment que, pendant les trois dernières élections, le député de Berthier intervenait et soufflait, gonflait la liste de paie de noms d'électeurs pour obtenir une majorité, mais il n'a gagné que par une voix. Or, comme nous ne sommes pas là pour faire l'affaire du député de Berthier, mais pour celle de la province, nous avons calculé que \$35,000 constituait un subside suffisant.

M. Bastien (Berthier): Je nie les accusations du premier ministre. Les avances du premier ministre restent à prouver. La pépinière est une institution remarquable qui peut faire honneur à n'importe quel gouvernement. Le gouvernement devrait non pas diminuer les subsides, mais les augmenter, pour cette œuvre indispensable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande au député d'être logique. L'opposition a une drôle de conduite. On prétend que nous dépensons trop et après l'on dit que nous ne dépensons pas assez. Elle affirme que la province est ruinée, et elle demande au gouvernement d'augmenter ses dépenses.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entomologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre) (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour affaires municipales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour renseignements commerciaux (Affaires municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

M. Tardif (Frontenac) pose une question.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): C'est un office qui a pour fonctions de donner des renseignements aux industriels et aux commerçants.

M. Barré (Rouville) souligne certaines anomalies, des situations pour le moins étranges, dont on lui a parlé au sujet des taux de chemins de fer.

On m'a affirmé, dit-il, que les producteurs de pommes de terre de Nominigüe paient aussi cher pour envoyer leurs produits à Montréal que ceux du Nouveau-Brunswick, et que le coût d'expédition, les taux de fret de certaines marchandises de Toronto à Montréal sont moins élevés que ceux de Montréal à Toronto. Si la chose est vraie, il y a quelque chose qui ne va pas quelque part, et je crois que le gouvernement de Québec serait bien inspiré, se devrait de constituer un office pour défendre les intérêts québécois quant aux taux ferroviaires, qui aurait pour mission de s'occuper des taux de transport.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Quelqu'un sera chargé de s'occuper de ce problème des taux de transport. J'ai décidé, dit-il, de m'attacher un spécialiste en la matière. Cet employé a déjà fait des études approfondies sur la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Rouville d'avoir soulevé cette question. Ce que le député de Rouville vient de signaler est une question des plus importantes pour notre province. Les deux partis politiques fédéraux ont multiplié les lignes de chemins de fer. Tout le monde sait que nous subissons une crise ferroviaire; le pays est actuellement en proie à une crise ferroviaire. Les deux gouvernements, bleu et rouge, dans le passé, se sont lancés dans des entreprises ferroviaires désastreuses, en multipliant les lignes de chemin de fer parallèles concurrentes.

Tous les ans les déficits du C.N.R. s'accumulent. Ce dernier a un déficit annuel de \$100,000,000. Sans doute on tient une comptabilité séparée, mais c'est tout de même une augmentation de la dette du pays. Ottawa ne considère pas cela comme une dette du pays, mais en réalité c'est payé par le pays. Ontario et Québec fournissent 75 % des revenus; c'est sur ces deux provinces que tombe la plus forte partie du fardeau. Mais il en coûte davantage pour transporter quelque chose de Québec en Colombie-Britannique par le chemin de fer que ce qu'il en coûte de Colombie-Britannique vers Québec.

Je le répète, les deux partis fédéraux sont responsables. Nous, du Québec, sommes prêts à aider l'Ouest, mais nous ne nous saignerons pas à

blanc pour l'Ouest. À ce déficit s'ajoute celui que le Canada doit subir annuellement à la suite de la construction et de l'entretien du chemin de fer de la Baie d'Hudson ainsi que de l'entretien du port de Churchill. On a construit des chemins de fer ruineux, comme celui de Fort Churchill qui a coûté \$54,000,000 alors que trois ou quatre navires seulement sont venus chaque année pour prendre le blé des provinces de l'Ouest; le coût de manutention du blé qui a poussé par là revient à \$3 par boisseau, alors que le blé se vendait à \$1.35 le boisseau.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le ministre des Mines siégeait à Ottawa dans ce temps-là?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une question trop sérieuse pour s'occuper de détails de partisanerie. La Commission des chemins de fer impose des taux où la province de Québec n'est pas particulièrement favorisée, de sorte qu'elle subit une concurrence injuste. Montréal et Québec se trouvent pour les fins de taux ferroviaires en plus mauvaise situation que les villes des autres provinces.

Les deux gouvernements se sont trompés en poussant outre mesure la concurrence ferroviaire, par des constructions qui dépassaient la mesure de nos moyens et de notre développement.

On a sacrifié l'Est à l'Ouest et la Commission des chemins de fer a établi des taux spéciaux pour l'Ouest du pays. Nous sommes bien prêts à aider l'Ouest, mais nous ne voulons pas être sacrifiés à cette partie du pays.

Il y a des taux de faveur établis pour la Colombie-Britannique et les Provinces maritimes, mais il n'en reste pas moins vrai que Québec et Montréal se trouvent dans un état d'infériorité, et cela, avec notre argent.

L'heure est arrivée où tous les gens de Québec doivent se donner la main pour faire valoir les droits du Québec, pour réparer le mal causé à la province, et qui peut menacer l'équilibre confédératif. Ontario et Québec sont le père et la mère de la Confédération, mais la situation actuelle sape la solidité de cette Confédération.

J'espère que l'opposition demandera à ses amis d'Ottawa de réparer le mal que nous avons subi et s'ils veulent le faire, le gouvernement de la province de Québec sera heureux de collaborer avec eux tous.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour recherches économiques (Affaires municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour recherches scientifiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Ce bureau fait le relevé de nos ressources naturelles. Il s'agit d'un organisme institué, organisé par M. Esdras Minville qui s'est adjoint M. Paul Riou. Au lieu de donner des octrois à telle ou telle industrie, les argents votés servent à faire faire des expérimentations. Le département leur fournit un service de renseignements et d'expertise de tout premier ordre, ce qui est plus logique et efficace.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) demande à ce qu'on porte attention à son district électoral dans le domaine des ressources naturelles.

Il réclame les services des experts en recherches scientifiques pour découvrir les ressources naturelles de sa région.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) l'assure que ce sera fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu toute une phalange de compétences qui ont mis leur talent au service de la province. L'on a ainsi ouvert de nouvelles carrières à nos jeunes et quantité de jeunes gens ont trouvé de l'emploi.

Il souligne que lorsque le ministre a pris en charge le portefeuille de son prédécesseur, l'actuel chef de l'opposition, il a trouvé le département de l'Industrie et du Commerce dans un état sérieux de désorganisation. En conséquence, il a dû le réformer et lui donner une nouvelle orientation.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le gouvernement, dit-il, a réorganisé pour sa part le département des Affaires municipales et il a droit pour tout ce travail excellent de recevoir les félicitations chaleureuses de la Chambre et du chef de l'opposition en particulier.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il ne s'agit pas de blâmer personne, mais d'obtenir des renseignements.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je remercie, dit-il, le ministre du Commerce et de l'Industrie pour le travail exécuté au cours de la dernière année dans mon département dans la Gaspésie par l'entremise des savants.

Ce conseil de recherche, dit-il, a donné de bons résultats, par exemple, au sujet de la pêche au saumon, sur laquelle une enquête fut faite, conduite par des experts mis à la disposition du gouvernement, de mon département par l'honorable M. Bilodeau. Grâce à eux, le saumon ne sera pas totalement détruit dans la province de Québec.

Il parle des conseils économiques et scientifiques existant ailleurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Existe-t-il un rapport de ces messieurs?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Non.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais savoir si l'on a fait beaucoup de découvertes, surtout dans le domaine des sciences. Il serait bien intéressant d'avoir un rapport des recherches scientifiques. Il importe de connaître le résultat de ces recherches, tout particulièrement intéressant pour la voirie. Par exemple, on pourrait faire des recherches sur les routes et ce qui entre dans leur fabrication, car cela permettra peut-être de trouver un moyen d'empêcher nos routes de subir de graves détériorations à cause du froid. Car le gouvernement de l'Union nationale a beau faire des merveilles, il y a encore du froid en notre province, et le ministre de la Voirie viendra encore demander des crédits parce que le froid aura brisé des chemins.

Les rapports de ces recherches ne sont pas imprimés. Tous les autres gouvernements du dominion font imprimer leurs rapports. J'aimerais que l'on fasse imprimer les rapports des chercheurs scientifiques. Et puis, le gouvernement, qui confie des contrats d'impression au même taux que l'ancien régime, pourrait faire imprimer les rapports de ces experts. De cette façon, nous, de la province de Québec, n'aurions pas l'air d'un conseil de comté de rang double, quand les autres pays et les autres provinces nous demandent nos rapports. Imprimés ou non, je voudrais savoir quand nous aurons ces rapports?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): L'opposition les aura en temps et lieu. Avec nous le public, les citoyens pourront avoir toutes les informations qu'ils peuvent désirer, à mon bureau, et il leur en coûtera moins cher que sous l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est pour cela que vous dépensez plus que sous l'ancien gouvernement?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Ainsi, l'*Annuaire statistique* qui a coûté \$12,774 en 1935, a coûté \$10,530 en 1936 et \$9,340 en 1937. Les impressions de statistiques coûtent actuellement 54 % meilleur marché que sous l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien de pages comptent maintenant les rapports?

M. Boyer (Châteauguay): Cela n'a aucune importance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est important pour connaître les prix en comparaison avec ceux des années précédentes.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Aussi volumineux, aussi bien rempli et moins épais que dans le passé.

Il remercie sa province et son parti. Il recommande au chef de l'opposition la lecture d'un article de la *Gazette*, publiée à Montréal, du 6 mars: *Liberalism in Quebec*.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce serait sans doute intéressant, lire cet article, mais pour l'instant il est question d'autre chose. J'aimerais savoir si les rapports sur les recherches scientifiques seront bientôt communiqués au public et si nous avons maintenant un *Annuaire statistique* présenté de façon bilingue comme autrefois. Autrefois, nous avions un volume en français et un volume en anglais.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Il y a eu une grande amélioration. Le chef de l'opposition ne lit même pas les rapports.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) exprime des regrets face à l'attitude de l'opposition et demande à ce qu'on aide sa circonscription, par le biais du Conseil de recherches scientifiques, dans le développement des sources d'eau minérale près de Roberval et d'autres ressources naturelles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ministres et députés ne sont pas très explicites.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les recherches scientifiques ont rendu de grands services au comté

de Gaspé-Sud relativement à la production de poisson, pour l'utilisation des déchets de morue, particulièrement pour faire de la farine de poisson que l'on compte utiliser pour nourrir les renards. On peut maintenant vendre le poisson en conserve et particulièrement la morue. Plusieurs autres sujets importants pour les pêcheurs de Gaspé, en raison des revenus supplémentaires et des dépenses réduites qu'ils entraînent, sont concernés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dit qu'alors qu'il était petit garçon, il consommait du poisson. Un député provoqua le rire général lorsqu'il souligna qu'il trouvait cela étrange, étant donné que le poisson rend intelligent.

Je demande des informations au ministre du Commerce, dit-il. S'il ne peut me les fournir maintenant, je lui demanderai de se préparer pour la prochaine session. C'est un bon ministre. C'est lui qui m'a remplacé.

La morue s'est vendue un centin la livre, alors que le gouvernement de l'Union nationale avait promis d'obtenir un prix de sept sous.

Si la morue comestible vaut et se vend à un centin la livre, je me demande ce que peut valoir la peau. À ce compte, les déchets ne doivent pas coûter cher.

À tout événement, il est disposé à voter le crédit, mais l'an prochain il faudra que le ministre soit renseigné.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Jamais la morue n'avait été mise en conserve avant l'été dernier. Sous l'ancien régime, la morue ne s'est jamais vendue plus qu'une cent la livre. Le filet de morue s'est vendu un centin au début de la saison dernière, et un centin et quart ensuite. Au cours de l'été dernier, on l'a vendue tout près de deux cents, deux sous et quart la livre. Dans les années passées, le prix était de \$2.65 pour 237 livres, et maintenant il a monté à \$3 pour 237 livres en raison du travail du gouvernement de l'Union nationale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est \$3 pour 300 livres.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Si le chef de l'opposition est capable de me prouver que durant une seule année de l'ancien régime la morue s'est vendue plus chère que l'an dernier, je lèverai mon chapeau devant lui. Aujourd'hui les pêcheurs sont payés pour tout le poisson qu'ils apportent à la côte. Anciennement, ils ne pouvaient vendre que la

morue, alors que maintenant ils sont en mesure de vendre aussi les autres poissons.

Non seulement ça, mais alors qu'ils ne pouvaient, par le passé, vendre que les filets, ils peuvent aujourd'hui écouler la tête, le foie et même la queue. Ce qui ne se faisait pas autrefois. Je comprends que la science que préfère le chef d'opposition, c'est l'astronomie. Au fait, il vient de parler comme un homme dans la lune. Il parle du travail exécuté au sujet de la migration et de la pêche au saumon.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'Union nationale avait promis de faire payer le poisson 7 cents la livre alors qu'il ne se vend encore qu'à une cent et un sou et quart. Cela démontre qu'il n'est pas facile de faire des miracles et que même le gouvernement de l'Union nationale ne peut trouver une panacée universelle, et même avec le plus grand ministre du Commerce depuis la Confédération.

(Applaudissements de la droite)

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le chef de l'opposition aurait dû être le dernier à parler. Il est mal venu de critiquer le Bureau des recherches scientifiques. Lorsque je suis arrivé au département, il n'y avait qu'un employé dans ce bureau, dans ce ministère. C'est que l'honorable M. Taschereau s'y était opposé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): De mon temps, il se faisait autant de recherches scientifiques et de découvertes qu'aujourd'hui.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le ministre qui m'a précédé voulait un gouvernement nouveau et un poste de premier ministre. J'étais à vos côtés et quand j'ai vu que vous ne vouliez rien faire pour le peuple et pour la province, je vous ai quittés, abandonnés. Dans ce temps-là, le chef de l'opposition cherchait sa voie. Il se tenait dans les bureaux de l'Action libérale nationale à Montréal, rue Saint-François-Xavier, prêt à offrir ses services.

Il cherchait sa voie, peut-être aussi un autre portefeuille. Je me rappelle un samedi après-midi, une rencontre entre le chef de l'opposition et M. Édouard Lacroix, député fédéral libéral de Beauce aux Communes. M. Lacroix lui dit: "Si vous voulez être des nôtres, faites d'abord une profession de foi".

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
De foie de morue.
(Rires)

Un député: Ça sentait la morue.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je me souviens encore du banquet au Windsor.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout cela le même jour? C'est vous autres qui m'y aviez invité. L'honorable M. Duplessis n'y était pas? Il était occupé à recueillir la souscription du trust, du Montreal Light, Heat & Power.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je me souviens. Le chef de l'opposition disait qu'il n'était jamais entré dans quelque chose sans savoir ce que cela rapportait, paierait. Le chef de l'opposition devrait être le dernier à reprocher au ministre du Commerce de ne pouvoir le renseigner à la minute sur tout ce qui s'est accompli dans le domaine des recherches scientifiques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette visite que j'ai faite rue Saint-François-Xavier, je l'ai faite sur une invitation de ces messieurs de l'Action libérale nationale.

Des voix: Oui? Qui?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces messieurs, dont quelques-uns ne sont plus de l'Union nationale.

Des voix: Tiens! Ils vous ressemblent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis resté fidèle à mon parti, à mes idées et j'en suis heureux.

M. Boyer (Châteauguay): Et au portefeuille.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai été invité à cette réunion et, comme je suis poli, j'ai accepté l'invitation. On m'a demandé d'exprimer mes idées et je l'ai fait. Je suis resté avec mes amis et je m'en félicite. Des députés de l'Union nationale m'ont quitté. Je suis prêt, dit-il, à rencontrer qui que ce soit lorsque ce sera dans l'intérêt de la province. Si le gouvernement m'invite à une de ses réunions, je l'informe que j'y serai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je suis satisfait, heureux de la confession partielle du chef de l'opposition au sujet de la rencontre avec l'Action libérale nationale. Il dit qu'on l'a invité et qu'il s'est rendu et qu'il y a exprimé ses opinions. Il y a eu un caucus et, ensuite, on se souvient qu'il a

invité ces gens-là, ses nouveaux amis, les membres de l'Action libérale nationale chez lui à un banquet donné à Saint-Hyacinthe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est avant, cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici un partisan du gouvernement Taschereau. Il fut élu dans le parti de M. Taschereau qui l'a nommé Orateur de la Chambre. Il voulait être ministre mais le premier ministre du temps, M. Taschereau, ne voulait pas. Il y eut alors une invitation de ceux qui aspiraient à renverser le ministère, le gouvernement et il s'y est rendu. Il posait ses conditions à ses nouveaux amis et leur a dit qu'il voulait être chef de l'Action libérale nationale. Mais les gens ont dit: "Partisan, c'est bon; mais chef, il y a toujours un bout".

Aujourd'hui, il veut flirter avec le ministère pour rester chef de l'opposition. Étant donné les conditions présentes, je veux qu'il reste chef du Parti libéral. Si je peux aider le chef d'opposition à rester le chef véritable et unique de son parti, je le ferai. Il est le meilleur chef d'opposition qu'il y ait eu depuis la Confédération, le meilleur chef d'opposition que l'on puisse concevoir. Il rendrait comme tel de grands services à la province.

Ce serait un crime si l'honorable M. Godbout le remplaçait comme chef. Il est fait sur mesure; il a tous les caractères de permanence, et ce n'est pas un vilain garçon. C'est déjà assez qu'il ait été 16 ans aspirant-ministre. Il a eu des difficultés. Je vais travailler de toutes mes forces pour qu'il garde sa position aussi longtemps que possible. Il peut compter sur mon concours pour rester chef de l'opposition.

M. Bastien (Berthier)²: Je m'excuse d'interrompre le premier ministre. Mais, dit-il, le premier ministre ne pourrait-il pas nous raconter ses relations avec M. Camillien Houde, ses tractations avec M. Paul Gouin et son divorce avec M. Gouin, puis son divorce avec le député de Québec-Centre (M. Hamel) et sa rupture, sa séparation de son bras droit du nouveau Parti national, le député de Québec-Est (M. Drouin).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier s'éloigne du sujet. Je comprends que le député de Berthier n'aime pas que je dise que le député de Saint-Hyacinthe est le meilleur chef de l'opposition depuis la Confédération, qu'il est meilleur que lui. Mais

l'Union nationale n'administre ni avec ses bras ni avec ses pieds, mais avec sa tête. Mais il y a une chose à noter: si l'Union nationale a perdu un bras, elle a encore la tête.

(Applaudissements et rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre est obligé de faire signe au ministre des Mines pour que celui-ci applaudisse.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) ne devrait pas m'empêcher de faire l'éloge du chef de l'opposition. Je lui demande de s'unir autour du brillant jeune homme qui est son chef.

(Rires)

J'espère que l'opposition, avec une partie de son cerveau en dehors et une autre partie en dedans se trouvera une tête avec une cervelle complète³.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je remercie le chef du gouvernement des éloges qu'il vient de me décerner. Je tiens à prévenir le gouvernement que je n'aspire nullement à devenir chef du Parti libéral. Le premier ministre ne réussira pas à faire croire à la province que le chef de l'opposition veut prendre la tête du Parti libéral. Nous avons un chef et nous en sommes des plus satisfaits, et il continuera à être notre chef, à moins qu'il ne démissionne. Il restera à ce poste jusqu'à ce qu'il remplace le premier ministre actuel. Le successeur du chef actuel de l'opposition, ce sera le premier ministre. Et ça ne prendra pas de temps!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça va prendre plusieurs années de recherches scientifiques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre prétend que j'ai voulu être le chef de l'Union nationale, que j'aspire à la chefferie. C'est absolument faux. Je ne suis pas comme le premier ministre qui a supplanté ceux qui l'ont porté au pouvoir. Le premier ministre a réussi à s'imposer comme chef dans son parti, mais il a perdu ceux qui l'ont porté au pouvoir, par exemple. Quant au chef de l'opposition, il ne regrette pas du tout ce qu'il a fait. Il tâchera toujours d'être utile à son parti et à sa province indépendamment de toute partisanerie politique.

Je continuerai comme par le passé à faire mon devoir. Il vaudrait peut-être mieux pour le bien de la province que le chef du Parti libéral soit en

cette Chambre, mais je ferai tout mon possible pour le bien remplacer. Et j'aime encore bien mieux ma position que celle de certains de mes anciens amis. J'admets que le chef du Parti libéral serait un bien meilleur chef de l'opposition que le député de Saint-Hyacinthe. Mais le député de Saint-Hyacinthe continuera de faire, à remplir son devoir, à faire ce qu'il fait pour aider sa province et son parti.

M. Boiteau (Bellechasse): Il me fait plaisir que l'histoire de l'Action libérale nationale ait une page reproduite, cet après-midi, en Chambre. Puisqu'on a parlé il y a un instant de l'Action libérale nationale, je crois de mon devoir de dire quelques mots. Et je parlerai surtout de cette assemblée à laquelle nous avait convoqués le chef de l'opposition.

Je suis en tous points de l'opinion du ministre du Commerce, concernant l'entrevue Bouchard sur la rue Saint-François-Xavier. M. Édouard Lacroix nous avait priés d'assister à cette assemblée, qui eut lieu rue Saint-François-Xavier, à Montréal, où le député de Saint-Hyacinthe était venu rencontrer les membres de l'Action libérale nationale.

Nous avons attendu le député de Saint-Hyacinthe de trois heures à six heures moins quart ce soir-là. Il est finalement arrivé accompagné de l'échevin Chabot de Saint-Hyacinthe. Il nous a demandé de nous joindre au Parti libéral, de devenir chefs de notre mouvement. Le député de Saint-Hyacinthe aspirait à ce moment à un ministère.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie catégoriquement de mon siège de député ce que dit le député de Bellechasse.

M. Boiteau (Bellechasse): Le chef de l'opposition aura beau nier, ça ne m'empêchera pas de répéter ce que j'ai avancé; c'est la vérité quand même. Pourquoi cherche-t-il à nier? Je dis la vérité. Le chef de l'opposition actuel voulait devenir notre chef pour mieux nous vendre à M. Taschereau. Mais nous avons voulu rester fidèles à notre mouvement afin de nous unir au premier ministre. Nous avons alors préféré garder les chefs que nous avions. Il s'était peut-être entendu avec M. Taschereau pour nous ramener plus tard avec lui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) soulève un point d'ordre.

M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre. Le député de Bellechasse n'a pas le droit de répéter ce qu'il a dit, après que le chef de l'opposition

a donné sa parole qu'il n'ait ce qui est avancé. Le député de Bellechasse devrait accepter le démenti du chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut s'entendre. On peut prendre la parole d'un député s'il y a sujet à contestation. Mais le député de Bellechasse rapporte ce qui s'est passé à une réunion à laquelle il assistait. Le député de Saint-Hyacinthe niera s'il veut, mais ça n'empêchera pas le député de Bellechasse de parler. Si quelqu'un prétendait, par exemple, que le député de Berthier est mieux qualifié comme chef que le député de Saint-Hyacinthe, personne ne le croirait. Un député présent à la réunion de la rue Saint-François Xavier donne sa parole au député de Saint-Hyacinthe qui n'accepte pas la parole du député de Bellechasse.

M. Boiteau (Bellechasse): Je maintiens que le député de Saint-Hyacinthe a tenté, lors de cette réunion, de nous amener dans les rangs du Parti libéral. Et nous avons refusé. Le député de Saint-Hyacinthe désirant devenir ministre dans le cabinet Taschereau voulait devenir chef de l'Action libérale nationale afin de nous amener vers les prétendus hommes nouveaux. M. Édouard Lacroix a répondu au député de Saint-Hyacinthe en lui signifiant qu'il voulait garder M. Paul Gouin à la tête du mouvement: "Dans la Beauce, on ne change pas de chevaux à n'importe quelle condition. Quand on a un bon cheval, on ne prend pas un piton", aurait-il dit. Plus tard, nous nous sommes ralliés à l'Union nationale. C'est M. Lacroix lui-même qui a déclaré que nous refusions de nous joindre au Parti libéral.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-quatre mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agent de la province à Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit;
- bill 109 modifiant la charte de "Les sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier";
- bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat.

Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 relatif à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Attendu que la communauté des sœurs de Charité de la Providence, à la demande et sur les instructions du gouvernement précédent, a agrandi son hôpital pour aliénés en y ajoutant un pavillon, dit pavillon Notre-Dame-du-Rosaire, dont la construction a nécessité de la part de cette communauté un emprunt au montant d'un million cent mille dollars;

Attendu que ladite communauté a demandé l'aide du gouvernement actuel pour faire face aux obligations qu'elle a dû contracter à la suite de cette construction et qu'il y a lieu de la lui fournir;

1. Que la communauté des sœurs de Charité de la Providence soit reconnue, pour ce qui concerne le pavillon Notre-Dame-du-Rosaire, comme une institution d'assistance publique aux termes de la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 189), et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra prendre, quant à ce pavillon, l'engagement prévu à l'article 18 de ladite loi, pour la garantie d'un emprunt n'excédant pas un million cent mille dollars, portant intérêt au taux de trois pour cent et remboursable par versements annuels du 1^{er} mai 1938 au 1^{er} mai 1960.

2. Que le trésorier de la province soit autorisé à retenir, sur chaque contribution de deux cent seize dollars payable à la communauté pour l'entretien annuel d'un aliéné en vertu d'un contrat passé entre elle et le gouvernement de la province, les sommes nécessaires pour acquitter les intérêts et l'amortissement de l'emprunt visé à la résolution 1 et à verser ces retenues au fonds de l'assistance publique afin de le rembourser des sommes qui y seront prises pour l'exécution dudit engagement.

3. Que le ministre de la santé soit autorisé à signer pour le gouvernement de la province et au nom de celui-ci les actes requis pour exécuter la garantie ci-dessus mentionnée.

4. Que la contribution du gouvernement et des municipalités à l'entretien d'un aliéné à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu ne devra en aucun cas excéder deux cent seize dollars par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'aider les religieuses de l'hôpital à obtenir les finances qui leur sont nécessaires.

Les sœurs ont construit deux ailes additionnelles à leur hôpital.

Lors de la construction de la première aile, une loi a été passée par l'ancien gouvernement portant de \$200 à \$216 l'allocation fournie, moitié par le

gouvernement et moitié par les municipalités, pour chaque patient hospitalisé.

Mais lorsque les sœurs voulurent vendre des débentures, les courtiers leur expliquèrent qu'il serait préférable que l'institution fût placée sous l'assistance publique, étant donné que les garanties en seraient plus considérables.

L'aile nouvelle fut placée sous l'assistance publique, avec entente que l'allocation ne dépasserait pas les \$216 payés par le gouvernement et les municipalités. Comme une autre aile a été construite depuis, il s'agit encore de la placer sous l'assistance publique avec la même entente que l'allocation ne sera pas augmentée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est correct.

M. le président: Adopté?

Des voix: Adopté.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande la permission de présenter le bill 44 relatif à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne voudrais pas que la séance soit trop longue, vu qu'il doit y avoir, ce soir, un banquet. La séance, dit-il, s'ajournera à cinq heures, pour permettre aux journalistes de fêter le 25^e anniversaire de l'entrée de

l'un des leurs à la galerie de la presse. Je ne veux pas dire son âge pour ne pas lui faire de tort⁵.

Tout de même, avant que la Chambre s'ajourne, j'aimerais à ce qu'elle adopte un petit bill.

Constituts et régime de tenure à Hull

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si vous le voulez bien, nous allons passer le bill que présente le député de Hull (M. Taché), bill 179 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull. Il s'agit de modifier un système inspiré des temps de servage et d'esclavage. L'ancienne loi qui garantissait contre cela expire le 15 mars; il y a donc urgence. Comme ce bill doit être adopté le plus tôt possible, j'espère que l'opposition ne s'y opposera pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si je comprends bien, le bill comporte seulement une prolongation de terme, purement et simplement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui, oui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien. Je n'ai pas d'objection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On va la passer tout de suite en comité plénier et en troisième lecture, après quoi on pourra ajourner.

M. Taché (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.
Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je tiens à féliciter chaleureusement le député de Hull (M. Taché) pour l'intérêt qu'il porte à son comté, de la sollicitude qu'il montre à l'égard de ses électeurs. N'eût été son dévouement, les électeurs de Hull n'auraient pu bénéficier aussi vite des avantages que comporte la loi. Aussi a-t-il droit à toutes nos félicitations, nos congratulations.

(Applaudissements)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taché (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

Travaux de la Chambre, renseignements

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous allons encore ajourner, cette semaine, à mardi prochain.

Maintenant, j'ai prié le greffier d'inscrire une motion au *Feuilleton* pour signifier à tous les membres de la Chambre que nous allons siéger à partir de la semaine prochaine, tous les jours, tous les soirs de la semaine.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Même le vendredi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si ce n'est pas nécessaire, nous n'aurons pas à procéder ainsi. Mais il y aura, à tous les jours, deux séances par jour, l'une de trois heures à six heures l'après-midi; et l'autre de huit heures à onze heures le soir.

Il y avait ce matin un comité des comptes publics, lequel a été ajourné à mardi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À mercredi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À mardi, à mardi, mais le chef de l'opposition a demandé qu'on ajourne à mercredi, et j'ai consenti. J'avertis donc le gérant de la Caisse d'économie de ne pas venir ici avec tous ses livres, mardi matin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y en a pas beaucoup de livres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est ce qu'on va voir.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

2. *L'Événement* du 11 mars 1938, à la page 9, attribue cette intervention au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), mais tous les autres journaux l'attribuent au député de Berthier (M. Bastien).

3. Allusion au fait que M. Godbout est effectivement chef du Parti libéral, bien qu'il n'ait pas été élu député aux élections générales tenues le 17 août 1936. Bien qu'il perdit son siège à l'Assemblée nationale à ce moment, il demeura chef du Parti libéral, fut confirmé chef du parti au congrès du parti tenu le 11 juin 1938 et revint au pouvoir à l'élection du 25 octobre 1939. De 1936 à 1939, M. T.-D. Bouchard est alors chef de l'opposition officielle en Chambre. Pour cette raison, M. Duplessis se plaît à faire référence aux nombreux chefs de l'opposition ou à un parti "qui a son chef à l'extérieur de cette Chambre.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

5. Selon *Le Canada* du 11 mars 1938, à la page 9, cette dernière remarque, le premier ministre la fait en riant.

6. Voir note 3.

